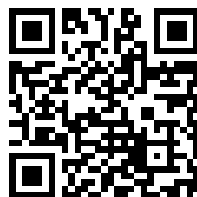

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

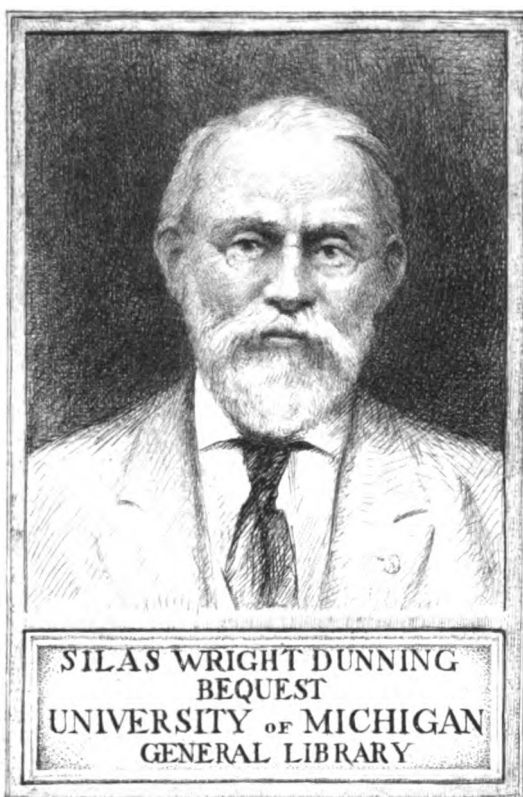
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477995



DC
611
.S325
A.35

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET D'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président d'Honneur : M. F. CHAPSAL, Sénateur, maire de Saintes.
Président : M. CHARLES DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Vice-Président : M. MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Hôtel de Ville.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : M. TEXIER, rue Saint-Eutrope, 36, Saintes.
Trésorier-Adjoint : M. BERTHELOT, banquier rue Pasteur, 17, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GEORGES MUSSET, archiviste paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargouilleau, 32, à La Rochelle.
Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.
DE VAUX DE FOLLETIER, archiviste du département La Rochelle.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, avocat, suppléant au juge de paix, rue Saint-Vivien, à Saintes.
MAURICE MARTINEAU, rue des Jacobins, Saintes.
GASTON TORTAT, juge honoraire, rue Hôtel de ville, Saintes.
ABEL MESTREAU, rue du Port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la Société des Archives est à Saintes, Hôtel des Sociétés, Grande Rue Victor Hugo et Rue André Lemoine.

La société publie tous les trois mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 13 francs : 15 fr. pour l'étranger ; un numéro, 3 fr. 50.

(COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX DE LA SOCIÉTÉ. N° 7038. BUREAU DE BORDEAUX.)

REGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs ; 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 250 francs...

Revue de Saintonge et d'Aunis.

BULLETIN

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
LES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

XLI



SAINTES
LIBRAIRIE DELAUD

5, COURS NATIONAL

1926

Dunvill
n° 1
1-2-197
13603

TABLE DES MATIÈRES

Actes de la Société.

- Admissions, 34, 84, 169, 213, 234, 304, 338.
- Bureau séance, 84.
- Budget, 34, 235.
- Centenaire, 84, 159.

Académie des dix, 340.

Amortissements d'Alphonse de Poitiers, 231.

Amphithéâtre Saintes, 118.

Anglais en Poitou et Saintonge, 248.

Architecture romane en Auvergne, 82.

— façades saintongeaises, 79.

— arcs polylobés, 79.

— Clochers-murs, 168.

— — en ciment armé, 258.

Arbre, 35.

Argent (valeur), 219.

Armes fabrication, 239.

Artillerie, 106.

Attelages, 247.

Avis (vieux), 288.

Baptêmes, 312.

Bateau de Saint-Paul, 304.

Béatification, voir Harpain.

Bibliographie semestrielle, 174, 341.

Bibliophilie, 339.

Bibliothèque de Saintes. Don, 304.

Biographie.

Mgr Curien, 73.

— Contre-amiral Cuvilier, 20.

— A. Lemoyne, 80.

— Petit du Val, 30.

— Richard (abbé), 80.

Bombardement Ile de Ré, 3, 16, 17.

Bornes milliaires, 250.

Botanique, 310.

Canon transformé, 279.

Carrières de Saintonge, 210.

— Crazannes, 170.

— Saint-Même, 266.

Céramique, 342.

Céréales, 209.

Cercueils mérovingiens, 210.

Changements de nom.

— Département, 305.

— lycée de Rochefort, 85.

Chansons.

— Guilanueu, 103, 293.

— de Malbrough, 182.

— Chevalier Argant, 330.

— Sirventès, 248.

Chapitre de Saintes, 251.

Chirurgien, 288.

Clergé. Constitution civile, 244.

Cloches, 318.

Commerce maritime, 343.

— à La Rochelle, 303.

Concours littéraire, 170, 256.

Conférence, 85.

Convoi et ferme de Charente, 41 et s.

Contes, 33.

Contrats de mariage, 220.

Coutumes, 312.

Croix à Saint-Jean-d'Angély, 305.

Croyances, 312.

Cures abandonnées, 60.

Début littéraire de Loti, 256.

Découverte en mer, 257.

Démographie, 311.

Distinctions, 169, 254, 339.

— Chevalier de Saint-Grégoire, 117.

Donation Cognacq, 117.

Ecole (maltre d'), 313.

Economie politique. Prix de denrées, 233, 241.

Edit de Nantes révocation, 199 et s.

Eglises romanes, 169.

— de Marennes, 323.

Epigraphie.

— Cozes, 240.

— Royan, 155.

— Saint Porchaire, 340.

— Sator arepo, 249.

- Espionnage contre espionnage, 1 et s.
Etymologie. Amblés, 116.
— Jau, 212.
— Fuir four, 212.
— Jarnac, 331.
Excursion, 294.
Exposition de tableaux, 339.
Familles nombreuses, 35.
Fiançailles rompues, 26.
Finances en Saintonge, 168.
Foire, 310.
— Exposition, 344.
Fraïries, 311.
Gardes côtes, 44.
Généalogie.
— Barbezières, 329.
Géologie, 309.
Gobelins (Manufacture des), 170.
Hagiographie.
— Saint Agobard, 80.
— Saint Anthème, 80.
— Saint Eutrope, 30.
— Saint Macou, 30.
— Saint Vivien, 244.
Hydrographie, 310.
Hymne La Rochelle, 169.
Impôts, 229, 235.
— Déclaration, 240.
Imprimerie Hus, 170.
Instruction, 212.
Journaux, 35.
Langage, 313.
Légendes, 245, 344.
Lettres époque franque, 303.
Livres catalogues, 304, 305.
Manuscrit, 341.
Mariages (usages), 312.
Mégalthes, 245, 246.
Métayage, 250.
Mœurs, 105.
Monnaies, trouvailles gauloises, 305.
Monuments restauration, 36, 118, 258.
— classés, 255.
Musée à l'île d'Aix, 385.
— La Rochelle, 85, 256.
Notaires ignorants, 235.
Oculistes, 291.
Origine française de New-Yorck, 246.
Pain fabrication, 290.
Parachoc, 320.
Patois, 250.
— A Niort, 212.
Pèlerinages routes, 79.
Petite église, 246.
Poésie, 243, 344.
Portrait d'abbesse, 319.
Préhistoire, 212, 250.
Age du Bronze en Saintonge et Aunis, 85.
— Dessin, 152.
Présidial de Marennes, 285.
Propre du diocèse, 80.
Protestantisme, 59 et s.
— Contrats de mariage, 219.
— Consistoire, 102, 103.
— Ministres, 326.
— Réfugiés, 246.
Questions et réponses.
Angelus à Saintes, 114.
— Inconnu de Nuaillé, 77.
— Le Regulus, 254.
— Ventres rouges, 252, 297.
Raz de marée, 36.
Rectification, 110.
Lire *Archives nationales* au lieu de Bibliothèque nationale.
Révolution, 241, 242, 344.
— A Saintes, 315.
— A Semussac, 314.
— Détenus, 341.
Saints guérisseurs, 211.
Salons, 118, 172.
Saulnier, 246.
Sel, 42 et s.
Senéchaussée de Poitou, 37.
Sigillographie, 245.
— Archidiacre, 213.
Silex travaillés, 210.
Société d'archéologie de Saint-Jean d'Angélie, 84.
Souscription (abbaye), 339.
Tableaux, 85, 118, 304, 305.
Temple de Cozes, 100.
Terrier de La Fade, 245.
Théâtre en plein air à Saintes, 118, 304.
— 340.
Thèse, 37.
Toiles, 43, 52.
Torques, 211.
Traite foraine, 52.

Vie chère, 241.

Vignes (plantations de), 228.

— Culture, 228, 333.

Villes disparues, 143.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL :

Décès : Aiguières (Mme d'), 306. — Mme de Beaucorps, 87. — Bernard (Georges), 342. — Bernard (J. N.), 173. — Mme E. Berthelot, 40. — Bethmont (Daniel), 88. — Bordage, 172. — Mme Bourcy, 259. — Chalnaud de Lestang (Mme de), 308. — Charrier de Lamoreau (H.), 88. — Chéneau (Mlle), 216. — M. Croizet, 40. — Delavaud (Louis) 83, 258. — Depoin, 173. — Mme Dières-Montplaisir, 341. — Domain (Frédéric), 306. — Dufaure (Comtesse), 216. — Duplessis (Georges), 120. — Figerou (Pierre), 216, 259. — Mme Fromaget, 40. — Gand (Auguste), 172. — Gauthier, architecte, 260. — Geoffroy, peintre, 213. — D'Guillaud, 37. — Mme Imbaud, 87. — Laferrière, médecin, 172. — Mme Larade, 120. — Lemonnier, chanoine, 173. — Lessieux (L.-Ernest), 214. — Martin de Bonsonge (Mlle Laure), 260. — Maufras (Emile), 259. — Meuneau, chanoine, 173. — Morneau (V^{me} de), 216. — Nouaille-Degorce, 88. — Mme Pommeureau, 40. — Proust (Emile), 306. — Rang des Adrets, 173. — Saint Legier d'Orignac, 341. — Simon (abbé), 341. — Sœnen (M.), 88. — Sotta (Pierre), 259. — Mme Taittinger, 173. — Tercinier William (colonel), 120. — Tercinier (lieutenant), 120. — Mme H. de Tilly, 40. — Mme E. Vallein, 40. — Verneuil (Albert), 308.

Mariages : Balland-Denis, 307. — Boutinet-Balland, 216. — Chap-sal-Chaumont, 307. — Cugnac (de) Fischer, 342. — Drezigné-Dangibeaud, 88. — Dufaure (de) Roffignac. — Firino-Martel du Bouchage, 260. — Frappier-Florentin, 260. — Latour (de)-de Larrard, 174. — Lucazeau-Bourcy, 40. — Gaborit-Fallour, 120.

— Morch-Laane, 174. — Normand d'Authon-Fulchi, 260. — Pellotier-Gaillot, 40. — Pinasseau-Legrand, 342. — Taittinger-Perrier de Balzan, 308. — Vittu de Keraoul-Lambert, 40.

VARIÉTÉS :

Ce qu'il en coûte de ne pas épouser sa fiancée, 25. — *Contribution à l'histoire du protestantisme à Cozès*, 59 et s. 89. 199 et S., 217-237, 245. — *L'Eglise de Marennes*, 261-269. — *Espionnage et Contre-espionnage à Rochefort en 1696*. — *L'évêque de La Rochelle en 1795*, 407. — *Fromentin, Loti et leur « Symétrique » allemand*, Throdor Strom, 121. — *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin*, 41, 185, 273. — *Lettre de Mgr de Coucy*, 108. — *Monographie de Semussac*, 309 et s. — *La Mort de l'abbaye de Saintes*, 315. — *Le Patois dans les actes officiels*, 269. — *Le Séjour de Marie Mancini*, 130. — *Retour (le) des Bénédictins à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély*, 177.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de la Charente*, 211 ; — *Bulletin archéologique du Comité*, 211 ; — *Bulletin du Comité des sciences sociales*, 303 ; — *Bulletin philologique du Comité*, 168 ; — *Bulletin monumental*, 168 ; — *Bulletin religieux*, 80, 258 ; — *Bulletin. Société des Antiquaires de l'Ouest*, 80 ; — *Bulletin. Société historique des Deux-Sèvres*, 212 ; — *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 30 ; — *Bulletin et mémoires de la société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, 243, 250 ; — *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, 250 ; — *Bulletin de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier*, 250 ; — *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, 210, 250 ; — *Bulletin de la Société archéologique de Nantes*, 210 ; — *Bulletin Société nivernaise*, 212 ; — *Bulletin de la*

Société historique et archéologique du Périgord, 243 ; — *Bulletin de la Société du Protestantisme français*, 246 ; — *Bulletin Société de géographie de Rochefort*, 80 ; — *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, 250 ; — *Bulletin de la Société archéologique du Vendomois*, 246 ; — *Bulletin de la Vie artistique*, 83, 304 ; — *Revue d'Auvergne*, 80 ; — *Revue du Bas-Poitou*, 246, 250 ; — *Revue Bleue*, 244 ; — *Revue Cellique*, 116 ; — *Revue des Deux-Mondes*, 79 ; — *Revue des Etudes historiques*, 33 ; — *Revue des Etudes anciennes*, 250 ; — *Revue Mabilon*, 82 ; — *Nouvelle Revue*, 30 ; — *Revue de Paris*, 114 ; — *Brouage*, 337 ; — *Charente-inférieure*, 171, 256 ; — *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 247 ; — *Correspondant (Le)*, 80, 84 ; — *Dépêches des ambassadeurs milanais en France*, 168 ; — *Etudes de cartographie historique sur l'Allemagne*, 240 ; — *Illustration*, 172 ; — *Intermédiaire des chercheurs*, 250 ; — *Jarnac à travers les âges*, 331 ; — *Magne*,

La joyeuse jeunesse de Tallemant des Réaux, 167 ; — *Mémoires de la Société des antiquaires du Centre*, 29 ; — *Mémoires de la Société Eduenne*, 30 ; — *Pays de France*, Poitou, Saintonge, Angoumois, 344 ; — *Poèmes prophétiques*, 297 ; — *Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure*, 244.

GRAVURES :

Armoiries de Mgr Curien. Le Calvaire de Saint-Pierre-de-Royan, 152.

Canon, 106.

Château de Brouage, 135.

Portrait de Mgr Curien, 76.

Jurieu, 6.

AUTEURS :

Berthomier, 107 ; — Clouet Marcel, 153 ; — Dangibeaud Charles, 26, 75, 106 ; — Gaborit Germain, 79 ; — Lemonnier abbé, 20 ; — Massiou (Léon), 152 ; — Mesnard Amédée, 182 ; — Pellison Marcel, 183 ; — Quærens, 33 ; — Sottas Jules, 143, 198 ; — Vigen Ch., 140 ; — Vivielle (C^t), 20, 116 ; — Uzureau chanoine, 110.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Acarie du Bourdet (Louise), 34.
 Achard (Ch. Aug. d'), 105.
 Achard (d') Charles, 224.
 Affaneur (Catherine), 105.
 Aix (île d'), 305, 341.
 — musée, 341.
 Allemandie (Charente). Alamans
 Aumagne, 210.
 Alary, prieur, 97.
 Alençon de Survie (d'), 132.
 Amoureux, 319.
 Amsterdam, 241.
 Ancelin (Véronique), 243.
 Anchoine, 151.
 André Jean, marchand, 98, 100.
 — Paul, 103. — Pierre, 201.
 — Marie, fugitive, 98, 205.
 Annepont, 207.
 Arces (Charente-Inférieure), 26,
 73, 95, 144, 230, 236, 240.
 Archiac, 168.
 Ardouin, 316.
 Arnaud (Jacques.) prêtre, 316.
 Ars en Ré, 58.
 Arthaud (Catherine d'), femme
 Dubois, 243.
 Aubigné (d'), 339.
 Audebert, 35.
 Audiat (Louis), 165.
 Aunay, 277.
 Aunis (d'), Charles, 229.
 Auxerre, 280.
 Axiens, 241, 242.
 Audebert, 35.
 Audiat (Louis), 165.
 Aunay, 277.
 Aunis (d'), Charles, 229.
 Auxerre, 280.
 Axiens, 241, 242.

B

Balande (Gaston), peintre, 170,
 258.
 Balanzac, 168, 316.

Banchereau en Arces, 205.
 Barbezieux, 168.
 Barbezières (famille de), 319 et s.
 Barbreau (Jean, huissier, 199.
 Bardesille en Semussac, 67.
 Bardon (Berthaud), notaire, 223.
 Bargignac (Daniel), notaire, 26, 60
 et s, 202, 208, 240.
 Bargignac (Jean), chirurgien, 61,
 223.
 — (Jeanne), 220.
 — (Roch), 61.
 Barguenon (Denis et Jean), fugi-
 tifs, 205.
 Baron, 51.
 — (Mathurin), couvreur, 264.
 Barraud (de) Georges, 229.
 Bassompierre (Louis de), évêque,
 235.
 Baudéan de Barabère, abbesse,
 268, 315.
 Baudouin (Jean), 267.
 Bayonne, 2.
 Beaucorps (de), famille, 87.
 Beaugéay (Charente-Inférieure), 72.
 Beaurepaire (C^{se} de), 25.
 Bégon (Michel), 3 et s., 203.
 Beiderlinden (Marie-Ursule, 22.
 Beineix, avocat, 85.
 Belle-Croix en Dompierre d'Aunis,
 98.
 Bellevue en Virollet, 93, 98.
 Benoist, 66.
 Béranger (de), 37.
 Bergerac, 242.
 Bernard, archidiacre d'Aunis, 213.
 Bernard (Daniel), fugitif, 206.
 — professeur, 172.
 Bernard (Pierre), gentilhomme,
 323.
 Bernardeau (Marguerite), 89.
 — (Samuel), 72.
 Berthelot (Maurice), marchand,
 224.
 Berthomé (Jacques), 243.
 — peintre, 340.

Bertin du Rocheret, 282.
 Berton (René), 174.
 Bertrand (Paul), ministre, 98, 201.
 Bigeon, entrepreneur, 95.
 Billon (Moïse de), 275.
 Bineau (Pierre), ministre.
 Blanchard, aréonaute, 35.
Blénac, 276.
 Boiffier (Pierre), fugitif, 207.
Bois (Charente-Inferieure), 288.
Boisraoul fief, 94.
 Boizeau (Phelippon), 328.
 Bonnardelière (La), 318.
 Bonnaudeau (Judith), 223.
Bonnecombes, abbaye, 53.
Bonnemort, fief, 267.
 Bonneteau (Jean), 327.
 Bonnot de Langlade, 229, 230.
 Bordage (Edmond), 310.
Bordeaux Chateau-Trompelle, 90.
Bords, 255.
 Borel, 239.
 Borel Moreau, 243.
 Boucherie (Anatole), 250.
 Boulet (Eutrope) du, 105.
 Bouly (abbé), 150, 171.
Bourbon (Ile), 22.
 Bourdeau, abbé, 212.
Bourg-Charente, 33.
 Bouriau (Dr), 80.
 Bourignon, 336.
 Bourrigault, 4 et 3.
 Boyveau (Paul), ministre, 98.
 Bréhier (Louis), 82.
 Bremond (J. de), d'Ars, 168.
 — Eusèbe, 250.
 Breuil (Annibal du), 105.
Brest, 2.
 Bretinaud (de), fugitif, 205.
Brezillas en Arces, 92.
 Brizard, tisserand, 26.
Brouage, 42 et s., 69, 130 et s., 185 et s., 337.
Broux (Charente), 211.
 Broutesange (Jean de), curé, 265.
 Broudin, poudrier, 239.
 Brunetière (de La) évêque, 199.
 Budot, contrôleur, 3, 20.
 Buon, 286.
 Bures, 161.
Burie, 255.

C

Caillaud, Etienne, voir Corvinus, 2 et s., 20.

Callières (H. de), 29.
 Caillou (Jacques), 243.
 Carabas (marquis de), 33.
 Carlot (Pierre), 327.
 Carnavallet, gouverneur, 69.
 Cartier (Renée), 207.
 Cassagnau, banquier, 54.
Castelsarrazin, 57.
 Certain (Pierre de), avocat, 267.
 Chabot, banquier, 3.
 Chabot (G.-Ch. Rosalie) de Jarnac 335.
 — (Charles-Annibal), 335.
 — (Henriette-Charlotte), 334.
Chadenac, 250.
Chagnon Aumagne, 320.
 Chaillé (Jacques), fugitif, 206.
Chaillevette, 258.
 Chaillou (Pierre), fugitif, 206.
 Cladel Léon, 297.
 Chamberlain, anglais, 105.
 Champlatreux (de), président, 277.
Chandora-Champdora, 99.
Chapitre en Arces, 279.
 Chapsal, sénateur, 339.
Chapus (Le), 170.
 Chardavoine, 64, 66.
 — (Jeanne), 207.
Chassagne, 229.
Chateau d'Oleron, 71.
 Chateau-Renaud, chef d'escadre, 5, 18.
Chatellaillon, 36.
Chatellerault, 35.
 Chauldier (Alexis), 264.
 Chauvet (Marie), 207.
 — (Sarah), 224.
 Chauvin (Jean), principal, 267.
Chavagne en Sainte-Même, 321.
Cheminardrie La en Saint-Martial de Vitaterne, 98.
 Cherpantier, agriculteur, 289.
 Chevillard (famille), 64, 207.
 — (Gédéon), 207.
 — (Jean), ministre, 98.
 — (Elisabeth), 225.
 Chezant, 14.
Chizé, forêt, 277.
Civray (Vienne), 99.
Clémenceau (Les) village, 95.
 Clénet (chanoine), 162.
 Clerambault (maréchal de), 196.
 Clouzot (Henri), 212.
Cognac, 246, 341.
 — prieuré de Saint-Martin, 242.

Colbert, ministre, 185 et s., 274.
 Colbert de Terron, 41 ets., 185 et s.,
 273 et s.
 Colbert (Nicolas), 285.
 Colbert (Simon), abbé, 285.
 Colchester (Angleterre), 207.
 Collardeau (Daniel), 104, 208, 223.
 — (Henry), médecin, 208,
 219.
 Collin (Denise), parachutiste, 35.
 Colombier (Charente-Inférieure),
 118, 297.
Comparail-en-Cressé, 211.
 Conti (prince de), 49.
 Corbiou, métairie, 57.
Corme-Royal, 317.
 Corot, 85.
 Corvinus pseudonyme de Caillaud,
 4.

Cosnac, 223.
 Coucy (Mgr de), évêque, 107, 246.
 Courbon (Charles de), 276.
Courpignac, 243.
 Couturier, prêtre, 316.
 Cozes, 59 et s., 89 et s., 98 et s., 199
 et s., 217-237, 240, 253, 270.
Crazannes, 170, 210.
 Cruzot ou Crouzault du Chassin,
 110.
 Cuvillier (contre-amiral), 20 et s.
 — (Mme), 22.

D

Dangibeaud Ch., 159, 160, 210,
 237, 234, 337.
 Dartagnan, dessinateur, 340.
 Dauron (Michel), marchand, 29.
 Deblois (Mlle), 339.
 Dedieu, abbé, 2.
 Degéac (Pierre), 327.
 Delabat (Jacques), juge, 267.
 Delacroix, peintre, 118.
 Delagrèze (Julien), 327.
 Delamain (R.), 169, 331, 343.
 Delavaud (Louis), 305.
 Demarchezallier (Daniel), fugitif,
 205.
 — (Julie), 205.
 — (Jeanne), 205.
 — (Benjamin), 93.
 — (Gabriel) minis-
 tre, 98.
 Denis, architecte, 269.
 Descroizettes, 316.
 Desgranges, dit La Couture, avo-
 cat, 3 et s., 20.

Deshoulières, 169.
 Désiré, oculiste, 291.
 Devaulx (Nicolas), pasteur, 264.
 Dexmier du Parc d'Olbreuse, 90,
 91, 322.
 Dieres-Montplaisir, famille, 341.
 Dolly, 10.
 Donat, 31.
 Dorgis (Paul), 95.
 — (Jean), 95.
 Doucet (Catherine), veuve Portau,
 243.
 Drouillard, 246.
 Dubreuil (Jean), 327.
 Duchemin (Léonard), 110.
 Dufaur (Isaac), 267.
 Dugua (Anne), 220.
 Dugué, 246.
 Duine (abbé), 30.
 Dumas, 316.
Dunkerque, 2 et s.
 Duperré, amiral, 115.
 Dupont du Chambon, 31.
 Durand, cordonnier, 26.
 Durand (Marie), fugitive, 206.
 Durfort de Duras (Marie de), ab-
 besse, 268.
 Duranteau (Mlle), 35.
 Durassier, notaire, 218.
 Dusault (Emery), 314.
 Dussourt, 316.
 Duvivier, Vivier, 13, 14, 20.

E

Echillais, 257.
 Emeri (Etienne), fugitif, 206.
Epargnes, 218.
Epinal (Vosges), 75.
 Ermeno de Poitiers, 303.
 Ermold le Noir, 303.
Excideuil, 318.
 Esnard (Jeanne), 243.
 Eutrope (saint), 30.

F

Fa (moulin du), 145 et s.
 Fage, 168.
 Farault, 212.
 Favereau (Jacques), 80.
 Fayolle (Mis de), 161.
 Fevrier, 169.
Fief-Brard, 101, 208.
Fief-doré, 94.
 Fieubet (Gaspard de), 54.
 Firino-Martel, 313.

Fleuriau, prêtre, 97.
 Fleury (Marcel), graveur, 85.
 Flocière (La), 9.
 Folleville fief, 275.
Fond Grenon, fief, 245.
 Fonrémis (de), 308.
 — (Marcel), 330.
Fonruisson, fief, 208, 219.
 Fonséca (Hélène de), 237.
 Fontaine (Pierre), 74.
Fontenille en Semussac, 67.
Forest (La) en Corne royal, 206.
 Fortia (de), intendant, 44, 49, 283.
 Foucault du Daugnon (maréchal de), 51, 275.
 Fouchier, notaire, 219.
Fouras, 36, 170.
 Fourestier (Thomase), fugitive, 205.
 — (Charles), 205.
 — (Pierre), ministre, 102.
 — médecin, 319.
 Fournier (Jean), 324.
 Fournioux (Eugène), 339.
 Francillon, 20.
Fresne Le fief, 92.
 Frezeau de La Frezelière, évêque, 199.
 Fromaget (famille), 40.
 Fromaget (Pierre), procureur fiscal, 267.
 — (Nicolas), 267.
 Fromentin, 121.
Frontenay-Rohan, 212.
Frontignan, 297.

G

Gabard (Samuel), 99.
 — (Françoise), 99.
 Galliot (Pierre), tisserand, 201.
 Gaschet, apothicaire, 74.
 Gaspard, 32.
 Gaudin, femme de Bric, 242.
 Gaurier (abbé), 257.
 Gautier (Olympe), 98.
 Gautret, notaire, 73.
Gemozac (Charente-Inférieure), 98.
 Gelin (Henri), 212.
 Geoffroy (Guillaume), abbé, 251.
 Georges III, roi d'Angleterre, 322.
 Gerard (Adrienne), 246.
 Gibaudière (de), 5 et s.
 Gibert aîné, pasteur, 245.
Gimeux (Charente), 36.
 Girard d'Aubreau, 324.
 Girardin (Claude), 42 et s.

Gombaudo, 242.
 Gomont (de), traitant, 42.
 Gouffier (de), 33.
 Gozlan (Léon), 63.
 Grandière (de La), 314.
Grandjean, 35.
Grandselve abbaye, 53 et s., 193.
 Grasilier (Léonce), 30, 170, 241, 249, 341.
 Green de Saint-Marsaud (André), 245.
 Grelaud saunier, 68.
Grenade, tuilerie, 57.
 Greneau (Pierre), 264.
Grezac (Charente-Inférieure), 73, 216.
 Griffon (Pierre), prieur.
 Grimaille (de), 267.
Grosse-Pierre (La), métairie, 232.
 Gruel (Jean), ministre, 98, 204.
 Guémot (Arthur), statuaire, 256.
 Guerin (Vincent), cordonnier, 243.
 — (Nicolas), 225.
 Guestier (Marie), 207.
 — (Gabriel), 207, 225.
 — (Judith), 208.
 Guidenit, 243.
 Guiet, 315.
 Guillard (Daniel), 226.
 Guillon, 64.
 — (Charles), fugitif, 206.
 Guillotin (Joseph-Ignace), 243.
 Guimps (de), 246.
 Guinot (Charlotte), 106.
 Guion (Louis), fugitif, 205.
 — (Jeanne), 205.
 — (Abraham), 205.
 Guiton (Guillaume), 224.

H

Habert, 59.
 Habitant (L'), médecin, 291.
 Hagon de La Planche, 110.
 Harpain (Marie-Eustelle), 418, 344.
 Harpedane de Belleville, 250.
Hauleroche (en Cozes), 94.
 Haye (de La), 320-323.
 Heinsius (Antoine), 12.
 Henel (Henriette), 94.
 Heraud (Claude), ministre, 98.
 Herbert, 64.
 — (Daniel), 221, 226.
 — (Pierre), 221.
 Herissé, marchand, 70.
 Hermaud (Isaac), 314.

Heuche (Gérard), banquier, 195.
Hiers-Brouage, 95.
Hotman de Fontenay, 53.
Hubert, 45.
Huon (Jean), médecin, 328.

I

Isle (Isaac), 101.

J

Jarnac (Jahel), 226.
Jarnac (Charente), 330 et s.
— Comtes (de), 334.
Jeanne d'Ars, 343.
Jolly (Jean), 229.
Jonzac, 343.
Jossand, notaire, 218.
Jouan (Eutrope), 147, 151.
Joyeux (Les), fief, 98.
Juillet (Marie), 220, 243.
Jurieu, pasteur, 1 et s.

L

Labadie (Mme) veuve Lefèvre, 159.
Labbé, 61.
La Brunetière (de), évêque, 62.
La Broue (de), prieur, 55, 56.
Lacurie, abbé, 163.
Lafaille, 64.
Laferrière (abbé), 147.
Laigle (Abraham), 201.
Lajaille (de) ou Delajaille famille, 94.
— (Judith), 228.
Laleu (Charente-Inférieure), 29.
Landes (Charente-Inférieure), 243.
Langalerie (de), 236.
Lassoutière, hôtelier, 335.
Lasteyrie (F. de), 80.
Lau (famille du), 211.
— (Armand), 211.
Laudonnière, métairie, 232.
Laurier (Le), 231.
Laurnaud, 94.
Leblanc, traitant, 41.
Ledesne, 70.
Lefebvre des Noëttes, 247.
Légeard (Elisabeth), 95.
— (Françoise), 208, 219.
Legrand, 7, 13.
Lemore (René), 99.
Lemoyne (André), 80.
Léopard (Charles), 264.
Le Sens (Guillaume), 275.
Lesson, 77.

Lestrangle-d'Ussel, 307.
Letard (Jean), 328.
Lételié (André), 269, 330.
Lévêque, chirurgien, 288.
Levrault (Jean), maçon, 265.
Lhervaud, saunier, 68.
Livenne (famille de), 211.
Logerie, 105.
Loiré, 101.
Loix-en-Ré, 58.
Lonzac (Charente-Inférieure), 296.
Loti (Pierre), 85, 121, 172, 256, 310.
Loubineau (Jean), fugitif, 207.
Louis le Débonnaire, 303.
Louis XVI, 183.
Louis XVII, 30.
Loulay, 243.
Louvain (Belgique), 170.
Lucazeau, notaire, 60, 315.
Luchet (Marie de), veuve Brissonnet, 243.
Luçon, 286.
Lussinet, paroisse de Didonne, 245.
Luze (de), 246.
Lyon (Gaston du), sénéchal, 29, 168.

M

Macoul (saint), 30.
Madras, métairie.
Magné, 251.
Magnon, 6.
Maignac (Suzanne), 98.
Male, auteur, 80.
Maillé (Pierre de), 29.
Maillezais (évêques de), 246.
Mainxe, 212.
Mancini (Marie), 130, 278.
Manuel, 5.
Marchais (Denis), 206.
— (Judith), 98.
Marchegay, 30 et s.
Marcon (Jean), médecin, 208, 231.
— (Judith), 104.
Marennas, 43 et s., 261-269, 270, 278.
Marin (Alexis de), 229, 231.
Marselle, 2, 292.
Martel, 329.
— (Gédéon), 278.
— de Lindebeuf (François), 278.
Martin, 80.
Martin-Civat, 212, 341.
Martineau (Maurice), 304, 339, 341.
— (Sarah), 104.

Masse (Claude), 144.
Massé, capitaine, 44, 45.
Masson, 13, 14, 20.
— (Jean), ministre, 98, 99.
— (Elie), — 99.
— (Samuel), 99.
— (Philippe), ministre, 99.
Maufras, 172.
Maurat (Etienne), 104, 106.
— (Daniel), 104.
Maura des Charriers, 104.
Maurin (Marie), 206.
— (Gabriel), fugitif, 206.
Mauvilain (Marie), fugitive, 206.
Mauvillain (Marie), 98.
Mazarin, cardinal, 130 et s., 197, 273 et s.
Menton, 214.
Merault (Mme), 281.
Meriot (Henri), 340.
Merlat (Pierre), 339.
Mesnadier (Gabriel), 235.
— (Paul), 235.
Mesnard (A), 35, 61, 160, 306, 325.
— (Esther), 220.
Meschers, 60, 204, 255.
Meursac (Charente-Inférieure), 60, 289.
Micaëlis, receveur, 54.
Michaut, capitaine, 280.
Micou, chirurgien, 64, 74, 99.
Misaubin (Suzanne), 93.
Moëse (Charente-Inférieure), 3.
Moiron, 66.
Moissac, abbaye, 53 et s., 190.
Monbeuille, 64, 98.
— (Abraham), 220.
— (Charlotte), 207.
— (Jean), 207.
Monge, 32.
Monsanson de Javernac, 321-323.
Montbron (A de), 168.
Montcuq, 267.
Montils (Charente-Inférieure), 258, 297, 318.
Montmartre à Paris, 306.
Moreau (Isaac), 94.
Moreau, maire, 314.
Morel de Thiac (Marguerite), 245.
Mortemart (de), 43, 48.
Moullié, greffier, 70.
Mousnier de La Montagne (Jean), 247.
Moutarde, pasteur, 206.
Motte-Fouqué (de La), 218, 236, 278.

Murand (François), 94.
Murandière (La), fief, 94.
Musset (Georges), 85, 171, 303.
Musset (de), 31.

N

Nantes, 31.
Neraud (François), juge, 223.
Nevers, 292.
New-Yorck, 246.
Nîmes, 292.
Nivelle (Mgr), 285.
Novioregum, 143, 151.
Noyer, perruquier, 207.
— (Jean), fugitif, 208, 314.
Nuaille-sur-Boulonne, 77.

O

Oleron (île), 45, 343.
Olbreuse (d'), voir Dexmier.
Orange, 171.
Orange (Guillaume d'), 1 et s.
Orgemont (Clémence d'), 322.
Orillère en Grézac, 229.
Ondedeï, évêque, 142.

P

Paige ou Page (Jacques), chirurgien, 208.
Paillet, 64.
— (Clément), fugitif, 207.
— (Daniel), 206, 207.
— (Jean-Baptiste), 205.
— (Marie), 102.
— (Pierre), 223.
Papin (Clodomir), 315.
Parc d'Archiac, 89.
Pascal (César), pasteur, 1, 62.
Paulay (Jean), 314.
Pelletan (Paul), 220.
Pelletreau (Paul), chirurgien fugitif, 206.
Pellisson (Marcel), 271.
Penicaud (Nardon), 155.
Perche (La), métairie, 229.
Perey (Lucien), 131 et s.
Pérignac (Charente-Inférieure), 36.
Peroche (La), 343.
Perrochon (Pierre), chirurgien, 206.
Petit de Polleneau, 243.
Petit-Port, fief, 47.
Petit du Val, 30.
Picon, commis, 282.

Pitrou, professeur, 130, 161.
 Planty, 161.
 Pledy, 337.
 Poitiers, 303.
 Poivert, chanoine, 118.
 Politis, 171.
 Pons, 293.
 Pons (Anne de), 329.
 Ponsoreau en Epargne, 205.
 Pontalussou en Semussac, 67.
 Pontchartrain (de), 3 et s.
 Pontet (Bernard), prêtre, 316.
 Pontivès (M^{re} de), 25.
 Portus Santonum, 143.
 Pouliou (Samuel), 3 et s, 20.
 Poussard (Auguste) d'Anguitard, 229.
 Poussard, de Vandrè, 322.
 Pouzaugè, 243.
 Pradel, 93.
 Preguillac, 220.
 Perron (Michel), 220.
 Prézelles, métairie, 236.
 Prioleau (Charles), 92 et s.
 — (Sephora), 93 et s.
 — (Julien), 93.
 — (Elisée), 93.

Q

Québec (Canada), 29.
 Quina (La), 212.

R

Rabaine (Fr. Dorothee de), 110.
 Rabaine (Catherine de), 225.
 Racapé, prêtre, 316.
 Ravaison, 1. 20.
 Ré (Ile de), 3 et s., 251.
 Réal (Berthomé), maçon, 265.
 Renaud de Pons, 261.
 Reynie (La), 3 et s.
 Richard (abbé), 80.
 Richardeau, marinier, 225.
 Richelieu (cardinal de), 268.
 Richelieu (duc de), 329.
 Richoux (abbé), 236.
 Rigolade (Rose), veuve Petit, 243.
 Rivalland (Abraham), 95, 99.
 — (Esther), 61, 220. 221.
 Rivière (Judith), 221.
 Robert (Cosme), curé 105, 199, 232.
 — procureur 232.
 — (Marie), 92.
 Rochefort-sur-Mer, 2 et s., 85, 241.

Rochefoucault (de La) (François), 89, 106, 221, 230.
 — (Françoise), 264.
 — (Casimir), 72.
 — (Madeleine), 91.
 — (Ruben), 221.
 Rochefoucault (P.-A.-Gaston de La) 334.
 Rochelle (La), 2 et s., 30, 36, 85, 107, 132, 167, 168, 169, 251, 304.
 — ses porches, 171.
 Rochecourbon (La), 152, 340.
 Rochecourt, anglais, 105.
 Rochepommier, borderie, 95, 206.
 Rodrigue, famille, 31.
 Rohan (duchesse de) 244.
 Romme, 80.
 Ronsard, poète, 237.
 Rotterdam (Hollande), 2 et s.
 Rouffiac, 36.
 Rouffignac, pasteur, 95.
 Roustain (de) Jeanne, 230.
 Roy, pilote, 67.
 Royan, 36, 60, 153.
 Rudelin (Chanoine), 170.
 Ruff (Mlle), 339.

S

Sablanceau, 251.
 Sainnack (Bernard), cordier, 240.
 Sales (Saint-Pierre de), 262.
 Salignac, 245.
 Salles d'Aunis, 98.
 Sarragot (Pierre), notaire, 220.
 Saujon, 35.
 La Sauzaye, fief en Saint-Martin-des-Lauriers, 89.
 Saint-André-de-Lidon (Charente-Inférieure), 60, 95.
 Saint-Couze, 31.
 Sainte-Gemme (Charente-Inférieure), 83, 251.
 Saint-Germain-Beaupré (Creuse), 106.
 Saint Gilles, 13, 20.
 Saint Helme (V. de), pseudonyme, 35.
 Saint-Jean-d'Angély, 29, 93, 168, 177 et s., 271, 297, 306.
 Saint-Jean d'Angle (Charente-Inférieure), 69.
 Saint-Léonard des Chaumes, 251.
 Saint-Malo, 2, 3 et s.
 Saint-Martin, 3, 4, 7, 20.

Saint-Martin-de-Ré, 15, 16, 280.
Saint-Maurice, près La Rochelle, 256.
Saint-Même, 266.
Saint-Même, 321.
Saint-Michel (abbaye), 190.
Saint-Michel-en-Lherm, 53, 58.
Saint-Porchaire (Charente - Inférieure), 340.
Saint-Romain-de-Curson, 59.
Saint-Saturnin-de-Séchaud, 318.
Saint-Seurin-d'Uzet, 36, 97.
Saintes, 201, 242, 251, 291.
— abbaye, 262, 315, 338.
— Saint Vivien, église, 318.
Schrewsbury, 3.
Seguineau, 66.
Seignelay, baronnie, 279.
Séjourné, 47.
Semussac (Charente-Inférieure), 60, 66, 309 et s.
Serrat (Pierre), 205.
Serres de Pradel (Gédéon de), 3, 20.
Seudre, rivière, 218.
Sicard, 321.
Signac (Paul), peintre, 304.
Smith (Elisabeth), 335.
Soissons (comtesse de), 236.
Sorlut en Cozes, 70, 72, 89, 230.
Sottas (Jules), 161, 288, 304.
Soubise (Charente-Inférieure), 91, 198.
Soullard, 67.
Strasbourg, 83.
Storm (Theodor), 121 et s.
Surgères, 168, 252.
Suire (Pierre), 220.
Suron (Jean), curé, 267.

T

Taillebourg, 47.
Taims (Charente-Inférieure), 103.
Talmont-sur-Gironde, 60, 144, 204.
Tamnum, 143.
Tassih (dom Macé), 181.
Terral, professeur, 339.
Tessier, notaire, 218.
Thairé, 255.
Théon en Arces, 26.
Thomas (Elie), 47.

— (Pierre), 98, 314.
Thomeille, 100.
Tonnay-Charente, 42, 236.
Touche (La), 275.
Toulon, 2.
Toulonjon (Ant. de), 30.
Toulouse, 280.
Tourneur-Aumont, 210, 303.
Tourrière (La), 104.
Tourtlot (Jean), 64, 201.
Tourville (maréchal de), 16.
Tranquard (du), 3.
Traverrier, pilote, 103.
— (Anne) fugitive, 206.
Trion (du), commis, 3.
Trizay, 252.
Tubeuf (Jacques), 274.

U

Usson château, 295.

V

Valet, 72.
Valleteau (Marie), 328.
Van Cromvort, 221.
Varaize, 243.
Vasselot (Marquet de), 154.
Vaudreuil (Ph. Rigaud de), 29.
Vauroux (Mgr du), 84.
Vautcher (Jean), curé, 205.
Valleau (abbé), 266.
Venel (Mme de), 131 et s.
Verneuill (comtesse de), 4.
Vernon (milord), 3, 18 et s.
Véronneau (Jean), maçon, 267.
Versailles, 118.
Viaud (Jean), 267.
— (Jeanne), 207.
Videau (Marie), 207.
Viennerie (La) fief en Bords, 92, 93.
Vilain (Pierre), 223.
Villain, 94.
Villars (Jeanne de), 262.
Villeneuve, commis général, 42 et s.
La Villette, major, 45.
Violleau (Pierre), instructeur de la jeunesse, 203.
— (François), 232.
Vitry-sur-Seine, 31.
Vivielle (C'), 33.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Espionnage et contre-espionnage à Rochefort*, par M. le chanoine Lemonnier ; *Le contre-amiral Cuivillier*, par M. le C^e Vivienne ; *Ce qu'il en coûte de ne pas épouser sa fiancée*, transcription par M. Ch. Dangibeaud.

LIVRES ET REVUES : *Mémoires de la Société des antiquaires du centre* (Michau Dauron, marchand d'étoffes (1461) à Saint-Jean-d'Angély ; *Rapport de l'archiviste de Québec* (H. de Callières, Ph. de Vaudreuil) ; *Bulletins et mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine* (observations de M. l'abbé Duine sur la vie de Saint-Malo) ; *Mémoires de la Société d'Eduenne* ; *La nouvelle Revue* (la question de Louis XVII et l'affaire Petit du Val) ; *Revue des Etudes historiques* (marquis de Carabas).

AVIS ET NOUVELLES : Recouvrement de la cotisation ; admissions ; cinquantième de la Société ; famille nombreuse ; Mlle Duranteau ; Le Chêne du Rocher ; *L'Union nationale* transformée ; Mlle Collin ; raz de marée ; église de Rouillac ; M. de Berranger.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : Dr Guillaud ; Mme Berthelot ; M. Croizet ; M. Pommereau ; Mme E. Vallein ; Mme Fromaget ; Mme de Tilly.

Mariages : de Kerraoul-Lambert ; Pellotier-Gaillot ; Lucazeau-Bourcy.

VARIÉTÉS

I

ESPIONNAGE ET CONTRE-ESPIONNAGE A ROCHEFORT

en 1696

M. François Ravaisson a publié, dans son dixième volume des *Archives de la Bastille* (1879), sous ce titre : *Espions* (pages 82 à 152), plusieurs lettres du pasteur Pierre Jurieu, adressées aux secrétaires d'Etat anglais, dévoilant ainsi la part prise par lui dans la guerre contre la France, en organisant l'espionnage au service de Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre.

D'autre part, M. César Pascal, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, (1892, p. 319), signala ce

Revus, tome XLI, 1^{re} livraison.

1.

rôle d'intermédiaire de Jurieu. « Nous avons découvert, écrit-il, au Record Office de Londres, une longue et curieuse correspondance inédite de Jurieu avec les ministres d'Etat de Guillaume et avec le prince lui-même ». M. Pascal ne donnait aucun extrait.

Dernièrement, M. Dedieu faisait paraître un volume : « *Le rôle politique des Protestants français* » ; (1) il y insérait les lettres de Jurieu relevées à Londres au Record Office, Hollande, N° 220.

Il ressort de cette correspondance que parmi les Protestants chassés de France par l'intolérance de Louis XIV, les uns, malgré leurs souffrances, restèrent fidèles à leur patrie ; les autres, mûs par un sentiment de vengeance, se mirent au service de l'étranger ; Jurieu fut leur chef (2). Il travailla sans relâche à former une ligue défensive et offensive des puissances protestantes unies contre la France sous le commandement de Guillaume d'Orange. Ses agents suscitèrent les tentatives insurrectionnelles du Poitou, le mouvement des Vaudois et la révolte des Camisards. Ses gens travaillèrent d'abord isolément, mais, en 1692, milord Nottingham, effrayé des armements de la France et préoccupé d'une invasion française en Angleterre, demanda à Jurieu de le renseigner sur l'état de nos arsenaux, de nos vaisseaux, de nos marins et de nos soldats. Ce fut alors que Jurieu se donna entièrement au recrutement et à l'organisation de l'espionnage. Profitant de l'irritation que soulevait, en Poitou et Saintonge, la persécution religieuse, il fit appel à ses coreligionnaires. Il trouva à Rotterdam, dans un modeste commerçant nommé Etienne Caillaud, autrefois marchand à la Rochelle, un aide des plus habiles et des plus dévoués, qui associa à la trahison ses parents et ses amis restés en France. Des espions furent établis à Dunkerque, à Saint-Malo, à Brest, à La Rochelle, à Rochefort, à Bayonne, à Marseille et à Toulon. Ils étaient deux dans chaque port, inconnus l'un de l'autre, de telle

(1) Bloud et Gay, Paris, 1921.

(2) Jurieu Pierre, né le 24 décembre 1637 à Mer, était fils d'un pasteur, ministre lui-même, connu pour ses polémiques religieuses. Il occupait une chaire à l'académie de Sedan lorsque celle-ci fut supprimée en juillet 1681. Il se rendit à Rotterdam où il obtint le pastorat de l'église wallonne et une chaire de professeur. Il s'abandonna alors à son penchant pour la controverse : il lutta hardiment contre Bossuet, Arnault, Nicole, Maimbourg, et se fit remarquer par sa violence qui l'entraîna à de graves erreurs. Il eut de longues querelles avec Bayle et il n'épargna pas davantage ses coreligionnaires. Il mourut à 75 ans, à Rotterdam, le 11 janvier 1713, sans enfant.

Le portrait qui accompagne cet article a été très obligeamment mis à la disposition de la Société par la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

sorte que leurs rapports se contrôlaient. Ils écrivaient deux fois par semaine, en se servant d'une encre sympathique, entre les lignes d'une lettre de commerce, et adressaient leur correspondance à un agent central à Paris. Cet homme, nommé Samuel Pouliou, originaire de Moëse, près Rochefort, était parvenu à s'établir à Paris et à grouper autour de lui un certain nombre de complices, parmi lesquels nous trouvons : le baron Gédéon de Serres de Pradel. Desgranges, dit La Couture, avocat au Parlement. Chabot, banquier et du Trion, commis de la marine employé dans les bureaux mêmes du ministre Pontchartrain.

Pouliou recueillait les renseignements, les adressait à Caillaud qui les transmettait à Jurieu, lequel les faisait parvenir au ministre anglais ; en retour il recevait l'argent et payait les espions.

Les nombreuses pertes causées à la marine de Louis XIV montrèrent au gouvernement anglais l'utilité et l'importance de cette institution. Le chevalier de Tranquard, secrétaire de Guillaume, donna à l'espionnage une base solide en lui fixant un budget, dont son successeur augmenta les fonds. Jurieu devint à cette époque un des principaux agents politiques européens.

L'année 1696 fut une des plus pénibles du règne de Louis XIV. Les escadres ennemies vinrent bombarder l'Île-de-Ré et menacer la Rochelle et Rochefort. Il fallait aviser. Le ministre de la marine Pontchartrain et le lieutenant de police La Reynie organisèrent le contre-espionnage.

Les archives du port de Rochefort conservent la correspondance de Pontchartrain avec l'intendant Bégon relative à cette affaire ; ce sont ces lettres que nous publions en les accompagnant de quelques extraits des lettres de Jurieu.

Pendant le mois de janvier 1696, Jurieu expose au secrétaire de marine Schrewsbury toute son organisation, il lui fixe les sommes à distribuer à ses espions et les moyens de les leur faire parvenir. De son côté M. Vernon insiste pour obtenir plus de détails sur les armements faits à Rochefort. Au mois de mars Jurieu exprime des craintes sur le sort de ses agents.

Dans les premiers jours de février, Desgrez, le plus habile des policiers de La Reynie, avait fait arrêter à Saint-Malo, sous prétexte d'espionnage, un nommé Saint-Martin, qui, adroitement interrogé, dénonça Desgranges, dit La Couture, avocat au parlement de Paris, lequel à son tour dénonça Budot, contrôleur des fermes à Dunkerque.

Desgrez trouva dans les papiers de Saint-Martin une lettre suspecte à l'adresse d'un Daniel Corvinus, marchand à Rotterdam. Il interrogea de nouveau La Couture qui avoua que sous ce pseudonyme se cachait Etienne Caillaud. La Cour de France fit immédiatement arrêter les courriers pour la Hollande et les correspondances furent saisies.

Pontchartrain écrivit aussitôt à l'intendant Bégon. (1)

Versailles, 31 mars 1696.

A M. l'intendant Bégon.

« Je viens d'avoir avis qu'il y a à Rochefort un homme qui donne des avis aux ennemis de ce qui se fait en ce port. Cet homme s'appelle Bourrigault et il est actuellement malade. Il est nécessaire que vous le faisiez chercher sans bruit, mais avec la dernière exactitude et que vous le faisiez arrêter. Donnez ordre à celui que vous chargerez de cette affaire de saisir en même temps tous ses papiers et de les mettre en quelque coffre ou cassette cachetée du s. Bourrigault, jusqu'à ce que vous puissiez les lui faire reconnaître. Il faudra, aussitôt qu'il sera arrêté, que vous l'interrogiez et que vous entriez dans le plus grand détail que vous pourrez à cet égard. Après quoi vous l'enverrez aux tours de La Rochelle pour y être gardé sûrement jusqu'à ce qu'on en ait besoin ».

PONTCHARTRAIN.

Dans ces sortes d'intrigues, les femmes sont des agents très employés ; Pontchartrain se préoccupe d'une prétendue comtesse de Verneuil, il écrit à Bégon : « Toute l'histoire qu'elle vous a faite a fort l'air d'un conte, cependant, comme elle dit des choses de conséquence, il est bon de les éclaircir ». Le 4 Avril, le ministre ajoute : « Je vous ferai savoir les intentions du roi sur la prétendue comtesse de Verneuil, que vous avez fait mettre au convent de la Rochelle. J'aurais été cependant bien aise de savoir ce que c'est que cette femme ».

Jurieu ignore l'arrestation de Bourrigault, il est inquiet, il écrit à Vernon, car il a besoin de fonds pour retenir ses agents : « Nous avons, ajoute-t-il, toujours espérances que nos gens ne sont pas arrêtés, mais ils se tiennent cois pendant l'orage ».

(1) Toute la correspondance de Pontchartrain est contenue dans le vol. I E.38. Dépêches de la cour, 1696, des archives du Port de Rochefort.



De son côté Pontchartrain écrit à Bégon.

Versailles, 1 avril 1696.

« Je vous envoie un paquet pour M. Renaud (*Château-Renaud*) qu'il est de conséquence qu'il reçoive le plus tôt qu'il se pourra ; c'est pour arrêter un espion qui est embarqué sur le vaisseau le *Phénix*, nommé Pierre Drouillard, qui a rendu compte en Hollande du détail de l'armement et du dessein de M. Renaud, comme celui-ci aurait pu le faire lui-même. Cet homme a rendu un pareil compte de tous les armements qui ont été faits au port de Rochefort, et il faut qu'il y ait de grandes habitudes, je vous prie de vous informer sans bruit de ce que ce peut être et des relations qu'il avait dans ce port, et, faites-moi savoir ce que vous apprendrez. Cependant, comme M. Renaud doit être parti à présent, il est nécessaire qu'aussitôt que vous aurez reçu cette lettre, vous lui dépêchiez un petit bâtiment exprès pour lui porter ce paquet, la dépense sera payée sur le fond de son armement ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 7 avril 1696.

A M. l'intendant Bégon.

« J'ai reçu vos lettres du 31 mars et 1^{er} de ce mois, avec les états qui y étaient joints. Le retardement du départ de M. Renaud commence à me faire de la peine étant à craindre qu'il n'arrive trop tard au lieu où il doit aller.

M. de Gibaudière, qui commande à Bayonne, m'écrit qu'il lui a été fait avis par un Français qui vient de Madrid, au sujet d'un nommé Manuel, qui doit venir à Rochefort, à la fin de ce mois, pour tâcher d'y brûler les magasins et les vaisseaux. Je ne doute point que vous n'ayez pris des mesures pour le faire arrêter, et je vous prie de faire tout ce qui dépendra de vous pour cela, et en cas que vous y puissiez parvenir, de m'en donner avis aussitôt et de faire garder cet homme fort soigneusement.

J'attendrai avec beaucoup d'impatience des nouvelles de ce que vous aurez fait ».

PONTCHARTRAIN.

Jurieu a appris que la trahison est découverte, il écrit à Vernon.

Rotterdam, 10/20 avril 1696.

« Monsieur, nous ne comptons plus sur nos correspondants de Brest, de Saint-Malo et de Dunkerque. On va travailler à en faire

de nouveaux et nous espérons y réussir, en changeant nos adresses et les routes de ci-devant, qui ont été découvertes. Car depuis six semaines, toutes nos lettres, tant celles qu'on écrivait ici que celles qui étaient écrites de France, ont été arrêtées, et même des quatre correspondants que nous avions à Paris, il ne nous en reste plus que deux qui osent écrire encore très peu. Je vous envoie une lettre de l'un d'eux qui vous apprendra quelque chose de Brest.

Au reste, il faut compter que les frais de ces correspondances vont bien augmenter, car si nous trouvons des gens qui osent se hasarder, ce ne sera pas sans se faire payer... »

JURIEU.

Désormais les courriers se succèdent rapidement et la correspondance entre Versailles et Rochefort devient d'un grand intérêt.

Versailles, 11 avril 1796.

A M. l'Intendant Bégon.

« Je suis bien aise que vous ayez reçu l'avis que M. de Gibaudière vous a donné du dessein de quelques malintentionnés de brûler les vaisseaux de Rochefort ; cela doit vous exciter à renouveler votre attention pour faire faire une garde exacte et je vous prie de voir avec M. Magnon ce qu'il y a à faire sur cela et de tenir la main à l'exécution de ce dont vous conviendrez ensemble ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 18 avril 1796.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai reçu votre lettre du 10 avril avec l'interrogatoire du nommé Bourrigault que vous aviez en ordre de faire arrêter.

J'ai vu l'interrogatoire que vous lui avez fait prêter. Le nommé Caillaud, de La Rochelle, qui est actuellement à Rotterdam, et dont il est le beau-frère, a établi des correspondances dans tous les ports pour informer les ennemis de ce qui s'y passe ; ainsi, il y a apparence que le dit Bourrigault est fort avant dans cette intrigue, et il faut que vous le fassiez mettre en prison et garder avec beaucoup de soin, sans souffrir qu'il parle à personne. Il faudra aussi que vous lui fassiez reconnaître les papiers qui se sont trouvés chez lui, afin qu'ils puissent servir dans la suite à l'instruction de son procès ».

PONTCHARTRAIN.

Jurieu ignore les aveux faits par Saint-Martin, La Couturè et Budot. Dans une lettre, datée de Rotterdam 17/27 avril 1696, adressée à M. Vernon, il accuse ses coreligionnaires réfugiés près de lui : « Nous sommes bien persuadés que nous avons été trahis par quelqu'un de Rotterdam, où la Cour de France a beaucoup de réfugiés dans ses intérêts. Ainsi voilà toutes nos mesures rompues et toutes nos correspondances. Il nous faut travailler sur de nouveaux frais ».

Bourrigault avait été arrêté dans les premiers jours d'avril ; Legrand fut arrêté à Brest, le 28 avril.

Pontchartrain écrit à Bégon :

Versailles, 25 avril 1696.

« J'ai communiqué à M. de La Reynie ce que vous m'avez écrit au sujet du nommé Bourrigault, que vous avez fait arrêter par ordre du Roi, et il m'a remis le mémoire que vous trouverez ci-joint et en conformité duquel il est nécessaire que vous agissiez. Vous verrez, par les observations de M. de La Reynie, que cet homme nous peut servir beaucoup pour parvenir à la connaissance des espions qu'il y a dans tous les ports du royaume. Cette affaire est d'une extrême importance et je vous prie d'y donner toute l'application qu'elle mérite et de m'en rendre un compte exact de tout ce que vous ferez sur ce sujet. »

PONTCHARTRAIN.

MÉMOIRE DE M. DE LA REYNIE :

« La prise du nommé Bourrigault, prisonnier à Rochefort. est d'autant plus considérable et de conséquence pour le service du Roi, qu'il est beau-frère du nommé Etienne Caillaud, qui s'est retiré avec sa famille en Hollande, à cause de la religion.

Caillaud s'est engagé avec les ennemis de l'Etat, et il agit pour eux en plusieurs endroits du royaume, par diverses personnes, auxquelles il paie des pensions et fait des remises d'argent des ennemis, en considération des avis qu'il reçoit de ces espions qu'il emploie contre le service du Roi.

On a une connaissance certaine que Bourrigault est à Rochefort par ordre d'Etienne Caillaud, pour l'informer de tout ce qui se passe en ce lieu, à la Rochelle, etc. et que Bourrigault lui rend un compte très exact de tous les armements, de la qualité des vaisseaux, de l'état des équipages, du départ et des lieux pour lesquels

ils sont destinés, etc.. , et afin que Bourrigault puisse entendre qu'il n'est pas arrêté sur de simples soupçons, il sera nécessaire de l'interroger de nouveau et de lui demander :

En quel temps il a commencé à écrire à Etienne Caillaud sous différentes adresses à Rotterdam, en caractères non apparents et d'une sorte d'écriture convenue avec le s. Caillaud, entre les lignes des lettres missives que, lui. Bourrigault, à écrites à Caillaud avec de l'encre ordinaire.

— Le presser pour lui faire déclarer toutes les circonstances, comment il s'y est engagé ? à qui il a parlé ? de qui il a eu les avis qu'il a donnés ? Ce que Caillaud lui a promis et donné pour s'y engager comme il l'a fait ? et faire entendre à Bourrigault que ses dénégations ne lui serviraient de rien, qu'on a ses lettres, qu'on a rendu l'écriture cachée dans ses lettres aussi apparente que l'autre écriture qu'il a écrite avec de l'encre ordinaire.

— Lui demander avec quelle personne il entretient commerce particulier à la Rochelle, à l'Ile-de-Ré et dans les autres endroits du pays pour en avoir des avis et ce qu'il donne ?

Item pour Brest, ou s'il connaît celui qui agit de ce côté-là ?

Item pour Bayonne ?

— Etienne Caillaud lui a fait des remises et il est nécessaire que Bourrigault en rende raison, et observer que Bourrigault ne lui a envoyé aucune valeur en marchandise, ni autrement, ni en Hollande, ni ailleurs.

— Avec qui Bourrigault a eu correspondance à Paris pour ce commerce ? si avec Durand banquier ? si avec Chabot aussi banquier de Paris ?

Lui faire bien expliquer toutes les circonstances, et s'ils ne sont pas instruits de la correspondance, lui marquer qu'on a aussi leurs lettres.

— Quelle correspondance il a entretenue avec Lacouture avocat ?

Item avec le nommé Desgranges ?

Item avec le nommé Saint-Gilles ?

— A quelles autres adresses qu'à celle d'Etienne Coopmann, marchand à Rotterdam, il a écrit à Etienne Caillaud et envoyé les avis secrets et en caractères non apparents ?

— Quelle correspondance il a eue avec le nommé Pouliou, de Moëse ?

Sous quelle adresse il lui a écrit ? Avec quelle personne il est en correspondance à Paris ? Avec quelles personnes dans la province ?

— Dépouiller les livres de Caillaud s'il en a, car il doit en avoir s'il est marchand.

— Examiner les lettres et papiers et les lui faire parapher en les lui présentant.

— Envoyer par le courrier quelques pièces écrites de la main de Bourrigault, et, en quelque état qu'il soit, le mettre en lieu sûr, d'où il ne puisse avoir de communications avec le dehors. »

La première pensée de Jurieu est de sauver Bourrigault, en proposant à la Cour de France de l'échanger pour un prisonnier français. C'est dans ce sens qu'il écrit à Vernon.

Rotterdam, 28 avril/8 mai 1696.

« Monsieur, nous n'avions que trop bien deviné que de malheureux traîtres demeurant dans cette ville nous avaient décelé à la Cour de France et découvert toutes nos correspondances. Nous avons nouvelles certaines que notre homme de Rochefort est arrêté. C'est un fort honnête marchand du lieu. Nous vous prions, Monsieur, de savoir de milord Duc s'il n'y aurait pas lieu de faire quelque échange pour retirer et sauver cet homme, en cas que la Cour de France y voulut entendre. Nous avons encore à Paris un homme qui n'est pas arrêté. Il faut qu'il en sorte sans délai ».

Versailles, 25 avril 1696.

à M. l'Intendant Bégon,

« Je suis bien aise d'apprendre les mesures que vous avez prises pour empêcher l'exécution du projet du nommé Manuel et des autres qui pourraient en avoir conçu de pareils sur les magasins et les vaisseaux de Rochefort, vous ne sauriez y donner trop d'attention ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 28 avril 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai reçu vos lettres des 19 et 20 de ce mois ; je ne doute pas que vous n'ayez fait partir à part le vaisseau *Le Croissant d'Espagne* pour porter à M. Renaud l'avis que je vous ai envoyé sur son sujet. Il m'est revenu par d'autres endroits que le sieur La Floce-lière avait parlé fort indiscrètement du dessein du sieur Renaud et que sa femme, à qui il l'a découvert, en a fait la confidence à plu-

sieurs personnes. Il est à craindre que cela ne fasse manquer son entreprise, et il faut sans difficulté que vous détourniez autant que vous le pourrez, l'opinion publique de son véritable dessein.

Le nommé Dolly est toujours dans la citadelle de Bayonne, en attendant qu'on sache ce que sera devenu le nommé Manuel. J'espère que l'emprisonnement de Bourrigault nous fera faire de plus grandes découvertes de ces sortes de gens malintentionnés et je vous recommande toujours d'avoir soin qu'il soit gardé sûrement et d'empêcher qu'il ne parle à personne ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 2 mai 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« On me donne avis que l'ingénieur qui est en Hollande a donné le secret d'une certaine composition qui s'enflamme d'elle-même sans y mettre le feu, et qu'on doit envoyer, dans les ports du royaume, des matelots français réfugiés en ce pays-là, pour porter cette composition et en mettre sur les vaisseaux sur lesquels ils seront employés. Je suis bien aise de vous faire part de cet avis, afin que vous ordonniez aux commissaires des classes de n'employer sur les vaisseaux qui sont dans ce port aucun gardien ni matelot qui ne soit connu ».

PONTCHARTRAIN.

Paris, 5 mai 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'attends le nouvel interrogatoire que je vous ai écrit de faire passé au nommé Bourrigault sur le mémoire de M. de La Reynie. Ce prisonnier est d'une extrême importance, et, étant beau-frère du nommé Caillaud qui avait établi des espions dans tous les ports du royaume avec des entretiens très considérables, il doit en savoir plus qu'un autre, aussi faites-le garder avec soin et prenez garde qu'il ne parle à personne. Je dois vous dire sur son sujet qu'un autre espion de son intrigue que j'ai fait arrêter à Brest s'est tué, et que le sieur Bourrigault pourrait bien en faire autant s'il savait qu'on a une connaissance parfaite de son intrigue. Interrogez-le au sujet du nommé Drouillard que nous avons eu avis s'être embarqué avec M. Renaud, et tâchez de savoir de lui s'il n'y a pas d'autres espions sur tous les vaisseaux qui sont sortis de Rochefort. Sachez aussi ce que c'est que la famille du sieur Cail-

laud, ayant apparence qu'il se sert de ses proches par préférence. Il s'en est trouvé quelques-uns qui étaient de son intrigue parmi ceux que j'ai fait arrêter ».

PONTCHARTRAIN.

Desgrez, agent de La Reynie, s'était attaché à la recherche de Pouliou ; il le découvrit à Paris, malgré les nombreux faux noms sous lesquels l'espion abritait sa personne et sa correspondance. Jurieu apprend que ses hommes sont partout arrêtés. Dans son émotion, il écrit directement à lord Shrewsbury, secrétaire d'Etat,

Rotterdam, 4/14 mai 1696.

« Milord, je me donne l'honneur de vous écrire (1) dans la plus vive douleur que j'ai eue dans ma vie. Le zèle que j'ai pour le service du Roi, pour la religion et pour la bonne cause, m'avait engagé et m'avait fait engager mes amis pour avoir des nouvelles de ce que font et voulaient faire nos ennemis. Mais la Cour de France, ayant envoyé un homme, il y a quatre ou cinq mois, de Rouen, qui avait été autrefois de ceux qu'on avait employés, il s'est joint ici avec plusieurs autres Français réfugiés dans la même ville de Rouen, amis de la Cour de France, et par conséquent ennemis du roi (*d'Angleterre*), et tous ensemble ils ont déterrés nos correspondances. Ils ont cherché et tout trouvé, sans qu'il en soit échappé aucun.

Le correspondant de Brest est arrêté, celui de Saint-Malo et celui de Dunkerque également ; mais ce qui nous afflige le plus c'est que plusieurs de nos amis, parfaitement honnêtes gens, à Paris, à Nantes, à Rochefort et ailleurs sont dans le même malheur. Ainsi, voilà dix ou douze personnes à la potence.

Que faire à cela ? Nous sommes dans la dernière angoisse ; n'y a-t-il point, entre vos conspirateurs, quelques-uns des moins coupables qu'on put offrir au Roi Jacques, pour qu'il obtint nos personnes des mains du Roi de France, et en France et ici ? Ne pourrait-on pas espérer du Roi quelque somme pour les aider et les consoler ? Je ne sais que penser. Je vous prie, Monsieur, de penser vous-même qui serait possible et de nous communiquer par la plume de M. Vernon ».



JURIEU.

(1) Cette lettre a déjà été publiée dans les *Archives de la Bastille*, t. XI 106.

Dans son désarroi, Jurieu s'est adressé au Grand Pensionnaire de Hollande et au Roi d'Angleterre.

Rotterdam, 8/18 mai 1696.

A milord Vernon,

« Monsieur, nous n'avons encore rien à vous envoyer aujourd'hui. Un si grand désordre ne peut aisément se réparer. On y travaille pourtant. Nos correspondances sont toujours dans le triste état que je vous ai dépeint dans ma dernière.

Il s'agit de leur sauver la vie, si cela se peut. Le roi est arrivé et j'ai la liberté de lui écrire. J'ai mis entre les mains de notre Grand Pensionnaire (1) un mémoire, auquel je supplie sa Majesté (2) de faire attention. J'espère que milord Duc voudra bien aussi concourir aux fins que nous nous proposons, qui sont de sauver la vie à des gens qui se sont exposés pour le service et l'autre de récompenser celui (*Caillaud*) qui faisait rouler en cette ville ce commerce secret en France. Il est ruiné si on n'a pas pitié de lui. Toutes ses lettres de change ont été arrêtées, et tous ses marchands ne veulent plus de communications avec lui. Il avait du bien en France, beaucoup, tout est arrêté et saisi. Nous ne savons comment on sortira de ce labyrinthe. En attendant, on ne laisse pas de travailler à former de nouvelles correspondances ».

JURIEU.

Pontchartrain retient en prison les principaux espions, et possède leurs papiers, il veut savoir jusqu'où s'est étendue la trahison.

Versailles, 19 mai 1696.

A M. l'Intendant Bégon.

« J'ai reçu votre lettre du 12 de ce mois avec le troisième interrogatoire que vous avez fait au nommé Bourrigault. Cet interrogatoire ne nous donne pas de plus grands éclaircissements que ceux que nous avons reçus jusqu'à présent. Cet homme en sait plus qu'il ne dit. Il n'y a pas d'apparence qu'étant beau-frère de *Caillaud*

(1) Heinsius, Antoine, Grand pensionnaire de Hollande, mort en 1720, à 79 ans. Il forma avec Marlborough et le prince Eugène le fameux triumvirat si cruellement acharné à humilier la France, et qui abreuva de tant d'amertume le déclin du règne de Louis XIV.

(2) Guillaume III d'Orange.

qui est l'instrument dont se sont servis les ennemis pour avoir des espions dans tous les ports du royaume, il n'ait pas plus de connaissance qu'il dit de cette intrigue.

En quelque état que cet homme vous paraisse, ne laissez pas de le mettre en sûreté et de lui ôter tous les moyens qu'il pourrait avoir de se porter à quelque désespoir, comme a fait le nommé Legrand à Brest. (!)

Je vous remets aux ordres que je vous ai donnés sur l'attention que vous devez avoir à prévenir les effets des mauvais desseins que les ennemis ont sur les vaisseaux du Roi. C'est une chose à laquelle vous ne donnerez trop d'attention.

Vous trouverez ci-joint des extraits des lettres de M. de La Reynie, par lesquels vous verrez qu'il y a à la Rochelle un jeune homme nommé Duvivier, qui a été en relation avec Pouliou, agent de Caillaud. Vous verrez par ces mémoires que le dit Duvivier est entré assez avant dans cette affaire pour mériter d'être arrêté, et c'est ce qu'il faut que vous fassiez faire aussitôt que vous aurez reçu cette lettre. Vous l'interrogerez sur les faits contenus dans l'un de ces mémoires et vous m'enverrez aussitôt son interrogatoire.

Vous verrez aussi par ces mémoires qu'il y a à Saint-Martin-de-Ré un autre particulier nommé Masson, et un autre nommé Saint-Gilles qui correspondent avec le nommé Pouliou. On n'a pas trouvé dans les papiers de cet homme que le s. Saint-Gilles soit entré bien avant dans cette intrigue, cependant on voit bien qu'il en a eu connaissance, et il faut que vous lui parliez, et même que vous l'interrogiez sans le faire arrêter, et en cas qu'il paraisse coupable, vous devez sans difficulté le faire mettre en prison.

A l'égard du nommé Masson, il paraît qu'il est plus entré dans cette affaire que l'autre, cependant, comme il est marchand, il est bon d'agir avec un peu de circonspection, mais il faudra aussi le faire arrêter s'il vous paraît par ses réponses qu'il soit coupable.

Rendez-moi compte le plus tôt possible de ce que vous ferez au sujet de ces trois hommes ».

PONTCHARTRAIN.

(1) Ce Legrand trahissait les deux partis et leur fournissait des renseignements ; il se tua en se jetant d'une fenêtre du château de Brest. Pontchartrain ordonna de saler le cadavre, de le juger et de le pendre.

Versailles, 23 mai 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

Vous trouverez ci-joint un autre mémoire de M. de La Reynie au sujet du nommé Bourrigault, par lequel vous verrez que cet homme en sait plus qu'il ne dit, aussi il faut que vous l'interrogiez de nouveau, et s'il ne se porte pas à reconnaître la vérité sur les nouveaux faits sur lesquels vous l'interrogerez, il entendra au moins qu'il ne sera pas impossible de le convaincre ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 27 mai 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai examiné le second interrogatoire que vous avez fait prêter au nommé Masson. Il en dit assez pour faire voir que ce que le nommé Pouliou a dit de l'intelligence qu'il a eue avec lui au sujet du sr Loche est véritable. Je vous ai envoyé l'arrêt pour faire le procès à Bourrigault, informez-moi exactement de tout ce que vous ferez sur ce sujet afin que j'en rende compte à sa Majesté ».

PONCHARTRAIN.

Versailles, 9 juin 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

J'ai reçu votre lettre du 2 de ce mois avec les interrogatoires des nommés Vivier et Saint-Gilles et les autres papiers qui étaient joints. J'attends le nouvel interrogatoire que vous devez faire prêter au nommé Bourrigault sur le dernier mémoire de M. de La Reynie, après quoi je prendrai l'ordre du Roi pour vous commettre pour lui faire son procès.

J'examinerai ceux des nommés Vivier et Saint-Gilles et je vous ferai savoir les intentions de sa majesté.

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 13 juin 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai vu les interrogatoires des nommés Masson et Chezant et je les envoie à M. de La Reynie pour examiner le rapport qu'ils ont eu avec ceux des prisonniers de Paris. Il m'a écrit au sujet du nommé Masson que le nommé Pouliou avait envoyé chez lui avec un

officier français pris à la descente de Camaret (1), nommé Loche pour l'y tenir caché jusqu'à ce qu'il put le faire passer hors du royaume, et qu'ils se sont écrits plusieurs lettres au sujet de cet homme, en le désignant sous le nom de marchandise de Nantes. Il faut que vous l'interrogiez sur ce fait, peut-être que la connaissance, qu'il verra qu'on a, l'obligera à reconnaître d'autres faits qu'il a déniés.

Le dit sieur de La Reynie m'écrit qu'il a preuve en main et par écrit que le nommé Vivier s'est servi du nom supposé de Beaulieu, quoiqu'il l'ait dénié. Cela le doit rendre suspect, mais il est nécessaire que vous le fassiez retenir en prison jusqu'à nouvel ordre. A l'égard de Saint-Gilles, s'il ne se trouve rien de particulier contre lui que ce que nous avons vu, vous pourrez le faire mettre en liberté.

J'attends l'interrogatoire du nommé Bourrigault, que vous devez m'envoyer encore, après quoi j'expédierai un arrêt pour vous commettre pour lui faire son procès. »

PONTCHARTRAIN.

Versailles, le 23 juin 1696.

A M. l'Intendant Bégon.

« Je vous envoie l'arrêt que le roi m'a commandé d'expédier pour vous commettre pour faire le procès au nommé Bourrigault, duquel sa Majesté a jugé à propos de faire un exemple dans le pays où vous êtes, dans lequel il y a vraisemblablement plusieurs personnes qui ont les mêmes intrigues. Je vous envoie aussi les lettres qu'il a écrites et celles qui lui ont été écrites qui ont été interceptées. Vous y trouverez la conviction de son crime, quand il ne l'aurait pas avoué, mais l'ayant reconnu dans son dernier interrogatoire, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de difficultés à sa condamnation ; cependant, afin que vous soyez en état d'éviter les cabales que ses amis pourraient faire dans le présidial de La Rochelle (2), je vous ai laissé par arrêt le choix du présidial que vous devez prendre, et même la liberté d'appeler des gradués, si vous le jugez à propos.

Vous aurez soin de m'informer exactement de ce qui se passera

(1) Petit port de Bretagne.

(2) Les audiences ordinaires et extraordinaires du Présidial de La Rochelle, pour l'année 1696, manquent aux archives départementales.

sur cette affaire, et il serait bon que cela put faire connaître les gens qui se mêlent du même commerce. »

Averti par les aveux des espions que le gouvernement anglais préparait une attaque contre l'arsenal de Rochefort, Pontchartrain avait envoyé le maréchal de Tourville pour compléter la défense du port. Les batteries de la Charente furent réparées et armées, les milices de Saintonge et d'Aunis reçurent l'ordre d'être prêtes à se rendre sur les points menacés. Tous les soldats et les ouvriers valides furent envoyés aux batteries, la garde de la ville et du port furent confiées aux habitants. Tout était près quand on apprit que la flotte anglaise approchait de nos côtes, et bombardait Saint-Martin-de-Ré ».

Le maréchal Phélypeaux écrit à Bégon.

Versailles, 17 juillet 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai reçu la lettre que vous avez écrite le 15 de ce mois, par laquelle je vois que les ennemis se sont enfin décidés à faire quelque entreprise. Celle du bombardement de Saint-Martin-de-Ré ne serait pas fort considérable, s'ils entreprenaient rien de plus. Il aurait été cependant à désirer que l'on eut pris plus de précautions pour se tenir sur ses gardes, mais je ne doute pas que M. le maréchal de Tourville n'apporte tous les soins et toutes les précautions nécessaires pour empêcher des suites plus sérieuses ».

PHELYPEAUX.

Pontchartrain inquiet écrit à Bégon.

Versailles, 21 juillet 1696.

« J'ai été surpris de ne point recevoir de vos nouvelles depuis le 15 de ce mois, ni par courrier exprès, ni par l'ordinaire, vous devez pourtant ne pas ignorer que je ne sois dans une grande impatience d'en avoir, après l'avis que vous m'avez donné de l'arrivée des ennemis aux rades de La Rochelle. Je vous ai écrit, par le courrier de M. le maréchal de Tourville, de m'informer exactement de tous les mouvements des ennemis, et je vous recommande encore de le faire et de m'envoyer des courriers pour me faire savoir tout ce qu'ils entreprendront. *Le Roi est dans une juste inquiétude sur tout ce qui se passe de ce côté*, et sa Majesté n'est pas satisfaite du peu de soin que M. le maréchal de Tourville et vous avez mis de lui en rendre compte ».

PONTCHARTRAIN.

Versailles, 23 juillet 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai reçu, Monsieur, les lettres que vous m'avez écrites les 17 et 19 de ce mois, par lesquelles je vois avec plaisir que les ennemis se sont retirés après le bombardement de Ré, sans avoir fait aucune tentative sur La Rochelle, car bien qu'il y ait apparence qu'ils n'y auraient pas eu le même succès, il est toujours plus heureux d'avoir le temps nécessaire pour se mettre en état de les recevoir.

J'ai rendu compte au roi de la valeur avec laquelle les officiers de la marine ont fait leur devoir pendant le bombardement de Ré, sa Majesté a été très satisfaite et fera dans le temps toute l'attention nécessaire pour leur avancement.

Le Roi a appris avec déplaisir le malheur arrivé à la ville de Saint-Martin-de-Ré. cependant sa Majesté est persuadée que vous avez fait tout ce qui a pu dépendre de vous pour mettre ce lieu et les autres de votre département en état de faire une bonne défense. Il n'y a pas d'apparence que les ennemis reviennent aux rades de La Rochelle, cependant il est bon de se tenir sur ses gardes jusqu'à ce qu'on sache ce qu'ils sont devenus, et lorsqu'ils seront rentrés dans la Manche. on peut sans craindre désarmer les batteries et y laisser seulement quelques gardiens ».

PONTCHARTRAIN.

L'affaire de Bourrigault, un instant passé au second plan, reprend le premier.

Versailles, 25 juillet 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« J'ai rendu compte au Roi de ce que vous m'avez écrit au sujet du nommé Vivier, que vous avez eu ordre de faire mettre en prison, comme cet homme a dénié qu'il avait écrit au nommé Pouliou sous un nom supposé, et que nous en avons la preuve, sa Majesté n'a pas jugé à propos de le faire mettre en liberté, étant à présumer qu'il se croit coupable et qu'il se trouvera impliqué dans l'affaire de Pouliou. A l'égard du nommé Masson. sa Majesté a approuvé que vous ne l'avez pas fait mettre en prison pour les raisons que vous dites ».

PONTCHARTRAIN.

Les deux partis sont décidés à en finir.

Versailles, 1^{er} août 1696.

A M. l'Intendant Bégon,

« Il est nécessaire que vous finissiez le plus tôt que vous le pourrez le procès du nommé Bourrigault. A l'égard de Duvivier, je vous ai écrit que le Roi avait jugé à propos de le laisser encore en prison, parce que dans son interrogatoire, il a dénié avoir écrit à Pouliou, bien qu'on ait la preuve du contraire ».

PONTCHARTRAIN.

D'autre part, Jurieu et Caillaud sont décidés à tout, pour sauver leur espion, même à la destruction de l'escadre de Château-Renaud. Caillaud écrit à milord Vernon :

Rotterdam, 14 août 1696.

« Monsieur, le correspondant destiné pour Brest est parti de Paris pour s'y rendre. Depuis ce temps, je n'ai point de ses nouvelles, de sorte que je ne saurais répondre positivement à ce que milord Duc demande touchant l'escadre de M. Château-Renaud. Toujours a-t-on assuré qu'elle est de 12 à 14 vaisseaux de guerre, parmi lesquels on compte de trois à quatre gros vaisseaux de 90 pièces de canon et les autres de 60 à 70. La dernière lettre de La Rochelle du 29 du passé le disait prêt à mettre en mer. On a toujours assuré qu'il va au détroit. L'équipement de 25 galères à Marseille confirme cet avis ».

« Quoique par les malheurs qui nous sont arrivés, par l'arrêt de nos amis, les frais sont plus grands pour nos correspondants, il me semble que ce serait d'une grande utilité d'entretenir un homme en France, afin que si nos amis de Brest et d'ailleurs venaient à manquer, on put avoir ces gens sous la main, pour les faire partir pour les lieux nécessaires, afin qu'au moins nous ne puissions nous trouver sans correspondants et n'être pas longtemps à avoir des nouvelles de Brest... »

M. Jurieu se donnera l'honneur d'écrire au Roi (1) pour quelque échange, selon que M. Vernon a eu la bonté de le proposer par sa lettre du 31 juillet-3 août.

CAILLAUD.

(1) Guillaume III.

Jurieu a écrit au bas de cette lettre : « Je n'ai rien à ajouter à ce mémoire, pour réponse à la lettre de M. Vernon du 31 juillet-3 août, qui a été bien reçue. On aura l'œil à découvrir tout ce qu'on pourra des desseins de l'escadre de Château-Renaud ».

Louis XIV se décide à sévir.

Versailles, 18 août 1696.

A M. l'intendant Bégon,

Sa majesté veut que le jugement que vous rendrez contre le nommé Bourrigault soit exécuté sans délai, ne voulant pas accorder grâce pour des crimes de la nature de celui dont il était prévenu ! »

PONTCHARTRAIN.

L'exécution de Bourrigault décourage Jurieu qui écrit à M. Vernon :

Rotterdam, 8/18 septembre 1696,

« Monsieur, notre ami de Rochefort n'a plus besoin des représailles que nous avons demandées pour lui. Les ennemis l'ont pendu à La Rochelle. Il en reste encore trois ou quatre : l'un à Paris, nommé Pouliou, et deux à Marseille.

Celui de Paris est un honnête homme qui mériterait bien qu'on fit quelque chose pour lui. Faites-nous savoir si l'on ne pourrait pas faire écrire à l'homme que vous tenez à la Cour de France, sous prétexte d'apprendre des nouvelles aux ennemis. Ce Pouliou est cousin germain du sieur Caillaud, comme l'autre était son beau-frère.

Ainsi cet honnête homme est dans la plus grande désolation qui puisse être imaginée. Sa nièce, fille du défunt, est enfermée dans un couvent. J'ai fait savoir tout cela au Roi, et je vous prie de le faire savoir à milord Duc. Je vous envoie une lettre de Saint-Malo, qui regarde, selon toutes les apparences, la personne du Roi. Je l'ai envoyée à Loo (1). »

JURIEU.

Les correspondances de Londres, de Rotterdam et de Versailles continuèrent pendant plusieurs années. Il est impossible d'évaluer les pertes que la redoutable organisation de Jurieu fit subir à la marine de Louis XIV, et quelles conséquences elles eurent sur la politique européenne.

(1) Résidence d'été de Guillaume III.

MM. Ravaisson et Dedieu nous renseignent sur le sort des principaux espions de notre région

Budot, La Couture et Saint-Martin furent jugés à Rennes en novembre 1696 ; les deux premiers furent pendus en mars 1697, le troisième fut condamné aux galères à perpétuité.

Gédéon de Serres, Francillon, Duvivier, Masson, Saint-Gilles et Pouliou furent enfermés à la Bastille. Pouliou y mourut d'une attaque d'apoplexie, le 16 juin 1704 ; Saint-Gilles n'en sortit qu'en juillet 1713, après 17 ans de captivité.

Caillaud continua à maintenir des espions à la Rochelle et à Rochefort. Il voulut intervenir dans la politique intérieure de l'Angleterre, les ministres anglais se cabrèrent, refusèrent ses services et ceux de Jurieu. En 1722, Caillaud commit l'imprudence de rentrer en France, le cardinal Dubois le fit arrêter et mettre à la Bastille ; mais Caillaud n'était plus dangereux, et le ministre de Louis XV relâcha celui que le ministre de Louis XIV eut fait pendre haut et court.

La secrétairerie anglaise se montra ingrate, elle accorda péniblement à Caillaud une pension annuelle de cent livres. A partir du 1^{er} septembre 1722, il n'est plus question de lui.

Jurieu, accablé des plus tristes infirmités, était mort en 1713.

Telles sont les quelques pages d'une correspondance qui doit garder bien des secrets, non seulement de notre histoire locale, mais aussi de l'histoire générale.

P. LEMONNIER.

II

LE CONTRE-AMIRAL CUVILLIER (1)

(1774-1857)

Jacques-Philippe Cuvillier était né à Rochefort-sur-mer, de Gabriel-Marie Cuvillier, docteur en médecine et médecin de la

(1) Nous avons une rue Cuvillier, nous avons le portrait de l'amiral Cuvillier au musée, mais personne à Saintes ne connaît cet amiral. Pour le faire connaître, notre confrère, le Commandant Vivienne, a bien voulu rechercher ses états de service.

Son dossier est volumineux, M. Vivienne n'en a extrait que les faits principaux. Il est bon de noter, pour éviter toute confusion, que les écritures font apparaître deux Cuvillier, de prénoms différents, ayant identiquement les mêmes états de service. Ainsi les listes des officiers portaient deux Cuvillier. Cuvillier lui-même protesta et la rectification fut faite. Il ne resta que Jacques-Philippe.

Notes de la Rédaction.

marine, et de dame Rose-Marie-Anne Valliet, le 21 avril 1774 ; il était baptisé le même jour en l'Eglise Saint-Louis-de-Rochefort par Burel, prêtre de la Mission, faisant les fonctions curiales dans cette paroisse. Parrain : Jacques-Philippe Valliet, son grand-père maternel, sous-commissaire de la marine ; marraine : Marie Valliet, sa grand'mère, représentée au baptême par sa fille Marie-Anne, tante de l'enfant.

A douze ans, en 1786, Jacques-Philippe entrait dans la marine royale, « par la petite porte » comme on disait alors ; il était agréé comme « aspirant-volontaire à 16 livres » (9 novembre 1786) et embarqué en rade de Rochefort sur la gabarre *le Gave* (commandant Quiqueran de Beaujeu). On le trouve en 1787 sur l'avisot *l'Alerte* (Baron de Bar) ; puis la même année, comme « volontaire de 3^e Classe à 20 livres », sur la flûte *la Désirée* (vicomte de Canillac), armée à Brest pour une campagne à la Martinique ; de nouveau aspirant-volontaire à 16 livres, en 1788-1789, sur la gabarre *la Truite*, de Rochefort, (Le Vasseur de Villeblanche), à Saint-Domingue. Sur le vaisseau *l'Orient*, dans l'escadre de Brest, en 1790. Sur la flûte *le Dromadaire*, à Cayenne, il reçoit le grade d'aspirant de 1^{re} classe, le 17 septembre 1792. Il sert comme enseigne auxiliaire de 1794 à 1796 et il est nommé le 9 novembre 1796, enseigne de vaisseau entretenu, sur le vaisseau *le Tartu*, où il est fait prisonnier par les Anglais dans la malheureuse expédition d'Irlande, le 31 décembre de la même année. Il est vrai que certains de ses états de service font remonter sa promotion au grade d'enseigne de vaisseau au 1^{er} novembre 1793.

Lieutenant de vaisseau en 1803, il reçoit le commandement du lougre *le Granville*, chargé de convoyer les transports le long des côtes de France ; attaqué par des péniches anglaises le 28 floréal an XII, il reçoit un coup de feu qui lui traverse la poitrine de part en part ; il parvient dans la nuit, et malgré sa blessure, à dégager son navire. L'Empereur le récompense en le nommant capitaine de frégate le 21 juillet 1804.

Dans les intervalles de son embarquement sur *le Patriote*, de 1804 à 1808, il a commandé *la Salamandre* (1805) et servi au port de Rochefort ; il reçoit le commandement du vaisseau *la Ville-de-Varsovie* — il était en même temps Major du 15^e bataillon des Equipages de Flottille — et se trouve embossé dans la rade de l'île d'Aix, lors de l'affaire des brûlots, dans les journées du 12 et 13 avril 1809, où son vaisseau fut détruit et lui-même fait prisonnier. D'abord retenu sur parole, en Angleterre, où il resta 20 mois et 16

jours, Cuvillier réussit à s'échapper et à gagner Gothenbourg, en Suède, puis la France, où il arriva dans le dénuement le plus complet. Un conseil de guerre réuni à Toulon le 9 mai de l'année 1811, présidé par le contre-amiral baron Cosmao, le « déchargea avec honneur » — ce sont les termes mêmes du jugement — de l'accusation contre lui intentée, et selon l'usage ancien, l'amiral Cosmao lui remit son épée. Il est alors envoyé en service dans la préfecture maritime d'Anvers, où il reste plus de 6 ans, et il se trouve bientôt le plus ancien des Capitaines de frégate sur la liste de l'annuaire. Le brillant commandement, en 1817, du brick *Olivier* et d'une petite division à Terre-Neuve et aux Antilles, lui permet de remplir les conditions prescrites par l'ordonnance du mois de juillet 1814, et « cet officier distingué par son caractère et son mérite » — c'est son chef qui parle de lui à cette époque — est enfin compris dans la promotion des capitaines de vaisseau du 27 janvier 1819.

En 1823 et 1824, il commande la frégate *Eurydice* à la Guadeloupe et à Cadix ; en 1825, *la Nymphe* aux Antilles, et passe à la 1^{re} classe de son grade. En 1830, Cuvillier commande une division de l'escadre de l'amiral Duperré, sur le vaisseau *le Superbe*, dans l'expédition d'Alger. Contre-Amiral le 1^{er} mars 1831, d'abord major-général à Rochefort, il est nommé, en 1832, au gouvernement de l'île Bourbon, qu'il exercera jusqu'en 1838. Il y succédait au Capitaine de Vaisseau Duval d'Ailly. Madame Cuvillier (1) vint l'y rejoindre en 1836 et passa à Bourbon les deux dernières années de son gouvernement. Mais ce poste lui réservait des désillusions ; mal soutenu par ses partisans, ne recevant de Paris aucune direction nette, l'Amiral Cuvillier se plaignait de tout ignorer de la po-

(1) Marie-Ursule Beiderlinden, née à Rudesheim, duché de Nassau, fille de Michel B. et de Françoise Cratz. Elle décéda à Saintes le 23 avril 1865, âgée de 76 ans. Elle s'était mariée, à Paris, en février 1827 (ce contrat de mariage est du 19, reçu Vilcoq.)

Elle fonda à Saint-Denis, en 1836, une maison de refuge pour les jeunes filles, dont le plan existe à la Bibliothèque de Saintes.

Sa bonté lui gagna bientôt la sympathie de la population.

Sur son portrait (au musée de Saintes) les jeunes filles collèrent une bande de papier noir sur laquelle elles avaient écrit en lettres d'or ces mots qui auraient bien voulu être des vers (il faut y voir l'intention).

Elle a dit en partant je vous laisse mes vœux

Gardez mon souvenir, il vous sera fidèle.

Et nous avons gardé d'un si touchant modèle

Une image si chère à tous les malheureux.

Note de la Rédaction.

titique qu'on désirait, en haut-lieu, qu'il suivit dans la colonie ; sur ses instances, il fut rappelé et remplacé par l'amiral de Hell. Il finissait sa carrière à Paris, au Conseil d'Amirauté, réunissant, au mois d'avril 1848, 58 ans, 11 mois, 14 jours, de services militaires.

Les officiers de la milice de Bourbon, à Saint-Denis et à Saint-Pierre, lui avaient offert deux épées d'honneur en 1839, en souvenir et « gages de la reconnaissance pour les soins qu'il avait donnés à la colonie ». Cuvillier avait demandé l'autorisation de les porter en uniforme : le ministre, l'amiral Duperré, le refusait net, la demande n'ayant pas suivi la voie réglementaire. Louis-Philippe, toutefois, se laissa fléchir, et lui accorda cette satisfaction le 27 février 1840 !

Il mourut le 31 août 1857, à Saintes (1), à 83 ans, sans enfant, toujours inscrit au cadre de réserve qui avait été rétabli en 1853.

Nous donnons ici la lettre qu'il écrivait au Ministre, cette année 1853, pour solliciter la croix de grand'officier de la Légion d'hon-

(1) Au numéro 17 de l'ancienne rue des Chanoines devenue rue Cuvillier.

Son tombeau se trouve à la cinquième concession, à droite, adossée au mur sud du Vieux cimetière, en venant de l'allée de droite partant de la croix du cimetière Saint-Vivien.

Il est composé d'une base quadrangulaire terminée par un fronton triangulaire sur chaque face, surmonté d'une pyramide quadrangulaire, sur chaque angle de laquelle, en haut est sculpté une torche renversée, et au-dessus est fixée une croix combinée avec une ancre en fer.

Dans la face avant de la base est incrustée une plaque de marbre gris uni sur laquelle est gravée en lettres dorées l'inscription suivante :

JACQUES-PHILIPPE
CUVILLIER
CONTRE-AMIRAL
OFFICIER
DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS
NÉ A ROCHEFORT
LE 21 AOÛT 1774
DÉCÉDÉ A SAINTES
LE 31 AOÛT 1857
PRIEZ POUR LUI.

Sur le fronton avant un sablier ailé.

Sur les côtés un serpent en cercle se mordant la queue.

Sur la face avant de la pyramide, en fort relief, un groupe d'attributs composé d'une ancre, d'une épée, d'une longue-vue, de décorations, épaulettes, couronne et branches de chêne.

La porte de la grille d'entourage est ornée d'une croix de la Légion d'honneur. A chaque panneau à droite et à gauche d'une ancre avec deux lances en sautoir.

(Note de la Rédaction)

neur, qu'il n'obtint jamais d'ailleurs. Il n'était, à sa mort, que commandeur de l'Ordre.

Paris, 27 janvier 1853.

Monsieur le Ministre,

Le temps approche, je pense, où j'aurai l'honneur de faire de nouveau partie du Corps de la Marine, et d'être placé sous vos ordres.

Dans cette nouvelle position, je vous prie de vouloir bien vous intéresser à moi et accueillir d'une manière favorable la demande que j'ai l'honneur de vous adresser.

Je désire, Monsieur le Ministre, être nommé grand'officier de la Légion d'honneur. Je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien me proposer pour ce grade, lorsqu'il y aura une promotion dans cet ordre.

Je vais faire un court exposé de mes services et ose espérer que vous les trouverez suffisants pour me mériter votre bienveillance.

Né en 1774, je suis entré au service en 1786 ; ma carrière a toujours été consacrée au service de l'État. En 1794, j'étais enseigne de vaisseau et ai constamment navigué en cette qualité.

En 1803, je fus nommé lieutenant de vaisseau et obtins le Commandement du lougre le *Granville* employé aux convois de la Manche.

Le 28 floréal an 12, jour de la proclamation de l'Empire, je fus attaqué par des péniches anglaises. Je les repoussai, mais dans l'action, je reçus une balle qui me traversa la poitrine.

Je fus nommé Capitaine de frégate le 24 juillet 1804 et ne restai que 16 ou 17 mois dans le grade de lieutenant de vaisseau. Embarqué sur le *Patriote*, je fis la campagne de l'escadre commandée par M. l'Amiral Willaumez, dans laquelle se trouvait Son Altesse Impériale le Prince Jérôme.

Le 12 avril 1809, je commandais le vaisseau la *Ville de Varsovie* dans l'affaire de l'île d'Aix. En 1811, je fus nommé sous-directeur et ensuite directeur du Port d'Anvers ; je ne rentrai en France qu'après le partage de l'escadre entre la France et les Alliés.

En 1819, je fus fait Capitaine de vaisseau, après avoir commandé le brick l'*Olivier*, employé successivement à la station de Terre-Neuve et à celle des Antilles. J'ai eu ensuite le commandement de plusieurs vaisseaux ou frégates. J'étais de l'expédition d'Espagne et de celle de Morée. Je commandais le convoi qui y

portait l'armée du Maréchal Maison ; il était passager sur la *Ville de Marseille* que je commandais.

Dans l'expédition d'Alger, j'eus le commandement du vaisseau le *Superbe* et fus nommé chef de Division, par lettre close du Roi, au mois de juillet 1830.

Dans l'intervalle de ces expéditions, je fus employé à la station des Antilles et eus le commandement particulier de celle de la Havane.

Nommé Contre-Amiral le 1^{er} mars 1831, l'année suivante, je fus gouverneur de Bourbon. J'y suis resté cinq ans et demi en cette qualité. En 1840, je fus fait membre du Conseil d'Amirauté. J'y étais lorsque la loi sur le cadre de réserve m'en fit sortir.

En 1811, l'Empereur, lors de son passage à Anvers, me nomma Chevalier de la Légion d'honneur. Je suis commandeur depuis 1835.

Mon âge, mes longs et toujours actifs services, mon ancienneté dans la Légion d'honneur vous paraîtront, j'aime à le croire, Monsieur le Ministre, des titres suffisants pour exciter votre intérêt en ma faveur et vous porter à me proposer pour le grade de grand-officier.

Je vous prie de croire que je serais très reconnaissant de cette marque de votre bienveillance.

Je suis avec respect,

Monsieur le Ministre,
Votre très humble et très
obéissant serviteur.

J. CUVILLIER,
Contre-Amiral,
27, rue Caumartin.

III

CE QU'IL EN COUTE DE NE PAS ÉPOUSER SA FIANCÉE

On a pu lire dans les journaux du 19 décembre dernier, la substance d'un jugement rendu par le tribunal de la Seine, qui a débouté le marquis de Pontivès de la demande en 500.000 francs de dommages et intérêts qu'il avait formulée contre la comtesse de Beaurepaire à la suite de la rupture d'un projet de mariage.

Le tribunal déclare que le principe de la liberté du mariage

s'oppose à ce que l'inexécution d'un projet matrimonial puisse par elle-même motiver une condamnation à des dommages-intérêts.

On en jugeait autrement au ^{xviii}^e siècle. Le rarissime, sinon unique, document qui le prouve, est extrait des minutes de D. Bargignac, notaire à Cozes, déposées dans l'étude de M^r Lucazeau. Je n'en ai jamais rencontré un semblable depuis que je fouille les minutes.

CH. D.

Aujourd'huy quatorziesme d'octobre mil six cents soixante-neuf,... a comparu en sa personne Jean Brizard, texier, demeurant au village de Théon, paroisse d'Arces, lequel parlant à Pierre Durand, maistre cordonnier, de la mesme paroisse, trouvé au bourg dudit Arces en la maison du sieur curé dudit lieu, luy a dict et déclaré qu'après que ledit Durand eut recherché en mariage un longtemps Eliza^eth Brizard, sa fille, et qu'ils eurent assemblé tous les proches parans de part et d'autre, il fut passé dès le jour de l'Ascension dernier le contract de mariage entre lesdits Durand et Elizabeth Brizard, de leur consentement et de l'autorité et advis de leurs plus proches parans et des parties y ayan interest, ensuite duquel contract les annonces dudit mariage auroyent esté publiées et les fiançailles mesmes faictes en l'eglise dudit Arces, sans aucune opposition. Et ledit Durand, toujours du despuis veu (*sic*) ladite Brizard, sa fiancée, se sont l'un à l'autre despuis tesmoigné l'amitié et affection quy ce pouvoit requérir entre deux personnes qui se devoient joindre d'un lien s'y estroit et indissoluble, en un mo despuis lesdittes fiances ledit Durand a longtemps demeuré (1) en la maison dudit Brizard, aveq la mesme liberté que sy s'eust esté le propre fils d'icelluy Brizard, (*sic*) jusques à la semayne dernière que ledit Durand l'ayant instamment prié de permettre d'espouser sa fille, icelluy Brizard et luy furent ensemble convier et inviter leurs parans, qui sont en grand nombre, et accordèrent jour d'aujourd'hui pour espouser en l'eglise dudit présent lieu, et pour cest effet le dit Brizard a faict un grand festin pour recevoir à cette Solennité tant ses parans conviés que ceux dudit Durand, quy a mesme fourny de sa part

(1) Le fait d'un fiancé qui habitait chez sa fiancée devait être rare. Je n'en connais pas d'autre exemple chez nous, mais j'en trouve un dans le *Bulletin de la Société de Borda*, 1923, p. 115.

quelque volaille, en sorte que, suivant cet arrêté, ledit Brizard auroit ce matin attendu ledit Durand et ses parans pour aller prendre sa fille et la conduire dans ladite église pour y estre espousée suivant les solennités d'icelle, ainsy qu'il l'avoit promis encore hier. Mais au lieu de ce faire, ledit Durand c'est trouvé au présent lieu et dict qu'il ne veut pas espouser laditte Brizard, sans en dire le sujet. Aussy n'en a-t-il point qui soit juste. C'est pourquoy ledit Brizard le somme et interpelle par ces présentes de suivant et conformément au contract de prendre et recevoir en mariage laditte fille et l'espouser ce jourd'huy, suivant leur accord et arrêté, protestant en cas de refus d'agir et de se pourvoir contre ledit Durand ainsy et comme icelluy Brizard et sa ditte fille advizeront bon estre et de tous leurs-dommages, intérêts et despans.

Ledit Durand, en sa personne, a dict qu'il est vray qu'il a fiancé laditte Brizard, que les annonces de leur mariage ont esté publiées et ses fiançailles faictes en laditte église par le sieur curé d'icelle, qu'il avoit arrêté jour, la semaine dernière, à aujourd'huy pour espouser en l'église du présent lieu, mais que pour cella il ne le peut faire pour ce qu'il a depuis pris résolution de se cloistrer et se vouer, à Dieu, en prières et oraisons, tout le temps de sa vie, et qu'il n'a point d'autre sujet qui l'empesche à prendre en mariage laditte Brizard, laquelle il prie instamment de luy pardonner sa faute et de rézilier audit contract de mariage entreux passé et offre audit Brizard, son père, de luy donner tel dommage interest quy sera arbitré par les parans, à l'advise-
desquels il se sousmet pour cet effet.

Lesdits Jean et Elisabeth Brizard, à ce présens, ont dict que la mal-façon d'agir dudit Durand est amandable et auroient diverses raisons pour l'obliger à parachever ledit mariage. Néanmoins, comme les choses doivent estre volontaires et que laditte Brizard espère, moyennant l'assistance de Dieu, trouver un meilleur party, ils déclairent consentir au rézille-
ment requis par ledit Durand et accordent que ledit desdommagement soit présentement arbitré par leurs parans, lesquels, avec leurs amis, c'estan pour cet effet assemblés, à leur prière et réquisition, après avoir eu le raport de leur avis, suivant et conformément à icelluy, lesdit Durand et Elisabeth Brizard, à ce présens et pour ce établis en droit, de leurs bonnes volontés et sans aucune induction ny persuasion, ont, par ces présentes, rézillié et rézillient au contract de mariage entreux passé, veulent accordent qu'il soit et demeure nul...
moyennant et non autrement que pour tout desdommagement

ledit Durand delaisse par ces présentes à laditte Brizard tout ce qu'il peut luy avoir donné et les meubles qu'il peut avoir porté en la maison de son dit père et quy y sont maintenant, à la rezerve toutesfois de sa marchandise de cuirs pour faire soulliers, et qu'en outre laditte Brizard aura aussi pour son mesme desdommagement le pris de la ferme des biens immeubles dudict Durand qu'il a dict avoir affermé à Nicolas Groux, devant Bourrigaud notaire royal, moyennant trante cinq livres par chacun an et ce pendant cinq années prochaines qui reviennent pour les cinq dictes années à cent soixante quinze livres... Et d'avantage pour le mesme desdommagement laditte Brizard jouyra de tous les biens d'icelluy Durand une année après les dictes cinq années de laditte ferme expirée et prandra les fruits et grains quy y proviendront sans que ledict Durand, pendant lesdicttes six années y puisse rien avoir ny prandre, ains promet de la faire jouir paisiblement desdictes choses cédées et delaissées durant ledict temps. Et finalement pour ledict desdommagement ledict Durand promet et sera tenu de bailler et délivrer. entre cy et quinze jours prochains. trois paires de bons soulliers. savoir une audict Brizard, l'autre à sa femme, l'autre à laditte Brizard, leur fille et que ledict Durand payera en outre ce qui peut estre deu à celluy quy a passé ledict contract de mariage pour raison d'icelluy. Et attendu ledit présent accord et rezilliment et moyennant l'accomplissement d'icelluy les dictes parties seront et demeureront quittes sans se pouvoir pour raison de ce que dessus faire aucune action ny demande, sous quelque pretexte que ce soit.

Fait audict bourg d'Arces, en la maison dudict sieur curé, en prézence et de l'advis mesme d'André Durand, oncle et ci-devant pourvu curateur dudict Durand, Jean Thenaud, maistre tailleur d'habits, Jean Durand, Jean Brizard, Daniel Poirier, Gabriel et Vincent Durand, maistre Jean Breton, parents des parties demeurant en la paroisse d'Arces, Coses et en la chatelanie dudict Talmon.

P. DURAND, J. BRETHON, J. BRISARD, MONGUILLON, présent, PELLETHREAU, GUILLON, FOUGEROU, JEAN ABRARD, BARGIGNAC notaire royal.

LIVRES ET REVUES

Mémoires de la Société des antiquaires du Centre 1921. M. de Bengy-Puyvallée achève son étude sur Michau Dauron, valet de chambre de Louis XI « marchant suyvnt la court », qui était le principal fournisseur d'étoffes pour le roi et sa suite. Il publie son *Livre d'affaires*. On y voit diverses fournitures à Gaston du Lyon, sénéchal de Saintonge (1461-65). Le 18 février 1461, il est à Saint-Jehan-d'Angély où se trouve le roi. Il avait sa confiance. « Et est vérité que le roy nostre sire, en la ville de Saint-Jehan-d'Angely le 18^e jour de février l'an mil... (1461), me parla de suivre sa court et d'y tenir fait de marchandyse de draps de laine seulement, pour ce qu'il avoit mis sur les draps de soye grosses charges de deniers et aussy qu'il avoy banny de sa court tous marchans : et pour ce que j'avoie ceur à le servir à son plaisir, accordé à prandre ceste charge. Et dès lors me promist qu'il fourniroit argent contant autant comme moy : mais je luy deis que je n'en sauroye conter à sa chambre des contes. Aussy il me promist que là n'en seroye point contable ». Il reçoit de Jehan Bourdin, receveur de Xaintonge, 6.000 livres. De Saint-Jehan il va à Bordeaux.

Le 15 juin 1465, un chargement de draps de laine et de soie lui est volé par une troupe parmi laquelle se trouve Monseigneur de Laleu (qui serait Laleu près La Rochelle appartenant alors à Pierre de Maillé).

Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1921-22.

Ce gros volume contient l'*Eloge funèbre de feu messire Hector de Callières, chevalier de Saint-Louis, gouverneur et lieutenant-général pour sa Majesté en la Nouvelle-France, prononcé dans l'église des Recollets de Québec, à son service solennel, le mardi 26 juin 1703, par un prédicateur inconnu*. Original à la Bibliothèque nationale de Paris (Mss fr. Nouvelles acq. n° 1827 fol. 81).

M. de Callières (voir *Revue* tome XXXVII p. 193) mourut de ses « gouttes ». Il assistait à la grand'messe, à la cathédrale de Québec, quand il fut pris d'un vomissement de sang. Il mourut deux jours après, le 26 mai. On ignore si, conformément à son testament, son cœur fut pris par son frère. Son corps fut inhumé dans l'église des Recollets le 28 mai 1703. Mais l'église de ces religieux, ayant été incendiée le 6 septembre 1796, les ossements, ainsi que ceux de quatre gouverneurs (y compris le marquis de Vaudreuil) furent

réunis dans un cercueil avec ceux d'un certain nombre de religieux et transportés à la basilique de Québec le 11 septembre 1796.

Ce même volume contient l'inventaire, le 19 juin 1726, des biens, meubles et immeubles de Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, gouverneur de la Nouvelle-France, au château Saint-Louis de Québec. On visite successivement la cuisine, l'office, les salons, les cabinets, les antichambres, la salle à manger... etc. Cette longue nomenclature donne l'impression d'un mobilier modeste, sauf pour une chambre.

L'inventaire des papiers et titres ne manque pas d'intérêt.

M. l'abbé Duine donne dans le tome XLIX (1922) des *Bulletins et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, l'inventaire liturgique de l'hagiographie bretonne*.

Il a consulté, bien entendu, tous les manuscrits des bibliothèques de France et de Rome, voire les livres imprimés, c'est un travail considérable.

A propos du bréviaire de Saintes du XIII^e ou XIV^e siècle, le n^o 16309 de la Bibliothèque nationale, il fait la réflexion suivante : « Saint-Malo..... ces neuf leçons constituent un résumé des premiers chapitres de la *Vita Machutis*. Le texte est chargé de fautes. M. Depoin en a donné une édition critique qui est plus méritoire que parfaite (*Revue* 1918 p. 333). Mais la principale erreur de M. Depoin consiste à soutenir que ce texte a une valeur d'antiquité, alors qu'il procède tout bonnement des Vies connues et qu'il est formé à la manière des autres épitomés pour bréviaires ». M. Duine ne fait aucune démonstration.

Il cite en outre un Rituel-pontifical de la Bibliothèque vaticane, *Borghesiano* 35. A. 2. Ms. de la seconde moitié du XIV^e siècle qui serait Saintongeais. (Voir L. Delisle, *Journal des savants*, 1897, p. 296.) on y trouve saint Eutrope et autres saints de Saintonge.

Mémoires de la Société Eduenne, tome 44, fascicule 3. Suite de l'histoire d'Alone aujourd'hui Toulonjon. Antoine de Toulonjon, capitaine au régiment de La Rochefoucault-Estisac, se distingua à l'attaque de l'Île-de-Ré en 1628.

La nouvelle Revue juin-septembre 1923.

La Question Louis XVII et l'Affaire Petit du Val, par M. Léonce-Grasilier.

L'hôtel de la rue Dupaty, à la Rochelle, appartenant encore à la branche protestante des Marchegay, et qui a vu mourir, il y a

quelques années, entourée de la vénération publique, Mlle Anna Marchegay, était en 1784, la propriété de François-Gaspard-Philippe Petit du Petit-Val, descendant d'une vieille famille rochelaise, époux en 1785 d'Anne-Suzanne-Marguerite Donat, de Saint-Coux, fille de Jean-Anne-Gabriel Donat, seigneur de Saint-Coux et de Marguerite Rodrigue, demeurant place du Château.

Au contrat de mariage du 25 janvier 1785, signent les oncles de la future, Pierre Rodrigue, chevalier, président-trésorier de France au bureau des finances de la Rochelle, et Paul Rodrigue, prêtre, docteur en théologie, vicaire de Notre-Dame, plus tard chanoine de la cathédrale, qui, à la Révolution, abandonna l'état ecclésiastique et épousa la chanoinesse Bonne de Musset, tante du poète Alfred de Musset.

Ces Rodrigue paraissent avoir joué un rôle important dans la ténébreuse affaire, que s'efforce d'éclaircir M. Grasilier. Auraient-ils été apparentés à François-Auguste Rodrigue, né à Nantes, le 10 décembre 1730, fils d'un huissier, et sacré le 29 mars 1791 par Gobel, évêque constitutionnel de la Vendée?

« *Si l'infâme Rodrigue...* » disait un cantique vendéen — personnage que l'on retrouve, en 1797, juge du tribunal de Montaigu, exerçant consciencieusement ses fonctions, dit un homme qui l'y a connu, « toutes réserves faites sur sa conduite comme ecclésiastique », et qui mourut à Nantes, le 8 décembre 1813? Son acte de baptême à Saint-Vincent-de-Nantes, du 12 décembre 1730. le dénomme François Ambroise, fils de Louis, huissier et de Claire Cohornau; parrain Augustin Rodrigue, étudiant, frère, marraine Catherine Mercier.

Fixé à Paris, inconsolable de la mort de sa femme, valétudinaire lui-même, François Gaspard du Petit-Val, achète un bien national, le domaine de Vitry-sur-Seine, s'y établit avec son fils d'une santé débile, sa belle-mère, veuve et impotente, et les deux sœurs de cette dame, Marguerite Rodrigue, veuve du Chambon et la demoiselle Bianne Rodrigue, des femmes de chambre, un valet, la nourrice. Soumis à toutes les lois révolutionnaires, en bons termes avec sa municipalité, il est cependant, avec sa belle-mère, dénoncé pour incivisme par un certain Didiez, juré au Comité révolutionnaire; le 5 juin 1794, un arrêté du Comité de Sûreté générale les fait incarcérer. Après le 9 thermidor, ayant réfuté les accusations, appuyés par Mme Dupont du Chambon et par Bianne Rodrigue, ils sont libérés les 9 septembre et 9 octobre.

Dans la nuit du 20 au 21 avril 1796, à Vitry, ils sont assassinés

avec les deux autres dames Rodrigue et les servantes, dans des circonstances mystérieuses. Deux jours après, un journal avancé, le *Journal des hommes libres*, rapporte le fait et l'attribue aux chouans se vengeant d'un acquéreur de biens nationaux. Certaines précisions du récit ne peuvent émaner que d'un complice et avoir été données que pour égarer les recherches.

Nommé tuteur de l'enfant épargné, Marguerite-Alexandre Gaspard, malgré l'opposition des Rodrigue et de du Chambon dans le conseil de famille, le frère du défunt, Pierre-Alexandre Petit, chevalier du Petit Val, disciple passionné de Rousseau, chéri de sa municipalité de Mareil-Marly, se fixe à Paris, pour prodiguer à l'enfant les soins nécessaires.

A la fin de 1797, une lettre anonyme le prévient qu'il est sur la liste des émigrés et qu'il a vendu des biens dont il ne pouvait disposer. Autant de faussetés ! Il n'avait jamais quitté la France. Par deux fois il subit des perquisitions et se justifie pièces en mains.

En ventôse, le limonadier Achard le dénonce encore comme inscrit sur la liste fatale et l'accuse de faux et de corruption de fonctionnaires. Arrêté, Petit Val est mis en liberté le 21 juin 1798, après quatre-vingt-sept jours de détention au Temple. Et le conseil de famille voulait lui retirer la tutelle, à cause de sa prétendue émigration.

Comment étaient faites les listes ! Une lettre de Monge proteste contre son inscription sur celle de Rocroi, le patriote Monge !

Le dénonciateur (ou son inspirateur), pouvait espérer que sa victime serait fusillée comme émigré ayant vendu ses biens au préjudice de la Nation.

Nous ne suivrons pas M. Grasilier dans son ingénieuse discussion qui tend à prouver que toutes ces scélératesses avaient pour but unique de mettre, sous prétexte de tutelle, aux mains des Rodrigue besogneux, la fortune des deux frères Petit du Val, et que tout cela a été préparé, machiné, depuis la dénonciation de Didiez jusqu'à celle d'Achard, par le fils de la veuve du Chambon, Marguerite Rodrigue, une des victimes de la boucherie de Vitry.

Ce misérable, Frédéric-Joseph-Louis Dupont du Chambon, ex-officier, ancien terroriste devenu parricide, auquel se réfère Achard, est savamment poussé dans ses derniers retranchements par le juge instructeur, qui conclut que toutes ces dénonciations ont pour but de dépouiller le tuteur de ses fonctions, au profit des Rodrigue.

Les deux dénonciateurs (Achard et du Chambon) sont incarcérés, l'incendie du palais de justice en 1871 nous a dérobé l'issue de l'affaire.

Mais le mystère de l'assassinat ne fut jamais éclairci judiciairement.

Le scélérat mendiait en vain une place en 1810 :

On voudrait savoir où et comment il finit ainsi que sa victime.

L'enfant mourut, et sa succession fut attribuée par moitié à chaque ligne. Dupont en eut un vingtième, les quatre frères Rodrigue, chacun un dixième, le tuteur la moitié.

Que vient faire ici la Question Louis XVII ?

Je laisse au lecteur le plaisir de découvrir, avec M. Grasilier, comment un document publié dans le numéro de mai juin 1918 de la *Revue Historique*, « Séance secrète du Directoire du 9 floréal an IV », ne serait qu'un faux fabriqué par du Chambon pour égarer l'opinion, en faisant croire que le massacre était l'œuvre du gouvernement, de Barras, voulant supprimer tous les témoins de l'enlèvement du Dauphin.

Dans cet intéressant travail, il y a quelques longueurs. J'approuve fort l'appel fait aux familles pour qu'elles ouvrent leurs archives aux chercheurs. On exagère, je crois, le respect dû aux morts, aux dépens de la vérité historique, et j'ai entrevu tel document qui présenterait un vif intérêt, et dont rien ne sortira de l'ombre sacrée où il git inutile.

Quelques erreurs de forme pourraient être corrigées.

Qu'est-ce qu'un « vague souvenir qui peut avoir un but étranger au crime » ? — que « ces accusations impressionnèrent, quoiqu'il les déclarât fausses » — « motivé sur son émigration le rendait inhabile », pour « sur ce que etc. », « toile esclave » pour « style esclave », « mandant » pour « mandataire », « St. Cyers, du Taillon » virgule à supprimer, « ils ne furent rendus à la liberté, non pas etc. » ne est à supprimer.

QUÆRENS.

Revue des Etudes historiques 1923 p. 453—460.

M. le C^t Vivienne présente une ingénieuse identification du *Marquis de Carabas* des contes de Perrault. C'est un Gouffier. L'ogre c'est Jacques Cœur.

Carabas est le même nom que Caravas, Caravaggio, nom d'une terre du Milanais donnée par Trimion 1^{er} a Artus de Gouffier baron de Roannais, pair,.... comte de Bourg-Charente.... chambellan du roi, gouverneur du Dauphiné et du Vermandois.

Revue, tome XLI, 1^{re} livraison.

3.

Ce nom de Caravas fut porté par Jules Gouffier, né en 1630, capitaine des chasses de Saintonge d'Angoumois et du Poitou, comte de Passavant, mari de Louise Acarie du Bourdet, fille de Louis, seigneur de Crazannes.

AVIS ET NOUVELLES

Cette livraison contient un mandat-chèque pour acquitter la cotisation annuelle. Passé le 25 mars, le trésorier fera recouvrer par la poste.

ADMISSIONS. Baron Joseph Oudet, ingénieur en chef aux chemins de fer d'Alsace et Lorraine, 44, rue de la Forêt-Noire, Strasbourg.

M. Triou, logis du Haut-Perat, Les Gonds, près Saintes.

SITUATION BUDGÉTAIRE AU 31 DECEMBRE 1923

ACTIF

En caisse au 1 ^{er} janvier 1923	842 94
Cotisations 1922	26 50
Cotisations 1923	2040 15
Cotisations 1924	26 »
Vente de bulletins.	54 »
Vente de volumes.	310 60
Remboursement de frais d'impression et d'imprimés	120 »
	3420 19

PASSIF

Impression du Bulletin.	2143 95
Frais de bureau et imprimés	41 35
Frais de correspondance.	45 90
Timbres de quittance.	22 »
Assurance	44 80
Frais d'installation des archives dans le nouveau local.	574 50
Frais divers	82 23
En caisse : en numéraire.	335 10
Compte chèques-postaux	94 36
	3384 19

La Société entrant dans la cinquantième année de sa fondation, le Bureau et le conseil d'administration réunis le 27 janvier, ont décidé de fêter ce cinquantenaire. Une circulaire — ou le prochain numéro de *Revue* — fera connaître la date et le programme.

L'Académie Française a décerné à la famille Georges Audebert, menuisier à Charentenay-sur-Mard, comptant 13 enfants vivants, une des dotations de 25.000 fs. Cognac-Jay. (Décembre 1923).

Une pièce de bronze, usée, à l'autel de Rome, a été recueillie à 3 mètres 50 centimètres de profondeur au Pré le Roy, avec des ossements de toutes natures.

Le *Journal Officiel* du 6 décembre 1923, page 11.395, contient l'annonce suivante :

Mlle Joséphine-Germaine-Valentine Duranteau, née à Saujon (Charente-Inférieure), domiciliée à Châtellerault, lauréate du prix Balzac, 1921, écrivant sous le pseudonyme : « V. de Saint-Helme », demande à ajouter ce pseudonyme à son nom patronymique.

Valentine Duranteau de Saint-Helme, ferait assurément très bon effet.

Depuis le 9 décembre 1923, *L'Union nationale* de Saint-Jean-d'Angély a changé de nom, ce journal s'appelle *Le Journal de Saint-Jean-d'Angély*, sous la direction de M. Villeneau.

Il donne une chronique signée de M. Amédée Mesnard, sur le *Chêne du Rocher*, commune de Granjean.

Cet arbre mesure : hauteur à la fourche des branches 1 m. 95 : circonférence au ras du sol 5 m. 50 : circonférence à 1 m. 50 du sol 3 mètres : circonférence à la fourche 3 m. 65. Il se divise en trois branches. Très haut. Sa végétation luxuriante couvre en largeur dans un sens 11 m. 70, dans l'autre 15 m. 50. Naturellement à cet arbre est attachée une légende : c'est l'arbre du roi Charles IX.

Une émule de Mme Blanchard. Les journaux (novembre 1923) annoncent que Mlle Denise Collin, expérimentant un nouveau parachute, de son invention, à bord d'un avion filant à une vitesse de 180 kilom. à l'heure, s'est élancée dans le vide et est arrivée saine et sauve à terre, en même temps que l'aviateur qui pilotait l'aéroplane. Il paraît qu'elle n'en est pas à son début.

C'est évidemment une prouesse qui dénote un courage et un mépris de la mort peu communs chez une femme. Mais puisque Mlle Collin est infirmière-major, décorée de la Croix de guerre avec palme, ne ferait-elle pas plus pour l'humanité de se consacrer

aux malades ? Mme Blanchard s'est tuée à sa 67^e ascension, Mlle Collin pourrait bien s'écraser sur le sol avant d'atteindre la vingtième expérience.

L'Illustration du 24 novembre donne sa photographie en tenue d'aviatrice, son parachute en mains. Les journaux la présentent comme originaire de Pérignac (Charente-Inf^{re}). C'est une demi-erreur. Elle est née le 1^{er} juillet 1886, à Gimeux (Charente), commune limitrophe de Pérignac. Son père, inspecteur d'assurances, habitait une petite propriété à Sainte-Foy, commune de Pérignac, où sa femme veuve, habite aujourd'hui.

Mlle Collin est enregistrée sous les prénoms de Denise-Marie-Eva. Elle a un frère qui est officier de marine.

Dans la nuit de mardi à mercredi de 2 h à 5 h, 9 janvier 1923, tempête mémorable et raz de marée formidable sur les côtes de l'Atlantique. A la Rochelle, la mer a déferlé jusque sur le quai Duperré. L'établissement de bains fut défoncé, la promenade du Mail couverte de varech et de galets..... etc.

A Chatelaillon, la digue fortement endommagée, murs renversés ; caves inondées ; dune enlevée ; au brise lames, bateaux brisés.

A Fouras, les établissements de bains sont démolis. A la Coue, bateaux et canots rejetés à la côte ; remblai du chemin de fer arraché ; mur de soutènement du boulevard effondré sur cent mètres.

Les vagues ont passé par-dessus le phare du port, à Royan ; les parapets des boulevards le long de la grande conche rejetés à 3 ou 4 mètres. Le bateau qui fait le service du Verdon, enlevé et déposé sans dégâts sur la plage, au ras du mur du boulevard, ainsi que trois bateaux pilotes. Le baromètre est descendu à 36.

Voir le *Journal de Royan*.

La Charente-Inférieure du 25 janvier rappelle les violentes tempêtes des 21 janvier 1890 et 3 décembre 1896.

La tempête n'a pas été moins redoutable sur la Gironde. L'église de Saint-Seurin-d'Uzet a été inondée ; une nappe de 30 centimètres d'eau a recouvert le pavé. On assure que pareil événement ne s'était produit qu'en 1875.

L'église de Rouffiac menaçant ruine, le culte avait été supprimé dans cette commune depuis deux ans. Le monument, restauré grâce au concours de la municipalité et des habitants, a été inauguré le 13 janvier 1924.

M. Henri de Berranger vient de passer avec grand succès sa thèse pour l'obtention du diplôme d'archiviste paléographe. Sujet : *La Sénéchaussée de Poitou de la mort d'Alphonse de Poitiers à l'occupation anglaise (21 août 1271-1361). Etude sur l'administration royale.*

NOTES D'ÉTAT CIVIL — Décès.

M. le docteur Guillaud, Jean-Alexandre, notre confrère, professeur honoraire de la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique et du Mérite agricole, est décédé, à Saintes, le 18 novembre 1923, âgé de 74 ans.

Il était né à Aumagne le 12 février 1849. Sorti du collège de Saintes, il alla à la Faculté de médecine de Montpellier où il devint, dès 1869, aide de Botanique.

Nous résumons d'après la notice que le Dr Raymond Ségalas lui a consacrée dans le numéro de la *Gazette hebdomadaire des sciences médicales de Bordeaux* du 2 décembre, sa carrière de professeur.

Préparateur d'Histoire Naturelle à la Faculté des Sciences de Montpellier en 1873, puis préparateur de Géologie à la même Faculté en 1874, docteur en médecine en 1874, et agrégé d'Histoire Naturelle en 1876. Il enseignait en cette qualité à Montpellier, quand la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux tint, dès sa création en 1878, à se l'attacher comme Chargé de Cours, puis en 1880 comme professeur d'Histoire Naturelle. Il occupa cette chaire avec distinction jusqu'au 1^{er} novembre 1920.

Le docteur Guillaud, botaniste, jouissait d'une notoriété légitime. Il était sans conteste l'un de ceux qui connaissaient le mieux les plantes de France. Lloyd (de Nantes) avait remarqué son goût des herborisations. Quand il poussait ses excursions jusqu'à Saintes il venait chercher le jeune Guillaud sur les bancs du Collège et l'emmenait herboriser avec lui.

Plus tard, à Montpellier, il fut un des élèves préférés de Charles Martins qui lui donna le goût de la géographie des plantes. C'est probablement sur les conseils de Duval-Jouve qu'il entreprit sa thèse de doctorat ès sciences sur l'anatomie de la tige des Monocotylédones. Guillaud, après son concours d'agrégation, attiré par la réputation de Nägeli, se fit admettre dans le laboratoire du célèbre professeur de Munich et c'est là qu'il termina sa thèse. Ce travail

mit en lumière ses connaissances solides et surtout son esprit critique.

L'influence de Lloyd et de Charles Martins se manifeste tout particulièrement dans son enseignement. Il revint à la systématique et parcourut le Sud-Ouest en tous sens. *La Flore de Bordeaux et du Sud-Ouest*, publiée en 1883, en fut le fruit. Les botanistes ont toujours regretté qu'il n'ait pas donné le second volume de cet ouvrage qui devait être consacré aux Cryptogames. En 1884, il publia avec Forquignon et Merlet un *catalogue des champignons*.

Vers la fin de sa vie professorale il s'adonna à la lecture et à l'annotation des vieux auteurs grecs et latins ayant écrit sur les plantes. En 1882, il avait prélué à ce genre de recherches par une curieuse étude à propos de la *Découverte d'un précieux manuscrit de Tournefort*. Puis, en 1903, il donna dans notre *Revue* une monographie de l'*Absinthe de Saintonge ou Santonique des anciens*, où il discute en botaniste averti les interprétations de vieux auteurs. Les thèses de M. Bejo-Her sur le *Livre sacré d'Hermès Trismégiste et ses trente-six herbes magiques*, de M. Pichon-Vendeuil sur les *Pharmaques et Venins de l'Antiquité* sont dues à son influence.

Le cours du D^r Guillaud eut à certains moments un grand succès. « C'était certes une vision prenante que celle de ce grand vieillard, à peine courbé par les ans, la tête encadrée de longs cheveux blancs, prolongée par une barbe également blanche, aux yeux bleus petits mais d'une vivacité et d'un éclat extraordinaires, exposer de sa voix ondulante, avec une saisissante simplicité, l'histoire naturelle des plantes. Puis, brusquement, c'était une digression savante sur ses vieux auteurs favoris, le plus habituellement provoquée par une étymologie ingénieuse, souvent imprévue ».

Guillaud fut non seulement un savant et un professeur remarquables, il fut un homme d'une réelle bonté, un peu froid. « Mais combien cette apparence était trompeuse ».

Il a publié en 1874 : *L'Aconit et l'Acofine*, thèse de doctorat en médecine ; *Recherches sur l'organogénie florale et les affinités du Theligonum-Cynocrambe* ; *Principes de Morphologie générale de Botanique et leur application à la généalogie du règne végétal* ; *L'origine évolutive des êtres vivants* ; *la région botanique du Sud-Ouest de la France* ; *La naturalisation du Boltonia glastifolia* ; *les rapports entre la flore du Sud-Ouest et la flore ibérienne* ; *les zones de*

végétations dans la région du Sud-Ouest. Soucieux d'avoir en main un organe de diffusion pour ses idées scientifiques, il fonda en 1882 : *Le Journal d'Histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest* qu'il fit paraître jusqu'en 1888.

Il se consacra pendant quelques années à l'organisation du Jardin botanique de la Faculté à Talence.

Le docteur Guillaud était un chercheur et un travailleur infatigable. Il ne se spécialisait pas dans la botanique. Son cours fini, il reprenait le train, et rentré à Saintes il trouvait sur sa table des amis de caractères très divers et avec lesquels il liait conversation continuelle. Trois jours avant sa mort il empruntait à la bibliothèque le troisième tome des *Légendes* de M. Bedier. Il aimait, en effet, à s'entourer de nombreux ouvrages variés, passant de l'un à l'autre, prenant quantité de notes sur des fiches, et intercalant aux pages qui l'intéressaient une feuille de papier à cigarette. On ne peut pas calculer le nombre de cahiers de ce papier qu'il a usé de la sorte ! Il causait volontiers, en péripatéticien, de ses observations, mais il était très paresseux pour rédiger. L'archéologie l'a tenté. C'est lui qui fit fouiller le fanal de Chagnon. Il lui a consacré une note dans le tome XVII de notre *Revue*. Il est revenu sur les *Piles gallo-romaines* dans les tomes XVIII et XIX. Le *Souterrain-refuge* de Féole nous a valu un article dans le tome XIX. Il signalait alors volontiers Dr Guillaud, ou simplement Dr G. On se souvient de son ingénieuse étymologie de *Fractabotum* dans le tome XX et de son savant mémoire sur l'absinthe ou santonine (tome XXV). Mais il affectionnait tout spécialement son pseudonyme de Jean le Saintongeais sous lequel il a signé de très importantes critiques sur le livre de M. l'abbé Fouché, *Taillebourg et ses Seigneurs* (tome XXXI) et encore sur l'*Histoire des comtes de Poitou* d'A. Richard.

Le Dr Guillaud aimait, en effet, beaucoup son pays. C'est même par affection pour la Saintonge qu'il refusa d'aller à Grenoble comme recteur d'Académie. Il connaissait très bien son histoire locale du haut moyen âge. Les cartulaires saintongeais n'avaient pas de secrets pour lui. C'est grand dommage qu'il lui répugnait tant de prendre une plume et de s'astreindre à condenser en une rédaction les observations qui meublaient son extraordinaire mémoire. Il aurait volontiers dicté à un secrétaire. Ce goût de l'histoire locale s'est manifesté chez lui à un âge tendre, à 18 ou 19 ans, je crois. Il a donné à une revue de Saint-Jean-d'Angély une monographie d'Aumagne qui est un excellent exemple du résultat obtenu par l'accumulation lente d'infiniment petits. Il lui avait fallu une rare patience pour découvrir les éléments de sa monographie.

Entre temps, il trouvait le moyen de faire de la politique. Deux fois il fut élu conseiller général du canton de Saint-Hilaire. C'était assurément sa partie faible.

Sur la photographie prise en 1904, devant la porte du château d'Ars, lors d'une excursion, le docteur Guillaud est debout, tête nue, à gauche le long du mur (Voir le *Recueil de la Commission des Arts et Mon. de la Charente-Inférieure*, T. XVI p. 437.

CH. D.

Est décédée à Matha, le 24 novembre 1923, Mme Eugène Berthelot, née Marie-Augustine Arramy, âgée de 73 ans, mère de notre confrère M. Berthelot, ancien notaire, banquier.

Le 11 décembre, est décédé M. Croizet, conseiller général du canton de Saint-Hilaire.

Le 22 décembre 1923, à Pouzou, par Saint-Jean-d'Angély, est décédé M. Victorin Pommereau, père de M. Pommereau, notre confrère, maire de Cravans.

Le 24 décembre 1923, à Chermignac, est décédée Mme veuve Ernest Vallein, née Marie-Charlotte Lefranc, âgée de 77 ans.

Le 25 décembre 1923, à Seméac, est décédée Mme veuve Prosper Fromaget, née Gabrielle Bergerat, âgée de 70 ans. Elle laisse plusieurs enfants : MM. Edmond Fromaget, ingénieur : Gabriel Fromaget, ingénieur : Pierre Fromaget, capitaine de corvette, officier de la Légion d'Honneur, croix de guerre : Paul Fromaget, industriel : docteur Henri Fromaget, Albert Fromaget, ingénieur, chevalier de la Légion d'Honneur ; Mme Jean Rouzaud.

Elle a été inhumée à Saintes.

M. Prosper Fromaget avait épousé Mlle G. Bergerat en secondes noces. De son premier mariage il avait eu deux enfants : le docteur Camille Fromaget et Mme Duchac.

Le 9 janvier 1924, est décédée à Saintes, à La Providence, Mme veuve Hippolyte le Gardeur de Tilly, née Elisabeth Roussel de la Myvais, âgée de 98 ans. Elle a été inhumée à Pessines.

MARIAGES

Le 17 octobre 1923, à Paris, a été béni le mariage de M. Guy Vittu de Kerraoul, lieutenant de vaisseau, croix de guerre, avec Mlle Germaine Lambert.

A La Rochelle, le 27 novembre 1923, a été béni le mariage de M. André Pellotier, procureur de la République à Mortagne, fils de M. Octave Pellotier, président du tribunal civil de La Rochelle, avec Mlle Jeanne Gaillot, fille de M. Jean Gaillot, avoué, chevalier de La Légion d'Honneur, croix de guerre.

Le 9 janvier 1924, à Saintes, a été béni le mariage de M. Emile Lucazeau, licencié en droit, soldat au 57^e de ligne, fils de M^e Lucazeau, notaire à Cozes et de Mme, née Gabaud, avec Mlle Madeleine Bourcy, fille de M^e Daniel Bourcy, notaire à Saintes et de Mme, née Jouanneau.

« Gloignen Bornesse, uxor quondam Constantini Aurifabri » aumône à Maillezais cent sous de vieux poitevins pour célébrer son anniversaire : « ad maiorem rei certitudinem sigillorum P., Dei gratia Alnisiensis archidiaconi, majoris et communie de Rochella munimine fecimus sigillari, inter duo Cambia. Actum hoc anno gratie millesimo ducentesimo vigesimo primo sub praesentia et testimonio Willelmi de Lolai prioris de Voers, Mauricii presbiteri, magistri Richardi, etc. (a) ».

P. est encore cité en 1222.

XIV. AIMERI I^{er} Tabatier 1225.

A., archidiacre d'Aunis en 1226. — Sur la plainte de l'abbé de Maillezais contre l'attentat de Geofroi de Lusignan (b), le pape Honoré III, près duquel il s'était rendu écrivit à l'abbé et au prieur de Saint-Jean-d'Angély « et venerabili Aimerico cognomento Tabater qui tunc Alnisiensis archidiaconus habebatur » pour qu'ils enjoignissent à l'agresseur de satisfaire à la justice ecclésiastique (1225) (c).

Sire Aimeri archidiacre est cité le 18 septembre 1230 comme ayant été fait prisonnier à Oléron (d).

XV. PIERRE V.

« P., archidiacre d'Aunis » en 1236. Grégoire IX chargea de mission « l'archidiacre d'Aunis, le 12 avril 1236.

XVI. GEOFFROI V. « Gaufridus, archidiaconus alnisiensis », est cité dans une charte de l'évêque Pierre IV, d'août 1237.

XVII. AIMERI II DU BREUIL 1244-1252.

Aimeri (*Ilamericus*), archidiacre d'Aunis, le 10 juin 1244 ; il présente le chapitre pour débattre avec les délégués du comte de Poitou, Alphonse de France, les limites de la juridiction ecclésiastique et civile à Saintes (a).

Le 12 mai 1246, Hilaire II, abbesse de N.-D. de Saintes fait un accord avec les Grandmontains de N.-D. de la Garde, au sujet de

(a) D. Fonteneau, XXV, 109, d'après l'original aux Archives du chapitre de La Rochelle.

(b) Pierre de Maillezais ; *De monasterii Malliacensis devastatione* apud Labbe, *Bibliotheca nova Mss.*, II, 239.

(c) Robertus Tabater figure parmi les hommes devant coutume au prieuré de Marennès. (Grasillier, *Cartulaire de Notre-Dame de Saintes*, n° 252, p. 165.)

(d) Patent rolls, Henry III, I, 448.

(a) *Archives de Saintonge*, X, 30.

leurs marais et prés de Marennes, « Mediante venerabili viro Aimerico de Brolio, archidiacono Alnysiensi. (b) ».

Aimeri est mentionné en cette même qualité dans une charte du Cartulaire de Saint-Cybar d'Angoulême en octobre 1252 (c).

Sire Almeri dau Broil, archidiacre d'Aunis, scelle une charte française dans un acte d'août 1250 (a).

« Hamericus, archidiacre d'Aunis, est cité le 31 mai 1244, dans un acte de Pierre évêque de Saintes (e).

XVIII. CONSTANTIN DE CLAREAU apparaît comme archidiacre d'Aunis dès le 4 décembre 1256 (e)

Johan Savari s'accorde avec « Johan de Jart, son serorge (beau-frère), borgeis de la Rochele, par raison de Bose sa feme » fille de feu Gerais Savari et de Beneite, au sujet de la succession de ceux-ci.

« Ge Jehan Savari desus nommez en ni solvé audit Johan de Jart et à ladite Bose, sa femme, ma seror, ceste présente charte, laquau sire Constantin de Clareau, adonques arcidiacres d'Aunis, saïela et confirma à ma requeste ».

Constantin de Clereau, archidiacre d'Aunis, est désigné par son état civil complet dans une charte de l'évêché de la Rochelle, datée de février 1262 (n. st.).

Ge, Estene Pagres de Maraant, fois assaveir... que cum... ge eusse donné et otryé mei et totes les meies choses à Deu et à Notre-Dame Sainte-Marie et à Monseigneur Saint Père et saint Pou et... au couvent de Maillezais... Ge Hilaire Pennarde femme audit Estene fais assavoir à tos quo li Estene missires a fait le devant dit don... ob mon otrei et ob mon consentement, et je les vougui et otreai de ma bonne et propre volonté... En avons donné audit... couvent cette présente chartre, la quau sire Constantin de Clareau adonques arcidiacre de Aunis, siela et conferma de son saïau. Ce fut fait lan de l'Incarnation Jeshu Crist MCC et seissante et un, au mois de fevrier » (a).

(b) Grasilier, *Cartulaire de Saintonge*, I, 134, n° 56.

(c) Paul de Fleury, *Notes additionnelles* p. 49.

(d) De Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, III, 107.

(e) Teulet, II, 535.

(e) De Laborde, *Layettes du Trésor des chartes* n° 4304, t. III, 337 d'après J. 192 (Poitou, II, 2^e copie contemporaine).

(a) Fonteneau XXV, 211 d'après l'original aux Archives de l'évêché de la Rochelle.

Le 13 mai 1262 (b), « *Constantinus venerabilis Alnisiensis archidiaconus* », paraît dans une charte de la Trinité de Vendôme, son nom est abrégé en « Constant » dans une pièce concernant la Grâce Dieu transcrite par D. Fonteneau (c).

« *Constantinus de Clareo* » archidiacre d'Auny (d), vidime une charte de 1192 donnant à l'abbaye de Charron le marais des Alouettes. La date de ce transcrit est perdue : les limites sont 1252-1265 (e).

Le nom de Clareau s'est conservé dans un moulin de la commune de Taillebourg. Pierre de Clareau était en 1336, seigneur de Crazannes en partie.

En juillet 1264, Pierre et Guillaume Constance, et leur sœur Elisabeth faisant don de quelques rentes provenant de lépreux au monastère de la Grâce Dieu, ajoutent : « *Supplicavimus domino Constantino tunc temporis venerabili archidiacono Alnisiensi, ut presentem cartam sui sigilli munimine roboraret (f)* ».

XIX. Pouz ou Pons de Pons était archidiacre d'Aunis dès janvier 1265. Gautier de Souhé chevalier, reconnaît devoir aux seigneurs du Temple de La Rochelle quelques rentes. Il en dispose du consentement de Guillaume, Geofroi et Thibaud de Souhé ses frères et de Hugues de Souhé, valet, son oncle, 1265 janvier.

Original au trésor du Temple de La Rochelle où il est dit que « Pons du Pont adoncqes archidiacre d'Aunis, a scellé et confirmé cette charte de son sceau (a) ».

En novembre de la même année 1265, il scelle un acte de vente entre particuliers rédigé en langue française où on l'appelle « Pons de Pons adoncqes arcediacre d'Aunis (b) ».

Il est encore cité en juillet 1266 (c) ; il devint ensuite doyen.

(b) Métais : *Cartulaire saintongeais de la Trinité de Vendôme* p. 139 ; n° 92.

(c) Paul de Fleury, *Notes additionnelles*, p. 49.

(d) *Archives de Saintonge*, XI ; 25.

(e) *Ibid.* XI, 93. XIII, 339.

(f) D. Fonteneau, XXVII bis, 196, d'après l'original : *Archives de Saintonge* XXVII ; 167.

(a). Collection Fonteneau : *Extraits d'actes originaux du XIII^e siècle*, p. 69, t. XXXVIII fol. 36.

(b) *Arch. Nat.* J. 180, n° 44. P. de Fleury : *Notes ddit.* p. 49. Berger, *Layettes*, IV, 162.

(c) Original jadis scellé. *Bibl. Nat. Insc. Lat.* 9231, n° VI *Archives de Saintonge* IV 195-200.

« Ge, Sebile, femme ça y en arrère mon sire Micheau de Mirebeau, chevalier suer jadis fahu Hugues Boireau de Clavetes, et ge Aenor sa fille femme Willelme Chauchepot... transigeant avec l'abbaye de Saint-Leonard des Chauxmes, avons doné par nos et noz heirs au dit abbé ceste chartre que sire Poz de Pont adonques arcediacre d'Aunis saïela... l'an de l'Incarnation Jhesu-Crist MCC et seissante et sis ou mois de Juingnet ».

XX. GERAUD I (DOMINUS GER[AUDUS] ALNISIENSIS ARCHIDIACONUS (d), scelle avec Guillaume, archiprêtre de Jarnac, le testament de Foucaud de *Ciconiis* clerc fondant une chapellenie dans l'église de Jarnac le mardi après la Saint-Vincent (janvier) 1268 (e) (N. S.)

XXI. PIERRE VIGIER précédemment archidiacre de Saintonge est, le 1^{er} juillet 1269 archidiacre d'Aunis. Gombaud Boche le désigne comme exécuteur testamentaire.

XXII. AIMAR DE BORS, archidiacre d'Aunis en l'église de Saintes, scelle en mars 1271 une vente faite par un bourgeois de la Rochelle. C'est l'ancien écolâtre. (f)

XXX. PIERRE SORIN qui en 1269 remplissait la charge d'écolâtre devenu archidiacre d'Aunis en l'église de Saintes, scelle à la Rochelle en avril 1273, la vente d'une rente par le seigneur de Rochefort à Pierre de la Brosse.

Il était encore archidiacre d'Aunis en mars 1274 (1275 n. st.) ainsi qu'il ressort, d'une pièce qui sera citée ci-après en 1361.

XXIV. GIRAUD II DE GRIERS était archidiacre d'Aunis dès novembre 1275.

« Perrenelle fille fahu Gombaut L'asne » ses enfants d'un premier lit et son second mari, donnent à Maillezais une pièce de terre mouvant de « mon sire Renaut de Pressigné chevalier » par une charte « laquau maistre Giraud de Griers, adonques arcediacre d'Aunis, sayala et confirma à nos requestes de son sayau. Ceu fu fait l'an (a) de l'Incarnation Jhesu-Crist 1275, au mois de novembre ». Il figure dans une charte de saint-Cybard le vendredi après la Saint-Nicolas 1277, et scelle en mars 1277 ou 1278 une charte d'Aimeri de Thairé. Les archives de la Rochelle l'appellent « Maître Giraud » le 31 octobre 1278 (b).

(d) Archives de la Charente. I. H. 2. Cartulaire B. B. B. de Saint-Cybar, folio 72, II, 116.

(e) *Recueil de la Comm. des Arts et Monum.*, XIII, 161.

(f) Archives Nat. J. 482, n° 13 : P. de Fleury. *Notes additionnelles*, p. 49.

(g) Archives Nat. J. 728, n° 117 — P. de Fleury. *Notes additionnelles*, p. 49.

(a) D. Fonteneau XXV, 229 d'après l'orig. aux archives de la Rochelle.

(b) Paul de Fleury. *notes additionnelles*. p. 49.

Regnaudus de Presigniac miles, dominus de Maranto, et Margarita uxor jus », concèdent à l'abbaye de Maillezais tous leurs marais près le bois des Templiers, par lettres « sigillo venerabilis viri magistri Giraudi archidiaconi Alnisiensis una cum sigillis nostris sigillatas. Datum in vigilia Omnium Sanctorum, anno ab incarnatione Domini M° CC° LXX° VIII° (c) »

XXV. HUGOLIN archidiacre d'Aunis scelle le 25 juin 1301 un échange entre le Roi et l'abbaye de St-Jean-d'Angély (d).

XXVI. BERNARD. Cet archidiacre qui constate le 13 janvier 1319 la vente d'une rente par Jean de Bellemon aux moines de Montierneuf (a), doit être un archidiacre d'Aunis, car Arnaud déjà en fonctions en 1317, l'est encore le 19 décembre 1319 comme archidiacre de Saintes.

C'est évidemment parce qu'il y avait en même temps deux Bernard archidiacres du diocèse que Clément V désigne celui de Saintonge par son nom de famille.

XXVII. GUILLAUME, archidiacre d'Aunis, est cité dans une chartre du chapitre cathédral d'Angoulême du 28 mai 1341, signalée par M. Paul Fleury (à).

XXVIII. BERNARD II, archidiacre d'Aunis, donne le 22 mars 1346 des lettres constatant un accord entre le prieur de Surgères et Jacques de la Croix, seigneur de Chastenaïs (b).

En novembre 1348, le jeudi après la Saint-Martin, lui sont adressées (*viro venerabili Bernardo Dei gratia Alnisiensi archidiacono*). des lettres d'Aiguelin évêque d'Angoulême enregistrant un prêt fait par les religieux de la Couronne à leur confrère Jean de Vaurie, prieur de Lignon (c).

Ce personnage ne doit pas, croyons-nous, se confondre avec le cardinal Bernard qui fut archidiacre de Saintonge de 1339 à 1350, d'après une suite ininterrompue de chartes.

L'évêque Gaillard du Puy mourut, en laissant l'archidiaconé d'Aunis vacant. Déjà, il avait tenu lui-même le grand archidiaconé.

(c) D. Fonteneau, XXV, 242 (même source).

(d) A. N. J. 180. n° 47. P. de Fleury, notes, p. 49.

(a) Métais, *Chartes saintongaises de la Trinité de Vendôme*, n° 124 et 133, pp. 182 et 188.

(b) *Notes additionnelles*, p. 50.

(b) Métais, *Cartulaire saintongais de la Trinité de Vendôme*, p. 247.

(c) P. de Fleury, *Chartes saintongaises de la Couronne* n° 40, p. 97.

Ce fait est constaté par un acte dont voici les passages essentiels.

U. p. l. i. Capitulum Xantoneuse gerens administrationem sedis episcopalis Xantonensis ac archidiaconatus Alnisiensis vacantium salutem in Domino. Noveritis nos vidisse... litteras... sigillo magistri Petri Sorini, quoudam archidiaconi Alnisiensis... formam quæ sequitur continentes :

« Universis presentem cartulam inspecturis, Aimericus Vigerius de Maranto, valetus, filius primogenitus bonæ memoriæ defuncti Guillelmi Vigerii militis et Guillelmus Vigerius frater dicti Aimerici, salutem in Domino Noveritis quod ego Aimericus... concessi... donno Radulpho venerabili abbati et conventui Malliacensi... peciam terrae franchiam, sitam in insula de Maranti... Datum mense Marti 1274 ». « Datum Visionis, 8 julié 1361 ».

XXIX. PIERRE IX est archidiacre d'Aunis en 1378 (a).

XXX. LOUIS, archidiacre d'Aunis, donne le 6 mai 1396 un vidimus d'une charte de Guillaume de Mauzé restituant l'exemption de péage au château de Mauzé qu'il avait retiré aux moines de Nouaillé (141) (a).

Il est probable que cet archidiacre appartenait à la maison de Rochechouart et fut au nombre des enfants issus du mariage d'Aimeri II avec la Saintongeaise Jeanne d'Archiac. C'est ainsi que son frère Gui, issu d'une seconde union d'Aimeri II serait devenu à son tour archidiacre. Nous lisons en effet ce passage dans le P. Anselme : (b)

XXXI. GUI DE ROCHECHOUART, archidiacre d'Aunis, en février 1419, (n.st.) donna les lettres suivantes qui enregistrent une éviction occasionnée par les conséquences de la guerre franco-anglaise.

(a) Collection D. Fonteneau XXVII — TER, 210, (analyse d'un original aux archives de l'évêché de la Rochelle).

(a) Fonteneau XXVII bis 57.

(b) Le P. Anselme. *Hist. gén. de la M. de Fr.* IV, 677 : Aimeri II de Rochechouart, seigneur de Mortemart, conseiller et chambellan du roi, mort en février 1397, épousa en premières noces Jeanne d'Archiac, fille de Jean sire de Vivonne ; enfermée par son mari dans la tour du château de Vêrac, elle y mourut en 1378 ; Aimeri obtint des lettres de rémission pour cet emprisonnement au mois de mars suivant. Il en eut deux enfants, mais c'est de la seconde femme Jeanne d'Angles, que sortirent Jean 1^{er} tige des ducs de Mortemart, et Gui archidiacre d'Aunis.

Elu évêque de Saintes le 1^{er} mai 1426 ; il gouverna cette église jusqu'en 1460 et se démit de son évêché. Il testa en 1460 et en 1466 en faveur de Jean II son neveu. Il avait en 1441 accepté la tutelle des enfants mineurs laissés par Jean 1^{er} (Gallia, II, 1079).

« Gui archidiacre d'Aunis... Comme religieux et honneste personne, frère Audebert Perrin soi portant procureur des religieux abbé et couvent de l'abbaye de Saint-Chibart... eust sommé et requis Thiphaine de l'Espine, femme de Alain Bourdon, charretier demeurant en la Rochelle, de labourer ou faire labourer et tenir à bon estat certaines terres et possessions que la dite femme avoit et tenoit des dits religieux parséans en la paroisse de Gourville près ledit lieu d'Angoulême et rendant et payant chaque année esdits religieux certains cens et rentes; ou en cas que la dite femme ne les vouldroit tenir, payer les arrérages et devoirs et puis iceux héritages renocier audit procureur; savoir faisons que, aujourd'hui par devant Jean Ivaing, clerc notaire, a esté présente et personnellement ladite Thiphaine laquelle à l'auctorité, pouvoir confié dudit Bourdon son seigneur, considérant le temps que il est présent, c'est assavoir les guerres qui sont au pays d'Angoulesme et d'environ, qu'elle ne pourroit demourer ne habiter audit pays ne iceux héritage, coulturer ne tenir en estat et par ce autressi que ledit Bourdon son seigneur ne veult pas aller demourer et qu'il *est de coustume et de raison que la femme suyve son mari et demoure aveq lui pour le servir*, là où il fait sa résidence de son bon gré excesse et quitte a toujours mais audit procureur tel droit qu'elle pavoit avoir ausdits héritages et s'en est demise. Fait et passé à La Rochelle, presents gens ad se appelez et requis Nicolas Roffichet et Hervé Cauvyn clerks demeurant en La Rochelle, le treizième jour de février l'an mil III^e XIII (a).

— Gui de Rochechouart, élu évêque de Saintes le 1^{er} mars 1424 prit possession le 26 avril. Il était fils d'Aimeri, seigneur de Mortemar, Tonnay-Charente. Ses bulles sont du août d'après Eubel. (b)

Il démissionne en 1460, et vit encore en 1466.

Il scelle le 20 décembre 1466 d'un écu fascé de 6 p. au lambel une quittance de rente donnée comme prieur séculier de Saint-Gilles de Surgères (c).

XXXII. GUILLAUME II était archidiacre d'Aunis le 26 novembre 1440, d'après l'acte suivant.

« A tous..... Guillaume archidiacre d'Aunis en l'église de Xaintes, salut. Savoir faisons que par devant Messire Jehan Sauvere

(a) Archives de la Charente I H 2 ; Cartulaire B B B de St Cybar. fol. civ n° 144.

(b) Maichin, Histoire de Saintonge, p. 158.

(c) De Bouedon, Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, t. 38 (1891). Notes pour servir à la sigillographie de la Haute-Vienne.

prestre notaire et juré de nostre court, ont esté présens et personnellement establis noble homme Jacques Brechou, escuyer demeurant à la Roche Esvert près Mauzé au diocèse de Saintes, d'une part et Jehan Pelluchon et Heliot Pelluchon frères demeurant en la paroisse de Migron, pour cession d'un moulin à eau à moudre le blé appelé le moulin du chapitre de Xainctes assis au gué d'Ausseurre en la paroisse de Migron, tenant....., à une herbergement tenu de Monsieur d'Ausseurre..... pour cent sols ts de rente. Témoins « noble homme Pierre du Chaigne, Jehan du Chaigne, Jehan Pelluchon l'aisné, et Philippe Brecholle, dame de Rochefort, le 26^{eme} jour de novembre [mil quatre cens et quarante] ». (Vidimus notarié du 13 février 1591) (a).

Guillaume (26 nov. 1440), archidiacre d'Aunis, scelle le 28 mai 1441, une charte relative au prieuré de Saint-Médard d'Auge, notifie le 8 janvier 1446, une procuration donnée par Jean Calebrache écuyer, et Agnès Vigier sa femme, seigneur et dame de Saint-Mary, à Jean de Frondebœuf et André de Barbezières écuyers leurs gendres (a).

XXXIII. Louis II de Rochechouart, neveu de l'évêque, était archidiacre d'Aunis, lorsqu'il fut élu évêque en 1460 (b).

Voici ce que dit sur sa généalogie le P. Anselme (IV 677 :)

« Jean I^{er} de Rochechouart-Mortemart fut comme son père marié deux fois. Jeanne de Torsay sa seconde femme, fille de Jean, sire de Lezay, grand maître des arbalétriers de France lui donna deux fils, Jean II et Louis, et deux filles ; Radegonde mariée le 28 février 1458 à Louis de Montberon, seigneur de Fontaines Chalignez ; et Marie mariée le 24 février 1451 à Jean d'Estampes, seigneur de la Ferté Nabert ».

Louis, *archidiacre d'Aunis*, fut élu évêque de Saintes en 1460, resigna son évêché le 10 août 1492 à Pierre son neveu, et mourut à Paris en 1505 après avoir fait son église héritière de ses biens (c).

XXXIV. JACQUES Cardinal prêtre de Pavie du titre de Saint-Chrysogone, tenant l'archidiaconé d'Aunis, obtint de Sixte IV, le 3 août 1476, une bulle accordant une indulgence plénière à tout fidèle visitant l'Eglise Saint-Pierre de Saintes *batie par Charlema-*

(a) *Archives de Saint-Pierre. Bibli. municipale de Saintes.*

(a) *Archives de la Charente* : Chapitre St.-Pierre, St.-Médard d'Auge : Evêché d'Angoulême. Cartulaire n° 61. P. de Fleury : *Notes additionnelles* p. 51.

(b) *La Chenaye Desbois.*

(c) *Gallia.* II, 10, 80.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin (Suite)*, par M. le Dr Sottas ; — *Contribution à l'histoire du protestantisme à Cozes*, par M. Ch. Dangibeaud. — *Monseigneur Curien*, par M. C. F.

QUESTION : par M. Gaborit : *l'Inconnu de Nuillé*.

LIVRES ET REVUES : *Revue des Deux-Mondes* (les arcs polylobés) ; *Bulletin religieux* : *Propre du diocèse* ; abbé Richard ; *Saint-Anthème* ; *Saint-Agobard*. — *Société des Antiquaires de l'Ouest*, Jacques Favereau. — *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*. — *Revue d'Auvergne* : *Le Correspondant* (André Lemoyne). — *Revue Mabillon* : (les origines de l'architecture romane en Auvergne).

AVIS ET NOUVELLES : Adhésions. — Séance du Bureau (cinquantenaire de la Société) ; article de Mgr du Vauroux : monument Landriot ; *L'Age du Bronze en Aunis et Saintonge* ; le graveur Fleury ; tableaux de Corot ; le lycée Loti à Rochefort ; conférence par télégraphie sans fil.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Delavaud ; B^{***} de Beaucorps ; M^{re} Imbaud ; D^r Nouaille Degorce ; M. Charrier de Lamoreau ; M. Daniel Bethmont.

Mariage : Dufaure-de Rosignac. De Brezeille-Dangibeaud.

VARIÉTÉS

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE SOUS MAZARIN

(1653-1661)

(suite)

XIII

FERMES. DROITS. ABBAYES.

La ferme du convoi et la traite de Charente n'intéressaient directement Colbert de Terron que par les pensions de 30.000 et de 6.000 livres qu'elles versaient respectivement à la caisse de Brouage ; les grosses assignations ne passaient pas par ses mains.

Revue, tome XLI, 2^e livraison.

4.

Ces deux fermes étaient souvent réunies sous les mêmes traitants et de ce fait elles étaient confondues dans l'appellation commune de fermes de Charente. Les traitants étaient alors les sieurs de Gomont, Cazes et Leblanc. Elles avaient chacune un directeur, celui de convoi était le sieur Desallus, et le commis général Villeneuve, tantôt aux prises, tantôt d'accord avec Terron, était l'agent le plus remuant dans les deux fermes.

Hors la question des pensions, les opérations des fermes de Charente n'occupent Colbert de Terron qu'autant qu'elles peuvent influencer directement ou indirectement sur celle de Brouage ; et, suivant qu'elles sont favorables ou contraires aux intérêts de cette ferme, Terron agira de son côté dans un sens ou dans l'autre.

Un exemple. Les fermiers du droit d'un écu par tonneau, qui était un droit de la ferme des aides distinct de ceux de la traite de Charente, avaient un bureau de recettes à Tonnay-Charente, au siège même, par conséquent, du bureau de la traite de Charente.

Au commencement de l'année 1656, ces fermiers, dont les recettes rentraient mal, avaient obtenu du Conseil « un arrest de solidité », c'est-à-dire de solidarité qui obligeait l'ensemble des habitants des quatre élections de Saint-Jean-d'Angély, de Saintes, de Cognac et d'Angoulême à répondre de ce droit.

En vertu de cet arrêt, le commis à la recette mit l'embargo sur tout ce qui passait par la rivière « et, écrit Terron (1), sans quel que petit tempérament que j'ai aporté depuis deux jours, du consentement de ce commis, il ne descendroit aucune marchandise ».

Naturellement, les fermiers de Charente se plaignent de l'obstacle apporté à la circulation des marchandises et Terron prévoit qu'ils demanderont des diminutions sur le forfait de leur ferme ; « la ferme de Brouage en souffrira et les sels de Poitou se débiteront » puisque les gabarres, qui venaient prendre du sel en Charente pour le pays d'en haut, ne peuvent plus descendre. Il faut que Colbert entretienne de cette situation Claude Girardin, un des principaux intéressés dans la ferme des aides.

Bientôt, « les fermiers de Charente et M. Girardin sont sur le point de venir aux extrémités de delà, c'est-à-dire entre leurs juges et leurs commis ». Terron s'en réjouit en pensant « que cela

(1) Terron à Colbert, Brouage, 27 février 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 19).

produira quelque règlement de la part de Messieurs les Surintendans et que le commerce se restablira (1) ».

Les contribuables protestent à leur tour, ils font agir la duchesse de Mortemart qui s'oppose à l'exécution de « l'arrêt de solidité » dans son bourg de Tonnay-Charente ; et, quand le commis de Girardin vient prier Terron d'intervenir, celui-ci s'y refuse. Il en réfère à Colbert qui lui donne raison contre Girardin et s'engage à faire révoquer l'arrêt.

Par contre, Colbert de Terron se sentait naturellement porté à soutenir ses administrés contre les agents des fermes de Charente et de Bordeaux ; et, dans une circonstance assez sérieuse, peut-être engagea-t-il un peu trop sa responsabilité.

Au commencement du mois de mai 1656, des marchands de Saintonge, apportant des toiles dans l'élection de Marennes, avaient été arrêtés par les agents de la traite de Charente pour le paiement des droits ; et, comme ils refusaient de s'acquitter, les marchandises avaient été saisies. Les habitants de Marennes s'assemblèrent bientôt pour aller enlever de force les ballots de toile. Il y eut une bagarre, des gardes de la ferme furent tués et le bureau de Favau, à une demi-lieue du Gua, fut incendié.

Terron, qui était alors à Toulouse pour le règlement de quelques affaires intéressant les abbayes du Cardinal, trouva, à son retour à Brouage, une députation des gens de Marennes.

L'acte de rébellion était trop caractérisé pour que Terron pût témoigner à ces députés qu'il entraît dans leurs raisons. « Pour réponse à leur harangue, écrit-il à Colbert, je les ay blasmé par un discours le plus sensé qu'il m'a esté possible ». Mais il fait valoir aussitôt des circonstances atténuantes : « Il est constant que la perception du droict, qui a attiré l'insulte, n'est pas deub aux fermiers..... ; ce qui se voiture par terre ne doit rien à la traite de Charente ; et de plus, nous sommes convenus avec le commis de M. Leblanc, en présence des peuples, sur la plainte qu'ils firent, que la consommation des gouvernemens seroit laissée franche et libre ainsy qu'elle l'a esté de tout temps... Les gardes des fermiers ont commencé à tirer et à blesser. Ces circonstances doivent diminuer le crime, ce me semble. » (2)

L'affaire eut un retentissement inattendu ; l'émotion s'étendit

(1) Terron à Colbert, [Toulouse, 9 avril 1656], art. 9 (*Ibidem*, fol. 45).

(2) Terron à Colbert, Brouage, 18 mai 1656 (*Ibidem*, fol. 47).

dans le pays et gagna La Rochelle. Colbert et Mazarin, à la fois inquiets et fort irrités, envisageaient la nécessité d'une répression sévère ; et, si réellement Colbert de Terron eut l'imprudence de laisser supposer aux habitants de Marennnes qu'il les soutiendrait, il dut bien le regretter. En effet, ces habitants rédigèrent un mémoire dans lequel ils prétendaient, pour leur défense, n'avoir agi que par les ordres de l'intendant de Brouage. Ce factum avait abouti au greffe de l'intendant de Poitiers, M. de Fortia, et Colbert, tout en affectant de le mépriser, recommandait à son cousin d'exiger une rétractation en règle.

C'était bien aussi le désir de Terron. « Je croy, écrit-il, qu'il sera bon, avant que d'avoir leur abolition, qu'ils ayent la mortification d'aller rechercher, dans le greffe de M. de Fortia, l'escrit qu'ils luy ont donné et d'en supprimer la minutte (1) ».

Encore veut-il éviter à tout prix de faire une démarche personnelle auprès de l'intendant de Poitiers. « J'auray peine à concerter cela avec M. de Fortia, ne voulant pas qu'il parroisse, pour quoy que ce soit, que cette affaire me donne un moment d'inquiétude. Vous connez trop bien les peuples de ce gouvernement et tout ce que nous sommes d'acteurs pour vous en escrire beaucoup ».

Cependant Terron ne tient pas rigueur à ses administrés. Dès que tout est rentré dans l'ordre, il revient à la note favorable. « Les habitants de Marennnes prennent à présent le contrepied de leur conduite passée pour ce qu'ils suivent les instructions de M. de Xaintes. Je les trouve sy abattus et sy revenus de leur faute, que je croy qu'ils n'ont pas besoin de plus grand chastiment ». — « Bon, répond Colbert, mais il faut retirer l'original et les coppies de cette belle production qu'ils avoient faite, s'il est possible, plus pour l'intérêt de Son Eminence encore que pour le reste (2) ».

Pour Terron, les fermes doivent être les humbles servantes du Cardinal dans ses gouvernements. Au mois de juin 1656, il avait à faire passer de Brouage en Picardie une recrue de 200 hommes pour un régiment de Mazarin. Comme il ne dispose d'aucun navire de guerre pour convoyer le transport, il imagine de se servir d'une frégate garde-côte commandée par le capitaine Massé et il se fait donner pour cela un ordre de l'amirauté. Or les gardes côtes étaient

(1) Terron à Colbert, Brouage, 28 juillet 1656, art. 6 (*Ibidem*, fol. 66).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 4 août 1656, art. 10, à une lettre de Terron, de Brouage, 22 juillet (*Ibidem*, fol. 66).

sous la dépendance immédiate des fermiers du convoi et de Charente qui en assuraient l'entretien et le grand maître de ces bâtiments était non pas l'amiral mais le surintendant des finances.

En recevant l'ordre de l'amiral, le capitaine Massé n'oppose aucun refus, il demande seulement quelques jours pour préparer sa frégate ; mais il emploie ce délai à se renseigner auprès de Villeneuve, le principal commis des fermes, à Tonnay-Charente, et, quand vient le moment de s'exécuter, il refuse net de passer dans la Manche.

Terron veut faire saisir par La Villette, major d'Oléron, la frégate qui est échouée au pied du château d'Oléron : mais, à la première marée, Massé appareille et met au large. Vainement Terron se déclare prêt à remettre au commissaire des gardes côtes un acte de caution pour la frégate, obligation qu'il déclare d'ailleurs « forte et ridicule », le commissaire se dérobe. Alors Terron perd patience et raison : « Je proposay hier, écrit-il à son cousin (1), d'envoyer chercher M. de Villeneuve et de le tenir prisonnier jusques à ce que le garde coste obéist. M. Hubert, avec plus de prudence que moy, dist qu'il se feroit faire violence et qu'assurément il ne viendrait pas sur un simple mandement, qu'il diroit qu'on auroit vollé son bureau et feroit une grosse affaire de cela auprès des Surintendans ».

Terron s'avoue vaincu, il ne voit plus d'autre « expédient » que de prier son cousin « de faire parler à M. Leblanc pour avoir son ordre ». Mais il maudit les fermes et Villeneuve. « Nous trouvons toujours la ferme de Charente en teste. Quand M. d'Estrades vint icy, il dit hautement qu'il ne falloit point souffrir Villeneuve dans les gouvernemens ». Quant au capitaine Massé, qui a sa maison à Saint-Trojan (2), Terron estime « qu'il faut lui faire son procez comme désobéissant aux ordres de l'amiral, ou que, d'autorité des gouvernemens, il faut razer sa maison et chasser sa famille de l'isle ».

Tout cela n'était que coups d'épée dans l'eau : les fermiers du convoi étaient dans leur droit et les finances étaient, dans l'Etat,

(1) Terron à Colbert, Brouage, 8 juin 1656 (Aff. Etr., France 900, fol. 65).

(2) Probablement Guillaume Massé, sieur de La Parpalonière dont la femme, Marguerite Maurat, demeure à Saint-Trojan en 1658 ; et en 1674, se dit veuve de Guillaume Massé, capitaine des ports et havres de Guyenne. Ce Massé avait dû prendre le prieuré de Saint-Trojan à ferme et avait reçu 1800 livres pour « la béliise de la nouvelle église et pour une cloche donnée par le prier ». — Minutes de Giraudol à Saintes — (Communication de M. Ch. DANGIBEAUD).

une puissance à laquelle un intendant de Mazarin, tout comme un autre, devait céder.

Cependant Terron ne cesse de harceler son cousin de ses plaintes contre les fermiers. Un jour il lui écrit, comme une sorte de reproche : « je vois bien que vous ne vous souslevés pas fort quand les fermiers font quelque violence ». Colbert, pris à partie, répond cette fois du tac au tac : « Il est vrai que je ne me rescricie pas sur les violences que commettent les commis de ces fermiers, parce que les affaires de finances sont chatouilleuses, qu'il est très dangereux de faire connoître aux peuples que l'on désapprouve ceux qui sont établis pour faire la recette des droits du Roy ; et vous sçavez bien ce qui vous en a paru à l'esgard des habitants de Marennes. De plus nous ne sommes pas établis juges sur ce fait et je suis aussy scrupuleux à mettre la main au fait d'autry que je serois difficile à souffrir que l'on entreprist sur mon employ » (1).

La leçon était lumineuse, éclairée par l'allusion discrète à l'aventure de Marennes ; il semble qu'elle fit son effet. Quelque deux ans plus tard, au mois de juillet 1658, Terron ayant encore à faire convoyer par mer une recrue à Calais, s'adresse (sans ordre de l'amiral) au capitaine Massé et celui-ci déclarait « qu'il estoit tout prest pourveu que MM. du Convoy luy en donnassent l'ordre ». Et, comme cette fois l'affaire s'engageait amiablement, Massé avançait qu'il pourrait facilement faire ce voyage à Calais parce qu'à cette époque de l'année il restoit inemployé jusqu'au moment des vendanges et que même, à son retour de Calais, il prendrait l'escorte de la flotte de Bretagne qui venait régulièrement charger des vins à Bordeaux. « Ainsy, conclut Terron, vous n'auriés qu'à demander cest ordre à MM. du Convoy et leur dire que pour la despence du voiage je m'accommoderay avec leur capitaine » (2).

Il n'est pas jusqu'à Villeneuve qui ne trouve grâce, il devient même le compère de l'irascible intendant dans une affaire de finances à profits particuliers.

Villeneuve, qui connaissait à fond la matière, avait déniché certains offices périmés de courtiers jaugeurs et mesureurs qu'il

(1) Réponse de Colbert, Paris, 3 octobre 1656, art. 14, à une lettre de Terron, de Mayenne, 17 septembre (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 68.)

(2) Terron à Colbert, Brouage, 21 juillet 1658 (*Ibidem*, fol. 236.)

« prétendoit mettre en exercice sur la Charente, en vertu de contratz de revente de la chambre du Domaine de Bordeaux ». Ces offices étaient entre les mains d'un sieur Séjourné (de Paris) et on négociait avec lui pour obtenir qu'il les cédât à Vaucillon, beau-frère de Villeneuve.

Colbert de Terron était intéressé dans l'entreprise, aussi demande-t-il à son cousin d'agir auprès de Séjourné. « Sy vous aviés agréable que M. Picon luy fist connoistre de vostre part qu'il vous fera plaisir de s'accommoder de ces offices avec le sieur de Vaucillon, on pourrait devenir maistre d'un revenu assez solide et considérable » (1). Et Colbert s'y emploie d'autant plus volontiers que son frère, Charles Colbert, entrait pour une part dans l'acquisition.

Tout marche à souhait ; Terron se fait députer par les commissaires du parlement de Bordeaux et il signe, le 27 novembre 1658, une ordonnance « pour mettre les acquéreurs en possession et jouissances des droictz attribués aux dits offices par les Edits de création ».

« J'ay dit, confie Terron à son cousin, que ces charges appartenaient à des personnes de la Cour et que j'avois ordre d'apuyer ». Nul bruit, les marchands payent.

Il y avait bien à craindre quelque plainte des fermiers du convoi et de Charente, mais leur commis était de mèche et faisait la contre-partie. « Villeneuve, qui a donné l'avis de cest établissement à Messieurs du Convoy, aura pu leur inspirer quelque chaleur à l'abord pour s'y opposer ; il ne perdra point d'occasion de les radoucir et, comme ils ont grande créance en luy, je cray qu'il y réussira ».

Villeneuve est en effet « le seul acteur dans cest établissement ; sans y paroistre en aucune manière, il faict agir un homme inconnu, lequel je luy ay envoyé, qui reçoit tous les jours ses ordres » (2).

Dès que l'établissement sera paisible on partagera le revenu qui est de 12.000 livres : un quart pour Charles Colbert, un quart pour Terron et l'autre moitié pour Vaucillon, Villeneuve et le bailli de Taillebourg, le sieur du Petit-Port (3).

(1) Terron à Colbert, Brouage, 1^{er} septembre 1658 (*Ibidem*, fol. 266.)

(2) Terron à Colbert, Brouage, 11 décembre 1658, art. 7 (*Ibidem*, fol. 334.)

(3) Hélié Thomas, sieur du Petit-Port, bailli de Taillebourg, est vivement attaqué dans une délibération du présidial de Saintes, le 12 août 1658, pour

Colbert ne fait aucune objection, il donne seulement une légère critique au contrat de société fait avec « ce Villeneuve ». Le plus mal satisfait était le duc de Mortemart, qui trouvait mauvais qu'on empiétât sur ses antiques privilèges de prince de Tonnay-Charente. Il s'était plaint au Cardinal qui écrivit à Colbert de revoir cette affaire en écartant tout ce qui pourrait blesser le duc de Mortemart, l'un de ses « plus chers amis » (1).

L'affaire était bien lancée et soutenue, elle ne fut pas troublée ; et si Terron reconnaissait qu'il y avait quelque petit inconvénient à « mesler » son nom à ceux de Villeneuve et consorts, cet inconvénient était compensé par l'avantage d'avoir pour associés « des gens à maintenir leur faict en tous temps ».

Pendant, Colbert déclarait ingénument à l'intendant de M. de Mortemart « que c'estoit une affaire de finance dans laquelle on n'avoit aucune part que l'exécution des ordres qui ont esté envoyés de la part du Conseil (2) ».

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que ces offices de jaugeurs et de mesureurs étaient, tout comme le droit de l'écu par tonneau, quoique à un degré moindre, onéreux aux marchands, contraires aux intérêts de la ferme de Charente et à ceux du duc de Mortemart. Si Colbert et son cousin fermèrent les yeux c'est, il faut bien l'avouer, par un intérêt personnel.

Revenons à la directive dominante de Colbert et de Colbert de Terron, c'est-à-dire le profit du Cardinal.

Pour faire de bonnes recettes il importait de maintenir des impositions modérées et d'écarter tous les droits parasites. Terron, qui s'efforçait constamment d'obtenir des diminutions dans les impositions de la taille, n'était pas moins attentif à examiner toutes les impositions nouvelles d'où qu'elles vinssent ; il ne les acceptait, en tout cas, que si elles étaient agréées par Mazarin, que si elles étaient introduites, comme il écrit, « par le canal de Son Eminence ».

L'imposition proposée pour l'élection de Saintes en 1657 lui

« une taxe abusivement imposée aux gabarres passant sous le pont de Taillebourg. » (*Arch. Histor. de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XLV, 1914. p. 295.)

(1) Mazarin à Colbert, Lyon, 20 décembre 1658. (*Lettres de Mazarin*, t. IX, p. 120.)

(2) Réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659, art. 5, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 29 décembre 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mét. Colbert* 101, fol. 342).

paraît-elle excessive, il plaide chiffres en mains pour une diminution et il écrit à Colbert en manière de conclusion : « Je vous supplie de ne pas m'imputer que je m'érige en tribun du peuple ou que je ne comprenne pas assez les nécessités de la Cour, mais je vous jure ma foy que l'on presse trop ceste eslection-là et que d'un des meilleurs païs du royaume on en fera un désert (1) ».

D'autre part, nous avons vu comment il recevait les commis qui apportaient à La Rochelle, au mois de mars 1656, des lettres de cachet et des pancartes pour la perception d'un nouveau droit sur la vente du poisson. Colbert, qui ne manifestait pas d'aussi vifs élans de chien de garde que son cousin, n'en partageait pas moins sa manière de voir ; il obtint la suppression des arrêts qui favorisaient les fermiers du droit de l'écu par tonneau quand Terron lui eut démontré que la ferme de Charente et celle de Brouage s'en trouvaient lésées.

Il n'était pas toujours possible de s'opposer aux arrêts dont l'établissement était poursuivi par les surintendants des finances ou par des personnages influents, mais Colbert tenait au moins à ce que son cousin en eût parfaite connaissance afin qu'il n'y eût rien de ce qui se passait dans le gouvernement du Cardinal qui lui fût étranger.

Au mois de juillet 1656, M. de Fortia avait établi dans l'élection de La Rochelle un nouveau droit de quatre deniers sur chaque quittance délivrée par les collecteurs aux contribuables. Comme Terron, qui avait eu connaissance de cette nouveauté par les receveurs, s'en plaignait à Colbert, il eut cette réponse par retour de l'ordinaire : « Ce droit appartient à M. le prince de Conty et vous devez le favoriser ; mais je trouve que M. de Fortia a eu un peu tort de l'avoir establi sans vous en donner part (2) ».

Colbert n'en écrit pas moins au Cardinal, quelques jours plus tard : « Messieurs des finances s'opiniastrent de plus en plus à vouloir faire des establissemens de nouvelles impositions et de nouveaux droits dans la ville de La Rochelle, qui vont à ruiner entièrement son commerce et qui ne peuvent s'establir sans un grand désordre. C'est à quoy il est nécessaire d'interposer l'autho-

(1) Terron à Colbert, Brouage, 28 juillet 1656, art. 2 (*Ibidem*, fol. 60).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 4 août 1656, art. 5, à une lettre de Terron, de Brouage, 22 juillet (*Ibidem*, fol. 60).

rité de Votre Eminence, après qu'elle aura connu l'affaire à fondz (1) ».

Il n'y avait pas lutte ouverte, ni *veto* absolu de la part de Mazarin qui n'eût pas osé affranchir complètement ses gouvernements des décrets des surintendants et du conseil des finances, mais un conflit d'intérêts qui entraînait une obstruction systématique de la part de ses propres intendants.

Tout ce qui vient troubler, même indirectement, le mécanisme financier des gouvernements, est scruté de près par Colbert de Terron. Les receveurs des élections étant touchés par « des arrêts du Conseil avec l'attache de M. de Fortia », qui les atteignaient dans leurs droits pécuniaires, Terron défend aussitôt ses receveurs. « Je vous enverrai ces arrêts au premier jour, pour y remédier », écrit-il à son cousin (2). Et Colbert agira.

Le 6 novembre 1658, un commis apporte à Brouage un arrêt établissant une taxe pour l'amortissement des francs-fiefs. Terron n'y voit pas d'inconvénient, mais il n'appuiera que quand il aura une lettre du Cardinal.

Le 15 juillet 1659, on avait affiché à La Rochelle une déclaration du roi, du 26 mars précédent, pour la confection d'un terrier général des domaines et des biens possédés en roture dans la censive de Sa Majesté. Les frais des actes notariés et toutes les formalités développées à plaisir par les traitants financiers qui exploitaient cette affaire allaient imposer à l'ensemble des habitants une dépense de soixante mille livres, alors que la ville offrait d'établir elle-même ce terrier sans dépenser plus de huit cents francs. Cela ne faisait pas l'affaire des traitants, bien entendu. Colbert de Terron essaye de modérer leur avidité, puis il adresse au Cardinal un « mémoire » dans lequel il affecte de se placer sur le terrain de la neutralité.

« Comme il n'y a, écrit-il (3), que le dit sieur Terron qui agisse dans les affaires de finances, sans estre soutenu d'aucune chose, à La Rochelle, il est obligé de mesnager fort sa conduite pour ne se rendre pas suspect d'intérêt particulier, ce qui le rendroit tout

(1) Colbert à Mazarin, Paris, 20 août 1656 (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 257).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 23 mai 1658, art. 5 (Bibl. Nat., Ms., Mdl. Colbert 101, fol. 182).

(3) Mémoire de Terron à Mazarin, La Rochelle, 23 juillet 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 57).

à fait incapable de servir ». Il demande donc au Cardinal de résoudre la question et de lui donner des instructions, mais il rappelle que les familles aisées sont rares à La Rochelle « et, outre cela, ajoute-t-il, l'exécuteur de la déclaration du Roy, nommé Villeneuve, commis général de la ferme de Charente, est un acteur si odieux que les affaires les plus plausibles deviennent mauvaises entre ses mains ».

Toutes ces démarches tendaient à soulager les clients du vice-roi ; quant au vice-roi lui-même, les traitants étaient naturellement portés à le ménager.

Un traitant, le sieur Baron, « est chargé du recouvrement des taxes, qui montent à des sommes considérables, sur les offices de contrôleurs des mesures de sel, desquelz offices, vous sçavez, écrit Terron à son cousin, que Messieurs de Richelieu, Maréchal Foucault et Son Eminence sont propriétaires ». Le traitant pensait bien ne réclamer la taxe que sur les offices appartenant au duc de Richelieu et au Maréchal, et Terron se rend parfaitement compte que bien qu'il soit impossible de séparer « ce qui est à Son Eminence de ce qui est au Maréchal », ce n'est pas là un embarras, car « Son Eminence pourra prendre une quittance comme s'il avait payé » ; mais il envisage le mécontentement inévitable du duc de Richelieu et du maréchal. « Ces Messieurs ne manqueront pas de dire et de croire que Son Eminence leur aura suscité la persécution qui leur sera faite, sçachant bien que les arrests du Conseil n'ont guère de force à Brouage que quand il plaist au gouverneur ». Enfin on pourrait protester devant le Conseil contre l'établissement d'une taxe dont la légitimité paraissait contestable quand on examinait les termes de l'édit de création de ces offices, qui était du mois de mars 1649.

Un procès ? Colbert en a l'horreur. Tant pis pour Messieurs de Richelieu et de Foucault ; « quand ces messieurs seront un peu inquiets, répond-il (1), il n'y aura pas grand mal... en sorte que je crois que vous devez laisser la liberté aux traitants de faire leurs poursuites. On donnera quittance pour la taxe de Son Eminence ».

Malgré le particularisme et le régime d'exception que Terron, bien plus que Colbert, tendait à développer dans son département,

(1) Réponse de Colbert, Paris 24 septembre 1658, art. 13, à une lettre de Terron, de Brouage, 18 septembre (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires de Colbert* 101, fol. 272.)

il était cependant obligé de passer sous les fourches du fisc. Il se voyait soumis à l'impôt d'importation et d'exportation dont le produit restait complètement étranger à la caisse de Brouage.

La ferme de cet impôt, appelée *traite foraine*, englobait un certain nombre de provinces dans lesquelles étaient comprises en particulier le Poitou et l'Aunis mais non pas Brouage. Toutes les provinces comprises dans cette zone pouvaient échanger des marchandises sans payer de droits ; par contre elles payaient l'impôt d'importation ou d'exportation dans le trafic avec l'étranger ou avec les autres provinces de France réputées provinces étrangères (1).

Ainsi Brouage, comme Bordeaux, était l'étranger pour La Rochelle et pour Marans ; et, si l'on ne payait rien aux bureaux de la traite foraine pour les marchandises transportées de La Rochelle à Calais, il fallait payer pour celles qui étaient portées à Brouage.

Il serait bien surprenant que Terron n'eût pas tenté d'échapper à cette obligation. Il chercha certainement à ménager des arrangements avec les commis de la traite, mais il restait soumis à leur bon vouloir et il espérait obtenir la faveur d'un régime d'exception mieux établi.

« Les commis du bureau de la traite foraine, écrit-il à Colbert (2), ne veulent plus rien pardonner ; ils prennent leurs droits sur les moindres choses que je fais porter de La Rochelle à Soubize et à Brouage. Ils disent qu'ils ont des ordres fort exprez de leurs maîtres et particulièrement de M. de Pourfour qui a le département de La Rochelle. Sy vous pouvez me donner un mot du Conseil là-dessus, vous m'obligerez ».

Terron est toujours prêt à invoquer le fait du prince ; mais Colbert ne fera aucune démarche auprès du Conseil, il s'engage seulement à dire un mot aux fermiers.

Terron proteste encore ; on lui fait payer des droits « sur toutes choses, depuis l'espingle jusques à la poutre ». Les toiles de Bretagne (province réputée étrangère) payent à l'entrée en Poitou, au bureau de Montaigu ; pour faire venir ces toiles des magasins de La Rochelle à Soubise il faut encore payer des droits. Les commis exigent leur dû « pour le cloud, l'huile et le bray... pour le

(1) La traite foraine englobait : Ile de France, Normandie, Picardie, Champagne, Bourgogne, Bresse et Bugey, Bourbonnais, Poitou, Aunis, Anjou, Maine et Touraine. Pour passer d'une de ces provinces à l'autre, on prenait un *acquit à caution* si elles étaient séparées par une zone réputée étrangère.

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, 23 mai 1658 (*Ibidem*, fol. 182).

moindre cordage... pour des poulies, etc. Je croy qu'il y a de la honte à moy de le souffrir et il n'y en a pas moins à eux de le demander. M. de Survie me debvroit bien mettre à couvert de ces choses-là, sans vous en importuner (1) ».

Que pouvait, dans l'espèce, le commandant de la Rochelle ? Non, il n'y a rien à faire. Terron devra acquitter les droits de la traite foraine comme ceux de la comptable de Bordeaux et toutes les impositions en vigueur dans la Gironde. A chacun l'exploitation de sa ferme. Libre à lui de tirer le meilleur parti de tous les « droits utiles » dans son département ; et Terron s'y appliquait consciencieusement. Droits de passeport, droits de délestage et de balisage, chaudement disputés par l'amirauté, et d'autres encore viennent alimenter la caisse de Brouage.

Colbert de Terron avait aussi, comme nous savons, à s'occuper de l'administration de quatre abbayes et plus précisément de leur revenu foncier. Ce n'était pas une sinécure. « Je vous prie, lui écrivait Colbert (2), d'avoir une application perpétuelle aux affaires des abbayes que vous sçavez fort importantes ».

L'une de ces abbayes, celle de Saint-Michel-en-l'Herm, était tout proche du gouvernement de Brouage ; même une forte partie de ses dépendances se trouvait dans l'île-de-Ré. Quant aux trois autres, Moissac, Grandselve et Bonnecombes, elles étaient situées dans les généralités de Toulouse et de Montauban dont Colbert destinait l'intendance à son parent Hotman de Fontenay, et Terron en avait pris connaissance pendant son séjour en Languedoc.

Les revenus de ces abbayes ne passaient pas nécessairement par la caisse de Brouage, ils aboutissaient à celle de Colbert par des voies diverses, suivant leur nature et les circonstances, et ils étaient, en définitive, totalisés au bureau du traitant Claude Girardin qui avait la ferme générale des bénéfices de Mazarin.

Bien que Terron ne laissât pas échapper les occasions de recueillir les parties de recettes qui venaient à portée de sa main, il avait surtout un rôle de direction et de contrôle. Il avait à faire aux fermiers des domaines fonciers dont il préparait les baux et examinait les comptes, aux titulaires des nombreux bénéfices dépendant des abbayes, aux religieux et à leurs directeurs.

(1) Terron à Colbert, Brouage, 23 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

(2) Réponse de Colbert à une lettre de Terron, de La Rochelle, 2 décembre 1656, art. 10 (*Ibidem*, fol. 77.)

Lorsqu'il se trouvait en Languedoc, en 1654, il avait affermé, pour 34000 livres, l'abbaye de Moissac et celle de Grandselve aux sieurs de Micaëlis, receveur général du clergé de Toulouse, de Cassagnau, riche banquier de la même ville, et Thomas, frère d'un conseiller au parlement de Toulouse.

Ces trois notables personnes firent bientôt banqueroute et la situation était d'autant plus embrouillée que Micaëlis et Cassagnau avaient déjà pris la ferme de Moissac en 1651 et que le premier bail, qui avait été négocié par le chevalier de Terlon, Toulousain affilié du Cardinal, n'avait pas été liquidé. L'abbaye avait souffert, en 1651, des pillages du comte de Marchin et, en 1652, d'une inondation. Les fermiers étaient en désaccord et en procès.

Au commencement de l'année 1656, Terron cherchait un arrangement avec Micaëlis qui proposait de reprendre la ferme en évinçant les autres, moyennant certains avantages et diminutions, combinaison inopérante qui donna lieu à d'infinis marchandages.

Enfin, sur l'avis de Colbert, Terron se prépare à faire un voyage à Toulouse pour tenter d'arranger cette affaire dont il prévoit toutes les difficultés. « J'appréhende bien, écrit-il à Colbert (1), qu'il n'y ayt beaucoup de ruses de chicane à essayer, à quoy il sera difficile de parer contre des gens fort alliez dans le parlement et bien voulus dans le païs ».

C'est à quoi Colbert essaye d'obvier en écrivant au premier président du parlement de Toulouse, Gaspar de Fieubet, sieur de Caumont, le « patron » de Micaëlis.

Le 9 avril, Terron était à Toulouse ; il n'y trouvait que mauvais vouloir, brouille et tromperies. Poursuites, saisies, contraintes par corps, rien ne peut vaincre la résistance des fermiers auxquels s'était adjoint un nouveau preneur, le sieur Varennes, qui ne valait pas mieux. En vain ils sont harcelés par le prieur de La Broue, vicaire du Cardinal dans l'abbaye de Moissac, par le sieur de Roquette qui dirige celle de Grandselve, par Dathia, un homme d'affaires de Montauban, et par les huissiers.

Après trois ans de chicane, à la fin de l'année 1658, Terron adressait à son cousin un volumineux dossier sur cette affaire, en s'excusant de son peu de succès : « Comme vous trouverez ceste affaire conduite d'une façon extraordinaire et qui n'est pas con-

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 1^{er} mars 1656, art. 3 (*Ibidem*, fol. 22).

forme à l'ordre que vous tenez dans tout ce que vous faictes, je vous supplie de vous représenter que j'avois affaire à 4 banqueroutiers que je ne vois point et qui n'agissaient avec moy que par truchement » (1).

Pour tout dire, l'imbroglio durait encore à la mort du Cardinal.

Ce n'est pas seulement avec les fermiers des abbayes que se présentaient des difficultés. Les bons religieux et les chanoines n'étaient pas complètement détachés du temporel ; mais Terron ne s'en laissait pas imposer par leur caractère, il examinait leurs prétentions et les réduisait à leur juste portion. Il les traitait sans aucun ménagement.

« Les chanoines de Moissac, écrit-il à Colbert (2), font divers désordres, dans la maison abbatiale, que le prieur de La Broue n'a pas la force ny le pouvoir d'empescher ; sy vous aviez agréable d'employer à celà M. de Machault (3), il intimideroit ces fripons et les mettrait à la raison ».

En vérité les chanoines avaient lieu de se plaindre de l'abandon dans lequel étaient laissés les bâtiments et l'église de l'abbaye. Pour se donner les moyens d'effectuer des réparations urgentes, ils firent expédier des exploits de saisie sur les revenus de l'abbaye. Terron n'en revient pas. « Il m'a semblé, écrit-il (4), que M. de La Broue traitait mollement l'impudence de ces cuistres là dont le démerite est infiny » ; mais il sent tout de même qu'ils n'ont pas tout à fait tort, ce qui ne l'empêche pas de préparer des représailles. « Il sera tousjours util, pour parvenir à l'accommodement, que l'on ayt faict voir à ces gens-là qu'on ne les craint point. Ils s'imaginent qu'en menaçant de faire des saisyes ils doivent estre les maistres de Monsieur l'abbé. Sy une fois on pouvoit les faire condamner à quelques dommages et interrestz, celà serviroit pour longtemps ».

Terron tenait à son procès : « Sy on peut avoir quelque avantage dans ce procez, cela contribuera fort à tenir en respect des fripons de curés qui font de pareilles saisyes sans fondement » (5).

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 18 décembre 1638, art. 12 (*Ibidem*, fol. 328).

(2) Terron à Colbert, La Rochelle, [Dimanche] 23 janvier 1636 (*Ibidem*, fol. 8).

(3) Louis de Machault, alors intendant de la généralité de Montauban.

(4) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 2 juin 1638 (*Ibidem*, fol. 191).

(5) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 3 juillet 1638 (*Ibidem*, fol. 212).

Colbert était moins ardent, il surmonta encore cette difficulté et le sieur Dathia, de Montauban, put recouvrer les revenus menacés.

Les religieux de Grandselve, ayant reçu du Cardinal une chapelle d'un honnête revenu, avaient écrit une magnifique lettre collective ornée du sceau de l'abbaye et de leurs vingt-huit signatures (1) à Colbert de Terron, lui faisant honneur de cette libéralité et le couvrant de leurs bénédictions. En même temps, ils avaient député quelques-uns des leurs à Paris pour demander à Colbert de nouveaux avantages. Ils réclamaient, notamment, des livres d'église.

Aux éclaircissements que lui demande Colbert sur les prétentions de ces religieux, Terron répond que « leur portion estant avantageuse comme elle est » ils doivent fournir à l'entretien de la chapelle ; et, fort peu touché de leur compliment, il ajoute : « Je vous envoie une lettre que toute ceste maison m'a escrite, du 9^{me} de ce mois passé, en remerciement de la chapelle de Deuil que Son Eminence leur a donnée. Ils ne me disent rien de ces livres d'Eglise et ne m'en ont jamais rien faict dire ; je doute que ces relligieux qui vous pressent tant ne soient des escrocs qui voudroient tirer une partye de leur voiage. Pour vous en déffaire, renvoyés-les à moy » (2).

Le prieur de La Broue lui-même n'échappe pas à la surveillance de l'intendant de Brouage. Par un rapport très circonstancié, mais peut-être un peu fantastique, Terron apprend que ce prieur aurait découvert, par une fouille nocturne dans un champ du terroir de Saint-Nicolas-de-la-Grave dépendant de Grandselve, un trésor. Il prescrit incontinent une enquête conduite par Roquette assisté d'un avocat « pour conserver les droits de Son Eminence » et il avertit Colbert qui lui répond aussitôt : « Je vous laisse conduire toute cette affaire de Saint-Nicolas ; mon sentiment est que le prieur de La Broue n'est pas un honnête homme et que, partout où il trouve à gagner, il ne manque pas. Quant à la descouverte du trésor, je n'adjouste pas grande foy à ces sortes de choses ; néantmoins je me remets à ce que vous en trouverez » (3).

(1) De Grandselve, ce 9^{me} de l'an 1658, original (*Ibidem*, fol. 91).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 3 février 1658 (*Ibidem*, fol. 112).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 29 novembre 1658, art. 5, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 20 novembre (*Ibidem*, fol. 312).

Les nombreux petits et grands domaines dépendant des abbayes, la tuilerie de Grenade, les métairies du Corbiou et bien d'autres, tantôt englobés dans les fermes principales et donnés à des sous-fermiers, tantôt loués séparément, venaient encore accroître le labeur de Colbert de Terron.

Le dimanche 26 mai 1658, la grêle avait ravagé le terroir de l'important domaine de Beaumont de Lomagne dépendant de Grandselve. Colbert avait chargé Roquette et Dathia d'examiner le dommage, mais « le fermier prétendoit ne pas donner une goutte de vin et il en doit soixante barriques » (1). On reprend le bail et on fera régir la ferme par le garde-forêt de Beaumont, Tapié, qui récoltera les fruits.

On n'a pas plutôt pris arrangement avec lui qu'un brave homme, père d'un des gardes de Son Eminence, réclame la place de garde-forêt de Beaumont qu'on lui a promise. Terron est à la recherche de combinaisons pour donner contentement à ces petites gens qu'il faut ménager et qui ont leurs appuis et leurs prétentions.

De temps à autre il importait de faire une revue de toutes ces dépendances et de s'assurer de l'exécution des conventions des baux. Un ancien prieur de Grandselve, un sieur Lonjou, assisté du lieutenant de justice de Bouillac, opérait une « reconnaissance des terres », sur la procuration de Colbert. Celui-ci reçut bientôt quelques plaintes sur les agissements des visiteurs. « Je vois bien, objecte Terron, que la plainte vient du garde de Son Eminence pour ce que l'on est en contestation avec deux de ses frères de la redevance d'une paire de poulles sur une mestairie qu'ils ont basti nouvellement ».

Mais les contestations étaient particulièrement chaudes avec les titulaires des cures reliées aux abbayes. Le curé d'Escatalens « fait deux procès à son Eminence » pour obtenir une pension en bois à brûler et pour des réparations à son église ; il fait saisir les revenus de la terre (2).

Terron signale aussi les « friponneries » du curé de Castelsarrasin qui « fait saisir le revenu du prioré pour des réparations (3) ».

Mazarin usait cependant d'un moyen bien économique pour entretenir ses abbayes. Les paroisses, dans lesquelles se trouvaient

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 3 juillet 1658 (*Ibidem*, fol. 212).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 26 mai 1658 (*Ibidem*, fol. 185).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 26 août 1658 (*Ibidem*, fol. 258).

des bâtiments, se chargeaient des réparations ou payaient, à cet effet, une pension. En échange, elles étaient déchargées du cantonnement des troupes en quartier d'hiver.

« Les habitants de Beaumont de Loumagne, écrit Terron, dépendans de l'abbaye de Grandselve, ont satisfait à ce que l'on a désiré d'eux pour la réparation des bastimens qui sont dans leur ville. Ils demandent la protection de Son Eminence pour ce quartier d'hiver. J'attends des nouvelles que ceux de Moissac ayens satisfait à ce qu'ils ont promis pour demander la mesme grâce pour eux ». Et il n'y a pas malentendu, Colbert est d'accord. « J'ay déjà donné les ordres nécessaires, répond-il, pour les habitans de Beaumont, de Loumagne et pour ceux de Moissac (1) ».

L'autre ressource, celle des pensions, n'est pas moins exploitée. « Depuis un an en ça, écrit encore Terron, ledit sieur de La Broue a receu deux mil cinquante-deux livres des communautés de Moissac et de Saint-Nicolas [de la Grave] pour les pensions qu'ils donnent à cause de l'exemption des gens de guerre, lesquelles pensions sont fort mal payées (2) ».

Le sieur des Fontenelles était le fermier, par bail emphytéotique, de la baronnie de Saint-Michel-en-l'Herm, le terroir le plus important de l'abbaye, en Poitou. C'est lui qui payait les charges de l'abbaye, en particulier la pension de 300 livres de l'aumônier.

Avecce fermier, il y avait naturellement des intérêts à débattre ; si Terron doit aller, pour ses affaires, à Fontenay le-Comte, il note : « Je porteray avec moy mon portefeuille de Saint-Michel pour faire compter M. des Fontenelles (3) ». Chaque abbaye avait son dossier.

Les seigneuries d'Ars et de Loix-en-Ré, autre domaine de la même abbaye, avaient été données à bail par Colbert. Quand vint l'époque du renouvellement, au mois de mai 1656, Terron proposait deux nouveaux fermiers, les sieurs Bonhereau et Mariault, marchands de bois dans l'île de Ré. Ce n'est qu'après maint échange de notes entre Colbert et son cousin, après examen minutieux des clauses de l'ancien bail minuté par le notaire Touger-

(1) Réponse de Colbert, 13 janvier 1658, art. 6, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 6 janvier (*Ibidem*, fol. 87).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 2 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 191).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, [Dimanche] 29 décembre 1658, art. 3 (*Ibidem*, fol. 342).

lon, de La Rochelle, que furent acceptés les nouveaux preneurs.

Les difficultés avec les titulaires des bénéfices et les tiraillements au sujet des réparations aux bâtiments se répètent dans le domaine de l'abbaye de Saint-Michel comme dans ceux des autres abbayes ; et la tenue des bénéficiaires n'est pas toujours édifiante. Le prévôt de la baronnie de Saint-Michel, un gradué ecclésiastique, est mort laissant son petit domaine de la Cotte-Morte « au pillage ».

Terron n'ignore rien de la situation : « La Cotte-Morte du prévôt de Saint-Michel s'en ira à rien. C'est un homme qui est mort chez sa garce laquelle n'a pas manqué de se namptir (1) ». Il lui trouve un successeur mais il se promet bien de rogner quelque chose sur la pension. Ce sera une occasion de faire visiter les bénéfices de l'abbaye ; car « il y a une trentaine de priorés qui mériteroient bien une petite reveüe ».

C'est le sieur Habert, de l'île de Ré, que Terron charge de prendre soin des réparations des bâtiments de l'abbaye de Saint-Michel, et il lui fait donner la cure de Saint-Romain-de-Curson. Chappuy, le secrétaire de l'abbaye, Chardonneau, le sénéchal de la baronnie, tous sollicitent l'appui de Terron auprès de Colbert qui est en réalité le grand dispensateur des charges et des bénéfices.

Puis il y a les pensions, les taxes sur les abbayes, les décimes, les dons du clergé, autant de questions qui viennent charger la la comptabilité de Colbert de Terron.

(à suivre).

JULES SOTTAS.

CONTRIBUTION

A L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

A COZES (2) (1675-1699)

Les pages qui composent cette étude sont extraites d'un dossier de notes et de copies prises dans les minutes de trois no-

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 6 novembre 1658, art. 7 (*Ibidem*, fol. 306).

(2) On ignore vers quelle année « la nouvelle opinion » s'implanta à Cozes. En même temps vraisemblablement qu'à Gemozac, Royan, Saujon. On sait seulement que les registres de baptêmes remontaient à 1560 et qu'en 1562 une

taires — (deux plus spécialement) — de Cozes, très obligeamment mises à ma disposition, en 1922 et 1923, par M^e Lucazeau, qui en est le dépositaire. Elles se rapportent aux dix années antérieures et aux quinze années postérieures à l'Édit de révocation de l'Édit de Nantes (oct. 1685). Elles visent un double but : raconter quelques épisodes de la surveillance, et de la pression exercée par les agents des ministres de Louis XIV sur les protestants, et montrer aux historiens du protestantisme saintongeais les avantages qu'ils retireraient du dépouillement attentif et continu des minutes de quelques notaires, tant au point de vue des événements qu'au point de vue de l'identification des personnes et de leur *cursus vitæ*.

La chance a voulu que je misse la main sur les registres de Daniel Bargignac, notaire à Cozes, lequel avait une clientèle protestante très nombreuse (1). En ces temps-là, un notaire ne se bor-

« bande de papistes (sortis de Talemont) s'en allèrent, l'enseigne déployée et en armes, jusques au nombre de cinq cents personnes jusques au bourg de Cozes, lequel ils pillèrent et saccagèrent, mais en s'en retournant, emportant leurs pillages, furent suivis par le seigneur de Combes, prévost de mareschaussée et douze personnes de cheval et vingt hommes de pied, lesquels mirent en desrouttes la ditte bande de Talemont et en firent tomber plus de six vingts personnes sans qu'ils eussent aucune puissance de se deffandre ». (*Bulletin de la Soc. du Protest. fr.* 1901, p. 135 et s.) *Registre de baptême de Jean Freu-jean* (1541-1564).

En 1565, les huguenots sont complètement maîtres du bourg et de la paroisse. Le curé à fui et « n'ose résider ores que ceux qui font exercice de religion contraire disent ne le vouloir empescher ». (*Papiers du fonds Saint-Germain à la bibliothèque nationale fr.* 15880, 170 ; publié dans *Bulletin de la Soc. du Protestantisme fr.* 1895. p. 529).

Une centaine de paroisses de Saintonge sont dans le même cas, entre autres Royan, Meschers, Seimussac. Saint-André-de-Lidon. Cette liste, rédigée par le syndic du clergé de Saintes Soulard, ne laisse pas de paraître suspecte. Il semble incroyable que dans cent paroisses, le culte catholique fut complètement annihilé. Louis Audiat en a contesté l'exactitude (*Bulletin de la Société Arch. Saintonge* t. XV p. 407). M. N. Weiss la défendit énergiquement, arguant de la phrase citée pour démontrer la mansuétude des Huguenots de ce temps-là et leurs bonnes dispositions à l'égard des prêtres catholiques. (*Bullet. Soc. Histoire du Protest. fr.* 1896 p. 51). Il est pourtant indéniable qu'alors le clergé « papiste » avait beaucoup souffert des mauvais traitements des Huguenots. La paix entre les deux adversaires devait être souvent troublée. La communauté de l'église devait susciter bien des querelles et rendre la vie dure au curé.

Nous avons d'ailleurs un cas analogue d'époque plus récente. A Meursac, pendant plusieurs années, à la suite des troubles de la Fronde et à cause des excès des soldats, le curé ne résida pas, par ordre de l'évêque. C'est le curé de Corme-Ecluse qui faisait les enterrements et les baptêmes (*Registre de Corme-Ecluse*).

(1) Daniel Bargignac était un notaire occupé : ses douze cahiers mensuels

nait pas, comme ceux d'aujourd'hui, à mettre en due forme juridique les volontés d'un vendeur, d'un testateur, ou de deux jeunes gens en passe de se marier. Sa compétence s'étendait plus loin. Il recevait de véritables actes de procédure criminelle, des constats de nature inattendue (voir le paragraphe des mœurs) des actes de protestation contre telle ou telle accusation ou contre atteinte à des droits acquis. Ce sont des actes de cette sorte que nous allons examiner.

J'ai conscience de n'avoir rien découvert de sensationnel. Les événements dont D. Bargignac nous a transmis le récit n'ont rien d'inédits en eux-mêmes. Ils sont incomplets puisque nous n'entendons qu'une voix. Mais l'inédit dans l'histoire de la Révocation consiste plus à découvrir des phases ignorées de l'*application* des nombreux édits et ordonnances, constamment publiés contre les protestants, que des faits nouveaux. Le recueil des *Édits déclarations et arrêts concernant la R. P. R.* contient les trois quarts de l'histoire préliminaire de la Révocation. On doit admettre que les prescriptions ont été respectées et obéies plus ou moins dans toutes les églises protestantes. Aussi la seule nouveauté que l'on soit en droit d'espérer c'est de trouver trace de l'exécution donnée à ces ordonnances et édits en une localité déterminée, par qui, à quelle date, en un mot les incidents de l'exécution. Cette sorte d'histoire n'existe nulle part en Saintonge. On est renseigné à peu près sur les dates de fermeture et démolition des temples, sur la destruction de quelques cimetières, on ne l'est pas sur bien d'autres

réunissent jusqu'à 220.230 actes dans l'année. Il appartenait à une famille qui avait sépulture dans l'église.

Ses amitiés protestantes sont faciles à démontrer. Il avait épousé une Esther Rivalland, tout au moins proche parente de Rivalland réformé. Il était cousin de Jean Bargignac, chirurgien à Talmont, protestant, marié avec une autre Esther Rivalland.

Son fils et successeur, Abraham Bargignac, épousa une Benigne de Lajaille. Je suppose que c'est lui qui, le 31 octobre 1724, est enterré « derrière le grand autel dans la sépulture de ses pères » (Pas d'âge). Mais le nom d'Abraham est alors porté, par un Bargignac qui adjure le 31 décembre 1718 et se marie le 7 janvier 1719, avec Henriette Labbé qui a abjuré en même temps que lui. Il est qualifié de sénéchal de la baronnie de Cozes et plus tard de notaire. Abraham, notaire, a bien eu un fils Abraham baptisé le 19 février 1690. Est-ce le même ? le père aurait été catholique, le fils protestant ?...

Enfin il existait une double alliance entre les Bargignac et les Pelletreau.

La clientèle protestante ne pouvait lui échapper.

Quand le culte protestant fut rétabli, vers la fin du XVIII^e siècle, un Roch Bargignac fut ancien à Cozes.

points. La soumission des P. R. a-t-elle été absolue partout ? On peut admettre qu'en quelques endroits le zèle de tel ou tel agent provoqua des protestations, qu'un notaire a consignées sur son registre. Dans chaque gros bourg, doté d'un temple, il a existé un notaire sinon protestant, du moins ami des protestants. On doit pouvoir le trouver comme j'ai trouvé celui de Cozes. Un peu de chance (1), un peu de patience, compensée par beaucoup d'agréments le feront découvrir.

Ceux qui ont écrit sur le Protestantisme en Saintonge ne paraissent pas s'être beaucoup soucié de mettre cette source d'information à profit. Ils ont préféré fouiller les archives publiques de Paris ou du département d'où ils ont tiré des documents intéressants encore qu'incomplets et inégaux ou écrire d'après ces documents sans les citer. (2) Plut à Dieu qu'ils les eussent reproduits l'esprit dégagés de toute tendance à voir plus de mal qu'il n'y en a, et que, par suite, ils nous aient épargné les récriminations inutiles, parfois les injures et les imputations fausses ou inconsidérées. (3) Nous

(1) Les minutes de Bargnac ne figurent pas sur la liste imprimée.

(2) M. César Pascal a raconté toute l'affaire du cimetière d'Arvert (31 décembre 1700-janvier 1701) en oubliant de citer une seule référence. Il faut savoir que les documents sont aux Archives nationales, Série TT, Carton 232, si le classement n'a pas été modifié.

(3) Fénelon est un hypocrite, insulteur, habile mais perfide.

En note d'une phrase de du Vigier disant : « de cette manière S. M. qui est la plus noble image de Dieu dessus la terre, imitant sa conduite, tirera les plus grands biens des plus grands maux », on lit : « Ça dépend des notions et des goûts. Mais on ne peut placer cette image qu'à côté des divinités chinoises pour la laideur morale et les idoles dahoméennes pour la cruauté. » (*Bullet. de la Soc. de l'Hist. du Protestantisme fr.* 1901 p. 411).

Du même : « Louis XIV, ce prétendu grand roi, l'esprit le plus étroit, le cœur le plus sec, le plus odieux tyran et le plus malhonnête homme de France ».

C'est encore ce même historien qui assure que l'emprisonnement des prêtres à Brouage est « un retour de la justice immanente » parce que des protestants furent enfermés dans cette petite ville. (*Ibidem*).

L'évêque de Saintes de La Brunetière a été la bête noire des Réformés à l'époque de la Révocation. De nos jours il est encore mal traité. Dans la rareissime caricature intitulée *Les Héros de la Ligue ou la procession monacale*, conduite sous Louis XIV pour la conversion des protestants, l'évêque de Saintes est représenté, le nez gros, la bouche grimaçante, la tête couverte d'un capuchon dans lequel, par devant, est passé un crucifix. Ce n'est pas très spirituel et ça vise à la méchanceté qui s'exprime dans ces quatre mauvais vers placés en dessous du personnage.

Si je porte la croix avec la passion

Cela ne sert qu'à de prétexte

Et si sur cette croix je prends souvent mon texte

C'est plus pour le profit que par dévotion.

Cette piètre caricature a été reproduite en 1835 dans le *Musée de la Caricature*

sommes loin du vieux Crottet, moins compliqué, qui raconte tout bonnement sans trop de colère, ce que les recherches lui ont appris. Quelle reconnaissance nous devrions au Comité de la Société de l'Histoire du Protestantisme français s'il avait réussi à en faire prévaloir les sages conseils qu'il imprima en tête de son *Bulletin* en 1885 (p. 385) à propos du bi-centenaire de la Révocation : « Deux cents ans se sont écoulés depuis ces jours de deuil et il y aura bientôt un siècle que la France a rouvert ses bras à tous ses enfants... Aussi les protestants, fidèles à la tradition de leurs pères qui célébraient par un jeûne solennel les anniversaires douloureux de l'Eglise sous la croix, se réuniront dans les temples le dimanche 18 octobre 1885, ils ne songeront plus à exprimer de stériles récriminations sur un passé disparu sans retour... »

Les faits, hélas ! sont déjà assez tristes pour n'avoir besoin d'aucun commentaire, surtout acrimonieux.

L'Edit de Nantes n'a pas été abrogé tout d'un coup, comme nous le ferions par une loi. La Révocation a été précédée de prescriptions vexatoires, mesquines, de tracasseries indignes, retirant une à une les concessions accordées en 1598.

L'application de l'une de ces mesures préliminaires souleva à Cozes, un incident suivi d'une protestation dont l'écho nous parvient par les minutes.

Il s'agit d'une opposition à l'assignation signifiée à un groupe de protestants ayant suivi un enterrement où le nombre des assistants dépassait le chiffre autorisé.

Il faut savoir que les enterrements protestants étaient réglementés. Ils ne pouvaient sortir qu'à certaines heures, soit le matin soit le soir, et le corps ne pouvait être accompagné que par une trentaine de personnes au plus. Une déclaration du 1^{er} février 1669 le spécifie en termes très nets. Comme tant d'autres elle légifère sur un état de choses créé par les arrêts de Parlement et règlements de police. Colbert de Terron ne parle (1664) toute-

et Léon Gozlan, qui n'a pas assez de haine pour l'intendant de Rochefort Desmoulin, ajoute : « Nous n'entreprendrons pas de discuter ici, afin d'éviter les redites, la ferveur plus ou moins grande que montrèrent chacun isolément comme persécuteur et convertisseur : Le Camus, l'évêque de Saintes, La Reynie, personnages vaseux, perdus à des profondeurs inaccessibles à la sonde des recherches historiques ». Voilà où la paresse et la mauvaise foi conduisent. Certains écrivains modernes, en parlant de Mgr La Brunetière, ne dédaignent pas d'éditer ou de rééditer une calomnie. Cette animosité n'est pas justifiée. L'histoire de la Révocation y gagne-t-elle ?

fois que de dix personnes autorisées (1) ainsi qu'on le verra plus loin.

1664 30 septembre. — Protestation d'un groupe de protestants de Cozes contre qui procès verbal fut dressé parce qu'à un enterrement ils avaient contrevenu à la déclaration du roi qui limite à 30 le nombre des personnes qui peuvent assister à un enterrement d'un de leur coreligionnaire.

Aujourd'hui dernier de septembre mil six cent soixante quatre... ont esté en leurs personnes et pour se personnellement establies en droit Helie Monbeuille, maistre Pierre Herbert, Jean André, marchand, Yzaac Monbeuille, Jacob Chevillard, Pierre Samuel et Ester Paillet, Louyze Landar, veuve de Paul Micou, maistre chirurgien Jean Monbeuille, le jeune, honneste femme Judith Char-davoine, femme de Mathieu Monbeuille, sieur de La Grange, Ester Clerteau, Jean Bonnin, Marie Tourtellot, Jean Tartre, Louyze Monbeuille, femme de Jacob Vigneau, honneste femme Marie André, vefve d'honorable homme Paul Bertrand, Marguerite Brejon, femme du sieur Jean André, Charlotte Vignieau, femme dudit Jean Monbeuille, Abraham André, fils de Benjamin, Anne de Lafaille, Abraham Mesnard, marchand tailleur d'habits, honneste femme Elizabeth Chevillard, veuve de Guillaume Guillon, sieur de La Roche, et Daniel Coicaud, texier, tous demeurant au présent bourg et paroisse de Cozes, fors lesdits Ester Paillet et Clerteau qui demeurent en Grézac, lesquels de leurs bonnes volontés ont constitué leur procureur général et spécial maistre (*nom en blanc*), procureur au siège présidial de Saintes, auquel ils ont donné plein pouvoir et puissance de comparoir pour eux et leurs personnes représenter devant tous sieurs juges, commissaires et autres personnes publiques ou particullières qu'il appartiendra et par spécial de comparoir pour eux aux assignations personnelles qui leur ont esté données à la requeste de M. le procureur du Roy pardevant M. le lieutenant criminel dudit siège présidial, aujourd'hui, en conséquence d'un décret randu sur un prétendu procès verbal qu'il est dict avoir esté faict par le juge de Cozes le vingt deuxième juillet dernier à cause de l'enterrement de Suzanne Paillet, quand vivoit femme Benjamin André, auquel on prétend que

(1) Voir le dernier paragraphe de la note concernant le pasteur Masson et la note de la page suivante.

tous les constituans ayant assisté en plus grand nombre de personnes qu'il n'est porté par la déclaration (1) de Sa Majesté, comme on leur a fait entendre. Et en cette affaire, sans approuver la juridiction dudict lieutenant criminel et sans couvrir la nullité et cassation dudict prétendu procès verbal, dire et remontrer pour les constituans scavoir pour ledict Hélié Monbeuille qu'il n'est pas vray qu'il feust audict enterrement, car il estoit le jour d'icelluy au lict, malade à cause de sa vieillesse qui est de plus de soixante-quinze ans : pour le dict Herbert, veritablement il estoit en les simetières, mais que c'estoit auparavant ledict enterrement et y demeura après icelluy seulement pour graver, ainsy qu'il a fait le tumbeau qui a esté mis sur le corps d'Anne Berthelot, femme, quand vivoit de Daniel Paillet le jeune : pour ledict Jean André, qu'il n'estoit aussy point audict enterrement, mais bien à la foire de Tallemond le jour qu'il feu fait, où il demeura à vendre sa marchandise despuis le matin jusques au soir : et pour ledict Chevillard et Yzaac Monbeuille qu'il est veritable qu'ils furent audict enterrement, mais que c'estoit pour aider à porter le corps, ce qu'ils firent avec quelques autres personnes qui n'estoient pas mesme de leur religion, et encore que cella se fit au matin et qu'ils n'avoient point, avant cella ny longtemps après, appris qu'il y eust aucune déclaration concernant les enterrements pour ne leur avoir point esté signifiée ny leue, ne en façon quelconque affichée ne proclamée un présent de lieu de Coses, comme il leur est le tout facile de justifier, s'il en est nécessaire. Et pour ainsy mal à propos ont esté compris audict decret et esté assignés. Et au regard des autres constituans représente qu'ils n'ont aussy point de cognoissance de la déclaration de Sa Majesté touchant l'enterrement des corps de ceux de la religion pretendue reformée pour ce qu'elle n'a, comme dict est, point esté leue publiée ne affichée audict présent au present lieu de Coses, n'ayant mesme despuis

(1) En fait de déclaration il ne paraît pas en exister d'autre que celle du 1^{er} février 1669.

Le paragraphe XXII stipule que les enterrements partiront de la maison à 6 heures du matin et à 6 heures du soir du 1^{er} avril au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 mars à 8 heures du matin ou 4 heures du soir, « marchant incessamment jusqu'au nombre porté par les arrêts. » On ne vise donc aucune déclaration précédente. Les parlements avaient rendu des arrêts de police. Ce règlement est visé par Colbert de Terron (1^{er} mars 1664, *Archiv. nat.* série T T, carton 242, dossier Cozes). Il parle de *règlements et arrests*, mais le même jour Isaac Isle de Loiré, commissaire délégué, parle de « garder les edicts et déclarations de S. M. » (*Ibidem*).

qu'ils ont aprins qu'on avoit informé contreux, peu en scavoir pour cella bien au vray la teneur quy fait qu'ils ne sont en aucun blasma, et d'autant moins, attendu qu'il est certain que ledict enterrement c'est faict au matin, sans en scavoir pourtant dire précisément l'heure, à raison qu'il n'y a point d'orloge audict Cozes et que d'ailleurs ils n'exédoient par le nombre de trente, car, ainsy que dict est ledict Hélié Monbeuille, Herbert, Jean André, non plus que Pierre Mesnard, Judith Lajaille, femme d'Yzaac Chevillard, la vefve Laborie, Elizabeth Monbeuille et plusieurs autres dénommées audict décret n'estoyent pas audict enterrement : et que la servante dudict Benjamin André, aussy nommée, n'est pas de leur religion et que, en outre, partie des dict assignés ne sont que des enfans agés de dix à douze ans, et par ainsy soutenir que tous les dict constituans doivent estre deschargés de donner leurs confessions, et que la dicte information et procédure doit estre cassée aveq despens damages et interests contre celluy qui en a faict dénonciation à mon dict sieur le procureur du Roy et généralement entout ce que dessus faire par ledict procureur constitué pour les constituans ainsy qu'ils feroient ou faire pourroyent comme sy en personne y estoient...

Faict audict bourg de Coses en la maison de moy dict notaire sur les sept heures du matin presens les tesmoins à ce requis Yzaac' Babin, chaudronnier dudict Cozes, et maistre Jean Pelligneau, sergent, demeurant en la paroisse de Grézac, subsignés aveq les constituans, fors lesdict Tartre, Louyze Monbeuille, Charlotte Vignau, Anne Delajaille, Jean Mesnard et Coicaud qui ont desclaré ne scavoir signer de ce deuement enquis.

P. PAILLET, Y. MONBEUILLE, JUDI CHARDAVOYNE, HELIE MONBEUILLE, J. MONBEUILLE, P. PAILLET, ESTER PAILLET, ESTER CLERTEAU, A. ANDRÉ, P. HERBERT, J. BONNIN, LOUISE LANDART, ANDRÉ, J. PELLIGNEAU, M. TOURTELOT, MARIE ANDRÉ, Y. BABIN, ELIZABETH CHEVILLARD, MARGUERITE BREJON, BARGIGNAC, notaire royal.

Un second document est d'un autre ordre. Il s'agit d'une *protestation de plusieurs protestants de Semussac contre la contribution qu'on veut exiger d'eux pour payer la fonte d'une cloche.*

Aujourd'hui dix-huitiesme de febvrier mil six cents soixante-quatorze..... ont comparu en leurs personnes Mathurin Benoist, Pierre Moiron, Isaac Segueineau, Maurice Chardavoyne, tant de son chief que comme fermier de la Traverrier, Pierre Pinardeau, Ber-

trand Soullard, Guillaume Généraud, laboureur, Pierre Roy, pilotte de Navires, Isaac Soullard, Isaac Torry, Jean Segueineau, tous habitans des vilages de Fontenille, Pontalussou, et Bardessil, en la chatelanie de Talmon-sur-Gironde, faisant tous profession de la religion prétendue réformée, tant pour eux que pour les autres habitans desdits vilages qui sont de la mesme religion, lesquels ont déclaré qu'encore que par les Edits et déclarations du Roy il soit dit que tous ceux qui font profession de la ditte Religion prétendue réformée ne pourront estre contrains de contribuer aux réparations et constructions des églises, chapelles et presbitaires, ny à l'achap des ornemens sacerdotaux, luminaires, fontes de cloches, pains bénits, droits de confréries, louages de maisons pour la demeure des prebtres, ny autres choses semblables, ce néantmoins lesdits Benoist, Moiron et autres sus nommés sont nouvellement avertis que le sieur prieur de la paroisse de Semussac et les habitans catoliques de la ditte paroisse ont optenu une commission qu'ils ont fait signifier à Paul Bonnaud, collecteur dudict Talmon, la présente année, pour le quartier des vilages de Fontenille Bardessille et Pontallussou et pour légalement de la somme de cent livres aux fins de la fonte d'une cloche pour mettre à l'église dudict Semussac, et l'ont sommé de faire légalement sur les habitans des dits vilages, en sorte que ledict Bonnaud veu, en conséquence, égaller la ditte somme non seulement sur ceux de la religion catholique, apostolique et romaine mais encore sur ceux de la ditte religion prétendue réformée, encore que ces derniers n'en doivent, comme dict est, aucune choses. C'est pourquoy lesdicts Benoist, Moyron, Segueineau et autres sus nommés, déclairent par ces présentes audict Bonnaud, auquel ils entendent faire signifier ces présentes, aveq l'extrait des dict edits et déclarations de Sa Majesté, qu'ils s'oposent formellement à ce qu'icelluy Bonnaud ny aucun autre cotizent ni comprennent les exposaus faizant profession de la religion prétendue réformée dans les rolles concernant le payement de la ditte cloche ny autres choses semblables qui peuvent servir à la ditte église de Semussac, pour qu'ils ne sont point tenus ny obligés à cella et d'autant moins pour ce qu'ils sont habitans du dict Tallemou, lieu abonné aveq les isles de Marenne, au lieu que la ditte église dudict Semussac est située en la baronnie de Didonne, lieu tailable, protestant que sy, au préjudice de leur oposition, le dict Bonnaud et autres les cotize et comprennent pour cella audict rolle, de n'estre tenus d'en faire payement et opozent aussy à ces fins à

toutes les contraintes que l'on voudrait pour cet effet faire contreux et de se pourvoir envers qu'y apartiendra et tout ainsy qu'ils advizeront bon estre pour la nullité et cassation de ce qui ce fera contreux.....

Fait au bourg de Coses en l'estude du dict notaire les jour et an susdits, environ midy, présens témoins, à ce requis, Jean Décard et Abraham Bargignac, clerq, demeurant audit Coses, et Jérémie Bouclier, sergent audit Coses et y demeurant. Et ont tous les dits opozants déclairé ne scavoir signer, de ce enquis, for lesdits Roy, Soullard, Torry et Pinardeau qui ont signé.

SOULLARD, P. PINARDEAU, ROY, TORRIT, DÉCARD, A. BARGIGNAC, J. BOUCLIER, BARGIGNAC, notaire royal.

Avec l'année 1680, nous pénétrons dans la période des contraintes et des méchantes manœuvres contre les protestants pour les amener à se convertir. Les brutalités du gouverneur de Brouage sont connues (1). Je n'ai pourtant pas cru devoir supprimer les deux protestations que D. Bargignac a reçues. Elles valent par leurs détails. Pourquoi ces gens de Saint-Jean d'Angle, de Saint-Pierre d'Oleron, de Beaugeay, sont-ils venus jusqu'à Cozes faire rédiger leurs plaintes ? Ne serait-ce pas parce qu'ils savaient que près de ce bourg, ils trouveraient un coréligionnaire accueillant, un confident sûr et un appui, au logis des La Rochefoucault ? Sorlut est un foyer de résistance contre les injonctions des agents civils et les sollicitations réitérées du clergé. Le propriétaire paiera ses désobéissances et ses connivences par la prison et l'exil. Nous en reparlerons.

La troisième protestation ne le cède en rien aux deux précédentes en déplorable excès de zèle inintelligent quoique n'émanant pas de Carnavalet.

Protestation de Etienne Lhervaud et Jean Greslaud contre leur promesse d'adhérer à la religion catholique.

Aujourd'hui vingt-huitiesme d'aoust mil six cens quatre vingt, apres midy, pardevant moy notaire soussigné et en présence des témoins soubscrips, ont esté [présens] en leurs personnes Estienne Lhervaud et Jean Greslaud, saulniers, demeurans au bourg de

(1) Elie Benoist (*Hist. de l'Edit de Nantes*, t. III, p. 493) a très exactement résumé les billets de ce Carnavalet.

Saint Jean d'Angle, lesquels ont dict et exposé, scavoir ledict Lhervaud qu'ayan receu un billet du seigneur de Carnavallet, gouverneur de Brouage, le vingt-neuf juin dernier quy luy ordonnait d'aller à son hostel.

Il y fut tout aussytost où estan on luy dict qu'il falloir qu'il changeast de religion et qu'au lieu qu'il professoit celle pretendue reformée qu'il embrassast la catolique apostolique et romaine. Surquoy on luy fist diverses sollicitations aux fins de l'obliger à ce changement, mais pour ce qu'on ne put rien gagner sur luy et qu'il respondit tousjours qu'il estoit dans la religion où il croyoit faire son sallut, on le mit en une prison audict Brouage où il fut cinq jours, et ensuite on l'en tira, et deux soldats de la garnison de Brouage le menèrent, les fers aux mains, jusques au bourg de Moize où on luy hosta les dicts fers et on le mena, après cela, dans les prisons de la ville de Rochefort où on le mit dans des basses fosses, les fers aux pieds, où il fut dix jours sans souffrir qu'il luy fust rien donné pour manger ny pour boire les deux premiers, et ensuite vescu à ses despans comme il avoit faict audict Brouage, et durant tout le temps de cet emprisonnement audict Rochefort plusieurs prebstres et religieux de diverses sortes le furent voir, ensemble d'autres personnes catholiques, lesquels par le moyen de leurs instantes sollicitations ou des menaces qu'elles luy faisoient disant que s'il n'abandonnoit la dicte religion pretendue reformée qu'il professoit il seroit pendu ou mis aux galères, ou que du moins il ne sortiroit jamais de la ditte prison, obligèrent ledict Lhervaud, pour tascher de se mettre en liberté et de sortir des dittes basses fosses où il ne voyoit rien, de leur faire quelque promesse d'aller à la messe.

Et ledit Greslaud dict qu'estant à travailler pour le sieur curé de Saint-Jean d'Angle, environ huict jours après que ledict Lhervaud eut esté retenu prisonnier, sur ce que ledict sieur curé luy promettoit qu'il ne luy seroit faict aucun mal ny outrage quoy qu'il luy eust esté envoyé un ordre pour aller audict Brouage en l'hostel dudict seigneur gouverneur, il n'y fut point sur son billet, lequel il a éguéré, en sorte que le lundy ensuite ledict sieur curé l'envoya chercher et luy menda d'aller à sa maison, ce qu'il fit et y estant ledict curé luy dict que pour ce qu'il estoit de ses amis qu'il l'advertissoit qu'il devoit venir ce jour-là des gardes dudict seigneur gouverneur pour le prandre prisonnier et que c'estoit pour l'obliger de laisser la religion prétendue dans laquelle il estoit pour embrasser la catolique dans laquelle il avoit esté baptizé

et luy jura et protesta plusieurs fois que s'il ne le faisoit à l'instant il seroit pendu ou mis aux gallères, ce quy fit une telle appréhension audict Greslaud que cela fit qu'il luy promit d'aller à la messe. Mais déclairent lesdict Lhervaud et Greslaud maintenant qu'ils sont en liberté qu'ils ont faict ses promesses par force et sur les sollicitations à eux faictes et pour seulement éviter l'exécution des menaces qui leur estoient faictes qu'ils apprehendoient, et, en un mot, que c'est contre leur intention et contre leur conscience pour ce qu'ils ne croyoient pas faire leur sallut dans d'autre religion que dans celle prétendue réformée où ils dezirent vivre et mourir et dans laquelle ledict Lhervaud a mesme esté baptisé. Et ainsy protestent que quelque déclaration que l'on leur ayt faict faire cella ne leur pourra en aucune manière nuire ny préjudicier comme estant contre leur volonté et au préjudice de leur conscience. De quoy lesdict Lhervaud et Greslaud ont requis acte... Faict au bourg de Cozes en la maison dudict notaire les jour et an que dessus, presens tesmoins à ce requis Jean Demarchezalliers, sergent royal, Abraham Chaussat, maistre mareschal, Jean Mouillié, greffier de la Seigneurie de Sorlut, demeurant audict Cozes, sousignés et pour lesdicts Lhervaud et Greslaud ont déclaré ne scavoir signer de ce deueiment enquis.

A. CHAUSSAT, J. MOUILLIÉ, J. DEMARCHEZALLIER.

Le notaire n'a pas signé.

(Minutes de Bargignac).

1680 21 septembre. — Protestation par Marie Ledesne, femme Hericé contre l'acte d'abjuration qu'on prétend qu'elle aurait signé.

Aujourd'huy vingt uniesme de septembre mil six cent quatre vingt, pardevant moy notaire royal... a comparu en sa personne Marie Ledesne, femme de Pierre Hericé, marchand, iceluy à ce présent, demeurant au bourg de Saint-Pierre en Olleron, laquelle a dict et exposé qu'encore qu'elle ayt tousjours faict profession de la religion prétendue réformée, néantmoins, sous prétexte qu'elle espouza en l'année mil six cent soixante trois ledict Hericé qui lors estoit de la religion catholique apostolique et romaine, sans qu'elle ayt jamais mesme faict aucune abjuration, néantmoins le sieur vicaire dudict Saint-Pierre, en haine de ce que le dict Hericé a depuis laissé la dicte religion catholique et embrassé celle prétendue réformée, il auroit de là pris occasion. le troisième d'aoust dernier, de s'accompagner d'un sergent et de trois soldats de la

garnison qui est en la citadelle dudict Olleron, et de se saizir de la dicte Ledesne et de la conduire dans son vicariat et delà dans une prison ou plutost dans un cachot de la citadelle, au dessus duquel y a un corps de garde, où elle fut cinq semaines entières sans estre veue de personne ny secourue de quy que ce soit, non pas mesme d'allimans, si non par une pauvre femme quy luy en donnoit quelques fois un peu, mais seullemant du pain et de l'eau, sans souffrir que son mary, ny aucun de ses parans et amis, luy fournissent d'autres vivres, ny qu'ils la vissent, ayant seullemant esté veue par M. le lieutenant du Roy au dict Olleron, par des Recollés et par ledict sieur vicaire. tous pour la solliciter de changer de religion, tellement qu'après avoir demeuré en ce pitoyable estat tout le susdit temps, et après avoir receu les dernières menaces diffames et insolences par les soldats quy estoyent tousjours en garde au-dessus d'elle qui ne luy donnoyent d'ailleurs aucun repos, elle fut tirée malade dudict cachot et menée par les mesmes soldats à Brouage et mise ès mains du nommé Paneson, l'un des gardes de Mgr l'intendant de Rochefort, qui la mit dans une prizon audict Brouage où sa maladie ayant augmenté et voyant qu'elle estoit en danger de sa vie on la fit, quelques jours après, sortir de ladicte prison et l'on la mena en la maison du sieur curé dudict Brouage, lequel, avec le dit Paneson et autres personnes qu'elle ne cognoist point, la solliciterent à outrance de changer de religion, luy disant que sy elle ne le faisoit on la feroit pendre, sans pourtant qu'elle aye fait ce changement, ayant seullemant demandé la liberté de sa consiance et de sa personne pour pouvoir se retirer en sa maison où elle auroit laissé sept enfans, mesmes l'un d'iceux à la mamelle. Cependant elle a ouy dire que l'on ce jacte de luy avoir fait faire abjuration, ce quy n'est pas, aussy seroit ce contre sa conscience, et de fait ne se treuvera il pas qu'elle ayt escrit ny signé aucun acte de la prétendue abjuration, quoy qu'elle sache escrire et signer. C'est pourquoy, et que son intention n'a jamais esté autre que de vivre et mourir dans la dicte religion prétendue réformée où elle a esté baptisée et qu'elle a tousjours fait ouverte profession, elle déclare par ces présentes qu'elle desavouhe tous actes quy ce treuveroient estre contraires à cella s'il y en a tels qu'ils puissent estre, comme estant contraire à sa volonté et contre sa conscience, estimant et croyant ne pouvoir faire son sallut que dans la religion prétendue reformée qu'elle professe, et partant proteste que tout ce qu'on treuvera contraire à sa susdict déclaration ne luy pourra

en aucune manière nuire ny préjudicier, et généralement de tout ce qu'elle peut sur ce sujet dire et protester. Dont du tout elle a requis acte à moy dict notaire que luy ay octroyé pour luy valloir et servir ce que de raison. Faict au bourg de Coses, maison de la vefve Samuel Monbeuille jour et an susdicts, avant midy, présens tesmoins à ce requis Jacob Roussillon, maistre cellier et Jacob Lagrange, maistre arquebuzier, demeurant audict Coses soubsignés aveq ladicte Ledesne et son dict mary.

MARIE LEDESNE, HERICÉ, JACOB ROUSSILLON, J. LAGRANGE, BARGIGNAC, notaire royal.

Au 2 novembre 1680, se trouve une protestation semblable. Mathurine Dubois, veuve d'Elie Valet, âgée de 70 ans, demeurant près de Beaugeay raconte qu'ayant reçu une convocation du gouverneur de Brouage elle s'y rendit, et « le seigneur Carnavallet luy demanda soudain sy elle ne vouloit pas changer de religion... » Elle refusa. « Il luy fit plusieurs menaces de la faire mourir en prison où il la fit incontinent mettre par le nommé Paneson qui est un garde, en laquelle prison ladicte Dubois demeura huit jours entiers sans luy avoir fait fournir aucun vivre, et comme le seigneur Carnavallet vit que cella n'obligeroit point ladicte Dubois à faire ledit changement... » il la fit mener « par des violances inouyes dans une basse fosse et cachot au-dessus de laquelle y avoit un corps de garde où les soldats qui y estoient luy firent des insolences sans exemple ». Le même jour il la fit sortir, amener chez lui et l'obligea d'aller au couvent des Recollets « ou on prétend luy avoir faict faire abjuration ». Elle proteste.

Cet acte est passé à Sorlut, en présence de Louis Casimir de La Rochefoucaud, écuyer, sieur de Fonrouhet, demeurant au logis de La Grève, paroisse du Puy-du-lac, Samuel Bernardeau, sieur de Ronsay et Jérémie Pillet, qui signent.

A cet acte est attaché un billet sans signature ainsi conçu : Je prie M. Bargiguac de vouloir faire un acte de protestation pour Marie Dubois qu'on auroit par ci-devant fait mettre en prison en Brouage et fait abjurer la religion reformée par beaucoup de menaces. C'est une femme âgée de 70 ans ou environ vefve d'Elie Valet, elle a fait profession de la ditte religion il y a plus de trente ans, elle ne scait point signer.

Nulle trace dans les minutes du séjour des dragons de Bouf-

liers (1), à Cozes pas même pour l'ustancile que les habitants durent payer. Il est probable que ceux-ci mirent le même empressement à fournir les vivres nécessaires qu'à « obéir aux ordres du roi ». Le séjour d'une troupe armée était alors un fléau que l'on écartait le plus vite possible. La contrainte par garnison aurait persisté après la Révocation.

1685 11 novembre. Assemblée capitulaire à Arces.

François Grenon partant à..... habitans de la ditte parroisse, leur a dict et exposé qu'il a toujours suporté d'excessives taxes au rôlles des tailles de la ditte parroisse jusque à estre extrêmement incommodé, ayant engagé tout ce qu'il avoit de biens pour y subsister et ne pas fuir et abandonner icelle parroisse jusque à présent. Néanmoins il luy est arrivé cette année encore, de plus grandes pertes et dhommages par le moyen des gens de guerre qui luy sont venus, particulièrement en la ditte mestairie (de La Grosse Pierre), desquels il s'est vu chargé jusque au nombre de plus de cinquante cavalliers, lesquels luy ont fait manger et dissiper presque tout le foin de la ditte mestairie et avoir emporté et consommé la plus grande partie de ses grains et semences qu'il prétendoit ensemancer, quoy qu'il eust satisfait auparavant à la volonté du roy et changé de religion, tellement qu'il se voit présentement hors d'estat de pouvoir ensemancer que le quart de la ditte mestairie, quelque effort qu'il puisse faire de sorte que sy les collecteurs nommés pour l'esgallement des tailles ne le descharge cette année des trois quarts de la taille qu'il portoit l'année dernière, il seroit tout à fait réduit à une entière mandicitté et toute sa famille, estant notoire ausdits habitans qu'il ne luy appartient le quart dans les bœufs et charruages avec lesquels il faict les cultures. C'est pourquoy il somme présentement les habitans de donner consamment...

Les dits habitans s'estant tous absentés sen vouloir rien dire, de laquelle sommation, le dit Grenon a requis acte.

GAUTRET, notaire à Talmont.

Ce refus des assistants d'acquiescer à la réclamation exprimé par « défilement » est fréquent dans les assemblées de cette nature. Généralement, c'est une présomption que le réclamant n'est pas sympathique, ou exagère. Je reparlerai de ces assemblées.

(1) Plusieurs compagnies furent logées à Grézac, à 3 kilomètres de Cozes (minutes du 8 décembre 1685).

A défaut d'aperçus sur les excès et méfaits des soldats, je montrerai par un exemple très typique l'utilité des minutes pour identifier certains petits personnages, d'ailleurs obscurs, mis en relief en une occasion déterminée.

On se souvient peut-être que lors de l'entrée des régiments du marquis de Boufflers à Cozes, au devant desquels les protestants accoururent en masse en proclamant leur abjuration (1), un très habile chirurgien, nommé Micou (2), se distingua en refusant obstinément toute conversion. Ce fut un événement. Rien ne put le faire céder. On attendait quelque rigueur contre cet entêtement. Boufflers arrive, on lui rapporte le cas, il court chez Micou, cause avec cet endurci et ne sort qu'avec l'abjuration consentie en main. Je n'avais pu identifier le personnage. M. le pasteur N. Weiss, consulté, connaissait bien un Micou à l'étranger, mais comment le rattacher au chirurgien de Cozes ? Je l'ai rencontré dans les minutes de D. Bargignac. Il se nommait Paul, comme son père (3), chirurgien comme lui, et comme le sera aussi son fils Paul. Paul Micou II est syndic de Cozes en 1677, ancien en 1683. Le père et le fils doivent être inscrits sur la liste des conversions chancelantes. Si, en 1702, on relève le nom d'un Jean Micou, chirurgien (un petit-fils), sur les registres catholiques de Cozes, et, en 1705, le mariage d'une Marie Micou, sœur de ce dernier, avec Paul Gaschet, m^e apoticaire de Saujon, (sans qu'on sache si ce mariage n'est pas contracté à l'église catholique uniquement pour empêcher que les enfants à naître ne soient réputés enfants naturels), en 1718, le curé Nonla-

(1) Pierre Fontaine assure que les pasteurs (il ne spécifie pas Cozes toutefois) se précipitaient les uns contre les autres à qui entrerait le premier dans l'église catholique pour abjurer. (*Mémoires*, p. 146). Fontaine, fougueux opposant, doit exagérer l'empressement.

M. S. Griselle a publié dans le *Bulletin. Soc. de l'Hist. du Protestantisme fr.* 1907, une *chronique des événements...* 1682-1686, p. 466, 3 octobre 1685. Le marquis de Boufflers est arrivé en Saintonge.

P. 468. Dans la Saintonge, il n'y a presque plus de protestants. L'évêque y a réussi et s'est transporté dans toutes les villes de son diocèse où il a tout fait changer.

« Dans moins de six ou sept jours tous les huguenots de Coze, des environs et tous ceux qui estoient le long des costes de la mer, depuis Bourdeaux jusque à Royan et Saint-Palais se convertirent ». *Revue Saintonge et d'Aunis*, t. XXXVI, p. 303.

(2) Voir *Revue de la Saintonge et Aunis*, t. XXXVI, p. 303.

(3) M. Patry a publié dans le *Bull. Soc. Histoire du Protestantisme fr.* 1901, p. 305 et s. Une *chronique de l'établissement de la Réforme à Saint-Seurin d'Uzet*, on y trouve les noms de familles protestantes dont les descendants vivent à Cozes : Vedeau, Micou, Collardeau.

bade refuse à une Marie Micou (la même ?) et à Jacob Rivalland, procureur d'office, d'être parrain et marraine « à cause qu'ils estoient nouveaux convertis », évidemment très douteux.

(à suivre).

Ch. DANGIBEAUD.

MONSEIGNEUR CURIEN

Mgr Eugène Curien est né en 1868 dans la petite ville de Senones, chef-lieu de l'ancienne principauté de Salm, célèbre par son ancienne abbaye bénédictine et par Dom Calmet, l'érudit historien de la Lorraine.

La mort prématurée de son père et de sa mère le laissa tout jeune orphelin et ce fut sa sœur qui prit soin de son éducation. Un vicaire de Senones, M. Simon, actuellement chapelain de la cathédrale de Saint-Dié et que le nouvel évêque vient de faire chanoine honoraire de La Rochelle, discerna sa vocation et le dirigea vers les différents séminaires du diocèse où ses succès justifèrent le jugement de son protecteur.

Ordonné prêtre en 1892, il fut nommé vicaire à Epinal. Là, il devint le collaborateur actif du vénéré curé, M. Brenier, et, neuf ans après, à la mort de ce dernier, en 1901, Mgr Foucaud confiait au jeune vicaire de 33 ans la principale paroisse de son diocèse. Il y resta vingt-deux ans, jusqu'au jour où, dans le consistoire du 20 décembre 1923, il fut préconisé par S. S. Pie XI, évêque de La Rochelle et Saintes.

Il fut sacré dans l'église Saint-Maurice d'Epinal, le 5 février 1924, par son évêque, Mgr Foucaud, assisté de Mgr Tessier, évêque de Châlons et de Mgr Pelt, évêque de Metz. Assistèrent aussi à la cérémonie Mgr Louvard, évêque de Langres ; Mgr de la Celle, évêque de Nancy ; Mgr Mannier, évêque de Belley ; Mgr Humbrecht, archevêque de Besançon. Son intronisation dans son église cathédrale de la Rochelle eut lieu le 19 du même mois, en présence du chapitre, de deux cents prêtres et d'une foule considérable venue de tous les points du diocèse.

Un mot résume donc toute la carrière de Mgr Curien : il fut curé !

Mais cette vie de curé si uniforme en apparence fut pour lui des plus agitées. Dès le premier jour, il comprit que l'action d'un pasteur, si grand que soit son zèle, ne peut utilement s'exercer sur

une population de 30.000 habitants. Alors, non seulement il sectionna sa paroisse, mais il en détacha trois nouvelles ; et une chapelle de secours constitue actuellement le noyau d'une quatrième. Quelle activité ne dut-il pas déployer pour arriver à ce résultat !

« Une fois le centre paroissial ramené à des proportions où ses efforts purent moins se disperser, Mgr Curien se livra tout entier au ministère pastoral. Jeune vicaire, le quartier le plus déshérité d'Epinal, celui d'Ambrail, lui était dévolu. Curé, il le conserva, et chacun peut deviner le mérite qu'une âme apostolique peut recevoir de son contact avec la population la moins favorisée au point de vue intellectuel et moral.

« La nature même de cette population besoigneuse, en contraste avec des représentants de l'aristocratie industrielle et commerciale, comme aussi sa situation prépondérante dans le diocèse, contraignirent Mgr Curien à suivre de près la question sociale. Son discernement, son sens de la réalité, firent qu'il sut toujours trouver la voie droite. La ténacité peu commune de son caractère fit le reste ; et il n'est plus utile de rappeler le courage avec lequel, dans une certaine circonstance, il prit ses responsabilités, d'autant plus nettement que la situation pouvait être plus trouble et plus délicate (1) ».

Dès lors, pourquoi s'étonner du nombre et de la prospérité des œuvres de toutes sortes dont la paroisse Saint-Maurice vit la magnifique floraison ? Le curé animait tout, grâce aux ressources inépuisables de son zèle et de sa longue expérience.

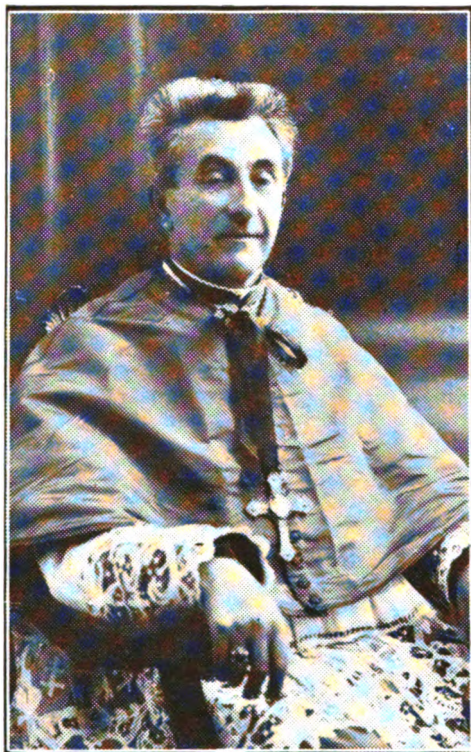
Faut-il ajouter que par sens social, il comprit la richesse de la tradition ? « Le culte de saint Goéry, roi d'Aquitaine, devenu évêque de Metz et fondateur d'Epinal était bien atténué. Mgr Curien, en des fêtes splendides le rétablit (2) ».

D'après une tradition sérieuse, la belle et antique église Saint-Maurice aurait été consacrée par le Pape saint Léon IX, ancien évêque de Toul et Prévôt de Saint-Dié. Mgr Curien fit revivre ce souvenir et obtint de Rome le privilège d'en fêter la dédicace au jour déterminé par la tradition, le 5 février ; et c'est pourquoi il choisit ce même jour pour recevoir, dans la même Eglise, la consécration épiscopale.

Nous ne dirons qu'un mot de son talent oratoire. Sa fécondité

(1) *L'Hirondelle de Recouvrance.*

(2) *Ibidem.*



MONSEIGNEUR CURIEN
évêque de La Rochelle et Saintes

(Cliché communiqué par la *Gazette d'Aunis*)

comme prédicateur lui fait honneur. Les mots sur ses lèvres martèlent la réalité. Ses instructions concises, pleines de doctrine, captivent l'attention, visant davantage à frapper l'intelligence qu'à émouvoir les cœurs. Elles sont souvent, dit un de ses chroniqueurs, « des documents de haute valeur ».

Tel apparaît notre nouvel évêque. Il donnera un nouvel éclat à la longue série des Pontifes qui ont jusqu'ici illustré l'église de la Rochelle et de Saintes.

C. F.

Les armes de Mgr Curien sont :

Au chef d'azur, cantonné à senestre du monogramme d'or de la sainte Vierge et de l'étoile de même sur mer au naturel ; parti à dextre de gueules à la tour d'argent jointée de sable et accostée de deux fleurs de lys d'or, qui est d'Epinal ; à senestre de gueules, chargé de deux saumons adossés et semés de quatre croix recroisetées de même qui est de Senones (Salm-Salm) ; en cœur les armoiries de Mgr Foucault, brochant sur le tout.

Devise : *Tanquam si nutrix foveat filios suos.*

Armories de Mgr Foucault :

De gueules au cheval d'argent dressé, tourné à dextre accosté à senestre en chef du mot VAH d'or, au chef d'azur chargé d'une étoile d'argent accostée de deux roses d'or tigées et feuillées de sinople.

I

QUESTION

L'inconnu de Nuaillé. — Une note manuscrite se trouve à l'intérieur de la couverture d'un exemplaire des *Lettres sur la Saintonge*, de Lesson, que possède la Bibliothèque de Saint-Jean-d'Angély.

Cette note dit exactement :

« Il faut ajouter, dans l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, entre cette dernière ville et Matha, le petit village de Nuaillé-sur-Boutonne qui possède une petite église qui est un véritable bijou d'architecture. Elle a été construite dans le style roman byzantin, ce qui fait penser qu'elle date du ^xe siècle.

« Le clocher s'est éboulé au xvi^e siècle et a été remplacé par un
« clocher style renaissance placé au-dessus du portail.

« A droite du portail est un tombeau de pierre, vide et sans
« inscription, et sur lequel on a bâti.

« Ce sépulcre donne dans l'intérieur de l'église. Je supposais que
« c'était la tombe d'un seigneur ou d'un abbé, car il n'est pas
« question de saint dans les environs (ç'aurait pu être le tombeau
« d'un saint).

« Suivant une tradition assez répandue, ce serait le tombeau
« d'un ouvrier tombé du premier clocher lors de sa construction.

« Il n'y a cependant rien de bien certain ».

Cette note écrite au crayon n'est pas signée. Il est évident que
l'auteur s'est trompé en écrivant que Nuailé est entre Saint-
Jean-d'Angély et Matha. Cette localité se trouve à peu près, à vol
d'oiseau, entre Saint-Jean-d'Angély et Aulnay. C'est aussi par er-
reur que cet écrivain, dont le nom nous est inconnu actuellement,
a attribué l'église de Nuailé au x^e siècle.

Ce monument possède un portail roman très intéressant, aussi
richement orné que ceux de l'église d'Aulnay.

Que vaut la tradition recueillie autour de ces vieilles pierres ?
Que renferme-t-elle d'exact ?

Il est difficile d'admettre qu'un obscur ouvrier ait eu son tom-
beau placé auprès de la porte principale de l'église comme s'il
avait été un saint, un abbé, un seigneur.

Mais comme il y a quelque chose de vrai au début de chaque
tradition, en dépit des déformations dont le récit est ensuite l'ob-
jet, ne pourrait-on pas supposer que l'ouvrier mort par accident,
suivant la légende, était, non pas un manœuvre vulgaire, mais
un artiste, un maître d'œuvres, qui avait déjà élevé, ou embelli,
quelques-unes de nos magnifiques églises romanes du xii^e siècle ?
Après sa mort accidentelle, on aurait décidé de placer son tom-
beau dans la muraille de sa dernière œuvre, pour qu'il soit là
comme un patron vénéré, parce que s'il n'était pas un saint, il
pouvait quand même être célèbre par son talent, par ses vertus,
par sa vie exemplaire ?

Ce que nous savons de la condition des artistes, au Moyen-Age,
peut permettre de hasarder cette hypothèse. Mais ce n'est qu'une
hypothèse basée sur une tradition sans date et sans précision.

Quoi qu'il en soit, il serait curieux de savoir quel était l'homme

qui a été mis, pour dormir son dernier sommeil, auprès des admirables sculptures du portail de Nuaillé.

Germain GABORIT.

LIVRES ET REVUES

Revue des Deux-Mondes, du 15 novembre 1923.

Deux routes de Saint-Jacques traversaient, l'une la Saintonge et l'autre l'Angoumois. La première est celle qu'indique le *Guide* du ^{xii}^e siècle. Le pèlerin qui revenait de Compostelle, ... suivait la voie antique de Blaye à Saintes, de Saintes à Niort et à Poitiers. Les grands monuments de la route ont malheureusement disparu. L'église Saint-Romain de Blaye où Roland était enseveli auprès de la belle Aude, n'existe plus : elle a été impitoyablement rasée par Vauban. La façade de l'église Saint-Eutrope de Saintes, qui fut probablement un des prototypes des façades saintongeaises, a été démolie par les protestants (sic) (1), l'abbaye de Saint-Jean d'Angély aussi. Nous ne saurons donc jamais quels souvenirs l'Espagne arabe avait laissés sur ces grands monuments. A défauts de ces églises-types, qui ont du être des modèles, il en subsiste quelques-unes sur la route des pèlerins ou dans son voisinage, qui sont comme les traces laissées par ces générations de voyageurs. A Saint-André-de-Cubzac, on aperçoit au clocher un arc arabe en fer à cheval. Près de Pons, où les pèlerins avaient un hôpital, s'élèvent les églises d'Echebrune et de Pérignac qui s'ouvrent par des portails polylobés. Entre Pons et Saintes, mais un peu à l'écart de la grande route, on rencontre l'église de Rioux, dont l'abside est un pur chef-d'œuvre. Plusieurs fenêtres sont entourées d'arcs polylobés aveugles, mais ces arcs, au lieu d'être simples, sont doubles et dessinent deux festons superposés. Des arcs tout semblables se rencontrent dans l'art musulman : la magnifique porte Bab-Agnaou, à Marrakech, grandiose comme tous les monuments des Almohades, a cette double ligne de dentelles... Les arcs polylobés se rencontrent encore dans le voisinage de Saintes, à Trizais...

(1) On croit savoir à Saintes que la façade a été démolie avec la nef en 1804, et que les protestants n'y sont pour rien.

Sur l'autre route, sur celle d'Angoumois, M. Male retrouve des arcs polylobés.

Ferdinand de Lasteyrie avait déjà, en 1865, reconnu la parenté de ces arcades polylobés avec l'art mauresque.

« Ne serait-ce pas une lointaine dérivation de l'art mauresque ? Je serais tenté de le penser d'après l'analogie de forme que présentent divers monuments encore existant en Espagne ».

Le Bulletin religieux des 28 avril au 14 juillet 1923 contient, en supplément, *Calendrier et Propre du diocèse de La Rochelle et Saintes* (projet de réforme partielle).

Des 15-29 septembre. Biographie de l'abbé Richard, chercheur de sources.

Des 10-24 novembre. Supplément, *Saint Anthème, évêque de Saintes, missionnaire et martyr en Saintonge*, par N (M. l'archiprêtre Fouché).

Des 29 mars-12 avril 1924. *Saint Agobard*.

Société des Antiquaires de l'ouest, Bulletin 1923, p. 361.

Un étudiant poète à la Faculté de Poitiers en 1613 : Jacques Favereau, par M. Martin.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XXXIX (1923) p. 23. Résumé de la conférence de M. R. Bouriau sur la *Renaissance en Saintonge*. Puisqu'il s'agit d'un résumé il convient d'être réservé dans nos observations. Quand même, on ne peut qu'être surpris de lire que le château d'Usson aurait été bâti pour Diane de Poitiers.

La Revue d'Auvergne (septembre 1923) a inséré un article du même sur Romme.

Le Correspondant, 10 août 1923. M. Jean Monval, légataire littéraire de François Coppée, possède les lettres qu'André Lemoyne écrivit à son ami, publie des extraits de lettres écrites soit par Coppée soit par Lemoyne. C'est une petite biographie du poète Angérien où sont exposées les relations étroites qui s'établirent entre ces deux hommes dès 1866.

On sait que le père d'André Lemoyne, banquier, fut ruiné par les événements de 1848. Son fils André s'était déjà fait recevoir avocat, il abandonna toute la fortune qui lui revenait de sa mère et renonça au barreau. Admis comme apprenti typographe chez Didot, il passa 27 ans dans cette imprimerie, soit comme correcteur, soit comme commis aux écritures, soit comme rédacteur de

catalogues et prospectus, chargé de la publicité. Entre temps, il publia, sans réclame, deux petites plaquettes : *Les Charmeuses*, *les Roses d'Antan*. La poésie était sa distraction et sa consolation.

Les vrais connaisseurs ne s'y étaient pas trompés ; Sainte-Beuve lui avait fait, dès 1861, les honneurs d'une préface, il avait reçu des visites d'académiciens, celles de MM. de Sacy, Nisard, Legouvé, de Laprade ; Théophile Gautier avait dit tout de suite : « Voilà un poète ! » Et l'Académie Française allait lui décerner ses couronnes.

Lemoyne alla vers le groupe des Parnassiens qui le reçurent à bras ouverts. François Coppée évoque ces temps lointains : « Oh ! l'excellent homme !... Oui, le voilà, toujours vêtu du même haut-chapeau de soie, paletot flottant, pantalon très large ! Le voilà, petit, maigre et sec, le profil net et fin, l'œil vif, le teint sanguin, la paix de l'honnête homme dans le cœur ! Il avait vingt ans de plus que la plupart d'entre nous. Mais il n'était ni le moins jeune d'humeur et de sentiments, ni le moins gai, ni — tranchons le mot — le moins gamin ».

C'est dans ces réunions que Lemoyne amusait l'assistance par son talent de ventriloque, reproduisant le bourdonnement d'une grosse mouche, puis son imitation du bruit du rabot dans le sapin, dans le chêne, dans le palétuvier... puis quand on raccommode un confessionnal dans une cathédrale. C'était son grand succès.

« En chantant son cher pays de Saintonge, il s'est classé au premier rang de nos poètes de terroir ; son œuvre légère, sans prétention, enseignait le culte du foyer, l'amour du sol natal, l'attachement aux traditions. » Propriété du terme, goût, mesure, il avait toutes les qualités classiques et c'est par là qu'il était cher à François Coppée.

Tous les ans, Lemoyne prenait deux ou trois semaines de congé et venait vers les tours de Saint-Jean ou les verdures de Saint-Jullien. Coppée le comparait à un botaniste avec sa boîte verte, à un chasseur de papillons avec son filet : « Chaque année, disait-il, il rapporte ses courts et délicats poèmes d'une inspiration si sincère, d'une vérité si intense ».

« En 1877, Lemoyne eut une chance inespérée. Son ami, le poète Georges Lafenestre, chef de bureau des Beaux-Arts, l'avait présenté au directeur, le marquis de Chenevières, et les fonctions d'archiviste de l'Ecole des Arts décoratifs lui furent attribuées. Fonctions peu absorbantes ! Ce fut, pour Lemoyne, un renouveau de verve et de production, la publication de *Légendes des Bois*,

Chansons des Nids et des Beroeaux... etc. Il connut alors les vraies vacances. Une fois il sortit de France, grâce à la générosité de Sully-Prudhomme qui venait d'être récompensé par l'Académie d'un prix dont il disposa en faveur de son ami. Coppée agit de même quand la Société des Gens de Lettres lui eut décerné l'un de ses plus beaux prix. Il demanda que l'honneur et l'argent fussent reportés sur le poète André Lemoyne « qu'il aimait et estimait tout ensemble ». Lemoyne éprouvait une répulsion intense contre une sépulture de son corps au Père-Lachaise. « C'est peut-être un enfantillage, disait-il, mais je ne veux pas dormir au Père Lachaise. Parmi les marbres fastueux des riches, dans la trépidation du chemin de fer de Ceinture, avec un tunnel sous les vertèbres, je me croirais mal enterré... Aussi j'ai fait mon testament. Je veux que ma dépouille soit rendue à la terre maternelle ; elle y nourrira les fleurs de mon pays ». Son vœu fut exaucé. Il était venu se reposer à Saint-Jean-d'Angély, chez de bons parents ; il devait s'éteindre au pays en 1907, à l'âge de 85 ans. « Un cœur d'or a cessé de palpiter, une pensée de vrai poète s'est éteinte, disait François Coppée... »

Dans son numéro de janvier 1923, la *Revue Mabillon* publie un article de M. Louis Brehier sur *les origines de l'architecture romane en Auvergne*, vieille question plusieurs fois discutée, en sens divers. M. Brehier pose de suite son opinion. « Malgré les tentatives qu'on a faites dans ces dernières années pour prouver le contraire, on peut dire que l'école d'architecture auvergnate est particulièrement précoce : la plupart de ses traits essentiels apparaissent en pleine période carolingienne, à l'époque de Louis d'Outremer et de Lothaire. Les monuments eux-mêmes nous en ont conservé le témoignage : crypte de la cathédrale de Clermont, reste de la cathédrale consacrée le 2 juin 946, on y voit déjà le plan favori des chevets auvergnats : l'église Notre-Dame du Port fondée au ^{vi}^e siècle, détruite par les Normands, restaurée en 862, le narthex de Notre-Dame de Chamalières. La basilique du monastère de Mozat a conservé deux vestiges d'un édifice antérieur à l'an mille.

« Ces témoignages irrécusables nous montrent que les procédés essentiels de l'école d'architecture auvergnate apparaissent dès le ^x^e siècle et que, d'autre part, si l'on excepte l'abbatiale de Mozat, toutes ces constructions sont l'œuvre des évêques et des chapitres (cathédrale de Clermont, collégiale de Chamalières et de Notre-

Dame du Port). Les monastères étaient, au x^e siècle, en Auvergne, en pleine rénovation. Au contraire, « les chapitres de chanoines forment de puissants établissements ecclésiastiques. Leurs statuts les obligent à la vie en commun dans les bâtiments du cloître, et il en fut ainsi jusqu'à leur sécularisation au xiii^e siècle. Vers l'an mille ils formaient dans les petites villes d'alors de véritables monastères qui avaient à leur tête un abbé élu comme on le voit à Notre-Dame du Port. C'était à eux qu'allaient les donations de terres... Tous ces chapitres construisirent des églises qui existent encore en grande partie et qui sont toutes, celle de Brioude mise à part, des types remarquables d'art roman auvergnat. Elles furent élevées au cours du xi^e et dans la première moitié du xii^e siècle ».

Les plans caractéristiques de l'Ecole auvergnate ont été créés au x^e siècle par des chapitres dont la puissance s'est maintenue dans les deux siècles suivants en face des ordres monastiques. Bien plus, de nouveaux chapitres furent fondés jusqu'au xiii^e siècle et leur activité architecturale se manifesta par la construction de grands édifices. Et l'architecture romane d'Auvergne porte bien l'empreinte de ces origines. Les églises qu'elle a créées sont adaptées aux exigences de chapitres qui, à part celui de Brioude, ne devaient pas être très nombreux. Les chartes de fondation établissent 12 chanoines à Ennezat, 10 à Vertaizon, 8 à Cournon, 12 à Artonne. Et c'est ce qui explique que la plupart des églises d'Auvergne n'aient pas l'ampleur des églises monastiques. La différence est surtout sensible dans le chœur qui comporte en Auvergne une seule travée... Les trois églises les plus vastes de l'Auvergne, sont deux églises monastiques (Souvigny et Mazot) et une église capitulaire d'importance exceptionnelle (Brioude).

« Lorsque les instituts monastiques se développèrent en Auvergne, les moines ne firent qu'adopter les procédés de constructions en usage dans la région. Même après que la puissante abbaye de Cluny eut édifié sur la terre d'Auvergne l'immense église de son prieuré de Souvigny, et cela dès 1064, le style architectural de la Bourgogne ne se répandit pas en Auvergne, et des prieurés clunisiens, comme Mazot, construisirent leurs églises suivant la formule auvergnate.

L'abbaye de la Chaise-Dieu (fondée en 1043), du vivant même de saint Robert (1043-1067), fonde une véritable école d'architectes et forme des sculpteurs. Les moines de la Chaise-Dieu répandent le style auvergnat hors de la province. En 1079, ils envoient dans leur prieuré de Sainte-Gemme (Charente-Inférieure) un maître

d'œuvre Théodard, et deux moines architectes, Robert et Artaud. S'il est vrai qu'ils ont répandu le style auvergnat, il est faux, comme on le répète encore quelquefois, qu'ils l'aient créé. Au moment de la fondation de l'abbaye, ce style avait déjà des traditions vieilles d'un siècle ».

AVIS ET NOUVELLES

ADHÉSIONS : Mgr Eugène Curien, évêque de la Rochelle et Saintes.

M. P. Thomas, notaire, Saint-Pierre-d'Oléron.

M. René Bethmont, château de La Grève, Puy du Lac.

Le Bureau et le Conseil d'administration se sont réunis le 15 mai pour délibérer sur le programme de la fête du cinquantenaire de la Société.

Il a été décidé en principe que la veille du jour fixé on déposerait une couronne sur la tombe de Louis Audiat, fondateur de la Société. Le jour, à dix heures, se tiendra une assemblée générale (élection); déjeuner à midi par souscription; conférence à 15 heures.

Le numéro de *la Revue* paraîtra fin juillet et donnera toutes les précisions.

A l'assemblée générale on pourra faire telle communication que l'on voudra, après avoir prévenu le Bureau.

M. Dangibeaud exprime le vœu qu'à l'occasion de ce cinquantenaire la Société imprime un volume de documents.

M. Berthelot a proposé de reprendre les excursions. Il a été chargé d'aviser aux voies et moyens.

En février 1924, a paru le premier numéro du *Bulletin* de la Société d'Archéologie de Saint-Jean-d'Angély.

Le *Correspondant* du 25 mars 1924 publie un article de Mgr Du Vauroux. *Paix religieuse, paix sociale.*

Le 25 juillet 1923, un monument à l'effigie de Mgr Landriot a été inauguré dans l'église de Couches-les-ruines.

M. Musset a lu au Congrès des Sociétés savantes de 1923, une étude sur *l'Age du bronze en Aunis et en Saintonge*. Le bronze n'apparut que tard dans ces contrées et ne correspond pas avec les sépultures mégalithiques.

La Revue du Bas-Poitou, livraison 3 octobre 1923, annonce que le graveur vendéen Marcel Fleury va se fixer à La Rochelle.

L'excellent *Bulletin de la vie artistique* du 15 octobre 1923 reproduit un tableau de Corot de la collection Maurice Gentien, intitulé *La tour Saint-Sauveur à La Rochelle*, avec une date attribuée 1850-1855 qui paraît erronée. Corot est venu à La Rochelle en 1863.

Ce tableau, de faibles dimensions, a été vendu 33.000 fr. Il y en avait un second, plus petit, même sujet, adjugé 15.500 (demande 5.000).

Le Lycée de Rochefort portera le nom de Pierre Loti (décret de février 1924). La plaque à son nom a été inaugurée le 6 avril.

En mai M. Beineix, avocat à la Cour d'Appel de Paris, a fait une conférence sur la Saintonge à *Radiola*. Elle a été entendue à Strasbourg.

NOTES D'ETAT-CIVIL

Décès

« M. Delavaud, ministre de France en Suède, qu'un décret récent avait autorisé à prendre sa retraite et qui attendait, pour abandonner son poste, l'arrivée de son successeur, est mort hier matin, à Stockolm, emporté par une crise cardiaque consécutive à une forte attaque de grippe ». C'est en ces termes que les journaux du 1^{er} février dernier annonçaient le décès de notre confrère. Crise cardiaque... grippe... C'est exact. M. Delavaud souffrait du cœur, mais si sa retraite lui avait été signifiée avec quelque ménagement, alors qu'il ne l'attendait ni ne la désirait, peut-être vivrait-il encore. Il n'avait que 62 ans. Notre société fait une perte très sensible.

Né à Rochefort, fils d'un officier général du corps de santé

de la marine (1), neveu d'Amable Ricard, l'ancien ministre de l'Intérieur, il fut un brillant élève du collège de Rochefort. Licencié ès lettres, docteur en droit, diplômé de l'Ecole des sciences politiques, il débuta au quai d'Orsay comme attaché à la direction politique en 1885.

Après un court séjour, en qualité de secrétaire d'ambassade, à Constantinople, à Vienne et à Berlin, il occupa, de 1892 à 1905, au ministère des affaires étrangères, notamment l'emploi de directeur du personnel, et devint en 1898 l'intime collaborateur et l'ami de M. Delcassé.

Nommé ministre plénipotentiaire à Christiania il conserva ce poste jusqu'en 1909. Sa santé l'ayant obligé à prendre quelque repos, il fut chargé de différentes missions, entre autres l'inspection des archives des ambassades. Pendant la guerre il dirigea le service du blocus. Enfin en 1918, il fut envoyé en Suède comme ministre plénipotentiaire, poste très en vue alors.

M. Delavaud était un travailleur de tout premier ordre. Lorsque ses occupations professionnelles lui laissaient quelques répit, il les employait à des travaux d'histoire, et bien qu'il fut simple autodidacte, comme disent les chartistes avec le sourire, il avait acquis une véritable autorité qui lui valut d'être élu président de la Société de l'Histoire de France, et le contrôleur de l'impression des *mémoires du cardinal de Richelieu*. Un détail montrera son amour du travail et de l'histoire. Il avait emporté à Stockholm tous ses dossiers.

Les divers dépôts d'archives de Paris, de notre département, et de l'étranger n'avaient guère de secrets pour lui. Il s'intéressait particulièrement au XVII^e siècle. Son œuvre principale le *marquis de Pomponne* (1914), a exigé une longue et minutieuse préparation qui ne l'a pas empêché de publier dans les *Revue* de nombreux articles, et il a donné à la Société de l'Histoire du Protestantisme français et à notre Société des documents et des notes. C'est lui qui, en réalité, a fourni les éléments du dernier volume que nous ayons imprimé : *La Fronde en Saintonge*.

Nous perdons en lui un collaborateur éminent. Sa mise à la retraite avait fait concevoir à Paris, dans le milieu des travailleurs qu'il fréquentait et parmi nous-mêmes, l'espoir qu'il allait pou-

(1) Charles Delavaud, inspecteur du service de Santé, né à Surgères le 8 avril 1824, décédé à Paris le 27 janv. 1913 : auteur de nombreux travaux scientifiques.

voir se livrer tout entier à son penchant et nous en faire profiter. Il aurait été un président dont l'activité eut grandement été profitable à notre compagnie.

Il avait accepté d'éditer la correspondance de Begon. La guerre l'a arrêté au moment où il corrigeait les premières épreuves.

Nul doute qu'il aurait repris l'œuvre interrompue avec plaisir.

Tout Stockholm s'est incliné devant son cercueil. *L'Illustration* du 16 février a reproduit une photographie du passage du char funèbre entouré de la garde royale dans une avenue de la ville et un article où on lit notamment que « la Suède entière, par la voix de sa presse, de ses artistes, de ses écrivains, de ses professeurs, s'est associée à cette perte française ». Le roi lui avait envoyé, deux jours avant sa mort, la suprême distinction suédoise pour services d'ordre intellectuel, voulant récompenser ses services exceptionnels, la grande médaille d'or avec chaîne, *illis quorum merueret labores*, celle qu'aucun diplomate étranger, avant lui, n'a encore eu l'honneur de passer à son cou. M. Delavaud, en effet, avait donné une série de conférences, très appréciées et très suivies, ravivant les sympathies françaises dans les pays scandinaves.

Le corps de M. Delavaud a été inhumé le 2 mars, en grande pompe, à Niort, dans le vieux cimetière, où la famille possède une concession.

Il était célibataire, et ne laisse que sa mère très âgée, sœur d'Amable Ricard.

Le 3 février 1923, est décédée au château de Reuilly, commune de Chécy (Loiret), la baronne de Beaucorps, née Jeanne-Marie de Moulardy, âgée de 62 ans, veuve du baron Henri-Adalbert-Marie, décédé le 6 sept. 1919 (*Revue*, tome xxxix).

Elle laisse 1° un fils, le baron François-Octave de Beaucorps, décoré de la croix de guerre, demeurant au château de Reuilly, qui le 25 avril 1922 a épousé, à Orléans, Hélène-Marie-Thérèse-Madeleine de Gaudart d'Allaines, dont une fille Jeanne-Anne-Marie-Madeleine, née à Orléans le 12 février 1923.

2° une fille Anne-Marie, propriétaire du Fief en Genouillé et de la Bastière, commune de Saint-Laurent de la Barrière (Charente-Inférieure), qui le 14 septembre 1920, à Chécy, a épousé Henri-Marie-Victor-Emile Nivellet de la Brunière, dont un fils Louis-Marie-François-Victor, né à Angers le 4 janvier 1924.

Le 20 février, est décédée, à Saintes, Mme Marie-Noémie Imbaud, née Tercinier, âgée de 93 ans, mère de Mme Falguerolles.

Le *Bulletin Religieux* du 15 mars 1924 contient un article nécrologique sur le docteur Nouaille-Degorce né le 18 octobre 1870, en mer, et décédé à Royan le 16 novembre 1922. « Bien que baptisé, il avait d'abord été élevé dans les principes de J.-J. Rousseau, sans religion, pour qu'il put choisir lui-même à 20 ans ». En fait, c'est à l'occasion de son mariage, ayant voulu faire partager ses idées à sa femme il partagea les siennes. Il fit sa première communion chez les Sœurs de la Providence à Rochefort. Dès lors, il marcha très vite dans la voie de la haute piété.

Le 20 mars 1924, à la Rochelle, est décédé M. Maurice Sœnen, docteur en pharmacie, conseiller municipal, chevalier de la Légion d'Honneur, âgé de 47 ans.

En avril,.... est décédé à Haimps M. Hippolyte Charrier de Lamoreau, avocat, maire de sa commune, président du syndicat départemental agricole, âgé de 72 ans.

Le 4 mai dernier, à Paris, est décédé M. Daniel Bethmont, directeur de la Société Electro-métallurgique de Dives, âgé de 66 ans. Il était notre confrère depuis 25 ans.

Il laisse deux fils et une fille.

MARIAGES

•A La Rochefoucauld (Charente), le 29 avril 1924, a été béni le mariage du Comte Guy Dufaure avec Mlle Alice de Roffignac.

A Saint-Maurice (Seine), le 19 mai, a été béni le mariage de M. David de Drézigné, médecin militaire, avec Mlle Iena Dangibeaud.



gne et laissant une offrande pour aider à la réparer (*dilecti nostri Jacobi, fratris nostri tituli Sancti Chrysogoni presbyteri cardinalis Papiensis nuncupati, qui archidiaconatum de Alnisio in dicta ecclesia ex apostolica dispensatione obtinet, piis supplicationibus...*) (c)

Louis Audiat en éditant cette bulle que la *Gallia christiana* paraît n'avoir que très imparfaitement connue, a ainsi identifié cet impétrant.

« Jacques *Mens-Cona*, Cardinal de Pavie, connu sous le nom de Ammanato et de Piccolomini, né à Lucques, évêque de Frascati et de Lucques, mort à 57 ans le 10 septembre 1479, fut créé cardinal du titre de Saint-Chrysogone en 1461 par Calixte III et envoyé comme légat en Ombrie par Sixte IV (d).

XXXV. LOUIS III DE ROCHECHOUART, neveu de l'évêque homonyme, fut archidiacre d'Aunis (on ignore si ce fut avant ou après R. Peyraud), et abbé de Montierneuf.

Voici ce que dit le Père Anselme de son lignage : (Anselme IV, 678 ; Desbois ne donne pas de date).

B. « Jean II de Rochechouart-Mortemart qui trépassa dans ce dernier château, le 30 mars 1477, eut de Marguerite d'Amboise, fille de Pierre, seigneur de Chaumont, six fils et deux filles. Le quatrième fils, Pierre, seigneur de Vouillé, évêque de Saintes en 1493, mourut en 1503. Louis fut archidiacre d'Aunis et abbé de Montierneuf. Jean était archidiacre de Saintonge en 1490, et 1498.

XXXVI. RAIMOND PEYRAUD était archidiacre d'Aunis le 12 mars 1488 (a). A cette date il promulgue des lettres d'indulgence au nom du pape Innocent VIII qui l'avait chargé de prêcher la guerre sainte contre les Turcs. Né en 1435 près de Surgères, il devint Cardinal, puis évêque de Saintes en 1503 et mourut en 1504 (b).

XXXVII. CHARLES GOMARD I, archidiacre d'Aunis en 1520, fut fait doyen en 1529 et mourut en 1533.

XXXVIII. CHARLES GOMARD II, son neveu archidiacre d'Aunis afferma pour trois ans pour 150 livres les revenus de son archidiaconé le 11 novembre 1540.

(c) *Gallia*, II, 1079.

(d) *Archives de Saintonge*, X, 74.

(a) *Archives de Saintonge*, X, 77.

(b) L. Audiat, *Epigraphie Saintonge*, 121-128.

XXXIX. JEAN RELYON. D'après une note de Tabourin, M. Jehan Relig. (*corrigez* Relyon) archidiacre d'Aunis et chanoine de Saintes, pourvut Louis Legay de l'archiprêveré de Saint-Jehan d'Angely le 6 juin 1564 (c).

XL. M. Maistre CHARLES RELYON, chanoine de l'Eglise cathédrale de St-Pierre de Saintes, archidiacre d'Aunis et curé de St-Just en Maraynnes, reçoit le 4 juillet 1565 une supplique de Cécile Maire, veuve Pierre Mussault et Jehanne Légaudry veuve Arnaud Baritaud, héritières de Jehan Aulneau, prêtre, pour présentation à la chapelle fondée par ce défunt en l'église St-Just (a).

Le 8 juillet 1565, cet archidiacre chanoine de Saintes et prieur de Saint-Vaize, désigne pour son vicaire général Christophe Trouhet, chanoine de Saint-Pierre (b).

XLI. GUI GOMARD était archidiacre d'Aunis le 22 novembre 1591, lors de la réception de Henri de Suberville, nouveau chanoine (c).

XLII. MARC ROR, archidiacre d'Aunis, et deux autres chanoines de Saintes, en appellent comme d'abus d'une ordonnance du chapitre portant que chaque chanoine gagnera tout le gros de sa prébende en assistant au chœur seulement une fois par an, sans être tenu à la résidence. L'abus fut réformé par arrêt du Parlement du 4 février 1604 (d).

XLIII. PIERRE DE MAURICE était dès 1619 archidiacre d'Aunis.

Le sieur de Mauris archidiacre est pris à partie par le chapelain de l'évêque [Michel Raoul], à la suite d'une scène scandaleuse causée par la mésintelligence du prélat et des chanoines et qui se produisit à la cathédrale le 12 mai 1619, à la grand'messe célébrée à l'issue de la procession générale faite pour rendre grâces à Dieu de la paix (a) ».

Le 15 juin 1619 maistre Pierre de Maurisse archidiacre d'Aunis, et plusieurs autres chanoines déclarent par devant notaires que leur collègue Joachim Raoul [neveu de l'évêque] a injurié le chanoine Lequin de la Place, l'appelant « pédant » (b).

(c) Tabourin, 191, 3, p. 272.

(a) *Archives de Saintonge*, XXXV, 284.

(b) *Archives de Saintonge*, XXXV, 300.

(c) Louis Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, n° 262.

(d) Briand, *Histoire de l'Eglise Santone*, II, 75.

(a) *Archives de Saintonge*, XLIII, 190.

(b) *Archives de Saintonge*, XLIII, 195.

Pierre de Maurice, archidiacre d'Aunis chanoine de Saintes, étant prêtre et abbé de Notre-Dame de Bonlieu et de Masdion porta plainte le 5 octobre 1629 (c) contre les autres chanoines. On le croit frère de Jacques de Maurice, écuyer sieur des Touches lieutenant pour le roi en la ville et citadelle de Saintes en 1624. Il mourut le 1^{er} août 1643 et fut inhumé dans la chapelle Sainte-Eustelle, à Saint-Pierre de Saintes (d).

XLIV. FRANÇOIS JOSIAS DE LA TOUR prestre, chanoine de l'église de Saint-Pierre, archidiacre d'Aunis, sindicq du clergé du diocèse achète le 30 mai 1643 les mesures du prieuré de Saint-Vivien pour y faire bâtir un séminaire (e).

XLV. PHILIPPE DE FERON archidiacre d'Aunis, qui fut avec François Josias de la Tour l'un des Vicaires Généraux de l'évêque Louis de Bassompierre, se qualifie docteur en théologie de la maison de Sorbonne, archidiacre, dans l'oraison funèbre de ce Pierre de Bassompierre qu'il publia à Saintes en 1676 (m 4°).

XLVI. JEAN DE CAMPGRAND docteur en Sorbonne, archidiacre d'Aunis, originaire de Lescar, mourut le 2 avril 1712.

XLVII JACQUES LAVALETE prêtre docteur de la maison et société de Sorbonne, archidiacre d'Aunis et vicaire général (a) autorise Louis Guillotin à élever une chapelle domestique en sa maison des Moniers trop éloignée de Saint-Eutrope de Saintes, 21 janvier 1717 (b). Il participa le 11 juillet 1734 à la bénédiction de la chapelle du Séminaire de Saintes.

Il était encore archidiacre d'Aunis le 25 août 1734 et demeurait à Paris, rue Saint-Honoré, lorsque permutant avec Jacques de Bougainville il lui abandonna l'archidiaconé avec l'annexe de Notre-Dame de Plassay, contre le prieuré de l'Invention de la Croix, à Boissac. Lavalete était alors conseiller au Grand Conseil et grand rapporteur au Scean de France.

XLVIII. JACQUES DE BOUGAINVILLE devint archidiacre d'Aunis le 25 août 1734.

(c) *Gallia christiana*, II, 427. L'abbé Briand (I, 566) a cité son nom sans chercher à préciser son siècle.

(d) *Archives de Saintonge*, X, 102.

(e) *Revue de Saintonge*, XVII, 37.

(a) Louis Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 64.

(b) Journal de Michel Reveillaud, *Archives de Saintonge* XIV, 33 et note de M. Ch. Dangibeaud.

XLIX. JEAN-ANDRÉ DE LUCHET, archidiacre d'Aunis, était en charge lors d'une assemblée du chapitre tenue le 1^{er} juillet 1767 où figurent François Dudon doyen et Masso, maître-école (a).

Ce ne peut être de lui mais d'un homonyme que parle une protestation de 13 chanoines du 5 juillet 1767, contre l'installation d'un M. de Luchet ancien Jésuite, dans un canonikat que lui avait résigné le sieur abbé de Saint-Pierre. [Josias L. André qui devint Archidiacre de Saintonge] (b).

M. Jean André de Luchet était archidiacre d'Aunis en 1778 (c).

L. AUGUSTIN-ALEXIS TAILLET, né à Rouen en 1744, ami de Pierre-Louis de la Rochefoucauld, fut appelé par celui-ci à Saintes après sa promotion à l'épiscopat (14 avril 1781) (d). Il devint chanoine et archidiacre d'Aunis (e). On lui doit l'émouvant récit des derniers moments de l'illustre prélat massacré aux Carmes, après son frère l'archevêque de Beauvais, le 2 septembre 1792. L'abbé Taillet avait pu s'échapper de Paris et rester en relations intimes avec l'évêque de la Rochelle Jean-Charles de Coucy, qui protesta contre le concordat le 1^{er} décembre 1802, déniaut au Pape le droit de déposer un évêque. Plus tard, il fit sa soumission et fut nommé en 1817 à l'archevêché de Reims dont il ne prit possession qu'en 1821. Il se souvint alors de l'abbé Taillet et lui conféra la dignité de vicaire général honoraire.

Le dernier archidiacre d'Aunis mourut à Paris en janvier 1828.

Il était docteur en théologie. Il s'embarqua à Royan le 2 septembre 1792, écrivit de Bilbao un mémoire sur l'église de Saintes de 1790 à 1796 (f).

Son revenu de 5602 l. 2 s. avait été réduit en 1790 à un traitement de 3301 livres 1 sol.

(c) *Revue de Saintonge*, XIII, 185.

(d) *Journal de Michel Reveillaud*, *Archives de Saintonge*, XLV, 138.

(e) *Minutes du notaire Marsay*, citées par M. Ch. Dangibeaud, *Archives de Saintonge*, XLV, 138.

(a) Documents notariés publiés par M. Ch. Dangibeaud, *Archives de Saintonge*, XLIII, 341.

(d) Publié dans les *Archives de Saintonge*, XXXI, 250-260.

(b) *Ibid.* XLIII, 343.

(c) *Chartes de la Couronne*.

(e) En 1787 seulement, d'après L. Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 105.

(f) *Revue de Saintonge*, XXV, 330.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : Ch. Dangibeaud. *Contribution à l'histoire du protestantisme à Cozes* (suite). G. Berthomier. *Un Souvenir de du Dognon*. — **DOCUMENTS**. F. Uzureau. *L'évêque de La Rochelle en 1795*. — L. Grasilier. *Dossier Duchassin*.

LIVRES ET REVUES. *Revue maritime* (Amiral Duperré) *Revue celtique* (Amblé, amblet).

AVIS ET NOUVELLES. M. E. Maufra, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand ; fondation ; l'*Hérodienne* ; tableau de Delacroix ; prix décerné ; église de Colombier. Salons.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : L^e colonel Tercinier ; lieutenant Tercinier ; M. Duplessis ; Mme Larade.

Mariage : G. Gaborit-Fallour.

QUESTION : *L'angelus* à Saintes.

VARIÉTÉS

CONTRIBUTION

A L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME A COZES

II

NOTES BRÈVES SUR PLUSIEURS SUJETS

FAMILLES PROTESTANTES. — Le château de Sorlut, vaste et massive construction située au nord de Cozes, était un foyer de résistance où François de La Rochefoucauld, seigneur du Parc d'Archiac et de la Sauzaye (1) et sa femme, Marguerite Bernardeau, pré-

(1) Sorlut a dû entrer vers 1641 dans la branche de La Rochefoucauld du Parc d'Archiac.

Dans la première partie du XVII^e siècle, Sorlut avait appartenu à Jean Labbé,

Revue, tome XLI, 3^e livraison.

chaient d'exemple. Nous avons vu que les rescapés des prisons de Brouage et de Rochefort étaient accourus à Cozes faire rédiger leur protestation indignée et leur rétractation. Ils savaient à l'avance où ils rencontreraient aide et réconfort ! L'un de ces actes est passé au château, où le notaire fut mandé par un billet que le seigneur de Sorlut n'aurait pas renié bien qu'il ne l'eut pas signé.

Le Pouvoir avait des égards et beaucoup de ménagements envers la noblesse protestante (1). On ajournait volontiers l'heure de la mise en demeure, à condition que la complaisance ne parut pas cependant un acte de faiblesse. François de La Rochefoucauld paya de sa liberté soit une trop longue obstination à repousser la conversion demandée, soit l'octroi trop libéral d'un asile aux insoumis, aux révoltés, aux fugitifs. En 1685, il fut interné dans une tour de La Rochelle, qu'il quitta pour le Château-Trompette, à Bordeaux. En 1687, il passe à Sorlut, le 13 mars, déclarant qu'il va rejoindre sa femme. Dans un testament informel, du 25 octobre 1686, il se dit avancé en âge et incommodé ainsi que sa femme (2), prescrit le moins de pompe et de cérémonies possible à leur enterrement, ce qui est une formule familière aux huguenots de ce temps depuis qu'ils n'ont plus de cimetière à eux.

Le 7 février 1697, il rentre à Sorlut, qu'il trouve dans un état lamentable. Il requiert, avec une colère manifeste, Abraham Bargignac de venir dresser un état des lieux, qui d'ailleurs n'est pas très curieux. Tout d'abord, il déclare qu'il habite Bordeaux par ordre du roi et « qu'il y a environ neuf ans qu'il a été exilé, relégué et retenu prisonnier au Château-Trompette par ordre de S. M., et que, pendant ce temps-là, surtout depuis les six der-

mort en 1646, dont la fille, Jeanne, épousa François de Saint-Gelais, seigneur de Monchaude. (*min. de Bargignac et P. Anselme Hist. généalogique* tom IV, p. 446).

(1) Lettre de M. de Gourgues, 4 janvier 1686. « les conversions continuent avec succès parmi la noblesse de Xaintonge. Il n'y a que le sieur d'Olbreuse qui me fait de la peine ne pouvant rien obtenir sur son esprit ».

Le 20, il écrit : « Je reçus hier un ordre du roi pour appeler en cour. M. d'Olbreuse. Il est extrêmement nuisible aux conversions dans son quartier. *Bull. soc. Histoire du Protest. fr.* 1896 p. 46.

Le roy n'a pas voulu que l'on envoyât des gens de guerre chez M. d'Olbreuse, frère de Mme la duchesse de Lal^e (sic) (Sourches, *Mémoires secrets*, tome II, p. 308). Il s'agit sans doute d'Alexandre Dexmier, seigneur d'Olbreuse, frère de Charles, décédé bien avant 1685.

Voir aussi *Mémoires* de Boisrond. Sa résistance.

(2) Ils nomment leurs trois enfants : Ruben, François, Marguerite. Le premier aura La Sauzaye, le second Sorlut, la troisième des meubles.

nières années, ceux qui se sont emparés de sa ditte maison ou logis noble de Sorlut, mestairie et biens en despendant et en ont jouy, en ont très mal uzé »... et il fait constater que la plupart des fenêtres n'ont plus de vitres, que les planchers ont été enlevés (ils n'étaient pas cloués !) ainsi que les serrures, que son jardin fruitier contenant 400 pieds de poiriers est saccagé, que l'on n'a point entretenu les arbres, qu'on ne les a point taillés, que les treilles ont été abandonnées à elles-mêmes... etc. Le tout à l'avant. C'est le château de La Misère.

Les affaires de François de La Rochefoucauld sont aussi délabrées. En 1681, il a abandonné à sa femme, séparée de biens d'avec lui, toute la terre considérable de La Sauzaye, paroisse de Saint-Martin-des-Lauriers. Celle-ci, le 7 septembre, est louée pour quatre ans, moyennant 1300 livres par an, dans des conditions en apparence tout à fait désastreuses. Son fils, François, le 1^{er} novembre 1685, — pendant que son père est enfermé à La Rochelle — fait couper dans la garenne de Sorlut un grand nombre d'arbres, sur la valeur desquels il se fait avancer 300 livres, ce qui solde bien près du prix convenu. En 1684, Sorlut a été mis en bail judiciaire sans doute pour dettes ; en 1691, il a été partagé (1). On comprend dès lors, pourquoi en 1697 les bâtiments et le jardin sont en si piteux état. Ils le sont à tel point que Madeleine de La Rochefoucauld, veuve de Charles Dexmier du Parc d'Olbreuse (frère de la célèbre Eléonore d'Olbreuse), s'est logée à Cozes, ainsi que son frère François en 1697 et 1699. La terre est alors gérée par un fermier.

Un détail amusant montrera en quelle défiance était tombé le crédit un des rameaux de la grande famille de La Rochefoucauld. Le 31 octobre 1681, demoiselles Diane et Madeleine de La Rochefoucauld, sœurs, filles de feu Louis Casimir, seigneur de Fonroué, demeurant à Soubise, reconnaissent devoir à Marguerite Chien, leur femme de chambre, 200 livres « pour raison de restes de ses salaires et services qu'elle leur a rendus depuis plusieurs années ». Elles promettent de lui payer cette somme, ou aux siens, dans deux ans. Mais la Chien n'a pas confiance, elle aimerait mieux attendre moins longtemps. Alors, *cinq jours* après, le 5 novembre, elle donne procuration à Madeleine de La Rochefoucauld,

(1) François de Polignac, demeurant à Bussac-en-Montandre, se vit seigneur en partie de Sorlut.

veuve du Parc d'Olbreuse, de poursuivre ses créanciers, de faire rentrer ses créances, *notamment les 200 livres* ci-dessus.

Une autre maison ouverte à tout huguenot en quête d'aide et de bon accueil était certainement celle de Charles Prioleau, sieur du Fresne, et de son fils Charles Prioleau, sieur de la Viannerie.

Charles Prioleau ou Priouleau, sieur du Fresne, était juge de Brezillas, en Arces. Il acheta la métairie de La Grange en mars 1648. Il eut de sa femme, Marie Robert (1) deux fils, Charles et Samuel, et une fille Sephora (2), mariée avec Vincent de Marchezalliers.

En novembre 1665, Charles Prioleau vint à Cozes. Le 6 décembre, il comparait à l'assemblée capitulaire qui se tenait à la porte de l'église, comme presque tous les dimanches, et « parlant aux habitants de Cozes démontre que pour ce qu'il auroit esté pourveu de l'office de juge assesseur de la baronnie et chastellenie dudict Cozes, aux fins de plus facilement exercer ledict office, il auroit transféré sa demeure de la paroisse d'Arce, où il rezidoit lors, audict présant bourg, mais il est arrivé depuis quelques jours qu'à raison de sa vieillesse et de son incommodité toute notoire quyl'empesche de pouvoir tout affaict cheminer, il a laissé l'exercice dudict office, en telle sorte que sur sa démission il en a été pourveu d'un autre en sa place, sy bien que comme il n'a que for peu de biens audict présant lieu et qu'il n'y a pas demeuré tout le temps nécessaire pour y avoir, jusques à présent, peu y estre taxé et compris au roolle des taille, il dezire retourner faire sa demeure en la dicte parroisse d'Arce, si mieux les habitants dudict présant lieu n'ayment que la taxe soit réglée à la somme de 12 livres et audit cas offre continuer de faire sa rézidence au presant bourg ». Les habitants consentent (3), Prioleau s'engage à rester en ne payant que 12 livres.

(1) Fille d'André Robert et d'Élizabeth Touchay. C'est à ceux-ci que Prioleau acheta la métairie de La Grange 3.000 livres. Le Fresne est peut-être l'un des deux qui existent dans la commune du Puy du Lac.

Le 19 juillet 1671, Henri Dolbet, sieur des Grimaudières, fermier de Ch. Prioleau est obligé d'aller habiter Saujon par ordre du roi. Il était fils d'une Sanxay. C'était donc un réformé de bonne souche. Il avait épousé en septembre 1670 Marthe Cadou, veuve de Pierre Joubert, à Cozes. Pourquoi ce départ forcé ? Je l'ignore. Il n'est pas impossible qu'un zèle imprudent en soit la cause, à moins qu'il ne fut employé dans les fermes du roi.

(2) Dans un acte elle est appelée Flore par erreur.

Je ne sais rien de Samuel Prioleau qui intervient dans un acte de 1668 (5 mai) avec son père et son frère. Je ne l'ai pas rencontré ailleurs.

(3) Minutes de D. Bargignac.

J'ignore en quelle année il mourut ; son fils Charles, décéda en ou peu après 1676, laissant comme héritier son neveu Benjamin Demarchezalliers, sieur de Bellevue, en Virollet.

Il faudrait pouvoir rattacher Charles Prioleau, sieur du Fresne, au trop fameux Benjamin. La généalogie publiée par M. Reveillaud (1) ne nous le permet pas. Aussi ne présenterai-je qu'une hypothèse.

Remarquons d'abord qu'en 1665, il se dit vieux et incommodé, au point d'être obligé d'abandonner sa charge de juge assesseur. Par conséquent, nous pouvons lui donner au moins 65 ans. Il serait donc né avant ou en 1600, un peu plus tôt que Benjamin.

Remarquons ensuite que son fils est sieur de La Vienne. De qui tenait-il ce fief situé en Bords ?

Julien Prioleau, pasteur à Saint-Jean-d'Angely, sieur de La Vienne, eut de sa femme, Suzanne Misaubin, Elisée, baptisé au temple de Saint-Jean-d'Angely (2) le 13 novembre 1592. Benjamin ne naquit que le 1^{er} janvier 1602. Il y a place entre ces deux dates pour plusieurs enfants. Charles, sieur du Fresne, serait un de ceux-ci. Charles, son fils, aurait hérité La Vienne de son oncle, Elisée, pasteur à Jonzac ou la lui aurait achetée. En 1668, il en porte le titre. Pourquoi aucun des enfants de cet Elisée ne voulut garder cette terre, je ne saurai le dire.

Charles Prioleau, de La Vienne, ne paraît pas avoir été marié.

La succession du père et du fils échut, je l'ai dit, à Benjamin de Marchezalliers, fils de Sephora Prioleau. Elle ne fut acceptée que sous bénéfice d'inventaire que justifiait la crainte d'un retrait lignager imminent qui se produisit sur La Grange, à la requête d'Abel Robert, huissier, fils et héritier d'André Robert, marchand, et frère de Marie femme Prioleau. Ce Benjamin, neveu du ministre, débuta dans la vie par un abus de confiance et un vol. Il voulait aller à l'armée. Son père s'y opposa sans doute en lui refusant les moyens de mettre son projet à exécution. Alors, le jeune homme s'empara de deux juments, d'un fusil, d'une paire de pistolets, d'une épée, appartenant à son père, et de deux linceuls (pourquoi deux linceuls ?). Son père lui avait coufié deux obligations montant ensemble à cinquante livres, il toucha la somme et la garda.

(1) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, tome XXVIII, p. 344.

(2) Registre de l'église de Saint-Jean d'Angely appartenant à M. Maurice Martineau.

Enfin, il déroba dix-neuf brebis dans la métairie de Madras. Vincent Demarchezalliers porta plainte au juge de Mortagne. Quand Benjamin revint, il demanda pardon et consentit à rembourser le produit de ses vols sur ses droits dans la succession de sa mère. (*Minutes de Bargignac*).

La famille de Lajaille ou Delajaille, ne s'est pas établie à Cozes avant le milieu du xvii^e siècle. C'est une des plus nombreuses du pays et que l'on rencontre le plus souvent dans les minutes.

Elle a pour auteur Benjamin, fermier de la baronnie et l'un des entrepreneurs du dessèchement des marais de Cosnac (1651) (1). Il mourut en 1652 ou 1653 laissant de sa femme, Marie Labbé, plusieurs enfants : Jean, sieur de La Salle ; Guillaume, sieur de Boisraoul, demeurant à Saint-Vaise ; Madeleine, mariée à François Murand, sieur de La Murandière ; Louise, mariée à Daniel Villain, sieur de Fief-doré ; Judith, mariée en premières noces à Paul Chevillard, sieur de Boisraoul, et en secondes noces avec Isaac Chevillard, sieur d'Hauteroche ; Gabriel, sieur de Laurnaud ; peut-être Anne et Marie.

Une Bénigne de Lajaille, épouse Abraham Bargignac et lui donne de nombreux enfants.

Je crois tous ces Lajaille (2) protestants avant 1685. Les conversions ont dû les diviser, car les registres catholiques de Cozes mentionnent des mariages, des baptêmes à leur nom. Mais en 1704, un Jean de Lajaille, maître de navire de Saint-Seurin, mari d'Henriette Henel de La Rochelle, fait partie de la colonie française fixée à Bristol (3). Est-il parent des précédents ?

Il y eut des de Lajaille protestants à Saint-Jean-d'Angély au xvi^e siècle.

Isaac Moreau.

Par un acte du 22 juin 1678, nous apprenons qu'Isaac Moreau possédait une bibliothèque comprenant un bon nombre de livres de théologie protestante.

(1) *Revue*, tome XL, p. 346. *Bulletin du Comité. Section de géographie*, t. XXXVII (1922).

(2) Peut-être des descendants du ministre de Saujon au xvi^e siècle.

(3) *Lart. Les registres des Eglises françaises de Bristol (1687-1807)*. Ces registres ne fournissent aucun réfugié de Cozes, mais plusieurs de Meschers, de Chenac, de Saint-Seurin. Ce sont des tisserans, des sargetiers, quelques pilotes, un serurier, quelques-uns de la presqu'île d'Arvert.

Œuvres de Calvin : *Sur les épîtres. Harmonie. Institutions, commentaires sur les psaumes.*

Daneau : *De la Transsubstantiation.*

Duplessis-Mornay : *Réponse.*

Bulinger : *Sermons.*

Viret : *De la fausse et vraie religion.*

Marnix : *Du sacrement de la Sainte Cène ; Tableau des différents. . . .*

Basnage : *De l'état visible et invisible de la Religion. Traité orthodoxe de l'Eucharistie*, et d'autres comme *Rivet contre Paul Bonnet. Les secrets* de Wecker ; *Lettres* de Nicolas Pasquier, etc. *Les Tragiques* de d'Aubigné.

Parmi les Rivalland, il faut accorder une mention particulière à Abraham Rivalland, étudiant en théologie, à Saintes, en 1672, fils d'autre Abraham. Dans son contrat de mariage, en 1673, avec Elisabeth Légeard, il s'intitule proposant en théologie, titre qu'il conserve longtemps. En 1677, il habite au village des Clémenceau, paroisse de Saint-André-de-Lidon. Il fait son testament ; veut être enterré dans le cimetière des protestants de Cozes et donne 50 livres au consistoire (*minutes de Bargignac*) mais il vit encore de longues années.

Le 17 décembre 1688, il est maître-ès-arts, toujours à Saint-André-de-Lidon. Mis en demeure par Jean-Baptiste Bigeon, entrepreneur des travaux pour le rétablissement du hâvre (1), cheneaux et marais de Brouage, d'avoir à payer 83 livres, il déclare qu'il n'a pas d'argent et il offre de céder une partie des trois livres de marais salants qu'il possède dans la prise de Laubrétable, paroisse d'Hiers, à dire d'expert (*mêmes minutes*). En 1691, il achète la borderie de Rochepommier.

M. Pradel a publié dans le *Bulletin. Soc. d'Hist. du Protestantisme fr.* 1891, p. 39-50, des lettres du pasteur de Rouffignac, originaire de La Rochefoucauld, qui réclame une thèse soutenue par lui, le 29 juin 1674, avec Paul Dorgis, de Cozes en Saintonge.

Jean Dorgis, âgé de 35 ans, abjure à Arces le 19 septembre 1685 (2). Je n'ai jamais rencontré Paul.

(1) Ordonné par déclaration du roi du 4 avril 1687, portant nettoyage du hâvre et rétablissement du grand canal.

(2) *Archiv. Saintonge*, t. XLII, p. 68.

LES MINISTRES. — Il est avéré que la valeur du clergé catholique des paroisses rurales était mauvaise. Il devait exister de notables exceptions. Malheureusement, ici comme ailleurs, les mauvais sont remarqués et non les bons. Les intendants, les évêques se plaignent des prêtres ignorants, prêchant mal ou ne prêchant pas du tout, incapables de faire une instruction convenable, très en dessous de leur tâche. Ils ont rebuté les indécis. Certains se compromettaient publiquement avec les réformés et tenaient une conduite des plus répréhensibles. J'ai eu sous les yeux trois informations ouvertes en 1657 contre le curé de Grézac, celui de Saint-Just et un autre (1), qui ne laissent aucun doute à cet égard. Fénelon ne trouva aucune aide auprès des vicaires perpétuels de la région qu'il parcourait (1685).

Treize ans plus tard, en 1698, Bégon recommande encore, comme moyen d'influencer favorablement les nouveaux convertis, « de ne souffrir dans les diocèses aucun curé qui ne soit de bonnes vie et mœurs, et capable d'instruire les N. C. qui seront dans leurs paroisses, n'y ayant rien qui fasse tant de tort à la religion que la vie licencieuse, la mauvaise conduite et l'avarice des prêtres ; ce sont ces vices qui ont servi de prétexte au schisme, ce sont encore eux qui empêchent que ceux qui se sont séparés ne se réunissent (2) ». Les N. C. n'avaient que trop d'inclination à appeler les églises temples d'idolâtrie, la messe un acte d'idolâtrie et à vouloir s'échapper de Babylone, sans qu'on leur fournit des motifs de résistance et de fuite.

Ce déplorable état du clergé rural tient à plusieurs causes : recrutement difficile et de qualité médiocre, venue d'un peu partout du royaume, de milieux très modestes, mauvaise instruction, obligation pour les cadets de famille de se faire prêtre contre leur gré, très maigre rétribution accordée par les prieurs ou commandataires s'acquittant mal ou pas du tout de leur devoir. La portion congrue était plutôt de nature à éloigner qu'à attirer un prêtre. Les pauvres seuls étaient forcés de s'en contenter tant bien que mal. Le curé de Cozes n'avait que 350 livres par an, et il était obligé de payer 25 livres de loyer d'une maison, parce que le presbytère était en ruines,

(1) Minutes de Gillet, notaire à Saintes.

(2) J. Lemoine, *Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des réformés*. Appendices p. 352.

Partout on lit des plaintes et la recommandation de faire appel à des prêtres parlant bien et de tenue irréprochable.

44 livres pour les décimes, 35 livres pour le don du roi, 16 livres pour le registre des actes de baptêmes, mariages, enterrements et il entretenait l'autel, faute de fabrique (1). Aussi faut-il juger avec beaucoup d'indulgence, les excès de zèle, les maladresses, les violences que l'on reproche à nombre de curés du temps qui n'avaient pas l'intelligence voulue pour raisonner et mesurer leurs actes. Les malheureux croyaient bien faire sous l'influence de certains passionnés « pour le bien de la religion » que tant d'autres ecclésiastiques blâmaient d'ailleurs.

Totalement différente était la situation des ministres, entourés d'une sorte de vénération de leurs fidèles. Ils sortaient généralement de familles aisées, ce qui leur permettait d'acquérir une instruction complète. Beaucoup prennent le grade de docteur en théologie et suivent les leçons des maîtres dans les universités étrangères. Certains, dès leur enfance, avaient reçu de leur père, pasteur, une direction intellectuelle et morale, une *tradition*, qui manquait complètement dans le parti adverse. Ils possèdent un avoir personnel et la dot de leur femme contribue au bien-être de la famille.

Daniel Bargignac qualifie de noble ou d'honorable homme la plupart des ministres dont il est appelé à écrire le nom. Ceux-ci n'apparaissent souvent que dans des actes d'affaires. Contrairement aux curés des paroisses qui ne vont chez le notaire que pour signer un bail de ferme de quelques dîmes, les ministres achètent, vendent, prêtent de l'argent. Leurs successions sont quelquefois longues à liquider. Par exemple, Anne Heraud, fille de Claude

(1) La somme de 350 livres n'était même pas fixe.

Archives hist. Saintonge d'Aunis, t. XXXV. Le pouillé porte Cozes à 1600 livres de revenu. Le prieur de Mortagne percevait les deux tiers des grosses dîmes.

Non seulement cette somme était variable et grevée de charges, mais il arrivait qu'elle subissait de longs retards ou oublis.

Le 18 juillet 1683, Alexandre Fleuriau, prêtre du diocèse d'Angers, commis par l'évêque à la cure de Saint-Seurin-d'Uzet, comme vicaire amovible, fait assembler les habitants de la paroisse et leur remontre que le prieur Alary ne lui a pas encore donné le premier trimestre, soit 50 livres de la pension qu'il a promis de lui fournir, et il les somme de s'en acquitter à sa place. Suivant l'usage dans les conjonctures épineuses, les habitants « s'absentent », mais l'affaire provoque les conversations et les combinaisons. Fleuriau insinue d'ailleurs que faute de pouvoir vivre il quittera la paroisse. Nouvelle assemblée le 1^{er} août qui donne mission au syndic de saisir les fruits décimaux du prieur. (Minutes de Jossand en l'étude de M^e Tessier, notaire à Epargnes).

Heraud, ministre, commence dès 1667 à recouvrer les créances dues à son père et elle donne encore une quittance en 1681 (1). Jean Masson intervient dans une affaire comme prêteur. (*Voir plus loin.*)

1640. Jean Gruel, ministre à Gemozac, est mentionné dans un acte du 7 janvier 1697, reçu A. Bargignac. Il avait épousé Judith Marchais qui se remaria avec Pierre Thomas, sieur des Joyeux.

1659 octobre. — Noble homme Paul Bertrand, docteur en théologie, ministre du saint Evangile en l'église de Cozes, y demeurait.

En 1665, Marie André, se dit sa veuve, fille de Jean André, marchand à Cozes. Elle sortit du royaume en novembre ou décembre 1681 après avoir emprunté 200 livres (acte du 13 novembre 1692).

1663. — Jean Chevillard, docteur en théologie, ministre à Salles d'Aunis, fils de Paul et de Marie Monbeuille, est marié avec Olympe Gautier qui, veuve, habitait, en 1681-1688, à Belle-Croix (2) paroisse de Dompierre d'Aunis.

1679, 30 mars. — Gabriel Demarchezallier, ministre de la R. P. R. à Gareau, sieur de Bellevue, fils de Benjamin et de Judith Chaillou, mari de Suzanne Maignac.

En 1675, il demeure à La Cheminadière, ou Cheminardrie, paroisse de Saint-Martial de Vitaterne : sa veuve y habite en 1697.

Il fut autorisé à aller en Hollande (24 novembre 1685. Cf. *Recueil de la Com. des Arts et Mon. de la Charente-Inférieure*. Tome X, p. 186 et *Archives historiques de la Gironde*, t. XV, p. 516 et s d'après *Archives nat.* TT. 287.

1680, 8 septembre. — Marie Mauvillain, veuve de noble homme Paul Boyveau, ministre à Saint-Germain du Seudre.

Leur fils, Paul Boyveau, est enterré le 22 avril 1686, âgé de 8 à 9 ans, dans l'église de Cozes. (*Registres paroissiaux.*)

1683. — Jean Masson, ministre à Cozes, qualifié tantôt honorable tantôt noble homme, est fils de Jean Masson, ministre à Civray. Il épouse en 1664 (contrat du 19 janvier mentionné dans un acte du 19 avril 1690), Elisabeth Lhomme. Le 19 mars 1670, il achète une petite borderie au village de chez Guimard, en Arces, 330 livres, et le 31 octobre même année, la borderie de Thomeille sur le prix de laquelle il doit encore en 1681 1080 livres.

(1) Ce pasteur jouissait d'une bonne aisance, car il avait constitué 9.000 livres en dot à sa fille Madeleine mariée à Daniel Isle, sieur de La Cave, en 1634.

(minutes de Sauzeau.)

(2) Cette famille Chevillard est très nombreuse à Cozes. Le nom de Monbeuille est aussi très répandu.

En 1668, il intervient dans une affaire curieuse. Le 13 février, Maurice Chardavoine, fermier de Samuel Gabard, sieur de Champdora, voit arriver chez lui « plusieurs cavaliers et gens de pied, tous armés de mousquetons, pistolles et espées » qui emmènent six bœufs de tire, sans droit, parce que Gabard, d'ailleurs protestant notoire, ayant pris « la qualité d'escuyer et de gentilhomme », fut poursuivi et condamné à payer une amende plus les frais, ce qu'il refusa d'exécuter. Chardavoine proteste comme de juste contre cette saisie qu'il prétend illégale. En attendant, les bœufs sont mis en fourrière à l'auberge du *Lion d'or*. Il faut payer si on veut obtenir la restitution. C'est alors que le pasteur Jean Masson prête les 170 livres nécessaires, « à la prière et réquisition de Françoise Gabard, veuve de René Lemoire et d'une autre Françoise Gabard, sa sœur, demeurant à Cozes ». Toute cette procédure est consignée dans un acte du 16 février, aux minutes de D. Bargignac. Le 27, le fermier et le propriétaire règlent leurs comptes. Masson n'est pas remboursé. Le 6 août suivant, Samuel Gabard lui délivre dix boisseaux de blé, cinq et demi de méture qui ne valent que 85 livres. Masson donne ces grains à Françoise Gabard l'aînée, ils font le relevé de différents prêts antérieurement consentis par lui, et tous calculs faits, celui-ci se trouve créancier de 189 livres.

Le 3 juillet 1675, Jean Masson dicte son testament. Il ordonne que son corps soit enterré « au cimetière proche le temple (1) où sont enterrés ses enfants », « dans la simplicité ». Il nomme trois enfants : Jean, Elie, Samuel. Ce testament a pour témoins sept personnes : Jean Picard, chirurgien, Pierre Herbert, notaire et greffier, noble homme Philippe Masson, ministre à Civray, Abraham Rivalland, proposant en théologie, Maurice Bertellot, marchand, Paul Micou, le jeune, garçon chirurgien, Abraham Bargignac, greffier de la seigneurie de Sorlut (*minutes de D. Bargignac*).

En 1679, le 6 janvier, Paul Masson, sieur de Saint-Georges, demeurant à Cozes, ratifie un acte de partage des meubles de la succession de leurs père et mère.

Le 23 août 1679, Jean Masson déclare que « outre les livres qui compo佐ient la bibliothèque de feu noble Philippe Masson, son

(1) Je n'ai pas vu dans les minutes d'indications suffisamment précises pour déterminer l'emplacement du temple. Il était entre l'église et les halles, très probablement sur le terrain occupé aujourd'hui par le presbytère. Voir plus loin.

frère, au lieu de Civray (1), desquels livres le dit sieur Jean Masson s'est chargé en sa maison, il a apporté aussi des meubles » (*Minutes de Bargignac*).

Ce sont ces livres qui auraient été jetés au feu, dans sa maison pillée par les dragons dont Lièvre parle dans son *Histoire des Protestants* du Poitou (tome III, p. 160). C'est alors qu'il aurait quitté la France avec ses deux fils Jean et Samuel.

Mais d'après le *Rôle des ministres protestants autorisés à sortir de France* (2), daté du 24 novembre 1685, Jean Masson n'aurait été autorisé à sortir que *seul* et à passer en Angleterre (3). Ses enfants ont été sûrement le rejoindre. En effet, le 21 septembre 1694, Jean André, marchand à Cozes, déclare qu'il est fermier des biens des sieurs Masson, enfants de M^e Jean Masson, « y compris une grande maison (4) sise devant la place où était le temple ». Le même déclare, six ans plus tard, le 9 mars 1697, que Jacques Galliot, laboureur, est fermier judiciaire des biens de maître Jean Masson, ci-devant ministre de ceux de la R. P. R. suivant bail du 1^{er} février. Il requiert un état des lieux de Thomeille (*minutes de Bargignac*).

Il existe aux Archives nationales (*Série TT. cartons 242*), plusieurs pièces isolées d'une procédure qui permettent de savoir pourquoi Masson a été expulsé.

Le 1^{er} mars 1664, Colbert de Terron « sans avoir esgard aux pièces produites (5) par les habitants de Cozes faizans profession de la R. P. R. et attendu qu'ils n'avaient point eu de temple qui leur

(1) Sa fille Marguerite, âgée de 17 ans, était pensionnaire aux Ursulines de Niort (3 fév. 1686). Gelin, *Mme de Maintenon convertisseuse* qui cite quelques noms d'après l'*Estat des religionnaires qui ont esté convertis... par les soins du Président de Fontmort*. Ce volume rarissime paraît perdu.

(2) *Archives nationales*, série TT. 287, publié dans *Archives hist. de la Gironde*, tome XV.

(3) « M. Masson passa en Hollande où il est mort. J'ai appris ce que je scais de son petit-fils ministre à Londres ». *Mémoire des ministres qui sont sortis de la province de Poitou en 1685*, dans *Bull. soc. du Protestantisme fr.* 1894, p. 425.

(4) On pouvait se loger à Cozes à très bon compte, 9 à 15 livres par an. Les maisons sont généralement petites ; les prix supérieurs sont très rares. Tous les baux sont grevés d'une charge assez lourde. Le preneur qui loue même pour trois ans seulement, est obligé de faire recouvrir la maison, une fois, en ne fournissant, il est vrai, que la main-d'œuvre. Une très grande maison (30 juillet 1670) est louée 26 livres au contrôleur de l'enregistrement des exploits de la Chatellenie. J'ai vu une location exceptionnelle de 65 livres, mais pour une très grande maison avec grand jardin et servitudes.

(5) Longue énumération de pièces remontant à 1560.

fut propre où ils aient fait toutes les fonctions d'un exercice public et libre dans les années portées par les édicts, leur avons fait et faisons très expresses inhibitions et défences d'y faire aucun exercice de la R. P. R. à peine d'estre déclarés perturbateurs du repos public, rebelles au roy et à justice et de 3000 livres, ce faisant nous avons ordonné et ordonnons qu'ils feront desmolir et abbatre dans quinzaine le bastiment du temple qu'ils y ont fait construire au dit lieu depuis l'Edict de Nantes à contre la teneur expresse d'icelluy, tant pour n'avoir eu la permission de S. M. pour le bastir et y faire l'exercice de la ditte religion que pour l'incommodité de la situation du dit temple qui est proche de l'église, avons pareillement inhibé et défendu aux habitans et régens de la ditte religion d'y tenir ou faire tenir aucunes escholes publiques ou particulières et de d'immiscer en l'instruction de la jeunesse, sur les peines que dessus, et à eux enjoint d'observer les réglemens et arrests touchant les enterremens de leurs morts et de ne le faire qu'au matin à la pointe du jour où le soir à l'entrée de la nuict, sans qu'ils y puissent assister plus grand nombre que de dix personnes....

Fait et donné à Xaintes par nous commissaire susdit le premier jour de mars 1664 ».

Mais, ainsi qu'il arrive souvent, une divergence notable de vues surgit entre commissaires, car à la suite de cette ordonnance de l'intendant est écrite une autre ordonnance d'Isaac de Loiré, beaucoup moins sévère, libérale même, qui suspend l'effet de la précédente prescrivant notamment que les réformés seront maintenus dans le libre exercice de leur religion et une enquête, avant faire droit, « sur la prétendue proximité de leur temple et de l'église dudict lieu, avons esté d'avis que descente sera faite sur les lieux par M. Colbert du Terron et nous commissaire susdit à heure qu'on y célèbre la messe et qu'on y fait aussi le presche pour juger de l'incommodité et y pourvoir et aussi leur avons enjoint de garder et observer les édicts et *déclarations* de S. M. pour le regard des enterremens.... Fait et donné à Xaintes par nous commissaire le premier jour de mars 1664. Signé Isaac Isle de Loiré (1) ».

Au dos est écrit *avis pour Coses jugé le 8 juin 1682, l'exercice maintenu.*

La justice est boiteuse, les réformés en eurent profit : pendant

(1) Isaac Isle, marquis de Loiré.

près de vingt ans le temple resta indemne. Cependant, une procédure fut entamée par Duvigier, commissaire du parlement de Guyenne, en 1683, qui aboutit, le 7 décembre, à une sentence du présidial de Saintes portant que l'exercice de la R. P. R. sera interdit à Cozes et que le ministre Masson « sur la teste duquel la procédure avoit esté instruite sera banni du royaume » Un synode tenu à Saint-Just lui donna le pasteur Fourestier comme successeur. Duvigier lui fit signifier défense d'exercer son ministère et ordonna que le temple fut muré jusqu'à ce que le roi ait levé l'interdit ou prescrit la démolition (3 février 1684). Fourestier interjeta appel de cette sentence et continua de prêcher sous prétexte que l'appel est suspensif. Duvigier le fit emprisonner à Saintes pendant plusieurs mois, et transférer à La Réole en l'accusant d'avoir attenté au respect de la justice, en résistant à son ordonnance. Nous ne connaissons pas la conclusion de cette affaire, mais les événements la font pressentir.

1685. Pierre Fourestier, ci-devant ministre à Cozes, est autorisé à s'en aller en Angleterre avec sa femme et deux enfants, l'un âgé de cinq ans, l'autre de vingt mois (1).

Mais, en 1686, il est en Hollande avec Masson et de Marchezallier (2).

1699, 30 juin. — Testament de Marie Paillet, veuve de Pierre Bineau, ministre, demeurant au Rangeard, paroisse d'Epargne.

Pierre Bineau, docteur en théologie, était ministre à Saintes. Il fait son testament le 9 octobre 1678, reçu Gillet (3). Il avait épousé en premières noces Suzanne Héraud ; Pierre Bineau, docteur en médecine, Marie ses enfants. Elisabeth, fille du premier mariage.

UNE PAGE DE REGISTRE DU CONSISTOIRE DE COZES DE 1596. Dans le registre des minutes de 1676 de Daniel Bargignac se trouve un feuillet qui tout d'abord semblerait arraché à un registre du consistoire de Cozes, mais qui me paraît tout simplement une copie faite tard, au XVII^e siècle. L'écriture excellente, trop régulière pour être une minute, suggère cette hypothèse très vraisemblable. L'orthographe a du être modernisée.

Ce feuillet est collé à celui sur lequel est écrit le testament très

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. XV, p. 287.

(2) *Bulletin de la Soc. du Protest. fr.* 1858, p. 476.

(3) Ch. Dangibeaud, *Minutes de notaires*, t. I, p. 64.

court de Daniel Roy, homme de labeur, protestant, daté du 26 avril 1676. Ce testament ayant été rédigé sur une feuille simple — fait extrêmement rare — le notaire fut très embarrassé pour le classer à son rang. On sait que toutes les minutes courtes ou longues comptent au moins quatre pages dont une ou deux restaient en blanc au besoin. Le notaire, à la fin du mois, réunissait les actes qu'il avait reçus, mettait les feuilles de papier les unes dans les autres et en les pliant formait un cahier ! Le testament de D. Roy étant sur feuille simple, D. Bargignac ne pouvait l'introduire dans son cahier qu'à la condition de doubler cette feuille. Dans ce but il colla une page soit volante soit arrachée à un registre.

Celle-ci comporte neuf paragraphes et une partie d'un dixième. Ils sont datés par le cinquième ainsi conçu : « Simon Riogean sera proposé pour être ancien en l'église dimanche prochain ; sera reçu le dimanche quatorzième juillet mil cinq cent nonante six ».

Dans le premier paragraphe, il est question d'un Jacques Rousseau qui, n'ayant pas fait la Cène, est appelé au consistoire, mais qui se dérobe. Il sera excommunié s'il n'obéit pas.

« Paul Micheau sera appelé par Jolly, son ancien, pour avoir été à Laguillenneuf ».

Au 20 juin, il est arrêté que les enfants ne seront plus reçus au baptême si leurs pères ne sont pas présents et si ceux-ci n'ont pas prévenu les anciens.

Les trois paragraphes suivants relatent l'apaisement et la réconciliation de gens qui se sont disputés ou battus.

QUELQUES DONATIONS AU CONSISTOIRE. — 1668, 4 avril. — Paul André, sur le point de partir « au service du Roy où il est enrôlé au sieur de Tains, enseigne dans le régiment d'infanterie de Piedmont », fait donation à sa mère et à sa sœur « à la charge de donner et payer sur la dite donation, six mois après qu'elle en aura l'effet, la somme de 9 livres au consistoire de ceux de la R. P. R. du dict Coses, pour estre l'aport ou l'interest d'icelle employé à l'entretien du ministre du dict Coses ou d'autre personne, selon qu'il sera avizé par le dict consistoire ». (*Minutes de Bargignac*).

1670, 18 septembre. — Elie Traverrier, pilote, et Elisabeth Durand, sa femme, font leur testament mutuel :

Elie lègue au consistoire 30 livres et sa femme dix, dont la moitié servira à réparer le temple et moitié aux œuvres. Ils veulent estre inhumés « ès cimetières de ceux de la religion que nous professons par la grâce de Dieu, que les édits du roy nous obligent d'appeler prétendue réformée. »

Cette petite protestation attristée et résignée se retrouve dans d'autres testaments, surtout ceux de femmes. (*Ibidem*).

1672, 9 juillet. — Daniel Collardeau, sieur du Fief-brard, mari de Judith Marcon, donne 60 livres pour l'entretien du ministre.

Il meurt peu de jours après. L'inventaire révèle un ménage aisé. Sa veuve, en donne 60 autres le 24 octobre 1674. (*Ibidem*).

1679, 29 avril. — Etienne Maurat, enseigne entretenu à Rochefort, sieur de La Tourrière, mari de Sara Martineau, dicte un premier testament dans lequel il stipule que s'il décède à Rochefort, au service du roi, son corps sera porté sans aucune cérémonie au cimetière des protestants de Rochefort par six gardiens de vaisseau protestants, et, au cas où il n'y en aurait pas, par six charpentiers protestants travaillant dans les ateliers du port et « seulement avec le nombre d'assistans et aux heures portées par les déclarations du roi », sans cérémonie.

Il donne deux louis d'or au consistoire de Cozes pour l'entretien du ministre.

Le 16 septembre 1679, il fait un second testament dans lequel il donne trois louis d'or et veut être enterré « au plus prochain cimetière du lieu où il décèdera ». S'il décède à Rochefort il répète la prescription précédente (1).

Ses enfants abjurèrent et se conformèrent aux prescriptions des ordonnances car, dès le 19 octobre 1689, Daniel de Maurat est parrain à Saint-Pierre de Cozes, Sara de Maurat des Charriers est marraine en 1697, Etienne de Maurat, sieur des Graves, se marie à l'église, le 7 janvier 1699. Sara épousa Elie-François Levêquot, enseigne de vaisseau, de qui tous les enfants sont baptisés à Cozes.

Sara Martineau, fait un premier testament le 18 décembre 1698, et un second le 14 avril 1699. Elle décède le 20. Ses fils et petits-fils sont officiers de marine.

ETRANGERS A COZES. — 1681, 4 novembre. — Marie André, veuve de Paul Bertrand, ministre de Cozes, reconnaît devoir à Daniel Sicard, maître chirurgien à Cozes, 174 livres pour traitement, re-

(1) Nous ne savons pas où il est mort. Bégon nous apprend que depuis la Révocation un abus s'est introduit « d'enterrer les hérétiques clandestinement la nuit, sans qu'il y ait aucun registre publié qui justifie le jour du décès. » Il demande la répression de cet usage.

Mémoires des Evêques de France... Appendices, p. 355. Mgr de La Brunetière déplore la même pratique. (*Ibidem*).

mèdes, pansements, médicaments administrés par lui et son beau-père Picard, à la dite Bertrand, à ses enfants et aux sieurs Chamberlin et Rochecourt, frères, de la ville de Londres, ses pensionnaires.
(*Minutes de Bargignac*).

LES MŒURS. — Sur ce chapitre la discrétion est de rigueur. Les minutes des Bargignac, comme toutes les minutes, contiennent des actes de « réparation » du tort qu'un homme a fait à une fille. Il y en a un exemple particulièrement curieux. Un homme, accusé d'être père d'un enfant bien qu'il jure ses grands Dieux qu'il « n'a jamais touché ni fait brèche à l'honneur de la fille », paye, néanmoins, 40 livres d'indemnité pour sortir de prison où il est enfermé à la requête de l'outragée (1658). Ça n'est pas cher !

Deux autres actes extrêmement rares sont les confessions de deux filles enceintes, faites à la requête de leurs patrons et patronnes (1) ! L'une est une histoire de brigands — les routes étaient peu sûres à 3 heures du matin pour une jeune servante envoyée par sa maîtresse au marché de Saujon, vendre une paire de « canets » ! — l'autre une histoire leste qui ne déparerait pas les *Contes de La Fontaine*.

Les chaperons rouges ou d'autres couleurs font de mauvaises rencontres dans les bois ! Passons.

Sans nous arrêter aux enfants illégitimes de gens que nous ne connaissons pas, je noterai l'extraordinaire legs que l'ancien curé de Cozes, Robert, fait au fils d'Elizabeth Demarchezallier, fille qu'il a chez lui (7 mars 1690) à un titre non déclaré.

A Conteneuil, Catherine Affaneur — famille protestante — accouche d'une fille et déclare que le père est messire Eutrope du Boulet, écuyer, seigneur de Logerie (8 juillet 1693, *Registres*).

En face, à Théon — milieu catholique — Louis Annibal du Breuil a un fils naturel d'Isabelle Oudard (6 octobre 1695).

Charles-Auguste d'Achard, seigneur de Théon, fait son testament le 1^{er} octobre 1699. Il avoue une fille naturelle, Catherine d'Achard, fille d'une Marie Durand, et stipule quelque legs en sa faveur, ordonnant en outre qu'elle ira en apprentissage chez une tailleur, aux frais de la succession (*Minutes de A. Bargignac*).

Le roi et les grands de la Cour avaient donné des exemples qui ne furent que trop suivis un peu partout !

(1) Ces confessions notariées ne peuvent s'expliquer que comme moyen d'empêcher un infanticide ou un avortement possible. Dans la dernière phrase de l'acte, les filles promettent de se soigner « afin d'éviter un plus grand mal ».

Paul de Lajaille épouse sa cousine, Bénigne Chevillard (27 août 1693). Un mois après il est père d'un garçon, qui ne vit pas d'ailleurs.

Le 9 janvier 1699, Etienne de Maurat, sieur des Graves, se marie avec Charlotte Guinot, qui, le 10 mars suivant, accouche d'un fils.

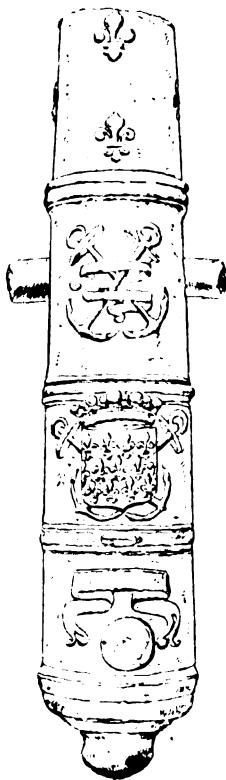
A Sorlut, François de La Rochefoucauld se reconnaît être le père d'un fils, né le 13 février 1699, de sa gouvernante, Marie Percilh.

INSTRUCTION. — Malgré toute l'attention que j'ai porté sur les noms d'instructeurs de la jeunesse qui passaient sous mes yeux, il m'a été impossible de découvrir un protestant. J'ai recueilli une douzaine de noms, mais je n'ai jamais pu savoir à quelle religion ils appartenaient.

(à suivre).

CH. DANGIBEAUD.

UN SOUVENIR DE DU DOGNON



Depuis longtemps la commune de Saint-Germain-Beaupré (1) se sert d'un très ancien canon pour annoncer les solennités publiques.

Cette petite pièce de bronze, fleurdelysée à sa partie supérieure, porte à la hauteur des tourillons deux ancrs croisées et reliées par une banderole. Deux ancrs également croisées, soutiennent un écusson semé de fleurs de lys sans nombre et surmonté d'une couronne de comte.

Les armes ainsi reproduites appartiennent au comte Louis Foucault du Dognon, gouverneur de Brouage, vice-amiral et maréchal de France.

Le père Anselme les représente dans le tome VII de son *Histoire Généalogique et Chronologique de la Maison de France* et les place en tête de la biographie du maréchal.

Cette pièce d'artillerie, coupée dans sa partie supérieure ainsi qu'on pourra le con-

(1) Petite commune de 800 h. du canton de la Souveraine, dép. de la Creuse.

stater dans le dessin que M. Dangibeaud a bien voulu exécuter pour illustrer cette notice, mesure : 0. m. 48 c. de longueur, 0 m. 10 de diamètre à la culasse, 0 m. 075 de diamètre à l'extrémité opposée avec une ouverture de 0 m. 04.

Comment ce canon appartenant à la flotte de l'amiral ou à l'artillerie de Brouage a-t-il pu quitter l'Aunis pour s'échouer, si j'ose m'exprimer ainsi, dans la lointaine province de la Marche ?

On peut supposer que lors de la cession au roi de son gouvernement de Brouage, du Dognon aura envoyé ce canon à titre de souvenir à son frère aîné, Henri Foucauld, marquis de Saint-Germain-Beaupré, gouverneur de la Marche.

Le château de Saint-Germain (1), demeuré intact pendant la période révolutionnaire, fut démoli partiellement vers 1843 par son propriétaire, le comte de Villemotte, à ce moment le canon fut donné à M. l'abbé Paul Ratier, curé de la paroisse, qui le prêtait aux habitants pour tirer des salves à l'occasion des fêtes religieuses ou civiles.

A la mort de M. l'abbé Ratier, survenue en 1872, les héritiers ne réclamèrent pas la petite pièce d'artillerie, recueillie par la fabrique, elle devint, lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, propriété de la commune.

G. BERTHOMIER.

DOCUMENTS

1

L'ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE EN 1795

C'est le 6 juin 1791 que Mgr de Coucy, évêque de La Rochelle, partit de sa ville épiscopale pour se rendre en Espagne. Il était accompagné de MM. de la Richardière, vicaire général, d'Ayrolles,

(1) Le château de Saint-Germain-Beaupré (Creuse) Les Foucauld, *Généalogies et légendes* par l'abbé Paul Ratier. Limoges. Henri Ducourtieux 1862.

Louis Foucauld de Saint-Germain-Beaupré, comte du Dognon, vice-amiral et maréchal de France. (1616-1659) par M. Berthomier. Montluçon. A. Herbin, 1890.

Le comte du Dognon, par le baron de Corbier, *Mémoires de la Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse*, tome XV, 1905.

Lettres relatives à la Fronde en Saintonge. Ch. Dangibeaud, *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*. Tome XLVI (1915).

vicaire général, Gaultier, chanoine de la cathédrale, Raynard, secrétaire de l'évêché, et d'un domestique.

Le prélat s'installa au couvent des dominicains de Guadalajara, diocèse de Tolède. C'est de cette résidence qu'il écrivit, le 30 juillet 1793, à Louis XVIII :

« Sire, à la douloureuse époque de l'avènement du roi Louis XVII à la couronne (1793), j'ai porté aux pieds du trône, dont Votre Majesté était alors l'ange tutélaire, l'hommage de mes sentiments personnels, celui de mon clergé fidèle et de ces chers et braves diocésains qui, les premiers dans la Vendée, ont élevé le cri de la religion et de l'honneur français (les doyennés de Vihiers et de Saint-Laurent-sur-Sèvre faisaient partie du diocèse de la Rochelle). — La mort de ce prince, si intéressant par son âge et ses malheurs et qui n'a régné que dans les fers, m'impose un nouveau devoir, bien cher à tout bon Français, celui d'offrir à Votre Majesté le tribut des mêmes sentiments de fidélité, de respect et d'un amour au-dessus de toutes les épreuves. — Nos pertes, nos privations, nos peines sont notre gloire. Souffrir pour la foi catholique et pour son roi, c'est le triomphe des ministres du sanctuaire et des sujets fidèles. Mais nos espérances se raniment en retrouvant un roi que le ciel a formé lui-même dans l'adversité, pour relever le trône et finir nos épreuves. J'en ai l'espoir par cela seul que la divine bonté vous a confié le sceptre. Nous aurait-elle rendu un roi libre des chaînes des factieux, et digne à tous les titres de notre respect et d'un attachement sans bornes, si elle n'avait eu pitié de nous ? Aurait-elle soutenu les amis du trône et les généreux défenseurs de ses droits au milieu des orages de l'anarchie, pour refuser d'échauffer leur zèle et de seconder leurs efforts, aujourd'hui qu'elle leur offre dans Votre Majesté un centre, un chef, un maître et un roi ? Nous avons un roi ! Oui, Sire, et nous aimons et vénérons dans Votre Majesté le roi véritablement très chrétien, le fils aîné de l'Eglise, plus grand que ses malheurs, un père tendre qui saura pardonner à des enfants égarés, séduits ou opprimés, et dont la sagesse et la clémence guideront les conseils, un roi pieux comme saint Louis, restaurateur de la monarchie, comme Charles VII, père de son peuple, comme Louis XII, bon et loyal, comme Henri IV, juste, comme Louis XIII, grand et magnanime, comme Louis XVI, bien-aimé comme son auguste aïeul. — Daigne le ciel protéger sa cause et la nôtre ! Daigne le ciel exaucer mes vœux ardents pour le roi *Louis XVIII*, digne fils du plus vertueux des dauphins, digne frère du roi immortel et la gloire des lys dont la mémoire vivra éter-

nellement dans nos cœurs ! — Je suis, avec un très profond respect, Sire, de Votre Majesté ».

Comme on le voit dans cette lettre, Mgr de Coucy était un royaliste militant. Il était même royaliste autant qu'évêque.

Le prélat qui avait refusé le serment à la constitution civile du clergé (27 novembre 1790) et condamné le serment de Liberté et d'Égalité (14 août 1792), se montra également hostile à la promesse de soumission aux lois de la République, demandée au clergé à partir du 30 mai 1795. De sa solitude de Guadalajara, Mgr l'évêque de La Rochelle écrivait à ce sujet, en août 1795, aux prêtres de son diocèse déportés ou restés au pays natal :

« La religion étant comptée pour rien par les législateurs prétendus de France, je n'y vois depuis 1789 d'autre empire que la force, qui a pris différents moyens, différentes formes. Ceux qui sont à la tête des affaires, sont les mêmes qui se sont souillés des plus affreux régicides (1793 et 1795), qui ont égorgé nos parents, nos amis, nos confrères. Ils ont été tour à tour monarchiens, constitutionnels, républicains, enragés, puis modérés, dit-on aujourd'hui. Voilà pour le civil. Quant à la sainte religion de nos pères, ils se sont prétendus d'abord catholiques régénérateurs, mais bientôt, à l'aide de Luther, Calvin, Jansénius, Utrecht et Pistoie, ils ont formé, pour anéantir l'Église catholique romaine, leur Constitution, dite civile du clergé, et leur schisme de boue. Deux ans après (1793), ils ont abandonné leurs schismatiques à leurs remords et au mépris public, qu'ils avaient inspiré par leurs scandales. Alors, ils ont proclamé les absurdités du paganisme. Peu après, est venu le pur athéisme ou le dieu de Spinoza, et enfin aujourd'hui l'indifférence la plus monstrueuse pour toute religion. Voilà des faits connus de l'univers. Il est donc constant que si ces malheureux se montrent plus tolérants en faveur des prêtres catholiques, c'est par un geste de crainte de ce même peuple qu'ils ont trompé et pour leurs propres intérêts, bien déterminés à sacrifier dans un temps ou dans l'autre les ministres assez faibles pour avoir la moindre confiance dans la *Promesse* insidieuse de ce profond scélérat. On ne leur doit que ce qu'on accorde à un voleur plus fort qui dépouille dans un bois. Il ne peut exister aucune loi dans une société qui n'admet pas un Dieu provident, rémunérateur et vengeur, qui seul peut en être la sanction. C'est donc une folie de reconnaître par un acte les *lois de la République* ».

Ces deux pièces inédites et inconnues font partie des archives de

M. de Curzon, à Poitiers. Elles furent adressées par Mgr de Coucy à l'abbé de Beauregard, vicaire général de La Rochelle et de Luçon, qui résidait alors à Beaufou (Vendée).

F. UZUREAU.

II

DOSSIER DUCHASSIN

Bibliothèque nationale F^o 4784, 30 floréal an II (19 mai 1794). *Communication de M. Grasilier.*

Duchemin Léonard, natif de Léoville (1) en la cidevant Sain-tonge,

demeurant rue Traversière (n° 862) Maison de Provence n° 48 ou 1^{re}, âgé de 52 ans, célibataire sans enfants.

Détenu à Port-Libre, rue de la Bourbe depuis le 1^{er} décembre 1793, par ordre du Procureur de la Commune de Paris.

Il n'a pas été possible que nous connaissions au juste les motifs. On nous dit que c'est comme suspect en ce que cet homme paraissait à sa mise faire des dépenses que ses moyens ne permettaient.

On ne lui connaît aucune profession. Il dit avoir été Grenadier de France. Quant à son revenu avant la Révolution : il paraissait à l'entendre parler jadis, qu'il avait des biens dans son endroit, il disait de plus avoir 12.000 fr. chez le Citoyen Lenormand, place Vendôme, ainsi que chez d'autres particuliers, nos recherches n'ont pu nous en procurer les preuves ; ce qui nous empêche d'ajouter foi à ce qu'il a dit à son principal locataire.

Ses relations sont avec le citoyen Grange, médecin, rue Vildo, n° 706, qui dit ne connaître rien ni pour ni contre son civisme. Il fréquentait des joueurs.

(1) Jean Crouzault ou Cruzot du Chassin, sieur de La Grange, probablement originaire de Chenaud, près Saint-Aulaye, épousa, vers 1737, Françoise-Dorothée de Rabaine, née en mai 1712, fille de Jean-Paul de Rabaine, seigneur de La Roche de Genouillac (près Saint-Claud) et de Marie-Madeleine-Elisabeth Hagon de Planche, héritière de la seigneurie du Bois-des-Rois, en Léoville. Ce bien passa en grande partie à Mme Duchassin, qui y demeurait en 1769, et y meurt le 2 juillet 1778. Elle est enterrée dans l'église de Léville.

Elle eut comme enfants : Jean, né en 1738, mort le 22 septembre 1775 ; Jean, sieur de La Rivière, époux de Suzanne Martin de Chateauroy (paroisse d'Orival près Chalais). Léonard Crouzault du Chemin, demeurant à Jonzac en 1801, dit ancien officier. Le domaine du Bois-des-Rois ne paraît pas avoir été saisi et vendu à la Révolution.

(Note de M. Ch. Vigen).

Il paraît peu éclairé. Il est très poli.

Dans le cours de la Révolution et à cause des époques mémorables il n'a donné des marques de civisme. Il était joueur et fut même arrêté dans une maison de jeux sur la section de la Halle au Blé. Cela nous fait croire que la République ne l'avait pas pour ami.

*Notes du Comité révolutionnaire de la Section de la Montagne
au Comité de Sûreté générale.*

(Sommaire)

Procès-verbal de perquisition.

13 frimaire an II, 10 h. du matin

extrait de la maison d'arrêt de la Mairie

conduit à son domicile

dans une chambre au 1^{er} sur la rue

dans une commode, deux armoires et une garde-robe, trouvé trois lettres et deux notes — une commençant par ces mots : « On propose d'acheter 4 à 500.000 lr., et finissant par ceux — que paye la Nation sur la totalité de la somme — les 2 autres insignifiantes.

Cachet marqué L. C. D. (ou L. D. C.)

C'est tout.

AUX CITOYENS COMPOSANT LE COMITÉ DE SURETÉ GÉNÉRALE

Législateurs,

Suivant le décret du 3 ventose ; toute personne qui réclame sa liberté, y est-il dit, sera tenu de rendre compte de sa conduite depuis le 1^{er} mai 1789, et celui du 18 thermidor dit que tous les détenus donneront les motifs de leur arrestation, dont Léonard Crujot du Chassin, inculpé, va les démontrer et repousser la noire calomnie dont ils sont tissés :

Premièrement,

« Comme vivant d'escroquerie qu'il faisait au jeu.

2^o Fameux intrigant, chef de maison de jeux qu'on nommait *étouffoirs*.

3^o Contre révolutionnaire du 10 août ;

et enfin ci-devant Garde de Capet.

Et ensuite est écrit — : Extrait d'une lettre de Chaumette, du 12 frimaire ainsi conçue adressée à la Police.

« Léonard Crujot Duchassin, acquitté avec plusieurs autres, par le tribunal de police correctionnelle comme joueurs, ayant ce-

pendant sur eux un signe de ralliement contre révolutionnaire : le Cœur de Jésus entouré d'une couronne et percé de traits. » — Pour extrait conforme resté aux pièces, au Bureau de Sûreté. Signé : Barisson ad. de Police régénérée.

Réponces aux griefs imputés au Citoyen Duchassin par Chaumet (*sic*) ci-devant Procureur général de la Commune de Paris.

1^o Dans toutes les accusations et faits calomnieux énoncés de l'autre part, il n'y a aucun trait de vérité, l'exposé ci-après, va le démontrer clairement.

Pour que Duchassin puisse recouvrer sa liberté qui lui a été aussi singulièrement qu'injustement ravie au désir du décret.

« Duchassin est né à Léoville, département de la Charente-Inférieure, district de Montlieu, et est à Paris depuis le 18 avril 1789 pour affaires de retrait ; il a d'abord demeuré rue Etienne, n° 15, section Germain l'Auxerrois, ensuite maison de Malthé, rue Honoré, pendant 14 mois chez le Citoyen Gerbaut, et finalement section de la Montagne, depuis 3 ans ou environ, maison de Provence, rue Traversière, n° 48. Sa conduite a toujours été celle d'un bon et véritable Français, aimant et attaché à sa patrie, sans avoir donné lieu à aucune plainte contre lui, mais une circonstance particulière qu'il va expliquer a donné lieu sans s'y attendre à son arrestation.

Voici le fait :

Le 20 Vendémiaire, à l'issue de son dîner, il se rendit rue des Deux-Ecus, chez la citoyenne Maurou, pour la complimenter sur le départ de son fils aux frontières ; sa visite faite, il était sur le point de sortir, lorsque, ayant son chapeau et une canne à la main, la force-armée y arriva, toutes les personnes qui y étaient furent arrêtées et lui aussi, on lui fit vider ses poches, sans oublier son portefeuille contenant une somme 1569 fr. 10 dont on s'empara.

Ils furent tous conduits, à l'instant, au Comité révolutionnaire de la section de la Halle au Blé, où j'ai resté pendant deux jours, et de là, à la mairie, où il a été mis en liberté sous la caution de deux citoyens de la section.

A compter de ce moment, il a réclamé la somme qui lui avait été prise, quelques démarches qu'il aye fait, il n'a pu réussir ; lorsque, le 14 brumaire, il a été cité à la requête du Procureur de la Commune de Paris au tribunal correctionnel pour répondre et m'expliquer sur les faits contenus au procès verbal dressé chez la citoyenne Maurou.

Le lendemain 15, j'ai comparu et répondu et été acquitté et le même jugement ordonne que la somme qui m'avait été prise me serait restituée et mes cautions rechangées.

En conséquence de ce jugement je me présente au Comité de la section de la Halle au Blé, où je croyais recevoir cette somme sans difficulté, mais on me la refusa. Je fus donc obligé, par le ministère d'un huissier, de faire signifier le jugement, mais je n'en ai pas été plus heureux, car l'huissier n'a reçu que des menaces, en sorte que je crus devoir me transporter chez le Procureur de la Commune pour en obtenir l'exécution.

J'étais loin de penser que cette démarche me serait fatale au point d'entraîner la perte de ma liberté, c'est cependant, chose incroyable, ce qui, sans dénonciation, m'est arrivé.

Un jugement rendu en ma faveur, sur les conclusions de ce magistrat dont je ne puis obtenir l'exécution, n'y ayant pas d'appel ; pour parvenir à cette exécution, je me transporte avec confiance chez lui ; il paraît accueillir ma demande, bien juste sans doute, et à ma grande surprise, au même instant, il me fait arrêter et conduire à la mairie.

Le lendemain, perquisition fut faite dans mes papiers où il ne s'est rien trouvé de suspect, j'ai été ramené à la mairie où j'ai resté 21 jours et de là transféré dans la maison de suspicion, rue de la Bourbe, où je suis.

Arrêté subitement et à ma grande surprise sans savoir pourquoi ni comment ; c'est là, à la mairie, que j'ai connu les motifs de mon arrestation par l'interrogatoire que j'y ai subi ; j'ai vu que le citoyen Chaumette pour légitimer sa conduite à mon égard, y donner une espèce de fondement, a imaginé de dire que j'avais porté la croix de saint Louis, que j'étais un ancien Garde du Corps ; mais j'ai repoussé ces deux faits qui sont de toute fausseté, par la négative la plus formelle, parce qu'en effet, je ne fus jamais ni l'un ni l'autre. Je mets au défi qui que ce soit de les prouver. J'ai plus fait, j'ai demandé à être sur cette accusation traduit devant tel tribunal que ce fut, mais on me l'a refusé.

Pour mieux connaître ce qu'il a cru devoir avancer en ma faveur, juger de l'intérêt que je lui ai inspiré, il faut, quoique je n'y sois pas nommé, lire la feuille des *nouvelles politiques* du 15 frimaire, article *Commune de Paris*, page 59. On y verra le plaisir qu'il a pris d'égayer sur mon compte plutôt que de me faire rendre justice que je lui avais demandée.

Telle est la singularité de mon arrestation, c'est ainsi que j'ai été privé de ma liberté.

Quant à ma conduite, je le répète, elle a toujours été celle d'un homme qui aime et est attaché à son pays, je n'en ai jamais transgressé les lois, mais, au contraire, je les ai toujours respectées et y ai toujours été soumis.

Je n'ai pu prendre part à la Révolution comme je l'aurais désiré, parce que, ayant servi sous l'ancien régime aux ci-devant grenadiers de France, j'y ai reçu des blessures qui m'en ont empêché; mais, dans toutes les occasions, j'ai manifesté mon amour pour la liberté; et ce que je n'ai pu faire, j'ai porté les patriotes que je connaissais et je n'avais pas d'autres raisons à le faire. J'ai encouragé mes amis, quelques-uns même de leurs enfants, à voler (aux frontières) au service de la Patrie, et j'ai eu la satisfaction de les voir s'y déterminer sur mes exhortations.

Je n'ai signé ni pétition, ni protestation, j'ai prêté mon serment civique le 27 septembre 1793.

A ce rendement de compte de ma conduite en si peu de mots dont les faits que j'allègue sont certains sans craindre un démenti ni que l'on puisse ni en établir de contraire, certainement je ne puis être considéré comme un mauvais citoyen en sorte que je me crois bien fort, depuis le décret du 8 ventôse, de renouveler mes sollicitations pour parvenir à recouvrer ma liberté; je ne doute pas, citoyens, que vous ne me la rendiez surtout, si vous joignez à cela, la considération de la singularité de mon arrestation: C'est ce que votre justice et votre équité me font espérer.

DUCHASSIN.

QUESTION

Dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juin 1924, M. Jean Giraudoux fait dire à Juliette au *Pays des Hommes* (p. 603): « Tu ignores qu'un chien à Saintes va tous les matins et tous les soirs sonner l'*Angelus* ».

Il n'y a pas que Gérard qui ignore cette légende, les Saintais, je le gage, n'en savent pas plus long que lui.

On désirerait cependant connaître la source où l'auteur a pris cette fable.

CH. D.

LIVRES ET REVUES

Le lieutenant de vaisseau Cavayé a publié dans la *Revue Maritime* du mois de novembre 1923, sous le titre : « *Un plaidoyer pro domo de l'amiral Duperré au sujet de l'Expédition d'Afrique* », cinq feuillets de brouillon sans date, non signés, et portant d'une main inconnue en tête du premier feuillet : « *autographe de l'amiral Duperré* », conservés à la bibliothèque de La Rochelle (manuscrit 629). Et comme l'auteur de cet article a posé la question : « Ces observations ont-elles reçu une publicité à l'époque ? » et ajoute : « Nous ne le pensons pas », nous voulons signaler les *Annales Maritimes et Coloniales*, 16^e année, 2^e série, 2^e partie, tome II, (tome 46 de la collection, année 1831) où ces pages manuscrites ont été *intégralement* imprimées (à quelques variantes près) et même avec une introduction de vingt-quatre lignes qui n'est point dans le manuscrit de la Rochelle, et qui semble bien rédigée par M. Bajot, commissaire de Marine honoraire et rédacteur des *Annales Maritimes*.

En comparant avec le manuscrit de l'amiral Duperré, on trouve également intercalé dans la rédaction parue dans *Annales* cette phrase : « On a pu du reste remarquer que, dans toutes les dispositions qui ont précédé le débarquement de l'armée, ses chefs manifestaient un empressement qui tenait souvent de l'impatience, et que, dans la situation où se trouvait le pays, ils n'étaient peut-être pas mus uniquement par son intérêt ; tandis que le chef de l'armée navale, subordonné aux éléments, devait opposer la prévision et la prudence nécessaire pour les rendre favorables, ne point compromettre les véritables intérêts de la patrie, son unique but, et assurer le succès de l'expédition. » Dans la *Revue Maritime* de novembre 1923, cette phrase est à placer page 608, après la septième ligne, avant les mots : « L'auteur du *Journal*... »

L'ouvrage, violent contre la marine, que réfutait l'amiral Duperré, était bien le « *Journal d'un Officier de l'Armée d'Afrique* ». — Paris, 1831, chez Ancelin, rue Dauphine, n° 19, un volume in-8°, prix : 5 francs. — Pour trouver le nom de son auteur, il faut se reporter aux tables des *Annales Maritimes* : « Réfutation par l'amiral Duperré de la brochure du Général Desprès, injurieuse pour l'armée navale devant Alger » (*sic*).

Si l'on considère que les *Annales Maritimes* étaient un organe officiel, « publié avec l'approbation du Ministre de la Marine et des Colonies », on doit admettre que le texte qu'elles ont imprimé

est la rédaction définitive du brouillon conservé à la Bibliothèque de la Rochelle, retrouvé par M. Cavayé. Nous avons dit qu'il contenait de très légères variantes ; pour n'en citer qu'une, au lieu de : « *Au ministre de la Marine*, on attribue à une phrase vague... l'interruption de la bonne intelligence » (manuscrit), on lit dans les *Annales* : « On attribue donc tout à fait à tort à une phrase vague... l'interruption de la bonne intelligence entre les deux chefs. » A quelques mots près, les deux textes sont donc identiques, et l'article des *Annales* s'arrête au même endroit et sur les mêmes mots que le manuscrit de La Rochelle.

Pour conclure, ce manuscrit de la Rochelle, de la main de l'amiral Duperré, était écrit en vue de paraître *officiellement*, sous les auspices du Ministère, en réponse au livre du général Després ; et c'était une première rédaction.

Commandant VIVIELLE.

P. S. — Les mêmes *Annales Maritimes et Coloniales* (tome 45, 1831) relatent ainsi la remise d'une épée d'honneur à l'amiral Duperré par les Rochelais ses compatriotes :

« Après la prise d'Alger, à laquelle contribua si vaillamment
« M. l'amiral Duperré, le Conseil Municipal de la Rochelle vota
« une épée d'honneur à son illustre compatriote. Cette épée lui a
« été remise dans le mois d'avril 1831, par une députation de
« Rochelais, sous la présidence de M. Fleuriau de Bellevue,
« membre de la Chambre des députés, qui a félicité M. Duperré
« sur la gloire qu'il s'est acquise, et qui rejaillit sur la ville qui l'a
« vu naître. Vivement touché de ce libre hommage, l'amiral a
« répondu : « Je fus toujours rochelais de cœur ; mon fils héritera
« de mes sentiments comme de mon amour pour mon pays. Cette
« épée, qui ne sortira jamais du fourreau que pour le service du
« Roi et de la Patrie, lui rappellera un des plus beaux jours de la
« vie de son père ».

J. V.

Revue Celtique, t. XL (1923), p. 156.

« Dans un travail récent — dit M^r J. Loth — fort intéressant même au point de vue ethnographique, *Separat-Abdruck aus dem Bündner. Monatsbl* 1921, p. 37-51, M. J. Jud étudie le rhéto-roman *umblaz*, allemand des Grisons *amblaz*, au point de vue du sens, de l'usage et de l'origine. Ce mot, sous différentes formes, est fort répandu en France.

Berry, *amblyé* ; Saintonge, *amblet* ; Poitou, *amblé*, *amblyet*,

omblyet ; Anjou, *omblée* ; Maine, *anbyé*, *onbyé*. Au nord le mot, aujourd'hui disparu, a existé ; on trouve dans les textes vieux-français *amblai*. Il est représenté en Piémont, dans la Suisse allemande, Tyrol, Carinthie, Allemagne du Sud. Il résulte d'une comparaison des différents sens que ce mot désignait l'anneau formé non de fer, ni de bois, mais le lien d'osier, chêne, bouleau, à l'aide duquel on attachait le joug au timon (1). Ce mot ne se trouvant que dans une zone habitée anciennement par les Celtes, ou soumise à l'influence des Celtes (Rhétie, Allemagne du Sud, Tyrol, Carinthie, Piémont, France du centre et de l'ouest). M. Jud en a cherché l'origine en celtique.

Il le tire d'un gaulois *ambi-lattium* : irl *slat*, gall *llath*, bret *laz*, vannet *lah* = *slatta* (*Laz*, *lah* a non seulement le sens de *latte* mais aussi de *timon*, flèche de *charrue*). La disparition de *s* initial est facile à expliquer. D'ailleurs en gaulois même, le groupe initial *sl* n'existe à ma connaissance que dans *slamb* sur une monnaie des Aedui.

Le haut-vannetais possède *amblez* f. plur. *amblézi* singulatif *amblézen*, boucle d'attelage, cercle sur un balai : c'est un emprunt ancien au français *amblais*.

AVIS ET NOUVELLES

La fête projetée de la célébration du cinquantenaire de la Société n'ayant pu être organisée pour août, est remise à fin octobre prochain.

Sur la demande du regretté Mgr Eyssautier, Sa Sainteté Pie XI a conféré, par Bref en date du 17 mai 1924, le titre et les privilèges de Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand à M. Emile Mautras, notre confrère, président honoraire de l'Association amicale des Anciens Elèves de Notre-Dame de Recouvrance.

L'Académie française est autorisée (juillet 1924) à accepter la donation que lui ont consenti M. et Mme Cognacq du capital nécessaire à la constitution d'une rente d'un million 30.000 francs

(1) Plus exactement c'est le timon (nous disons l'aiguille) qui passe dans les deux anneaux ou *amblés*. Ils sont faits, actuellement en Saintonge, avec des boyaux de bœuf.

permettant de porter de cent à deux cent trois les dotations de 10.000 francs chaque créées, en faveur des familles nombreuses.

On a travaillé en ces mois derniers à enlever des terres de notre amphithéâtre, côté de la fontaine, à laquelle on n'accède plus par le petit chemin bien connu d'une quantité de personnes jeunes ou qui ont été jeunes. Ces terres sont emportées par camion automobile au jardin public.

Le 10 août, en présence du ministre des Beaux-Arts et de 20.000 personnes, au moins, pressées, au fond de l'arène, sur les flancs et jusqu'au haut de l'amphithéâtre de Saintes (jamais il n'y en avait eu autant), a été jouée par la Comédie-Française. *L'Hérodienn*e de M. Albert du Bois. Le talent des acteurs, une magnifique mise en scène, avec une nombreuse et brillante figuration, laisseront le meilleur souvenir dans l'esprit des spectateurs. C'est le seul éloge que l'on puisse légitimement faire de cette comédie héroïque.

Le conseil des musées nationaux (juillet 1924) a accepté le don d'une esquisse peinte par Delacroix, en 1838, pour son tableau *la Bataille de Taillebourg* du musée de Versailles.

L'Académie française a décerné un prix de 500 francs à M. le chanoine Poivert pour sa *vie et vertus de Marie-Eustelle Harpain*.

L'église de Colombier vient de subir une *restauration* originale. Une voûte en briques couvrait la nef ; ce n'était pas beau, mais elle protégeait les fidèles contre le froid et les gouttières. L'architecte chargé de la surveillance des travaux a eu l'idée lumineuse d'abattre cette voûte, *proprio motu*, sans nécessité. Or, l'église est classée en partie au moins. Les habitants ayant payés une bonne part des travaux ne pourraient-ils pas exiger que l'entrepreneur architecte rétablisse la voûte à ses frais ?

Le chœur a été revoûté.

Et dire que toutes les églises ambitionnent leur classement !

SALONS DE 1924. — SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS

BALANDE (Gaston). *Sur les bords de la Dordogne*. Grand paysage avec rivière et femmes nues ; ruines à l'horizon reproduit dans le catalogue, p. 47. — BAUDOUIN (J. Franck) né à Saint-Martin-de-Ré. *Matinée d'octobre* (île de Ré, église Notre-Dame-des-champs. Paris. — BRON (Achille), né à Crazannes : *La rivière ; la Pergola* ; — CALLOT (Henri-Eugène), *Port Joinville, marée basse ; Port Joinville ; Port de la Meule*. — DESCOUTS (Ch.), né à La Rochelle, *Les moulins* ; FANTY-LESCURE (Mlle Emma), *Pre-*

mières fleurs ; — GEOFFROY (Jean). *La Prière*, reproduit dans le catalogue, p. 94 ; *Classe en plein air* ; — HIPPOLYTE LUCAS, né à Rochefort, *Aux Colletes, chez Renoir, Cagnes* ; *Le Béal Cagnes* ; *le matin à l'Oustalet, Cagnes* ; *Bords de la Seine, Bougival* reproduit dans le catalogue, p. 46 ; — JONCIÈRES (Léonce). *Le domino bleu* ; reproduit dans le catalogue, p. 34. — LENOIR (Ch.), *La Passante*, reproduit dans le catalogue, p. 84, *Idylle*. — LEJEUNE-ARMAND (Mlle), née à Etaules (y demeurant) *Sidi-Bou-Saïd* (environs de Tunis). — MORCHAIN (Paul-Bernard), né à Rochefort, *Après-midi d'été*, reproduit dans le catalogue, p. 65 ; deux jeunes femmes assises ou étendues par terre, un jeune homme accoudé à un arbre, au bord d'un étang, *matin à Landévennec* (Finistère) ; *la rivière à Chateaulin*.

BERNARD PAUGOY (Mme), née à Rochefort (à Châlons-sur-Marne), *Bianca, comtesse de V (miniature)*. DESCOURS (Ch.), Brodeuse (Bukovo 1917), pastel. *Les sarcleuses (boucle de la Cerna, 1917)*, dessin aux trois crayons. FOUQUERAY (Ch.). *Le Pont du Charognard Impe-rator Nicolas 1^{er}* ; *La marine de Colbert*.

DELAGE (Mlle Marguerite), née à Tonnay-Charente. *Vautour fauve*, statuette bronze : *les Cormorans*, groupe plâtre ; — PEYRONNET (Emile), *La Charente portant le coffret contenant le Livre d'or*, statuette plâtre.

FOUQUERAY (Ch.). *La relève des fusiliers marins* (Flandres, 1914), lithographie ; *La France aide la Serbie*, lithographie.

JOUVENOT (L. Isidore), né à Saint-Martin-de-Ré. *Vieux marin*, eau forte.

Sujets charentais traités par des artistes étrangers.

CHARPENTIER (Georges). *Dans le port de La Rochelle*.

FOUQUES (Robert-Henri). *La pointe de Suzac* ; — JOBERT (Paul), *Thonnien ralliant La Rochelle* ; — PETITJEAN (Edm.). *L'entrée du port à La Rochelle* ; — LEROUX (Mlle), *Les reliques*. Au bas de la falaise que domine l'église de Talmont passe une procession qui paraît une évocation d'un siècle très loin de nous. Reproduction dans le catalogue, p. 85.

HARDEL (J. Fr.), *Eglise Saint-Pierre-d'Aulnay* (architecture).

M. Louis-André Berthommé, né à Barbory (Oise), mais habitant Saintes depuis quelques années, expose un portrait de jeune fille. Il entre cette année à l'Ecole des Beaux-Arts.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS

CAILLAUD (Alf.), *Nature morte*.

DARAS (H.), *Les Vierges folles* (reproduction au catalogue). —

Portrait de ma petite fille. — HERISSON (René), *Le passage des grues ; un coin du Breuil* (environs de Cognac).

LEPINE. *La Table* (devant Esterel).

VAUTHRIN (Er. Germain) *Route d'Avranches et baie du Mont Saint-Michel ; Goélette « l'Anémone » de Grandville ; moulin d'Olonne ; Port de Grandville.*

Village vendéen (dessin) ; *la route d'Avranches* (dessin).

Bateaux de pêches (Grandville) dessin.

Sujets charentais traités par des artistes étrangers.

DESURMONT. *Cabine des bains* (Foncillon).

FERRÉ (Edouard Bize), *Le port de Royan ; coin du port* (Royan) avant l'orage (Royan).

IWILL, *La grande Côte à Royan* (dessin reproduit au catalogue).

LEHEUTRE (Gustave), *Les chalutiers à La Rochelle* (pointe sèche).

La grève de Fort-Louis, La Rochelle (eau forte).

Exposition des œuvres de Lhermitte. *Le port de La Rochelle soleil couchant, pastel, La Rochelle tour ; — La Rochelle* (très bien).

NOTES D'ETAT CIVIL

Le 17 juin 1924, à La Coinche, commune de Chérac, est décédé M. le lieutenant colonel en retraite William Tercinier, officier de la Légion d'Honneur, âgé de 73 ans.

Il laisse quatre enfants : MM. Etienne Tercinier et William, sous-lieutenant d'avion, Mmes Antoinette Boyer et Solange Peltier.

Quinze jours après, le 4 juillet, à 19 heures, en reconnaissance aérienne, à Pont Ouerghé, son fils William, sous-lieutenant d'artillerie, âgé de 25 ans, versé dans l'aviation, a été tué par une balle arabe, qui lui a coupé l'artère fémorale qui a déterminé une hémorragie entraînant la mort en moins d'une demi-heure.

Il a été fait Chevalier de la Légion d'honneur sur le terrain.

Il laisse un fils.

Le 17 juin, est décédé à La Rochelle, M. Georges Duplessis, officier de l'Instruction publique, rédacteur en chef de *La Charente-Inférieure* depuis 25 ans, était né à Courcoury le 12 février 1863, poète à ses heures. Après avoir fait ses études au collège de Pons, il entra au *Progrès de la Charente-Inférieure*.

Le 23 juillet est décédée, à Ternant, Mme Hippolyte Larade, âgée de 78 ans.

Le 10 juin, à Bordeaux, a été béni le mariage de M. Germain Gaborit avec Mlle Madeleine Fallour.

REVUE

DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Fromentin Loti et leur symétrie allemand* : Théodor Storm, par M. Pitrou. — *Le séjour de Marie Mancini dans le gouvernement de La Rochelle et Brouage*, par M. le Dr Sottas. — *Les villes disparues* : Tamnum, Novioregum, par M. Léon Massiou. — *Dessins de l'époque préhistorique dans les grottes de La Rochecourbon*, par M. Clouet. — *Le calvaire de Saint-Pierre-de-Royan au Musée de Cluny*, par M. Ch. Dangibeaud.

Célébration du Cinquantenaire de la Société : compte-rendu, toast de M. le chanoine Clénét, allocution de M. Ch. Dangibeaud.

LIVRES ET REVUES : Magne : *La joyeuse jeunesse de Tallemant-des Réaux* ; *Bulletin philologique* ; *Dépêche des ambassadeurs milanais*.

AVIS ET NOUVELLES : Nouveaux inscrits ; distinction honorifique ; carte postale de la fontaine Sainte-Eustelle ; hymne *La Rochelle* ; imprimerie Hus ; carrières de Crazannes ; carton de Balande ; forts du Chapus et Fouras en vente ; Concours pour une pièce de théâtre à Saintes ; l'abbé Bouly, bagettisant. Saison d'automne ; collection Maufras ; discours de M. Bernard.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Bordage ; Dr Laferrière, M. A. Gaud ; Mgr Me-neau ; Mme Taittinger ; Chanoine Lemonnier ; M. Rang des Adrets ; M. Bernard ; M. Depoint.

Mariages : Laane-Morch ; de Latour-de-Larrard.

BIBLIOGRAPHIE.

FROMENTIN, LOTI

ET LEUR « SYMÉTRIE » ALLEMAND : THEODOR STORM.

« Aux bords lointains dont nul mortel n'approche », comme chante Lohengrin — aux bords grisâtres de la grisâtre mer du Nord, entre Hambourg et la frontière danoise, il est un pays qui offre avec l'Aunis et la Saintonge de singulières et troublantes analogies. Déjà, dans une étude sur la *Question du Slesvig*, parue en 1917, un professeur en Sorbonne, M. Paul Verrier, rapprochait la *gâtine* et la *geest* ou lande bas-saxonne, le *marais* et la *marsch* ; — il eût pu dire encore : le *bocage* et certains points de la côte holste. La linguistique, aussi bien, ne trahit-elle pas ces correspondances ? *Geest* et *gâtine*, *marsch* et *marais*, voilà des vocables étrangement pareils. Le nom allemand de la Ditmarsie (*Dithmarschen*) révèle un sol fait d'apports marins et fluviaux, sur la côte qui s'allonge

de part et d'autre de l'Eider, comme Marais et Marennes, eux aussi, décèlent la nature alluviale des plaines limoneuses où débouche notre Charente.

Cette Charente elle-même promène à travers les *prées* de la « petite Flandre » — l'appellation est symptomatique — son ruban argenté surmonté de mâtues toutes hollandaises, comme l'Eider parmi les polders de la « Frise septentrionale », si flamande, elle aussi. L'île d'Oléron, fragment disloqué d'un ancien rivage, évoque l'archipel frison : mêmes maisons blanches sur les dunes battues par le flot ; mêmes assauts, sur la *grand'côte*, d'une mer que rien n'arrête ; même flore « spéciale, étrange », jusques et y compris les œillets roses d'été ! Entre les îles et le littoral court le même cordon de vase sableuse, jadis conquis sur les eaux, maintenant repris par elles. Sur la mer plombée, dangereuse avec ses bas-fonds, ses brouillards, ses fortes marées et ses tempêtes, planent des terreurs, des superstitions, des légendes identiques ; et la cité d'Antioche, disparue au fond du *pertuis*, sonne ses cloches sous-marines comme Rungholt, l'Ys frisonne.

En entendant Loti nous conter ses pèlerinages à la Limoise et nous décrire alternativement « ses vieux bois de chênes, son sol « pierreux que recouvrent des tapis de serpolet, ou des bruyères », puis « les grandes prairies vides d'alentour (de droite et de gauche, « rien cependant, rien que des plaines d'herbages où des troupeaux de bœufs se promènent) », tour à tour on songe aux terrasses siliceuses et broussailleuses de la lande nord-allemande, avec ses chênes rabougris, tout couchés par le vent d'ouest, à ses bruyères bourdonnantes d'insectes, et, d'autre part, aux gras pâturages tachetés par la houle des bestiaux multicolores, quadrillés de canaux d'irrigation, qui bordent la mer du Nord entre Wedel et Hoyer. « Un ou deux villages blanchâtres, « écrivait déjà Fromentin, avec leurs églises à plates-formes et « leurs clochers *saxons* [soulignons ce qualificatif], étaient posés « sur un des renflements de la plaine, et quelques fermes petites, « isolées, accompagnées de maigres bouquets d'arbres et d'énormes « meules de fourrage, animaient seuls ce monotone et vaste paysage, dont l'indigence eût paru complète sans la beauté singulière « qui lui venait du climat de l'heure et de la saison ». C'est, à s'y méprendre, l'aspect du Slesvig-Holstein, et nous pourrions citer telle métairie, aux alentours de Friedrichstadt, qui trait pour trait ressemble à ce « pavillon de tournure *flamande* » que nous décrit Dominique, avec sa « longue avenue marécageuse, sorte de prairie

« mouillée bordée de saules » qui mène « directement de la maison à la mer ».

L'homme se sent perdu dans cette campagne « aux lointains plats » où seule, à l'horizon, une raie blanchâtre signale l'océan proche. Parmi ces paysages en mineur, il s'attriste, se replie sur lui-même ; son âme emprunte quelque chose de cette tranquillité et de cette profondeur. Devant ces lignes monotones, il rebrousse chemin vers son passé, et tout son être prend la tonalité crépusculaire de cette lumière « néerlandaise », à la fois claire et sourde, qui vernisse et qui estompe.



En viticulture, deux terroirs de même composition peuvent donner, sous des cieux très différents, des vins à peu près identiques. Pourquoi, dès lors, deux régions apparentées l'une à l'autre comme celles que nous venons de comparer ne produiraient-elles pas des âmes très voisines ? Loin de nous l'idée d'ériger cette possibilité en loi absolue : les exceptions seraient trop fréquentes. Mais, quand nous allons rapprocher la sensibilité, l'œuvre — et l'œuvre la plus personnelle, la *vie* du poète et nouvelliste Theodor Storm (1817-1888) né à Husum (Moyen-Slesvig), de la sensibilité, de l'œuvre et de la vie des deux plus belles gloires littéraires de l'Aunis-Saintonge : Eugène Fromentin et Pierre Loti, les points de tangence constatés nous surprendront.

Ouvrons en effet, pour commencer, *Dominique* d'une part et de l'autre, la plus connue des nouvelles de Storm, *Immensee* (Le Lac des Abeilles). Même nuance d'automne, — l'automne, « la triste et fervente saison », comme l'appelle Fromentin, l'automne, décor obligé de presque chaque nouvelle de Storm, et thème de quatre de ses poésies lyriques. Même personnage principal, qui a « renoncé » et chez qui la mise démodée trahit le vieillissement précoce d'une âme déçue. Storm lui-même, car ici l'art suit pas à pas la vie — Storm achèvera sa « seconde existence » — celle de son second mariage, — comme M. de Bray, dans une atmosphère de « sérénité, de silence et de regrets », dans le demi-bonheur, trop sage, trop gris où nous trouvons, où nous laissons le héros de Fromentin. — Rien là, dira-t-on, que de très répandu ? Nous pourrions nonobstant juxtaposer telles façons de dire, singulièrement concordantes : « Tout homme porte en lui plusieurs morts », proclame chez Fromentin, le docteur. — Et

dans son cœur, fait écho, dans *Angélique*, « Theodor Storm (qui a dispersé entre plusieurs œuvres sa dramatique aventure de cœur) « il y avait un point mort qui transmuait tout ce qui pouvait leur arriver et tout ce que les autres appellent joie en une « monotone grisaille ». Mais poussons plus avant.

Leur protagoniste *situé* de la sorte, les deux écrivains, par un procédé parallèle, vont retracer, jusqu'au passé le plus lointain, l'histoire sentimentale de ce personnage où ils s'incarnent. Ici encore, similitudes abondantes. Enfances de garçonnets rêveurs et délicats, tout à la fois vagabondes et solitairement pensives, sur un rivage mélancolique, dans un milieu traditionnel, provincial et campagnard, où rien jamais n'évolue. « C'est bien toujours comme jadis ! » s'exclame, ravi, le poète frison lorsqu'exilé volontaire devant l'occupation danoise, il reprend barre, en vacances, au pays natal. — « Dieu merci, mande Fromentin à son « ami Bataillard, je retrouve chaque année les personnes et les choses à la même place. Nos domestiques sont les mêmes [Storm a des accents touchants pour célébrer la longue lignée des serviteurs familiaux], notre chien de chasse est le même ». La petite patrie, qu'elle s'appelle Husum ou Saint-Maurice ; la maison de famille, qu'elle s'appelle les Trembles ou la *Hohle Gasse*, cette demeure remplie, dans les deux cas, de portraits d'aïeux en costume Louis XVI, — voilà le refuge dans la tourmente, l'élément permanent dans l'universel écoulement des choses.

Toute sa vie, Dominique reste prisonnier des Trembles comme l'est, du manoir paternel, Anna, une autre héroïne de Storm. « Je « m'enracinais sans le savoir, et Dieu sait par quelles fibres résis-
« tantes... » Et sans doute, pareils « enracinements » sont courants, et courante aussi la rancune, consécutive, contre l'étouffement scolaire. Mais l'expression, ici encore, offre d'étranges coïncidences. Car voici, d'un côté, le jeune Saintongeais, de l'autre le petit Husumois laissant à l'envi leur pensée captive traverser les fenêtres exigües de la classe pour s'aller poser sur les arbres de la cour, « dont les rameaux trop à l'étroit se frottaient contre les murs noirâtres », dira le Rochelais — Storm dira : « vers le châ-
« taignier puissant, dont les branches, par-dessus la rue, attei-
« gnaient jusqu'aux fenêtres de la *Troisième* ou de la *Seconde* con-
« tiguë ». (Cette sensation de gêne, l'un et l'autre l'éprouveront à la ville, à Paris ou à Potsdam). — A la suite, le récit d'une distribution de prix, traité dans la même note par les deux autobiographes. L'un déclame une « Apologie des Lettres », l'autre un

poème sur « Matathias, libérateur des Juifs », — et tous deux sont fort émus, parce que dans la salle, deux beaux yeux suivent l'orateur avec intérêt.

Vient alors l'épisode capital : la rencontre de la femme prédestinée en apparence, en fait inaccessible. Storm, à vrai dire, est déjà marié quand il s'éprend d'une fillette à peine adolescente, Dorothee Jensen, et c'est une différence avec Fromentin — *alias* Dominique, simple collégien (1). Par contre, Madeleine, Madeleine de Nièvres est une créole, — créole comme la Jenni d'*Outre-Mer* chez Storm, ou comme cette *Étrangère* aux yeux noirs et aux joues pâles que célèbre son lyrisme. Mais, des deux côtés, l'idylle reste adultère des yeux, adultère du cœur, avec un déroulement symétrique : dans l'un et l'autre roman, une scène du bal, dans l'un et l'autre une scène en bateau. Et cela déjà est frappant. Les alternances tragiques entre le fol espoir et la paix funèbre et lucide, entre la passion recrudescence et la volonté d'oubli se succèdent ici comme habituellement dans ces douloureuses amours. Ce qui tranche, c'est le ton sur lequel elles nous sont contées : un ton élégiaque, résigné, aux nuances automnales. Puis, des détails : par exemple ce cri de courlis « bref, aigu », que Dominique entend au loin dans la nuit fiévreuse et qui lui fait « battre le cœur » et, chez le conteur allemand, par ailleurs, cet « appel strident d'un oiseau de mer » qui vient interrompre la silencieuse rêverie nocturne de Marx, abîmé, lui aussi, dans sa passion impossible, à la fin d'*Auf dem Staatshof*.

Et sonne l'heure où il faut rompre. Même son comme de voix fêlée, même mélange de résignation et de désespoir, même attitude d'implacable analyse de soi et d'abandon à une fatalité qu'on estime inéluctable :

« Vous partez demain », me dit Madeleine en me parlant debout et j'étais debout devant elle. — « Oui », lui dis-je. — « Et nous ne nous reverrons plus jamais ! » Je ne répondis pas. — « Jamais, reprit-elle ; entendez-vous ? Jamais... ».

Voyons maintenant Reinhard, le héros d'*Immensee*, s'enfuir, lui aussi « au lever du jour, sans voir personne ». Brusquement, Elisabeth, la femme aimée, (elle est mariée, comme Madeleine) a surgi :

(1) Aussi bien, Madeleine est mariée ; d'où situation, somme toute, égale.

« Tu ne reviendras plus » (prononce-t-elle après un long silence). Je le sais, ne mens pas ; tu ne reviendras plus ». — « Jamais plus », dit-il. Elle laissa retomber sa main sans rien dire...

Nous rejoignons maintenant l'époque du préambule. Dans *Imensee* comme dans le récit français, l'artiste tient à fermer son « cadre ». Voici, au crépuscule dans les deux cas, le naufragé de la vie résigné à cette « démission de lui-même », à cette « existence modérée » qui n'a plus de raison d'être que le souvenir. Et ce souvenir lui-même, si précieux soit-il, on a comme peur de l'évoquer. Et jusqu'à son avant-dernière nouvelle (1887), Storm notera chez ses narrateurs « cette expression de pudeur attristée qui suit ordinairement les épanchements trop intimes », ce « silence embarrassé », cette pâleur de la physionomie « rajeunie par les lueurs passionnées d'une autre époque », que Fromentin prête à M. de Bray. « Le vieillard, écrira-t-il, en finissant, était toujours assis, « les mains jointes, dans son fauteuil et regardait dans la chambre, « droit devant soi », tel Dominique « dans le vague effacement du « soir et de l'oubli... ». — Le plus curieux, c'est que la vie, dépassant la fiction, a dénoué les deux romans par une mort précoce. « Dans « le caveau (gémira en une vision réaliste Storm) près des anciens « cercueils, un autre repose maintenant, qui cache à mon amour « le plus suave des visages... » Et Fromentin : « Je pense à toi, « qui dors là-bas, sous l'herbe mouillée, pauvre tête si belle, aux « yeux si doux, au teint si blanc, aux yeux si clairs ! »



Un même drame intime, conté sur le même mode mineur (et nous n'avons pas cité la moitié des passages similaires) : voilà ce qui relie le grand peintre-poète charentais au fils des rivages de la « Chersonèse cimbrique ». Une démonstration plus probante encore pourra être faite des affinités qui réunissent, à travers l'espace, le même écrivain slesvigien et un autre charentais : Pierre Loti. Ici plus encore, nous serons contraints de choisir, parmi les détails, les plus convaincants.

Comme tout à l'heure, il faut revenir aux origines, à la genèse de ces sensibilités d'élite. Le *Roman d'un Enfant* s'écoule « dans un « milieu presque incolore, dans le coin le plus tranquille de la plus « ordinaire des petites villes » ; ce qui est dit là de Rochefort s'appliquerait aussi bien à Ilsum. Le centre, l'abri tiède et vénéré, c'est la maison. De part et d'autre, elle est peuplée de vieux

meubles, de médaillons anciens, de mille reliques puérides et touchantes, parmi lesquelles figure, chez Storm comme chez Loti, un vieux châle : il est lilas chez l'un, rouge chez l'autre, voilà toute la différence. La poussière des siècles défunts, amassée dans l'univers enchanteur des greniers, quel plaisir, pour ces deux contemplatifs, de l'aller respirer ! Ils la décrivent en termes également lyriques, et si proches ! A côté du foyer principal — la maison —, chez tous deux, un second centre : le jardin, un jardin un peu démodé, calme et triste avec, chez Storm, un poirier, chez Loti un prunier vénérables.

On vit ainsi, parmi « l'ombre des choses passées », rattaché à elles, de part et d'autre, par une grand'mère qui embrouille les noms et les dates, ou par des ancêtres, ces lointains huguenots dont le petit Saintongeais conserve les lettres timbrées d'exil avec la même dévotion que Storm les billets d'amour ou les relations de voyages de son grand-père.

Quelles peuvent être les joies de ces enfances trop câlinées par une légion d'oncles et de tantes, — trop en serre chaude ? Au foyer même, l'époque des étrennes, Noël intensément aimé pour ses conspirations chuchottantes, son mystère, l'éblouissement du soir radieux, l'intimité allègre de la réunion familiale. Au jardin, les jeux, assez sages, malgré quelques farces de gamins. Les fillettes, mignonnes et capricieuses, sont préférées aux camarades masculins, qui effarouchent. Et deux héroïnes de Storm, Berta von Buchau, et Anna d'*Au château*, balancent la jambe comme Lucette, juchée dans son arbre. Antoinette a la grâce exotique de Jenni dans *Outre-Mer*, Jeanne la distinction patricienne d'Anne Hélène van der Roden et, comme elle, raille la balourdise de son commensal. Avec cela, on ne dédaigne pas, de temps à autre, la compagnie d'une fille de pêcheur de l'île de Ré, Storm l'amitié d'une petite saltimbanque : instinct dominateur d'enfants gâtés, ou affinités dans la délicatesse ?

Puis, il y a, dans ces deux adolescences, les deux grandes éducatrices : la campagne — le jeudi, pour l'un, la Limoise ; pour l'autre, le samedi soir, Hattstedt ; en vacances, un village cœvenol ou le bocage holste, révélateurs de la cordialité paysanne ; et surtout la mer, la mer vue souvent, par ces deux imaginatifs, à travers le prisme enchanteur de l'*Odyssée*. Son grondement maternel et terrible obsède l'auteur de *Psyché* comme celui du *Roman d'un Enfant*. Et tout naturellement, cette passion pour l'Océan les rapproche des matelots : peuple naïf et débridé, rude et tendre, de poètes inconscients, de grands timides en amour.

Toutefois, l'essentiel des affinités entre ces deux natures si homogènes n'est peut-être pas là. Il réside, semble-t-il, beaucoup plus dans leur façon spéciale d'envisager leur passé. — et tout passé en général. De leurs primes années — nullement insouciantes comme l'imagine le préjugé — tous deux conservent surtout (*Roman d'un Enfant*, 54) « des images tristes ». Non pas simplement les effrois, les terreurs nocturnes des ruelles obscures de Rochefort ou de Husum ; mais bien plutôt les heures d'insondable, d'inexplicable détresse, celles où tous deux, d'un même réflexe, appellent leur mère : silences accablants des midis sur la lande bas-saxonne ou à la Limoise ; tristesse de certains soirs d'été, accrue par le tintement d'une cloche lointaine. Désolation qu'on aime, qu'on recherche comme un poison délicieux, comme une musique qui étourdit. Et chez ce Français presque méridional réapparaît la prédilection du Frison mi-slave, mi-scandinave pour « l'heure toujours un peu pénible, un peu angoissante du chien et loup ».

Qu'il y ait dans cette attitude, dans ces préférences, quelque chose de maladif, comment le contester ? Est-elle bien saine, cette vision qu'ils ont tous deux, vers 14 ans, d'une « inconnue », qu'ils devinent être une « retrouvée », une « déjà vue » ? Ou cette « prescience de certaines grandes douleurs, de certains soirs tragiques » ? En outre, cette peur de vivre qui réfugie le petit Storm dans le lit de sa grand'mère, les soirs de tempête, ou le petit Pierre dans le salon bien tiède après avoir frissonné aux ténèbres de la rue, se double d'une horreur, au moins égale, de la mort. Devant ce présent détestable, cet avenir effrayant, quel autre abri que le Passé ? Dans ces deux âmes, au moindre coup de baguette, c'est tout un cortège de sensations qui ressuscite. Cette perpétuelle retraite vers l'Autrefois, cet attachement fétichiste aux menus symboles du temps jadis, donnent à leurs désespérances splénétiques une illusion nécessaire : celle de *durer*, de survivre parmi l'universel, le perpétuel effondrement. Illusion, donc fugace et vite déçue : Storm ne retrouve plus sur la lande les rêves, les bonheurs, les amours qu'il y a naguère vécus. Julien Viaud, officier de marine, a trop couru le vaste monde pour redevenir le même en face de ses paysages d'enfance. Aussi bien ceux-ci se voient-ils journellement défigurés par l'exécrable « progrès ». Storm le maudit en Slesvig, Loti le maudit à Rochefort, — cependant que la Nature assiste, impassible, à ces hécatombes (*Roman d'un Enfant* 28-29, Storm, fin d'*Une fête à Haderslevhuus*).

Les raisons de vivre alors, l'espoir qui stimule, où les chercher ?

— Tous deux répondent par la même négation désabusée. La hantise du « néant final », de l'irréversible fin humaine poursuit Loti aux sables de Palestine comme dans les ruines Khmers d'Anghor, pour le reprendre dans son jardin de Saintonge, un dimanche très chaud d'été. Vainement, immobilisé dans la vie étriquée d'un magistrat de toute petite ville, Storm partagera son cœur entre deux femmes également aimées. « Puisque tes yeux, dit-il un jour à l'une d'elles, s'en iront en poussière, je ne sais pas quand nous nous reverrons ». Plus il va, moins il croit à un revoir quelconque, et il meurt inconsolé. Loti, bien qu'élevé dans un milieu strictement protestant, perd de bonne heure toute foi, prend, comme Storm d'ailleurs, l'horreur des prêches, des dévots, de toute religion, et il garde un seul espoir : la réunion future avec sa mère. Pour ces deux grands mélancoliques, nous vivons à même le mystère, effroyablement seuls, et c'est là le secret de notre perpétuelle angoisse.

Par éclairs seulement, nous entrevoyons à certains instants privilégiés, un monde supérieur, dans notre âme des « tréfonds insondés », que le but de l'art est précisément d'exprimer, tout au moins de faire pressentir. D'où cette technique commune à nos deux poètes, qui tend sans cesse à provoquer chez le lecteur des suggestions, des résonances beaucoup plus qu'à décrire directement. Dans l'immensité du Passé, on choisira simplement (tous deux emploient l'expression), les « points lumineux » : le reste se devinera. Il s'agit de donner, par la sonorité même des mots, des syllabes, leur rapidité ou leur poids, l'assonance, l'allitération, la valeur évocatrice de tel ou tel adjectif, de telle ou telle image, la sensation de cette sorte de gaze qui auréole les phénomènes, comme les vapeurs qui enveloppent le paysage, en Saintonge et en Slesvig.

∴

Quelle distance, des grèves rochelaises ou rochefortaises aux confins du Jutland ! Storm, nous ont affirmé ses enfants, n'a jamais rien lu de Fromentin ni de Loti. Ceux-ci pour leur part, si nos renseignements sont exacts, ignoraient l'allemand. Toute influence de l'un sur l'autre doit donc être exclue. Que reste-t-il alors pour expliquer ces concordances indéniables ? La similitude des terroirs. Un jour peut-être, la « géographie humaine » nous donnera la solution, en précisant les relations encore mystérieuses entre le sol où s'enracine une personnalité et ses façons de sentir et de s'ex-

primer. En attendant, il était, je crois, intéressant de signaler aux lecteurs de cette *Revue* qu'il a existé, par delà les mers et dans un pays hier encore notre ennemi, un « pendant », presque un « So-sie » de leurs deux grands compatriotes : Lotti et Fromentin.

ROBERT PITROU

Maître de Conférences à l'Université de Bordeaux,

II

LE SÉJOUR DE MARIE MANCINI

DANS LE GOUVERNEMENT DE LA ROCHELLE ET BROUAGE

Les raisons pour lesquelles le Cardinal Mazarin éloigna de la Cour sa nièce Marie Mancini sont bien connues. Mon intention n'est pas de faire un nouveau récit de l'aventure amoureuse de Louis XIV et de la nièce du Cardinal, mais seulement de préciser les conditions dans lesquelles Marie Mancini fut amenée à faire sa retraite dans le gouvernement de son oncle, de signaler quelques détails, les uns certains, d'autres probables, au sujet du séjour, particulièrement du logis de Marie Mancini dans ce gouvernement et de présenter une sorte de résumé chronologique des petits événements et des incidents qui survinrent au cours de cette retraite.

Appelé par les nécessités de son œuvre diplomatique à faire un voyage à la frontière d'Espagne, Mazarin ne voulait pas laisser sa nièce auprès du roi pendant son absence. Il résolut donc de l'em-mener avec lui et de la conduire d'abord à La Rochelle, car il avait l'intention de profiter de son déplacement pour passer par son gouvernement qu'il n'avait pas encore visité.

Il fit partir sa nièce devant lui et, tant pour modérer la rigueur et l'éclat de la séparation que pour accommoder ses arrangements domestiques, il donnait pour compagnes à Marie Mancini les deux jeunes sœurs de celle-ci : Hortense, âgée de treize ans (1) et la petite Marie-Anne, âgée de près de dix ans (2). Marie, baptisée à Rome le 1^{er} août 1639, était alors à la veille de ses vingt ans.

C'est le dimanche 22 juin 1639, que Marie fut séparée du roi et elle se mit en route ce jour même.

(1) Hortense Mancini, née à Rome le 6, baptisée le 8 juin 1630.

(2) Marie Anne Mancini, baptisée à Rome le 13 septembre 1649.

Les trois sœurs étaient confiées à la garde d'une duègne sévère et peu sympathique, mais sur laquelle le Cardinal pouvait compter car il la connaissait fort intéressée. Cette garde prête à tout se nommait Marie de Gaillard de Venel.

Mazarin, à son tour, quitte Paris le 26 juin pour aller dîner à Vaux et coucher à Fontainebleau. De là, par Jargeau et Pithiviers, il rejoint ses nièces le 29, sur les bords de la Loire, à Notre-Dame de Cléry, et leur fait suivre sa route sans toutefois les astreindre aux visites qu'il est obligé de faire, à Chambord et à Blois, à l'oncle et à la tante du roi.

Le 5 juillet, il arrive à Poitiers où il trouve l'intendant de son gouvernement, Colbert de Terron, venu au-devant de lui. Il a toujours l'intention de passer à La Rochelle, comme il l'écrivait au roi, de Chatellerault, la veille de ce jour.

Mais le dimanche matin, 6 juillet, arrive à Poitiers un courrier apportant d'Espagne la ratification des préliminaires de la Paix. Le Cardinal, désirant entamer sans tarder les conférences décisives avec le ministre du roi Philippe IV, renonce alors à son projet de visite dans son gouvernement et décide de gagner au plus vite la frontière d'Espagne.

Il s'arrête d'abord à son idée première de garder ses nièces avec lui, mais bientôt il est décidé qu'elles continueront leur route à La Rochelle.

C'est ce qu'il fait savoir à Colbert dans une lettre écrite ce même jour, 6 juillet, et allongée par deux post scriptums de sa main, qui témoignent des modifications successives de sa décision, et c'est alors qu'il précise de quelle façon Colbert, à Paris ou à Fontainebleau, et Colbert de Terron, à La Rochelle, devront assurer — c'est-à-dire contrôler — la transmission de la correspondance qu'il avait dû tolérer entre le roi et sa nièce.

Il se sépara donc de ses nièces pour continuer sa route.

Les jeunes filles, accompagnées de leur gouvernante, de leurs filles de service et de leurs valets, quittèrent Poitiers le 7 et arrivèrent à La Rochelle le jeudi 10 juillet.

Elles y furent reçues comme des princesses du sang, au bruit de la mousqueterie et du canon, toute la bourgeoisie sous les armes et le corps de ville assemblé pour les compliments.

Les lettres qui ont été publiées de Marie Mancini, celles de ses sœurs, celles de Mme de Venel et notamment le livre de Lucien Perey — *Le Roman du Grand Roi* — donnent de nombreux renseignements sur la vie des nièces du Cardinal à La Rochelle

pendant les deux mois qu'elles y résidèrent, mais je n'ai trouvé nulle part une désignation du logis qu'elles habitaient et il n'existe, à ma connaissance, aucune tradition gardée à la Rochelle sur ce sujet.

Il est très probable qu'elles furent logées à l'Hôtel de Ville où Colbert de Terron, qui résidait habituellement à Brouage, avait un pied à terre. Mme de Venel se plaint bientôt au Cardinal, dans une lettre du 16 juillet, de ce que le grand nombre de portes et de montées qui se trouvent dans le logis rend la surveillance difficile, et elle revient sur ce sujet dans une lettre du 2 août.

Et, comme le Cardinal paraissait s'inquiéter de ces dispositions, Colbert de Terron lui écrivait, le 30 juillet, que jusqu'ici ces demoiselles avaient mangé en public par l'empressement que le peuple avait de les voir, mais, disait-il, « personne ne mangeant avec elles et la curiosité du peuple commençant à se relâcher, je ne vois pas qu'il soit fort nécessaire de rien changer ».

À la vérité, ces diverses particularités s'accordent mieux avec une résidence à l'Hôtel de Ville qu'avec les conditions qu'on trouverait dans un hôtel particulier.

Le commandant de place à la Rochelle était M. d'Alençon de Survie. (Lucien Perey le nomme, dans les lettres de Mme de Venel, M. de Sourcy et M. de Sergy).

Ce commandant se montrait fort empressé auprès des nièces du Cardinal, comme tout ce qui était en place à la Rochelle ; il tint à prendre le mot d'ordre de Mlle Mancini le jour de son arrivée.

Quant à Colbert de Terron, Lucien Perey le qualifie gouverneur de La Rochelle.

Il est singulier que les véritables qualités du cousin de Colbert, du vivant du Cardinal, aient été si longtemps méconnues. Les savants éditeurs des *Lettres de Colbert* et des *Lettres de Mazarin* eux-mêmes sont restés mal renseignés.

Dans le recueil de Pierre Clément, une note qualifie Terron commissaire général de la marine à Rochefort et intendant de la généralité de la Rochelle à une époque où Rochefort n'était pas encore fondé et alors que la généralité de la Rochelle ne fut constituée qu'en 1694.

Dans celui de Chéruel, il est noté intendant de la marine à Rochefort en 1657 et en 1658.

En examinant les ouvrages qui parlent de Colbert de Terron il serait aisé d'étendre le catalogue de ces inexactitudes, mais les lecteurs de la *Revue de Saintonge* savent exactement quelle était sa situation dans le gouvernement de Mazarin.

Pendant le séjour des nièces du Cardinal à la Rochelle Colbert de Terron vint demeurer dans cette ville, abandonnant sa résidence habituelle de Brouage. Il dut toutefois s'absenter du 8 au 25 août pour aller préparer et surveiller l'embarquement et le passage de la Cour, de Blaye à Bordeaux.

Il s'apprêtait à servir de tous ses moyens les demoiselles Mancini et Marie particulièrement, mais, dans les occasions qu'il eut de se rendre à la Cour, il se laissa entraîner à jouer le rôle d'intermédiaire trop complaisant entre le roi et Marie Mancini et se mit ainsi dans une posture fort délicate à l'égard du Cardinal.

Dans les premiers temps de leur séjour à la Rochelle, les jeunes filles ne sortaient pas. Marie, plongée dans le chagrin, ne voulait voir personne, elle passait son temps à lire et relire les volumes de lettres que lui adressait le roi, à écrire elle-même, et à essayer les rebuffades de son oncle qui ne cessait de la quereller et de la menacer dans les siennes.

Une lettre de Mme de Venel nous apprend que les demoiselles se promenèrent pour la première fois le soir du 6 Août.

Un incident vint tirer Marie de son abattement.

La Cour ayant quitté Fontainebleau le 28 juillet pour se rendre à Bordeaux, le roi avait manifesté l'intention formelle d'aller lui-même à la Rochelle.

Pour éviter l'éclat d'une telle fugue, le Cardinal et la reine-mère se trouvèrent dans l'obligation de permettre à Marie Mancini de rencontrer le roi sur sa route.

En effet, le 10 août, un gentilhomme de la Cour, M. de Fouiloux, apportait de Poitiers à la Rochelle, une lettre de la reine invitant les demoiselles Mancini à venir à Saint-Jean-d'Angély et une lettre du roi pour Marie.

C'est le 13 et le 14 août qu'eut lieu l'entrevue du roi et de Marie. Le roi se montra fort tendre, on forma de nouveaux projets et Marie devait même rejoindre la Cour à Bordeaux dans peu de jours. La reine y consentait si le Cardinal l'approuvait.

Ce fut pour Mazarin le moment le plus difficile et c'est dans cette phase qu'il écrivait au roi ses lettres les plus éloquentes, allant jusqu'à parler de tout abandonner et de se retirer. Le roi finit même par se fâcher et devenir à son tour menaçant. Mais la raison d'Etat devait l'emporter.

Marie ne tarda pas à reconnaître la vanité de ses projets et à se rendre à l'évidence. Le mariage du roi avec l'Infante était décidé,

elle était de nouveau abandonnée. C'est alors qu'elle prit le parti de prier le roi de ne lui plus écrire et quant à elle, de ne plus répondre aux lettres qu'il lui adresserait. Elle déclara aussitôt à son oncle sa décision dans une lettre du 3 septembre.

Ravi de ce changement subit et inespéré, Mazarin répond à sa nièce une lettre bien différente des précédentes et, prenant acte de son engagement, il lui offre de retourner à Paris. La jeune fille demande seulement à son oncle de la marier en France, au plus tôt et avant le roi, ne voulant pas être « quittée ». En même temps, pour cacher son dépit ou pour changer de milieu après un tel changement, elle se propose d'aller demeurer à Brouage.

Cette proposition ne pouvait que convenir au Cardinal, aussi bien, le dimanche, 14 septembre, les trois sœurs avec leur gouvernante et leurs filles de service quittèrent La Rochelle en carrosse et se rendirent à Brouage où leur arrivée fut saluée par des salves d'artillerie.

S'il est probable qu'à La Rochelle les nièces de Mazarin habitaient l'Hôtel de Ville, il est certain qu'à Brouage elles furent logées dans la Maison du Roi, qu'on appelait aussi le Château, où Terron avait sa demeure.

Cette Maison du Roi, appelée aussi le Logis du Gouverneur ou le Gouvernement, occupait, dans la place, l'angle nord-ouest défendu par le bastion de la Mer, et couvrait, par ses constructions, ses deux cours et son grand jardin, une surface d'environ 5.900 mètres carrés. Il n'en reste plus aujourd'hui que l'enclos circonscrivant un quadrilatère légèrement trapézoïdal de 90 × 65 mètres.

La description sommaire de cette habitation se trouve dans les Mémoires des ingénieurs Masse, de 1708, Prettescilles (1727) et du chevalier de Mirabel (1757). On peut, d'autre part, compléter ces renseignements par l'examen des plans anciens et surtout du relief construit en 1706 et conservé au Dépôt des Invalides, à Paris.

Les bâtiments principaux consistaient en un bâtiment central, faisant face au nord, avec deux ailes de retour d'inégale importance, formant les trois côtés d'une cour d'honneur dont le mur de clôture, du côté nord, était percé d'un portail donnant sur la rue couverte par la courtine qui relie le bastion de la Mer au bastion Royal. Cette rue plantée d'arbres porte aujourd'hui le nom de rue du Mail.

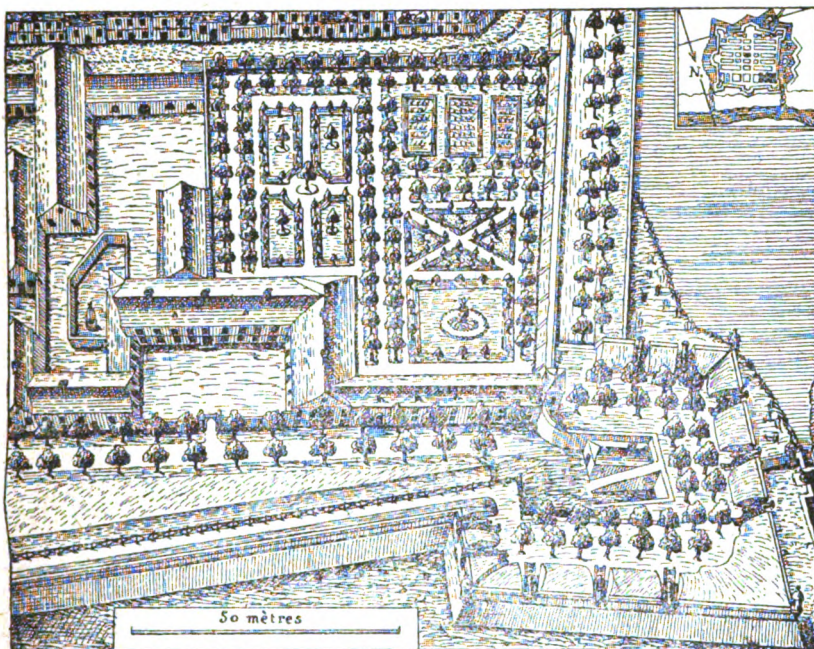
Au rez-de-chaussée du grand bâtiment se trouvaient deux grandes

salles de réception et quatre cabinets. A l'étage supérieur, une antichambre et cinq grandes chambres de maître.

Le rez-de-chaussée des ailes contenait le logement du portier, deux cuisines, dont une très vaste, office, dépense et boulangerie. Au-dessus, cinq chambres de domestiques et trois cabinets.

Il y avait, au total, douze chambres pourvues chacune d'une cheminée.

Derrière le grand bâtiment, c'est-à-dire du côté du midi, était



Le château de Brouage

une grande cour avec poulaillerie, des greniers et autres bâtiments de basse-cour.

De l'aile principale située à l'ouest de la cour d'honneur se détachait, en bordure sur la rue du Mail, un bâtiment, de 25 toises de long sur 3 toises de large, dont le rez-de-chaussée comprenait, d'abord, sur une longueur de 15 toises, des écuries pouvant loger au large vingt chevaux, puis deux remises à carrosses, un bûcher, une volière et enfin une sorte de grotte ou cabinet de rocailles dont

on voit encore quelques vestiges dans la paroi du mur appuyé au bastion.

A l'étage au-dessus régnait une longue galerie aboutissant à une chapelle qui empiétait sur la terre-plein du bastion.

Enfin un puits, une citerne de 9 × 9 pieds et 6 pieds de profondeur, et une cave complétaient les commodités de cette vaste habitation.

Au midi des bâtiments, et séparé de la deuxième cour par un mur, se trouvait un grand jardin qui s'étendait jusqu'au mur intérieur de la courtine de la Mer et ce mur s'élevait de six pieds au-dessus du terre-plein de la courtine afin que le regard ne pût plonger dans le jardin. Ce mur surélevé existe encore actuellement.

Au midi, l'enclos était bordé par la rue de l'Arsenal, et, à l'est, il attenait à des héritages particuliers.

Pour certains auteurs, le château de Brouage est devenu synonyme de forteresse de Brouage où Marie Mancini fut enfermée un peu comme les suspects de 93.

Marie Mancini n'était pas enfermée à Brouage et si elle vint demeurer dans cette place forte c'est qu'elle le voulut bien, entraînée peut-être par Colbert de Terron.

On pourrait en dire autant pour La Rochelle. Ce que voulait le Cardinal c'était ne pas laisser sa nièce derrière lui auprès du roi, mais il était parfaitement préparé à la garder avec lui ; c'est Marie qui préféra aller vivre à la Rochelle pour y cacher son chagrin. « Je me repens bien de ne vous avoir pas suivi », écrira-t-elle un jour à son oncle, dans la tristesse de sa retraite.

Il existe, au sujet de l'habitation de Marie Mancini à Brouage, plusieurs traditions légendaires. J'ai lu quelque part qu'elle avait habité le couvent des Récollets. Il est bien certain que pendant son séjour de plus de trois mois à Brouage, Marie Mancini dut faire au couvent, plus d'une visite et laisser aux religieux des marques de sa générosité. Peut-être son nom fut-il en vénération auprès d'eux assez longtemps pour qu'une légende extensive ait pris naissance et, le nom de Marie Mancini étant resté attaché à cette maison, on a fait de celle-ci le lieu de son habitation.

Le couvent des Récollets n'existe plus. En 1878, les murs menaçaient ruine, particulièrement le clocher que l'adjudant de place, M. Quilichini, fit abattre, dans la crainte d'un accident, surtout au passage des chariots qui portaient les poudres à la poudrière de Saint-Luc. Dix ans plus tard, le reste était rasé.

Aujourd'hui, on montre, à Brouage, deux maisons qui s'adjugent chacune le titre de maison de Marie Mancini.

L'une se trouve dans la rue des Trois-Vierges, sur le côté nord de la rue et à quatre-vingt-dix pas à l'ouest de la Grande-Rue.

Partagée en deux parties, elle n'a pas dix mètres de façade. La première partie, qu'on rencontre d'abord en venant de la Grande-Rue, est la plus étroite et ne possède qu'une petite porte avec une fenêtre au-dessus. Dans l'autre partie, une porte et une fenêtre à côté ; une seule fenêtre, au-dessus de la porte, à l'étage.

Le linteau en pierre de la porte présente une inscription indéchiffrable, ou plutôt deux inscriptions dont l'une surcharge l'autre, la seconde paraissant avoir été tracée, la pierre ayant été retournée.

L'autre maison est située dans la rue de l'Eglise, sur le côté sud de la rue. Elle est d'apparence encore plus modeste que la première, car elle est composée d'un simple rez-de-chaussée. Il a été déjà question de cette maison dans notre Société à la séance du 3 mars 1881. Le compte rendu de cette séance rapporte que dans cette habitation où Marie Mancini séjourna, il existait une cheminée de style Louis XIII qui était le principal ornement de la chambre et que cette cheminée, en bois de noyer, sculptée à gros relief, venait d'être acquise par M. Abel Mestreau, de Saintes.

Il est presque oiseux d'affirmer que ces traditions sur l'habitation de Marie Mancini sont de pures fantaisies. Quand même des documents probants ne nous feraient pas connaître, avec certitude, son véritable logis, il est bien évident que ces modestes habitations n'eussent pu offrir un logement suffisant aux trois nièces du Cardinal, à leur gouvernante, à leurs filles de service et à leurs valets, sans compter les personnes qui partageaient leur table et habitèrent avec elles pendant plusieurs semaines.

Dans le vaste logis du Gouvernement, au contraire, tout devient explicable. On comprend comment Terron put recevoir les jeunes filles à leur arrivée et les « traiter magnifiquement », comme l'écrit Mme de Venel. Et quand le roi, peu de temps après son mariage, étant sur le chemin de retour à Fontainebleau, fit, à Brouage, une excursion sentimentale et bien risquée, il logea tout naturellement dans la Maison du Roi. Il y coucha le mardi 29 et le mercredi 30 juin 1660. Une lettre du frère de Marie, Philippe-Julien Mancini qui accompagnait le roi, nous apprend que ce prince ne put retenir ses larmes et qu'il voulut habiter la chambre que Marie avait quittée six mois auparavant. Elle lui revenait d'ailleurs de droit car c'était évidemment la plus belle.

Depuis sa brusque détermination, Marie Mancini avait complé-

tement modifié sa manière de vivre ; elle ne songeait qu'à se divertir ou plutôt à s'étourdir. Ce fut aussitôt, dans la sévère place forte une animation inaccoutumée. « On joue, on danse au Château, écrit Mme de Venel, on court tout le jour et une bonne partie de la nuit. »

Les filles de la comtesse de Marennes vinrent tenir compagnie aux jeunes filles et animer la table. C'est une succession de gentilshommes que Terron retient à sa table et de dames des environs.

Le Cardinal approuve cette dissipation révolutive, il recommande à Mme de Venel de ne rien ménager pour le divertissement de ses nièces. On joue gros jeu, Colbert de Terron fournit largement les pistoles ; espiègle et futée, Marie-Anne, la petite Marianne se faufille partout. Enfin on fait des excursions.

Pour sortir de Brouage et gagner la campagne, il n'y avait alors qu'une issue ; c'était la porte d'Hiers. La porte Royale, au nord de la place, était la porte du port et de la mer.

Plus d'une fois Marie Mancini, dans ses excursions, dut passer par le bourg d'Hiers situé dans un îlot d'arbres et de verdure, à peu de distance de la place entourée de marais salants. N'y a-t-elle pas laissé des souvenirs ?

Aujourd'hui, quand on sort de Brouage par la brèche stupide qui a remplacé la porte d'Hiers et que l'on suit la route de Marennes, on rencontre, à deux kilomètres de la place et du côté gauche de la route, successivement trois chemins ou rues montant dans le bourg d'Hiers et bordées de maisons espacées.

De l'entrée du premier de ces chemins, on aperçoit, sur le côté droit et à trente ou quarante mètres, une maison blanchie à la chaux qui attire l'attention par deux volées de canons en pierre plantées normalement au-dessous de la corniche du toit, aux deux extrémités de la façade.

Le rez-de-chaussée de cette maison présente une porte médiane encadrée par une fenêtre de chaque côté. A l'étage supérieur, qui repose sur un bandeau très prononcé, se trouve une seule fenêtre, l'autre ayant été murée. Enfin une assez large étendue de la façade, du côté de l'ouest, est dépourvue de baies.

Les volées des canons, qui se projettent en saillie d'environ un mètre, sont taillées à huit pans et font office de gargouilles.

En examinant de près cette maison, on distingue, au ras de la partie supérieure de la porte, une surface saillante en pierre qui en occupe toute la largeur et présente la forme d'un losange surbaissé dont l'angle supérieur est légèrement et l'angle inférieur très largement tronqué.

A la partie supérieure de cette surface se détachent, en caractères saillants, les lettres MM. ; à la partie inférieure, dans un cartouche, la date 1639 ; sur ce cartouche repose le relief d'une pièce de canon montée sur affût à grandes roues, une pièce de campagne.

Ce document n'est accompagné d'aucun autre ; il se présente comme un rébus dont il faut saisir le sens.

Les deux lettres initiales de Marie Mancini et la date de sa naissance, 1639, semblent tout d'abord suffisamment explicites ; mais il restait encore à interpréter l'évocation si précise de l'artillerie et la singularité de cette association.

Parmi les visiteurs de Brouage, au temps des Mancini, il en est un que cette place attirait alors particulièrement, c'est précisément le grand maître de l'artillerie.

Le fils du maréchal de la Meilleraye, Armand-Charles de la Porte, espérait depuis longtemps épouser Hortense — il y parvint d'ailleurs pour le malheur de celle-ci et le sien propre — mais, à cette époque, il n'était pas encore agréé après avoir été presque formellement exclus.

Sans oser s'adresser directement à la préférée, il comblait les trois sœurs de prévenances. Lors de leur passage à Saint-Maixent, elles avaient été, par son ordre, reçues « comme la reine ». A La Rochelle, chaque courrier apporte à Marie, de sa part, une lettre de compliments et de nouvelles, souvent même, à Marianne, un billet « qui ne parle que de Melle Hortense » et avec assez d'insistance pour que Mme de Venel, stylée par le Cardinal, croie devoir adresser « une réprimande ».

Il envoyait des livres, des douceurs, mais il tardait toujours à risquer une visite. Enfin, à l'occasion d'un voyage à Saint-Jean-de-Luz, il vint à Brouage, le 23 ou le 24 octobre, et y passa quelques jours.

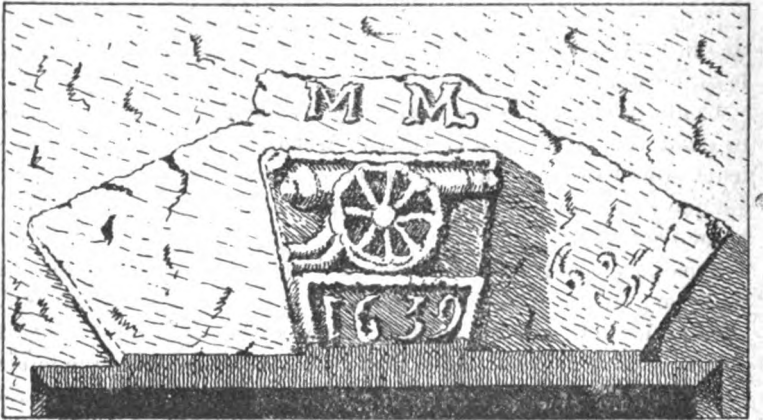
On pouvait supposer que la maison aux canons d'Hiers était la suite d'une excursion que le Grand Maître aurait faite en ce lieu avec les demoiselles Mancini. Quelqu'habitant notable, honoré de leur visite, aurait voulu en perpétuer le souvenir en faisant édifier cette maison et exécuter le curieux motif qui surmonte la porte.

Le Grand Maître, le futur duc de Mazarin, avait bien des raisons pour favoriser une telle manifestation, sans oser toutefois choisir les initiales et la date de naissance de la chère Hortense.

M. Ch. Dangibeaud, notre Vice-Président, à qui j'ai fait part de cette interprétation, n'a pas hésité à témoigner combien elle lui semblait risquée ou plutôt improbable, surtout après avoir

examiné les dessins et agrandissements photographiques que je lui ai communiqués.

Quand la lecture objective des caractères tracés ne laisserait place à aucun doute, l'apposition, sur une maison, de cette sorte de plaque commémorative du passage de Marie Mancini constituerait, pour l'époque, une manifestation de caractère bien insolite, quoique André Lételié, dans sa monographie du pays de Marennes (1), paraisse accorder quelque vraisemblance à la tradition qui y attache le souvenir de la nièce de Mazarin.



Linteau de porte de la maison d'Hiers

Mais la lecture même de ces caractères n'est pas sans présenter quelque incertitude. Peut-être devrait-on, comme le pense M. Dangebeaud, lire les lettres MML, les deux dernières lettres étant fusionnées en un seul caractère qui engloberait le point final et qu'il faudrait substituer à M...

Dans ces conditions, on devrait regarder cette effigie comme une simple enseigne de quelque maître fondeur d'artillerie comme il en existait à Brouage au temps du cardinal de Richelieu et la légende de la maison de Marie Mancini à Hiers serait à joindre à celles des maisons de Marie Mancini à Brouage et sans doute aussi à celle qui attribue à notre Bérénice une autre maison de résidence à Marennes, car l'esprit de légende ne saurait se borner.

(1) *Ronce-les-Bains, Marennes et la côte saintongeaise*, p. 188.

Le grand mouvement que Marie se donnait, la dissipation qu'elle affectait après l'abandon de soi-même qu'elle avait manifesté à La Rochelle, n'étaient pas naturels. Mme de Venel en avait bien le sentiment. « Je crains fort, écrit-elle, que le feu couve sous la cendre. » Or la gouvernante ignorait l'intrigue qui se renouait par l'insistance du roi et grâce à la complicité de Colbert de Terron.

Celui-ci remettait, en secret, à Marie des billets que lui faisait parvenir Blouin, le valet de chambre du roi.

Par cette même voie, le 26 septembre, le roi avait envoyé à Marie une corbeille contenant un joli petit chien dont le collier portait gravés ces mots — *A Marie Mancini*. — Une lettre était jointe que Terron remit encore à Marie, à l'insu de la gouvernante.

Cet envoi, remarquable coïncidence, arrivait à un moment que Terron était appelé à faire un voyage à Bordeaux pour surveiller l'aménagement du château Trompette. Marie laissa sans réponse écrite la lettre du roi, toutefois elle chargea Terron de faire ses remerciements.

Dès son arrivée à Bordeaux, Terron vit le roi qui le fit venir jusqu'à son lit pour lui recommander de continuer de remettre ses lettres dans le plus grand secret ; mais Blouin avertit aussitôt l'intendant que, pour obéir à son devoir, il venait, par une lettre, de rendre compte de l'intrigue au Cardinal.

Terron, se voyant brûlé, se hâta de faire, avec les précautions de style que la circonstance commandait, ses aveux à Mazarin, dans une lettre qui porte la même date que celle du valet de chambre du roi : le premier octobre.

Ce fut, pour nos acteurs, à chacun selon son humeur et ses préoccupations, un terrible moment d'inquiétude, de surprise, de désappointement ou de pénible embarras.

Cette révélation plongea le Cardinal dans l'inquiétude la plus vive, à un moment que la difficulté des négociations avec l'Espagne avaient fait ajourner la date du mariage du roi.

La gouvernante dupée ne revenait pas de sa surprise ; Marie Mancini, outrée, reprochait amèrement à Terron de l'avoir trahie, elle et le roi. Quant à Terron, pris entre deux feux, il ne pensait qu'à la fuite, demandant au Cardinal de lui permettre de s'éloigner de Brouage, sous divers prétextes.

Mais personne plus que Mazarin n'était maître de soi ; obligé, par les circonstances du moment, à ne faire semblant de rien, ainsi qu'il écrit, il se contenta de commander à Terron de rester

tranquille et de lui faire tenir simplement toutes les lettres que le roi pourrait envoyer.

Ce n'est qu'après trois semaines, dans deux lettres des 21 et 22 octobre, qu'il avisait Colbert de l'incident et lui signalait l'infidélité de son cousin, mais avec la recommandation expresse de n'en rien témoigner.

Bientôt tout se calma. Marie reconnut ses torts et promit au Cardinal de se montrer plus ferme dans ses engagements à l'avenir. Elle en donna immédiatement la preuve.

Quand le courrier arrivait à Brouage en l'absence de Colbert de Terron, on remettait le paquet dans la chambre de Marie qui l'ouvrait. Un jour, probablement au courrier du mercredi 22 octobre, elle trouva une lettre du roi. Elle ne put s'empêcher de l'ouvrir, mais, après l'avoir lue, elle rétablit aussitôt le cachet et fit mettre cette lettre dans le paquet du Cardinal.

Toutefois, elle donna le témoignage de sa soumission en avouant à son oncle que la lettre avait été ouverte. Ce fut le grand Maître, à son départ de Brouage, qui se chargea de la missive.

Dans les premiers jours de novembre, un nouveau visiteur arrivait à Brouage, pour y demeurer quelques jours. C'était le signor Ondedeï, l'évêque de Fréjus.

Sa mission était de scruter l'état d'âme de la jeune fille et de la circonvenir complètement en lui faisant étalage de l'affection de son oncle et des plus belles promesses en vue de son mariage.

Les longues conférences de la Paix des Pyrénées étant enfin terminées, Mazarin rejoignit la Cour, à Toulouse, le 22 du même mois. Il entendit le rapport de l'évêque de Fréjus et reprit tout son ascendant sur l'esprit du roi.

Il était convenu, décevante illusion, que l'estime et l'amitié tiendraient lieu d'un sentiment plus vif ; et, sous le couvert de cette honnête mutation, le Cardinal, lui-même, engagea le roi à écrire à Marie pour prendre de ses nouvelles. Un peu de pitié pour la pauvre Marie.

Mais celle-ci devait épuiser toute l'amertume du délaissement ; elle apprit que sa sœur Olympe, la comtesse « la Bécasse » de Soissons, la future complice de la Voisin, accaparait le roi.

Brouage devint pour elle d'une tristesse intolérable, sa santé s'altéra ; elle dut, dans ces conditions, recevoir les visites curieuses de dames de la Cour, Mme de Navailles, Mme de Saint-Martin, et Mme de Motteville, la confidente de la reine-mère, son enne-

mie naturelle. Ces dames vinrent à Brouage le mercredi 19 novembre. Un temps affreux retarda leur départ et prolongea le supplice de la malheureuse jeune fille. A ce moment le Grand Maître envoyait, à Marianne, un perroquet.

Enfin, le 9 décembre, Mazarin dépêchait un de ses gentilshommes, M. de Ballarin. Comme la saison d'hiver approchait, il proposait à ses nièces de laisser Brouage pour retourner à Paris ou pour aller en Poitou, en Touraine ou à Fontainebleau. Colbert de Terron préparerait leur voyage et M. de Ballarin les accompagnerait.

Le Cardinal plaignait seulement Marianne « d'estre obligée de quitter le corps de garde de Brouage où elle estoit tout le jour à jouer avec les officiers et les soldats ».

Le mardi 30 décembre, les nièces du Cardinal et leur gouvernante montaient en carrosse pour prendre le chemin de retour à Paris. Colbert de Terron les accompagna dans la première journée puis il rentra à Brouage, heureux sans doute d'être enfin sorti d'une situation délicate dans laquelle il n'avait pas, avoue-t-il ingénument, « su trop bien se conduire ».

Deux jours avant son départ, le dimanche 28 décembre, Marie Mancini signait l'acte de baptême d'un enfant de Brouage dont elle était marraine, Colbert Terron étant le parrain. Pour le spirituel, Brouage dépendait de la cure d'Hiers et, si Marie Mancini ne signa pas l'acte à Hiers même, du moins cette pièce y est-elle aujourd'hui conservée dans les registres de la mairie.

Quelques semaines plus tard, Terron adressait au Cardinal l'état de ce qu'il avait pris sur sa caisse de Brouage pour l'entretien et les distractions des demoiselles Mancini. La note se montait à la somme de 30.000 livres. Mazarin la jugeait un peu forte. « Je ne trouverois pas bon, écrivait-il à Colbert le 24 février, que l'on continuast à despenser sur ce pied à Paris ».

JULES SOTTAS.

III

LES VILLES DISPARUES

TAMNUM — NOVIOREGUM

En dehors de la mention qui en est faite dans l'Itinéraire d'Antonin et la Table Théodosienne, dite de Peutinger, aucun document antérieur à la fin du XVII^e siècle ne nous a conservé le sou-

venir de l'antique ville de Tamnum, certainement un des joyaux de la brillante civilisation gallo-romaine et n'en a signalé ni l'emplacement ni l'importance.

Nicolas Alain, dans son opusculé « de Santonum regione » n'y fait aucune allusion.

L'Ingénieur Masse est le premier qui, dans ses Mémoires très précieux au point de vue de la topographie de l'Aunis et de la Saintonge et qui ont été écrits pendant la période de 1694 à 1715, décrit l'emplacement présumé de la ville de Tamnum sans toutefois tenter aucune hypothèse sérieuse d'identification.

Voici en quels termes s'exprime Masse :

1^o Mémoires — 1712-1715 — P. 431 du Sud-Est d'Arces (1), environ à 1.000 toises de Talmont à un endroit appelé « La Garde », j'ai vu, à 2 ou 300 toises du bord de la Garonne, la base d'une tour de 13 à 14 toises de diamètre où on prétend qu'il y avait autrefois une ville fameuse et un port et j'ai vu, presque au sommet de la hauteur, des débris d'un cirque enfoui dans la terre et que le vulgaire appelle « castra » et on trouve, dans les terres labourées, quantité de débris de choses anciennes, mais le vulgaire ni l'histoire ne m'a pu découvrir positivement comment s'appelait cet endroit : tout ce qu'on sait est qu'au-dessus de cette tour, il y a un moulin à vent qu'on appelle le Fas qui, en ancien patois, voulait dire le phare.

2^o Recueil des plans de Saintonge (1695-1715). Mémoire relatif aux plans qui sont dans la feuille 56, T. IV. 131 b. figure 9.

A. Arces :

B. Maison de La Garde. Il paraît, au Sud de cette maison, les fondations d'un cirque et on ne connaît plus rien à la partie de l'Ouest qui, apparemment a été démolie, comme l'on fait actuellement du reste des fondations qui consistent en trois murs d'une maçonnerie de moëllons qui règnent parallèlement les uns aux autres de 3 à 4 pieds d'épaisseur et distants de 10 à 12 pieds les uns des autres et il y a des fondations de piliers butants au mur de la dernière enceinte qui étaient, apparemment, les bases de colonnes qui régnaient autour de cet édifice qui avait environ 50 toises à son plus grand diamètre. Ce cirque était bâti sur le penchant d'une montagne et, pour peu qu'il fût élevé, il pouvait découvrir par-dessus le sommet de la hauteur, du côté de l'Est, une grande

(1) Canton de Cozes, arrondissement de Saintes (Ch.-Inf.).

étendue de pays et, du côté de l'Ouest où il ne paraît plus de fondations, on découvrait l'embouchure de la Garonne et le Médoc et une grande étendue du pays tout autour de ce cirque, supposé qu'il en eût été un, car il y a si longtemps qu'il est détruit, que personne n'en peut rien dire de positif. Le vulgaire l'appelle : château de La Garde, mais il n'y a guère d'apparence qu'il ait été un château, car autrefois on les bâtissait peu de la régularité que paraissent ses fondations que l'on connaît bien avoir été un ovale parfait, outre qu'il ne paraît point y avoir eu de fossés ni aucune tour qui avançât hors de l'enceinte comme étaient bâtis la plupart des anciens châteaux et il y en avait encore moins qui eussent trois enceintes de murailles régnautes parallèles comme partant du même centre, ce qui peut encore affirmer que ses fondements étaient un cirque est qu'à l'Ouest, on voit les fondations d'une tour C, à 400 toises, d'une grosse maçonnerie qui avait 12 à 14 toises de diamètre, sur laquelle il y avait un moulin que l'on appelle du Fâ ou du far, que le vulgaire assure avoir été un fanal et qu'il y avait, au sud de ce moulin, un port D et que le terrain qui est entre ce moulin et la Maison de Garde B est rempli de briques antiques, de morceaux de tuiles, de cruches et d'urnes, quelques morceaux de marbre et autres morceaux de pierre étrangère et quand on laboure la terre qui est toute cultivée dans ce quartier et va d'une pente assez raide, de l'Est à l'Ouest, les laboureurs trouvent par là autour quantité de vestiges de fondations de murs et on y a trouvé quantité de monnaies anciennes et de médailles des Romains et autres.

Les peuples ne disent que par tradition, que ça a été autrefois une ville fameuse et un bon port de mer. Il y en a même qui assurent avoir ouï dire à leurs aïeux qu'ils avaient vu des anneaux à un gros mur qui est au Sud du Moulin du Fâ et de la Maison de la Garde où ils prétendaient qu'était le port à l'endroit D, qui est présentement un pré distant de la rivière de Garonne d'environ 200 toises au Nord-Est de la conche d'Ory et de Pilloua.

Quelques-uns croient que cette ville était le *Portus Santonum* des Saintongeais, car aucun ne peut dire ni en quel temps cette ville a été bâtie, ni par qui elle a été détruite, ni comment elle s'appelait. Elle était bâtie, en partie, sur le penchant de la montagne qui est assez raide et partie dans la plaine, et cet endroit est distant d'environ 15 à 1.600 toises du côté de l'Ouest de la ville de Talmont.

3^e Mémoire sur la carte du 8^e quarré de la générale de Médoc, d'une partie de la Guienne et Saintonge, 28 mai 1709. Environ à

1.100 toises de Tallemont, la tradition assure qu'il y avait jadis une ville fameuse que quelques-uns croient que c'était le Santonnum portus, mais ce nom est fort incertain : les uns disent qu'elle s'appelait « Teste de Saintonge » et autres Santonne, mais il est incontestable, à la certitude du nom, qu'il y ait eu, en cet endroit, une ville ou gros bourg, etc...

La Sauvagère (*Recherches sur les ruines romaines de Saintes et des environs*), tout en discutant sur la position de Tamnum, reste muet sur les vestiges qu'avait signalés Masse.

Bourignon (*Recherches topographiques, historiques, etc..., sur les antiquités romaines de la province de Saintonge*) situe exactement ses vestiges. « Tamnum ou Lamnum était une mansion dont les ruines se voient encore, à un quart de lieue de Talmont, dans la paroisse de Barzan ; elles sont répandues au loin dans la campagne : on y remarque particulièrement un môle qui a 7 ou 8 pieds d'élévation actuelle et 150 pas de circonférence dessous lequel est une voûte dont le centre est aplati. On a bâti sur cette masse, le moulin du Fâ. On trouve, dans les environs, beaucoup de briques romaines ».

De la station romaine de Tamnum il ne reste absolument hors de terre, écrit M. le Chevalier de Vaudreuil dans son Mémoire présenté à la Société d'Archéologie de Saintes, à la date du 2 mai 1839, qu'une masse de constructions à peu près circulaire que Bourignon a décrite et sur laquelle est édifié un moulin qui a reçu le nom de Moulin du Fâ, contraction de Fanum.

« Les habitations qui entouraient ce temple ont subi une destruction totale ; il semble même que les ustensiles et les vases qu'elles renfermaient aient été non pas brisés mais pilés ; les fragments que l'on retrouve, en grand nombre, sur le sol, sont réduits en parcelles très petites. Mais si la surface de ce lieu n'offre rien que d'affligeant, pour les yeux de l'Archéologue qui sait que là fut une station romaine qui méritait d'être inscrite sur l'Itinéraire d'Antonin et sur la Table Théodosienne, il ne tarde pas à concevoir l'espérance que la terre y recèle encore des objets d'une valeur plus saisissable et plus appréciable que ceux que la charrue continue de triturer ; il y avait des édifices considérables : certains murs ont une épaisseur de 8 à 9 pieds ».

M. l'abbé Lacurie, Président de la Commission des Arts et Monuments du département de la Charente-Inférieure signale, en 1860, que « partout, en fouillant le sol, on découvre des pans de

murs d'une grande longueur, de solides fondations, des tuiles, des marbres de toutes couleurs ».

En 1877, M. J. Eutrope Jouan, Président de cette même commission, signale, dans la *Monographie de Barzan* lue à la séance du 26 avril, des substructions importantes, des débris de tuiles à rebord et des fragments de marbres.

Enfin, en 1888, M. l'abbé Julien Laferrière fait au Comité des travaux historiques et scientifiques une communication sur les emplacements où l'on trouve de nombreux restes de constructions gallo-romaines à proximité du Fâ, communication reproduite dans le *Bulletin Archéologique* du Comité, la même année, n° 3, p. 411.

M. l'abbé Laferrière s'exprime ainsi :

« Cette petite ville que la Table de Peutinger met à XXII lieues de Blavia et à XIII lieues de Saintes et que l'Itinéraire d'Antonin place à XVI milles de Blavia et à XXVII de Saintes, à cause du détour par Novioregum, aurait été située sur le territoire actuel de la commune de Barzan, canton de Cozes, arrondissement de Saintes, au lieu dit : « le Moulin de Fâ » ; la petite ville de Tamnum aurait donc été établie au fond d'une sorte de golfe, sur la pente des collines qui le circonscrivent ».

À l'exception des citations que je viens de résumer, la plupart des opinions émises par de nombreux auteurs modernes sur l'emplacement de Tamnum, sont de la plus haute fantaisie : j'estime donc devoir limiter mes renseignements bibliographiques et considérer qu'ainsi que le dit fort justement M. l'abbé J. Laferrière dans sa communication au Comité des travaux historiques et scientifiques en 1888, « les constatations faites sur l'importance des vestiges que l'on rencontre autour du Fâ et sur les hauteurs de la Garde fixent définitivement et très exactement un point de la géographie des Gaules, à l'époque des Antonins, c'est-à-dire l'emplacement réel de Tamnum sur lequel, croit-il, les auteurs n'ont rien écrit de positif ».

Je tiens donc pour d'autant plus certaine la situation de Tamnum sur les hauteurs de la Garde, que la concordance des distances s'établit assez exactement. La Table indique en effet, XXII lieues de Blavia à Lamnum, soit environ 55 kilomètres, distance réelle si l'on se tient sur les plateaux — et XIII lieues de Tamnum à Médiolanum représentant 31 kilomètres 658, soit à peu près la distance de Saintes à Talmont.

Fouilles

Sans parler du vandalisme qui s'est exercé sur cette ville au moment de sa destruction qui remonte vraisemblablement à la période d'invasion des barbares dans les premières années du ^v^e siècle, dans des temps déjà éloignés, probablement à l'époque de l'édification de l'église de Talmont et des églises des environs, il a été fait une énorme exploitation de tous les matériaux utilisables, ainsi que le démontre surabondamment la coupe des fouilles opérées sur divers points.

Dans les temps modernes, de nombreux fragments de débris romains ont été employés pour les prestations sans aucun discernement : des fûts de colonnes servent de margelles à tous les puits de la commune et des communes environnantes.

Les premières fouilles dont l'histoire locale nous conserve le souvenir paraissent être celles faites par M. Marchais, maire de la commune de Barzan, en 1839, et relatées dans le *Mémoire du Comte de Vaudreuil* : ces fouilles ne semblent avoir donné aucun résultat marquant.

En 1884, un cultivateur découvre un énorme tronçon de colonne cannelée de 0 m. 85 de diamètre et une corniche admirablement travaillée de 1 m. 40 de long exactement semblable aux plus belles corniches de Saintes, de 0 m. 65 de largeur et autant d'épaisseur : ce débris de colonne est conservé au Moulin du Fâ et la corniche dans le jardin de Mme Lamotte à Talmont : un autre fût de colonne se trouve à la ferme de Champ-Dorat.

Ces pierres qui étaient enfouies, à une trentaine de mètres du moulin, proviennent certainement de l'édifice qui était élevé sur son emplacement, ainsi que trois fûts de colonne, de différents ordres, conservés dans le transept de droite de l'Eglise voisine de Talmont, sous un arceau pratiqué dans l'épaisseur du mur comme l'enfeu d'un tombeau.

Aux mois d'août et de septembre 1923, j'ai fait exécuter à mes frais et avec une subvention de M. Métadier, ancien maire de Talmont, actuellement maire de Royan, des sondages poussés assez profondément sur plusieurs points qui entourent le moulin du Fâ, jusqu'à 3 m. 50, qui m'ont démontré l'existence, à trois endroits différents, de deux monuments de vastes dimensions de l'époque gallo-romaine et d'un grand bassin qui témoignent l'importance de cette ville.

De ces fouilles, j'ai extrait de nombreux débris de sculptures,

de chapiteaux à fenilles d'acanthé, de frises, fragment de colonne rostrale, marbres de toutes natures avec moulures, un pied de statue en marbre finement ciselé, des débris de poterie rouge dite terre samienne dont un portait la marque d'Atilianus Atiliani (*Officina*), diverses pièces de monnaie, argent et bronze, des 2^e et 3^e siècles, une pièce de bronze de Vespasien : *Imp. Caes Vespasien Aug. cos. VIII P. P.* Au revers, de chaque côté de la statue de la Victoire, les lettres S. C. (*senatus consultus*). Tous ces débris, pieusement conservés par M. Moreau, propriétaire actuel du Moulin du Fâ, constituent déjà un petit musée fort intéressant sur lequel il veille avec intelligence. En recherchant le sol naturel, je suis parvenu à un sol contenant des débris de poterie gauloise.

A une assez grande distance du moulin du Fâ, sur le flanc d'un monticule, émergent du sol les murs d'un théâtre antique dont le demi-cercle est parfaitement dessiné.

Il n'est pas possible de déterminer jusqu'où les nombreux restes de constructions peuvent s'étendre, mais je pense que des fouilles conduites avec soin pourraient procurer des débris fort intéressants, de quelque valeur archéologique, qui valent la peine d'être recherchés et je me propose de poursuivre une nouvelle campagne de fouilles, au cours de l'été prochain, avec les subventions ou ressources de diverses natures dont il me sera possible de disposer.

HYPOTHÈSES SUR LE FÂ

M. Lièvre, bibliothécaire de la ville de Poitiers, dans un Mémoire communiqué au Congrès des Sociétés Savantes de la Sorbonne, en 1887, intitulé « *Les Fanac du sud-ouest de la France* », dont la *Revue Poitevine* du 15 juin 1888 a donné un compte-rendu, a vu une pile romaine dans le Fâ de Barzan.

Cette opinion est nettement controuvée par la nature des débris découverts autour du moulin.

On peut admettre, avant l'occupation romaine, c'est-à-dire antérieurement au premier siècle de l'ère chrétienne, l'existence, sur ce point, d'un monument quelconque d'une destination douteuse, affecté soit au culte, soit aux besoins de la navigation, car le moulin du Fâ construit sur un coteau assez élevé, mais entièrement dénudé, dominant la rive droite de la Gironde, s'aperçoit à une très longue distance.

Mais l'examen des vestiges actuels ne peut permettre de méprise sur sa destination à l'époque gallo-romaine.

Le moulin est bâti sur un massif de maçonnerie circulaire constitué par un blocage de pierres et de ciment dont la solidité a défié les injures du temps et dont la circonférence est d'environ 90 mètres.

Le soubassement constitué en pierres de petit appareil a l'apparence d'un môle gigantesque : le revêtement qui en a été arraché sur presque tout le pourtour, mesure plus de deux mètres au-dessus du sol actuel. Les sondages pratiqués ont permis de constater que la base de la plus grande circonférence paraît reposer, sur le sol naturel, à plus de trois mètres de profondeur du sol actuel.

« On pénètre dans le dessous, à la fois par une brèche latérale qui a été pratiquée, au sud par le propriétaire du moulin et par une ouverture carrée pratiquée du côté nord, lors de la construction de l'édifice.

La voûte est faite de blocage et forme plafond : elle est supportée en son milieu par un seul pilier, en sorte qu'elle ressemble à s'y méprendre au sol d'une carrière ».

« Cette partie de l'édifice n'a jamais été déblayée à fond : elle est pleine de terres d'alluvions qui n'ont point été entamées. Un trou carré qui a le galbe des puits romains mettait anciennement en communication l'intérieur du temple avec ce sous-sol et peut-être avec une source ». (L'Abbé Julien Laferrière)

Si l'on accepte, pour bonne, l'étymologie de Fanum désignant primitivement un lieu consacré par une cérémonie puis ensuite l'édifice qui s'y éleva temple ou Sacellum, nous sommes enclins à nous ranger à l'opinion de M. l'Abbé Laferrière qui croit à un ancien temple circulaire « le temple a exactement, dit-il, la même forme en plan et à peu près les mêmes dimensions (33 m. environ au lieu de 43 m. 85 de diamètre) que le Panthéon d'Agrippa, à Rome. Comme lui, il était précédé d'un portique auquel, vu la différence du niveau du terrain, on devait accéder par un escalier situé du côté et sous les maisons construites tout auprès ».

M. Bouly, Curé d'Hardelot (Pas-de-Calais) spécialisé dans la recherche des vestiges de monuments anciens, venu à Royan en octobre 1923, sur l'invitation de M. Métadier, maire de Royan, a précisé le sens dans lequel devraient être exécutées les recherches :

Dégagement de la crypte où la couche de terre d'alluvion, dépasse trois mètres de hauteur.

Recherche des six colonnes régnant sur la façade du temple à

gauche et à droite du moulin et dont les bases sont enfouies à deux mètres de profondeur.

Mise à jour de l'escalier monumental partant du moulin et s'enfonçant à huit mètres de profondeur dans la direction de l'église de Talmont.

Église de Talmont

LE PORT

Masse située le port dans la couche d'Ory ou de Pillau.

D'après M. Eutrope Jouan, il paraît admissible « qu'à l'abri de l'immense roche qui forme une anse sur le rivage, un chenal et un petit port dussent exister car les Fosses-Pérot étaient garnies de grandes dalles de pierre de taille dont quelques-unes étaient munies d'anneaux de fer suivant le dire des plus anciens habitants ».

On montre, près du village de Chant-Dorat ou Chandorat, un endroit où on prétend qu'on a découvert un quai dans lequel étaient encore scellés les anneaux destinés à amarrer les bateaux.

Au-devant de la métairie de Chandorat, la prairie forme un encaissement ayant le niveau des bords du fleuve qui la submerge encore aux grandes marées.

NOVIOREGUM

Après avoir définitivement situé l'emplacement de Tamnum, je m'efforcerai dans des travaux ultérieurs et après une étude faite, sur place, de la presqu'île d'Arvert, d'identifier Novioregum.

J'ai démontré, dans deux mémoires antérieurs :

1^o — *Anchoine*. Ville disparue sous les dunes de la Coubre (*Recueil de la Commission des Arts et Monuments Historiques de la Charente-Inférieure* T. XVIII-1909, p. 151 à 163).

2^o — d^o..... (*Revue de Saintonge et d'Aunis* T. XXXIII-1912 p. 6 à 14), que, vers la fin du ix^e siècle existait, au-delà de l'embouchure de la Gironde, vers les Combots, dans le prolongement des falaises de Terre-Nègre un port sur l'Océan, communiquant avec la Seudre ou le coureau d'Oléron : j'espère établir un jour que ce port était le « Portus Santonum » qui a fait couler tant d'encre et a suscité tant d'hypothèses ridicules, ce point coïncidant, suivant Ptolémée, comme latitude, avec Mediolanum, 46°45'.

J'espère pouvoir également établir que la station Novioregum qui n'aurait jamais dû être confondue ni avec Royan, ni avec Toulon, se trouvait probablement, au point de la presqu'île d'Arvert appelé « Paterre » ou sur un point tout au moins très proche, la civilisation dans nos régions, étant beaucoup plus florissante qu'on

ne le croit communément, à l'époque gallo-romaine et les vestiges de cette occupation étant beaucoup plus abondants qu'on ne le suppose.

Si je cherche dans l'étymologie du mot *Novioregum* une indication de nature à nous éclairer sur son emplacement probable, je puis faire état de la signification de *Novio*. Le mot est celtique : on le retrouve dans le vocable Gaulois *Novia*, *noia* qui signifie : eau, marais. *Novium* : *gurgis in quam aqua ex molendino cadit. seu canalis and alveus molendini. Noa, ex ipsi; vocibus gallis Noe. Noue, locus pascuus, sed uliginosus et aquis irriguus* (Du Cange).

La signification de *regum* est-elle plus douteuse ? Du Cange : *glossarium ad scriptones mediae et infimae latinitatis* T. V. P. 1283 indique *Regus* : *rivus, rivulus*, petite rivière d'où il semble qu'il ne saurait y avoir confusion avec les formes anciennes du mot *Royan* : *Rugianum* (XI^e siècle) *Roianum* (XII^e siècle).

Novioregum devait donc être situé à proximité d'une rivière, d'un chenal ou de terrains marécageux, fréquemment inondés : n'est-ce pas là la particularité de la presqu'île d'Arvert, de Saint-Sulpice et Breuillet dans la direction de la Tremblade, bordée d'un côté par les marais de Saint-Augustin et de Bréjat et de l'autre par la Seudre.

De plus, la concordance des distances de *Tamnum* à *Novioregum* XII lieues (environ) 29 kilom.) et de ce dernier point à *Mediolanum* (XV lieues, environ 36 k. 500) ne s'établit-elle pas vers Paterre ou Avallon, où abondent les vestiges gallo-romains. Sur ces données, je crois qu'il y a lieu : 1^o d'admettre comme certain que le *Portus Santonum*, *Novioregum* et *Royan* ne sauraient être confondus plus longtemps, et 2^o d'orienter uniquement les recherches relatives à l'identification de *Novioregum*, vers les points ci-dessus désignés.

LÉON MASSIOU.

V

DESSINS DE L'ÉPOQUE PRÉHISTORIQUE

DANS LES GROTTES DE LA ROCHECOURBON

Saintes, le 5 novembre 1924.

Monsieur Ch. Dangibeaud, président de la Société,

J'ai le plaisir de vous faire part d'une récente trouvaille faite, au cours d'une excursion, dans une des grottes préhistoriques de la Roche-Courbon près Saint-Porchaire.



Il s'agit d'une pierre plate à dessins qui avait été préalablement utilisée à malaxer de la couleur rouge (peroxyde de fer et matières grasses). Cette utilisation avait fait disparaître la plupart des aspérités d'une des faces de la pierre qui est de roche calcaire du pays d'un grain assez fin.

Il y a plusieurs dessins dont les traits s'entremêlent parfois. Le dessin qui atteint les plus grandes dimensions représente un mammoth. D'autre part, un petit animal, d'une détermination difficile, est figuré en bas-relief vers le bas du pied de derrière du pachyderme. L'interprétation des autres dessins ne saurait être faite hâtivement, car il s'agit de motifs qui semblent se rapporter à la première époque glyptique ; l'ensemble est d'ailleurs quelque peu grossièrement exécuté.

Nous n'indiquons pas de dimensions exactes car nous n'avons pas maintenant l'objet sous la main. La longueur et la largeur sont environ de 35 et 25 centimètres.

Cette pierre, trouvée dans un des couloirs arrivant à la grotte principale, avait été mise en surface par des fouilleurs inexpérimentés qui ont bouleversé en ce point une partie des gisements ; elle avait été brisée en deux parties, nous avons heureusement pu retrouver les deux morceaux.

L'objet est communiqué en ce moment aux professeurs de l'Institut de Paléontologie humaine, à Paris, et le savant professeur d'ethnographie préhistorique, M. l'abbé Breuil, l'étudie avec soin. Nous vous ferons connaître ultérieurement le résultat de ces observations définitives.

Veuillez agréer,

MARCEL CLOUET.

VI

LE CALVAIRE DE SAINT-PIERRE DE ROYAN

AU MUSÉE DE CLUNY

Dans une des vitrines renfermant la collection d'émaux du musée de Cluny, à Paris, est exposée, en bonne place, une grande plaque en émaux de couleurs, qui n'est un chef-d'œuvre ni au point de vue technique ni au point de vue décoratif, mais qui a l'inappréciable mérite d'être datée de 1503 (1504 n. s.), d'être signée d'un excellent artiste, et de révéler sa destination ainsi que le nom du personnage — petit personnage inconnu — pour qui elle fut exécutée, au moins en apparence.

Document de premier ordre à tous ces titres, elle jouit, depuis longtemps, d'une juste renommée parmi les historiens de l'émaillerie de

Limoges qui la citent constamment pour les deux motifs suivants, à l'exclusion des autres : émail daté le plus ancien sorti d'un atelier renommé. L'ensemble de ses différentes qualités ne peut toutefois émouvoir qu'une catégorie de personnes, les Saintongeais, en l'espèce. Or, les Saintongeais, jusqu'à présent, n'en ont jamais entendu parler. Je ne l'ai vue signalée dans aucun recueil d'archéologie locale. Elle est pourtant d'importance. Je gage qu'il n'y a pas dans nos six arrondissements deux amateurs « d'antiquités », qui puissent dire qu'ils savent qu'au musée de Cluny existe un émail commandé peut-être par un Saintongeais à un émailleur réputé et offert à une église saintongaise. Ceux qui ont visité le musée, sont passés devant lui et ne lui ont pas prêté plus d'attention qu'à un autre. J'avoue que je suis du nombre de ces derniers. Mes yeux ont regardé cette pièce, si intéressante à tous égards, ni plus ni moins, moins peut-être, que des voisines plus jeunes et d'aspect plus attrayant. J'ai dû essayer, mu par la simple curiosité, de déchiffrer l'inscription si instructive, si insolite dans l'angle droit inférieur, mais je n'ai pas compris. L'ai-je lu en entier ? La lumière ne m'est apparue qu'après la lecture, dans les *Annales du Midi* de janvier-avril 1923, de l'article de M. Lacrocq rendant compte de la belle monographie de M. Marquet de Vasselot : *Les Émaux limousins de la fin du xv^e siècle*. J'aurai le plaisir à mon tour, de la révéler à mes confrères et de poser et résoudre peut-être le problème qu'elle soulève, nos maîtres ne paraissant pas l'avoir entrevu, ou, s'ils l'ont entrevu, l'ont laissé sans solution, M. de Vasselot comme les autres.

Il est inutile de décrire ici minutieusement ce calvaire. Il est reproduit dans le tome V de l'*Histoire de l'art*, dirigée par M. André Michel, p. 276, à l'article *Orfèvrerie et émaillerie au xvi^e siècle*, signé J.-J. Marquet de Vasselot (1). Il suffit, pour l'instant, de savoir que cette plaque mesure haut. 0,31, larg. 0,223 (2), qu'elle est divisée en deux compartiments de dimensions très inégales. Dans le plus grand, le Christ en croix occupe le milieu, la Vierge Marie et saint Jean se tiennent debout de chaque côté de la croix, la Madeleine, à genoux, enlace la base de la croix et quatre anges portant des instruments de la Passion reçoivent dans des calices le sang jaillissant des plaies du Crucifié. Les intervalles sont meublés par

(1) Nous reproduisons le cliché grâce à l'amabilité de l'éditeur de la librairie Armand Collin.

(2) Le catalogue de Du Sommerard 1881 lui donne haut. 0,32, larg. 0,23. La plaque porte le numéro 4578.

d'autres instruments de la Passion, le soleil et la lune. Le fond est parsemé de fleurs de lys.

Toute cette composition touffue est encadrée par une petite bande sur laquelle sont tracées, en lettres d'or, différentes sentences latines, mises bout à bout, *Ego sum qui Sum. Rex regum, dominus dominationum Jesus Cristus... etc.*

La partie qui nous intéresse tout spécialement est le second compartiment, haut de quelques centimètres seulement, dont j'emprunte la description à M. de Vasselot :

« Il est occupé par deux personnages et deux grands écus armoriés, Les deux personnages sont agenouillés, se faisant face, sur un sol vert-clair, semé de plantes fleuries, et se détachent sur un fond bleu semé d'étoiles d'or. A droite, on voit un ecclésiastique, de profil à gauche, les mains jointes : il est imberbe, tonsuré, vêtu d'une soutane violette et d'un court surplis blanc. A gauche, on voit un seigneur, de profil à droite, les mains jointes, imberbe et nu-tête : il est vêtu d'un manteau court, fendu sur les côtés, en étoffe brun clair, semé de rinceaux d'or ; il est chaussé de bas et de souliers violets. A terre, devant lui, (mais un peu loin, sous l'écu de France) une couronne d'or. Entre ces deux personnages, un écu de France (*d'azur à trois fleurs de lys d'or*) surmonté d'une grosse couronne. Derrière le seigneur un autre écu armorié surmonté d'une couronne ; il est écartelé à trois quartiers en chef et deux en pointe... ». L'émailleur ayant modifié quelques-uns des émaux des pièces, M. de Vasselot décrit ces armoiries *telles qu'elles devraient être*. N'importe. Il nous suffit de savoir que ces armoiries sont celles du roi René d'Anjou.

Mais voici qui est capital et suscite toute notre curiosité et notre attention.

« Derrière l'ecclésiastique agenouillé, six bandes bleues superposées contiennent une autre inscription latine en minuscules d'or (1).

LUCAS DE Vi-OLO PRESBYTER HOC
OPUS FIERI FECIT PRO SANCTO PETRO DE
ROGIANO HUMILITER ROGAT
ORATE PRO EO NARDON PENI
CAUD DE LIMOGES HOC FECIT PRIMADIE
APRILIS ANNO MILLESIMO QUINGENTESIMO TERCIO.

(1) Je continue mon emprunt à M. de Vasselot. L'auteur transcrit cette inscription en complétant les nombreux mots qui sont abrégés, on lit seulement *Lucas de Volo* avec signe abrégatif sur le O.

Faut-il lire *Volo* ou *Nolo* ? Notre très savant confrère, M. Henri Stein, aujourd'hui professeur à l'Ecole des chartes, consulté par M. de Vasselot, a lu et complété *Virol*. Je n'ai aucune raison d'y contredire. D'ailleurs, pour l'instant, il importe peu. Le comte de Laborde l'a traduit autrefois par *Lucas de Vireuil*, nous pouvons traduire Viroul, Virouil qui fait penser au village dont le nom est uni à Nieul, Nieul-le-Virouil. C'est l'opinion de M. de Vasselot. Mais il n'est nullement nécessaire d'admettre que ce prieur appartint à une famille saintongeaise (1).

Personne, à ma connaissance, n'a traduit le mot *Rogiano*, avant M. de Vasselot. Sa traduction, moins sujette à hésitation que celle du mot précédent, est incontestablement Royan (2). Ce bourg avait en effet, un prieuré dédié à Saint-Pierre.

Le priant ecclésiastique, donateur, est donc le prieur de Saint-Pierre de Royan. Alors, se pose le curieux problème suivant : Comment expliquer qu'en 1503 (1504 n. s.) Lucas de Viroul ait fait peindre, en face de lui, un prince qui, de part les armoiries affichées derrière celui-ci, serait le roi René d'Anjou, lequel était mort depuis 23 ans, (en 1480) ? Pourquoi n'a-t-il pas choisi de préférence son seigneur, le seigneur du lieu ?

L'anomalie du roi René en 1503 a déjà frappé un des savants qui ont étudié cet émail. Dans sa *Notice des Emaux du Louvre* (1857, p. 132-133) le comte L. de Laborde écrit : « J'ai expliqué ailleurs (3) comment cet émail a pu être commandé par René II, duc de Lorraine, qui héritait des droits de René d'Anjou sur la couronne de Naples, et comment il était destiné à renouveler quelque fondation de ce bon prince. On comprend dès lors comment les prières, l'écusson et le portrait du roi René, mort depuis vingt ans, peuvent se trouver sur un émail exécuté en 1503 ».

Quelqu'un a-t-il jamais compris ? Certainement il n'a pas compris pour quel motif le roi René d'Anjou aurait fait une fondation en Saintonge qu'il convient de renouveler :

Comment l'auteur a pu parler de prières...absentes, des textes

(1) Comme les prêtres étrangers implantés en Saintonge ne sont pas rares, on pourrait aussi chercher et trouver des Vayroul, Vairoul hors de Saintonge, en Auvergne je crois. L'identification de ce prieur de Royan est à chercher.

(2) *Archives Saintonge*, tome XIX, p. 36 etc. ; *Cartulaire de Vaux*.

(3) La référence n'est pas indiquée. M. de Vasselot n'a pu la trouver nulle part. Je dois la copie de ce passage à notre très complaisant confrère M. Beau-lieu, que je remercie, avec d'autant plus de reconnaissance qu'il a eu la patience de transcrire tous les paragraphes consacrés par M. de Vasselot à cet émail.

tracés en or, et voir dans le prince agenouillé, imberbe, à figure jeune, le roi René mort, âgé de 71 ans, en 1480. Il ajoute que ce Calvaire a pu être commandé par René II alors qu'il reproduit en fac-similé (1), l'inscription qui constate formellement que l'ordre émane de *Lucas de Vireuil* ! D'ailleurs, il n'a pas vu la difficulté, car il n'a pas traduit *Rogiano*. Qu'il s'agisse de René I ou de René II, duc de Lorraine, l'anomalie subsiste intégralement. Pourquoi le prieur de Royan est-il figuré sur son tableaux pieux, destiné à Royan, à côté d'un prince de Lorraine et non du seigneur du lieu ?

Qui est ce seigneur ? Charles de La Trémoille. Né en 1485, marié le 7 février 1501 (v. s.) avec Louise de Coëtivy, fille unique de Charles de Coëtivy, comte de Taillebourg, prince de Mortagne, baron de Royan et de Jeanne d'Orléans-Angoulême, tante de François I^{er}. (2) Il est donc très jeune, 18 ans ! Jehan Bouchet le montre bien barbu, mais ce n'est très probablement vrai qu'à l'époque où il fut tué à Marignan. Penicaud n'aurait pas poussé l'à-peu-près jusqu'à donner un visage glabre au personnage si celui-ci avait été pourvu d'une barbe.

Alors, deux hypothèses, en attendant une meilleure, se présentent.

1° Lucas de Viroul a réellement chargé Nardon Penicaud d'exécuter un Calvaire pour l'église Saint-Pierre de Royan. Il a donné l'ordre de figurer le seigneur du lieu, un jeune homme, en face de lui, il a dicté les inscriptions et l'énoncé des armoiries des La Trémoille. Mais Penicaud s'est trompé, il a confondu l'écusson des La Trémoille, composé de plusieurs quartiers avec celui de la Maison d'Anjou-Sicile. Pourquoi ? comment ? on ne le saura jamais. Il faut supposer, en outre, que Lucas de Viroul a accepté un travail déparé par un gros accident de cuisson. Il est manifeste que la colonne, les garnitures de la robe de Madeleine, les ailes des anges sont mal venues au feu. L'émail jaune, trop dur ou mal préparé, a grésillé (3). Penicaud, plutôt que de perdre son ouvrage, aura consenti une bonne réduction de prix, conséquence de sa double faute.

(1) A. Darcel, *Notice des Émaux du Louvre*, p. 101, donne aussi le fac-similé mais ne décrit rien.

(2) *De La Trémoille pendant cinq siècles*, t. III.

(3) Si on doutait de l'exactitude de cette observation et si on admettait que l'effet ici reproché a été voulu sur la robe et la colonne on ne saurait nier que sur les ailes il n'en est rien. D'ailleurs quantité de petites fleurs sont dans le même cas.

Dans cette conjecture on pourrait expliquer la présence de l'écu de France par le fait de la parenté de Louise de Coëtivy avec Louis XII et François I^{er}, on ne le comprend plus du tout avec un duc de Lorraine. La petite couronne gisant sous cet écu serait celle du baron de Royan, prince de Talmont, tandis qu'on ne voit pas ce qu'elle vient faire là avec un prince de la Maison d'Anjou-Sicile.

Mais elle ne paraît pas avoir été prévue dans la composition première. Elle aurait été ajoutée. Observation qui nous amène à une seconde hypothèse.

(2^e) Exécutée avant 1503, sur l'ordre d'un ecclésiastique sujet de la maison de Lorraine, pour son église, en associant son jeune seigneur à sa libéralité, cette plaque, sortie du four avec une tare irréparable qui lui enlevait (elle l'a gardée pour nous !) la majeure partie de sa valeur artistique et de sa valeur marchande, aura été mise de côté par Penicaud, vierge des inscriptions qui normalement s'exécutent en dernier feu. Après plusieurs années révolues, survient Lucas de Viroul qui entre chez l'émailleur dans l'intention d'acheter ou de commander un tableau pieux. On lui présente celui-ci (peut-être simplement comme modèle) il passe outre aux armoiries, se contente de ce qu'il trouve (il n'attendra pas) discute le prix et finalement s'attribue l'œuvre. Comme en l'état où elle était, quelques heures suffisaient pour la terminer, c'est-à-dire fixer en or les sentences choisies, la petite couronne et la légende au nom du prieur de Royan, Penicaud aura pu satisfaire ce client très accommodant et lui livrer à bon marché un laissé pour compte qu'il croyait devoir rester au fond d'une armoire de son atelier, jusqu'à la fin de ses jours. Bonne aubaine.

Le seul qui, en l'occurrence, a pu faire grise mine c'est Charles de La Trémoille, s'il vit jamais ce calvaire à Royan.

Cette explication a toutefois le tort de ne pas *expliquer* la jeunesse du priant de gauche et de l'écu de France. Il faut encore admettre que le seigneur était très jeune au moment de la commande, ce qui écarte René II, lequel mourut vieux en 1508.

Combien M. de Vasselot a raison de terminer sa discussion des éléments épigraphiques et héraldiques de ce calvaire par cette réflexion en *lamento* : « Il y a là une accumulation de difficultés que seule pourrait élucider la découverte d'un document précis, expliquant pour quel motif spécial cette plaque fut exécutée. Et il est un peu irritant d'en être réduit à cet aveu d'ignorance au sujet de la seule œuvre signée du plus illustre des anciens émailleurs limousins ».

Et nous Saintongeais ! au sujet d'un très rare objet de mobilier ecclésiastique ancien de haute valeur que nous puissions citer.

Cette plaque a été léguée au musée de Cluny, par M^{me} Veuve Labadie, née Lefèvre, dignitaire honoraire de la Maison de Saint-Denis, décédée le 3 janvier 1853.

CH. DANGIBEAUD.

CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ

Le 13 novembre 1924, notre Société a célébré son cinquantenaire, après que la veille de ce jour, le bureau eût rendu un pieux hommage à Louis Audiat, son fondateur, en allant déposer une couronne sur sa tombe, en présence de ses deux fils et de sa fille.

A l'hôtel des Sociétés, l'Assemblée générale se tint, à 9 h. et demie, sous la présidence de M. Dangibeaud, vice-président et doyen d'âge.

Étaient présents, MM. Bure, vice président : Berthelot, trésorier : Fournioux, trésorier-adjoint : Brejon, secrétaire : Martineau, représentant la municipalité, D^r Ch. Audiat, D^r Ed. Audiat, Babinot, Tortat, Baustert, Brunet fils, chanoine Clénet, Gabet, Filippi, Baron de Crazannes, Mesnard, A. Marchat, marquis de Fayolle, président de la Société archéologique de Périgueux, D^r Tessier, Catelineau, secrétaire de la Société historique des Deux-Sèvres, Orliaguet. M. R. Delamain représentant la Société archéologique d'Angoulême.

M. Dangibeaud présenta les excuses de Mgr du Vauroux, MM. Thomas, Roger-Fromy, Musset, de Massougnès, D^r Vigen, Trochon, Dutheil.

M. Fournioux fait un exposé de la situation financière. Dé ce rapport ressort la nécessité de recruter de nouveaux membres. Il en faudrait une cinquantaine, tant pour remplacer les décédés qu'augmenter un peu les recettes qui ne suffisent qu'à grand peine à solder les dépenses. On pourrait imprimer un peu plus si la société était moins gênée. La vente de volumes est une aide qui améliore notre budget, mais trop aléatoire pour entrer en ligne des prévisions.

Le président ajoute que notre situation morale est meilleure que la situation budgétaire. L'étranger recherche nos publications. Le Canada, la Hollande, l'Amérique ont demandé des volumes. Si nous avions pu disposer d'une collection complète, elle aurait été vendue un bon prix. Certains volumes d'archives et de Bulletin-Revue sont épuisés et certains autres ne sont plus qu'en très petit

nombre. On lit, on cite la Revue, ses sommaires sont publiés dans les *Annales du midi*, la *Revue historique* rend compte. La société est classée au rang des bonnes sociétés savantes de province.

M. Brunet demande si la société ne pourrait pas organiser des conférences. On essaiera.

Le président propose l'impression d'un volume d'archives en 1925, consacré à la Correspondance de Bégon, dont il est question depuis près de 50 ans, et que MM. de La Morinerie, Tamizey de Larroque et en dernier lieu M. Delavaud avaient entrepris. Adopté.

Avant de procéder à l'élection du bureau, le président annonce la triste nouvelle, arrivée avant la séance, de la mort de M. Depoin qui se promettait d'être des nôtres. C'est un collaborateur vraiment éminent qui ne sera pas remplacé. Il avait découvert, cet été, une nouvelle *Vie de saint Eutrope* qu'il devait publier dans la *Revue*. Il faut espérer que sa copie n'est pas perdue.

A l'unanimité sont élus :

M. Dangibeaud, président, M. Bures, vice-président, M. Fournioux, trésorier, M. Berthelot, trésorier-adjoint. M. Brejon, secrétaire. Les membres du conseil d'administration maintenus. M. M. président propose la nomination de M. Chapsal comme président d'honneur, en témoignage de reconnaissance de l'hospitalité que le maire donne à la Société dans un immeuble municipal. La dignité n'avait été décernée depuis la mort de M. Jules Dufaure. Adopté par acclamation.

L'Assemblée générale terminée à 10 h. et demie, fut suivie d'une séance de lectures. Mais, auparavant, M. Mesnard, de Saint-Jeand'Angély, vice-président de la Commission des Arts et Monuments, tint à excuser M. Musset, président de la dite Commission, et à exprimer les sentiments de sympathie très vive de la Commission pour la Société des Archives, l'une et l'autre poursuivant, dans la conservation et la résurrection de notre passé saintongeais et aunisien, un but analogue.

M. Dangibeaud, après avoir remercié M. Mesnard, emprunta aux minutes de M^e Senné, notaire à Saintes, une description exacte et pittoresque de la pièce de l'Hôtel où se tenait notre Assemblée, du temps qu'il était la propriété d'Auguste Leberthon, président du présidial (1755). C'est l'inventaire après décès qui remet sous les yeux le mobilier des appartements.

M. Dangibeaud résuma deux mémoires à lui adressés l'un de M. Massiou, sur les fouilles du Fâ ; l'autre de M. Pellison, sur le *patois*

dans les actes publiés. Ce travail très utile pour l'histoire des mots sera inséré dans la Revue. M. Dangibeaud fait toutefois remarquer que le *Dictionnaire* de Godefroid contient beaucoup de mots cités.

Il montre la photographie du Calvaire de Royan, émail de Nardon Penicaud.

M. Brejon donna ensuite lecture d'une étude très complète de notre confrère, M. le Dr Sottas, sur le séjour de Marie Mancini à la Rochelle et à Brouage. La légende de la maison de Hiers que la nièce de Mazarin aurait habitée est fausse. Les lettres M M gravées sur le linteau ne se rapportent pas à elle.

M. Bures observe que de concert avec son fils et M. Berthelot ils ont vérifié les lettres et ils ont reconnu trois lettres M M L ainsi que l'avait suggéré M. Dangibeaud. Ils ont vu aussi des piles de boulets auprès du canon. M. Dangibeaud ajoute que l'on peut peut-être lire 1659 et non 1639.

M. Bures présenta un résumé d'ensemble des travaux et de l'activité de la société depuis sa fondation.

M. Dangibeaud termine la séance en lisant des notes de M. Planty sur les rédacteurs de *La Chose*, petit journal qui n'eut que quatre numéros (1871).

A midi, une vingtaine de convives se retrouvèrent à l'hôtel du Commerce où fut servi un excellent déjeuner. A l'heure des toasts prirent la parole M. Dangibeaud, le marquis de Fayolle au nom du droit d'afinesse, la Société de Périgueux étant née deux jours avant la Société des archives, le docteur Ch. Audiat, enfin le chanoine Clénet qui mit quelque malice à vouloir faire de la Société une fille de la Commission des Arts et Monuments.

Sous la conduite de M. Dangibeaud, les convives visitèrent le musée lapidaire et le musée régional. Ainsi gagna-t-on l'heure de la conférence à 15 h. et demie, à la Salle Saintonge.

De nombreux Saintais avaient répondu à l'invitation du Bureau.

Le président, en ouvrant la séance, évoqua le dévouement de Louis Audiat lors de l'incendie de la mairie de Saintes en novembre 1871, lequel lui inspira la création d'une société ayant pour but la publication de documents inédits puis il présenta à l'auditoire le conférencier.

M. Pitrou, maître de conférences à la Faculté des Lettres de Bordeaux, développa pendant une heure environ sa thèse sur les affinités et concordances entre certaines œuvres de Storm, poète et romancier de Slesvig (1817-1888) avec celles de nos romanciers aunisiers Fromentin et Loti.

Les citations, les rapprochements intéressèrent très vivement les auditeurs. M. Dangibeaud se fit leur interprète en remerciant très chaleureusement le savant conférencier, tant pour la nouveauté des aperçus qu'il venait d'exposer que pour le brillant concours qu'il avait bien voulu prêter à la célébration de notre fête, en souhaitant qu'il revienne prochainement. Il en a reçu la promesse.

Et maintenant en marche vers les noces de diamant et si possible le Centenaire...au moins pour nos enfants !

TOAST DE M. LE CHANOINE CLÉNET

Monsieur le Président, Messieurs,

M. Musset, Président de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure, m'a adressé une lettre que je tiens à vous communiquer.

Mon cher secrétaire, « J'avais pensé jusqu'au dernier moment « pouvoir me rendre à Saintes pour la célébration du cinquante-
« naire de la fondation de la Société des Archives. Malheureusement
« je ne puis réaliser ce désir, car ce jeudi 13, jour d'ouverture de
« ma bibliothèque, j'ai justement des motifs qui ne me permettent
« pas de m'absenter. Veuillez agréer et faire agréer mes excuses et
« mes regrets ».

Messieurs. Il y a trente ans, le 2 juillet 1893, ce jour-là, grâce à l'heureuse initiative de son très actif et toujours regretté Président Louis Audiat, la Société des Archives d'Aunis et de Saintonge fêtait Samuel Champlain, fondateur de Québec et une des gloires de notre Saintonge.

La journée commencée dans notre vieille cathédrale par une cérémonie pendant laquelle, Sa Grandeur Mgr Bonnefoy, évêque de La Rochelle, prononça une vibrante allocution, se termina dans la salle de l'ancien Palais de Justice par une grande fête musicale et littéraire au cours de laquelle comme aujourd'hui un professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, M. Imbart de la Tour, réussit dans une brillante conférence à faire revivre la physionomie énergique de l'illustre fondateur du Canada, héros de la journée.

Le discours à peine terminé au milieu des applaudissements, la foule vit sur l'estrade un beau vieillard s'avancer et serrer dans ses bras le conférencier. C'était son vénérable père. Aussitôt, Mgr Bonnefoy se leva et inspiré par cette scène touchante, il présenta l'heureux vieillard à l'Assemblée en citant ces paroles de la Bible :

Gloria patris filius sapiens, La science du fils est l'honneur du père.

Messieurs, en ce jour des noces d'or de la Société des Archives, permettez-moi de féminiser ce texte et de l'appliquer à votre Compagnie et aussi à la nôtre. « La science de la fille est l'honneur et la gloire de la mère ».

C'est qu'en effet, Messieurs (et puisque j'en ai l'occasion je tiens à vous le dire), la Société des Archives est bien la fille de notre Commission des Arts. J'en ai pour preuve une pièce authentique, véritable acte de naissance de la Société des Archives. J'ai eu la bonne fortune de la trouver dans les papiers de notre Commission, elle porte la date du 28 février 1872, en voici au moins une partie du texte : « De tous les souvenirs du passé dont la conservation a
« été confié à la Commission des Arts et Monuments historiques
« de la Charente-Inférieure, les monuments inédits ne sont pas ceux
« dont elle s'est le moins préoccupé jusqu'ici. Or, de récents désas-
« tres sont venus prouver que le plus sûr moyen de préserver
« d'une perte irréparable les trésors historiques est de les livrer à
la publicité. Malheureusement les ressources de la Commission ne
« lui ont jamais permis d'entreprendre cette publication dans les
« proportions qu'exige son importance. Aussi pour atteindre ce
« but, elle fait aujourd'hui appel aux lumières, à la générosité de
« tous ceux qui ont à cœur la conservation des monuments de
notre histoire et l'honneur du pays. Elle vient de créer une SEC-
« tion dite des Archives et Documents historiques de Saintonge
« et d'Aunis...

Abbé LACURIE, Président.

Tel est, Messieurs, l'acte de naissance de la Société des Archives, je le crois rédigé en bonne et dûe forme, et pour cette raison, je me fais un devoir de le déposer dans la corbeille de noces de la vénérée Jubilaire.

Et maintenant, Messieurs, ne voulant point abuser de votre bienveillante attention, je ne vous ferai point l'histoire des rapports existant jadis entre la fille et la mère, rapports, qui je l'avoue, pendant un temps, ne furent pas très cordiaux. Mais aux Sociétés, comme aux individus, ne peut-on pas appliquer ce vieil adage dont hélas ! trop souvent on fait un usage abusif ? « Il faut que jeunesse se passe ». La Société des Archives n'est plus jeune et si sa mère est presque centenaire, elle, n'a-t-elle pas déjà vécu un demi-siècle. L'enfant turbulente de jadis, parfois batailleuse est devenue une noble dame. A l'exemple de Cornélie, mère des Gracques, en

montrant ses enfants, c'est-à dire les 86 volumes de ses publications, elle peut dire : « Voilà mon trésor ». De plus elle a très bonne renommée, depuis *toujours* ses travaux sont partout appréciés, et nombreuses sont les Sociétés similaires de France et de l'Etranger qui réservent une bonne place à ses publications sur les rayons de leurs bibliothèques ».

Que vous dirais-je encore ? Grâce à l'heureuse initiative de la Société des Monuments saintongèais et aussi grâce à la précieuse collaboration de notre municipalité qui a pour chef un enfant de notre cité qui a au cœur l'amour de la petite patrie, la mère et la fille abritées désormais sous le même toit, dans ce *vieil* hôtel des Leberthan de Bonnemie devenu l'hôtel des Sociétés, la mère et la fille, dis-je, font si bon ménage, qu'en toute vérité, je peux leur appliquer cette parole de la Bible : *La science de la fille est la gloire de la mère* et aussi former pour elles ce vœu emprunté à un poète latin : « *Longis ac longis floreant annis* ». A nos deux Sociétés longue vie et prospérité !

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

La société fête aujourd'hui la cinquantième année de sa fondation.

Il y a un demi-siècle bien passé, dans la nuit du 11 novembre 1871, l'hôtel de ville de Saintes flambait. On n'a jamais su au juste la cause de l'incendie, main criminelle ou vice de construction, Les tristes événements de Paris ont du suggérer l'idée de crime, l'hypothèse d'une poutre débordant dans une cheminée paraît plus vraisemblable. Que la vérité se trouve ici ou là les flammes atteignirent bientôt la bibliothèque logée dans une partie des vieux bâtiments de l'ancien doyenné devenu mairie. Si les gros in-folios de théologie, provenant du Séminaire ou des Congrégations dissoutes à la Révolution, les livres de droit avaient seuls disparu dans le foyer, pour fâcheux qu'il eut été, le dommage n'aurait pas été sans remède. Combien plus triste et irréparable, au contraire, fut la destruction des archives municipales, déjà fort éprouvées dans un incendie antérieur, des originaux des Cartulaires des Abbayes de Saintes et de Vaux, la perte du registre du chanoine Fa-bourin et de quantité de lettres autographes de personnages célèbres. C'est l'histoire d'une grande période de la ville, du chapitre de Saint-Pierre, qui s'éleva en volutes de fumée. Voilà pourquoi Saintes n'a plus d'archives municipales anciennes. On en apprécie

que mieux les fragments qui ont été publiés. Ce fut la leçon qu'un homme tira de l'événement.

Durant cette nuit terrible cet homme se distingua par son zèle, son dévouement qu'il aurait poussé jusqu'à la témérité inutile si on ne l'avait retenu. Lui seul pouvait calculer et préciser les conséquences de la catastrophe. Il savait mieux que personne quelles richesses historiques les flammes menaçaient, et quelles tentatives de sauvetage on pouvait essayer. Cet homme était Louis Audiat, professeur de rhétorique au collège, bibliothécaire de la ville. Bourbonnais de naissance, implanté en Saintonge par sa profession, il était devenu Saintongeais. Il consacrait ses loisirs et même ses veilles à la poésie, surtout à l'histoire locale. Il avait doté une de nos places de la statue de Bernard Palissy et écrit une biographie du célèbre potier qui fait encore autorité. Il caressait l'idée de composer une nouvelle histoire de Saintonge grâce aux documents inédits qu'il avait entrevus, pleins de promesses, de révélations aussi curieuses qu'instructives. Aussi quelle douleur fut la sienne devant le brasier qui anéantissait ses plus chers projets.

A quelque chose malheur est bon dit un proverbe.

Du sinistre surgit une idée féconde.

Louis Audiat l'a exprimée en tête d'un volume paru en 1876 (1).

« Dès le lendemain du 11 novembre 1871, je compris plus que jamais la nécessité et l'urgence de sauver pour toujours de la destruction, en les imprimant, les documents inédits. Je dis et je répétais qu'il fallait trouver un moyen. Mon intention était dès lors arrêtée : constituer une société en commandite pour la publication des textes inédits... » Les circonstances jugées peu favorables firent ajourner le projet. Puis il ajoute. « En mars 1872, fut distribué un prospectus qui commençait par ces mots : « Au sein de la commission des Arts et monuments il est formé une section dite *section des Archives et documents historiques*... Deux ans après, cette section, dite des archives, n'avait pas donné signe de vie et elle attend encore pour commencer ses publications (2). »

(1) *Etudes, Documents et Extraits*, 1876, préface.

(2) A la séance du 11 novembre 1875, le président annonce que le conseil général a réduit de cent francs la subvention qu'il accordait à la commission parce qu'elle n'avait rien publié « depuis un certain nombre d'années. »

Le budget de la Commission était étique et parfois en déficit. Comment aurait-elle pu consacrer quelque argent à imprimer des textes ? A-t-elle seulement cherché des souscripteurs ? Elle s'occupait des monuments du pays,

Audiat, peu enclin par tempérament à attendre sous l'orme, prit l'initiative de fonder la société souhaitée. Poitiers en avait créé une dans le même but en novembre 1871. Au bout de trois ans elle avait imprimé trois volumes et un prix de 3000 francs lui fut décerné. L'ardeur d'Audiat fut vivement stimulée. La colère contre les apathiques ou les incrédules au succès, la jalousie du voisin eurent vite raison de ses dernières hésitations. Demander de l'argent au public dans un but très spécial, étant donné les circonstances, ne manquait pas d'audace. La fortune favorise les audacieux. En avril 1874, la Société comptait déjà 300 membres, en 1875 elle distribuait son premier volume. Depuis, chaque année, parut un volume et quelquefois deux de 500 pages. C'était l'âge d'or des impressions ! 46 volumes ont été imprimés, sans le renchérissement continu de la composition et du papier nous devrions avoir nos 50 volumes.

Il y a pourtant document et document. Tous ne peuvent être insérés parce que l'intérêt en est parfois très restreint. Certains ne sont bons que par les commentaires dont ils fournissent la matière surtout si on peut les rapprocher d'autres. En un mot ils servent à la rédaction de mémoires. Bientôt on s'aperçut que le volume ne répondait pas au goût, aux desiderata de tous les abonnés et ne permettait pas d'utiliser les travaux qui ne demandaient qu'à se produire. Audiat s'en rendit compte et créa le *Bulletin* devenu la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. La collection comprend aujourd'hui 40 volumes. C'est une petite encyclopédie très touffue à laquelle son directeur sut assurer une haute valeur littéraire, archéologique et historique, une mine pour nos héritiers. C'est son œuvre, une œuvre durable, poursuivie pendant 30 ans avec une patience et une compétence dignes des plus vifs éloges.

Ne croyez pas que seule l'étude du passé y soit admise. 1789 n'est plus la barrière infranchissable que nos pères assignaient aux investigations et aux recherches d'histoire. Le moderne y pénètre, la critique littéraire n'en est pas bannie et c'est précisément parce que la Société admet les choses contemporaines que vous allez entendre parler de Loti et de Fromentin, mais à un point de vue absolument nouveau. M. Pitrou, maître de conférences à la Faculté de Bordeaux, va nous apprendre les analogies curieuses

c'était son rôle. Il était assez large pour son activité. L'idée d'éditer des manuscrits n'était pas précisément heureuse. Elle en a imprimé quelques-uns, mais en 1876-77, quand la Société des Archives avait déjà publié deux volumes,

qu'il a notées dans les œuvres de nos deux grands écrivains aunisiers et celles d'un écrivain allemand, Théodore Storm, totalement ignoré en France je crois, à part quelques professionnels chercheurs comme lui, et même fort peu connu en Allemagne, paraît-il.

LIVRES ET REVUES

MAGNE (Émile). *La joyeuse jeunesse de Tallemant des Réaux.*

Le lecteur, qui ne voudra que passer quelques heures agréables dans une Société ancienne qu'il ne connaît pas ou qu'il connaît peu, ne saurait prendre un meilleur introducteur que l'auteur de ce petit livre, lequel le conduira au milieu d'une famille bourgeoise huguenote de financiers vivant à la Rochelle, à Bordeaux, surtout à Paris durant la première moitié du *xvii^e* siècle.

Il s'intéressera certainement plus aux personnages, hommes et femmes, gens de lettres, que fréquente le jeune Tallemant, qu'à ses premières amours, ses jalousies, ses répugnances, ses débuts littéraires et son mariage à l'âge de 26 ans avec une petite fille de 12 ans et demi, afin de ne pas suivre le désir de son père de le voir acheter une charge de conseiller au parlement. Il verra que ces Tallemant et leurs alliés ont tous les ridicules de riches parvenus, riches à l'aide de procédés qui valurent aux anciens financiers — les partisans — une mauvaise réputation. Gédéon Tallemant a plus fait pour la renommée du nom avec ses *Historiettes* que ses auteurs avec leurs millions vilainement gagnés. On verra que l'humanité est bien partout et en tous temps la même : Marie Le Goux, M^{lle} Godet des Marais sont deux types de femmes ardentes, ambitieuses ou fausses Sainte-Nitouche qui ne sont pas spéciales au *xvii^e* siècle.

Le lecteur qui ouvrira ce livre en quête de détails généalogiques et de particularités sur les familles Tallemant, Yvon, Montauron, d'Harambure, sur les débuts de la fortune des Tallemant et ses développements, aura toute satisfaction. M. Magne est un chercheur émérite, d'une patience éprouvée. Il a fouillé les livres imprimés (y compris nos volumes d'archives), les bibliothèques et même les vieilles minutes. Il a ainsi recueilli une quantité de notes inédites ou enfouies dans les livres qui ont servi à la rédaction d'un récit minutieusement documenté. Les premiers chapitres intéresseront les Rochelais et les Bordelais. On est toutefois

en droit de reprocher à M. Magne d'avoir été trop avare de citations d'actes de notaires. Un chapitre écourté leur aurait donné un peu de place. Les références c'est très bien, mais quelques pages consacrées aux extraits de documents inédits auraient accru l'intérêt déjà sérieux du livre.

Dans le *Bulletin philologique et historique du Comité*, 1920, p. 5, M. Roger Douest publie l'*Etat des finances de 1523*. « C'est le relevé annuel des prévisions de recettes et de dépenses classées par catégories pour l'ensemble du royaume, relevé établi par les généraux des finances et des trésoriers de France, sous la direction des personnages qui avaient la direction suprême des finances c'est-à-dire Semblaçay et le Batard de Savoie ».

Les finances étaient alors en fort mauvais état. Il fallait pourvoir aux énormes dépenses que nécessitait la lutte contre Charles-Quint.

Au chapitre XI est porté « Languedoil généralité pour La Rochelle 1111^{re} livres ».

En 1523, le roi a ordonné de demander au clergé du royaume deux décimes et demi. Saintes a payé 19620 livres. (Poitiers 26509, Angoulême 7200 livres, Maillezais 8509, Bordeaux 15015 livres).

Sommes allouées : à Mgr de Barbezieux (Antoine de La Rochefoucauld, sénéchal de Guyenne, mort en 1537) 2000 liv. ; au « maître d'hôtel de Balauzac (Jean de Brémon) 400 liv. ; à Adrien de Montbron, seigneur d'Archiac 1200 liv. ; au seigneur de Surgères 600 livres.

Dépêches des ambassadeurs milanais en France.

En février 1462, Pierre de Pusterla, Laurent de Pesaro, Boniface Aliprandi Guidantonio de Arcimboldis datent leurs lettres de Saint-Jean-d'Angély (San Gian d'Angeleco), adressées au duc ou à la duchesse de Milan (p. 202-219). Ils ont habité La Rochelle (p. 218). En mars ils ont quitté Saint-Jean.

Il est fréquemment question de Gaston du Lyon, sénéchal de Saintonge.

Bulletin monumental, tome LXXXI (1922). A voir ce gros volume de 496 pages abondamment illustré on ne se douterait pas que l'imprimerie coûte cher, très cher.

M. Fage termine sa longue étude sur les *clochers-murs de la France*. Il compte 14 de ceux-ci dans la Charente, 11 dans la Charente Inférieure, 122 dans la Gironde. C'est ce département qui en a le plus grand nombre, le nôtre et l'Hérault qui en ont le moins.

M. Lefèvre-Pontalès traite des *Nefs sans fenêtres dans les églises romanes et gothiques*.

M. Deshoulières parle des *Eglises romanes du Berry*. La largeur des nefs fournit l'explication d'une particularité qui appartient aussi à certaines églises de Saintonge. « C'est à la largeur de la nef qu'il faut attribuer les difficultés qu'éprouvèrent leurs architectes à la couvrir d'une voûte, mais cette largeur eut une autre conséquence. Il n'était pas plus aisé de faire communiquer la nef avec le transept ou le chœur par un arc triomphal de grande ouverture soutenu par des murs gouttereaux. Le constructeur s'appliqua donc à rétrécir par deux importants massifs de maçonnerie destinés à recevoir les pieds-droits d'une arcade plus restreinte. Cet étranglement avait le grave inconvénient de rendre difficile l'accès des croisillons et de cacher la vue de l'autel à une partie de l'assistance. C'est pour atténuer ce défaut que l'architecte eut l'idée de percer les supports de l'arc triomphal d'un étroit passage ». M. Deshoulières aurait dû nous expliquer pourquoi l'architecte s'était créé lui même de pareilles difficultés. Imprévoyance ou parti-pris ?

A noter aussi la longueur et la richesse du chœur menu dans de modestes églises rurales.

AVIS ET NOUVELLES

NOUVEAUX INSCRITS. M. Millon, directeur de la *Gazette d'Aunis*. Princeton University. M. Terquem, libraire à Paris, correspondant.

M. Février, conseiller municipal, à Coulonges.

M. Robert Delamain, à Jarnac (Charente).

Notre confrère M. Gaëtan Martin vient d'être nommé officier d'Académie.

Une maison d'*Edition artistique* de La Rochelle vient de mettre en vente une carte postale avec la délicieuse légende suivante : SAINTES. La fontaine Sainte-Estelle (*sic*) fille du roi de Saintes (*sic*) vierge et martyre, du 1^{er} au III^e siècle.

Cet été, a été chanté à La Rochelle par M. Pierre Reinier, des grands concerts de Paris, l'hymne *La Rochelle*, qui a pour auteurs

Revue tome XLI, 4^e livraison.

12.

M. Léonce Grasilier pour les paroles et M. le chanoine Rudelin pour la musique.

L'imprimerie Hus a définitivement disparu en octobre 1924, après une longue agonie.

M. Delavaud augmente celle qu'il avait adjoint à sa librairie, cours national, et la transporte rue *Port La Rousselle*.

La cathédrale de Louvain et une partie des monuments de la ville seront reconstruits avec des pierres de Crazannes. Les mêmes carrières ont déjà fourni des matériaux pour d'autres monuments belges détruits par la guerre (octobre 1924). Beaucoup de monuments de Belgique et du Nord de l'Europe ont déjà été édifiés, jadis, avec de la pierre de même provenance.

L'administration de la manufacture des Gobelins a commandé à M. Balande le carton d'un panneau inspiré du Quercy.

Parmi les flots et forts ou batteries que l'Etat met en vente figurent le fort du Chapus et la Lune de Fouras (septembre).

Le Comité des Fêtes de Saintes aurait décidé (octobre) de mettre au concours la pièce qui sera représentée en 1926 à l'amphithéâtre. On en parle, mais rien n'est encore officiel. La pièce ne doit pas avoir plus de trois actes et durer plus de trois heures. Le sujet est laissé au choix des auteurs, toutefois l'époque de l'action ne dépassera pas le xv^e siècle. Une figuration abondante est admise.

Un jury, sous la présidence de M. Antoine, jugera les manuscrits et désignera le lauréat à qui un prix de 5.000 francs sera décerné. Toujours dit-on.

Un Grec ou un Français affublé d'un nom grec, qui avait reçu les confidences du Comité, (et qui prit sa défense) a déjà dévoilé dans *l'Indépendant*, en septembre dernier, les projets d'organisation « d'un vaste concours de pièces de plein air, ouvert à tous les auteurs de langue française, en leur demandant de lui (au comité) adresser des œuvres se rapportant à n'importe quelle époque avec comme limite extrême la fin du moyen-âge, mais à l'exclusion de l'antiquité grecque et latine. »

Le public saintais serait-il blasé sur le grec et le latin ? Peut-être n'a-t-il pas goûté autant qu'on le croyait le grec et le latin. A qui la faute ? Enquête à faire.

Les chefs-d'œuvre afflueront, n'en doutons pas. Cependant si un Corneille ou un Racine soumettait au jury une *Andromaque*, un *Britannicus* ou un *Polyeucte*, il serait blackboulé.

M. Berthon, directeur artistique à Saintes, a du rapporter l'idée de concours d'Orange où on a une conception opposée à celle de notre Comité.

M. Alfred Poizat dit textuellement (*Revue bleue* 6 septembre). « Au *triduum* de cette année M. François Albert s'était fait représenter par le très sympathique René Berton, l'auteur d'*Oreste*, applaudi naguère au Théâtre Antique, et ce fut bien. »

Mais le vrai président de ces fêtes fut l'envoyé de la Grèce et son très séduisant ministre à Paris, M. Politis, qui inaugura son ambassade en représentant officiellement à Orange, la jeune République des Hellènes. Quand on parlait là bas du Ministre, on savait qu'il n'y en avait qu'un seul capable des gestes et des mots nécessaires et c'était, comme il seyait, le ministre athénien. » L'article se termine par un paragraphe sur la destinée future du théâtre d'Orange.

« Il faut que le théâtre d'Orange soit la citadelle du théâtre de poésie. Il faut qu'il en sorte non seulement une tradition pour les acteurs, mais encore et surtout une école de haute poésie dramatique. D'Orange doit dater la Renaissance de la Tragédie française, une tragédie accommodée à nos goûts, à nos habitudes, tout en étant conditionnée par la structure même de ce théâtre, c'est dire que le fonds du répertoire devra être constitué par le théâtre grec. Mais s'il n'en devait pas naître des chefs-d'œuvre neufs, l'événement aurait été médiocre. »

Voudrait-on faire de Saintes la citadelle de la Tragédie française mérovingienne ou médiévale. C'est une idée, après tout !

Pour l'histoire. M. l'abbé Bouly, curé d'Hardelot-Plage vient d'être promu dans l'ordre du Mérite agricole. Il a doté son pays d'une quantité de sources d'eau reconnues à des profondeurs énormes (145 mètres). Mais il ne découvre pas que des sources. « C'est ainsi, est-il écrit dans l'énumération de ses titres, que M. le curé d'Hardelot a pu retrouver dans les cimetières mérovingiens qu'il a explorés, les objets à côté des corps. A Talmont, sur les bords de la Gironde, il a trouvé des morceaux de bronze, d'or et de cuivre et déterminé l'enceinte, les colonnes et l'autel du temple romain de Vesta » (*sic*). Le ministère de la guerre a utilisé son talent de reconnaître les obus enfouis sur les champs de bataille.

La Charente-Inférieure du mois de mars 1924 contient un article de M. G. Musset intitulé *Les Porches de la ville de la Rochelle*.

M. Maufras, de Pons, a donné sa collection préhistorique au musée de La Rochelle.

Illustration du 20 décembre 1924 : photographie de la palme de bronze envoyée par les musulmans de l'île Maurice pour être fixée au mur de la maison des Aïeules où repose le corps de Pierre Loti à Saint-Pierre d'Oléron,

Au SALON D'AUTOMNE. — Buthaud (René) vitrine contenant 13 pièces de céramique à personnages — Chapron (Henri) *Portraits ; L'homme et la mer ; Notre-Dame des Soirs* (bois incisés) — Garnier (Maurice) de Royan. *La vallée du Trestet ; Etude* : Nobiron (Maxime) Sept écharpes. — Perdriat (Hélène) *Souvenirs de la Rochelle : Nadine ; Comelo ; Majo ; La fille du meunier ; le petit bouquet*. Barbey (Valdo) né à Valleyres. *Port de la Rochelle* peinture, — Brunet (Yvonne) née à Paris : *Le Port de La Rochelle* : Desmeures (Victor-Jean) né à Lyon : *Port de Saint-Trojan : une rue de Saint-Trojan*. — Lacoste (Charles) né à Floirac (Gironde) : *Bords de la Gironde en Saintonge*.

L'Indépendant des 23 et 26 juillet 1924 reproduit le discours sur Fromentin et Pierre Loti, prononcé par M. Bernard, professeur au collège à la distribution des prix du collège.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 7 février 1924, est décédé à Marseille, M. Edmond Bordage, chef des travaux à la Sorbonne, ancien directeur du museum de Saint-Denis (île de La Réunion).

En mai dernier, est décédé à Rochefort, le docteur Paul-Julien-Laferrière, ancien médecin de la marine, conseiller municipal, adjoint au maire de Rochefort, conseiller d'arrondissement, né en 1857, fils de Marcelin Laferrière et de Noémie Dumorisson ; épousa en premières noces Mlle Brudieu (décédée en 1885) et en secondes noces, en 1888, Jeanne Clément dont deux filles.

Dans les derniers jours de juillet, est décédé à La Rochelle, et a été enterré à Chef Boutonne, M. Auguste Gand, âgé de 67 ans, époux de N. Deleigne, juge de paix du canton ouest et homme de lettres qui a beaucoup écrit sur les traditions poitevines et charentaises.

Il a publié *La Terre de chez nous, Stances à Jeannie, Poèmes et*

Elégies d'automne, Contes de ma grand'mère Toinon... Voir Bulletin de l'Académie de La Rochelle, octobre 1924. La Charente-Inférieure du 1^{er} août.

Le 3 septembre 1924, à La Rochelle, est décédé Mgr Alexis Me-neau, camérier secret de Sa Sainteté, chanoine honoraire, né à Saintes le 1^{er} novembre 1836, ordonné prêtre à La Rochelle le 2 juin 1860.

Il fut directeur de l'Institution Saint-Pierre à Saintes, de l'Institution Saint-Jean à Saint-Jean-d'Angély, de l'Ecole Fénelon à La Rochelle.

Voir le *Bulletin religieux* du 13 septembre.

Le 14 septembre 1924, à Rochemont, près Saintes, est décédée subitement Mme Taittinger, née Gabrielle Guillet, âgée de 31 ans. Elle laisse cinq enfants : Guy, Michel, François, Jean et Marie-Clotilde.

Le 16 septembre 1924, est décédé à Rochefort, M. le chanoine Pierre Lemonnier, ancien aumônier du Lycée de Rochefort, officier de l'Instruction publique, âgé de 76 ans.

Son corps a été inhumé au Calvaire du Port-des-barques.

Notre société perd un collaborateur éminent. On a pu en juger par les nombreuses communications qu'il a faites à la *Revue* sur le clergé saintongeais pendant la Révolution. Il s'était consacré à l'histoire des prêtres prisonniers à l'île Madame et dans les geôles du continent. En historiographe de ces nouveaux martyrs de la foi il poursuivait leur canonisation. Son œuvre est énorme, il a fouillé partout, inlassablement jusqu'à ses derniers jours, les archives privées et publiques, toujours à l'affût d'un document nouveau. Il y a quatre mois environ il a envoyé à notre *Revue* un article qui paraîtra bientôt.

Voir *Bulletin religieux* du 27 septembre.

Le 17 septembre 1924, est décédé à Saint-Georges-de Didonne, M. Auguste Alexandre Sander Rang des Adrets, préfet honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, né à La Rochelle le 16 mars 1863, marié avec Mlle Marguerite Huvet.

Le (2 ou 3) novembre 1924, est décédé à La Rochelle, M. Jean-Noël Bernard, étudiant en médecine, lieutenant de réserve d'aviation, âgé de 27 ans, fils de M. Bernard, procureur de la République, à La Rochelle.

M. Louis-Joseph Depoin, âgé de 72 ans, est mort, à Ville-Evrard,

le 6 novembre 1924 et a été enterré à Pontoise le 12. Il était président de la société de graphologie, ancien sténographe de la chambre des députés et du Sénat et du Parlement du Grand Duché de Luxembourg, du conseil général et du conseil municipal de Paris.

Notre société aura été cruellement éprouvée cette année. La mort la frappe sans pitié. Après avoir enlevé M. Delavaud elle a pris M. le chanoine Lemonnier, et après celui-ci elle prend un de nos plus précieux collaborateurs. Nous attendions de lui de nouvelles révélations sur nos évêques. En septembre dernier il écrivait qu'il voulait refondre au moins cinquante pages de leur histoire. Saint Eutrope devait bénéficier de découvertes « sensationnelles » confirmant toutes ses suppositions : c'était un basque sacré par saint Clément de Metz, et mort en 291. M. Depoin était fort enthousiasmé de sa découverte. Espérons que la copie nous sera remise. A un point de vue plus général l'histoire ecclésiastique de provinces perd en lui un chercheur très érudit, un travailleur infatigable qui avait le grand mérite de s'être formé tout seul.

MARIAGES

Le septembre 1924, a été célébré à Paris le mariage de Mlle Lucie Morch, fille de M. Christian Morch, avec M. Jean Laane.

Le 8 novembre 1924, à Taillebourg, a été béni le mariage du comte Antoine de Latour de Geay, avec Mlle Odette de Larrard.

BIBLIOGRAPHIE

Almanach de Saint-Seurin d'Uzet, 1924.

Imprimerie nouvelle P. L. Delapierre, curé de Saint-Seurin-d'Uzet, 1924, in-16 36 pages.

En note de la première page est annoncée une brochure, sur les curés de la paroisse, qui n'existe pas. Que les bibliophiles saintongeais ne la cherchent pas.

BARTHE (Mgr Emile). *Vie de saint Vivien.*

Saintes, imprimerie D. Orliaguet, 1924. in-8°, 59 pages.

BEAUCORPS (baron Fr. de). *L'histoire de la Seigneurie de Sigogne.* Luçon, imprimerie S. Pacteau, 1923, in-8, 11 pages.

BOUSSICOT DE COUGNAT. *Chansons et monologues.*

Imprimerie librairie J. Prévost, 1920, in-16, 31 pages, couverture illustrée.

BOURRIAU (D'). *Petite histoire de Saintonge et d'Aunis illustrée.*

La Rochelle imprimerie J. Foucher, 1924, in-16, 57 pages, 25 gravures et une carte.

Petite brochure de vulgarisation pour les écoles qui donnera aux enfants quelques notions justes de l'histoire de leur pays.

CHESNIER DU CHESNE (A.). *Le « Ronsard » de Victor Hugo.*

Poitiers, imprimerie Marc Texier, 1924, in-8, 32 pages.

Extrait du *Mercur* de France.

DINI, directeur de l'Institut de culture physique médicale. *Le traitement intégral.*

Royan, Al. Dini, éditeur, 1924, in-8.

GOULBENÈZE. *Chansons de Saintonge.*

Gemozac, imprimerie Gaëtan Savary, 1923, in-16, 107 pages, portrait par M. Terral, dessins dans le texte de P. F. Préface de M. Adrien Chalifour.

Grand Almanach de Saintes. Annuaire de l'arrondissement pour 1924.

Imprimerie Hus, in-16, 174 pages, 16 non numérotées, carte.

GRASILIER (Léonce). *Mémoires de Mlle Aglaé, comédienne, courtisane et femme de bien.*

Tours, imprimerie Arrault pour Albin Michel, éditeur à Paris, petit in-8, 412 pages, gravures.

La Saintonge est absente de ce livre dont la lecture ne manque pas d'agrément, et cependant il faut le ranger parmi nos livres saintongeais ou presque saintongeais, car l'éditeur y a mis beaucoup du sien. Il suffit de lire les trois parties pour se rendre compte que d'un bout à l'autre l'homogénéité n'est pas complète. La première a été retouchée et complétée et la troisième est une rédaction d'une plume qui n'écrit pas de la même encre que celle qui a écrit la seconde. M. Grasilier ne me démentira pas.

— *Scènes de la vie rochelaise aux débuts de la Révolution. Souvenirs de Guillaume de Puybusque.*

La Rochelle, imprimerie de l'Ouest, 1924, in-12, 73 pages.

LE GUIASTRENNEC (Noëla). *Fumées.*

Rochefort, imprimerie Thoyon, 1924.

MARTIN-CIVAT (M. P.). *Cognac, des origines à 1789.*

Cognac, imprimerie Roger Lacaud, 1924, in-8, 165 pages, illustration de M. Marie-Fernand Lacombe.

Ce petit volume témoigne de beaucoup de recherches patiemment poursuivies dans les livres et les archives départementales ou municipales. Si nous ne savions que M. M.-C. poursuit l'obtention de très sérieux diplômes universitaires, et en outre que ses fonctions absorbent la plus grande partie de son temps, si nous ignorions qu'il a changé souvent de résidence en ces toutes

dernières années, nous lui reprocherions des lacunes (liste des maires, l'absence d'une table), des références incomplètes ou fausses dues à une certaine hâte. Mais nous ne verrons que l'énorme labeur fourni, sans doute pendant ses vacances, et nous le remercierons très sincèrement de cette monographie substantielle, qu'il pourra reprendre plus tard en lui donnant toute l'ampleur dont il aurait été déjà capable, s'il l'avait voulu.

M. M.-C. est un grand laborieux. Il est l'auteur d'une histoire du collège de La Châtre-en-Berry, des origines à La Révolution (32 pages) où il n'est pas resté longtemps.

MORPAIN (J.), *50 chansons populaires des Charentes et du Poitou.*

Paris, imprimerie Delanchy-Dupré Heugel, éditeur, 1924, 2 vol. in-8, 41 et 43 p.

En tête, sur la couverture, un dessin de la vue classique de la partie bâtie des Arènes avec clocher de Saint-Eutrope.

Il y a deux éditions : une avec accompagnement, l'autre avec le chant seulement.

Dans une courte préface M. M. explique que « ce recueil est, avant tout, un témoignage de reconnaissance à ma province adoptive, surtout à la ville de Saintes où j'ai vécu mes premières années et dont l'appui, jadis, m'a été si précieux... J'ai puisé la matière de ce petit ouvrage dans les deux volumes... de J. Bujaud... J'ai pratiqué des coupes sombres... mais j'ai éliminé les couplets où certaines gaillardises pouvaient offenser les oreilles délicates... »

MULOT (A.-S.) curé de Fontaine-Chalandray.

Un officier de l'armée vendéenne du Marais. Benjamin Dubois de La Guignardièrre et sa famille.

Fontenay-le-Comte, imprimerie H. Lussaud, in-8, 18 pages, 1924.

Extrait de la *Revue du Bas-Poitou.*

Règlement du quatuor à cordes. Saintes, 1923. Saintes, imprimerie Chassériaud, in-18, 15 pages.

Regelsperger (Gustave) *Les chemins de fer en Afrique Française,* 11 pages.

Extrait de la *Revue des sciences politiques*, juillet-septembre 1924.

SERBAN (N.). *Pierre Loti, sa vie, son œuvre.*

Abbeville, imprimerie P. Paillart pour les Presses françaises, in-16 carré, 372 pages, 7 planches.

De pages 338 à 357, une bibliographie importante des œuvres de Loti avec nombre des éditions. Les quatre plus fortes sont *Pêcheur d'Islande* avec 445 éditions. *Les Désenchantées* avec 419 édit. *Mme Chrysanthème* avec 221 éditions. *Mon frère Yves* avec 207 éditions.

Il ne faut pas lire cette biographie si on a quelque admiration pour Loti. Si l'écrivain est loué, l'homme n'est pas présenté sous un jour très favorable.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Le retour des Bénédictins à l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély* par M. A. Mesnard ; *La chanson de Malbrough* par M. M. Pellisson ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin* (suite) par M. Sottas ; *Contribution à l'histoire du protestantisme à Cozes* (suite) par M. Ch. Dangibeaud.

LIVRES ET REVUES : Tourneur-Aumont, *Etudes de cartographie historique sur l'Alemanie* ; Bulletin de la Société archéologique de Nantes (sarcophages en pierre de Saintonge) ; Bulletin de la Société polymatique du Morbihan (taille du Silex) ; Bulletin archéologique (bracelet de Cressé) ; Bulletin de la Société archéologique de la Charente (seigneur de Bronex, gisement de La Quina, instruction à Mainxe) ; Bulletin de la Société des Deux-Sèvres (Niortaisiennes) ; Bulletin de la Société nivernaise (étymologie de jau).

AVIS ET NOUVELLES : admissions : Sceau de Bernard, archidiacre d'Aunis.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Jean Geoffroy ; E. Lessieux ; M. Pierre Figeron ; M^{me} M. Chéneau ; vicomtesse de Mornac ; M^{me} Dufaure.

MARIAGE : Boutinet-Balland.

LE RETOUR DES BÉNÉDICTINS A L'ABBAYE DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

(27 octobre 1623)

Si l'histoire générale ne peut, on le conçoit, qu'enregistrer les faits primordiaux et essentiels qui en sont la base à peine de nuire à l'unité du plan et de noyer le principal dans l'accessoire, — il n'en est pas de même, assurément, en matière d'histoire régionale ou locale où les détails propres à révéler le caractère et les coutumes d'une contrée contribuent, au contraire, à conserver plus particulièrement la physionomie qui lui appartient.

Dans ce cas, peut-on dire, le *de minimis* du prêteur romain ne saurait, dans une certaine mesure tout au moins, préoccuper, en l'enrayant, la plume de l'écrivain régionaliste lorsqu'il a la bonne fortune de pouvoir, grâce à des circonstances que n'ont

point rencontrées les prédécesseurs, compléter des points qui n'ont été qu'effleurés, si même ils l'ont été.

C'est précisément, ce qu'il nous est permis de faire, le pensons-nous du moins, — à propos de l'abbaye des Bénédictins de Saint-Jean-d'Angély grâce à M. Maurice Martineau, notre excellent confrère et ami qui, à la suite de ses incessantes recherches pour tout ce qui touche au passé, nous a remis un dossier classé et annoté avec ce soin méthodique qui lui est propre.

Au nombre des documents qu'il contient, deux surtout méritent qu'il en soit fait ici état sur des points intéressants à peine mentionnés par ailleurs : ce sont deux expéditions authentiques de procès verbaux extraits des liasses 2 et 3, en dates des 13 octobre 1607 et 27 du même mois 1623 et jours suivants.

Ceux qui ont étudié à la source des archives ou dans les cartulaires publiés, l'histoire de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély n'ont pu que constater la grande importance dont elle a toujours joui à la suite des libéralités qui lui ont été faites.

Et pour ne citer qu'un seul exemple à ce sujet il nous suffira, en passant, de rappeler cette charte de 1048 aux termes de laquelle, la comtesse Agnès, le jour où les trois évêques de Saintes, d'Angoulême et d'Angers étaient venus pour consacrer l'église de Saint-Jean, en présence de ses deux fils, Guillaume et Guy, elle lui donnait à perpétuité avec tous les privilèges y attachés, *le bourg de Saint-Jean* avec tout ce qui s'y trouvait ; églises, terres, fontaines, rivières, moulins que les rois de France et les ducs d'Aquitaine lui avaient cédé autrefois et qui lui avaient été ravis par des spoliateurs impies.

Faut-il s'étonner qu'après de semblables largesses et de bien d'autres, l'abbaye figurât en si bon rang parmi les 17 autres de la région de l'Ouest comprises dans le diocèse de Saintes ?

L'abbaye de Saint-Jean-d'Angély comme bien d'autres, au surplus, n'était pas seulement un sanctuaire, c'était aussi une exploitation agricole d'une étendue considérable ainsi qu'on le peut constater en consultant la formation de son domaine et l'administration de ses revenus.

Sa fondation remonte à la plus haute antiquité puisque c'est Pépin, roi d'Aquitaine, fils de Louis le Débonnaire, petit fils de Charlemagne, qui en aurait posé la première pierre en l'an 817, sur un des points de cette forêt *d'Angéri* qui devait plus tard donner le nom d'Angeriacum à la ville de Saint-Jean-d'Angély qui s'y trouve actuellement.

Ses vicissitudes furent comme celles de la ville dont elle fut comme le berceau, peut-on dire, puisque fondée en 817, elle était 43 ans après, en 860, détruite de fond en comble, ses moines étant dispersés et ses richesses pillées par les Normands, ces hommes du nord, qui dans leurs incursions dévastaient tout sur leurs routes ainsi que Saintes et Angoulême, pourraient, elles-mêmes, au besoin en témoigner.

Un siècle à peine après, en 941, le monastère angérien sortait de ses cendres reconstruit qu'il était alors par le comte Ratgaire et son frère Eble, évêque de Limoges, avec le consentement de Louis d'Outremer qui en confiait alors la direction en 942 « à un certain serviteur de Dieu, nommé Martin qui fut alors son premier abbé ».

Quelques siècles plus tard, en 1522 et en 1558, au cours des guerres de religion, de nouvelles destructions l'attendaient après la mise à sac de ses reliques, de son trésor et de ses archives.

En 1593, la tourmente passée, sur les instances de l'évêque d'alors, les religieux dispersés songèrent à venir reprendre leurs droits. Déjà, en 1594, l'abbaye avait formé quelques revendications de son patrimoine à l'encontre de voisins qui s'en étaient emparés et qui avaient été condamnés, de ce chef, par le Parlement de Bordeaux à démolir leurs anticipations sous peine d'astreintes.

Enfin, en 1600, bénéficiant de la paix accordée par l'Edit de Nantes, les Bénédictins pour se protéger contre de nouvelles convoitises renfermaient leur domaine dans des murs d'enclos.

Puis s'écoulaient quelques années consacrées sans doute à la réorganisation de la règle conventuelle suspendue sur certains points et spécialement sur une question de sécularisation présentée par les religieux en vue d'obtenir certaines facilités.

C'est ainsi que l'on arrive au mois d'octobre 1607, jour où l'une des pièces remises nous donne la relation d'une visite importante faite au monastère par le Fr. Jean Darnal, docteur es-saints décrets et provincial des Bénédictins congrégés en France pour « les provinces d'Aquitaine et d'Aulnix », accompagné de son secrétaire, Fr. Decautillac, prieur de Sainte-Colombe et religieux de Saint-Pierre-de-La-Réolle venaient à Saint-Jean-d'Angély pour se rendre compte de l'état des choses tant au point de vue spirituel que temporel.

A leur arrivée, les religieux et les novices sont convoqués : les visiteurs justifient de leur qualité par la commission dont ils sont porteurs et déclarent que le but de leur mission « est de donner police et règlement régulier aux prieurs et aux religieux ».

Il est répondu aux questions du P. Provincial :

Le nombre des moines composant l'abbaye est de « 22 y compris le prieur de Muron, les incongédiés et vagabonds par la ville », c'est-à-dire ceux, sans doute, qui n'étaient point rentrés « au grand scandale de la société et du peuple », ainsi que ceux congédiés légitimement par le Prieur pour certaines affaires et négoce.

Après nouvelle convocation des absents par voix d'affiches, le Révérend Père rappelle l'observance qui doit être faite des prescriptions du Concile de Trente ayant pour but de maintenir l'unité catholique ; et ensuite l'obligation par les religieux d'assister régulièrement aux offices à peine d'une amende de un à cinq sols par infraction.

On procède ensuite à l'inventaire des objets servant au culte et, à ce propos, on sent qu'il doit en manquer un certain nombre par suite des événements troublés que l'on connaît : ce sont, notamment, une croix d'argent avec son « baston » de même métal ; une autre en cuivre ; deux calices dorés ; cinq chappes et manteaux pluviaux ; quatre de damas blanc avec des galons d'or faux, 4 chasubles, 4 tuniques, etc...

Le constat des lieux relatif aux immeubles révèle encore bien des misères : l'église, y est-il dit, est toute ruinée sauf « un apand » basti par les moines ; les cloîtres, réfectoires, dortoirs et maisons des religieux sont, eux-mêmes « comblés de ruines » ; une cloche pesant « deux quintols » semble avoir été épargnée.

Certaines autres observations sont encore relevées dans cette pièce où l'on constate, par exemple, que les conventuels sont grandement incommodés par les laïcs et personnes de la religion prétendue réformée qui ont avancé leurs maisons et jardins jusque dans l'enclos de la communauté où ils entrent et sortent comme en pays conquis.

Enfin, les officiers et bénéficiaires de l'abbaye devront rechercher le temporel du revenu de leurs bénéfices et voir à tout ce qui a pu être arrenté, aliéné, hypothéqué indûment ; en même temps qu'il sera pourvu au mauvais état de l'aumônerie, du logement des religieux, de l'hôpital Saint-Jacques hors-les-murs et du grand collège de la ville envahi par des gens sans qualité, tels que le lieutenant général et le gouverneur de la ville quant aux abords.

Le Prieur était enjoint de faire exécuter ces ordonnances et statuts de même que l'abbé commandataire l'était, de son côté, pour

les travaux à faire en ce qui concernait « l'église et les lieux réguliers en ruines et mis pas terre depuis 40 ans environ ».

Comme on le voit si le monastère fonctionnait depuis quelques années ce n'était qu'avec une organisation de fortune qui ne pouvait durer.

Le temps s'écoule employé, sans doute, dans la mesure des facultés par la besogne indiquée qui n'était pas mince comme on l'a vu, et c'est ainsi que l'on arrive au 27 octobre 1623.

Ce jour-là marque une date importante dans l'histoire de l'abbaye, car elle va être, en quelque sorte celle de la prise officielle de la possession des lieux.

Le Fr. Pierre Griffon, prieur claustral et vicaire, né du Moutier et abbaye de Saint-Jean-d'Angély de l'ordre de Saint-Benoist, vient d'être informé que les religieux et profès de la Congrégation de Saint-Maur en France élus par leur Chapitre général de l'abbaye de Faron de Meaux, pour être installés dans celle de Saint-Jean-d'Angély y allaient arriver par la porte Matha.

La communauté angérienne est, à l'instant, convoquée en assemblée pour aller les recevoir.

Ils partent et trouvent en effet leurs nouveaux frères à l'endroit indiqué « au nombre de onze réformez vestus de leurs grands frocs » sous la conduite de leur supérieur, le R. P. Dom Macé Tassin.

Les présentations sont faites ; puis ce sont les congratulations et compliments du corps et du chapitre avec les espérances d'un grand bien public.

Toutes les cloches sonnent et le cortège, la croix en tête, au chant du *Te Deum* s'avance par les rues, suivi d'un grand concours du peuple « démontrant grand contentement joye et liesse » les anciens portant les flambeaux et fallots en main pour éclairer, d'autant plus qu'il devait déjà presque faire nuit close.

Les chants liturgiques terminés, le R. P. Dom Tassin monte à l'autel qu'on lui fait baiser et les arrivants vont coucher à l'aumônerie. Le lendemain on se retrouve et le Révérend Père supérieur demande à être installé avec ses moines en la possession réelle, actuelle et corporelle de l'église et des autres lieux réguliers de l'abbaye, ce qui a lieu alors. Chacun prend place dans sa stalle et entonne le *Veni Creator*.

Le procès verbal de la cérémonie indique parmi les catholiques et gens notables y assistant : M. Charles Estourneau, escuyer ; Jean Prévost, aussi escuyer ; Sr de la Touche ; Sr Delisle.

Commissaire du roi avec ses avocats et ses procureurs au siège royal de la dite ville.

Cette prise de possession indique encore qu'elle était faite par provision en attendant l'achèvement et la réédification des lieux qui ne l'étaient pas alors.

Toutes les signatures portées au procès-verbal établissent sa régularité ; il fut signifié le 23 janvier 1624 au logis de M^e Grelat, procureur fiscal de l'abbaye, domicile élu par l'abbé M. Claude de Vivonne et M. Claude Moiné « esconome estably en la dite abbaye par le Roy ».

Comme on le voit des renseignements aussi précis complètent, d'heureuse façon, l'histoire générale de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély, dont les étrangers admirent, chaque jour, les superbes dépendances laissées au moment de la Révolution et occupées, aujourd'hui, par le Collège Communal et l'Ecole Supérieure.

Ils méritaient bien d'être mis en relief et à nouveau nous remercions le distingué bibliophile et archiviste, M. Martineau, grâce auquel il nous a été permis de le faire.

Amédée MESNARD

II

LA CHANSON DE MALBROUGH

La nouvelle pièce de M. Marcel Achard, *Malborough s'en va en guerre*, jouée à la Comédie des Champs-Élysées, remet en actualité la vieille chanson de Malbrough, dont la mémoire populaire a conservé plusieurs versions d'environ dix-huit couplets, se rattachant toutes à un thème unique et ne différant guère que par quelques variantes, parmi lesquelles il convient de citer celle qui a été publiée dans *l'Almanach-Annuaire du « Saintongeais » pour 1908*, en 19 couplets, p. LXX. Je crois intéressant pour les lecteurs de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* d'en donner le texte primitif datant de 1783, assurément peu connu, que j'ai découvert à la fin d'un vieux chansonnier manuscrit portant la date de 1785, qui a fait partie des collections de notre regretté confrère Eutrope Jouan et ayant appartenu à Alphonse-Amédée Renou, ancien notaire à Mortagne-sur-Gironde, aujourd'hui en la possession de notre confrère, M. Maurice Martineau, auquel j'ai déjà eu l'occasion de faire quelques emprunts, *Revue*, t. VIII, pp. 123-124.

Cette chanson burlesque, revanche innocente des défaites qui furent infligées à nos pères par le fameux général anglais John

Churchill duc de Malborough, à la tête des armées anglo-bataves, à Bleheim (1704). Ramillies (1706), Oudenarde (1708), Malplaquet (1709), revêt un caractère historique non seulement par le nom de son héros. mais encore par l'application qui en fut faite à la cour de Louis XVI, où elle servit à la nourrice du premier dauphin Louis-Joseph, qui mourut en 1789, pour l'endormir au berceau. et fut, par ordre de la reine Marie-Antoinette, sa mère, mise sur les éventails de l'année 1783. Cette date fixe probablement celle de son éclosion tardive. Les trente-sept couplets qu'elle contient en font une mélodie diffuse et traînante on ne peut plus apte, en effet, à répandre les pavots somnifères. L'heureuse amputation qui en a été faite d'une bonne moitié a rendu alerte et plaisante la version qui nous est parvenue et qui se tient toujours en bon rang parmi nos chansons populaires.

Léchailler, 8 janvier 1925

Marcel PELLISSON.

HISTOIRE DE MALBEROUX (*sic*)

*chantée par la nourrice de Mgr le Dauphin
pour l'endormir au berceau,*

et mise sur les Eventails de l'année 1783 par ordre de la Reine.

- | | |
|--|--|
| 1. Venez sçavoir l'histoire
Mironton, mirontaine,
Venez sçavoir l'histoire
De Malberoux renommé. (<i>bis</i>) | 6. Qui lui a dit : Mon Prince
Mironton, mirontaine,
Qui lui a dit : Mon Prince,
A la guerre faut marcher. |
| 2. Etant avec sa femme
Mironton, mirontaine,
Etant avec sa femme
Et sa noble lignée. | 7. Malberoux quitte la danse
Mironton, mirontaine,
Malberoux quitte la danse,
Demande son coursier. |
| 3. Il estoit à sa table
Mironton, mirontaine,
Il estoit à sa table
A faire un bon disné. | 8. L'on luy met sa culotte
Mironton, mirontaine,
L'on luy met sa culotte
Aussi son bouclier. |
| 4. L'on lui donne une feste
Mironton, mirontaine,
L'on lui donne une feste,
L'on le prie de danser. | 9. Il demande son grand sabre
Mironton, mirontaine,
Il demande son grand sabre
Et prêt à s'en aller |
| 5. Estant dedans la danse
Mironton, mirontaine,
Estant dedans la danse
Il entre un officier. | 10. Dit adieu à sa dame
Mironton, mirontaine,
Dit adieu à sa dame
Qui ne fait que pleurer. |

11. Il emmène son page.
Miron-ton, miron-taine,
Il emmène son page
Pour nouvelle apporter.
12. Malberoux vat en guerre
Miron-ton, miron-taine,
Malberoux vat en guerre
On ne sait quand il viendra.
13. Il reviendra à Pasque
Miron-ton, miron-taine,
Il reviendra à Pasque
Ou à la Trinité.
14. La Trinité se passe.
Miron-ton, miron-taine,
La Trinité se passe
Malberoux ne vient point.
15. Madame sa tour monte
Miron-ton, miron-taine,
Madame sa tour monte,
Dans sa tour a esté.
16. Elle y monte et remonte
Miron-ton, miron-taine,
Elle y monte et remonte,
Aux crénaux arrivée
17. A pris des longues vues
Miron-ton, miron-taine,
A pris des longues vuës
Et les a desployées.
18. Elle regarde, elle lorgne
Miron-ton, miron-taine,
Elle regarde, elle lorgne,
De tant loin aperçut.
19. Elle vit venir son page
Miron-ton, miron-taine,
Elle vit venir son page
De noir tout habillé.
20. Oh ! page, mon beau page
Miron-ton, miron-taine,
Oh ! page, mon beau page,
Quelles nouvelles apportez ?
21. Aux nouvelles que j'apporte
Miron-ton, miron-taine,
Aux nouvelles que j'apporte
Vos beaux yeux vont pleurer.
22. Quittez vos habits roses.
Miron-ton, miron-taine,
Quittez vos habits roses
Et vos satins brochés.
23. Tant de monde à la guerre
Miron-ton, miron-taine,
Tant de monde à la guerre,
La guerre a tous tués.
24. Monsieur Malberoux est mort
Miron-ton, miron-taine,
Monsieur Malberoux est mort,
Est mort et enterré.
25. Je l'ay veu porter en terre
Miron-ton, miron-taine,
Je l'ay veu porter en terre,
Par quatre officiers :
26. L'un portoit sa cuirasse
Miron-ton, miron-taine,
L'un portoit sa cuirasse,
L'autre son bouclier.
27. L'un portoit son grand sabre
Miron-ton, miron-taine,
L'un portoit son grand sabre,
L'autre ne portoit rien.
28. A l'entour de sa tombe
Miron-ton, miron-taine,
A l'entour de sa tombe,
Le laurier fut planté.
29. Sur la plus haute branche
Miron-ton, miron-taine,
Sur la plus haute branche,
Le rossignol a chanté.
30. La cérémonie faite
Miron-ton, miron-taine,
La cérémonie faite
Chacun fut se coucher.
31. Les uns avec leur femme
Miron-ton, miron-taine,
Les uns avec leur femme
Et les autres tout seuls.
32. Ce n'est pas qu'il en manque
Miron-ton, miron-taine,
Ce n'est pas qu'il en manque
Car on en voit assez.

- | | |
|--|--|
| 33. Des brunes et des blondes
Mironton, mirontaine,
Des brunes et des blondes
Et des chataignes (<i>sic</i>) aussi. | 35. Je vais quitter mes bottes
Mironton, mirontaine,
Je vais quitter mes bottes
Et puis me reposer. |
| 34. Je vous demande en grâce
Mironton, mirontaine,
Je vous demande en grâce
De ne pas m'oublier. | 36. Ainsi finit l'histoire
Mironton, mirontaine,
Ainsi finit l'histoire
De Malberoux renommé. |
| 37. Je n'ay plus rien à dire
Mironton, mirontaine,
Je n'ay plus rien à dire.
J'en ay bien dit assez. | |

III

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE

SOUS MAZARIN

(1653-1661)

(*suite*)

XIV

LES COMPTES DE TERRON. LETTRES DE CHANGE ET VOITURES D'ARGENT.

Dans ses comptes, Terron n'avait, en principe, qu'à noter, d'une part, ses recettes et, d'autre part, ses sorties de caisse : dépenses et fonds envoyés à Paris. Ce qui restait à la fin de l'année constituait le « débet de compte. »

Quelques complications résultaient soit des avances faites à différents services : guerre, marine, fortifications ; soit des versements effectués directement à Paris, à la caisse de Colbert, et provenant de parties que les circonstances détournaient de celle de Brouage ; mais surtout de certains non-paiements ou de versements retardés donnant lieu à des « reprises. »

La comptabilité de Terron était donc assez simple et la partie délicate, c'est-à-dire l'établissement du gain du cardinal restait la tâche de Colbert qui réalisait l'avoir définitif en comptant avec les Finances, les surintendants, les fermiers généraux, les Gourville, les Girardin et autres.

Comme les recettes effectuées par Colbert de Terron étaient en fait, pour une large part, des recettes de l'Etat simplement détournées au profit du cardinal, elles étaient acquittées au moyen de

décharges, billets de l'Epargne, acquits des Finances et autres pièces comptables que lui faisait parvenir Colbert et qui venaient se substituer aux reçus provisoires délivrés par Colbert de Terron faisant les fonctions d'un receveur général.

Celui-ci prenait note de ces mutations et il conservait d'autre part ses récépissés pour les dépenses de marine, fortifications, garnisons, levées de troupes, troupes en quartier, achats de toute sorte : armes, salpêtre, blé, farine, etc. Il tenait registre du tout et partageait ce travail avec son cousin de Seuil.

Toute affaire un peu importante entreprise dans le courant de l'année donnait lieu à l'établissement d'un compte spécial dont Colbert réclamait immédiatement le détail ; mais il était de règle d'établir un compte de fin d'année et Colbert ne tolérait aucun retard.

Ainsi, le 3 décembre 1656, il écrivait à Terron (1) : « Je vous prie de bien préparer toutes vos affaires en sorte que vous me puissiez envoyer vostre compte dans le 8 ou 10^e du mois prochain. »

Pour l'année suivante, 1657, Terron lui donne avis, le 9 janvier 1658 : « Je vous envoie le compte de la recette et de la dépense de l'année passée : je cray que vous trouverez plus à redire au chapitre de reprise qu'aux autres endroits. Je vous assure que je feray tout mon possible pour diminuer ces reprises et vous donner contantement (2). »

Et quelques jours plus tard il ajoute le complément. « Par le messenger de La Rochelle qui partist de La Rochelle mercredy dernier je vous ay envoyé les acquitz sur le compte de l'année dernière (3). » Ces papiers formaient, en effet, un paquet trop volumineux pour être envoyé par la poste.

Si Terron tarde, l'année d'après, Colbert le talonne dès le 8 janvier : « J'attends à présent vos comptes avec impatience (4). »

(1) Réponse de Colbert, Paris, 3 décembre 1656, art. 7, à une lettre de Terron, de Brouage, [Dimanche] 26 novembre (Bibl. Nat., Ms., *Mémoires Colbert*, 101, fol. 70.)

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 6 janvier 1658, art. 2 (*Ibidem*, fol. 87).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, [Dimanche] 29 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 342).

(4) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 20 janvier 1658, art. 10 (*Ibidem*, fol. 100).

Et ces comptes devaient être rendus en bonne forme.

On a écrit et répété, tantôt comme un éloge, tantôt comme une critique un peu dédaigneuse, que Colbert, ministre, administrait les affaires de l'Etat comme celles d'une maison de commerce. Après les désordres de la Fronde, après la gabegie de Fouquet et des traitants qui s'étaient enrichis dans les maquis des finances, la formule n'était pas si mauvaise ; elle garderait encore sa valeur aujourd'hui.

Or donc, à l'époque où Colbert administrait les affaires de Mazarin, dans la période encore trouble à laquelle il devait imposer une fin, il appliquait déjà strictement sa formule pour le plus grand profit de son patron.

Nul doute qu'il n'en exigeât l'application de son élève Colbert de Terron comme de ses autres subordonnés. Celui-ci n'avait d'ailleurs qu'à suivre un ordre préparé d'avance et à se conformer aux modèles qui lui étaient fournis. Sa comptabilité épousait la forme de celle de Colbert.

« Je vous envoie, écrit-il (1), un mémoire concernant les tailles, suivant l'ordre que vous me prescrivez, et un autre mémoire du compte que j'ay fait pour la ferme des 35 solz. J'ay ajousté à ce mémoire un estat de tout ce que j'ay reçu des fermiers, auquel vous ne trouverez rien d'obmis ; il est conforme à celui que j'ay reçu de M. Picon. » Picon, le caissier de Colbert.

Et encore (2). « Je vous envoie le compte de mon neveu [de Seuil], signé de nous deux et arrêté par moy, sur un article de despence de 86.924 lb. 10 s. pour avances faictes à la marine. Je suis obligé de vous envoyer diverses pièces pour justifier de l'employ de cette somme ; les autres pièces qui vous doivent estre envoyées, sur ce compte, je les joindray à celles que M. Hubert envoira. ce qui ne peut estre fait que par la voie du messenger. J'ay creu aussy qu'il fallait joindre à nos comptes un estat des sommes receues des fermiers des trente cinq solz ; vous le trouverez assurément convenir avec le registre du M. Picon ».

Colbert de Terron n'avait pas atteint d'emblée le degré de précision requis. Ses comptes pour l'année 1655 n'avaient pas donné satisfaction à Colbert. « Vous sçavez, lui écrit ce dernier (3), com-

(1) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 27 février 1656 (*Ibidem*, fol. 19).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 8 mars 1656, art. 2 (*Ibidem*, fol. 33.)

(3) Réponse de Colbert, Paris, 15 mars 1656, art. 1, à la lettre de Terron, du 8 mars (*Ibidem*, fol. 29).

bien les premiers comptes que vous m'avez envoyés estoient en mauvaise forme ; et, par la response que j'y ay faite, vous avez peu juger qu'il avoit esté nécessaire d'y employer quelque temps pour les examiner ; et, comme ce temps est tout-à-fait inutile par les changemens qu'il a fallu faire dans les dits comptes et que le temps m'est fort précieux, je vous prie, une autre fois, de prendre garde de me l'espargner. Quoyque je sçache bien qu'au mal passé il n'y a point de remède, je ne laisse pas de vous escrire cecy pour servir de précaution pour l'année prochaine ».

Il se trouve que les comptes de de Seuil sont mieux établis : Colbert le reconuait aussitôt et profite de l'occasion pour faire connaître le principe de son exigence (1). « J'ay reçu le compte de mon cousin de Seuil avec toutes les pièces et mémoires énoncés dans votre lettre. Les éclaircissemens qui y sont contenus sont fort bons et satisferont Son Eminence à laquelle il est important de ne jamais demander qu'elle se satisfasse en votre parole, mais il est nécessaire de luy éclaircir les affaires jusques à la moindre parcelle ».

Si ces comptes ne paraissent pas exactement balancés, Colbert prend lui-même la peine de les rétablir avec colonnes de chiffres afin de montrer la divergence ; et, quand il a opposé son résultat à celui de Terron, il ajoute : « C'est à quoy je vous prie de rendre response précise ».

Son épiluchage est sans merci. S'il relève une erreur sur un compte de l'année 1654, il lui faut un éclaircissement net : « c'est ce que je vous prie de vérifier et de me faire sçavoir pourquoy cet erreur a esté faict (2) ».

Enfin un courant régulier de pièces s'établit entre les deux agences. Le 2 décembre 1656, Terron fait partir « un paquet d'ampliations pour M. Picon ». Les gros paquets passent toujours par le messager de La Rochelle. « Je vous envoie, par le mesme messenger, dans une boîte carrée, les acquitz pour l'extraordinaire de la guerre des années 1655 et 1656. Au-dessus de ces acquitz il y a l'estat des payemens signé et arresté par moy. J'espère que vous en serez content et qu'il vous éclaircira nettement tout ce qui regarde le paiement des garnisons (3) ».

(1) *Ibidem*, art. 2.

(2) Colbert à Colbert de Terron, Paris, 11 juin 1656, — une des rares lettres conservées parmi celles qui n'étaient pas des réponses marginales à celles de Terron (*Ibidem*, fol. 58).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, [lundi] 18 décembre 1656 (*Ibidem*, fol. 81).

Colbert relève encore quelques incertitudes. Reçoit-il un envoi d'argent provenant des droits sur le sel mais dont la destination n'est pas suffisamment définie, il demande (1) « sy c'est à compte de la ferme des 35 sols ou bien pour le compte de Son Eminence, à quoy vous sçavez qu'il y a bien de la différence de l'un à l'autre ».

Et dans une autre circonstance du même genre : « expliquez-vous mieux une autre fois car ce mot de mettre cette partie sur le compte de vos recettes comprend tout (2) ».

Ces observations brèves peuvent paraître un peu sèches. Il faut tenir compte de ce fait que ce sont des notes de premier jet minuitées en marge des lettres mêmes de Colbert de Terron ; elles étaient toutefois expédiées telles quelles par son secrétaire sous forme de lettres par articles numérotés ; et puis ce n'est pas le cousin qui écrivait mais l'homme d'affaires « dont le temps était fort précieux ».

Colbert de Terron continue ses envois dans la forme prescrite par son directeur. « Je vous renvoye une coppie du mémoire que j'ay receu de vostre part pour les acquitz de despence de marine et de fortifications que vous demandez. J'ay joint à ce mémoire les acquits de la marine ; je remetz à vous envoyer ceux des fortifications par le premier courrier pource que le paquet serait trop gros (3) ».

Nous connaissons maintenant cette rubrique, elle revient périodiquement dans la correspondance de Terron.

Colbert luttait aussi contre le retard dans l'envoi des pièces et il connaissait bien la fréquence de la stagnation dans les bureaux. « Je vous prie d'observer, disait-il à son cousin (4), de n'envoyer jamais aucun papier qui me regarde autrement qu'à moy, parce que toutes les fois que vous en envoyez à d'autres, et particulièrement à Picon, il se passe toujours deux ou trois mois avant que l'on s'advise de me les donner ».

Il y a tant de vie et d'ardeur et aussi de précision dans ces

(1) Réponse de Colbert, Paris, 31 mai 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 23 mai (*Ibidem*, fol. 182).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 8 janvier 1659, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 29 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 342).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 18 décembre 1658 (*Ibidem*, fol. 328).

(4) Réponse de Colbert, Paris, 25 décembre 1658, art. 3, à la lettre de Terron, du 18 décembre.

lettres presque tricentenaires qu'elles semblent écrites de nos jours.

Colbert de Terron, largement pourvu de fonds, était chargé d'effectuer de nombreux achats et Colbert s'en reposait sur lui. Cependant il le dirigeait encore par ses conseils et le mettait en garde contre l'emballement. « Je commence à craindre, lui écrit-il (1), par l'enchérissement des bleds, que vous n'ayez un peu trop de confiance dans vos marchands et qu'ils ne vous trompent mesme avec facilité. C'est à vous à y prendre garde parce que cela est de très grande conséquence pour vous, Son Eminence examinant de très près ces sortes de choses ».

Comme il arrive souvent, ce n'était pas le principal mais bien l'accessoire qui donnait le plus de peine. Les affaires des abbayes et des bénéfices étaient la pierre d'achoppement de la régularité des comptes.

Pour l'abbaye de Moissac, Terron avait à rétablir une situation qu'il avait trouvée fort embrouillée et un grand nombre de pièces lui manquaient pour mener à bien cette opération. Force lui était de s'en rapporter au vicaire du cardinal dans ce monastère, au prieur de La Broue. Il en informe Colbert : « J'ai envoyé au prieur de La Broue un modèle du compte qu'il vous doit rendre », et il rappelle à son cousin le peu de précision de celui qui a été laissé par le chevalier de Terlon son prédécesseur dans la direction de l'abbaye.

Fort heureusement, l'abbaye de Saint-Michel ne donnait pas lieu aux mêmes difficultés : « Je croy que, par mon compte et les pièces que je vous ay envoyé, vous aurés esté satisfait sur l'abbaye de Saint-Michel (2). »

Terron fait la recherche des pièces et les envoie successivement à son cousin. Au mois de mai 1656 il lui écrit (3) : « je vous envoie la bulle de l'abbaye de Grandselve, le procez-verbal de fulmination que vous m'avez envoyé et l'acte de prise de possession. J'y ay joint un estat des despences qui ont esté ordonnées et de celles qui restent à ordonner affin que, sur cela, vous puissiez faire votre compte, avec M. Girardin ». Claude Girardin était, comme on sait, fermier général des bénéfices du cardinal.

(1) Réponse de Colbert, Paris, 14 octobre 1658, art. 8, à une lettre de la Rochelle, 3 octobre (*Ibidem*, fol. 280).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 19 janvier 1656 (*Ibidem*, fol. 4).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [dimanche] 28 mai 1656 (*Ibidem*, fol. 53).

Colbert examine attentivement tous les comptes et tous les papiers des abbayes et, dans le milieu de l'année, il écrit à son cousin une longue lettre, sorte de revue générale dans laquelle il exprime son « sentiment ». Terron y trouve encore quelques leçons : « Le compte 1.451 lb. 2 s., écrit Colbert, rendu par le sieur Roquette, pour les réparations par luy faictes aux abbayes, n'est n'y apostillé n'y signé de vous. Sy vous en avez l'original, comme je le croy, il faut au moins que la coppie que vous m'envoyez soit conforme et mesme que vous la collationniez et signiez, faisant mention que l'original est en vos mains. Pour le reste, le plus que l'on peut retrancher aux gens de palais les occasions de dépense, c'est toujours le mieux et il faut y avoir de l'application⁽¹⁾ ».

Toutes les autres parties sont ainsi analysées. « Pour ce qui est du compte du prieur de La Broue, ajoute Colbert, je crois qu'il sera éternel et que je n'en pourray pas sortir de mon vivant ».

Le compte de l'abbaye de Moissac était en effet interminable. Au cours d'un voyage à Paris, en 1657, Terron s'en était expliqué avec Colbert et, dans l'année 1658, il y est encore attelé. Il n'a que des états incomplets pour les années 51 et 52 et rien pour l'année 53. « Pour les années 54, 55 et 56, note-t-il, je suis toujours en estat de vous rendre un compte exact et je le dois fort désirer pour ce que je me trouve chargé de 1.3379 lb. 2s. 9 deniers, lesquelz j'ay remis à Paris et il me manque pour 1.273 lb 2s. 10 deniers de quictances pour la valler que j'ay remis à M. Picon depuis le 26 novembre dernier. Je n'ay jamais peu avoir ces quictances quoy que j'aye escrit cent fois sur cela. Je croy que mon registre doibt faire foy, il seroit mieux néantmoins que cela ne fust pas (2) ».

Colbert le rassure et lui donne encore un avis profitable. « Bon Il faut faire ce compte au plus tōst affin que vous soyez deschargé et que toutes les affaires soient en bon ordre. Lorsque je seray à Paris, je vous feray envoyer la descharge de 1.273 : 2 : 10 dont vous m'escrivez et vous me ferez plaisir de m'escire de ces sortes de choses sans vous en remettre à mon commis (3) ».

Encore un détail, entre vingt autres, qui montrera la liaison entre les deux bureaux. Il s'agit toujours d'un compte d'abbaye.

(1) Colbert à Colbert de Terron, Paris, 11 juin 1656 (*Ibidem*, fol. 58).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 26 août 1658, art. 8 (*Ibidem*, fol. 258).

(3) Réponse de Colbert, Roye, 6 septembre 1658, art. 8, à la lettre de Terron du 26 août.

« Pour ce qui est de Bonne Combe, écrit Terron, je ne trouve rien d'écrit dans mes papiers qui face mention que je vous ay envoyé l'original du compte arrêté à Carné. Néanmoins, comme c'est un ordre que je garde tousjours et que le compte dudit Carné est net et consommé de toutes choses je ne puis m'imaginer que je ne vous l'aye point envoyé. Je vous envoie une copie conforme à celle qui me reste avec l'original de la quittance par laquelle il paroist que j'ay payé le reliquat de ce compte ». « Il est vray, répond Colbert, que je crois que vous m'avez envoyé ce compte original de Bonne Combe, mais, comme je ne l'ay pas trouvé facilement dans mes papiers, vous m'avez fait plaisir de m'en envoyer une copie. J'ay receu aussy l'original de la quittance par laquelle il paraist que vous avez payé le reliquat (1) ».

Les difficultés qui venaient retarder l'établissement des comptes des abbayes ou des bénéfices étaient assez souvent, en même temps, l'occasion de procès. Généralement le fermier ou le bénéficiaire récalcitrant engageait l'affaire devant quelque juridiction provinciale, mais Terron avait sa réplique toute prête et c'était une contre-attaque de grand style : exploits, signification d'évocation de Son Eminence et assignation au Grand Conseil. Il n'était pas de tête, si mauvaise fût-elle, qui résistât au développement d'un tel appareil. Le malheureux provincial n'était pas de taille à lutter.

Telle est la façon dont Terron avait répondu aux saisies du curé de Castelsarrasin. « Je croy, écrit-il à Colbert (2), qu'il faut poursuivre ceste affaire pour tenir ce curé-là en bride, autrement il nous fera toujours quelque pièce ».

C'était son système, et il en usait sans doute un peu trop facilement au gré de Colbert qui lui recommandait, au contraire, de recourir le plus rarement possible au secours des gens de palais.

Terron l'applique encore aux chanoines de Moissac, les « fripons de curés » qui se mêlent d'attaquer le cardinal pour des réparations urgentes à leur monastère. Colbert marchait à contre cœur. « J'ay mis, écrit-il résigné (3), entre les mains du sieur Mariage cet exploit et je feray poursuivre cette affaire. Je vous diray néant

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 18 décembre 1658, art. 13 ; et réponse marginale de Colbert, Paris, 25 décembre (*Ibidem*, fol. 328).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 26 août 1658, art. 9 (*Ibidem*, fol. 258).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 14 juillet 1658, art. 4, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 3 juillet (*Ibidem*, fol. 212).

moins que c'est une chose dangereuse que de s'engager dans un grand procès avec un homme qui a des affaires par-dessus la teste, comme moy ».

Même répugnance quand il s'agit de poursuivre un des fermiers des abbayes de Moissac et Grandselve. « Pour Thomas, écrit Colbert (1), je continueray de presser la poursuite commencée au Conseil, mais je vous assure que, après qu'une affaire est mise en justice, le proffict en vient aux juges et rien aux parties intéressées ».

L'objectif de tout ce labeur était la réalisation du « débet de compte » en argent « clair et liquide » dont il s'agissait d'assurer le transport à Paris.

Et d'abord on cherchait à réduire la masse de cet argent par tous les moyens. Un des plus avantageux était celui qui consistait à solder sur place, à Brouage ou dans la région, quelque grosse partie pour le compte de la marine ou de la guerre. Terron envoyait alors à Paris les acquits dont Colbert se faisait rembourser le montant. C'était autant d'argent remis, sans frais, à destination. Autrement, toutes les fois que cela était possible, on obligeait les fermiers et les receveurs à effectuer leurs versements à Paris.

Pour l'écoulement des fonds liquides qui restaient dans la caisse de Brouage, Terron avait deux procédés à sa disposition : le transfert par lettre de change ou le transport par la « voiture d'argent ».

La lettre de change était le procédé de choix. Colbert ne l'admettait toutefois qu'à certaines conditions. Il fallait que ces lettres fussent sûres et qu'elles ne coûtassent rien ; elles n'étaient même vraiment parfaites que si elles rapportaient « quelque profit ».

« Assurément, répond Colbert à une lettre de son cousin (2), c'est un avantage que de prendre des lettres de change, mais il faut estre assuré qu'elles sont bonnes et c'est à quoy vous devez soigneusement prendre garde, n'y ayant point de plaisir à courre risque de perdre de cette manière. Je crois mesme que dans ces

(1) Réponse de Colbert, Paris, 24 septembre 1658, art. 12, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 18 septembre (*Ibidem*, fol. 272).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 24 décembre 1656, art. 2, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 18 décembre (*Ibidem*, fol. 81).

temps de cargaisons de vins, comme les deux mois passés, sy vous aviez un bon courtier et fidel à la Rochelle, il auroit peu vous mesnager quelque proffict sur les remises ».

Terron use donc de la lettre de change, et autant qu'il peut. Cependant, comme à la fin de l'année 1657 il lui reste une assez grosse somme, Colbert l'avertit qu'il sera nécessaire de faire un envoi d'espèces, une « voiture d'argent ». C'est cette opération délicate que Terron voudrait bien s'épargner.

« Le change est présentement au pair, mande-t-il à Colbert, en donnant peu de chose, j'espère qu'on me donnera des lettres sur MM. Ollivier et Herinx ou sur M. Simonnet pour de grosses parties ». — « J'ay receu toutes vos lettres de change, répond Colbert (1), continuez de m'en envoyer jusques au parfaict payement du débet de voste compte de l'année dernière, affin d'éviter la voicture ; mais surtout ne prenez pas de lettres qu'au pair, affin qu'il n'y ayt aucune perte, parceque Son Eminence ne peut souffrir cette nature de perte ».

Ainsi Mazarin ne voulait pas perdre un sol sur l'argent qui était envoyé de Brouage à Paris ; et cependant, quand un receveur, obligé par son traité à faire ses versements à Paris, les effectuait à Brouage, on lui faisait ajouter une remise pour le change. Le receveur Rode ayant fait, en 1657, un paiement de 60.000 livres sur la recette des 35 sols, « je l'obligeay, écrit Terron (2), à me donner 900 lb. pour le change, à raison d'un et demy pour cent de la dicte somme de LX^{me} lb ; et celà suivant une convention faicte entre Bardon et moy, que vous approuvastes ».

Au moyen de lettres de change, Terron parvenait à entretenir un écoulement d'environ 100.000 livres par mois ; et, comme ses coupures variaient de quelques milliers de livres à 20.000 et 30.000 livres, il expédiait des lettres presque à chaque courrier.

Il ne manquait pas à suivre la cote du change, profitant des moments favorables pour faire ses envois et réclamant l'accusé de réception s'il ne le trouvait pas dans l'ordinaire de retour. Un tel oubli était bien rare, mais si Colbert est touché par un rappel il répare aussitôt l'omission : « Picon a deub vous escrire qu'il avoit receu la lettre de change de 13.368 : 15 sols. Je ne sçay pas com-

(1) Terron à Colbert, Brouage, (Dimanche) 20 janvier 1658, art. 2, et réponse marginale de Colbert, Paris, 1^{er} février (*Ibidem*, fol. 100).

(2) Terron à Colbert, lettre du 20 janvier, citée ci-dessus, art. 3.

ment j'ai pu obmettre de vous l'escire, faisant ponctuellement réponse à vos lettres article par article (1) ».

Colbert tenait d'ailleurs registre de ces lettres comme le prouve cette note dans laquelle la correction grammaticale est le dernier des soucis de l'ardent réalisateur : « je feray faire le calcul pour voir si toutes celles que vous m'avez envoyé depuis l'arrest de vostre compte quadrera à son débet (2) ».

Et la concordance est parfaite. Quand le débet de compte de l'année 1657 est enfin soldé par une série de lettres de change, Terron peut écrire (3) : « je vois, par la lettre de M. Picon du 9^{me} juin, qu'il est fort d'accord avec le registre de mon neveux ».

Ces envois par lettres de change n'étaient pas sans quelques risques. Au mois d'avril 1658, Terron avait pris arrangement, à La Rochelle, avec le correspondant d'un banquier de Paris, Gérard Heuche, sieur des Huict-Marests, pour une lettre de 10.000 livres chaque semaine ; ainsi il faisait état d'un écoulement de 500.000 livres par an. L'opération était déjà engagée lorsque Colbert avertit son cousin que le sieur Heuche « est en mauvaise posture et qu'il court risque de faire banqueroute (4) ».

Terron se hâte de se mettre à couvert. Il avait toute prête, une lettre de 10.000 livres dont il parvient à se dégager. « J'ay promptement renvoyé la lettre de change et j'ay retiré mon argent. Ainsy je ne penseray plus à vous envoyer des lettres que toutte ceste rumeur de banquerouttes ne soit passée (5) ».

Mais il restait engagé pour 40.000 livres déjà envoyées et qu'il s'agissait de recouvrer. On s'y applique à Brouage et à Paris avec d'autant plus d'ardeur que, dans cette année 1658, Colbert ne cesse d'écrire à son cousin qu'il est « extraordinairement pressé d'argent ». Terron le supplie de patienter : « selon le courant ordinaire du commerce, les lettres vaudront de l'argent dans trois semaines ou un mois. Jene perdray point d'occasion de remettre (6) ».

(1) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 10 mars (*Ibidem*, fol. 124).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 27 mars 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de Brouage, 17 mars (*Ibidem*, fol. 136).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 23 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

(4) Réponse de Colbert, Paris 23 juillet 1658, art. 2, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 19 juillet (*Ibidem*, fol. 232).

(5) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 5 août 1658, art. 7 (*Ibidem*, fol. 248).

(6) Terron à Colbert, La Rochelle, [mercredi] 3 octobre 1658, art. 13 (*Ibidem*, fol. 280).

Cependant les fonds s'accumulent dans la caisse de Brouage, les occasions avantageuses pour les envois se font de plus en plus rares. « Le change est toujours à perte à La Rochelle, écrit Terron, pour ce que les Flamendz ne sont point encore venu enlever les vins de Bordeaux et de Xaintonge et je n'aurois point trouvé la lettre que j'envoie, n'estoit que je l'ay prise à deux usances (1) ». « Bon, réplique Colbert, mais aussy tost que les remises seront bonnes, je vous prie de nous envoyer le plus d'argent que vous pourrez parce que j'en suis extraordinairement pressé (2) ».

Mais « le change demeure tousjours en mesme estat à La Rochelle et les lettres pour Paris perdent encores demy pour cent, payables à usance (3) ».

Demi pour cent, c'est trop encore pour Terron qui a ses instructions et qui ne doit traiter qu'au pair sinon avec une remise avantageuse. Certes, la masse d'argent liquide qui stagne à Brouage pourrait venir en aide au commerce de La Rochelle au prix d'un bien léger sacrifice, mais il n'est pas question de celà. « Il vaut mieux que le païs souffre que vos affaires, ose écrire Terron (4), aussy, sy celà dure je vous proposeray de faire une voiture ».

Le transport des espèces, ou la voiture d'argent, était une opération assez délicate, car le trésor était d'autant plus pesant qu'il était plus précieux. Il s'agissait de trouver de solides charrettes, des rouliers et des convoyeurs sûrs et de bonne défense, mais pas trop nombreux ; de prendre enfin toutes les mesures de précaution nécessaires sans attirer l'attention.

Si la somme n'était pas très forte, Terron profitait volontiers du convoi des gabelles auquel il joignait le sien ; les frais de transport étaient, de ce fait, diminués.

En 1656, il cherchait les moyens de faire parvenir à Paris une grosse somme d'argent ; et, le maréchal de Clérambault étant venu en mission, au mois de juin, dans le gouvernement, il avait été question de joindre cette voiture au train de retour du maréchal. L'affaire ne s'arrangea pas. Voilà Terron bien embarrassé.

(1) C'est-à-dire payable à deux fois trente jours.

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 16 octobre 1658, art. 5, et réponse de Colbert, Paris, 23 octobre (*Ibidem*, fol. 280).

(3) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 6 novembre 1658, art. 9 (*Ibidem*, fol. 306).

(4) Terron à Colbert, Brouage, [jeudi] 14 novembre 1658, (*Ibidem*, fol. 310).

C'est alors une grande consultation, par correspondance, entre le cardinal, Colbert et lui. Le tout soumis, comme d'habitude, à la décision de Colbert.

Terron cherche, à la Rochelle, des rouliers « pour porter neuf à dix milliers pesant, c'est environ ce qu'il pourra peser la voiture ». Il se propose d'y joindre les trois gardes de Son Eminence attachés à Brouage. « Sy j'osais, ajoute-t-il, je ferais la voiture de 500.000 livres, afin de faire un compte rond (1) ».

Le cardinal était d'avis de lever 150 ou 200 hommes pour former l'escorte que l'intendant, M. de Fortia, conduirait ; les hommes iraient ensuite renforcer le régiment de La Fère et la conduite ne coûterait rien. Mais Colbert trouvait l'expédient hasardeux. Cette garde de soldats inconnus ne lui inspirait aucune confiance ; il préférait composer l'escorte de dix cavaliers assurés conduits par Terron en personne. Et le mieux, à son avis, était de patienter pendant trois ou quatre mois, le temps nécessaire « pour faire venir la plus grande partie de cet argent par lettres de change (2) ».

Mazarin répond encore, en marge de la lettre de Colbert : « Je me remets entièrement à vous sur ce sujet ; je présuppose pourtant qu'on ne dépensera pas pour tirer l'argent à Paris par des lettres de change, car en ce cas je désire plus tost le faire venir en des charrettes, emballé comme si c'estoit des marchandises et accompagné par le sieur de Terron qui prendroit pour la sûreté de la conduite les précautions qu'il jugera nécessaires ».

Colbert pouvait attendre, il remit l'expédition au mois d'octobre et finalement le gros envoi d'espèces put être évité. Il en fut probablement de même à la fin de l'année 1658.

Dans une autre circonstance, Terron faisait accompagner sa voiture d'argent par son neveu de Seuil, son valet de chambre Claude et deux gardes de Son Eminence. Ce petit train, partant de Brouage, devait, au premier relai, se joindre au messenger qui partait le mercredi de La Rochelle. Terron règle en conséquence le moment du départ et il avise en même temps Colbert des gîtes d'étapes de cette voiture pour le cas où ce dernier jugerait utile

(1) Terron à Colbert, Brouage, [vendredi] 28 juillet 165, art. 1 (*Ibidem*, fol. 66).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 1^{er} août 1656, (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 150, et P. CLÉMENT. *Lettres de Colbert*, t. I. p. 249).

d'ordonner, de Paris, quelques mesures complémentaires de sûreté.

Les bordereaux, états, récépissés et, en général, toutes les pièces que Terron adressait à Colbert, pour la justification de ses comptes, ont disparu. On trouve cependant, dans le recueil de sa correspondance, une pièce qui peut donner un aperçu de l'importance des sommes qu'il maniait dans un exercice ordinaire. C'est un relevé de recette et dépense pendant le premier semestre 1658 (1).

Sans reproduire ici intégralement cet état qui ne pourrait trouver place que dans un recueil de pièces, je m'arrêterai à quelques chiffres. On y voit que le chapitre recette, dont le montant s'élève à la somme de 865.546 livres 18 sols 5 deniers, ne comprend presque exclusivement que les rentrées des tailles des quatre élections annexées au gouvernement, pour la plus grosse somme ; les recettes de la ferme des 35 sols pour 159.965 : 4 : 8 ; celles des droits particuliers de Mazarin sur les sels, pour un peu plus de 80.000 livres.

Les dépenses, ou plutôt les sorties, qui balancent à peu près les recettes, sont de 862.279 : 14 : 8, comprenant les paiements aux garnisons : soldes, appointements et pensions, pour 35.415 livres ; les réparations aux places, la façon des poudres, les achats de salpêtre, grains, les levées de soldats, etc. La marine et les constructions navales à Soubise figurent pour un peu plus de 55.000 livres.

Enfin Terron fait entrer dans cet article dépenses ce qu'il a « remis à Paris en lettres de change ou billets » soit 611.269 lb. 4 s. 4 d. Cette dernière somme est ce qu'on pourrait appeler le premier gain de l'exercice semestriel. Il faudrait y joindre encore ce qui ne passait pas par les mains de Colbert de Terron et aussi le remboursement escompté des dépenses de marine, façon des poudres, levées de soldats, achats de blés, etc., avec, sans doute, quelque profit.

Les données avouables dont nous avons connaissance ne représentent certainement pas tous les « trafics et grands ménages » dont Mazarin tirait parti à Brouage, s'il faut en croire Mme de Motteville.

(à suivre).

JULES SÓTTAS.

(1) « A Brouage, le 6 juillet 1658. — Estat au vray de la recepte et despence qui s'est faite pour Monseigneur le cardinal depuis le premier jour de janvier jusques et compris le 5 juillet 1658 ». (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 216).

IV

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME A COZES

Que se passa-t-il à Cozes après octobre 1685 ?

Les croupes des derniers chevaux de dragons étaient encore en vue du bourg sur la route de Grezac, à Sorlut, ou sur la route de Saintes, que chacun devait rentrer chez soi soulagé d'un grand poids. Cette soldatesque pillarde, aussi exigeante que d'insupportable cohabitation, avait enfin déguerpi ! (1)

On venait de passer de mauvaises heures, on revenait au calme, et la vie reprenait. Il est probable que les sentiments amicaux qui liaient tous les Cozillons ne s'altérèrent pas ; ils ne pouvaient qu'être raffermis. Nous avons vu plus haut que les catholiques assistaient et aidaient aux enterrements protestants. Voici une nouvelle attestation de la bonne intelligence existant entre calvinistes et catholiques (2). Le 13 octobre 1680, une assemblée capitulaire est convoquée par Jean Barbreau, huissier, l'un des syndics. Au cours de cette assemblée le curé de Cozes, Cosme Robert, intervient et prend la parole pour remonter qu'une déclaration du roi, dont l'existence lui a été certifiée par le syndic du clergé du diocèse, défend aux communautés de nommer des syndics qui ne soient pas catholiques. Or Barbreau est protestant (3). Sa no-

(1) Il faut lire les mémoires de Mgr Frézeau de La Frezelière, évêque de La Rochelle et celui de Mgr de La Brunetière pour savoir un peu l'attitude des nouveaux convertis dans notre région. *Loco citato*.

Pendant plusieurs années de guerres extérieures, les nouveaux convertis, ou réputés tels, laissés à peu près en paix, contractèrent des habitudes d'indépendance vis-à-vis de l'Eglise catholique qu'il était difficile de réprimer. Beaucoup d'entre eux s'étaient mariés sans passer par l'église paroissiale. Des catholiques avaient épousé des nouvelles converties sans recourir aux sacrements. Nouveaux embarras. Il faudrait lire aussi une lettre encore inédite de Begon à Villermont où il parle de ce qui arriva à Marennes en 1693. Les « hérétiques » y sont maîtres, surtout en ce qui concerne la justice, la police et mettent des entraves à l'accomplissement des missions. Cette lettre sera publiée prochainement par la société en même temps que les autres.

(2) Je range au nombre des indices de bonne intelligence les prénoms bibliques que des catholiques donnaient à leurs enfants : Abraham, Daniel, Isaac, Benjamin. Il faut admettre aussi comme vérité que beaucoup de familles compaient une branche protestante et une branche catholique, qui se fréquentaient. Cela est apparent dans les contrats de mariage. Cette division est d'ailleurs utilisée par un article de l'édit de 1686 qui confie les enfants de la branche protestante à des parents catholiques.

(3) L'exclusion des nouveaux convertis n'accomplissant pas leurs devoirs religieux fut formellement prononcée en 1686 par une circulaire de Seignelay et une autre de Pontchartrain en 1692 (*Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. IV p. 404 et 430).

mination est donc nulle. Les assistants répondent qu'ils ne connaissent point cette déclaration du roi, que la nomination de Barbreau a été faite selon la forme habituelle, qu'ils la maintiennent et qu'il restera en fonctions (1).

Cosme Robert, homme débonnaire, devait agir par ordre. Il n'insista pas. Un autre aurait fait des réserves. On ne voit pas, à n'importe quel moment, qu'il ait beaucoup tourmenté ses nouveaux paroissiens.

Des mesures de rigueur furent cependant édictées entre les biens et les personnes. Le dernier article de l'édit de révocation accordait aux religionnaires qui n'avaient pas encore abjuré le droit de célébrer leur culte chez eux, de continuer leur commerce et jouir de leurs biens. Imprudence et imprévoyance ! Cette licence fut exploitée même par les nouveaux réunis qui négligeaient complètement d'assister aux exercices religieux catholiques. C'est pour les effrayer et les maintenir dans ce qu'on appelait le devoir que fut instituée cette loi (2), abominable entre toutes, des relaps et des cadavres traînés sur la claie et jetés à la voirie. Il fallut du reste apporter quelque adoucissement à ces violences qui, blâmées par tout le monde, excitaient plus les convertis et non-convertis à la résistance qu'à la soumission. Les événements conseillaient la prudence et la modération. La guerre de la Ligue d'Ausbourg apporta quelque répit aux réformés. Mais en 1698, les velléités de contrainte se réveillent et jettent le haut clergé dans le plus grand embarras. Forcerait-on les N. C. à aller à la messe ? Archevêques et évêques ont consigné dans des rapports (3) extrêmement intéressants, leur opinion, résultat de leur expérience, leurs avis et conseils. Mgr de La Brunetière est partisan d'une grande tolérance. « Il ne les faut point presser de communier. Il y aurait trop de danger de les mettre dans l'occasion de faire des sacrilèges... Pour la messe et la confession, il les faut convier sans contrainte. Ceux qui viennent à la messe par force y donnent du scandale. Pour la communion il faut attendre qu'ils la demandent et distinguer ceux qui la

(1) *Minutes de D. Bargignac.*

(2) Elle existait déjà, mais beaucoup moins rigoureuse ; la claie n'avait pas été édictée.

(3) Jean Lemoine. *Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des réformés* (1698) très instructifs, sur l'attitude des protestants et les perplexités du clergé. A ces mémoires on a ajouté ceux de trois intendants, notamment celui de Michel Begon. *Appendices*, p. 349-356.

demandent avec foi et piété »... Ce sont là les points les plus essentiels. « Il nous paraît, ajoute-t-il, qu'on doit employer l'autorité du roi pour punir : 1^o Ceux qui font des assemblées ou qui s'y trouvent ; 2^o ceux qui veulent sortir du royaume sans permission ; 3^o ceux qui empêchent la conversion de ceux qui sont bien disposés à quitter l'hérésie »... Comme Begon, il se préoccupe des faux ménages, et des enfants non baptisés, mais il n'entre pas dans les vues de l'intendant qui blâme les formalités que le clergé exige des « hérétiques ». Le contraire étonnerait de sa part. Nous avons à Cozes un exemple de la sévérité avec laquelle on réprimait les assemblées clandestines (1).

M. de Richemond publia en 1895 (2) le jugement du présidial de Saintes prononçant la condamnation de plusieurs protestants de Cozes surpris par un officier du régiment de Saint-Sylvestre et douze cavaliers, dans une maison où ils faisaient exercice du culte de la R. P. R. Un tisserand, nommé Pierre Galliot était le prédicant (3). Il fut pendu sur le Pré-le-Roi, à Saintes, un Jean Tourtelot condamné aux galères à perpétuité, Simon Pinaud à cinq ans de la même peine. Pierre André dut assister au supplice de Galliot, et Elizabeth Galliot eut les cheveux rasés et fut enfermée dans la maison de la manufacture de Périgueux, sa vie durant. Les condamnés indemniseront Abraham de Laigle, sergent servant sur le vaisseau du roi *L'Amiral*, du port de Rochefort, de la valeur de sa maison « qui a été démolie à l'occasion des assemblées qui y ont été faites par les accusés (4) »

Un autre inculpé, Jean André, en fuite, sera arrêté.

J'ai trouvé trace de ce jugement, et la possibilité d'identifier cet André qui doit être un marchand, frère de Marie André, veuve de Paul Bertrand, ministre. Quant à Abraham Laigle, il est enterré à

(1) Cf. la lettre de Burgauld à Pontchartrain dénonçant de fréquentes assemblées à Saintes chez un procureur au présidial et chez d'autres personnes (avril 1696). « Comme il y en a, dit-il, qui sont protégés par les premiers de la province, personne n'ose parler »... *Bulletin Soc. de l'hist. du Protestantisme fr.* 1881, p. 326.

(2) *Bulletin de l'Hist. du Protest.* fr.

(3) En 1690, écrit Boisrond dans ses *Mémoires* (2^e partie, p. 101), on se réunissait à Cozes chez un paysan, tisserand en toile, nommé Galliot. Une douzaine de cavaliers et un officier de Saint-Sylvestre surprirent et blessèrent une quinzaine de ces malheureux et le prédicant Galliot fut pendu à Saintes ».

(4) Du fait que Abraham Laigle n'est pas impliqué dans le procès comme complice, et qu'il reçoit une indemnité, il faut supposer que Pierre Galliot et ses adhérents s'étaient introduits dans sa maison sans son autorisation.

Cozes, le 1^{er} mai 1714, qualifié officier marinier, âgé de 82 ans (1).

1690. 17 juin. Estant au bourg de Cozes, maison ou demouroit Jean Tourtellot, tailleur d'habits, et Jeanne Gabeau, sa femme, a comparu en sa personne la ditte Gabeau, laquelle a dit déclaré et exposé qu'il y a environ trois mois que ledict Tourtellot a esté condamné aux gallères pour avoir esté accusé de s'estre treuvé dans de certaines prétendues assemblées y faisant l'exercice de la Religion cy devant prétendue réformée y a quatre à cinq mois, ainsy qu'elle en vient d'estre advertie, de manière qu'elle ce voit seulle et considerée commæ une veufve, avec six enfans et un posteme (*sic*) dont elle est enceinte et preste à accoucher et que comme elle desireroit conserver ses droits dont elle a reconnoissance dudit Tourtellot son mary, elle a esté conseillée de faire faire inventaire des meubles et effets mobiliaires que luy a laisser son dit mary... elle a requis son dit notaire...

A. BARGIGNAC.

Le mobilier est très pauvre : deux lits et une couchette, 16 draps, une douzaine de nappes, une douzaine et demie de serviettes, trois essuie-mains, deux plats et deux assiettes en étain. Depuis quinze jours il n'y a plus de blé dans la maison.

Une autre maison fut démolie pour pareille cause. Dans une quittance du 30 juin 1702, il est expliqué que Mathieu Gaillard a employé « 73 livres à faire redresser la maison qui a esté destruite à cauze de la religion », sans plus de détails.

(Minutes de GAUTRET)

La terreur sous cette forme, pas plus que sous les autres, ne produisit le résultat désiré. Pour une assemblée découverte dispersée et envoyée aux galères ou au gibet, combien restaient ignorées ! Il fallut d'ailleurs modérer l'emploi de ces violences fort peu efficaces et on en arriva à *exhorter* les nouveaux convertis à assister le plus possible au service divin, dans un édit du 13 décembre 1698 dont nous ne retiendrons que l'article IX. « Voulons que l'on établisse, autant qu'il sera possible, des maîtres et des maitresses dans toutes les paroisses où il n'y en a point (2) pour instruire tous les enfans et nommement ceux dont les pères et

(1) Registres paroissiaux.

(2) Cozes avait depuis longtemps un instructeur de la jeunesse. Il faut en dire autant d'Arces, Talmont Meschers, Grézac.

mères ont fait profession de la R. P. R... et que dans les lieux où il n'y aura point d'autres fonds, il puisse être imposé sur les habitants la somme qui manquera pour leur subsistance jusqu'à celle de 150 livres, par an, pour les maîtres et 100 livres pour les maîtresses »...

L'application de cette décision n'allâ pas toute seule à Cozes. Elle donna lieu à un conflit entre l'instituteur chargé de l'école et les habitants.

Michel Begon ordonna que les habitants de la paroisse de Cozes paieraient cent livres seulement à Pierre Violleau. Pendant deux ans celui-ci toucha la somme mais il exigeait une rétribution d'un certain nombre d'enfants. Les parents protestèrent, le dénoncèrent à l'intendant, soutenant qu'il ne « doit prandre aucuns droits d'escollage des enfans qui vont à l'escolle ». Pardon ! répondait Violleau, les cent livres « ne sont que pour les pauvres que je ne peux faire payer et pour les soins des enfans des nouveaux convertis, outre quoy ceux qui ont du bien raisonnablement doivent payer les droits d'escollage ». Cette défense « ne laissa pas d'apporter et et cauzer quelques contestations et murmures parmi la plus part des habitans ». Violleau en ayant été instruit déclara : « Que quoy qu'il devroit avoir non seuillement la ditte somme de cent livres mais encore cinquante livres au delà, parce que la susdite déclaration donne cent cinquante livres par an, aux maistres d'escolles de chaque parroisse, pour leurs soins, outre les droits d'escollages ordinaires, néanmoins que sy on luy veut esgaller et payer la ditte somme de cent cinquante livres par an il s'en contentera pour tout et ne demandera aucuns droits d'escollage à personne ». Une assemblée capitulaire, tenue, le 13 décembre 1701, à la porte de l'église de Cozes, (1) eut à délibérer sur le différent et à prendre une décision. Elle accepta la proposition. Cinquante personnes signèrent le procès-verbal dressé par A. Bargignac parmi lesquelles figurent le prieur et Suire le receveur d'enregistrement. Trop long pour être reproduit ici, il suffit d'en citer les passages principaux pour connaître l'incident.

Violleau, véritable maître calligraphe, au paraphe flamboyant,

(1) Cette assemblée est une des plus nombreuses que j'ai rencontrées. Il y a une liste de quarante-quatre assistants, et cinquante personnes ont signé, ce qui démontre l'intérêt que la population prit à la question. La plupart de ces signatures dénotent une main exercée.

Ce long procès-verbal a été enregistré le même jour, et le receveur a perçu deux sous.

était au surplus un homme aisé. Le notaire mentionne « qu'il pourroit se passer de cella ». Il habitait Cozes depuis cinq ans, agréé par l'évêque ; on le rencontre à Saintes en 1707.

Cozes a-t-il perdu beaucoup d'habitants pour cause de religion avant et après 1685 ? Quel tort la Révocation a-t-elle imposé à l'industrie de la région ?

L'exode à Cozes me paraît très faible. Les paroisses riveraines de la Gironde, Mescher (1), Talmont, Barzan, ont vu fuir plus de monde. La mer facilitait les embarquements, et aussi cette circonstance que les pilotes protestants étaient très nombreux et qu'un bateau de 20 ou 40 tonneaux appartenant généralement à trois ou quatre familles fournissait le maître et des « marinières » ayant toute facilité pour sortir de la Gironde sans éveiller la défiance des surveillants. Nous n'avons, au demeurant, que fort peu de documents explicites. Il est donc impossible de dresser une liste (2) des exilés volontaires. Nous n'avons pour nous renseigner que des pièces notariées en petit nombre. On apprend dans un inventaire dressé à la requête d'une veuve ou d'héritiers le nom d'un fugitif, ou encore par l'état de lieux qu'un héritier a exigé en prenant possession des biens d'un fugitif, que le roi lui remettait en mains. Un acte de ferme contient pareillement une mention utile. Le but réel d'une vente ou d'un prêt n'apparaît que longtemps après sa date.

Je ne citerai donc qu'un très petit nombre d'absents, me bornant aux seuls noms sur lesquels il n'y a pas de doute (3).

(1) Les minutes des notaires de Meschers (1630-1695) mises très obligeamment à ma disposition par M. Durassier, leur dépositaire, ne m'ont rien appris sur les protestants de Talmont et de Meschers. J'ai été déçu. Les deux seules notes que j'ai retenues concernent Jean Gruel, « ministre de la parole de Dieu en l'église de Meschers ». En juillet 1631, il prête, en deux fois, une somme de 550 livres. Le 27 mars 1631 et le 4 juin 1633, accompagné de deux anciens, il donne quittance aux fermiers de la baronnie de Didonne de cent livres « que les dits fermiers sont tenus de payer annuellement pour les dons et libéralités accordés par Monseigneur de la ditte baronnie de Didonne pour l'entretien du pasteur en l'église ». (*Minutes de Bourrigault*)

Relativement aux embarquements à Meschers, voir la dénonciation publiée par M. le pasteur Puaux dans le *Bulletin Soc. de l'Hist. du Prot. fr.* 1893, p. 471.

Les vaisseaux anglais acceptaient des passagers cachés à fond de cale sous les marchandises. La surveillance était insuffisante ou impuissante.

(2) Il existe aux Archives nationales série TT, carton 256 (?) une liste pour Saintes. Je n'ai pu la consulter faute de temps. Est-elle limitée à Saintes seulement ?

(3) Les registres of the church knowas La Patente in Spittlefields from 1689 to

Louis Guion et Thomase Fourestier, sa femme ; Charles Fourestier et Jeanne Guion, sa femme.

Le 8 juin 1687, Abraham Guion, père de Louis et de Jeanne, prend à ferme, des fermiers judiciaires des biens de ses enfants, ces mêmes biens pour trois ans, à raison de 7 livres par an (*Minutes de Bargignac*).

Denis et Jean Barguenon, frères.

Ils sont cousins germains de Pierre Serrat, sieur du Chatenet, lieutenant en la maréchaussée des Iles, qui prend possession d'une de leurs maisons à Talmont. (31 oct. 1691 *Ibidem*).

Daniel Demarchezalliers.

Il a comme héritiers Julie Demarchezalliers, veuve de Jean-Baptiste Paillé, écuyer, sieur de La Vigne, et Jeanne Demarchezalliers, ses sœurs, enfants de Vincent D. sieur de Bellevue et de Jeanne Baudouin, (acte du 15 avril 1692 *Ibidem*). Il est neveu du ministre (†). En 1703, on le dit mort en pays étranger.

1681. Novembre ou décembre. Marie André, veuve de Paul Bertrand, ministre (mention dans un acte du 13 nov. 1692. *Ibidem*), serait sortie à la fin de 1681, après avoir emprunté 200 livres.

Elisabeth Bertinaud, veuve de Henry d'Escodéca de Bois, marquis de Pardailhan.

Henri de Bertinaud, demeurant au château de Saint Seurin-d'Uzet, frère d'Elisabeth, déclare que le roi lui accorda les meubles et les immeubles appartenant à sa sœur par deux brevets des 13 octobre et 8 mai 1688. Il fit dresser procès-verbal des immeubles et de la valeur des meubles pardevant le lieutenant-général du Presidial de Saintes, suivant procès-verbaux des 17 et 24 juillet 1688, et comme, depuis, le roi a, par édit de décembre 1689, donné les biens des protestants sortis du royaume à leurs plus proches parents héritiers, comme il est le plus proche parent, héritier de sa sœur, il a accepté l'hérédité sous bénéfice d'inventaire, le 30 mai 1690. Il fait faire procès-verbal du Banchereau (*maison importante*), de Ponsoreau, en Epargne, et, le 7 septembre, au logis

1785 *édité for the huguenot society of London* n'ont rien donné. Ils sont plus riches en noms pour Marennes, Mornac. La Tremblade, Arvert, Royan.

(†) Les Demarchezalliers ou De Marchezalliers sont très nombreux tant catholiques que protestants, de conditions très différentes. La branche protestante remonte à l'origine du protestantisme à Cozes. Un Antoine Demarchezalliers est appelant, au colloque de Saujon, le 15 août 1581, contre le consistoire de Cozes qui l'a privé de la Cène. (*Archives nat.* série II, carton 242).

noble de Forest, paroisse de Corme-Royal (1). (*Minutes de Bargignac*).

Jacques Chaillé et Anne Traversier, sa femme.

Le 7 avril 1690, Jacques Chaillé, pilote, réclame leurs biens. (*Ibidem*).

Marie Durand, femme séparée de biens de Daniel Paillet, sortie du royaume.

Le 7 août 1689, Pierre Paillet, marchand est fermier judiciaire de ses biens. (*Ibidem*).

Marie Mauvilain et Pierre Guillot.

Le 25 janvier 1691, Pierre Perrochon, chirurgien à Saujon, mari de Madeleine Mauvilain, héritière en conséquence de l'édit du roi, de Marie, sa sœur, femme de Pierre Guillot, marchand, sortis du royaume, vend la borderie de Rochepommier, sise en Saint-André-de-Lidon appartenant à celle-ci, à Abraham Rivalland, maître-ès-arts, 600 livres, (*Ibidem*).

Daniel Bernard, chirurgien.

Sa femme, Marie Maurin, le dit absent du royaume depuis huit ans, ainsi que son frère Gabriel Maurin, dans un acte du 17 juin 1697. En 1702 elle est veuve.

Le 16 février 1703, partage de la succession de Paul Pelletreau, maître chirurgien, « sorti du royaume il y a plus de vingt ans et est décédé en Irlande, depuis quelques mois, attendu qu'il n'a laissé aucun enfant » entre ses sœurs et nièces, (*Ibidem*).

Les enfants du pasteur Masson (*voir plus haut*).

Le 17 octobre 1703. Arrentement d'une maison sur le port de Saint-Seurin confrontant « au pré maison et bâtiment que possèdent à présent Théophile Denis et Jean Marchay au lieu des nommés Etienne Emeri et Pierre Chaillou, fugitifs du royaume ». (*Minutes de Bargignac*).

Charles Guillon rétracte son abjuration en 1701 à Londres (2).

(1) M. le pasteur Montarde (*Les abjurations en Saintonge après Révocation dans Bullet. Soc. de l'Hist. du Protestantisme fr.*, juillet 1913, p. 413. cite Henry de Bretinaud, « gentilhomme très bien converty et qui a montré le plus grand zèle pour obstruire l'exercice public de la R. P. R. qui était dans le bourg de Saint-Seurin ». Il aurait obtenu la succession de sa sœur à la sollicitation de l'évêque de Saintes.

(2) *Reconnaisances et abjurations dans les églises de Savoie et de Hungerford à Londres (1684-1733)* dans *Bullet. Soc. hist. Protest. fr.*, 1890, p. 96.

Un Charles Guillon, fils de Guillaume, sieur de La Roche, et de Elisabeth Chevillard, est majeur en 1669.

Les Chevillard sont protestants et comptent un ministre. En 1674, existait un Charles Guillon, greffier des contrats et exploits de la chancellerie de Cozes, demeurant à Grezac, pourrait bien être le même.

Gédéon Chevillard est-il un fugitif pour fait de religion ? Le 10 janvier 1690, il déclare que le 19 février 1689, à Colchester, où il est allé en 1681, il a épousé Renée Cartier, d'Alençon, qui arriva dans cette ville en 1688. Ils sont protestants et le certificat en « langue anglicane », dit D. Bargignac, est joint à l'acte de déclaration, daté du 19 février 1689, avec traduction en français. Ils ne firent pas de contrat de mariage « suivant l'usage », mais, revenus en France depuis trois semaines (ils étaient partis depuis quatre mois), Chevillard reconnaît que sa femme possédait 900 livres en monnaie française. Ils font un « contrat de société ». (*Minutes de Bargignac*).

Il est sieur du Petit-Fief, et fils de Gédéon et de Jeanne Chardavoine. Il n'a pas dû séjourner longtemps à Cozes, parce que je ne l'ai plus jamais rencontré, sa femme pas davantage.

Jeanne Richard dit dans son testament du 23 juin 1687, que son fils, Jean Loubineau (de Talmont), est sorti du royaume depuis 14 ans sans qu'il ait donné le moindre signe de vie.

Jeanne Viaud n'a aucune nouvelle de son mari, Pierre Boiffier, depuis trois ans (13 février 1683).

Le 21 avril 1692, Jean Monbeuille, curateur de Charlotte Monbeuille, sa petite fille, fait faire inventaire des papiers laissés entre ses mains par Clément Paillet, lors de son départ pour les pays étrangers. (*Ibidem*).

Le 20 mars 1702, Marie Chauvet, veuve de Daniel Paillet, sieur de La Grave, demeurant à Cozes fait son testament. Elle a eu six enfants, dont Daniel et Marc, les deux aînés, sont passés en pays étranger depuis quinze ans. Leur part sera réduite s'ils reviennent. (*Ibidem*).

Faut-il imputer toutes ces sorties à la haine de la religion catholique ?

Le 31 janvier 1697, Jean Noyer, marchand perruquier, fils de Jacques et de Françoise Cadot, au village de chez Guindet, paroisse d'Annepont, passe contrat de mariage avec Marie Guestier, fille de Gabriel, maître chirurgien et de feu Marie Videau, de Cozes.

Françoise Cadot, en l'absence de son mari hors du royaume

depuis dix-sept ans, donne à son fils la moitié de la borderie sise au village de chez Guindet.

Comme il n'est pas spécifié que le mariage sera béni à l'église catholique, on doit croire que les futurs époux sont protestants. Guestier l'était en 1672. Mais faut-il classer parmi les émigrés pour cause de religion Jean Noyer dont le départ remonte à l'année 1680 ? (*Minutes de Bargignac*).

Parmi les convertis, je citerai quelques noms caractéristiques, sans parler des Maurat, des Marchezallier entre autres.

Le 7 juillet 1692, Henry Collardeau, sieur de Fonruisson, docteur en médecine (— notez que s'il était protestant récalcitrant il ne pourrait pas être médecin —), passe contrat de mariage avec Françoise Légeard. Or, ce Collardeau est le propre fils de Daniel, sieur du Fief-Brard et de Judith Marcon qui font un legs au consistoire de Cozes en 1672 et 1674. (*Minutes de D. Bargignac*).

Le 9 février 1688, Elie Merlat, fils du ministre Elie Merlat, demeurant à Saint-Fort-sur-Gironde, passe contrat de mariage avec Madeleine Desbrosses. (*Minutes de D. Bargignac*).

Le 1^{er} septembre 1692, Jacques Paige, maître chirurgien sur les vaisseaux du roi, signe contrat de mariage avec Judith Guétier qui est la cousine de Jean Marcon, docteur en médecine, de Daniel Maurat (*voir plus haut*) et de Jacques Collardeau, tous de familles protestantes ralliées. Ils se marient à l'église le 29 janvier 1693 et font baptiser à Cozes tous leurs enfants.

Tous les protestants restés attachés à leurs sentiments religieux, malgré leur abjuration apparente, étaient connus. A Bargignac, que des liens de famille inclinaient tout particulièrement à quelque condescendance envers eux, modifie ses rédactions de contrat de mariage suivant qu'il s'agit de catholiques ou de protestants. Tandis que pour un vrai catholique il emploie la formule classique stipulant que les futurs se prendront à mari et femme quand l'un d'eux le requerra, *après que les formalités de l'église catholique, apostolique et romaine* auront été accomplies, il néglige complètement les trois mots caractéristiques (1) pour le faux catholique, ou bien il se contente d'une expression vague telle que « quand l'un des deux requerra les solennités en tel cas requises ». La différence saute aux yeux. On se convainc alors que les protestants

(1) Tous les notaires n'observaient pas la même discrétion, ou bien les protestants les évitaient, parce que catholiques, car je n'ai remarqué que chez Bargignac cette délicatesse... en flagrant délit avec les ordonnances.

étaient encore nombreux. Dans le chapitre suivant, où j'étudierai l'économie sociale, je dirai pourquoi, à mon avis, certaines familles se disloquèrent, faiblement, mais eurent l'obligation de continuer leur habitation dans le pays, diminuées de quelques membres seulement, et pourquoi il n'y en eut pas davantage.

[Il est beaucoup plus difficile, voire impossible, d'apprécier le préjudice porté au commerce de la région de Cozes par l'exode des marchands protestants. L'industrie de la meunerie a dû souffrir. Il semble que les grenotiers, les amouleurs, les fariniers se soient raréfiés. Tant de causes toutefois ont contribué à restreindre la manipulation des céréales, mauvaises récoltes, impôts très lourds, interdictions d'exporter, que l'on ne peut accuser la Révocation de la quasi disparition de ce genre de commerçants des actes de notaires (1) sans preuve. Tout ce qu'on peut constater c'est qu'ils vont moins chez le notaire pendant plusieurs années. A quoi cela tient-il ? A un état général, probablement indépendant de la religion au moins en partie. Vers 1700, ils apparaissent de nouveau, ainsi que les ouvriers vivant des travaux aux moulins. A cette époque, les transactions commerciales ont certainement repris de l'activité, car les hommes qui s'intitulent marchands ont beaucoup augmenté par rapport aux années précédentes. Est-ce un signe de facilité plus réelle de commercer ou un signe de nécessité pour chacun de gagner sa vie ? On voit même des commerces inconnus dans le pays précédemment (2). Avant et après 1685, les artisans qui ont deux métiers ne sont pas rares, dans les premières années du XVIII^e siècle il n'y en a plus. Les plaintes contre les impôts excessifs si fréquentes, si vives, ainsi que nous le verrons, se sont apaisées. Les tailles sont-elles mieux réparties ou mieux supportées ? Vers 1690, une amélioration, une atténuation de la crise a dû se produire. *L'impression*

(1) Le commerce des grains a dû être très rémunérateur à un moment donné. Le pays de Cozes était et est resté essentiellement producteur de céréales. Le bénéfice avant 1685 fut tel, que les paysans retournaient leurs prés, semaient blé et avoine. L'intendant de la province y vit des inconvénients, puisque, par une ordonnance du 14 mai 1685, il interdit cette transformation à peine de cent livres d'amende, ce qui n'était peut-être pas très judicieux, vu le déficit fréquent des récoltes, mais il fallait penser à l'entretien des chevaux de la cavalerie stationnée dans le pays. J'aurai occasion de parler de ces petites garnisons qui produisaient une gêne.

(2) Un marchand fournit le cuir à tous les cordonniers du pays. Il vend à crédit, il a tant d'obligations qu'il en donne en dot à son fils !

qui se dégage des actes des dernières années du xvii^e siècle et des premières du xviii^e est meilleure que celle résultant de la lecture des actes antérieurs ou voisins de 1685-1690. Le tort provenant de la Révocation aurait donc été assez vite réparé, au moins atténué. C'est d'ailleurs l'époque où Pontchartrain empruntait au denier 18 ou au denier 20 pour rembourser des emprunts contractés au denier 14 pendant la guerre.

(*La fin prochainement*).

Ch. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

TOURNEUR-AUMONT. *Etudes de cartographie historique sur l'Alémanie*.

« Des Alamans, dit l'auteur, p. 20, furent enrôlés comme d'autres Barbares et cantonnés sur le territoire des cités pour les protéger contre les paysans révoltés, les brigands et les bandes barbares. Des noms de lieux sont restés et rappellent dans plusieurs départements français les cantonnements de garnisons allemandes sur le territoire de cités gauloises : *Almenèche* dans l'Orne, *Aumenancourt* dans la Marne, *Allemagne* dans les Basses-Alpes... » M. Tourneur-Aumont ne cite pas ici notre Aumagne mais il l'inscrit sur sa carte II, avec Allemandie dans la Charente, les Alemans dans la Dordogne. Je ne crois pas que la Charente-Inférieure compte plusieurs localités de ce nom — il y a les Allemans dans la commune de Crazannes — mais il serait intéressant de savoir si la même lointaine origine peut être invoquée pour expliquer ces appellations.

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure 1923. M. G. Durville étudie les *cercueils mérovingiens de la chapelle Saint-André*. Plusieurs de ces sarcophages, sans ornements, en pierre jaunâtre, seraient sortis des carrières de Chauvigny, de Sireuil, Saint-Même, Crazannes, Saint-Savinien. Ils mesurent 2 mètres à 2 m. 20 de longueur.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan 1923.

Procès-verbaux : M. Alex Le Pontois dépose pour le musée un galet de *pibrolithe* de 0 m. 10 de long qu'il a scié dans toute la longueur jusqu'à 0 m. 11 de profondeur, en se servant d'une *planchette en bois de frêne et de sable de silex obtenu mécaniquement*.

ment interposé à sec. L'approfondissement était de 1 millimètre et demi à l'heure sur 0 m. 004 de largeur. A côté de cette profonde rainure, un second sillon bien net a été obtenu, avec un silex, en dix minutes.

M. Le Pontois résume l'article de la *Smithsonian Institution* de 1894 sur les *procédés primitifs de perforation* qui lui avait donné l'idée de tenter cette expérience, et il fait siennes les conclusions de l'auteur : « Il n'y a guère d'outils de pierre dont la fabrication, à partir de la matière brute dont ils sont faits, aurait demandé plus de deux ou trois jours de travail ».

— *Les saints guérisseurs bretons au diocèse de Vannes* par M. André Viaud-Grand-Maraïs.

Bulletin archéologique du Comité, 1923, p. CC.

M. Prou lit le compte-rendu des livraisons 1 et 2 du *Recueil de la Commission des arts et mon. his. de la Charente-Inférieure*, t. XX, par le Ct Esperandieu.

Il parle du *torques* d'or trouvé à Comparait, commune de Cressé. Ce bijou pesant 620 grammes, en spirale à quatre révolutions, terminé par un cône à chaque extrémité. Contrairement à M. Mesnard qui suppose qu'il s'agit d'un collier du temps de César, le Ct Esperandieu serait tenté d'y reconnaître un bracelet de l'âge du bronze IV.

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, 1923. Sous le titre *Les anciens seigneurs de Broux*, le M^r Horric de La Motte Saint-Genis, publie des notes sur les familles de Livenne et du Lau.

Le premier seigneur de Broux fut Jean de Livenne, écuyer (1452-1497), frère de Charles de Livenne, abbé d'Angoulême, qui présida le chapitre de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély, le 16 février 1534.

La seigneurie passa dans la famille du Lau, originaire de la Biscaye et d'Armagnac, à laquelle appartient l'évêque de Saintes.

Armand du Lau, seigneur du Chambon, de Celettes, maréchal de camps, colonel de deux régiments d'infanterie, fut gouverneur de Saintes. Il était en 1639, capitaine au régiment de Saintonge infanterie, puis, en 1649, premier capitaine du régiment de Pons infanterie. En 1644, il est lieutenant-colonel du régiment de Saintonge et gouverneur de Saintes en 1651. Il épousa en juin 1655 (contrat du 30 mai), Sibille Jaubert de Saint-Gelais.

Deux notes de M. P. Martin-Civat sur *l'instruction à Mainxe et sur l'ancien prieuré de Saint-Martin de Cognac*.

Un très important mémoire de M. le Dr H. Martin sur *l'évolution du moustérien dans le gisement de La Quina*, amplement illustré remplit le volume.

Bulletin de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres 1923.

Henri Clouzot, *Niortaisismes ou singularités du langage Niortais*. C'est une collection de 300 mots environ que M. C. qualifie de Niortaisismes dont Mr Pellisson revendiquerait plus des neuf dixièmes pour la Saintonge et que Godefroy accueillerait sans hésiter, au moins en partie, si ce n'est déjà fait, dans son *Dictionnaire de la langue française*. Achaler, adouber, affutiaux; bader, balant, (tenir le) bonnes gens ! bouillard, bredasser, bugée, cheti, éparer, mêle, etc... sont familiers aux Saintongeais.

Certaines étymologies demanderaient à être révisées.

Ainsi casse-museau, est d'après M. C. un gâteau assez médiocre (d'accord), qui tire son nom des processions des Rogations, au moyen-âge, où les assistants se lançaient à la figure ces casse-gueule ou casse-museau ». Il faudrait dire qu'étant très durs et par conséquent très difficiles à macher, ils cassaient les dents, donc le museau. Pour les ramolir on les remplissait de jonchée. Chat-petit « tout doucement, dit M. C., à pas de chat. » N'est-ce pas plutôt à *cha-petit chaque petit*, à chaque petit peu ? peu à peu ?

Il paraît qu'à Niort on dit « Je suis venu de *mes* pieds ».

En Saintonge on dit je suis venu, ou j'y suis allé de *mon* pied.

Abbé E. Bourdeau. *Frontenay-Rohan-Rohan*, à propos de sépultures trouvées sous les halles.

Alp. Farault. *Bibliographie des œuvres de Henri Gelin* avec brève notice bliographique, et portrait.

Dans le *Bulletin de la Société nivernaise 1923*.

M. le chanoine I.-M. Meunier cherche l'origine du mot jau venant de *Gallum* « mot très répandu dans les parlers romans. On dit en Normandie gau et non jau comme dans le Centre... »

Il fait remonter l'étymologie des mots puits, fuir à un mot puteum *fugire* avec u bref et non long.

« En effet puteum latin vulgaire *pōtiu*, devient *poiz*, comme *fugire fogire foïr* » fouir. C'est la prononciation saintongeaise... mais pas exclusivement.

AVIS ET NOUVELLES

NOUVEAUX INSCRITS. M. David Nutt, Londres.

M. Paul Monteaut, propriétaire à Saintes.

M. Henry Barot, artiste graveur, Paris.

Un collectionneur de La Rochelle possède la matrice d'un très beau sceau d'un archidiacre d'Aunis. Ronde, elle mesure 44 millimètres de diamètre. Sur un trône en menuiserie, large et à dossier très haut, la Vierge, couronnée, assise, tient l'Enfant Jésus sur ses genoux : elle paraît tenir de la main droite une pomme (?). A sa droite et à sa gauche, sont debout, sur le fond du siège deux écussons écartelés, deux des écartelures seulement meublées de (?). En dessous du trône, sous une arcade un priant.

Autour la légende S BERNARDVS : STEPHANV ARCHID : ALNISIENSIS.

C'est le sceau de Bernard II, archidiacre d'Aunis au milieu du xiv^e siècle.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

En décembre 1924, le peintre Jean Geoffroy est décédé à Paris âgé de 70 ou 71 ans. Né en 1853, à Marennnes, d'un artisan il perdit son père et sa mère de bonne heure, car il fut élevé par une tante. Il n'est jamais revenu en Saintonge. Il a voyagé, en Algérie, chargé d'une mission officielle dans les écoles arabes, il a été en Bourgogne, il n'a pas éprouvé le sentiment, cependant fort naturel et humain, de revoir son berceau. Aussi est-ce par une habitude très discutable que l'on classe Geoffroy parmi les peintres saintonguais.

Cette réflexion s'applique à beaucoup de cas semblables. Suf-
fit-il de naître dans un endroit pour être regardé comme appartenant à cet endroit. La gloire que l'enfant s'est acquise peut-elle enorgueillir son berceau fortuit ? On a discuté ce point souvent.

Geoffroy dont la signature *Geo* est bien connue, sorti d'un milieu humble, a consacré tout son talent aux humbles. Tous les ans, depuis cinquante ans, il envoyait au salon quelques scènes enfantines. Il avait installé un atelier dans une école de manière à avoir ses modèles constamment sur ses yeux. C'est dans une école que fut exécuté *La Fête* qui appartient au musée de Saintes.

En outre de ses tableaux il a beaucoup dessiné pour Hetzel.

Geoffroy artiste consciencieux, dessinateur adroit et laborieux, resta peut-être trop fidèle à une formule que l'on retrouve dans toutes ses œuvres quel que soit l'enfant.

Le 4 janvier 1925 est décédé à Menton M. Louis-Ernest Lessieux, âgé de 77 ans. Il laisse un fils. Il a été enterré à Menton à côté de sa femme.

E. Lessieux est trop connu dans notre département pour que nous soyions obligés d'insister longuement sur la vie de cet homme aimable et si sympathique et sur l'artiste qui a été un grand travailleur. Il a beaucoup produit, il a beaucoup voyagé, tant dans le midi de la France qu'en Espagne et en Italie, rapportant des études nombreuses, des dessins qui se font remarquer par une exactitude qui leur assurent une valeur documentaire. On le dit peintre. Il le serait devenu après son départ. A Rochefort il ne maniait guère l'huile. Il a été fusiniste, dessinateur au crayon, aquarelliste surtout.

Une souscription est ouverte pour placer son buste sur une place de Menton. Nous reproduisons le discours de M. Fontana, président à la Société des amis des Arts de Menton, qui juge excellemment l'homme et l'artiste.

Mesdames, Messieurs,

Il est des hommes qui, par le rayonnement de leur talent et de leur cœur, par leur labeur fécond, par le culte qu'ils ont voué à la Petite Patrie qu'ils ont choisie pour y vivre la meilleure partie de leur vie et y mourir, appartiennent à ce pays aussi bien, peut-être mieux, que ceux qui y sont nés. Le maître Lessieux s'était donné à Menton, de tout cœur ; Menton le regardait, le regardera toujours comme un de ses fils les plus dévoués, les plus vénérés, qui l'ont le mieux aimé et le mieux servi.

Il y a une trentaine d'années, Lessieux, alors professeur au Lycée de Rochefort, et sa fidèle compagne, la regrettée Mme Lessieux, venaient passer leurs vacances à Menton. Ils s'installaient à Garavan. De sa fenêtre, Lessieux regarde autour de lui : il admire, il s'enthousiasme, il sent, il aime ; il prend alors ses pinceaux et se met au travail. Dès ce moment, Menton a fait sa conquête ; dès ce moment, il n'a plus qu'un désir, qu'une ambition : exprimer, reproduire, exalter les beautés qui l'entourent : la lumière dorée du matin sous les oliviers, flamme sombre des cyprès dans le bleu immuable du ciel, montagnes violettes de la côte italienne, grâce

des pergolas, reflets de la mer, débauche fleurie des jardins de Garavan.

Pendant des semaines, il travaille avec acharnement, mais joyeusement aussi. Puis il retourne à Rochefort reprendre son poste au Lycée. Mais déjà la nostalgie le gagne. Après une nouvelle année d'enseignement, il obtient un congé, revient de Menton, abandonne définitivement l'Université où son talent, ses goûts, ses rêves se sentaient trop à l'étroit, et se fixa pour toujours dans notre ville.

Ce que fut sa vie désormais, vous le savez, tout entière entre les élèves qu'il formait et dont il devenait toujours l'ami respecté ; ses courses à travers le pays à la recherche d'un coin plus beau ; son art, son travail et la préparation de ses expositions qui, chaque année, affirmaient un succès toujours plus grand et révélaient un talent plus parfait. Jusqu'à ses derniers jours, en dépit d'une santé que la perte de sa femme tendrement aimée et le dur labeur journalier avaient ébranlée, le maître Lessieux a voulu travailler, a voulu peindre. A ses amis, qui lui conseillaient de se reposer, de ménager ses forces, d'espacer ses longues courses dans la campagne, il répondait, avec ce ton aimable et souriant que nous lui connaissions tous : « Me reposer ! Mais je me sens un cœur et des forces de vingt ans ! Et puis, le travail, mon art, mais c'est ce qui me fait vivre ! Et j'ai encore tant à apprendre de la nature ! » Et on le rencontrait de nouveau, gravissant le Berceau, parce qu'il y avait un effet de nuages à saisir et à fixer !

Lessieux ne fut pas seulement un artiste admiré, il fut aussi un ami incomparable. Il était toujours prêt quand il fallait fêter le succès d'un ami, se réjouir avec lui d'un événement heureux de son existence ou de celle des siens. Alors, que de gaité, de gentillesse, d'esprit dans ses propos ! Comme il savourait l'heure présente et la joie de tous ! Il était tout affection dévouée, sensibilité, indulgence charmante et enthousiasme. Comme ses toiles qu'il faisait parfois plus belles que la réalité, il embellissait moralement ceux qu'il aimait.

Et Lessieux était encore aussi auprès de ceux que l'épreuve avait meurtrie, qui avaient besoin d'affection et de réconfort.

Un mot plus tendre, son regard devenu triste, sa main qui retenait la vôtre : on le sentait ému et compatissant.

Enfin, Lessieux fut le bon citoyen dévoué à sa cité. Les Oeuvres de Bienfaisance ne s'adressèrent jamais en vain à sa générosité et elles savent toutes qu'à ses dons il ajoutait la façon exquise de les

offrir. Participant largement à toutes les invitations ayant pour but de faire connaître et aimer Menton, il a semé, non pas la bonne parole, mais la belle image sous la forme d'affiches, de cartes postales, de guides, qui ont, je le crois bien, fait le tour du monde, et de splendides illustrations d'ouvrages connus.

Il était, depuis de longues années, membre de la Société des Artistes Français ; il fut l'un des promoteurs de notre Société des Amis des Arts dont il est resté jusqu'à sa mort le vice-président et le doyen écoutés.

Le 8 janvier 1925, ont eu lieu, à Burie, les obsèques de M. Pierre Figerou, chef du service des informations au journal *l'Avenir*, âgé de 39 ans. Il débuta à *La France* de Bordeaux.

Le 26 janvier 1925 ont eu lieu, à Saint-Jean-d'Angély, les obsèques de Mlle Madeleine-Aline-Louise Chéneau, décédée dans sa 29^e année à Cambo-les-Bains où elle était en traitement depuis quelques temps d'une maladie qui ne pardonne pas.

Née à Saint-Jean-d'Angély, de Gustave Chéneau et de Fernande Gautreau, elle était petite-fille d'Emile Gautreau, ancien notaire, puis président du tribunal civil.

Les nécessités de la vie l'ayant obligée de se créer une situation, elle était entrée dans les Finances à Paris, ce qui ne l'empêchait pas de consacrer ses loisirs à des travaux littéraires.

En 1923 elle a fait jouer à Paris une comédie lyrique *Amoureuse leçon*, et a publié un petit volume de poésies : *Un soir qu'on est deux*.

Le 22 janvier 1925, est décédée à Vizellet la comtesse Gabrielle, Dufaure, veuve de M. G. Dufaure, député de Saintes. L'inhumation a eu lieu au cimetière de Grezac.

Le 2 février 1925, à Saintes, est décédée la vicomtesse de Mor-nac, née Marie-Hélène de Cantalause, âgée de 74 ans.

Elle laisse un fils.

MARIAGE

Le 3 février 1925, à Saint-Porchaire, a été célébré le mariage de M. Michel Boutinet, avocat à Saintes, fils de M. Boutinet, président du Tribunal civil de Cognac, avec M^{lle} Marguerite Balland, fille du docteur Balland, maire de Saint-Porchaire.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Contribution à l'histoire du protestantisme à Cozes (fin)*, par M. Ch. Dangibeaud. — *A propos de Ronsard*, par Mme Galiène P. — **MÉLANGES :** *Un Saintongeais tacticien ; autres temps mêmes procédés fiscaux ; inscription tumulaire ; sur les routes de France et la vie chère en 1796, dossier révolutionnaire, documents publiés par M. L. Grasilier.*

LIVRES ET REVUES : *Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure* (constitution civile du clergé) ; *Revue Bleue* (poésie de Mme la duchesse de Rohan) ; *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* (Brevet pour Mme Green de Saint-Marsaud) ; *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine* (sigillographie, mégalithes, légendes) ; *Archives historiques de la Gironde* (Registre des assemblées consistoriales de l'Eglise réformée de Bordeaux) ; *Bulletin de la Société archéologique du Vendomois* (Mgr de Coucy) ; *Revue du Bas-Poitou* (Evêques de Maillezais) ; *Société d'Emulation de Cambrai* (Menhirs) ; *Bulletin de la Société du Protestantisme français* (Protestants français en Suède ; réfugiés à Vaud ; origines françaises de New Yorck) ; *Lefebvre des Noëttes : La Force motrice animale au moyen âge* ; *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (Sirventes relatif à un projet d'expédition anglaise en Poitou). *Inscription SATOR* ; *Revue du Bas-Poitou* (Eusèbe de Bremond d'Ars) ; *Bulletin de la Société archéologique du Limousin* (Métayage au XIII^e siècle) ; *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan* (Préhistoire) ; *Revue des Etudes anciennes* (Bornes milliaires) ; *Bulletin de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine* (Patois) ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie* (trousseau d'une religieuse) ; *Bulletin de l'Académie de Montpellier* (An. Boucherie) ; *Intermédiaire des Chercheurs* (famille Harpedane de Belleville).

QUESTIONS ET RÉPONSES : *Ventres rouges* ; *Le Regulus incendié*.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; distinctions honorifiques ; compte-rendu financier ; monuments classés ; règlement du concours pour œuvre théâtrale à représenter à Saintes ; Christ à Saint-Maurice ; musée d'Orbigny et musée municipal à La Rochelle ; début littéraire de Loti ; amphore romaine pêchée ; abbé Gaurier ; découvertes à Echillais.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M. Delavaud ; M. P. Solta ; M. P. Figerou ; Mme Bourcy ; M. Mauftras ; Mlle de Bonsonge.

Mariages : Normand d'Authon-Fulchi ; Firino-du Bouchage ; Frappier-Florentin.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

A COZES

(fin)

Il est impossible d'apprécier exactement la conduite d'une famille de la R. P. R. pendant la période de Révocation, sans

Revue tome XLI, 6^e livraison.

16.

connaître l'ambiance dans laquelle elle vivait et sans rechercher sa condition sociale. La lecture de trente années de minutes (1) m'a amené à cette conviction que — dans ce petit coin de la châtellenie de Cozes au moins — (2), si la religion a pu être l'unique cause du départ de plusieurs de ceux qui prirent le chemin de l'Angleterre, les rigueurs de l'existence incitèrent fortement un certain nombre de gens à partir, mais en retinrent d'autres au logis. Les mauvaises récoltes, les impôts sans cesse accrus, ayant comme conséquence la raréfaction de la main-d'œuvre et l'impossibilité de cultiver les propriétés, la vente des denrées entravée, les fluctuations continues du cours des monnaies, les refontes des espèces d'or et d'argent qui jetaient le désarroi dans les échanges et dans les fortunes, le mirage d'une vie plus tolérable à l'étranger, tout cela ajouté aux contraintes et aux ordonnances de plus en plus restrictives de l'exercice de la religion jusqu'à l'interdiction du culte, créait un état moral mêlé d'inquiétude et de dépression, tant au point de vue matériel qu'au point de vue spirituel, chez beaucoup d'individus qui virent dans l'évasion hors de cet enfer le seul remède à leurs maux. Les vaillants abandonnèrent leur foyer, non sans esprit de retour prochain, laissant derrière eux les vieillards, les faibles, les jeunes frères et sœurs, les amis, qui durent se soumettre, car, tout le monde ne pouvait pas s'expatrier, faute d'argent, affronter les risques d'un voyage dangereux, sous plusieurs rapports, et dispendieux (3).

Malheureusement, je ne peux présenter le tableau de l'état

(1) Les minutes de Daniel et d'Abraham Bargignac, de Gautret, à Cozes, ne sont pas les seules qui ont introduit peu à peu cette idée dans mon esprit. Les minutes en l'étude de M. Tessier à Epargnes, de Jossand et de Fouchier, deux notaires que j'appellerai ambulants parce qu'ils instrumentaient partout entre Gemozac et Mortagne, à Cravans, à Rioux, les minutes de Bourrigaud, de Décard et de Bardon, notaires à Talmont et à Meschers, déposées en l'étude de M^e Durassier à Meschers, l'ont beaucoup fortifiée.

La voie de terre était plus facile à surveiller que la voie de mer. Voir dans *Bullet. Soc. du Protest. fr.* janvier et mars 1925 les noms de Saintongeais arrêtés et condamnés à Tournai.

(2) On pourra consulter dans le *Bulletin de la Soc. d'Hist. du Prot. fr.* 1894, p. 83-86, des dépositions de maîtres de barques relatives aux évasions, et un rapport de l'intendant Bezin de Bezons du 1^{er} mars 1687 (*Arch. nat.* O7 133) sur le nombre des embarquements en Seudre.

(3) Mme de La Mothe-Fouqué dut payer 200 écus par tête, pour elle et ses enfants, en allant en Angleterre. Elle eut en outre des ennuis pour débarquer. *Bulletin des Archives* 1890, p. 183). La traversée par Jersey coûtait beaucoup (moins, mais il fallait attendre la côte au prix de multiples tracas et ennuis.

social, avec tout le détail et les couleurs aussi vives que je l'ai vu à travers ces volumes de minutes qui me sont passées sous les yeux. Je dois procéder par larges touches, limiter les citations. Je ne m'évertuerai pourtant pas à étaler le pire, rien que le pire. Au contraire, les documents qui sortent de la banalité ou de l'indigence générales, plus intéressants, et pourtant peu brillants, serviront en quelque sorte d'étiage de la valeur des fortunes du temps. On jugera d'après celles qui paraissent bonnes de la qualité des autres.

Contrats de mariage protestants et contrats catholiques sont pareils, aussi empreints de parcimonie les uns que les autres (1). Les familles observent les mêmes habitudes. Bourgeois, artisans, cultivateurs diffèrent entre eux par le plus ou le moins, leurs dots sont constituées des mêmes éléments. La quotité seule varie : elle est très rarement élevée. En trente ans, je n'ai pas noté plus de quatre contrats que l'on puisse qualifier de riches — par comparaison. — Il faut atteindre la fin du siècle pour rencontrer ces constitutions dotales très supérieures à celles qui sont généralement en usage. Le 7 juillet 1692, Henry Collardeau, sieur de Fonruisson, docteur en médecine, va épouser Françoise Légeard. Sa mère lui promet 5.500 livres en la métairie de Fonbedeau (en St-Sulpice-de-Mornac), lui fait remise de ses frais d'études. Le père de la mariée donne une pareille somme de 5.500 livres (2), dont mille sont représentées par le tiers du moulin de Piedferant, au bourg de Saint-Just, et treize aires de marais salants sur la Seudre, en Nieul. Le 4 novembre suivant, les 4.500 livres sont payées. C'est le plus riche mariage que j'ai eu à noter.

Le plus souvent, les sommes d'argent stipulées ne sont payées

(1) François Fouchier, notaire de la Seigneurie de Beaumont et Cravans fait son testament le 14 août 1690. Il a une fille mariée et deux autres mineures. Il spécifie que celles-ci auront 200 livres chacune en dot sans qu'elles puissent prétendre autre chose. Il institue les trois héritières. (Minutes de Fouchier).

(2) Soit ensemble 41.000 francs de notre monnaie avant 1914. Afin de fixer les idées sur la valeur de la livre comparée à notre franc d'avant-guerre, voir les tableaux dans *La Monnaie* de M. de Foville qui a combiné ses calculs avec ceux de Wailly et de M. d'Avenel. Il arrive à conclure qu'entre 1675 et 1700, cent livres représentent de 325 à 425 francs. Il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'arriver à une détermination exacte. Il faut tenir compte toutefois qu'avec 100 livres on vivait beaucoup mieux qu'avec 325 ou 425 francs il y a douze ou vingt ans, le pouvoir d'achat était plus élevé. Inutile de parler des prix faussés d'aujourd'hui. Du reste on aura une base d'appréciation en lisant ci-après la courte liste de prix que j'ai relevés.

que peu à peu, à des époques très espacées les unes des autres, ou ne le sont pas du tout. Les intéressés s'en plaignent... cela arrive encore de nos jours !... Le 10 septembre 1677, Esther Mesnard déclare que son père et sa mère lui doivent mille livres et les intérêts depuis le 21 juin 1654. Elle en demande le paiement, mais comme son père n'a que des dettes, elle vend sa part d'hérédité à ses frère et sœur moyennant 500 livres comptant.

Jean Soulard a promis à sa fille 800 livres le 9 novembre 1677. Il ne finit de payer que le 17 juillet 1681. Pierre Sarragot, notaire à Preguillac, a doté sa fille de 4.000 livres. Le 8 octobre 1700, il devait encore 1.000 livres et 37 ans d'intérêts soit 2.850 livres sur lesquelles il ne donne rien.

En 1699, Abraham Monbeuille et Marie Juillet se constituent chacun leur avoir personnel, provenant des successions de leur père et mère, valant en tout 4.000 livres. Même année, Michel Perron et Marguerite Arger, jouissant de tous leurs droits, apportent l'un 6.500 et l'autre 3.000.

Pierre Suire, marchand, épouse Jeanne Bargignac, fille de Jean, chirurgien, et d'Esther Rivalland. Il reçoit une maison, des terres, prés, bois en Chenac qui rapportent 1.200 livres. Les parents s'engagent à parfaire cette somme en cas de déficit. La fille se constitue ses biens meubles et immeubles d'une valeur de 4.900 livres, plus 126 livres en argent et divers meubles qu'elle a amassés. Ce sont des richards !

Mais voici qui est moins doré et plus commun. Le 4 août 1677, Jean Paillet, marinier, reçoit de son père, en vue de son mariage prochain, une pièce de terre de deux journaux (1), une autre d'un journal et demi, un journal de vignes, « dix tables et quatre colonnes de cormier pour faire un chaslit ou autre meuble. » Un lit a été saisi sur le père, faute de paiement d'une rente, le fils le retirera de ses deniers, et gardera le lit. La fiancée reçoit deux pièces de terre labourable et cent livres de meubles « au dire d'amis. »

Même année, Paul Pelletan, protestant, va se marier avec Anne Dugua. Le père consent que son fils jouisse de biens provenant

(1) La valeur du journal de terre est trop variable pour être citée. Elle ne peut être appréciée qu'en tenant compte du lieu où la terre est située. D'une façon générale il faut considérer que cette valeur est sensiblement dans les mêmes rapports que celle d'aujourd'hui. Le taux a augmenté, là où on ne comptait qu'en sous, on compte en franc ; les plus chères d'alors sont encore les plus chères d'aujourd'hui.

de sa femme décédée. Il lui donne trois linceuls de toile d'étoupe et reparonne, deux nappes, six serviettes, deux essuie-mains, un plat, une assiette en étain neuf, « sans que le préparlé en puisse avoir ny prétendre davantage sous quelque prétexte que ce soit. » La fiancée a quelques petits morceaux de terre, deux linceuls de grosse toile d'étoupe et deux agnelles de l'année. L'un et l'autre possèdent un coffre (— dans toutes les familles il y a un ou plusieurs coffres valant de 10 à 18 livres —) et quelques autres meubles qu'ils ont « gagnés dans les services qu'ils ont rendus hors de la maison de leur père et mère. » Il arrive, en effet, assez souvent, que la fille — surtout la fille — apporte en mariage un petit mobilier qu'elle a acquis sur les gages et économies qu'elle a réalisés en service. Cet apport est exceptionnellement d'une réelle importance. Judith Rivière, protestante, est fiancée, le 25 octobre 1677, avec François Van Cromvort. Elle déclare, entre autres choses, deux bois de lit en noyer, un matelas, un cabinet à deux armoires (à deux portes), deux tables de dépenses (autre meuble fréquent), couvertures, un grand coffre en menuiserie, un miroir... dix-huit linceuls, six nappes, deux douzaines de serviettes, cinq grandes chaises,... quatre cuillers d'argent... Cette abondance insolite ne s'explique que par un long temps de service. Judith Rivière n'est plus très jeune, moins âgée cependant que son fiancé qui lui donne 600 livres de gain de noces. Le contrat est signé par François et Ruben de La Rochefoucauld.

Le 9 août 1697, une jeune fille, qui paraît être orpheline, déclare posséder quelques linceuls, deux nappes, quatre serviettes, deux coffres, dix quarts (*mesure de capacité*) de grains, quatre brebis, trois agneaux, un plat, une assiette d'étain et en *usufruit*, un lit et quatre linceuls. C'est là toute sa fortune. (*Minutes de Gautret*).

Le contrat classique, habituel, consiste donc en quelques champs, quelques meubles indispensables (lit, coffre), du linge en très minime quantité, l'absolu nécessaire en vaisselle (juste de quoi ne pas mettre la viande sur la table) d'étain, quelquefois une, deux ou trois brebis, un chaudron. Il n'est jamais question de linge de corps, de vêtements, de bijoux, de vaisselle de terre. Les jeunes gens en ont besoin cependant ! Ils en achèteront, ou si les parents en donnent, cela ne compte pas.

Si le garçon doit s'établir et entreprendre un commerce, son père lui vient en aide. Daniel Herbert, marchand grenotier, protestant, va marier son fils Pierre (12 avril 1677) qui fera,

comme lui le commerce. Il lui donne un mulet de cinq ans, une mule de 8 à 9 ans, 5 boisseaux de froment, 3 boisseaux de meture, 30 livres d'argent, deux linceuls de toile de chanvre, un autre en toile d'étoupe neufs, 6 serviettes en toile reпарonne, 2 plats, 2 assiettes d'étain et 3 brebis. La fille se marie dans les droits de sa mère, sans autre indication.

Confort nul, l'essentiel pour les besoins de la vie courante, voilà la règle. Et cependant on trouve pis. Un homme de labeur épouse une veuve, ils font inventaire de leurs apports, ils ne possèdent pas 50 livres de mobilier. Deux jeunes gens se mettent en ménage n'ayant que quelques meubles qu'ils estiment en tout à 200 livres (1682). D'autres ne font même pas d'évaluation. Un fiancé déclare 4 linceuls en toile d'étoupe neufs, une nappe, 2 essuie-mains, un plat, une assiette, une hache, un poilon, une met, une cuve ; la jeune fille ne reçoit qu'une promesse de trois quarts de meture, la vie durant de ses parents, une nappe, 2 essuie-mains, un plat et une assiette. C'est tout ! Pas un lit, pas une table pas une chaise !... Et cette indigence n'est pas absolument rare !

A notre époque on rencontrerait certes des cas analogues, en ville et à la campagne, des ménages s'établissant avec un minimum voisin sinon égal à celui du temps de Louis XIV. On voit même des gens qui n'ont rien puisqu'ils se logent en garni. Aussi que de misères a-t-il fallu secourir ? (1)

Les inventaires après décès confirment cette première notion de l'état social des habitants de la châtellenie de Coze. Les objets les plus utiles font défaut. Sont-ils exacts ? Non. Le notaire néglige de consigner sur son procès-verbal une quantité notable d'articles qui existaient nécessairement : vaisselle de terre, (2) vêtements,

(1) Il est remarquable que depuis la guerre les misères secourues sont devenues beaucoup moins nombreuses en ville.

(2) Je n'ai relevé qu'une fois un morceau de vaisselle de fayence, c'est un « bassin (à barbe évidemment) de Venise » chez un perruquier barbier.

Cette absence de vaisselle de terre, à cette époque, n'est pas spéciale à la région de Cozes et très probablement à toute la Saintonge. M. H. Bourde de La Rogerie dans son article sur *Les Montigny faïenciers à Rennes au XVII^e siècle*. (*Bullet. et Mem. de la Soc. archéo. du départ d'Ille et-Vilaine*, tome LI, p. 69 et s) constate d'une part, d'après un inventaire du 30 décembre 1684, qu'un de ces fayenciers « ne possédait que de la vaisselle d'étain : » d'autre part « qu'il est très rare de trouver dans les comptes du ^{xvii}^e siècle des mentions concernant des objets de faïence. » Que chez nous la faïence fut inconnue à la campagne cela s'explique. Saintes n'en produisait pas. Mais que les produits communs de la Chapelle des Pots et autres fabriques locales fussent ignorés, c'est incroyable. On les comptait sans valeur dans l'héritage !

linge de corps, argent, dettes. En revanche, on y apprend de temps en temps qu'une famille n'a plus pour sa nourriture qu'une faible quantité de blé dans le grenier. Le notaire l'abandonne sans en tenir compte. Plus tard, en 1700, les inventaires sont plus détaillés, sans révéler un état meilleur. Le serment est cependant déferé, formalité qui n'était pas observée auparavant.

Le 13 avril 1680, Marie Gibaud fait faire inventaire des meubles composant sa communauté avec Pierre Vilain, son mari, cordonnier à Talmont. Le mobilier, en nombre, paraît en bon état, le linge, en petite quantité, est plus varié que dans bien d'autres maisons de même genre, les ustanciles de ménage sont assez complets. Il semblerait que le ménage jouissait d'un peu d'aisance. Pas du tout. La femme déclare que son mari laisse des dettes excédant la valeur de son actif. Pas de détail.

Esther Rivalland, veuve de Jean Bargignac, chirurgien, ne montre qu'un mobilier usé « méchant » en noyer et en sapin, modeste et médiocre (30 juillet 1680).

Judith Bonnaudeau, veuve de Pierre Paillet, marchand, protestant, n'a qu'un mobilier « usé, » « fort usé, » « vieux, » mais très complet, réparti en plusieurs chambres, le linge comprend 18 linceuls (estimés 50 sols pièce), 7 douzaines de serviettes, 18 nappes, une douzaine essuie-mains, 150 livres de vaisselle d'étain (à 12 sols la livre), 6 cuillers et 3 fourchettes en étain (25 sols) et 5 petites cuillers en argent.

Bertrand Bardon, notaire et juge assesseur de Talmont, ne possède qu'un mobilier modeste, mais beaucoup de linge. 40 livres seulement de vaisselle d'étain, deux tasses d'argent « usées, » dont une à son nom, et deux cuillers (1) d'argent. Il n'a aucune obligation. En revanche, François Néraud, juge de Cosnac, avait un porte-feuille de créances bien garni ! Ces créances représentées par des obligations sont parfois fort anciennes, et en souffrance. C'est un signe de la rareté d'argent et du malaise que nous constaterons plus loin autrement.

Les bons mobiliers comme les bonnes dots sont très clairsemés. J'ai cité celui de Daniel Collardeau. En voici un autre. Guil-

(1) Outil de table qui n'était pas commun. Il n'y en a pas partout. La cuiller en bois pouvait exister, mais on n'en parle pas. Les fourchettes sont plus rares que les cuillers. En 1699, dans un partage chacun des deux héritiers prend 7 cuillers et 3 fourchettes, une salière et un tasse. C'est la plus forte quantité que j'ai vue.

laume Guitton étant mort, sa femme, Sara Chauvet, fait dresser inventaire de la succession, le 27 juin 1691. Elle a neuf enfants mineurs. Le document est long parce qu'il contient l'énumération de toutes les étoffes (drap, soie etc.) dont le défunt était marchand. Il avait un banc aux halles de Saujon, Mornac, Pisani. On lui doit de l'argent représenté par un bon nombre d'obligations pas aussi gros cependant que celui des créances dues à Maurice Berthelot aussi marchand d'étoffes à Cozes (3 janvier 1692) qui n'en possédait pas moins de 124, dont plusieurs remontent à 1666 et les plus jeunes datent de 1691. Le mobilier donne l'impression de gens à l'aise. Un sur cent ! Berthelot possédait boutique à Cozes, maison à Grezac, une borderie, 600 livres d'argent et un lot d'étoffes estimé 765 livres. Soit environ 5.000 francs de notre monnaie du début du *xx*^e siècle. On était riche à bon compte ! En revanche, quel lamentable intérieur à Théon, chez Charles d'Achard ! le 18 octobre 1699, tout est vieux, usé, troué, pourri. Les murs sont tendus de toile de Bergamme ou de tapisseries, « façon haute lisse à personnages » qui tombent en lambeaux.

On jugera de l'intérieur des gens qui n'ont que leurs journées pour vivre par l'état de gens qui possèdent terre, revenus, industrie, commerce.

La modicité des dots corroborée par la médiocrité de la plupart des intérieurs est la conséquence d'une longue pénurie d'argent.

Nous avons sur ce dernier point des actes très caractéristiques.

Cette pénurie d'argent se manifeste par la quantité d'obligations consenties pour consolider des emprunts ou des achats à crédit, de blé en particulier, et des longs délais pris par les débiteurs ainsi que des intérêts longtemps différés.

Les engagements de « lopins » de terre, bois, vignes, ou des animaux, sont très nombreux à toutes époques, en garantie de dettes restées en souffrance parfois pendant dix ans. Il semble que l'usure ne soit pas exempte de certains contrats.

Le 13 janvier 1677, Jean Perroteau, laboureur de Chenac, prend en gage de douze livres, de Jacques Belliveau, 7 brebis « chargeantes » un petit mouton et deux agnelles de l'année, soit dix têtes de bétail que le dit Belliveau gardera cependant à moitié croit, tant d'agneaux que de laitage et laine, jusqu'à la Saint-Michel, auquel temps Perroteau en disposera à son gré (1). (*Minutes de Bargignac*).

(1) Ce genre de contrat de bétail à moitié croit est assez fréquent.

En juin 1677, Marguerite Moufflet, veuve, vend à Nicolas Guérin, maître canonnier en l'armée navale, absent, sa femme agissant en son nom, une pièce de terre labourable contenant 44 carreaux, 100 livres, sur lesquelles elle a reçu en janvier précédent 36 livres pour acheter du blé pour sa nourriture et celle de ses enfants. Sur les 64 livres restantes Marguerite Moufflet reçoit 9 livres, et consent que le surplus soit employé à payer des dettes. (*Ibidem*) (2).

Le 24 mai 1687, Pierre Richardeau, marinier à Talmont, engage à Pierre Marchais, un champ contenant 30 carreaux dont le dit Marchais jouit déjà « pour les apports et intérêts de la somme de 47 livres que le dit Richardeau reconnaît devoir au dit Marchais pour raison de venthe et livraison de grains qu'il luy a faite dès longtemps devant les mestives de l'année dernière et qui a esté employée à sa nourriture et de sa famille dans sa nécessité, à cause de la disette et cherté des grains de laditte année dernière, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de lui payer les 47 livres dues. (*Minutes de Bargignac*).

Il faut convenir ou que les champs rapportaient alors très peu ou que les prêteurs exigeaient de gros intérêts ou qu'ils spéculaient sur la détresse de l'emprunteur. Trente carreaux de terre devaient rapporter plus que les intérêts de 47 livres au denier vingt, même dix-huit, même en tenant compte des frais de culture.

Le 14 mars 1679, Pierre Moreau, demeurant à Saint-André de Lidon, donne en gage, pendant cinq ans, à Catherine de Rabaine, dame de La Martière, la jouissance d'une pièce de terre labourable contenant environ un demi-journal, pour tenir lieu des intérêts de la somme de 22 livres que la dite demoiselle prête à Moreau afin qu'il paye le meunier qui lui a vendu du grain pour sa nourriture et les frais que celui-ci a faits. Si au bout de cinq ans Moreau n'a pas remboursé le capital, il sera obligé de vendre son champ à la prêteuse.

Gabriel Guestier, maître chirurgien, a emprunté 116 livres à Elisabeth Chevillard, en décembre 1684. Trois ans après, il n'avait pas encore payé d'intérêts. Le 23 décembre 1687, il engage une pièce de terre contenant deux journeaux (à 140 carreaux au journal !) « pour en jouir pour les intérêts seulement pendant dix ans », après quoi il sera tenu de payer le principal ou de vendre

(2) L'année 1676 a dû être très mauvaise, car les achats de grains pour nourriture en 1677 sont nombreux. On en trouve souvent pendant les autres années.

la terre estimée 60 livres le journal. Il a du faire fortune, entre temps, car, le 31 janvier 1697, il marie sa fille et il lui donne la moitié d'une borderie, un pré, la moitié d'une vigne et 100 livres de meubles ou en espèces. (*Minutes de Bargignac*).

1689. Treize pochées de blé et une pochée et demie de meture sont vendues 71 livres. Le vendeur accepte pour sûreté de paiement une paire de bœufs d'environ 7 ans avec « jugles et joug. »

Un renseignement précieux nous est fourni dans un acte du 5 septembre 1691. Daniel Herbert, grenotier (*voir plus haut*) se reconnaît incapable de payer 160 livres dues pour acquisition d'une maison, sise au champ de foire de Cozes, datant du 30 avril 1671. D'un commun accord avec le vendeur la vente est résiliée. La maison est en très mauvais état et par conséquent de beaucoup moindre valeur que lors du dit contrat, « *oultre que toutes choses ne vallent point au temps présent ce qu'elles valloient au temps du contrat, il s'en faut de beaucoup.* » Néanmoins le vendeur ne demande aucune indemnité. Le commerce de grenotier devait être dur.

En février 1690, un homme achète un cheval, 36 livres. Comme il n'en a pas le premier sol, il engage au vendeur un demi-journal de terre pour l'intérêt de la somme (1). La terre fut vendue en avril 1692.

Le 2 avril 1698, Jahel Jarnac, veuve de Daniel Guillard, donne quittance à Louis Careil, charpentier, de 50 livres qu'il devait comme mari de Marie Maigre, laquelle est héritière de son père qui avait engagé un lopin de terre au dit Guillard le 10 mars 1660.

A ce moment, fin du siècle, l'argent était sans doute moins rare que vingt ans auparavant. Les retraits lignagers, presque inconnus avant 1692, plus fréquents, les acquisitions payées comptant ou avec de courts délais le font pressentir. Les années 1692 et 1693 et même les suivantes, sont pourtant marquées d'une pierre noire.

Le vilain mot de famine les caractérise. Le blé rare était monté à un prix inconnu : il doubla en deux mois ! La spéculation s'en mêla ; on vit des accaparements, le recours à la vente forcée, le contrôle des greniers, une ordonnance au mois d'octobre 1693, imposant aux laboureurs l'obligation d'ensemencer leurs champs et autorisant, « s'ils ne le font pas, d'autres à le faire pour eux et de s'emparer de la récolte. » Vauban et Bois-Guillebert proposaient des réformes en vue de remédier à l'état social souffrant. Il est

(1) D. Bargignac met en note au bas de la minute « quelques jours après le dit Guimbelot m'a donné une journée pour mon droit de minute. »

possible que Cozes n'ait pas été réduit à cette extrémité et ait pu traverser ces mauvaises années au moindre dommage (1). Je ne donne d'ailleurs mon observation que sous réserve de plus ample informé qu'il faut réduire sans doute à un cas particulier résultat de causes exceptionnelles et locales, où l'on ne verra qu'une simple atténuation à la situation générale. Il est toutefois constant qu'après 1695, par suite d'une diminution des impôts, après la paix, les paysans commencent « à respirer » selon le mot de Michel Bégon dans son *mémoire* de 1698.

La mention de disettes, l'état lamentable des vignes, la seule culture qui apparaisse dans les minutes, et les impôts prouvent les soucis de l'agriculture.

Les vignes semblent de faible étendue, en mauvais état, le vin devait être d'une vente difficile ou peu rémunératrice puisque certains propriétaires fréttaient et chargent des bateaux qui vont vendre et échanger leur récolte en Bretagne et plus haut si c'est nécessaire (2). Il n'est jamais fait mention que de très petites quantités de vin dans les inventaires, souvent de mauvaise qualité (3). On ne faisait pas encore d'eau de vie probablement, (on distillait cependant en Aunis), car, à aucune date, je n'en ai vu mentionner, même en très petite quantité. Nombreuses sont les gâtines ou vignes abandonnées (4). L'édit de Révocation n'est pas complètement étranger à cet état de choses.

Il y a donc eu, en un temps déjà lointain, un vignoble plus con-

(1) La Saintonge est une des rares provinces qui pouvait se suffire à elle-même grâce à la variété de ses cultures. Il ne faut pas perdre de vue que l'exportation des céréales de province à province était souvent ou interdite ou très difficile alors. Il arrivait que l'excédent d'une récolte sur la consommation se perdait ou était d'un écoulement très incertain. La population, par crainte de manquer de pain, sa nourriture principale, n'aimait pas à voir vendre le grain hors de son pays. La liberté du commerce du blé ne fut établie qu'en 1764. Cozes avait du blé on pouvait en avoir.

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, t. XI, p. 313 et 5.

(3) Dans la succession de Pierre Paillet il y a quatre barriques et deux tierçons de vin gâté, cinq barriques de vin de l'année et deux tierçons de *clairét* le tout estimé 80 livres. On voit aussi parfois des barriques de boirage, c'est-à-dire de la boisson, ou eau passée sur les raves.

(4) En 1691, il est spécifié dans le procès verbal de constat de lieux de la bordure de Rochepommier que toutes les vignes sont en mauvais état ou en gâtines, n'ayant pas pu être entretenues depuis cinq ou six ans, ou ont été mal taillées. Elles sont vieilles, il manque des ceps, elles sont pleines d'ajoncs et de bruyères, le terrain n'ayant pas été cultivé.

Il est vrai qu'il s'agit d'un bien de protestant émigré. Mais il y a beaucoup de gâtines ailleurs.

sidérable qu'il ne paraît en 1675-1699. Du reste, dans les chais le notaire note de grandes futailles vides. Jusqu'où s'étendait ce dépérissement des vignes, je ne saurais le dire, mais de ce que la Marine, à Rochefort, achetait dans la Haute-Saintonge, les vins dont elle avait besoin, on peut tirer la conséquence qu'elle n'en trouvait pas plus près, au moins assez pour la consommation.

Quelques propriétaires ont tenté de ressusciter ces anémiées frappées à mort. En 1687, le 24 novembre, un marché est passé pour remettre en état « un lopin de gâtines appelé la Coupe d'or, en Cozes, contenant 70 carreaux, confrontant à la gâtine et aux agions, *autrefois en vignes* des héritiers Gasniers. » Le vigneron arrachera les ceps morts en grand nombre, un tiers environ, les remplacera, reprendra les autres et cultivera cependant cinq ans. Il aura la vendange des deux premières années, ensuite elle sera coupée à frais commun et partagée par moitié à la basse. Au bout de cinq ans la pièce de vignes sera partagée en deux portions égales entre le bailleur et l'ouvrier « pour son droit de culture et de réédification et entretien. »

Aux alentours de 1695, on constate quelques plantations nouvelles. Le 1^{er} janvier 1697, Judith de Lajaille donne à Jean Goguet une terre en friche, autrefois en vignes. Il plantera, cultivera pendant cinq ans. A la sixième année on partagera la récolte. Si à la quatrième ou à la cinquième il y a un peu de raisins, on les partagera.

La culture comprenait alors : déchausser, tailler (c'est l'ordre de l'énumération), bêcher (on dit labourer) à deux façons, porter des terrées ou du fumier pendant l'hiver, pauler, si le propriétaire fournit les échalas.

Des actes instructifs et lumineux entre tous, ce sont les procès-verbaux des assemblées capitulaires, un peu monotones quant à leur objet, sans doute, mais de cette monotonie se dégage un enseignement qui n'emprunterait pas autant d'autorité s'il émanait de quelques actes disséminés. Presque chaque dimanche, le notaire est requis de venir à la porte de l'église soit à Cozes, soit à Arces (souvent), soit à Grezac ou à Barzan. Cette fréquence est impressionnante. L'objet de la réunion ne varie guère : il s'agit neuf fois sur dix de protestations (1) de gens qui gémissent d'être taxés au

(1) Une autre cause de protestations est la fourniture de fourrages aux compagnies cantonnées. L'État la rembourse, mais elle est néanmoins fort gênante. J'en reparlerai dans un article spécial.

delà de leurs moyens. Les impôts très lourds entravent la culture de la propriété. Il en est ainsi depuis de longues années. Nous ne connaissons pas le chiffre de la population de Cozes en 1685 et années voisines. A titre d'indication nous retiendrons celui que le curé déclare en 1711 : 445 feux dans la paroisse, à peu près 2200 à 2300 habitants. Cette population essentiellement agricole devait payer 2055 livres en 1678, on exige d'elle 2600 en 1691. 1678 ! C'est à deux ans près, l'année où la population aurait été réduite au quart par suite de l'énorme poids des impositions (1).

La procédure est très simple, mais un peu étrange à nos yeux modernes ! Le plaignant expose que sa métairie ou ses champs sont trop taxés. Il déclare qu'il quitte la métairie ou qu'il abandonne ses champs, à moins qu'on ne lui fournisse un cultivateur ou qu'on le décharge. Un propriétaire noble fait mieux (2) : si son métayer lui a signifié son départ à cause des « grandes et excessives sommes » dont la propriété est grevée, il met en demeure les habitants de lui envoyer un remplaçant, sinon il fera faire sa propriété par des domestiques, des « valets », et sera dès lors exempt ; ou bien de modérer la taxe, à un taux qu'il fixe généralement. Les habitants composant l'assemblée, 15. 20. jusqu'à 40, acquiescent, ou, suivant la formule du notaire, « s'absentent », autrement dit refusent de prendre une décision, laissant aux malheureux syndic et collecteurs le soin de satisfaire les intérêts de tout le monde. Personne ne se soucie de voter des détaxes sachant très bien quelles en sont les conséquences pour les autres contribuables. Il faut que la somme assignée sur la paroisse rentre, ou

(1) Voir le texte auquel je fais allusion, à la fin de ce chapitre.

Les chiffres cités ici sont ceux qui sont déclarés dans les assemblées, mais il faut observer que Bégon dans *l'état des paroisses....* de 1698 ne porte qu'à 1820 livres la somme à percevoir. (*Archiv. hist. Saintonge et Aunis*, tome II, p. 98). Ce chiffre doit être inexact, 2800 est plus vraisemblable, parce que Grezac, Corme-Ecluse, — paroisses limitrophes de Cozes, — sont frappées l'une de 2740 livres et l'autre de 2000. Epargnes doit payer 3260 livres.

J'ai trouvé trace d'une remise accordée par le roi sur les tailles en 1677, mais sans qu'elle soit plus amplement mentionnée.

(2) Les plaintes de nobles sont nombreuses :

1673. 7 mai, Georges de Barraud, pour sa métairie de Chapitre :

1675. 8 janvier, Auguste Poussard, marquis d'Anguitard, pour sa métairie d'Orillère en Grezac.

1678. François-Alexis de Marin pour la métairie de Chapitre.

1680. Bonnot, sieur de Langlade, veut être déchargé parce qu'il fait la métairie de Chassagne.

1690. Charles d'Aunis et Jean Jolly pour la métairie de la Perche.

implorer une décharge ou prouver l'absolue insolvabilité des contribuables défailants. La charge de collecteur imposée, — même à des incapables et ignorants, — était très redoutée non sans juste raison. Le collecteur encourait la prison et l'expropriation, en cas de retard ou de négligence dans les rentrées.

Le 7 décembre 1687, à Arces, la liste des réclamations est très longue. Au bout de la séance, l'Assemblée a voté 115 livres de dégrèvements sur les 1640 à percevoir. Il y a un incident amusant. Un propriétaire demande qu'on lui supprime dix livres sur les 51 que l'on lui réclame, faisant observer que le répartiteur a commis une erreur. En effet, on reconnaît que le greffier n'avait voulu l'augmenter que de sept sols.

Certains habitants ne se donnent même pas la peine de soumettre une réclamation à l'assemblée de leurs concitoyens, ils changent de paroisse, espérant payer moins ailleurs. Le calcul est quelquefois faux. La communauté souffre de ces fuites ; elle rappelle parfois des hommes riches ou sympathiques. Un règlement intervint qui exigea deux ans de séjour dans la paroisse avant d'être rayé de celle que l'on abandonnait, quand on allait de son bien dans un autre bien à soi.

A titre d'exemples voici quelques notes très écourtées.

1674. 20 octobre. Françoise Dislé, veuve de Pierre Grellet, âgée de 98 ans, n'a que deux journaux de bonnes terres et deux en la champagne. Elle demande de ne payer que 7 livres. Accordé.

1674, 26 août. Jean Mathieu Bonnot, sieur de Langlade, demeurant à Cozes, expose que sa métairie de Chassagne, de petite étendue, étant surchargée de tailles et autres impositions, sa mère, Jeanne de Roustain, qui en jouissait l'a abandonnée, il a été obligé de partager avec ses frères, « lesquels pour payer les hypothèques, en ont vendu pour huit cent livres, » si bien que maintenant elle est de peu de revenu, le logis et autres bâtiments tombent en masures, il est impossible d'ensemencer, néanmoins la taxe reste la même. Bonnot fait sommation de modérer les tailles ou de lui fournir un métayer qui veuille cultiver convenablement, faute de quoi il ensemencera à ses frais, mais ne paiera plus les impôts. « Les dicts habitans n'ont voulu faire aucune réponse. » (*Minutes de Bargignac*). Six ans plus tard, nouvelle réclamation.

1676. 6 septembre. François de la Rochefoucauld, seigneur de Sorlut, déclare lui aussi que son métayer est parti parce que la

« moitié des fruits n'est pas suffisante d'acquitter les tailles. » (*Ibidem*).

1678. 30 octobre. Jean Fougerou, huissier à Talmont, au nom de François Alexis de Marin, déclare aux habitants d'Arces que la métairie de Chapitre est abandonnée par le métayer, à cause des « excessives taxes, » qu'il en a cherché en vain un autre, malgré les propositions les plus avantageuses, et qu'il somme les habitants de lui en fournir un, « protestant à faute de ce faire, mesme dès cette couvraille, de faire faire emblaver la dite métairie à sa main et par valet, comme il luy est permis, sans estre sujet à aucun paiement de tailles ny autres impozitions, attendu sa qualité de gentilhomme et qu'il ne fait point d'autre bien à sa main.. Les dits habitants se sont tous absentés sans vouloir rien dire. » (*Minutes de Bargignac*).

Cette sommation est renouvelée le 1 et le 6 novembre sans meilleur résultat.

1679. 11 novembre. Jean Marcou, docteur en médecine, sieur du Laurier, dit que Thomas Galliot qui cultivait une métairie au lieu de la Brande à Bouffard, appartenant à lui et à ses sœurs, étant décédé depuis les métives, sa veuve a abandonné la métairie, et malgré qu'il ait « fait une exacte perquisition d'un autre bordier pour faire et cultiver la dite borderie, sans en avoir pu trouver à raison de l'excessive taxe qu'on a imposé sur le dit feu Galliot à raison de la dite borderie, » celle-ci demeure inculte.

Il demande qu'on lui trouve un bordier on qu'on détaxe la propriété. Les habitants « se sont absentés sans vouloir rien dire. »

Le 14 novembre suivant, un acte apprend qu'un nommé Jean Galliot, pauvre et chargé de famille, s'est engagé chez Jean Marcou comme domestique « pour suivre la charrue. »

1684. 8 octobre. Mathieu Métayer, laboureur à Arces, déclare que « s'y excessivement chargé de tailles il est réduit à la mendicité et contraint de quitter son bien. » Il l'abandonne aux habitants à moitié fruits ou qu'on lui fournisse un bordier, « que luy s'en va demeurer avec son gendre et sa fille en la paroisse d'Arvert qui offrent le nourrir par charité. »

Le 15 octobre, Jean Rousseau, taxé à 24 livres, fait une sommation pareille. Il est convenu qu'il restera à Arces et ne paiera que 12 livres.

1687. 29 septembre. Isate Hervau déclare que cette année il n'a fait cultiver que la moitié de la borderie de chez Béchade, et

somme les collecteurs de lui enlever la moitié de la taxe.

1687. 7 décembre. François Violeau, syndic d'Arces, expose les nombreuses réclamations qu'il a reçues ; les collecteurs « sont en grande peine et se croient contraints d'augmenter la taxe de tous les habitants, métairies, borderies, fermes. »

L'ancien prieur de Cozes, Robert, demeurant à Thomeille qu'il fait valoir à sa main, prétend ne payer aucune taxe, bien qu'il ne soit taxé qu'à 13 livres 6 sols.

Jean Lièvre, taxé à 30 sols, est allé demeurer à Epargnes.

La borderie de Robert, procureur à Talmont, est abandonnée et inculte ; 10 livres. 2 sols tombent en « non valloir. »

Pierre Herbert, taxé à 22 livres, venu en ferme à Arces depuis deux ans est retourné à Grezac.

1690. 23 juillet. La métairie de Laudonnière, appartenant à la dame de Mirande, une des plus petites de la paroisse d'Arces, est taxée à 82 livres, une des plus fortes taxes. Le fermier veut s'en aller. La dame voudrait éviter de cultiver à sa main, elle demande un métayer. Les habitants « s'absentent. »

1691. 4 février. Gabriel Guestier, sieur de Grandchamp, « homme aisé et l'un des principaux bourgeois » d'Epargnes, se plaint d'être taxé à 4 livres 5 sols, alors que l'année précédente il ne paya que 3 livres 15 sols.

1691. 23 septembre. La métairie de Laudonnière va être abandonnée si on ne modère pas la taxe à 50 livres « qui est au-delà de ce qu'elle devrait supporter. » On reconnaît que la métairie est surtaxée depuis quelques années et « qu'il y a quelque principale métairie, comme celle de La Grosse Pierre, qui n'est plus taxée aux rôles des tailles parce que le seigneur des Marais de Pernan la fait cultiver à sa main par vallets, comme il luy est permis par sa qualité de gentilhomme. On est d'avis de modérer Laudonnière à 55 livres pour l'année prochaine à condition qu'il y aura un métayer. (*Minutbs de Bargignac*).

1691. 28 octobre. Vigneau, farinier, se plaint d'être surtaxé aux Quatre moulins de Cozes, à 18 livres. Il est vieux, pauvre et ne devrait payer que 6 livres. Il abandonnera les moulins si on le lui refuse. On convient qu'il paiera 8 livres en 1692 et 5 livres en 1693. (*Ibidem*).

Quelques prix, choisis de préférence parmi ceux d'objets ou d'animaux que nous pouvons comparer aux nôtres, fourniront

un élément d'appréciation du coût de la vie. Les minutes ne donnent jamais le prix d'objets usuels (1).

1658. Une servante se loue (chez des vieillards) à 12 livres par an, avec nourriture et le droit de glaner aux métives et de vendre les glanes à son profit, la vie durant de ses maîtres.

1659. Deux bœufs de tire 144 livres. Deux autres avec joug et juelles de poil rouge, Cadet et Merlet, 135 livres.

1665. Une jeune pouline 15 livres.

1665. Un marchand de Dercie achète en bloc, dans la futaie de Longchamp (en Grézac), toutes les bûches et fagots faits ou à faire, à raison de 60 sols le cent, à compter 21 pour 20, à prendre dans le bois.

1668. Deux veaux de 3 ans, deux vaches de 3 à 4 ans vendus ensemble 150 livres.

1669. 16 juin. 13 boisseaux de blé, mesure de Cozes, 50 livres 12 sols 6 deniers.

1671. Deux veaux de 2 à 3 ans, une vache d'un an, deux veaux de deux ans et quelques mois 108 livres.

1671. Deux vaches 36 livres.

1676. Une ânesse 14 livres, une mule 14 livres. Deux bœufs de tire 33 livres, deux vaches 30 livres, douze brebis et sept agneaux 17 livres.

1677. Deux vaches et un veau de trois semaines estimés par les parties intéressées 45 livres.

1678. Une jeune jument avec licol, etc. 30 livres.

1679. Deux chapons 14 sols ; une poitrine de mouton 2 sols 6 deniers.

1679. 16 juillet. Une jument avec bât, sangle, licol, collier, traits, charrue et outils de labourage 40 livres.

1680. Deux veaux de deux ans et demi 57 livres.

— Trente deux brebis et six agneaux de l'année 52 livres.

1688. Une chèvre de deux ans 40 sols.

— Un cheval de 12 ans avec sangle, licol, bât, collier, 24 livres.

1688. Six petits bœufs de tire, dont deux de 8 ans, deux de 7 ans, deux de 3 ans, 224 livres.

(1) Exceptionnellement D. Bargignac nous apprend qu'en 1676 un justaucorps de bure avec une paire de bas de frizon coûtait 13 livres. Une paire de haut de chausses en toile façon de Reingrave 20 sols.

. Une vache de 10 ans, une de 5 ans, un veau de un an, un autre de trois mois, 74 livres.

. Deux bœufs de 4 ans, deux vaches de 4 ans, une de 12 ans, une petite « vesle » de trois mois, 150 livres.

. Ces prix sont évidemment ceux du cours, parce qu'il s'agit d'une estimation faite d'un cheptel dans lequel le métayer a la moitié.

1689. Treize pochées de froment et une pochée et demie de métüre valent 71 livres. (La pochée à Cozes est de 180 livres).

1690. Une jument un peu vieille et son poulain âgé de 7 mois, avec bât, sangle, licol, arquets, enferges, 30 livres.

. Six bœufs de tire, deux vaches de tire, un veau d'un an, une tore ou baude d'un an, 360 livres.

. 43 brebis mères, 25 agneaux de l'année, 68 livres.

Comme il s'agit d'un partage, ces prix doivent être entendus comme les prix pratiqués dans les foires.

1697. Une barrique de chaux 3 livres.

— Une mulle poil étourneau avec tous ses harnais 40 livres.

1698. Un cheval de 7 à 8 ans, avec selle, licol, arquets, 66 livres.

En 1700, une barrique de sable valait 10 sols, transport compris, la tuile de couverture 30 sols le cent.

Une paire de bœufs de charrue est estimée 84 livres et 4 vaches 81 livres plus leur fruit.

Le boisseau de froment (à Cozes) ou seigle vaut 4 livres, d'avoine 40 sols, la paire de chapons 20 sols et la paire de poulets 16 sols.

Ces derniers prix sont certainement ceux du cours de vente parce qu'ils sont reçus en paiement de rentes ! Ils ne devaient pas différer très sensiblement de ceux de vingt-cinq ans en arrière. Mais l'argent valait moins !

Ces citations pourraient être multipliées. Elles suffiront, je l'espère, à convaincre le lecteur que les habitants de la région de Cozes souffraient d'un réel malaise économique chronique, d'une gêne trop évidente. Les exceptions, rares, confirment la généralité. Le mot misère, c'est-à-dire l'absence complète de ressources, applicable à un certain nombre, dépasse, à mon avis, la réalité, parce que la majorité parvenait quand même, plus ou moins péniblement, à surmonter les difficultés. Mais que de plaintes faciles à prévoir ! Les hommes de 35 à 40 ans pouvaient affirmer que, de-

puis leur enfance, ils vivaient au milieu d'embarras analogues annuels. La guerre de la Fronde sema en Saintonge plus de ruines qu'il semble raisonnable de le supposer. Dix ans de paix n'apportèrent aucune amélioration appréciable. En 1664, l'évêque de Saintes, Louis de Bassompierre, écrit à Colbert avec une franchise impressionnante : « les peuples de la Xaintonge ont peine à payer leurs tailles ; elles sont trop grandes ; ils profiteront peu de la diminution que S. M. leur fera (1). Si les riches sont soulagés, les seuls pauvres sont accablés de taxes, ce qui est commun, non seulement parce que les officiers ne tiennent pas assez la main au règlement... mais à cause que les riches roturiers se font aisément décharger et craindre aux pauvres collecteurs soit par leurs menaces, soit par leurs protecteurs. » Il accuse les procureurs et les notaires de mauvaises actions. « Il y en a qui seuls font plus de désordre que vingt autres, par leurs ruses ou leurs faussetés. Il n'y a que trois ou quatre notaires de la ville de Xaintes ayant la suffisance et l'estime requises, les autres sont ignorans ou dangereux et pour ce qui est des procureurs le nombre en est plus grand (2). »

Ces mœurs se sont-elles améliorées pendant les années suivantes ? on peut en douter... Il nous importe davantage de savoir que la progression constante des charges fiscales devint intolérable, au moins à quelques-uns. Les habitants fuient. Nous possédons un témoignage significatif, même dans le cas où on ne voudrait pas le prendre à la lettre. Le 30 août 1676, — douze ans après la dénonciation de Bassompierre, — Gabriel Mesnadier, somme, au nom de son fils Paul, les habitants de Cozes de lui fournir un bordier pour sa métairie de Javrezac restée inculte, ce qu'il déplore. Les habitants font la sourde oreille, suivant l'usage. Le dimanche suivant, Paul Mesnadier, en personne, réitère sa sommation. Cette fois il obtient une réponse... vaille que vaille ; « Sy la borderie du dit Mesnadier, — est-il dit. — est sy haut taxée, c'est pour ce que cette paroisse est sy grandement chargée d'impositions que près des trois quarts d'icelle l'ont quittée et abandonnée, sy bien qu'il seroit impossible de trouver un bordier au dit Mesnadier, lequel en doit chercher un. » Celui-ci réplique que nul ne veut affermer sa borderie à cause des impôts excessifs.

Les Cozillons se moquent du plaignant. Comment Mesnadier

(1) Il est fait quelquefois allusion à une remise de tailles, mais sans que la communauté en soit vraiment soulagée.

(2) *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, tome III, p. 67.

pourrait-il accueillir un métayer puisque, de l'aveu de l'assemblée, c'est impossible ? la question ne se pose pas. Il est toutefois bon d'observer que le recrutement de l'armée, de la marine, représenté par quelques auteurs comme une charge lourde, n'est jamais cité parmi les motifs de la difficulté de se procurer un métayer. L'impôt et toujours l'impôt ! on n'invoque pas davantage le départ des protestants. Le métayer devenu rare parce que son travail ne le rémunérait suffisamment se louait comme valet probablement ou changeait de paroisse ou de métairie (1). Si l'enrôlement ou l'exil avaient enlevé assez d'hommes pour nuire à l'agriculture, ces motifs eussent été mis en avant. Jamais.

La conclusion à tirer de ce qui précède est aisée. L'état précaire d'une famille, avant et après 1685, est mis en évidence, autant que faire se peut, et l'on voit quels obstacles se dressaient devant les six ou sept personnes d'une même famille (quatre et cinq enfants sont fréquents) qui ne pensaient qu'à une chose : un temple et la parole d'un pasteur. Comment aller les chercher au delà des frontières ? Il fallait beaucoup d'argent pour cela. Or, l'argent était rare ou très difficile à se procurer.

La vente des biens de protestants était surveillée, celle des propriétés des parents déjà partis frappée d'oppositions. Il fallait obtenir une autorisation. C'est pourquoi les familles bourgeoises ne perdaient qu'un ou deux membres ou cédaient à la dure nécessité du moment, rivées au sol, refoulant en leur cœur les sentiments d'antan, les gardant vivaces malgré les apparences contraires, conservant le patrimoine qui permettra de secourir les absents (2). Les fugitifs s'acheminaient allègrement vers la Terre des illusions perdues, convaincus que Dieu leur envoyait cette dure épreuve en

(1) En 1700, à Arces, le propriétaire de la métairie de Prezelles se plaint de sa taxe de 50 livres. L'assemblée reconnaît qu'elle est excessive, « ce qui en est cause c'est le mauvais état de cette paroisse, les tailles sont excessives depuis longtemps qui ont obligé plusieurs habitants de laisser la paroisse et les gentilshommes à faire valloir leurs mestairies à leur mains et par valets. » On ramène le principal à 25 livres pour 1700 et les 35 années suivantes. (*Minutes de Bargijnac*).

(2) Les remises des biens des émigrés à leurs parents convertis ont facilité ces envois d'argent clandestins. Cf. *Bullet. de l'Hist. du Protestantisme fr. 1881* et documents cités par M. Delavaud extraits des Archives du port de Rochefort.

Ceux qui ne recevaient rien étaient malheureux. La charité anglaise se lassa, de venir en aide à ces réfugiés. Charles de La Mothe, baron de Tonnay-Charente se plaint amèrement que la comtesse de Soissons et le marquis de Langalerie, mis en possession de ses biens, l'oublient. Il fut obligé d'implorer la charité des Etats de Hollande. (*Ibidem* 1890, p. 135).

expiation de leurs fautes, mais que le roi d'Angleterre saurait bien obtenir du roi de France, mieux éclairé, le rétablissement de leur religion (1). Les enracinés volontaires ou non, incompris, condamnés à une vie de ruses et de mensonges, furent taxés de lâches et de renégats. La Saintonge aurait perdu, dit-on, 100.000 protestants chiffre contestable, elle en a gardé autant, sinon plus, ce sont ces renégats qui sont devenus le foyer où se ralluma la foi. L'Etat en s'opposant le plus possible aux fuites travailla, d'ailleurs, efficacement à la conservation de ces germes latents de la R. P. R.

CH. DANGIBEAUD

A PROPOS DE RONSARD

Le centenaire de Ronsard a ramené l'attention sur une jeune saintongeoise que le poète aima et qui l'aurait aimé. On sait peu de choses d'elle, son nom n'aurait pas eu plus de notoriété que celui de beaucoup d'autres femmes de son temps, bien oubliées, si elle n'avait pas été l'objet d'innombrables poésies dans lesquelles Ronsard s'avoue sans cesse occupé

Non par l'amour d'une Hélène Grégeoise
Mais d'une saintongeoise.

La beauté de ses yeux le captiva :

Si tost que je la vis, je fus mis en servage
De ses yeux que j'estime un sujet plus qu'humain.

Hélène, fille de René de l'onséca, seigneur de Surgères et d'Anne de Cossé-Brissac, pouvait avoir entre 20 et 25 ans, quand Ronsard, déjà âgé d'une quarantaine d'années, commença à chanter ses charmes, en 1567. Son éducation fut particulièrement soignée, car il semble qu'elle sut grec et latin. Placée de bonne heure, à la cour, comme fille d'honneur de Catherine de Médicis, elle aurait résisté à l'ambiance malsaine où elle vivait, et pouvait écrire, sans vantardise, au connétable de Montmorency : « Dieu merci, c'est la chose du monde dont je suis la plus nette et j'en remercie Dieu. »

(1) A Marennes, on avait répandu le bruit que le prince d'Orange saurait faire rétablir les temples. Jusqu'à la paix de Ryswick les protestants entretenaient des illusions de cette sorte.

Brantôme place « Mademoiselle de Surgères, la docte de la court, aussy l'appeloit-on Minerve », parmi les filles vertueuses. Pierre de Lestoile sera d'un avis différent. Mais Ronsard ratifie le jugement de Brantôme :

Deux Vénus en avril de même déité
Naquirent, l'une en Cypre et l'autre en Saintonge.
La Vénus Cyprienne est des Grecs le mensonge,
La chaste Saintongeoise est une vérité.

Il se plaignait de ses rigueurs

... Cueillez votre jeunesse
Quand on perd son avril en octobre on s'en plaint.

C'est à elle qu'il dédie ce joli sonnet :

Quand vous serez bien vieille, au soir, à la chandelle,
Assise auprès du feu, devisant et filant,
Direz, chantant mes vers en vous émerveillant :
Ronsard me célébrait du temps que j'estois belle.
Lors vous n'aurez servant oyant telle nouvelle,
Desjà sous le labeur à demi sommeillant,
Qui au bruit de mon nom ne s'aïlle réveillant
Bénissant vostre nom de louange immortelle.
Je seroy sous la terre et, fantosme sans os,
Par les ombres myrteux je prendrai mon repos ;
Vous serez au foyer une vieille accroupie,
Regrettant mon amour et vostre fier desdain.
Vivez, si m'en croyez, n'attendez à demain
Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie.

Elle résistait, l'amoureux protestait que ses rigueurs ne refroidiraient jamais sa passion :

Ostez vostre beauté, ostez vostre jeunesse,
Ostez ces rares dons que vous tenez des cieux,
Ostez ce docte esprit, ostez moy ces beaux yeux,
Cet aller, ce parler digne d'une déesse
Je ne vous serai plus d'une importune presse.

Il attachait des bouquets à sa porte et elle lui donnait une orange et un citron ou des fleurs dont elle demandait les noms.

Il se la représentait alors :

Comme une belle fleur assise entre les fleurs,

Et lui demandait si ces simples

Est-ce point afin de guarir mes douleurs.

Il affectait de se dire malheureux,

Tu m'as déjà tué, et tu ne peux m'occire
Pour la seconde fois car je n'ai plus de cœur

Il demandait qu'on écrivit sur sa tombe :

Un Vendomois mourut pour une Saintongeoise.

La docte Hélène, douée de goûts artistiques d'ailleurs, aurait habité, toujours à la suite de la Reine, le château de Landes, pendant le siège de Saint-Jean-d'Angély, en 1569. Elle ne se maria pas et disparut après la mort de Catherine de Médicis, sans que l'on sache ce qu'elle devint ni quand elle mourut.

GALIÈNE P.

MÉLANGES

UN SAINTONGEAIS TACTICIEN

A la session du district de Saintes, le 18 octobre 1793, Borel, chargé du rapport sur la fabrication des armes, déclarait que les piques étaient trop pesantes. « Ne pourrait-on, dit-il, y substituer des lames ou pointes de fer sur affûts, dirigées par une seule roue, présentant au poitrail des chevaux une haie hérissée de pointes et impénétrable à la cavalerie, affûts gouvernés par une queue assez longue pour que l'homme qui conduirait le charriot ne pût être atteint de l'arme blanche du cavalier et se défendit des armes à feu par des carabines et pistolets de ceinture comme de derrière un retranchement. »

Il relatait qu'une citoyenne digne de foi de la ville, consultée, indiquait que d'essais faits il y a 15 ans par Broutin, poudrier de Saint-Jean, résultait que les terres et matériaux de ce pays sont impropres au salpêtre, de même à Rochefort.

Hélas ! ce ne sont pourtant pas les pierres salpêtreuses qui manquent dans les maisons de Saintes !

UN CURIEUX

AUTRES TEMPS MÊMES PROCÉDÉS FISCAUX

1700 8 septembre. Assemblée capitulaire devant la porte de l'Eglise d'Arces en Cozes, les habitants au nombre de vingt-cinq « ont déclaré qu'ils n'ont et qu'il n'y a aucuns biens qui soient communaux, glandages et pacages en leur paroisse, et qu'il y a une maison presbiteralle, dont ils ont payé les droits à M^r Jean Bertrand, receveur des tailles à Cognac, suivant les quittances des 2 mars et 8 septembre 1693, et au cas que cette déclaration se trouvant frauduleuse et ne fut pas véritable, font les dits sindiq et habitants les soumissions des peines du quadruple, suivant et aux termes de l'arrest du conseil du 19 mars dernier. Dont du tout ils requièrent acte à mon dit notaire.

Signatures de quelques présents.

A BARGIGNAC, notaire royal

Sur la commune de Cozes, à la rencontre de deux routes, vers Epargnes, on voit une pierre en dos d'âne, posée sur deux autres, basses, et cantonnée au milieu de deux petites bornes rondes.

Sur les deux faces du dos d'âne on lit :

ICI LE 4 MAI 1830

FUT ENTERRÉ

BERNARD SAILGNACH OUVRIER CORDIÉ NÉ A BADE EN.... (N 80) (sic)

TROUVÉ NOYÉ DANS UN PUIT DU VILLAGE DES GRAMAILS

MAIS LE 16 MAI 1831

CETTE TOMBE FUT ÉLEVÉE

AU MALHEUREUX ÉTRANGER MORT LOIN DE SON PAYS

A l'état civil cet homme est inscrit à la date du 3 mai :

Sailnack Bernard, cordier, voyageur étranger, porteur d'un passeport gratuit délivré à Nantes le 21 avril 1830, décédé le 3 mai 1830 à 5 heures du soir. âgé de 26 ans, né à Bade.

(Il était protestant).

Sur les routes de France et la vie chère en 1796

Communication de M. L. Grasilier.

M. Axiens, à Amsterdam

Rochefort, 30 janvier 1796, 10 pluviôse, an IV.

Je vous confirme ma dernière du 21. Je pris ce jour-là congé de M. Siemsas d'Altona et fus voir avec lui la fête de ce jour, vos gazettes ont sans doute fait mention de cette fête (1). Le 22, je quittai Paris, mais je fus obligé de rester la nuit à l'auberge où l'on nous fit payer 30 francs en monnaie pour deux côtelettes, le quart d'un chapon, une omelette de 2 œufs, 2 bouteilles, une pomme et une poire. Après nous être bien bataillés, j'en fus quitte pour 24 francs. Généralement les vivres étaient très mauvais, fort heureusement pour nous, nous nous étions munis d'une bonne pièce de viande et de pain, nous nous achetions de temps en temps à boire ; nous passâmes ainsi la journée dans notre cabriolet depuis 4 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir.

Nous avions à chaque poste des chevaux frais et nous fîmes ainsi 25 lieues par jour, toujours sur pavé ce qui m'a électrisé les reins. Le chemin devint enfin si mauvais qu'à peine notre cabriolet pouvait être tiré par trois chevaux ; à 16 lieues, ne trouvant pas de chevaux à la poste, un voiturier nous conduisit à Rochefort pour 3 louis. Nous y arrivâmes le 28 après avoir fait 124 lieues. Personne ne fut plus content que moi.

La plupart des bâtiments de prise sont encore ici avec leurs cargaisons qui vont être vendues. Je vais demain à la Rochelle pour voir ce qui s'y passe. Tout est fort cher ici, par une prochaine lettre, je vous en apprendrai davantage.

AXIENS.

A M. A. C. Beeker

Rochefort, 30 janvier 96.

Ma dernière lettre était du 21 ct. Je suis parti le 22 de Paris et arrivé ici le 28. Sur toute la route ainsi que dans cette ville on

(1) « L'anniversaire de la punition du dernier roi des Français a eu lieu aujourd'hui (21), au Champ de la Fédération. » (*Moniteur* du 23 janvier 1796).

n'accepte en paiement ni assignat ni monnaie républicaine. Tout doit se payer en ancienne espèce.

Les prises sont encore ici, avec leur chargement et telles qu'on les a capturées ; les inventaires n'en sont pas encore faits. Les autres navires qui sont vides et qui ont été achetés par des négociants d'ici, ne peuvent s'acheter qu'au comptant et en numéraire ou bien en marc de banque. Ceux dont la Nation se sert et qu'elle veut vendre actuellement, je compte les voir aujourd'hui.

Je n'ai pas dirigé ma route vers la Rochelle, je m'y rendrai demain pour voir quelles espèces de navires il y a ; on distingue une frégate de 4 ans, en bon état, mais j'ignore la grandeur.

J. G. AXIENS.

Archives nationales, F 7., 6252-(4284).

Documents révolutionnaires

Communication de M. L. Grasilier

Département de	Xantes (ci-devant Sainte) le
la Charente-Inférieure	25 prairial l'an second de la République
District de Xantes	Française une et indivisible

Le 1 ^{er} Messidor donné reçu	L'Administration du District de
et mandat d'arrêt	Xantes au citoyen accusateur public
Conciergerie	du tribunal révolutionnaire à Paris

Nous te faisons passer, citoyen, les pièces du nommé *Ancelin de la Garde*, prévenu de crime contre-révolutionnaire, que nous te faisons conduire, dans le moment, aux prisons de la Conciergerie à Paris, avec trois autres, GOMBAUD, BERGERAC et la GAUDIN femme de BRIE, émigrés accusés du même crime. Ces pièces consistent en une dénonciation information et notre arrêté à l'égard des trois autres, nous n'avons point de pièces, attendu que GOMBAUD y est traduit sur un décret de la Convention Nationale, BERGERAC par un arrêté du Comité de Sûreté Générale où sont sans doute déposées les pièces et où tu les prendras, si elles ne te sont déjà parvenues. Quant à la GAUDIN, Garnier de Xantes, représentant du peuple, envoie les pièces au Comité de Sûreté Géné-

rale, avec invitation de les examiner et ensuite de te les faire passer.

Tu voudras bien nous accuser la réception de ces pièces, ou en donner récépissé aux gendarmes chargés de te les transmettre.

Salut et fraternité.

BOREL MOREAU.

Comité de Sureté Générale

Du 10 Fructidor, l'an II.

Vu les observations envoyées par l'accusateur public près le Tribunal Criminel du département de la Charente-Inférieure,

Le Comité arrête que les nommés Marie-Anne PETIT de POLLENEAU, district de Challans ; Madeleine, Rose et Angélique GUIDENIT, Rose RIGOLADE, veuve PETIT, Véronique ANCELIN, Jeanne ESNARD, veuve, toutes du même lieu ; Marie JUILLET, de Pouzauges, district de la Châtaigneray ; Catherine DOUCET, veuve PORTEAU, de la commune de Saint-Paul, district de Chalans, Vincent GUERIN, cordonnier, et Marie VOISIN, sa femme, de Palluau, même district, Jacques BERTHOME, de Varaize ; Marie LUCHET, veuve BRISSONNET, femme de Jacques CAILLOU du Loulay, et Catherine-Victoire-Ferdinand d'Arthaud, femme DUBOIS, de la commune de Landes, district d'Angely-Boutonne, seront envoyés sous bonne et sûre garde à la Conciergerie de Paris et traduits au Tribunal Révolutionnaire où ils seront mis en jugement.

L'accusateur.

Maison d'arrêt des « Quatre Nations ».

Ecrou du 8 brumaire, an VI.

Par arrêté du Comité de Sûreté Générale.

Guillotin Joseph-Ignace,
né à Saintes, district *idem*,
Département de la Charente-Inférieure,
Médecin,
Marié,
âgé de 57 ans,
Taille : 5 pieds 3 pouces,
cheveux, sourcils blonds,
front découvert,

nez long,
yeux bleus,
bouche moyenne,
menton large,
visage ovale.

Prévenu d'avoir pris part aux événements des 13 et 14 vendémiaire dernier et mis en jugement.

En liberté par ordre du Comité de Sûreté Générale le 13 brumaire, an IV.

Archiv. nat., F. 3303.

LIVRES ET REVUES

Recueil de la Commission des Arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, tome XX, janvier-avril 1924. *Extrait du registre des délibérations du district de Saintes* (à propos de l'application de la Constitution civile du clergé).

Cette livraison comprend en supplément ; *La Vie de saint Vivien, évêque de Saintes*, par Mgr E. Barthe. (à suivre).

Revue Bleue du 20 septembre 1924, contient le poème *Athènes à Saintes* de Mme la duchesse de Rohan, récité le 12 août 1923 par Madeleine Roch en prologue à la tragédie *Heracles* de M. Berton.

Au couchant du soleil la Béotie accourt
Dans notre antique arène en clamant son amour,
Célébrant le poète en verve dont la lyre
Ressuscite pour nous le grand art qui se mire
Dans la source où jadis puisèrent les aïeux.

.....
Tout l'éclat de la Grèce et la rigueur des dieux
Dans la douce Charente ici près de nos yeux.
Protégeant les gradins de son souffle mystique,
Le clocher, flèche grise et de ligne esthétique,
En confiant au vent les sons harmonieux
Des cloches, cris perlés d'un rosaire précieux,
Retient alors sur lui d'une blancheur de pierre
Les rayons que Phébus jette à terre entière,
Mais bientôt Astarté va chasser le soleil
Le saphir règnera submergeant le vermeil.

.....

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, tome L., p. 288.

1767, 17 mai. Brevet qui permet à Marguerite de Morel de Thiac, veuve d'André Green de Saint-Marsaud, Chevalier, Seigneur de Salignac et de Courpignac en Saintonge... de vendre une petite terre appelée Fond-Grenon, près La Tour blanche, en Angoumois, de la valeur d'environ 40.000 livres pour faire emploi du prix à l'acquisition de la terre de Lussinet, paroisse de Didonne, en Saintonge, qu'elle destine à tenir lieu de légitime à l'une de ses filles, mais qu'étant issue de parents qui ont fait profession de la R. P. R. elle ne pourra valablement procéder à cette aliénation sans l'expresse autorisation de S. M... ce que S. M. permet.

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine tome I. (1923).

Sigillographie des évêques de Rennes, Les mégalithes et leurs légendes.

A noter pour la rapprocher de celle de notre Terrier de la Fade la légende de Locmariaquer (Morbihan). Tumulus de Marré-er-H'roek.

Une pauvre femme veuve attendait chaque soir, depuis des années, à la pointe de Kerpenhir l'arrivée de son fils embarqué pour les pays lointains. Un jour, comme elle rentrait chez elle, une vieille femme entendant ses plaintes, lui conseilla d'amonceler un gros tas de pierres, afin d'y monter pour découvrir le navire attendu. Pendant la nuit, elles apportèrent des cailloux dans leur tablier. Au matin, la bretonne fut effrayée de l'énorme butte qu'elles avaient entassée, mais l'autre la rassura, l'aida à monter au sommet d'où la mère consolée aperçut le vaisseau de son fils.

A Plaudren, un tumulus a été formé par une vieille femme qui apporta dans son tablier des pierres qu'elle prenait à une lieue de là.

Archives historiques de la Gironde, tome LIII. *Registre des assemblées consistoriales de l'Eglise réformée de Bordeaux...*, p. 100 « subvention de 100 liv. en faveur de M. Gibert, l'aîné, pasteur des Eglises de Saintonge, qui a commencé d'établir un petit Séminaire pour former de bonne heure aux études quelques jeunes enfans en qui on trouverait des dispositions ». Le document entier donne quelques renseignements qui ne sont pas indifférents pour l'histoire du protestantisme en Saintonge au XVIII^e siècle.

Bulletin de la Société archéologique du Vendomois, 1923. Les Dissidents vendomois de la petite église, par l'abbé Chesneau, p. 17. Lettre du cardinal Fesch à l'empereur, datée du 18 août 1807 en faveur de Mgr de Themines, ancien évêque de Blois : « Sire... M. de Coucy, ancien évêque de La Rochelle, avait été arrêté en même temps que lui (Themines) ; mais il a obtenu depuis longtemps son élargissement. On ignore quelle a été la cause de l'emprisonnement de ces deux prélats ; mais je crois qu'on les soupçonne d'entretenir des divisions dans leur ancien diocèse. Ce qui le fait présumer, c'est qu'en donnant la liberté à M. de Coucy, on a exigé de lui qu'il n'écrivit pour aucune affaire ecclésiastique dans son diocèse. On assure que depuis le rétablissement de l'Eglise de France, ce savant prélat est parfaitement d'accord avec les évêques qui régissent l'Eglise gallicane... »

Revue du Bas-Poitou 1923. Les anciens évêques de Maillezais par M. Max Martin.

M. Dailliez raconte dans les *mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai* (tome LXXI) une bien curieuse histoire de deux menhirs connus sous le nom de Pierres jumelles, (4 mètres de haut) qui, renversées par leur propriétaire en 1850, furent achetées par la Société d'Emulation, au mépris de tout droit, puisqu'elle n'avait pas la capacité légale, au prix de 250 francs un are de terrain compris.

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français 1924. M. Ch. Serfans étudie L'Eglise réformée française et l'église luthérienne française de Stocklom.

L'histoire de l'établissement des protestants français en Suède peut se diviser en trois périodes : Wallonne (1632-1686), anglo-française (1696-1741). Pendant la première, les réformés vivent sous la protection de Louis de Geer et de ses fils, personnage très important : conseiller financier de Gustave-Adolphe, etc., mari de Adrienne Gérard, qui appartenait à une famille originaire de la Rochelle. Il mourut en 1652.

Etat des réfugiés au Pays de Vaud après la Révocation : de Guimps (Angoulême), de Luze (Chalais, Saintonge), Drouillard (Saintes), Dugué (La Rochelle) ; Saulnier de Cognac à Orbe.

M. H. de Peyster retrace à propos du centenaire les *origines françaises et flamandes de New-Yorck*,

Un premier groupe de wallons s'établit sur l'île Manhattan vers

1620. Survint un second groupe de dix autres wallons sous la conduite de Jessé de Forest. Parmi eux était « un jeune étudiant en médecine de l'Université de Leyde, le Saintongeais Jean Mousnier de la Montagne, qui allait, pour le compte de la Compagnie des Indes occidentales, reconnaître la côte de Guyane... Quelques années plus tard, Jean de La Montagne, devenu un savant médecin huguenot, partait pour la Nouvelle-Avesne (nom donné par les premiers prisonniers à leur fondation en souvenir de la ville natale de leur chef) ses études achevées, emmenant avec lui Rachel de Forest, la fille de Jessé, qu'il avait épousée à Leyde en 1626... » (Voir sur le *Premier nom de New-York Christianisme au XX^e siècle*, 25 décembre 1924. M. Reveillaud tient pour Nouvelle-Avesne). M. de La Roncière croit à Nouvelle-Amsterdam mais que le nom d'une agglomération voisine New-Haven a pu faire croire à Nouvelle-Avesne. (*Bul. Soc. Prot. fr.* janvier 1925).

Lefebvre des Noëttes (Commandant). *La Force motrice animale à travers les âges*. Paris Berger-Levrault 1924 in-8 de 132 pages et 80 planches hors texte. 20 fr.

C'est une histoire de l'attelage. La force motrice animale existait à peine dans l'antiquité, l'attelage antique différait du nôtre non seulement dans son aspect mais dans son principe, ses organes et son rendement effectif. La force de l'animal de trait ne fut captée qu'au x^e siècle. Pourquoi cette lente évolution. Une seule réponse dit tout : l'esclavage. Les quelques exemples d'attelage à brancards sont exceptionnels. Le vieux principe de traction par la gorge, très défectueux et n'utilisant qu'une faible partie de l'énergie disponible, continua de dominer. Un seul exemple d'attelage en file (Langres). Les documents byzantins montrent la bricole et l'adjonction d'une selle sur laquelle repose le joug.

A partir du x^e siècle seulement on voit apparaître le système moderne d'attelage du cheval avec collier d'épaules, la ferrure à clous et le dispositif en file. L'attelage à un seul cheval dont les anciens ne pouvaient guère se servir, devint un des plus usuels. Le harnachement moderne devint la règle au xii^e siècle ; à la même époque paraît la bricole qui fut employée concurremment au collier d'épaules. Les carrosses munis de ressorts de suspension et d'un avant-train tournant se rencontrent d'abord au xvi^e siècle en Allemagne.

Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres 1924, p. 161. M. Alfred Jeanroy lit un mémoire sur un sir-

ventès d'Amoros del Luc, relatif à un projet d'expédition anglaise en Poitou. Cette pièce, qui nous est parvenue sous une forme très altérée (dans le mss Campori) a été publiée en 1901 par M. G. Bertoni et tout récemment par M. Schultz-Gora (*Provenzalische Studien* II. Berlin et Leipzig 1921, p. 119). Des dates proposées par ces deux éditeurs (1225 et 1228) aucune ne peut être acceptée. La pièce, qui présente l'invasion comme tout à fait imminente, n'a pu être composée, au plus tôt, qu'à l'automne de 1229 et ne l'a été, très probablement, qu'au printemps de 1230. Elle a en effet pour inspirateur Pierre Mauclerc, qui avait déterminé le roi d'Angleterre à différer l'embarquement jusqu'à cette date.

L'auteur promet au roi anglais le concours d'un certain nombre de barons des provinces de l'ouest, désignés par les noms de leurs fiefs. Malheureusement, presque tous ces noms sont gravement altérés et par conséquent difficiles à identifier. La plupart sont contenus dans les vers suivants :

e digatz li que si de fai vengues.
Que sei foran Maurestain e roains
e Mirabel e pent a sa devisa
e perdonaz alonraterangos.
e soizera rochafort e males
e bar sueis e coares e sulisa
e fora sieu Sirax e Sillinainz.
e la marcha el comtat daigunes.

Quelques identifications très heureuses ont été proposées par M. Schulz-Gora, celles, notamment, de *Pent* à Pons (au ^{xiii} siècle *Pont*), de *Perdonaz* à Parthenay, de *Coares* à Thouars (*Toartz*) de *Sulisa* à Soubise, de *Sirax* à Civray (*Siurax* chez Bertran de Born), de *Sillinainz* à Lusignan.

Mais il a été moins bien inspiré en ce qui concerne quelques autres : *Maurestain* est Mortagne-sur Gironde, non Mortain ; *Roains* est Royan, non Rouen, dont la forme provençale est *Roan* (avec *n* stable) ou *Roam* ; *Lonrat* est, non Saint Léonard-en-Limousin, mais, comme le suggère M. Ch. V. Langlois Jonzac.

Les mots *bar* et *sueys* ont été séparés à tort par le scribe ; il faut corriger *Barsueir(a)* et entendre Bressuire. Le mot *Soizera* ne désigne pas une localité ; il faut corriger en *sei* (ou *sieu*) *fora* « à lui seraient » algunes doit être corrigé en *Engolmes*. Restent à identifier *Rangos*, *Males* (corr *Malos*) *Domanz* (qui ne peut-être Le Mans).

Le docteur Milwan Gavazzi vient de publier dans la *Narodna starina* (antiquités nationales) revue historique et ethnographique des *Slaves méridionaux*, une très curieuse étude sur l'énigmatique SATOR AREPO dont l'inscription ne se trouve pas seulement en Saintonge, mais aussi en divers lieux en France et à l'étranger. Avant lui, en 1914, un allemand, le Dr Seligmann, l'avait traitée (Die satorformel).

Le Dr Milwan Gavazzi a repris et complété l'étude du Dr allemand. Son article très documenté, (*sator formula u juznih slavena*) est un exposé synthétique de l'histoire de la formule SATOR

D'après l'auteur slave, c'est une formule magique très répandue dans toute l'Europe et même au delà. En s'appuyant sur les nombreux documents que le savant a recueilli surtout chez les Croates et les Serbes, on peut suivre à travers les diverses contrées la migration de la formule *Sator* ses différentes formes et son emploi varié.

Les documents produits dans l'article de la *Narodna starina*, montrent, en effet, toute une série de variantes de la formule SATOR; les unes vulgaires, communes, les autres correctes, d'autres enfin absolument dénaturées dans lesquelles on distingue difficilement le texte primitif. Il y en a en caractères latins, d'autres en caractères cyrilliques; on en remarque une particulièrement en caractères glagolitiques, ou vieux-croate. Les plus anciennes formes connues jusqu'ici, datent du xvii^e siècle et a probablement poussé ses racines les plus profondes en Bosnie et en Serbie. D'après l'examen graphique l'on peut suivre l'infiltration de la formule chez les Slaves du Sud. Elle serait venue à la fois par l'Europe occidentale et par les Balkans.

Cette formule magique, dit le Dr Milwan Gavazzi « est ordinairement écrite en 25 champs qui constituent un carré sur l'écorce du pin ou sur une feuille d'arbres.

« C'est un sortilège (conjuración) contre la rage chez les hommes et chez les animaux et contre les maux de tête. »

Ne serait-elle point aussi efficace contre d'autres maux et ne serait-ce point pour cette raison qu'on la trouve placée dans une ferme en Saintonge. Enfin, si elle conjure les maux de tête, cela expliquerait sa présence dans un escalier monumental comme à Blois ou à Amboise, afin de préserver du vertige.

LÉONCE GRASILLIER

Revue du Bas-Poitou 1924.

M. L. Chaigne publie une étude sur M. Eusèbe de Bremond d'Ars (né à Paris le 8 avril 1888) secrétaire général des *Cahiers de l'Amitié de France*, auteur d'un volume de vers *Tilleuls de Juin*, frère de M. Guillaume de Bremond d'Ars, fondateur de *La Plume politique et littéraire*.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LXXI, 1^{re} livraison (1924). Une importante étude sur le *métayage en Limousin du XIII^e au XVI^e siècle*.

Bulletin de la Société polymathique du Morbihan 1924. Important article de M. Louis Marsille sur *Sous-Sol et préhistoire, nos monuments et leur mobilier* dont l'intérêt n'est pas limité à la région du Morbihan.

Revue des Etudes anciennes, tome XXVIII (p. 25). M. Seymour de Ricci étudie *Deux Nouveaux Milliaires de Claude*. On en connaît onze dont celui de Chadenac.

Dans le *Bulletin et mémoires de la société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, tome LI (1924), le président signale (séance du 12 juin 1923) un article de M. Pellisson, dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (6^e liv. 1923) sur le patois de la Saintonge, dont beaucoup de mots ressemblent à ceux du patois de Rennes.

Dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie* 1924, p. 189, on lit dans le trousseau d'une religieuse de l'Hôtel-Dieu de Corbie (1522) qu'il y a des *devanteaux* ou tabliers.

Toute la France aurait-elle adopté le patois saintongeais ? On a bien prétendu qu'Adam et Eve le parlaient ! On aimerait à avoir quelques documents au moins épigraphiques ?

Bulletin de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier 1924. *Quelques silhouettes Montpelliéraines du dernier siècle* par M. Etienne Gervais, notamment Anatole Boucherie qui, quoique né à Angoulême est appelé Saintongeais. « Il parlait d'une voix grave et douce, avec ce joli et mesuré accent de Saintonge, si différent des méridionales exubérances du nôtre, et c'étaient un charme et un profit de l'écouter ».

Intermédiaire des chercheurs, 10 juin 1924.

Il existe à Niort une famille Harpedane de Belleville qui descendait du sénéchal de Saintonge.

Revue Mabillon. Janvier-mars 1925 .P. GUÉRIN : *Les amortissements d'Alphonse de Poitiers*, additions et rectifications au travail

de Boutaric sur le même sujet (*Saint Louis et Alphonse de Poitiers*).

Ile-d'Oléron, aumônerie Saint-Jacques, 1248 novembre. Compte du Bailli de Poitou.

Ile-de-Ré, cisterciens. 1268, 21 janvier. Lettres patentes de l'abbé (Archiv. nat. J. 190^b., n° 98. *Archiv. Saintonge*, t. X, p. 334.

Magné. Charte d'amortissement S. D. ; 1269, 26 mars ; Lettres patentes du prieur (Archiv. nat. J. 191, n° 102. *Documents pour servir à l'histoire de la Saintonge dans le Cabinet historique*, t. XIV, 2^e partie (1868), p. 168, n° 336. *Layettes*, t. IV, n° 550. La mention de la forêt de Baconnais prouve qu'il s'agit de Magné (Charente-Inférieure).

La Rochelle, dominicains. 1268, 24 mai. Ordre au sénéchal de Saintonge de déterminer les droits du Comte sur des immeubles acquis pour l'agrandissement du couvent (*Correspondance admin. d'Alph. de Poitiers*).

Sablouzeaux Augustin, 1251. Enquête contre les fonctionnaires poitevins. Jean Levillain déclare que l'abbé a acheté de Guillaume Geoffroy des biens près de Saint-Just, que omnia movebant a feodo domini comitis Pictavensis et inde minoratum est feodum (Rouleau. Arch. nat. J. 750, n° 14, 1267. Charte générale d'amortissement. Lettre de l'abbé (*Correspondance*, t. I, p. 115).

Sainte Gemme, bénédictins, 1251. Enquête contre les fonctionnaires poitevins : Jean Levillain déclare que le prieur a acquis de Guillaume Geoffroy, des landes, près de Broue. (Rouleau Arch. nat. J 750, n° 14).

Autre : Guillaume Geoffroy déclare que « pater suus dedit in elemosinam priori de Sancta Gemma quoddam quarterium lande in infirmitate positus qua decessit, et ut idem Guillelmus qui loquitur assentiret, idem prior dedit eidem G. 20 s. (*Ibidem*).

1258-1259. Comptes de recettes (Registre des comptes Arch. nat. J 317, fol. 15).

Saint Léonard des Chaumes, cisterciens. 1267, 23 décembre ; Lettres patentes de l'abbé (Arch. nat. J 190, n° 53). Boutaric, p. 439. *Layettes*, tome IV, n° 5338.

Saintes, Chapitre, 1263, 6 août. Lettres patentes de l'évêque et du doyen déclarant que les immeubles nouvellement acquis par le chapitre, puis saisis par le Sénéchal de Saintonge, leur ont été restitués, et promettant de rendre ceux-ci au comte à toute réquisition Cum fructibus inde perceptis (Arch. nat. J 191, n° 119 *Layettes*, t. IV, n° 4863). 1269, 15 sept. Ordre au Sénéchal de Saintonge de saisir les acquisitions faites par le chapitre depuis 30 ans et de négocier le paiement des droits.

(*Correspondance*, t. I, n° 1118. Boutaric, p. 337 (date fausse).

Surgères, aumônerie, 1248, novembre. Compte du bailli.

Trizay, bénédictins, 1269, 27 mars. Lettres patentes du prieur (Arch. nat. J 192^a, n° 54. L'initiale du nom a été lue P. au lieu de T.

QUESTIONS ET RÉPONSES

N° 243. — *Les Ventres rouges*. — *L'Indépendant de la Charente-Inférieure* du 10 décembre 1924 a reproduit un article de M. Dyvorne paru dans le *Royan*, intitulé *Les Ventres rouges*. L'auteur tente d'expliquer ce surnom appliqué aux Saintongeais et il en trouve l'origine dans un passage de chronique du xiv^e siècle « Pour s'assurer, dit-il, quelque sécurité (pendant que la Saintonge était occupée en partie par les Anglais) dans leurs travaux agricoles (les habitants des bourgs), dans leurs voyages, ils devaient avoir des sauf-conduits délivrés par l'autorité anglaise. « En tielle forme ung chascung et aultres qui avoient à besoigner alloient et venoient à leurs besoignes et affaires », dit un chroniqueur du temps... Ceux qui les obtenaient (les saufs conduits) devaient pour ne pas être inquiétés par les autorités anglaises, porter une *écharpe de couleur voyante* qui leur servait de ceinture. « Et alloient et venoient là et là le dict pays en portant escharpe ».

M^r Dyvorne eulève toute valeur à sa citation en omettant de nommer la chronique où il a pris ce passage dont il tire argument. De plus pourquoi interprète-t-il *couleur voyante* par rouge ? le bleu, le vert, le blanc ne sont-ils pas couleurs voyantes ?

Il faudrait pourtant en finir avec cette vieille question. Bourignon affirme que cette expression peut revendiquer la *plus haute antiquité* puisque, prétend il, « l'étymologie de ce surnom remonte à une époque presque aussi reculée que l'autre », c'est-à-dire celle du nom des Santones. Il termine sa dissertation sur la couleur rouge, « la plus agréable aux Dieux » par cette conclusion : « Il n'est donc pas étonnant que les Saintongeais qui avaient une consistance politique avant la conquête des Gaules, que ces peuples libres et fiers, aient conservé le surnom de *Ventres rouges*, qui annonce à la fois l'antiquité de leur origine et leur caractère belliqueux. »

Les Saintongeais se sont calmés depuis, ils ont dégénéré, car ils sont bien pacifiques aujourd'hui, ennemis du tapage et quelque peu apathiques et nonchalants, si on en croit certains observateurs.

Le comte Pierre de Bremond a excellemment écrit (*Bulletin-Review*, tome IV, p. 153). « Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas craint le ridicule inséparable de l'expression *Ventre rouge* ? il a déployé, sans doute, beaucoup d'érudition pour farder ce vieux sobriquet des comères d'un verni antique ; mais le fait est qu'avant le passage à Louis XIII par Saintes, en 1624, époque à laquelle, pour faire honneur au prince, les habitants formèrent des compagnies de milice bourgeoise dont l'uniforme était une veste rouge. Il est impossible de montrer qu'on ait jamais donné à nos ancêtres un surnom tout aussi convenable à leurs braves voisins les Vendéens et les Bretons »... Avec plus de sens que la précédente cette explication n'est qu'une hypothèse sans base.

En réalité, personne, jusqu'à présent, n'a cité un seul texte ancien où les Saintongeais d'une partie quelconque du pays, fussent appelés *Ventres rouges*.

Toutes les explications tirées du vêtement rouge des femmes travaillant aux claires ou des sauniers sont fantaisistes, (*Revue XVI*, p. 223, *Intermédiaire des Chercheurs*, t. XXXII, p. 9). D'autres peuples aiment le rouge ! les Anglais ! Sont-ils ventres rouges pour ça ?

Une autre solution que son auteur n'a pas osé signer. (*Bulletin XVI*, p. 146) est du pur roman.

Faute d'un texte, il est impossible de savoir à la suite de quelle circonstance ce *chaffre* a pris naissance et de lui fixer une date. Il est toutefois permis de faire des rapprochements qui écarteront définitivement la *rougeur* des habitants des côtes ou d'ailleurs.

D'abord il paraît qu'à Rochefort on connut les *Ventres verts* (*Bulletin XVI*, p. 302). A qui faut-il attribuer une écharpe, un pantalon, une ceinture ou un jupon vert ?

Il conviendrait de savoir la signification du mot ventre !

Il y a vingt ans les jeunes femmes se coiffaient en petits *ventres affamés*. Pourquoi ? parce qu'à l'exemple de la jolie danseuse Cléo de Mérode elles se faisaient avec leurs cheveux des bandeaux qui cachaient leurs oreilles. Or ventre affamé n'a pas d'oreilles ! C'est de l'esprit de la Butte.

Dans *Ventre Saint-gris*, *Ventre bleu*, il n'existe aucune couleur. On sait que le juron favori d'Henri IV est une corruption de *Ventre-Saint* du Christ et que le second descend de ventre Dieu, de même que *Corbleu* est une contraction de corps de Dieu.

Comme il était défendu sous les peines les plus sévères (péccement de la langue au fer rouge !) de blasphémer le nom de

Dieu, il n'est pas interdit de croire qu'en la circonstance ventre remplace *nom*... D'ailleurs, le mot est incorporé à bien d'autres jurons : Ventre goy, Ventre Saint Christoli, Ventre Saint Georges.

Mais voici des frères très laïcs des Ventres Rouges !

A Arles, le peuple, au ^{xvii}^e siècle, émit, à propos de rivalités entre les anciens nobles et les nouveaux, les épithètes de Ventres pourris et Basalois ! Aux vieux nobles fut attribuée la première et aux jeunes la seconde. *Bulletin de la Société des Amis du Vieil Arles*, tome IV, (1906-07) p. 188-200). Si Bas-aloi se comprend, on ne saisit pas la raison de l'autre mot.

Faut-il assimiler nos ventres rouges aux ventres pourris ?... Peut-être !... C'est une hypothèse nouvelle. En tout cas, le sobriquet ne remonte certainement ni aux Santons ni aux Romains. L'absence d'un texte ne permet pas de le dater, mais on peut, sans audace, le croire d'époque relativement récente et remiser les culottes des pêcheuses ou les écharpes des cultivateurs au vestiaire des accessoires de mascarade.

CH. D.

QUESTIONS

— Un ami, ancien commandant de vaisseau, me demande des renseignements sur le *Régulus*, navire de guerre français incendié en Gironde, 1814, par son capitaine, pressé par les Anglais et menacé d'être pris par eux.

Avez-vous quelque chose là-dessus ? sur le lieu ou à peu près, où se trouvait le vaisseau et les diverses circonstances qui ont accompagné sa destruction. Les vieillards me disent ici que les anciens leur en ont parlé et ils s'accordent à affirmer que le fait s'est passé devant Talmont. Des lettres disent que des débris échoués sur les bancs et sur la côte, y furent constatés pendant longtemps. Et où pensez-vous qu'on puisse trouver quelque chose à ce sujet ?

P. F. SEGUIN, Curé de Talmont sur Gironde.

ADMISSIONS

M. l'abbé Barbotin, curé d'Echillay.

Bibliothèque Saint-Sulpice, M. Ægidius Fauteux, bibliothécaire Montréal (Canada).

AVIS ET NOUVELLES

M. Ch. Dangibeaud est promu officier de l'Instruction publique.

M. Gabet est nommé officier d'Académie.

Compte rendu financier au 31 Décembre 1924

Actif :		
En caisse au 1 ^{er} janvier 1924.		429 46
En banque (1).		3252 52
Cotisations de 1923.		13 50
" 1924.		2088 45
" 1925.		26 25
Vente de bulletins.		22 »
Vente de volumes.		777 »
Remboursement de frais d'impression.		15 »
Don en remerciement de recherches historiques		10 »
Rentes de la Société pour l'année 1924.		780 32
		7414 50
Passif :		
Impression du bulletin.		2562 61
Frais de bureau et imprimés.		19 »
Frais de correspondance.		59 75
Timbres de quittance.		21 »
Assurance.		42 05
Frais divers.		79 35
Fête du cinquantenaire.		277 60
en Caisse	en numéraire.	1 25
	au compte de chèques postaux.	19 05
	à la banque.	1032 84
	en bons de la défense.	3300 »
		7414 50

Sont classés comme monuments historiques : l'église de Burie, le clocher de l'église de Thairé d'Aunis, l'église de Bords (18 février)

Sont inscrits sur l'inventaire des monuments historiques : le clocher de Meschers et l'église de Cozes.

Nous avons annoncé, en décembre dernier, l'institution d'un concours pour une œuvre théâtrale qui serait jouée aux arènes. La nouvelle est aujourd'hui officielle. Le règlement est publié.

(1) Rappel des sommes encaissées par la banque et représentant les rentes de la Société mises en réserve.

Les principaux renseignements que nous avions étaient exacts. Il semble toutefois que le romain et le grec ne soient pas réprouvés sans rémission. La condamnation n'est pas prononcée. On « *désire* faire apprécier des œuvres se rapportant à d'autres époques ou à d'autres milieux historiques, avec la fin du moyen-âge comme limite extrême. »

La pièce sera en vers en trois ou quatre actes, pourvu qu'ils ne dépassent pas trois heures, entr'actes compris. Figuration à volonté ; la musique de scène pourra y être adaptée.

Le Jury sera présidé par M. Antoine : 5.000 francs sont accordés au lauréat, ses droits d'auteur réservés ; Dépôt du manuscrit en quatre exemplaires avant le 25 décembre 1925.

En attendant, on annonce pour Août de cette année deux soirées avec *Rome vaincue* et Lofe Fuller.

M. l'abbé Richoux, curé de Saint-Maurice de La Rochelle, a fait placer dans le cimetière de cette paroisse un Christ soutenant du bras gauche la croix et montrant de la main droite le Ciel, œuvre du statuaire Arthur Guémot.

La Charente-Inférieure du 5 août 1924 publie trois rapports intéressants sur l'accroissement en 1923 des Musées d'Orbigny et du Musée municipal, et sur le mouvement des livres à la Bibliothèque municipale, à la Rochelle.

Le début littéraire de Pierre Loti. — En compulsant par hasard une ancienne publication : *Sur terre et sur mer*, qui devait devenir plus tard le *Journal des Voyages*, l'attention de M. Emile Ripert fut attirée par un article inséré en tête du numéro du 4 septembre 1875. L'article, signé Julien Viaud, officier de marine, daté du 3 janvier 1872, était intitulé : *L'Ile de Pâques, journal d'un sous-officier de l'état-major de « La Flore »*. L'article se continuait dans les numéros des 11 et 18 septembre. M. Ripert se reporta aussitôt, après cette découverte, à la bibliographie donnée dans son beau livre sur Pierre Loti, par M. Serban. A sa vive surprise, il constata que l'écrit mentionné par son biographe comme étant le premier de Loti aurait été l'étude sur Nuka-Hiva publiée par l'*Illustration* des 20 septembre, 4 et 11 octobre 1873. M. Serban ne cite d'ailleurs pas l'article sur l'Ile de Pâques paru dans *Sur terre et sur mer*, ne mentionnant que celui qu'a inséré, sur le même sujet, la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1889. M. Ripert expose ces faits dans un très intéressant article de la *Revue mondiale*. Par une attentive comparaison des deux articles, il est

conduit à conclure, en dépit des différences qu'ils présentent, que celui de 1889 est manifestement une reprise de celui de 1872. Ce serait donc là le premier écrit connu de l'auteur de *Mon frère Yves*. Mais le rapprochement des deux textes permet, d'autre part, de constater l'évolution du talent de l'écrivain entre une œuvre de jeunesse, plus substantielle peut-être, et la refonte qu'il en fait à vingt-cinq ans de distance, en pleine maîtrise de son art. M. Ripert montre en outre fort bien que c'est une erreur de croire que le style de Loti « ne lui a donné d'autre peine que celle d'une transcription aisée de ses observations directes. Qui étudiera de près le remaniement de *L'Île de Pâques* ne pourra souscrire à cette facile opinion. »

A 50 kilomètres au large de l'île de Ré des pêcheurs lorientais ont ramené dans leurs filets une amphore romaine mesurant 1^m10 de hauteur. Ils l'ont apportée à la Rochelle.

La commission de glaciologie et d'hydrologie des Pyrénées a émis le vœu suivant :

« Considérant qu'il serait de la plus grande utilité d'avoir, pour les principaux glaciers mis en observation par les soins du ministère de l'agriculture, des photographies prises en avion, parce qu'elles fournissent sur l'état de l'enneigement des précisions incomparables,

» Emet le vœu :

» Que les aviateurs du groupe de Pau, autorisés par M. le ministre de la guerre à prêter leurs concours aux topographes pyrénéens en 1924, dans la région du Vignemale, soient également autorisés à survoler le glacier « Las Néous » (Balaïtous) et les glaciers du Taillon et de la Brèche de Roland (Gavarnie), et à en prendre des photographies qui compléteront les levées topographiques que M. Gaurier doit exécuter sur le front de ces glaciers, en 1924, pour le ministère de l'agriculture. »

Après avoir exécuté des travaux de sondage et mesuré le débit des lacs pyrénéens d'altitude, M. l'abbé Gaurier a, en effet, commencé l'étude des grands glaciers des Pyrénées centrales, réservoirs naturels de notre houille blanche, dont il importe — autant pour l'agriculture que pour l'industrie — de connaître le fonctionnement et l'importance des déversoirs.

On a fait à Echillais des découvertes intéressantes en ce qu'elles

prouvent l'existence d'une villa gallo-romaine : pavage, foyer d'hypocauste, monnaies, bassin dont les côtés sont construits avec des briques et tuiles.

M. Gaston Balande est nommé Chevalier de la Légion d'honneur. Le si intéressant *Bulletin de la Vie artistique* (Bernheim-jeune, éditeur), publie (15 avril) dans son enquête sur *Ateliers et petite Chapelles*, l'opinion de M. G. Balande, qui se résume ainsi : « Je pense qu'à notre époque, où la ressource de travailler et d'apprendre son métier dans l'atelier d'un maître n'existe pas, il est préférable de travailler seul. Au moins ainsi on ne contaminera personne, et si l'on possède quelque qualité, aucune influence directe n'en entravera le développement. »

Cette opinion est illustrée de la reproduction d'un tableau « *l'usine*. »

Le *Bulletin religieux* du 28 février 1925 donne un résumé des travaux de restauration exécutés et à exécuter à l'église de Montils. On a déjà dépensé 20.000 francs, dont 11.000 fournis par l'Administrateur des Beaux-Arts et le reste par le curé, la paroisse et le conseil municipal. Une économie de 2.500 francs prélevée sur le devis, ajoutée à des ressources provenant des fêtes en vue, permettra de restaurer la façade et de commencer d'autres travaux extérieurs. On a constaté des restes de fortification.

Dans ce même numéro on lit la bénédiction, le 1^{er} février, par Mgr Curien, d'un clocher en ciment armé, « ressemblant encore à un château d'eau », à Chaillevette, en remplacement d'un beffroi en bois que l'abbé Couturaud avait fait monter en 1881 et 1888, démoli en 1922, par prudence. M. l'abbé Bel recueillit 12.000 francs, parmi ses 335 paroissiens catholiques. La municipalité a donné le terrain.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* 1924, p. 85. M. Max Prinnet, président de la Société, retrace la vie de notre confrère M. Louis Delavaud.

Le 3 octobre 1924, à Malesco (Italie), est décédé M. Pietro Sotta, peintre, âgé de 92 ans, veuf de Besana Giuseppina, né le 20 avril 1832, à Malesco, fils de Giovanni Antonio et de Becaria Giovanni-Maria. M. Sotta a été professeur de dessin au collège de Saintes de 1864 à 1881, succédant à son oncle qui avait été aussi professeur de dessin pendant 20 ans.

Nous avons annoncé dans le dernier numéro le décès de M. P. Figerou, mort à Paris, âgé de 39 ans. La nouvelle nous en était parvenue en dernière heure.

Voici quelques lignes extraites de l'article que l'*Avenir* du 4 janvier lui consacra :

« Pierre Figerou nous était venu en ligne directe de cette presse de province qui est une si bonne école de journalisme : il ne comptait que des amis dans la presse parisienne. Ecrivain de bonne race, aux connaissances étendues et d'une grande droiture d'esprit, il aimait passionnément le rude métier qu'est le nôtre, et qui exige, aujourd'hui surtout, un labeur acharné et sans répit, dont le public ne se rend peut-être pas toujours complètement compte.

Figerou avait aussi le goût des beaux livres et des éditions d'art. Criminaliste d'une érudition sûre, il s'était constitué pour ses travaux personnels, une bibliothèque extrêmement intéressante qu'il enrichissait tous les jours : il possédait, dans cet ordre d'idées, des ouvrages devenus à peu près introuvables.

Il avait des projets d'édition, il laisse quelques ouvrages inachevés... La mort l'a pris en plein travail. Il est à peine permis de dire qu'elle l'ait surpris, car notre cher ami ne s'illusionnait plus guère sur son état de santé. L'année 1925 me fait peur disait-il... »

Le 12 février 1925, est décédée à Saintes, Mme Bourcy, née Gabrielle Jouanneau, femme de M. Bourcy, notaire à Saintes, âgée de 51 ans. Elle laisse un fils et une fille.

Le 26 février 1925, à Marseille, est décédé notre confrère M. Emile Maufras, notaire honoraire, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien président de l'Association amicale des anciens élèves de Notre-Dame de Recouvrance, secrétaire général de cette association.

M. Maufras s'est beaucoup occupé de préhistoire. Il a rédigé dans notre *Bulletin* (tome IV) un long mémoire sur le camp du Peu-Richard.

Le 21 mars 1925, Mlle Laure Martin de Bonsonge, âgée de 72 ans, est décédée à Saintes.

M. Gautier, architecte, inspecteur des monuments historiques de la Charente-Inférieure, est mort (25 avril), il était chargé de la restauration de l'abbaye.

MARIAGES

Le 11 février 1925, à Bordeaux, a été béni le mariage de M. Roland Normand d'Authon, avec Mlle Ginette Fulchi, fille de M. Théodore Fulchi, notaire à Bordeaux.

Le 12 mars, à Paris, a été béni le mariage de M. Maurice Firino-Martel, fils de M. René Firino, décédé, et de Madame née de Vaulserre, avec Mlle Elisabeth du Bouchage, fille du comte du Bouchage, décédé, et de Madame, née de Toustain.

... Mars. Le mariage de Mlle Odette Florentin, fille cadette de M. Arthur Florentin, avec M. Eugène Frappier, agent des Exploitations forestières de la Côte-d'Ivoire, a été béni à Sassandra.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *L'église de Marennes en Saintonge*, par feu M. Letelié ; *Le patois dans les actes officiels*, par M. M. Pellisson ; *Le gouvernement de Brouage et La Rochelle sous Mazarin*, par M. le Dr Sottas ; *Quelques vieux avis* (oculiste fabrication de pain) — *La Guillonée*, chanson publiée par M. Reveillaud ; *L'excursion du 30 juin*.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Ventres rouges ; le bossu lutteur de Saint-Jean-d'Angély.

LIVRES ET REVUES : *Les Poèmes prophétiques et les poèmes messianiques*.

AVIS ET NOUVELLES : Adhésions ; don de M. Martineau à la bibliothèque de Saintes ; représentations aux Arènes ; bateau de Saint-Paul ; Charente-Maritime ; monnaies gauloises à Rouffignac ; maison de Napoléon I^{er} à l'île d'Aix ; croix en pierre placée à Saint-Jean d'Angély.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. Domain , M^{me} d'Aiguières, M. Proust, M. Verneuil ; Mme de Chanaud.

MARIAGES : Chapsal-Chaumont, Ballano-Denis, de Lestrangle-d'Ussel, Taillinger-du Perier de Balzan, Guesdon-Martellière.

L'ÉGLISE DE MARENNES EN SAINTONGE (1559-1602)

De l'église de Saint-Pierre de Salles « en Marempnes », bâtie au xv^e siècle, il ne reste debout que le clocher, haut de 246 pieds, regardé par le maréchal de Vauban comme « un des plus beaux gothiques de France », écrit E.-Ch. Le Terme dans sa *Notice sur l'arrondissement de Marennes*. En 1602, l'abbesse de Saintes fit abattre le bâtiment fort détérioré.

Nous ne possédons rien se rattachant à la construction de ce monument, dont le caractère architectural tient lieu d'ailleurs d'acte de naissance. « Insoucians de leur propre gloire, les architectes ensevelissaient leurs noms dans les fondements des cathédrales (1). » Ce que nous savons, c'est que Renaud de Pons, auquel Charles V concéda l'île et bailliage de Marennes (1380), avec

(1) A. JEAN JANSSEN. *L'Allemagne à la fin du moyen âge*, t. 1. Traduction française par Mme E. Paris. E. Plon-Nourrit et Cie, 1887, p. 130 du Livre II, « *L'Art et la vie populaire*. »

tous les droits seigneuriaux qui y étaient attachés, fit sculpter ses armes sur le clocher de Saint-Pierre de Salles. Était-ce là l'indice d'une participation quelconque à son édification, ou bien, suivant la remarque d'Armand Maichin, une simple prise de possession de son nouveau territoire ? Nous serions assez de cet avis. L'opinion commune y veut voir les abbesses de Sainte-Marie de Saintes. Or, les droits de l'abbesse sur ce même territoire quoique antérieurs à ceux de la maison de Pons, étaient limités, et il est bon de s'y arrêter. La charte de fondation de l'abbaye (1047) les résume ainsi : « L'église de Saint-Saturnin, l'église de Saint-Just, l'église de Saint-Pierre de Sales qui est la paroisse de Marennes et le centre de la juridiction seigneuriale des dames abbesses dans le dit bourg, l'église de Saint-Martin de Cenzillac, avec celle de Saint-Laurent de Gua ; l'église de Saint-Pierre et de Saint-Eutrope de Broûe. Les fondateurs articulent formellement dans leur diplôme qu'ils entendent que l'abbaye jouira de la dixme entière de toute la terre de Marennes pour tout ce qui sera sujet à payer dixme ; ils désignent les confins de cette dixmerie par tout le territoire qui est enfermé entre... le canal de la Seudre et celui de Brouage, lequel territoire s'étend depuis le mont Aquilin... jusqu'au Chapuz (1). » Dans un aveu et dénombrement fourni par Jeanne de Villars, le 23 septembre 1472, les détails de cette fondation revêtent une forme plus précise ; l'abbesse délimite bien sa chose des terres du « seigneur de Pons », de « monseigneur de Cheissouz », du « seigneur de Brou. » Quant à la dîme, c'est bien celle « que nous avons et avons accoustumé avoir et prandre en toute la terre de Marempnes, c'est assavoir : dès Montaglin jusques au Chapuz, ainsi comme dire ladicte terre de Marempnes, entre les deux cheaux de Broage et de Seudre, tant en nostre terre que en toutes les terres et seigneuries des aultres seigneurs et vavassours de la dicte terre de Marempnes, soit en terres, vignes, maroyx, moulins, prés, boyx, rivières et en toutes autres chouses dont disme doit yssir et estre payée. » Elle avoue le « petit fieue... et grand fieue du port de Salles (aujourd'hui port des Seines) », le « village de Om-baze », le « village de la Chamède (la Chainade) », le droit de tenir « prison et aultre exécution. » « Item, ajoute-t-elle, le droit que nous avons d'ancienneté d'avoir et tenir foyre et marchez pu-

(1) *Histoire de l'abbaye... de Saintes...* par le frère Boudet, Bénédictin de Saint-Jean-d'Angély, dans *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, XII, p. 255.

blicz on bourg et terre de Salles en Marempnes... Item le droit que nous avons en et sur les églises de Saint-Pierre de Salles et Saint-Just, qui furent jadis données en aulmônes à nostre dit moustier de Xainctes, esqueulz églises nous prenons le tiers des offrandes des quatre festes adnuaulz... et en nostre église de Saint-Saournin (Saint-Sornin)... Item nos maroyx francs en la rivière de Seudre jusqu'à trente et unq livres. Item... en la rivière de Broage jusqu'à vingt-cinq livres (1). » Peu après cet aveu, Jeanne de Villars consentit, en 1477, à ses tenanciers, des baillettes qui garantissaient leurs droits et fixaient les redevances à payer à l'abbaye. Ainsi l'abbesse était donc dame de Saint-Pierre de Sales, jouissant des droits curiaux à elle concédés par Geoffroi Martel, et Agnès, sa femme, et de certains autres, auxquels le remboursement, en 1328, du capital de la rente due aux héritiers du comte de Blaye, lui donnait lieu de prétendre. A ce titre elle était plus intimement intéressée que son suzerain à tout ce qui se rattachait à la conservation, aux embellissements, et même à la reconstruction de l'église. Si l'on ne peut rien préciser à cet égard, s'il est même rationnel d'attribuer aux sires de Pons un concours effectif à cette œuvre magistrale, — qui n'est plus le clocher de 1380, — il est équitable aussi d'étendre la liste des bienfaiteurs, et d'insister sur les sentiments qui les ont tous guidés. « Tant et de si admirables églises » dit l'écrivain allemand déjà cité, et dont la remarque peut aussi s'appliquer à la France, « n'auraient pu s'élever, si dans toutes les classes, dans les familles comme dans les corporations, n'eût dominé l'esprit de foi, la vive ferveur. Ce n'était pas l'amour de l'art qui poussait les âmes vers la dévotion ; c'étaient le sentiment religieux, la culture religieuse élevée du peuple qui faisaient éclore les œuvres de l'art chrétien et en inspiraient l'amour. » (JEAN JANSSEN, *loc. cit.*, p. 141). Mais, dit-il encore, comme « l'art ne prospère jamais autant qu'aux époques où les esprits sont bien équilibrés, où les croyances sont vigoureuses » (p. 129) ; par contre « l'inspiration lui échappe dans la mesure où s'évanouissent la fidélité et la solidité du sentiment religieux, où la foi des ancêtres et les antiques traditions sont mises en oubli et méprisées » (p. 131). C'est pourquoi, après les luttes religieuses et politiques du xvi^e siècle, nous voyons l'abbesse de Saintes,

(1) *Archives historiques*, IV, p. 476-494. et *Recueil de la Commis. des Arts et Mont. de la Charente-Inférieure*, t. III.

Françoise de La Rochefoucauld, prendre seule l'initiative de relever les murs de l'église de Marennes, ruinée vers 1570, et affecter à ce travail les revenus de sa seigneurie.

Parmi les documents, un seul, datant de 1559, concerne l'église du xv^e siècle. C'est un marché entre Alexis Chauldier et Pierre Greneau, fabriciens, et Mathurin Baron, « maistre recouvreur d'ardoyze. » Le « corps du logis de l'église, est-il dit dans cet acte, est fort ruyné en sa couverture, tellement que la chappuze et potrye se pourrist et ruine en plusieurs endroitz. » Suit le détail des fournitures à faire par l'entrepreneur, tels que : « ardoyze, clous d'arrimage et de lattes, fétaulx, tuyble creuse, chaulx, sable, tables de planches pour couldre l'ardoyze. » Et tout cela, façon comprise, pour la somme de « sept vingt livres tournois. » Cette « ruine », causée par les dissensions civiles de l'époque, qui avaient paralysé le zèle des fabriciens, et qui commençaient à réduire considérablement le nombre des catholiques, était le prélude d'une destruction totale. Une assemblée capitulaire, tenue en 1591, dépeint l'état de l'édifice et la situation du culte à cette date. « Les catholicques de la présente paroisse, lit-on dans cet acte, qui sont en petit nombre, (1) sont presque tous pauvres gens qui n'ont terres ne marez. » Ils ont à « entretenir leur église qui est toute desmolie et par terre, sans ornemens et autres choses nécessaires pour ledict service divin. » Et pourquoi ces doléances ? C'est que « ceulx de la dicte prétendue religion, qui sont tous riches et oppulenz, ont envoyé à Bourdeaux pour présenter requeste à la cour de parlement, aux fains d'empescher

(1) D'après notice ou abrégé historique de la fondation des couvents des Récollets... en Guyenne, in-18, 105 pages, qui paraît avoir été écrite sur le vu de documents sérieux, la population de Marennes « avec ses dépendances » aurait été de 500 catholiques et 17.000 protestants, lorsque ces religieux vinrent s'y établir en 1628. Nos recherches personnelles nous ont permis de relever une moyenne annuelle de 100 baptêmes catholiques de 1585 à 1621. Elle s'élève à 160 de 1641 à 1647 ; chiffres dans lesquels il faut tenir compte des enfants appartenant aux paroisses voisines, et de ceux dont le lieu n'est pas toujours indiqué. Par contre, de 1564 à 1568, c'est-à-dire presque à l'origine de l'introduction du protestantisme au pays abonné, Charles Léopard venant d'y passer, et Nicolas Devaulx, alors ministre, ayant pour puissant auxiliaire Jehan Proust, docteur en médecine, la moyenne des baptêmes calvinistes est de 190 ; puis elle s'élève à 350 de 1631 à 1635. Elle s'abaisse ensuite à 200 de 1640 à 1650, pour tomber à 160 de 1674 à 1679. (*Archives de la mairie et du Greffe de Marennes*). En prenant pour base les derniers dénombrements qui donnent une moyenne de 150 naissances pour 5.000 habitants, on arrive effectivement au chiffre ci-dessus de 17.000. Mais aucune répartition exacte n'est possible pour les deux cultes, vu les provenances diverses des nouveaux-nés.

que la fabrique ne feust gouvernée par les fabricqueurs » et, « par ce moyen, faire cesser l'exercice de la religion catholique, apostolique et romayne. »

Mais déjà on avait préludé à une restauration. Les anciens murs latéraux ont été démolis, et les nouveaux reportés un peu au delà. Ils devaient émerger tout juste du sol quand, le 4 juillet 1601, Jehan de Broutesange, curé de Marennes, au nom de l'abbesse de Saintes, assisté de fabricqueurs, signa avec les nommés Jehan Levrault et Berthomé Réal, « mes massons », un marché aux termes duquel ces ouvriers « sont tenuz parachever de bastir et construire les murailles du grand et vieux temple de ce bourg, ainsi qu'elles sont commencées, pour les eslever de la haulteur et au nyveau des harcades qui sont en les longueurs des dictes murailles. » Il est sans doute fait allusion ici aux vieilles colonnes, encore debout, et aux arcades qui les surmontaient ; — colonnes et arcades qui disparaîtront sous peu, lorsque le successeur de Broutesange leur substituera des piliers, des arcades et des voûtes. Levrault et Réal étaient aussi « tenuz faire ès dites murailles, six vitraux, l'ung d'iceux d'entre qui est devant le grand hostel », et « racoustrer deux vieux vitraux. » Lors du règlement définitif de ces entrepreneurs, 19 octobre, il leur a été payé un « vitrault » en surplus. La dépense totale s'est élevée à 190 écus.

L'abbesse de Saintes n'a pas dit son dernier mot, elle désire « rendre à perfection l'édifice de la dite église. » Par un acte public du 9 octobre 1601, elle promet payer par avance, « ès mains de discrète personne » Jehan Vautcher, docteur en théologie, de l'Ordre des Frères Prêcheurs, successeur de Broutesange, la somme de « 400 escuz sols, revenant à 1200 livres, pour employer à la construction et rédification du vieulx temple, oultre et par dessus la somme de cent escuz par elle jà payés. » Mais elle exige que les fabricqueurs afferment les biens et revenus de la fabrique, et que le prix du bail serve « à la mesme réfection de la dicte église, soit pour la couverture, charpente, plomb, que autres choses requises. » Aussi Jehan Vautcher et les fabricqueurs s'empressent-ils de passer avec François Bréban, « maître tailleur de pierres », le 21 décembre 1601, un marché aux termes duquel ce dernier se charge de la « structure » de seize piliers, plus les voûtes et arcades qui lieront de part en part et de pillier en pillier, iceulx piliers de l'un à l'autre. « Ces travaux coûteront 400 écus. La pierre sera fournie par l'entrepreneur qui prend aussi pour son compte « chaux, sable, sintres et autres choses nécessaires pour l'érection des pil-

liers. » Le transport de la pierre reste à la charge des fabricqueurs. En outre, Bréban se servira « de la pierre de taille, laquelle il pourra prendre ès vieux pilliers et fondemons de la dicte église, moyennant que rien ne préjudicie ni aux murailles, ni au clocher. » Les matériaux seront rendus à pied d'œuvre par les catholiques ; les « pierres et billotz » viendront par gabares des carrières de Saint-Même « jusques au port des sène ou le Lindron. » Et « les dicts habitans délivreront audict Bréban un tonneau de vin pour l'entretien de ses ouvriers et compagnons. »

Antérieurement à ce second marché, Vautcher avait traité, le 15 octobre 1601, avec Pierre Catineau, « maître pierreur », demeurant à Saint-Même, pour une fourniture de six gabares de pierres de tailles « appellées vulgairement billotz », rendues et livrées « audessous du pont de Taillebourg, » faite, « la dicte vandition, moyennant le prix de 60 escuz. » Nous n'avons rien trouvé se rattachant au transport de Taillebourg à Marennes.

Un advenant du 25 février 1602 nous apprend que l'entrepreneur, n'ayant pas été approvisionné en temps « perfixé, » a réclamé, pour préjudice à lui causé, des dommages et intérêts à Jehan Vautcher, lequel a entendu « répéter contre ledict Catineau. » Les trois parties s'accordent : Vautcher prélève 10 écus sur les 30 écus qu'il vient de payer à Catineau, et les donne à Bréban qui s'en contente.

Ici s'arrêtent nos documents.

M. l'abbé Valteau, dans *Notes sur l'histoire religieuse de Marennes* (1), s'en référant à une délibération de la fabrique du 29 décembre 1765, nous apprend que « l'œuvre de Françoise de La Rochefoucauld fut continuée », nonobstant les ardentes discussions de suzeraineté soulevées à cette époque entre l'abbesse de Saintes et Anne de Pons. Et il ajoute : « Françoise de Foix s'adressa à la générosité des habitants, mais les catholiques étaient peu nombreux et pauvres. Malgré cela, elle put élever les murailles de l'église, et, en 1635, jeter les premières assises des voûtes. » Que faut-il entendre par « élever les murailles ? » Nous venons de voir que c'était déjà besogne faite par Levrault et Réal ; — à moins d'admettre que l'œuvre de Françoise de La Rochefoucauld, n'étant

(1) *Bulletin religieux* 25 novembre, 2 et 9 décembre 1876. M. Valteau était alors curé de Bourcefranc qu'il quitta pour la cure de Saint-Pierre de Saintes, d'où il passa à l'évêché de Quimper, où il est mort.

Voir aussi *Archives hist. Saintonge*, t. vi, p. 419-427.

pas très solide, il a fallu la refaire. Le Terme, sans doute sur le vu de la délibération invoquée par M. Valteau, est plus précis : « De nouvelles dégradations, dit-il, obligèrent encore, en 1635, à une reconstruction, avec une simple couverture sans voûte. » (*Loc. cit.*) Et par qui ces « dégradations » ! A quelle occasion ? Il ne le dit pas. D'un autre côté, comment concilier le fait d'une « reconstruction », où tout est désarroi, épaves de toutes sortes, chantiers en pleine activité, avec les inhumations qui ont eu lieu dans l'église, en cette même année 1635, et dont les actes citent les endroits ? Ainsi, le 5 mai, Jean Véronneau, 38 à 40 ans, « maître masson », est enterré « dans la grande église, dans la nef. » Le 8 mai, c'est « noble homme » Jehan Degrimaillié (?), 60 ans, sieur de Martrange (?), « dans une des chapelles, vers le grand chemin (route de La Tremblade) ; — à côté duquel on déposera, le 28 mai, son frère sans doute, Pierre Degrimaillié (?). Le 2 juin, « dans la grande église, auprès des balustres [de la sainte table], vis-à-vis du grand autel », Jean Suron, « cy-devant curé de Saint-Pierre de Salles. » Le 11 février 1636, encore une sépulture « dans la grande église, au troisième pilier du côté du levant », celle de François Chauvin, 8 ans, fils de Jean Chauvin, principal du collège de Marennes, et de Marguerite Barreau (1). Les préliminaires du marché avec Bréban, qui ont servi de base à l'acte public du 21 décembre 1601, vont peut-être nous tirer d'embarras. Il est dit, dans un « Mémoire de ce que le maître masson doit faire à la grande église de Marennes », que le dit Bréban devra « hausser » les seize piliers « de la hauteur de six pieds afin que la charpente y puisse estre appropriée, à condition que lesdicts pilliers égalleront la muraille qui sont les lézières — c'est-à-dire les arrase-ments — de la dicte église. » Et pour qu'il n'y ait doute, ni méprise à ce sujet, le « mémoire », se répétant, ajoute, un peu plus loin, parlant des piliers, « ledict (masson) les doit mettre à la raizon quonvenable pour les faire à la haulteur de six pieds

(1) Quoique étrangère à notre thèse, citons cette autre sépulture, du 22 avril 1639, qui eut lieu « dans la grande église, troisième chapelle en entrant », celle de « M. Jacques Delabat, licentier en loix et juge de la baronnie de Montcuq, en Agénois, 50 ans. A esté conduit et porté en terre par les principaux catholiques du bourg, sçavoir : M^r Pierre de Certain, avocat en la cour de Bourdeaux, et juge des chastellenies de Marennes ; M^r Pierre Fromaget, procureur fiscal ; noble homme Jean Baudouin, sieur de Bonnemort ; M. Isaac Dufaur, greffier ; M^r Jean Viaud, notaire royal et procureur ; M^r Piton, capitaine ; Nicolas Fromaget ; M^r Jean Beau, huissier ; M^r Martin Coulardeau, huissier ; et autres. » (*Reg. par.*)

plus hault que les lézières (1). » D'où il semble rationnel d'inférer que la « grande église », au sortir des mains de Levrault et de Bréban, n'avait pas l'élévation que nous lui connaissons aujourd'hui, et que Françoise de Foix, sans rien détruire de ce qui était, « continua » réellement l'œuvre de la précédente abbesse, en faisant *surélever* les murailles, de façon à rendre ultérieurement possible l'établissement de la grande voûte, et les nefs latérales qui forment galerie au-dessus des chapelles. Quant aux voûtes de la nef et des bas-côtés, cette construction s'imposait : « la majesté du lieu l'exige, disent les fabriqueurs, la santé des ministres de l'hôtel et celle des habitans en fait même une nécessité, n'étant pas possible de résister aux injures des saisons auxquelles on est exposé dans un vaste bâtiment situé au bord de l'Océan..., dont un toit en planches, qui laisse entrer l'air de tous côtés, n'étant couvert que de tuiles creuses, est incapable de le deffendre. » (*Fabrique. Délibération du 29 décembre 1765*). Mme Marie de Durtfort de Duras, abbesse de Saintes, aidée en cela des secours de la fabrique, fit voûter à sa fin la travée « dans l'espace de laquelle est le sanctuaire. » Et Mme Marie-Madeleine de Beaudéan de Parabère, qui lui succéda, acheva les autres travées en 1770. Supporta-t-elle toute la dépense ? « Une révolution étant arrivée sur les sels, en 1763, » la fabrique en vendit 2.145 muids, dont les deux tiers pour elle, et l'autre tiers aux sauniers ; et de ce « fond considérable, on ne sut faire un meilleur uzage que celui de l'employer à la continuation de la voûte. » Ce n'est pas tout, les habitans firent aussi appel au maréchal duc de Richelieu, « seigneur suzerain de la terre de Marennes, » ainsi qu'aux seigneurs qui, « par les droits qu'ils lèvent sur les sels, profitent... des revenus de leur église. » Nous ne savons si ces divers appels furent entendus. Cinq ans après, 30 décembre 1770, « les dits sieurs habitans ayant réfléchi que les collatéraux n'étant pas voûtés, » autorisèrent « messieurs les fabriqueurs » d'écrire aux chapelains des six chapellenies, qu'outre « leur obligation de résider à Marennes (ce dont ils se dispensaient), ils sont tenus de faire voûter, chacun à leur égard, la chapelle dépendant de leur bénéfice... aux peines de voir revenir leur bénéfice à l'église paroissiale. » Par voûter les chapelles, doit-on entendre la réfection du travail de Bréban, qui

(1) Documents formant annexe au marche de Bréban, raturés et corrigés de la main du notaire Jehan Michel.

aurait perdu de sa solidité, ou que les circonstances n'ont pas permis d'exécuter ? En tous cas, il existe une analogie incontestable de construction entre ces voûtes et celle de la nef.

Enfin, en 1772, l'architecte Denis fit les voûtes collatérales au prix de 12.495 livres ; et l'année suivante on construisit la tribune des orgues, au-dessus de la porte d'entrée (1). L'église était terminée.

(à suivre)

A. LETELIÉ.

LE PATOIS DANS LES ACTES OFFICIELS

Quand M. le conseiller général Etienne Landreau, maire de Pons, affirmait dans le remarquable discours qu'il a prononcé à l'inauguration du buste de Barthélemy Gautier, que dans le français que nous parlons maintenant tous plus ou moins purement « le patois n'intervient que pour diminuer la limpidité de notre langage, il a fait acte d'une injuste partialité, inconsciente, à n'en pas douter, mais que les personnes prétendues de bon ton ne se font pas faute d'approuver et, au besoin même, de proclamer.

N'est-ce pas plutôt à la thèse opposée qu'il conviendrait de demander l'expression de la vérité ?

Il serait, en effet, certainement intéressant de rechercher, en dehors des manifestations littéraires écloses surtout depuis le milieu du siècle dernier, quelle part le dialecte saintongeais a prise, en notre contrée, dans le mouvement de la vie journalière, et en dehors aussi de l'usage intensif qu'en ont fait de tout temps les habitants plus ou moins incultes de la campagne, car il n'est pas rare de rencontrer, même dans les actes officiels, sans remonter encore bien loin, des expressions du langage local, évidemment introduites dans ces documents, contrairement à l'opinion relevée ci-dessus, pour leur donner plus de clarté aux yeux même des personnes intéressées.

Notre actif président, M. Ch. Dangibeaud, qui consacre jusqu'aux loisirs de ses vacances à fouiller, au profit de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, les vieilles minutes des notaires, a eu l'heureuse idée d'amorcer cette étude, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, par une récente communication qu'il a bien voulu m'adresser à la suite du dépouillement des minutes de l'étude Bargignac-

(1) Il manque à notre dossier la quittance finale des travaux de Bréban.

Gautret-Bardon — 1660-1700 — à Cozes, où il a été frappé, dit-il, de la fréquence des mots saintongeais encore en usage aujourd'hui. « Le notaire parle et écrit en français, mais avec des tournures saintongeaises, et emploie des mots que nous connaissons bien à la campagne. — A vrai dire, ajoute l'observateur, ce saintongeais n'est que du français vulgaire. » J'ajouterai du français vulgaire spécial à la province de Saintonge et partagerai ainsi entièrement son avis.

En effet, chaque jour encore, la conversation familière entre personnes de toutes conditions est parsemée de termes locaux inconnus ailleurs, et qu'il faut bien classer dans le patois saintongeais, ex. : *timbre*, auge à laver ; *dalle*, gouttière ; *bugeour* ou *bugeoir*, cuvier à lessive, qu'il faudrait plutôt orthographier *buhour*, *buhoir*, de *buhée*, buée ou lessive (mot employé par Rabelais) ; *baille*, petit cuvier en bois pour divers usages ; *treuil*, maie du pressoir ; *cassotte*, cuiller à seau ; *chai*, cellier ou local au ras du sol où on fait et emmagasine le vin ; *lisser*, *lissage*, repasser le linge, repassage ; *macher*, *machûre*, contusionner, contusion, etc. Il est vrai que les mots provinciaux de cette catégorie ont assez souvent sur leurs équivalents classiques l'avantage de n'être pas des termes composés, quelquefois même des périphrases.

J'ai eu moi-même la curiosité de procéder à des recherches dans les procès-verbaux des *mésées* (actes de la cour du maire), inventaires, etc., tirés des registres de l'Echevinage de Saint-Jean-d'Angély, datant des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, publiés par Denys d'Aussy dans les volumes d'*Archives Historiques*, tt. XXIV-XXVI-XXXII, et j'ai été surpris de constater l'identité des vocables à plusieurs siècles de distance. Le procédé usité par les auteurs des actes examinés est le même que celui qu'avait aussi remarqué M. Dangibeaud : rédaction en langage courant émaillé par ci et par là de vocables locaux : les mots *chaigne*, *couble*, *met*, *rolon* sont écrits de la même façon dans les documents de l'une et l'autre époque.

M. Dangibeaud donne encore *chauffrette*, (prononciation populaire de chaufferette), *séau* et *seillau* et sa *cassotte*, *bedochon*, *grêle*, *bournier*, *brèche* à *breger* *filasse*, *travouil*, *buffeau*, *mellour*, *minable*, *boyard*, *minelle*, *cartager*, *nevour*, *cafourche*, *vesle* et encore quelques expressions typiques, telles que : *sans savoir*, *bonnement*,... *qui ont fait réponce*, *à cause de quoi*.

De même une très grande quantité de mots d'un usage encore journalier en Saintonge se retrouvent, presque identiquement orthographiés dans les vieux registres de Saint-Jean-d'Angély.

En outre des mots concordants cités plus haut, j'en ai relevé près d'une centaine, sans compter les nombreuses répétitions sur la période tout entière, dans chacun des volumes de l'ouvrage mentionné, qu'on dirait tombés des lèvres de nos villageois contemporains.

Nous pouvons donc conclure sans témérité que les mots et les formés du langage courant alors usités en Saintonge, relégués depuis dans le patois, et plus particulièrement abandonnés au parler des habitants frustres de la campagne, sont bien des expressions nées du sol même de cette province, qui y ont pris racine et s'y sont transmis, à travers plusieurs siècles, de génération en génération, et que si le patois saintongeais a recueilli, en outre, des altérations de mots échappés de la langue classique cependant moins ancienne que lui, ces derniers sont loin d'en constituer le fonds, comme certains philologues mal documentés l'ont inconsidérément admis. Ajoutons enfin que malgré les efforts de nos zélés pédagogues au fond bien intentionnés, un dialecte qui a dans le passé de si profondes et si tenaces racines, peut encore compter sur une longue existence et déjouer encore longtemps toutes les prophéties qui en prédisent périodiquement la fin à brève échéance.

Léchailler, novembre 1924.

Marcel PELLISSON.

REGISTRES DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY. — 1324-1426. — T. I, *abrazé*, embrasé ; *acertainé*, *adcertainé*, assuré ; *ache*, hache ; *achenau*, (chenal) ; *adoubement*, (réparation) ; *acueilhy*, engagé, loué ; *affeter*, (former le faite) ; *aquillon*, (aiguillon) ; *aigneau* (agnâ) ; *allassent*, (allassent) ; *amodérer*, adoucir ; *annea* ; *ardivelles*, (pentures) ; *armoïse* ; *arsoir*, (hier soir) ; *atende*, (attente) ; *aubour* ; *avaluée* ; *ayscée* (*essée*), bêche ; *ayve* ; *baillé*, (donné) ; *bale*, (glumelle) ; *balet*, (hangar, préau) ; *banlins*, (draps de lit) ; *basse*, (petit cuvier à transporter la vendange) ; *bateresse*, fléau de la grêle ; *berton*, breton ; *betoche* (bedoche), petite bêche ; *bestyaire*, I, 107. bovoit, buvait ; *biains*, II, 40, *biens*, corvées, prestations ; *boiart*, civière ; *boissea*, boisseau ; *brête*, bretonne ; *buffe*, soufflet, tape ; I, 68. *chaère*, *chàière*, chaise ; *chaigne* (pr. *chagne*), chêne ; *chambarière*, servante (tige de bois pour soutenir une charrette) ; *chapea* ; *chape*, gravats ; *charrier*, charroyer ; *charbe*, *charve* ; *chastea*, château ; *chausses*, bas ; *chenau*, canal ; *cherra*, tombera ; *choile* (pr. *chète*), tombée ; *chouse*, chose ; *cisea*, (ciseau) ; *clas*, (glas) ; *cop*

(pr. co), (coup) ; *copant* ; *copé* ; *cornière*, coin ; *colé*, touché ; *couples*, (couples) ; *couhe*, queue ; *courratier*, courtier (auj. coureur, débauché) ; *coursèrent*, (poursuivirent à la course) ; *couse*, (cause) ; *coustes*, (côtes) ; *cousté* ; *coytes*, (lits de plumes) ; *cuverte*, couverte ; *crir*, quérir ; *darne* (tranche) ; *darraire*, *darrière*, derrière ; *davant*, devant ; *devantlau*, tablier ; *deffors* ; *dénuncié* ; *dohe*, douve ; *dortouer* ; *doublet*, (bissac) ; *doues*, *douhes*, douves ; *se douloient*, (se lamentaient) ; *dozaines*, *dozenne* ; *doze*, douze ; *droit* (pr. dret), (part, portion) ; *ducques*, *duques* (dusque), jusque ; *emprès*, après ; *enbrenné*, (sali. souillé) ; *s'enfouyrant*, (s'enfuirent) ; *entende*, *entente* (intention) ; *eschalle* ; *eschevea* ; *estaucé*, (élagué) ; *estouble*, (rétouble), chaume ; *fain*, *fen* (pr. fein), foin ; *fasant*, faisant ; *fasoit*, faisait ; *firant*, (firent) ; *flateur*, (calomniateur) ; *journée*, (journée) ; *fornir*, fournir ; *fournion* (fournil) ; *fousse* ; *fremée*, (fermée) ; *fretailher*, (découper), *fretailheures* ; *genoilh*, (genou) ; *gipon* (jupon) ; *grailhe* (grelle), (van) ; *greille*, *grielle*, (grille), gril ; *guari*, (guéri) ; *guygues*, espèce de cerises à queue courte ; *honorer*, (honorer) ; *houcilles*, (ouailles) ; *heure*, (heure) ; *hucher*, (crier) ; *impousé* ; *jène*, (jeune) ; *jornaux*, (journaux) ; *lates* (voliges) ; *later*, (clouer les voliges) ; *li*, (lui) ; *longe*, (longue) ; *magnèrent* (portèrent la main sur) ; *mail*, *maiet*, *met*, maie, huche, pétrin ; *malfaicteur* ; *manière*, (espèce) ; *miche*, (pain blanc) ; *minage*, (marché au blé) ; *misaille*, (gageure, pari) ; *mosdure*, émoudure (mouture) ; *mosnier*, (mounier), (meunier) ; *moucles*, (moules) ; *mourier*, (mûrier) ; *norri*, (nourri) ; *nouher*, (nouger), (noyer) ; *noumé* ; *nouvea* ; *oppousé* ; *oilhage*, (ouillage), plein fait ; *oisil*, *oysilli*, (osier) ; *ourdoux*, (malpropre) ; *paèle*, *paile*, (poêle) chaudron ; *pailon*, poëlon ; *pale*, (pelle) ; *palisse*, haie, palissade ; *paour*, (pour), peur, *pareilh*, (paire) ; *parsonnier*, *parsonnièrement* ; *pea* (piâ), peau ; *perde*, perte) ; *persègre*, (poursuivre) ; *petacé*, (rapiecé) ; *pezea*, (pois) ; *pochée*, (sac de quatre boisseaux) ; *poix*, *poiz* (pr. poué), (puits) ; *pooit* (pouait), (pouvait) ; *portau*, (portail) ; *poures* (paures), (pauvres) ; *poursui* (poursuivi) ; *pouse*, (pose) ; *prepousoit*, (proposait) ; *priffail*, (prix fait) ; *principau* ; *priour* (prieur) ; *proufit* ; *radouber*, (réparer) ; *rapoux*, (fût à contenir le râpé ou la piquette) ; *reloge*, (horloge) ; *renuncier*, (renoncer) ; *reparonne*, chanvre de mauvaise qualité dont on faisait la grosse toile ; *responit*, (répounit), (répondit) ; *retairzé*, (retardé) ; *relenissions*, (retinssions) ; *se revenger*, (se venger) ; *riboule*, (pilon) ; *rolleau*, (rouleau) ; *rolons*, (barreaux d'échelle) ; *rouzons*, (rogations) ; *rye*, (ruisseau) ; *saler*, (salouer), (saloir) ; *saillissent*,

(sortent) ; *sarge*, (serge) ; *sarpe*, (serpe) ; *sau*, (sel) ; *sauve*, sauf ; *seger* (scer le blé) ; *seguyrent*, (suivirent) ; *sailhira*, (sortira) ; *sannées*, (*senées*), ovariétomisées ; *seilhe*, seau ; *seilhées*, (pleins seaux) ; *seille*, (seigle) ; *selle*, billot ; *semadi*, samedi ; *sizea*, ciseau ; *soubrant*, *rassasiant*, obsédant ; *tailheresses*, (sarpes), serpes à tailler ; *tebles*, tuiles ; *teblier*, tuilier ; *tèles*, toiles ; *tingent* (subj.) tiennent ; *teser*, taire, se taire ; *texer*, (tessier), tisserand ; *tire veille*, (rampe) ; *tomberea*, (tombereau) ; *tondour*, tondeur ; *tonneax*, (tonneaux) ; *touaille*, (serviette) ; *vève*, (veuve) ; *veille*, (vieille) ; *vendition*, *vendission*, vente ; *vilaynie*, (vilenie) ; *virées*, (mouvements tournants).

Les noms propres d'hommes en *au*, *aud*, *eau* prennent aussi très souvent la terminaison *ea* : *Baradea*, *Chova*, *Galopea*, *Lozea*, *Michea*, *Noea*, *Orgelea*, *Pinea*, *Roussea*, *Sorea*. — Les noms propres de femmes et de filles reçoivent aussi la terminaison féminine : *Bourolelle*, *Belote*, *Blancharde*, *Bilaude*, *Grande*, *Pélerine*, *Texière*.

LE GOUVERNEMENT DE BROUAGE ET LA ROCHELLE
SOUS MAZARIN
(1653 1661)
(suite)

XV

LES INTÉRÊTS PARTICULIERS DU « PATRON » ET DE SES INTENDANTS.

De plus en plus il apparaît que le gouvernement de Brouage fut un domaine livré à l'exploitation de Mazarin. Cette notion qui n'avait pas échappé aux contemporains du Cardinal a été transmise dans l'histoire sans objection, mais elle n'avait pas été jusqu'ici appuyée sur une analyse méthodique des documents probants.

Malgré le développement qui a été accordé à cette analyse dans les chapitres précédents, le sujet n'est pas complètement épuisé. Il reste encore à mettre en lumière quelques détails de la gestion des intérêts particuliers de Mazarin par les intendants qu'il avait chargés de ce soin dans son gouvernement.

Et si, poussé par la curiosité, on cherche de plus à se rendre compte de la manière dont ces intendants soignèrent leurs propres intérêts, on éprouve une certaine satisfaction à constater que, sans

négliger les avantages licites que leur situation mettait à leur portée, Colbert et son cousin surent se garder de toute grave compromission. A peine relève-t-on quelques petites précautions qui font sourire quand on aperçoit les préoccupations auxquelles elles répondaient. Ce serait sans doute une prétention un peu forte que de se croire assuré de tout savoir dans cet ordre de choses, mais au moins lit-on dans la correspondance des deux cousins certaines phrases tout à fait rassurantes. Si l'on a vu qu'ils allaient parfois un peu loin quand il s'agissait des intérêts du « patron », intérêts qu'ils plaçaient même au-dessus de ceux du roi et du pays, on reconnaîtra bientôt que leur « maxime » restait irréprochable quand leur propre intérêt était en cause.

Un des profits les plus légitimes du possesseur du gouvernement de Brouage était ses appointements de gouverneur, et nous savons que ces appointements comprenaient plusieurs parties affectées aux différents degrés de cette charge : gouverneur général, lieutenant général, gouverneur particulier des places et même capitaine de la première compagnie. A ces divers titres, la reine d'abord puis le Cardinal figuraient sur les « états du roi. »

Mazarin reçut d'abord les appointements de lieutenant-général et, après que la reine eut donné sa démission de gouvernante générale, les appointements de cette princesse devaient revenir au Cardinal. C'est bien ainsi que l'entend Colbert quand vient le temps du règlement ; mais il y a mieux.

« La Reyne, écrit Colbert à Mazarin, a esté gouvernante en chef de Brouage et La Rochelle pendant l'année 1653 et partie de 1654 ; et, en cette qualité, il y a des appointemens employés soubz le nom de Sa Majesté dans l'estat des dites garnisons. J'ay demandé à M. Tubeuf (1) des descharges du trésorier de Sa Majesté pour recevoir lesdits appointements au profit de V. E. Il a fait difficulté de le faire sans ordre. Je supplie V. E. d'en dire un mot à la Reyne et qu'elle fasse sçavoir ensuite ses intentions sur ce sujet audit sieur Tubeuf. » — « La Reyne, répond le Cardinal, m'ayant desjà donné ses appointements, et vous pourrez le dire à M. Tubeuf, lequel, s'il le désire en avoir un ordre par escrit, vous pourrez

(1) Jacques Tubeuf, surintendant des finances de la reine Anne d'Autriche et contrôleur des bâtimens et, plus tard, président à la Chambre des Comptes. Il avait vendu à Mazarin le vaste hôtel situé à l'angle de la rue des Petits-Champs et de la rue Vivienne. Il mourut à Paris le 10 août 1670, âgé de 64 ans.

me l'envoyer quoy que celà ne soit nullement nécessaire (1). »

Ainsi la reine avait abandonné ses appointements au Cardinal : son titre de gouvernante n'avait été que virtuel. Pour la suite, on peut croire que Colbert ne négligeait pas d'encaisser ponctuellement cette partie qui ne pouvait donner matière à aucune difficulté. Au surplus, c'est Colbert de Terron qui en devint le payeur puisqu'il était chargé du règlement des soldes des garnisons dont il envoyait les acquits à Colbert pour le trésorier de l'extraordinaire de la guerre. Ainsi nous voyons Colbert donner à Mazarin, en 1659, un avis de paiement : « Le sieur Terron m'a fait remettre les appointemens de Vostre Eminence de l'année dernière et de la précédente (2). »

Quant aux gardes du Cardinal, nous savons que leur solde était assignée sur la recette des tailles de l'élection de La Rochelle.

Mazarin était aussi titulaire de l'office de sénéchal de la Rochelle dont il avait eu les provisions à la date du 10 juin 1653, à la place de du Daugnon. Cela valait 400 livres par an, une misère, mais qui ne donna pas peu de mal à recouvrer.

Avant du Daugnon, Moïse de Billon, sieur de La Touche, avait possédé cet office du 1^{er} janvier 1639 au mois d'octobre 1648. Lors de la révolte de du Daugnon, l'office fut donné, le 11 décembre 1651, à Guillaume Le Seus, marquis de Folleville ; mais, lorsqu'il s'agit de pourvoir régulièrement le Cardinal, on s'aperçut que le révolté absous et devenu le maréchal Foucault n'avait toujours pas donné sa démission de sénéchal ; aussi, le secrétaire d'Etat, La Vrillière, se déclarait-il incapable de faire expédier les provisions nécessaires.

Colbert put cependant faire enregistrer les lettres de provision au Parlement le 26 juillet 1653, au nom du Cardinal, avec « dispense d'information de vie et de mœurs et de prester serment en personne, ce qui ne s'est jamais pratiqué en pareilles charges (3). »

Au mois de février 1658, Colbert de Terron ne savait pas encore à qui s'adresser pour toucher les gages de 400 livres. Il les réclame en vain au fermier du maréchal Foucault à partir du 10 juin

(1) Colbert à Mazarin, Paris, 30 mai 1656, et réponse marginale du Cardinal (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 176, fol. 208).

(2) Colbert à Mazarin, Paris, 9 juillet 1659 (Aff. Etr., *France* 907, fol. 177).

(3) Colbert à Mazarin, Paris, 26 juillet 1653 (Bibl. Nat., Ms., *Baluze* 216, fol. 55).

1653 (1). Colbert, de son côté, s'est renseigné ; il paraît que ces gages, autrefois payables par le domaine de La Rochelle, ont été transportés sur la recette générale des finances. C'est encore vainement que Terron s'adresse au bureau de la généralité de Poitiers ; les gages ne sont pas portés sur l'état. Alors ? Colbert saura bien aboutir. « Il faut, écrit-il enfin à son cousin, laisser couler encore quelque temps avant que de parler de ces gages, parce que, dans la vérité, le mareschal Foucault n'a donné sa démission qu'au mois de juin dernier [1657] ; mais quand cette année en sera eschue, nous demanderons les deux (2). »

Terron doit donc renvoyer à Colbert tous les titres du Cardinal, qu'il a en main, et toutes les pièces de procédure.

Pour la sénéchaussée de Marennes se présentait le même imbroglio. En 1656, le comte de Blénac (3), ayant acheté la charge de sénéchal de Saintonge, avait fait comprendre dans le ressort de sa charge le présidial de Marennes dont était encore pourvu, au moins virtuellement, le maréchal de Foucault et qui, par conséquent, devait revenir au Cardinal. « Il serait bon, écrit Terron (4), d'oster ce petit gentilhomme-là de la fonction qu'il prétend avoir dans les gouvernemens de Son Eminence. »

C'est bien l'intention de Colbert qui répond : « Je travailleray un de ces jours à faire pourvoir Son Eminence de la charge de sénéchal de Marennes et vous en envoyray de suite les provisions. » Il ne voit pas que le comte de Blénac puisse être compté comme un obstacle. Mais, par la suite, M. de Blénac devient *persona grata* et mestre de camp du régiment levé en Saintonge pour Mazarin ; et puis cette juridiction de Marennes est empêtrée dans les privilèges archaïques de justice appartenant à l'abbesse de Saintes. Enfin, assez tardivement, le Cardinal obtient ses lettres de provision et Terron est chargé de les faire enregistrer au parlement de Bordeaux (5).

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 7 février 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mé. Colbert* 101, fol. 116).

(2) Réponse de Colbert, Paris, 20 mars 1658, art. 20, à une lettre de Terron, de La Rochelle, 10 mars (*Ibidem*, fol. 124).

(3) Charles de Courbon, comte de Blénac, qui servit d'abord dans l'armée de terre, maréchal de camp en 1656, maître de camp en 1658, et entra ensuite dans la marine, capitaine de vaisseau en 1669, gouverneur des Iles d'Amérique par provisions du 13 mai 1677, mort à la Martinique le 10 juin 1690.

(4) A Paris pour la sénéchaussée de La Rochelle, à Bordeaux pour celle de Marennes.

(5) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 7 juillet 1658, art. 6 (*Ibidem*, fol. 218).

Toujours attentif à accroître son influence et son autorité, l'intendant de Brouage ne manque pas de tirer parti de l'occasion. « J'ay creu, écrit-il à Mazarin (1), que je devois supplier Votre Eminence de me conserver le crédit que sa considération m'a donné dans ce parlement en faisant connoistre aux députtez qui doibvent saluer Votre Eminence qu'elle a esté informée par moy de la facilité qu'ilz ont apporté à l'Enregistrement des lettres de provision de l'office de Sénéchal de Marennnes et qu'elle les en remercie. »

Il n'était pas indifférent de se ménager des relations courtoises avec les Cours souveraines et quand, dans une autre occasion, Terron apprend que le président de Champlâtreux a des intérêts dans la région qu'il administre et des sommes à percevoir, Terron s'offre à se charger de ses quittances et à le servir « avec application... Il vaut mieux qu'il s'adresse à nous qu'à Monsieur de Fortia, » écrit-il à Colbert (2).

Pour en revenir à la sénéchaussée de Marennnes, à la mort de Mazarin, le comte de Blénac n'avait pas encore donné sa démission et les difficultés renaissent avec les héritiers du Cardinal.

Colbert de Terron que nous avons vu chargé de surveiller la gestion de quatre abbayes dont l'usufruit était un bien particulier du Cardinal, ne négligeait pas de recueillir des renseignements sur les propriétés foncières qui pourraient être à la convenance de son maître.

En 1657, sur les indications de Colbert, il était aller visiter les forêts à Aulnay et de Chizé (3) aliénées par le Domaine et il avait fait un rapport détaillé. L'affaire n'était pas nette, l'édit d'aliénation donnait matière à controverses et Colbert signalait ces difficultés en transmettant la mémoire au Cardinal qui s'en remit à son intendant du soin de prendre « le meilleur party » n'ayant pas personnellement « le temps d'examiner à présent des semblables matières (4). » L'affaire, douteuse, fut abandonnée.

(1) Terron à Mazarin, La Rochelle, 11 juillet 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 52).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [Dimanche] 23 juin 1658 (Bibl. Nat., Ms., M^{él}. Colbert 101, fol. 202).

(3) Aulnay, chef-lieu de canton de la Charente-Inférieure, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, sur la Bidoire affluent de la Boutonne ; forêt domaniale. — Chizé, commune des Deux-Sèvres, arrondissement de Melle ; forêt.

(4) Colbert à Mazarin, Paris, 9 septembre 1657, et réponse marginale du Cardinal (Bibl. Nat., Ms., Baluze 176, fol. 341).

Dans ses recherches, Terron n'oubliait pas son cousin. En 1656 il lui faisait part de l'occasion d'acheter la terre de Marennes qui donnait 8.000 à 9.000 livres de rente avec le titre de comte en toute seigneurie et d'assez belles mouvances. Le comte de Marennes (1) paraissait pressé de réaliser la vente de son domaine et il semble aussi que Terron tenait à lui être agréable car il écrit à Colbert (2) : « Le dit comte de Marennes a escrit à sa femme qu'en vous parlant de sa terre il vous feroit des propositions importantes. Je ne sçay quel homme c'est, s'il est fou ou sage ; vous m'obligerés, si vous avés agréable, de tesmoigner que je vous en ay escrit avantageusement. »

Quelques semaines plus tard, Terron se ravise, il craint que Colbert ne fasse au comte de Marennes une visite inutile car, bien que la terre soit belle, elle présente l'inconvénient d'être voisine d'une place forte, Brouage, et d'être grevée de droits appartenant à l'abbesse de Saintes.

Mais Colbert n'est nullement emballé, sa réponse est fort réservée : « Je ne me propose point de rendre visite au comte de Marennes, mais seulement de le recevoir s'il vient (3). » Colbert fut bientôt renseigné ; et quand, deux ans plus tard, le maréchal d'Albret, allié de Mme de Marennes, fit proposer cette terre au Cardinal, Colbert écrivait en toute connaissance de cause : « il y a longtemps que cette terre est à vendre et que j'ay examiné s'il seroit bon de l'achepter pour V. E^{ce}, mais il y a tant de raisons contraires dont je rendray compte à V. E^{ce}, la première fois que j'auray l'honneur de le voir, qu'il n'y a point d'apparence d'y penser (4). »

(1) Gédéon Martel, comte de Marennes, était d'une famille originaire de Normandie ; son grand-père, François Martel de Lindeheuf, avait épousé Anne de Pons qui lui avait apporté la terre de Marennes ; il avait épousé Elisabeth de La Motte-Fouqué et il mourut dans cette année 1656 ; son fils, Henri, mourut l'année suivante ; l'aînée de ses cinq filles, Charlotte, fut la mère de la belle Marie de La Croyte-Beauvais mariée au comte de Soissons ; les quatre autres, Catherine, Elisabeth, Henriette et Judith, étaient les « demoiselles de Marennes, huguenotes » qui tinrent souvent compagnie à Marie Mancini dans sa retraite à Brouage.

(2) Terron à Colbert, [mercredi] 9 février 1656 (Bibl. Nat., Ms., *Mdl. Colbert* 101, fol. 15).

(3) Terron, à Colbert, Brouage, [mercredi] 1^{er} mars 1656, art. 17, et réponse marginale de Colbert (*Ibidem*, fol. 22).

(4) Colbert à Mazarin, Paris, 30 juin 1658 (Aff. Etr., *France* 905, fol. 214).

Le 3 février 1658, Terron avise encore son cousin que le père du sieur de l'Isle, le contrôleur de la ferme de Brouage, voudrait vendre une maison située « à Malnoue, à une lieue et demy de Vincennes, qui est, pour le prix et les qualités, telle, ce me semble, que je vous ay entendu désirer. » Colbert avait trouvé mieux. En 1657, il avait acquis la baronnie de Seignelay, la plus importante du comté d'Auxerre, et il s'appliquait au rétablissement et à l'accroissement de son domaine avec une sorte de passion tendre et fort secrète, c'était l'amour foncier dans tout son épanouissement.

Colbert de Terron apporta sa contribution à l'embellissement de cette demeure. A la fin de l'année 1657, il avait fait porter en Hollande, par un navire, une grosse pièce de canon qui allait être livrée aux plus habiles fondeurs afin d'en tirer quatre belles petites pièces pour Colbert. Il resta longtemps sans nouvelles du navire ; enfin, au printemps de l'année suivante, il annonçait avec joie à son cousin que le navire qu'il croyait perdu dans les glaces avait hiverné en Angleterre, que le gros canon était déchargé à Amsterdam et que dans six semaines les quatre canons seraient faits. Mais que de temps perdu !

« J'avois envie, ajoute-t-il, de les faire venir icy par simple désir de les voir, je croy qu'il est bon d'esteindre ma curiosité et faire porter les dits canons tout droit au Havre (1). »

Cela doit s'exécuter avec quelque mystère car Terron explique : « ils sont engalnez, en sorte que dans le trajet qu'ils auront à faire on ne verra point vos armes. J'ay creu que vous seriez bien ayse que je prisse ceste petite précaution. »

Cependant les canons se font attendre. « Donnez-moi des nouvelles de nos canons », jette Colbert à la fin d'une lettre du 17 juillet (2).

Et Terron de répondre : « J'attends de jour à l'autre vos canons, leurs affûts et les boulets. Le retardement vient de ce que nous ne connoissons plus les Hollandais ; il ne vient point de navires de ce pays-la (3). »

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 15 avril 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 159).

(2) Cf. P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 305.

(3) Terron à Colbert, Brouage, 24 juillet 1658 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 238).

Enfin, le 1^{er} septembre, Terron annonce que les quatre pièces sont, depuis huit jours, arrivées à Saint-Martin-de-Ré. Il en parle encore quelques jours plus tard ; la curiosité de les voir le fera passer en Ré.

Le 12 octobre, il rentre de son excursion, il a vu les pièces, elles sont très réussies, elles ont sept pieds et demi de longueur ; il estime le calibre à trois livres de balle ; on attend encore les affûts.

Il s'agit maintenant de faire tenir les pièces à Colbert, sans attirer l'attention. Une occasion se présente : des troupes doivent passer de Brouage en Flandre sur un navire que commande le capitaine Michaut. « Je vous supplie de me dire, écrit Terron, sy vous approuveriez qu'avec ce mesme régiment je misse entre les mains du sieur Michault vos quatre pièces de canon. Il me semble qu'en allant ou en retournant il pourroit bien toucher au Havre de Grâce. Il les mettra dans son fondz de callé sans que cela soit conneu de personne. » — « Il me semble, répond Colbert, que mes canons seroient mieux dans un vaisseau chargé de sel pour le parti que dans le vaisseau du capitaine Michaut, parce que Messieurs les fermiers des gabelles pourroient les faire voiturer jusqu'à Auxerre, ce qui seroit un grand avantage pour moy (1). »

Auxerre ! Les canons étaient bien destinés au château de Seignelay.

Un peu plus tard, en 1661, Terron faisait encore porter au Havre trente arquebuses à croc destinées aussi au château de Seignelay (2).

Terron surveillait d'ailleurs les petits intérêts que Colbert avait dans le gouvernement ; il faisait procéder aux criées pour l'adjudication de la ferme du droit de Bérault de treize deniers sur le sel, appartenant à Colbert, et il lui adressait régulièrement, même par avance, le revenu : 6.500 livres environ. Quand il passe à Toulouse, au mois de mai 1656, il fait emplette d'une provision de fins canifs pour le bureau de son cousin.

Ces prévenances et ces services n'étaient qu'un échange de bons

(1) Terron à Colbert, Brouage, 20 octobre 1658, art. 8, et réponse marginale de Colbert, Paris, 30 octobre (*Ibidem*, fol. 298).

(2) Cf. un mémoire détaillé de la main de Terron sur la confection de ces arquebuses par le fondeur Claude Latache, à Saintes : « Trente arquebuses à croc de fonte, sur lesquelles sont imprimées et gravées les armes de mon dit sieur Colbert », etc. ; joint à une lettre du 24 avril 1661 (*Ibidem*, *Mél. Colbert* 106, fol. 332 et 366).

procédés ; Terron devait beaucoup à son cousin et il témoignait hautement d'être son serviteur et son obligé. « Vous m'avez, lui écrit-il un jour (1), estrangement enrichy par le dernier article de vostre lettre ; je suis fort asseuré que vous n'aurés jamais affaire de moy ny de mon bien et qu'ainsy je me puis offrir sans me mettre en hasard qu'il m'en couste jamais rien ; je ne laisseray pas de vous dire que j'ay toutte la reconnoissance que je dois avoir et qu'on ne peut estre à vous avec plus d'attachement, de soubmission et de respect que moy. »

Je n'ai pu découvrir le bienfait auquel Terron fait allusion ici ; peut-être était-il de même nature qu'un autre dont il est question dans des lettres ultérieures, alors que Colbert avait pris le soin de placer avantageusement 20.000 livres pour son cousin.

Colbert de Terron avait en effet, auprès de Picon, le caissier principal de Colbert, un véritable compte de dépôt de fonds. Dans un duplicata de bordereau de compte établi par lui-même (2) nous trouvons, portées à son débit, des sommes d'argent versées par Picon, au père de Terron, à sa sœur, Mme Méréault, à son neveu, le 28 mai 1654, à sa femme, le 15 novembre 1654, alors que ces deux dernières personnes ne l'avaient pas encore rejoint à Brouage.

Tout établissement de compte peut, avec la meilleure foi du monde, donner lieu à des malentendus. On sait qu'en 1652, Colbert, étant intendant de la maison de Monsieur, frère du roi, avait fait acheter à Terron la charge de maître d'hôtel dans la même maison. Dans cette affaire il avait même aidé son cousin de son argent, ce dont Terron s'était d'ailleurs libéré par la suite. Aussi ce dernier ne s'attendait-il pas à se voir rappeler sa dette quatre ans plus tard.

« Je suis un peu surpris, répond-il à Colbert, de ce que vous me croiés vostre débiteur d'argent ; je n'ay jamais creu avoir à faire à vous pour cela. M. Picon vous pourra informer du remboursement de 5.520 livres payez pour ma charge. Je suis bien seur que je n'en dois rien, mais je ne puis pas vous marquer le temps que j'en ay fait le remboursement. »

Colbert reconnaît aussitôt l'erreur et il s'en prend à son caissier : « Pour vous dire la vérité, avoue-t-il à son cousin, c'est un homme

(1) Terron à Colbert, [Toulouse], 9 avril 1656, art. 14 (*Ibidem*, *Mél. Colbert* 101, fol. 45).

(2) « Estat de compte envoyé à M. Picon, le 3 febvrier 1655. » (*Ibidem*, fol. 23).

qu'il n'y a qu'une application comme la mienne qui en puisse venir à bout (1). »

Il n'y a point de doute que c'est Colbert qui avait réglé les appointements de Terron et qui fixait le chiffre des augmentations et des gratifications.

« Je vous enverrai mes comptes, écrit Terron à la fin de l'année 1656 (2), précisément au temps que vous me les demandés.

Je cray qu'il faudra y employer les 10.000 livres d'augmentation que vous me donnastes l'année dernière ; faites-moi sçavoir, s'il vous plaist, sy vous voulés employer dans la marine mes 6.000 livres de cette année. » Et Colbert lui répond de porter « les 6.000 livres de ses appointemens » dans le compte de la marine.

Ainsi Terron avait au moins un fixe de 6.000 livres au titre de commissaire général de la marine et certainement d'autres appointements encore comme intendant du Cardinal, sans compter les augmentations, les gratifications et les indemnités pour des emplois extraordinaires.

Quand, en 1658, Terron est chargé d'une étude assez importante sur l'état de la marine, travail qui devait être remis au surintendant des finances ; après qu'il a transmis le mémoire de son cousin, Colbert n'oublie pas de le faire récompenser : « Je vous écrivis l'année dernière que vous pouviez prendre 3.000 livres pour vos appointemens à cause de cet employ, dont je vous feray expédier l'ordonnance nécessaire pour la descharge du trésorier de la marine (3). »

Outre ses appointements de fonctionnaire, Terron ne croyait pas déroger en participant à certaines affaires de finance ou de

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 1^{er} mars 1656, art. 6, et réponse de Colbert, s. d. (*Ibidem*, fol. 22). — Je trouve dans le dossier de Picon, au Cabinet des Titres, la note suivante de la main de Bertin du Rocheret, président de l'élection d'Épernay : « M. Picon, intendant des affaires du Cardinal, devint premier commis de Colbert ; habile homme, mais sujet au vin ; une nuit, rêvant, croyant être égorgé par les rentiers de la Ville retranchez par Colbert, il mit toute la maison en allarmes. Colbert se leva de frayeur, mais voyant que ce n'étoit que le rêve d'un ivrogne, il s'alla coucher et le mit à la porte le lendemain. 1666. » Cette anecdote est aussi rapportée dans le *Testament politique de M. Colbert*, par SANDRAS DE COURTILZ.

(2) Terron à Colhort, La Rochelle, 2 décembre 1656, art. 14 (Bibl. Nat., Ms., Mél. Colbert 101, fol. 77).

(3) Réponse de Colbert, Paris, 15 novembre 1658, art. 1, à une lettre de Terron, de Brouage, [mercredi] 6 novembre (*Ibidem*, fol. 306).

commerce avec l'avantage que lui offrait naturellement sa position. Mais il est nécessaire, ici, d'examiner les documents avec beaucoup d'attention. Ainsi quand on lit les lignes suivantes que Terron adressait à son cousin : « Je vous demande sy je pourrai faire un nouveau bail des droictz de bureau de La Rochelle en les prenant au même prix, on m'offre un pot de vin de 50 pistoles (1), » il faut bien comprendre que ce pot de vin est au profit de la recette, c'est-à-dire de Mazarin.

On ne tirait pas sur le patron ; et, sur ce principe, Terron se montrait scrupuleux. Quand, par exemple, il a acquis, pour son compte personnel et pour celui de son cousin Charles Colbert, le droit de courtage de la ferme de Brouage, il réserve intégralement tout ce qui a été reçu dans les années précédentes : « Je n'ay rien pris du droict de courtage, écrit-il à Colbert, j'ay employé tout ce qui est provenu dans les comptes de son Eminence. » Il ne se croira autorisé à toucher à cette réserve qu'après que Colbert lui aura répondu : « Il faut partager ce droit de courtage suivant ce que je vous ay cy-devant escrit et compter l'année prochaine en despense ce qui est employé en recepte pour ce droit et compter des années 1656 et 1657 (2). »

Terron pouvait s'en rapporter à son cousin comme à un guide sûr. Plus d'une fois celui-ci l'avait mis en garde contre certains engagements ou douteux ou dangereux. Quelques exemples ont été rapportés dans les chapitres précédents et je cède au plaisir de citer encore une phrase qui fait honneur à cette grande figure qu'est Colbert parce que c'est, dans une petite chose, un trait net de probité.

Voici la chose. On se préparait, en juillet 1656, à mettre en circulation à La Rochelle des liards de nouvelle fabrique et les traitants de cette affaire offraient mille écus à Colbert de Terron et mille livres à Monsieur de Fortia « pour les ayder (3). » Cette remise ne pèse pas un liard dans la détermination de Terron, il ne retient que les objections des marchands de La Rochelle et il est d'avis, avec eux, « de ne point admettre ceste monnoye pour ce qu'elle donne cours au cuivre à 32 sols la livre qui n'en vaut que

(1) Terron à Colbert, La Rochelle, 10 mars 1658, art. 16 (*Ibidem*, fol. 124).

(2) Terron à Colbert, Brouage. [dimanche] 27 janvier 1658, art. 8, et réponse de Colbert, Paris, 8 février (*Ibidem*, fol. 104).

(3) Remarquer la cote d'influence des gens d'affaires : la livre pour l'intendant de la généralité, l'écu pour l'intendant du Cardinal ; coefficients 1 et 3.

douze et que cela donne lieu aux étrangers à remplir tout le pays de cette monnoye et à tirer par ce moyen l'or et l'argent. »

Mais il n'y avait rien à faire ; c'était une ressource pour les Finances, une décision du Conseil, les objections présentées par Terron avaient été déjà examinées ; « je suis persuadé, conclut Colbert, que vous devez favoriser l'établissement et le cours. »

Restait le détail du pot de vin proposé à Terron. « Pour le reste, écrit Colbert, je vous laisse faire, ce n'est pas que cela ne soit fort esloigné de nos maximes dont je me suis bien trouvé jusqu'à présent et auxquelles je dois assurément ma fortune (1). »

Ainsi Colbert fondait sa fortune sur la probité et cette « maxime » l'autorisait à se montrer dur pour les autres ; elle explique l'exclamation que lui arrachait la conduite de l'intendant de Poitiers se faisant donner une remise par un receveur des tailles : « je vous avoue que l'infamie de ce Monsieur de Fortia me surprend (2). »

La limite de ce qui était licite étant fixée par des principes aussi nets, un vaste champ d'opérations lucratives restait encore ouvert à Colbert de Terron. Il n'est pas question seulement de grandes compagnies de commerce auxquelles il était alors presque du devoir d'un haut fonctionnaire de s'intéresser, mais aussi des droits, des charges et des prébendes ouverts à quiconque possédait les moyens pécuniaires ou l'influence nécessaires pour les obtenir.

Sur ce champ là, Terron se sent libre et il use hardiment de ses moyens. Droit de courtage, offices de jaugeurs et de mesureurs, participation à la ferme du sel, il saisit prestement ce qui est à sa portée et dans des conditions que sa situation rend naturellement avantageuses. S'il côtoie d'un peu trop près la zone dange-reuse, Colbert l'avertit. Mais Terron n'éprouve aucune honte à proclamer le *cuique suum*. Pourquoi pas à nous ? Pourquoi pas à moi ? Tel est le fond de sa pensée et parfois le sens formel de ses paroles. Quand une grande dame, la maréchale de Grammont, use de son influence pour faire relâcher une prise de mer amenée à Brouage et touche 2000 écus de... gratitude, « j'aurais pris ces 2000 escus aussy bien qu'elle » s'exclame Terron (3).

Oui, Terron défend âprement son bien ; sa réplique s'adresse au

(1) Terron à Colbert, Brouage, [samedi] 22 juillet 1656, art. 4, et réponse de Colbert, Paris, 4 août (*Ibidem*, fol. 60).

(2) Cf. *suprd*, chap. V.

(3) Cf. *suprd*, chap. XII.

Cardinal lui-même. Les charges de président et de lieutenant-général au présidial de Marennes étant revenues aux parties casuelles par la mort du titulaire et par la déchéance du droit de ses héritiers, la taxe de la paulette n'ayant pas été acquittée, Terron avait racheté ces charges pour son compte ; mais il avait procès avec les héritiers et des plaintes avaient été portées à Mazarin. Sur une observation du Cardinal, Terron prend la plume.

« Je les ay faict lever aux parties casuelles et j'y ay donné mon argent pour faire quelque proffict sur lesdites charges et m'en ayder dans mes affaires particulières, de quoy j'ay autant besoin que personne. C'est une voye juste et honneste qui est ouverte à tout le monde. Sy je n'eusse levé ces charges un autre l'auroit faict et, pour celà, je n'ay eu aucun besoin de m'aider du crédit de V. Em^e n'y d'autre personne (1). »

Conclure de cette tirade que Terron n'usait jamais de l'influence de Mazarin ni d'aucune autre personne serait une opinion aisément démentie par les faits, quand on le voit harceler son cousin et, par lui, toutes les puissances accessibles pour obtenir au profit de son frère, l'abbé Simon Colbert, les prieurés de Saint-Sauveur de Castelsarrasin et de Saint-Hilarion de Mirabel (2). Il revient à la charge dans plus de quinze lettres, jusqu'au jour qu'il accuse réception, enfin, des expéditions pour ces prieurés (3).

A charge de retour. C'est maintenant Colbert qui est postulant. Il muguette, pour son second frère, Nicolas Colbert, la place de coadjuteur auprès de l'évêque de Luçon, en attendant mieux. L'occasion paraît favorable. Paresseux comme un loir, Mgr Pierre Nivelles vivait renfermé, soignait sa santé, ignorait son diocèse ; un coadjuteur pouvait être raisonnablement proposé.

Colbert de Terron est chargé de préparer les voies ; il examine la position. Deux moyens se présentent à son esprit, celui de l'intimidation ou celui de la persuasion et de la douceur. Terron hésite entre le pot de miel et le pot de vinaigre, mais une condition l'encourage à marcher. « Vous scaurés, écrit-il, (4) que cest éves-

(1) Terron à Mazarin, Brouage, 14 octobre 1659 (Aff. Etr., France 1477, fol. 78).

(2) Commune du canton de Caussade, arrondissement de Montauban.

(3) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 24 juillet 1658, art. 1 (Bibl. Nat., Ms., *Mél. Colbert* 101, fol. 238).

(4) « Billet séparé » joint à une lettre de Terron à Colbert, Brouage, [dimanche] 23 juin 1658 (*Ibidem*, fol. 202).

que est d'un esprit craintif et timide et que l'on peut entreprendre des choses sur luy que l'on n'oseroit pas sur un autre. »

Il commence par : « la voye de l'amitié » ; il pelote les « Messieurs Buon, ses parents », les allèche par la promesse d'une charge « en leur donnant cest employ, ou le leur faisant espérer comme une chose prochaine, je les engageray fortement à me servir. »

Voici précisément qu'il arrive « un accident à M. Buon, parent fort proche de Monsieur l'évesque de Lusson et chanoine de l'église de Lusson. » Ce M. Buon avait eu avec des sergents du fisc, à l'évêché même, une altercation qui avait dégénéré en bataille de laquelle il s'était retiré avec « un coup d'espee à l'estomac. » Les agents du fisc, sentant qu'ils étaient allés un peu fort, s'esquivèrent et se réfugièrent au château de Palluau, sous la protection du maréchal de Clérambault. Bien que Terron estimât que cette aventure pourrait servir « fort utilement pour nostre dessein », Colbert eût préféré une occasion plus discrète d'être agréable à M. de Luçon. Pour attraper ces sergents il va falloir parlementer avec le maréchal, faire intervenir son frère, l'évêque de Poitiers et peut-être Mazarin lui-même ; mais Colbert est décidé à tout entreprendre. « Continuez toujours vostre intelligence avec cet évesque, répond-il à Terron (1), parce que je suis résolu de m'appliquer tout de bon à cette affaire. »

Terron pousse ses travaux d'approche, rend compte à son cousin et reçoit de nouvelles exhortations. « Je vous prie de vous appliquer tout de bon à cette affaire et d'y employer vostre esprit tout entier » répète Colbert (2).

Quand il juge la préparation suffisante, Terron se dispose à aller à Luçon cuisiner l'évêque. Il pèse tous les arguments de son discours. Il se représente l'état d'esprit de « mondit sieur de Lusson se sentant fort coupable de l'abandon de son diocèse. » Il imagine une lettre du roi écrivant « purement et simplement à Monsieur de Lusson qu'il aura jugé nécessaire, pour l'acquit de sa conscience, de luy donner un coadjuteur. » Timide et sans appui, il est probable que l'évêque cédera aisément.

On pourra lui faire sentir qu'en agréant le frère de Colbert il aurait grande chance de conserver intact le revenu de son évêché

(1) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 3 juillet 1658, art. 2, et réponse de Colbert, Paris, 14 juillet (*Ibidem* fol. 212).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 24 juillet 1658, art. 7, et réponse de Colbert, Paris, 30 juillet (*Ibidem*, fol. 238).

tandis qu'un autre pourrait bien n'avoir pas les mêmes considérations et « que l'on pourroit l'inquiéter sur son revenu, » mais « c'est un coup de fouet dont il ne faudra se servir qu'avec une grande discrétion. »

Pénétré de l'importance de sa mission, Terron se recommande à la Providence. « Enfin, dans mon voyage, je prieray Dieu qu'il m'inspire (1). »

Je passe sur des péripéties et des hésitations qui retardent le voyage de Terron. Une maladie de Monsieur de Luçon éveille de nouveaux espoirs, mais sa santé se rétablit. « Néanmoins, écrit Colbert (2), comme les maladies du mois de septembre, aux vieilles gens, sont assez dangereuses, je vous prie de faire observer soigneusement tous les accidens de son mal, de m'en écrire par tous les ordinaires, autant que vous le pourrez, et de donner ordre que l'on m'envoie un courrier exprès en cas qu'il vint à mourir. »

Dans la matinée du lundi 30 septembre, Terron, qui est à La Rochelle, se rend « chez M. l'évesque de Lusson pour le voir. » Il a beau montrer patte blanche, Monseigneur, qui flaire un piège, se terre et fait répondre qu'il est souffrant.

Terron a tout son discours en tête, il ne peut se résoudre au fiasco complet ; entrant à l'auberge, il rédige une lettre, « avant que de partir de Lusson, » et la fait remettre à l'évêque. Il se retire plein d'espoir « et, avance-t-il, j'estime, sur diverses apparences, que le bonhomme a autant d'envie d'avoir M. l'abbé pour coadjuteur que vous en sçauriés avoir de le luy donner. » A propos, il rappelle à Colbert que s'il y a des troupes en Poitou cette année, il faudra penser à faire exempter Luçon (3).

Nouvel espoir, Monseigneur retombe malade. « Il serait bon, répète Colbert, d'avoir quelqu'un à Lusson qui partist aussy tost qu'il sera mort, en cas que sa mort arrive (4). » La précaution était déjà prise.

Mais subitement tout s'effondre par le veto du Cardinal. Colbert

(1) Terron à Colbert, Brouage, [lundi] 5 août 1658, art. 10 (*Ibidem*, fol. 248).

(2) Terron à Colbert, Brouage, [mercredi] 18 septembre 1658, art. 1, et réponse de Colbert, Paris, 24 septembre (*Ibidem*, fol. 272).

(3) Terron à Colbert, La Rochelle, 30 septembre 1658, art. 5 (*Ibidem*, fol. 278).

(4) Terron à Colbert, La Rochelle [samedi] 12 octobre 1658, art. 2, et réponse de Colbert, Paris, 20 octobre (*Ibidem*, fol. 290) — Pierre Nivelles mourut à Luçon le 11 février 1661, âgé de 79 ans, Nicolas Colbert fut aussitôt pourvu de l'évêché.

en est malade, il est obligé de se « mettre dans quelque remède pour empêcher la suite du déplaisir » que lui cause l'affaire de la coadjutorerie de Luçon. Puis il affirme à Mazarin qu'il n'y aurait jamais songé si l'évêque ne lui avait pas « offert sa coadjutorerie publiquement (1). »

A cette fois, Colbert a, pour le moins, un manque de mémoire.

Une certaine âpreté au gain n'exclut pas la probité, elle lui donne plus de prix.

(à suivre)

Jules SOTTAS.

QUELQUES VIEUX AVIS

Les originaux de ces vieux papiers appartiennent à notre confrère M. Maurice Martineau. Ce sont des épreuves d'affiches provenant de l'imprimerie Hus, qui peuvent dater de 1816-1820).

AVIS

Le sieur Lévêque, ancien chirurgien-major des armées de France, reçu dans les formes voulues par la loi, a l'honneur de prévenir le public que, d'après l'autorisation de M. le Préfet de ce département, il traite et guérit l'épilepsie innée, extirpe ou résout les kistes ou loupes, cancers etc. ; réduit toutes espèces de fractures d'une manière contentive qui n'est point usitée, opère avec dextérité la fistule à l'anus et la lacrymale, le bec-de-lièvre, etc. ; traite pareillement la gale, les dartres et autres maladies de la peau, d'une manière facile et immanquable, ainsi que les maladies des voies urinaires et affections des poumons et détruit la teigne quelque invétérée qu'elle soit ; il compose une pommade merveilleuse pour apaiser promptement les douleurs lancinantes des hémorroïdes et guérit les vieux ulcères.

Le sieur Lévêque a par devers lui diverses compositions intéressantes, que des expériences soignées lui ont procurées.

Il réside sur la commune de Bois, près Saint-Genis, arrondissement de Jonzac.

A Saintes, chez Hus, imprimeur de la sous-préfecture et de la mairie.

(1) Lettre du 24 mai 1659. Cf. P. CLÉMENT, *Lettres de Colbert*, t. I, p. 342.

AVIS INTÉRESSANT

Cherpantier, petit agriculteur à Meursac, arrondissement de Saintes, département de la Charente-Inférieure, vu le haut prix des grains, et voulant se rendre utile à ses concitoyens, et particulièrement aux plus nécessiteux, fait connaître les avantages que l'on est à même de retirer de sa grande et salutaire économie dans leur principale dépense journalière, telle que celle en pain quotidien. D'après de longues, pénibles et dispendieuses inventions et découvertes, il a trouvé un nouveau moyen et procédé pour préparer, travailler et manipuler la pomme de terre de nature jaune et à fécule, à la vérité, la seule riche et précieuse pour le pain et aussi nutritive à l'homme, laquelle est susceptible d'entrer pour les trois quarts dans la confection d'un salutaire pain de ménage, dont le soussigné lui même ainsi que quelques-uns de ses parents et amis en auraient fait usage. L'expérience lui aurait démontré que 25 livres de farine de grain coûtent 5 francs, tandis que 75 livres de produit de la susdite pomme de terre, provenant de sa petite fabrique de fécules lui reviennent de 6 à 7 francs, ce qui ferait une dépense de 11 à 12 francs, et par laquelle on obtiendrait de plus beau, de meilleur, et nourrissant pain, qu'aujourd'hui d'une pochée de métüre de 25 francs, c'est-à-dire que la métüre, aux trois quarts de pomme de terre produit de 125 à 130 livres de pain clair, revenant à moins de 9 centimes la livre, tandis que celui provenant d'une pochée de grosse métüre de 25 francs est évalué 18 centimes la livre, quoique très noir ; enfin deux années ont déjà prouvé que, sur la nourriture de cinq personnes, on s'épargne celle de deux, et le pain est meilleur : ce qui paraîtrait fabuleux et incroyable, si le soussigné ne s'obligeait d'en prouver l'efficacité, même aux peines de droit : et, pour se rendre de plus en plus utile, il s'offre d'enseigner *gratis* les procédés de réussite aux personnes de sa commune, et une faible indemnité pour les personnes hors la commune, pour le dédommager des grandes dépenses qu'il a été obligé de faire. Les lettres qui ne seront pas affranchies ne seront pas reçues.

Signé : CHERPANTIER.

Bien certainement que si le soussigné n'était d'âge, presque octogénaire et sans enfants, il ne se déciderait pas à délaisser, à la Saint-Jean ou Saint-Michel prochaine, ni sa distillerie économique, ni sa petite fabrique, autant lucratives, avant presque d'en avoir

goûté les fruits ; de plus, un logement avec ses servitudes, situé devant l'église, où il s'assemble, tous les dimanches, un grand nombre de fidèles, pour la messe, cinq à six communes voisines étant sans curé : plus, dix à douze journeaux de terres, vignes et prés, de bonne qualité, et joignant le bourg du dit Meursac ; enfin, une motte ou jardin bas, de la contenance d'un journal, entouré de fossés poissonneux et un pré y appartenant etc., etc. On traiterait à titre de rente courante ou de ferme pour 8 à 10 ans, ou, si mieux on aimait, on délaisserait à gérer, conduire et gouverner à moitié bénéfice tous les objets ci-dessus désignés qui sont à deux lieues et demie de Saintes et à une lieue et demie de Saujon et Cozes.

Saintes, imprimerie d'Alexandre Hus.

GRANDE ECONOMIE DANS LA FABRICATION

du pain de ménage ou meture

Aussitôt que des expériences auraient appris à CHERPANTIER, marchand à Meursac, que le pain d'une pochée de meture de 24 francs, lui serait revenu à dix-sept centimes et demie la livre ou trois sous et demi, il aurait eu recours à l'emploi de la précieuse farine de pomme de terre, de nature jaune ; voici ce qui lui aurait très bien réussi, et ce qui l'oblige de prouver, si besoin était, ce qui lui a présenté un avantage et bénéfice au moins de vingt-cinq pour cent sur ses dépenses de première nécessité et journalières, qui sont celles du pain de meture, appelé pain de ménage, au lieu de faire fourvoyer 120 livres de farine tamisée, qui est ce qui produit une pochée de meture de même que celle ci-dessus, il en aurait pris que 80 livres et auxquelles il aurait joint 40 livres de farine de pomme de terre de sa petite fabrique, et dont il vend la surfine de 8 à 10 sous la livre et de deuxième et troisième qualité, qu'il vend quatre sous la livre, et garantit que chaque livre de farine fait ces deux livres d'aussi beau, bon et nourrissant pain appelé de ménage, et dont il en vend à 28 sous les 10 livres, que M. le Maire de sa commune et M. le juge de paix ont reconnu être beau, bon et bien fait pour le prix et très économique pour ceux qui s'entendent dans leurs intérêts, et puis qu'enfin avec les susdites quatre-vingts livres de farine de meture $\frac{2}{3}$ de la pochée, pour 16 francs, et quarante livres de sa farine pomme de terre pour huit francs, il avait obtenu 172 livres de bon pain, au lieu de 136 livres que la pochée de meture pure au-

rait produit, ce qui fait 36 livres de pain de plus pour le même prix, et à 17 centimes et demie que revient celui de meture. Seul, ce qui ferait un bénéfice réel de 6 francs 30 centimes, et ce qui équivaut bien un quart de bénéfice ; et par le mélange avec les farines de grain nouveau, l'avantage n'en sera pas moins grand, au contraire, et vu la rareté de l'argent, il échange les farines susdites. Savoir : 15 livres farine de pomme de terre qui offrent 30 livres de pain pour 25 livres de meture, moitié froment et moitié baillarge, ou bien 60 livres de pain pour 2 quarts meture, et le pain de 10 livres de 27 à 28 sous. Il livre de ces farines pour l'essai et si on n'est pas satisfait, on ne paye pas.

PAR PERMISSION DE M. LE MAIRE DE CETTE VILLE

(Une main gauche munie d'un scalpet touche un œil.

Ce cliché est reproduit deux fois)

AVIS INTÉRESSANT

AUX

MALHEUREUX AVEUGLES (1)

M. Désiré, chirurgien-oculiste, honoraire de plusieurs départements, le même qui, dans un voyage qu'il fit dans ces contrées, il y a quelques années, rendit la vue à un grand nombre de personnes, est arrivé dans cette ville, où il séjournera quelque temps. Les succès qu'il obtient journellement doivent lui assurer la confiance des habitants de ce département, aussi les amis de l'humanité, principalement MM. les Maires et Curés sont-ils invités à prévenir les malheureux aveugles des services qu'il peut leur rendre dans leur affliction ; c'est le même dont les journaux ont tant de fois annoncé les heureux succès obtenus par lui, dans un grand nombre des plus grands hôpitaux de France, et qui, dans ses derniers voyages, a rendu la vue à plusieurs aveugles de naissance.

(1) Une annonce insérée dans le *Journal politique et littéraire de Saintes* du 14 juin 1870, est conçue dans le même esprit que cet avis intéressant. C'est un M. L'Habitant, docteur en médecine, ancien chirurgien-major de cavalerie et médecin-oculiste, qui, de Périgueux, annonce son passage à Saintes et son séjour pour dix journées. Lui aussi a opéré des vieillards et obtenu des guérisons merveilleuses. Le 14 juin, il est à Saintes, où il est déjà venu en 1807, il a opéré gratuitement une femme Chevalier.

Le *Journal du département de la Charente-Inférieure*, du 18 avril 1813, publie une annonce en tous points analogue d'un M. Vital-Duran.

Il vient des départements de la Dordogne et de la Charente où il a rendu la vue à un grand nombre d'aveugles, entr'autres au nommé *Bouillon*, âgé de 70 ans, aveugle depuis 12 ans ; à *Pierre Branche*, âgé de 64 ans, aveugle depuis 6 ans ; à Angoulême, il peut citer une vingtaine d'opérations, toutes pratiquées en présence de médecins et autorités ; à Cognac et autres villes des environs, il pourrait en citer autant, mais le détail en serait trop long.

Le sieur Désiré fait toutes les opérations dont l'œil est susceptible, telles que l'opération de la fistule lacrymale, et même la guérit très souvent sans opération ; il rend la vue par une pupille artificielle, lorsque l'iris se trouve imperforé ; il fait l'opération de la cataracte par extraction et par dépression ; il a perfectionné cette dernière méthode par ce procédé ; il redonne la vue aux aveugles dans la minute. Il croit devoir annoncer aux vieillards que leur grand âge n'est point un obstacle à ce qu'ils puissent recouvrer la vue par l'opération de la cataracte, qui ne donne presque point de douleurs ; que M. de *Lagrange*, de Nevers, âgé de 85 ans, a parfaitement recouvré la vue ; M. *Leblanc*, de Marseille, âgé de 89 ans, l'a également recouvrée ; M. *Noyer*, de Nismes, âgé de 84 ans ; M. *Delsac*, ancien négociant, âgé de 83 ans, du Dorat (Haute-Vienne), tous deux opérés depuis 8 ans, jouissent encore du bienfait de la lumière ; tous les jours des personnes d'un âge plus avancé obtiennent le même succès.

Il traite également toutes les maladies de l'organe visuel, telles que faiblesse de vue, les ophtalmies, inflammations de l'œil et des paupières, plaies du globe, les tumeurs et renversements des cils et des paupières, l'occlusion des paupières, excroissances charnues de la cornée, abcès du globe, hidrophtalmie, l'organe épanché dans la cavité du globe, toutes espèces d'affections, reconnaissant pour cause une métastase, telles que maladies vénériennes, humeurs froides, dartres, teignes, vice scorbutique, etc.

Les personnes qui auront recours aux talents du dit sieur Désiré, reconnaîtront la droiture de ses intentions, et éprouveront qu'il n'entreprend d'autres maladies que celles qui sont susceptibles de guérison ; il les prévient en outre de n'apporter aucun retard, afin de profiter de son séjour en cette ville.

Nota. — Il s'empresse de faire savoir que ses intentions sont d'opérer gratuitement les deux premiers aveugles indigents qui se présenteront, et sur la recommandation de MM. les Maires et Curés de leur commune.

Il est logé chez M. BOUTINET, tenant l'hôtel du Dauphin, à Saintes.

LA « GUILLONNÉE » vendéenne

(on prononce : la « *Yil'annu* »)

d'après les récitatifs encore conservés par les vieilles gens du pays.

Il est évident qu'il y a, dans cette version (1) des changements à un texte primitif des lacunes et des remplissages.

Réveillez-vous, cœurs endormis, thiette nitaye (*nuilée*)

Mettez le fi de Jhésu-Chrît dans vos pensâyes (*pensée*)

Y (pour *je*) vous souhaitans la boune annaye ! } bis
Dounez-nous, va, la *Yi-l'an-nu* !

Nous n'vous d'mahdâns pas grand chouse pour l'arrivaye.

Nous vous d'mandans l'bian, le neu, le vert (?) su la drageaye

Y vous souhaitans la boune annaye, } bis
Dounez-nous, va, la *Yi-l'an-nu* !

Si vous v'lez ren nous douner, n'nqus faites point attendre,
Mon camarade a freid aux pieds, et moué aux jambes.

Il vient in p'tit vent du Nord

Qui nous met dau freid au corps.

Y vous souhaitans la boune annaye,

Dounez-nous, va, etc...

Si vous v'lez ren nous douner, y vous f'râns dau doumage

J'irons dans vout'verger cueilli tous vos potages.

J'cueillerons itou toutes vos pommes rembues.

Dounez-nous, va, la *Yi-l'an-nu* !

Y vous souhaitans, etc...

La servante dau tiuré, mais retroussez vos manches !

Cherchez-y dans l'charnier vouer si le laurier trempe.

Cherchez-y haut, cherchez-y bas ;

Apportez-nous in grous mourciâ.

Y vous souhaitans, etc.

Si vous v'lez ren douner, dounez-nous la fille aînaye

Thielle qui met le pot aux choux dans la ch'minaye.

Y l'emmen'râns dans thieu vert pray

Y l'y apprendrans l'jeu d'aimer.

Y vous souhaitans, etc...

Man père a fait planter in mai

Là-haut dans thié vallaye,

Pour marquer l'endret où la belle était naye,

Nous la mettâns su'thieu ch'vau gris

(1) Cette version complète une première publiée dans cette *Revue*.

Thi n'a ni queue ni tête,
Les quatre pieds ferrés tout nus.
Compagnons, la reverrons-nous ? (1).

Y vous souhaitons la boune annaye
Dounez-nous la *Yi-l'an-nu*.

Pour copie conforme :

Eug. RÉVEILLAUD.

L'EXCURSION DU 30 JUIN

Mon cher Directeur,

Vous me demandez un compte-rendu de l'excursion à laquelle vous m'avez tant conseillé de prendre part. J'hésitais, vous avez insisté, je vous ai déjà exprimé ma reconnaissance car j'ai rarement eu occasion d'éprouver autant de plaisir dans une même journée. Je ne puis vous refuser ma modeste prose à la triple condition d'être court, de rester incognito et de me dispenser de toute description archéologique.

Notre caravane de trente-quatre personnes dont quatorze dames, s'est mise enroute, dans de confortables autos dès 8 h.1/2. Première halte à Berneuil. Le clocher est fort délabré, mais s'il était intelligemment restauré, nul doute qu'il ne serait une des plus intéressantes imitations du clocher de l'abbaye de Saintes. On nous parle d'un souterrain long de 100 mètres. On nous parlera d'un autre de même dimension, à Montils, mais ni l'un, ni l'autre ne sont au programme. Nous manquons de lanternes d'ailleurs. En route vers Pons. On évoque, chemin faisant, la bataille où Tarente fut battu, en 1652, à la chapelle du Cerizon (2).

Je connaissais Pons. C'est un petit chef-lieu de canton qui, même de nos jours, eut sa célébrité, très pittoresque, fatigant pour ceux qui n'aiment que les rues plates, que beaucoup de sous-préfets aimeraient comme résidence. M. Landreau, maire, nous en fait faire le tour avec autant d'amabilité que de compétence : vue admirable sur une vallée ombreuse et abondamment arrosée par la Seigne (vulgo Seugne), donjon imposant, formidable, domi-

(1) Cette dernière strophe ne s'accorde pas avec ce qui précède et doit provenir d'une autre chanson populaire.

(2) Notre aimable rapporteur place mal cette rencontre. Elle eut lieu avant et non après Berneuil. Elle est connue sous le nom de bataille, — mot exagéré, — de Preguillac.

nant un vaste horizon (lui-même, on le voit de très loin). La ville en est fort embarrassée. Elle n'y peut rien installer, la grande salle est trop sonore. Pour l'instant elle est abandonnée à une Société de gymnastique, déchéance pour un monument historique ! A la porte qui fut l'entrée principale du donjon, deux bornes milliaires montent la garde, et font la causette avec les colonnettes de l'élégante façade de l'ancienne maison du change. Je m'inquiète d'un cadran solaire que je vis jadis dans le jardin de l'Ecole de Recouvrance. On me dit qu'il a été transporté à Saintes. Pendant que mes compagnons s'engouffrent dans les caves du Fa, j'admire un bien joli balcon de fer forgé, avec cœurs accouplés, flambeau et cor de chasse et même des initiales, à une grande maison donnant sur la place.

Nous voici, à midi, réunis autour d'une vaste table à l'hôtel de Bordeaux. Inutile cette fois de battre le rappel ! Dans une excursion le déjeuner est une phase toujours attendu avec impatience et parfois un peu d'inquiétude, surtout par le temps qui court. Je proclame très haut qu'il fut excellent, abondant et, ô surprise ! pas cher ! (Retenez l'adresse !) Les toasts d'usage furent portés par M. le docteur de Grissac, plein d'humour et d'émotion (il nous parla de sa chère ville). M. le Chanoine Clénet sortit de sa poche une petite conférence sur Pons dont M. Musset lui avait confié le texte. M. Dangibeaud, en quelques mots courts et appropriés, remercia le dit chanoine de l'heureuse réussite de cette excursion dont il fut le promoteur.

Et nous voici roulant vers les Egretaux où s'élève le château. Jadis à Usson, à 7 ou 8 kilomètres de là, M. William Augereau lui a donné une nouvelle jeunesse. Avant de devenir un illustre inventeur... heureux puisqu'il a vu son invention adoptée, il s'est ingénié à remettre les unes sur les autres les pierres qui devaient être les unes sur les autres et qui avaient été chambardées. On sent un poids énorme sur la tête quand on suppose la somme de patience, d'audace, d'intelligence, de ténacité, pour entreprendre d'abord et conduire à bien ensuite une restauration de cette importance par ses seules forces et bourse personnelles. Usson n'était pas classé alors ! Heureusement ! Si un architecte de l'Etat y avait mis le nez... Oh ! mes seigneurs !

Mme Lavillauroy, la gracieuse fille du seigneur du lieu, nous guide dans la visite de cette demeure princière, avec un charme dont le souvenir ne sera pas le moindre que nous garderons de cette mémorable journée : Salon de Choisy (xviii^e siècle), palme.

raie luxuriante, chambres aux vastes lits dans lesquels on doit avoir chaud l'hiver (c'est le contraire des nôtres), salle à manger tendue de tapisseries enchanteresses, trouvaille exceptionnelle dont l'histoire inouïe semble un conte de la mille et unième nuit. Et quelle richesse de sculpture sur les murs de la galerie et la formidable tour !... C'est véritablement une belle masse d'architecture, supérieurement rétablie et admirablement encadrée... Seulement je ne voudrais pas avoir à l'entretenir. Il est vrai que si j'avais inventé le moyen d'arrêter au bon moment deux trains qui sont sur le point de s'aborder... !

Nous repartons. Une erreur d'aiguillage nous sépare en deux convois. Tandis qu'un s'élance sur la route d'Avy et d'Echebrune, l'autre file sur Lonzac où l'égaré le rejoint.

M. le Curé de Lonzac nous attendait. Les neuf dixièmes de mes compagnons, moi compris, ignoraient absolument ce qu'était l'église de Lonzac. Notre président nous explique son origine, comment Galiot de Genouillac, grand maître de l'artillerie de François 1^{er} vint en Saintonge construire ce petit bijoux. C'est gentil d'élever à sa femme un tombeau pareil ! Il avait d'ailleurs la maladie de la pierre. Il a construit le château d'Assier, aujourd'hui en ruines, qui a dû lui coûter un poids respectable d'écus d'or. Le brave artilleur s'est complu en outre à intriguer la postérité, ce qui est moins gentil. Que signifie la devise *J'AI ME FORTVNE* ou *FORT VNE*, entremêlée de I, de K, de gueules de canon obtruées par un boulet, et de cette autre déclaration *SICUT ERAT IN PRINCIPIO*. Au fond, il avoue publiquement que toute sa vie il a aimé la vie facile. Était-ce là son intention ? Quelle que fut son idée ? il a doté la Saintonge de la seule église purement Renaissance que possède cette province. C'est une question de savoir si c'est une imitation, une réminiscence des châteaux de Touraine.

Perignac nous réservait une nouvelle surprise, avec sa façade meublée d'une arcature abritant le Christ et les Apôtres, sous une autre arcature où se voient les vertus victorieuses des vices, dominées par une Assomption. Cette façade est unique. La nef vaste, bien éclairée, se termine par un chevet droit du XIII^e siècle, élargi à droite et à gauche par deux chapelles de même époque. On est vraiment étonné de rencontrer dans une commune, en somme modeste, une église de cette importance.

Montils est tout proche. M. le curé en sait long sur son église à la restauration de laquelle il a vigoureusement travaillé, aidé par le conseil municipal (rare exemple !). Il nous apprend notamment

que le long de la toiture court un chemin de ronde que l'on se propose de rétablir. Un vaste souterrain s'ouvre à l'intérieur de la nef, grenier probable des dîmes d'une riche contrée appartenant au chapitre de Saintes.

Presque en face de Montils, se cache dans les arbres l'église de Colombier. On ne pouvait finir une excursion, déjà fertile en joyaux, par une perle de plus haut prix. Elle vient d'être restaurée, et mutilée ! L'abside est merveilleuse. Il est rare de voir des chapiteaux aussi fouillés et aussi curieux : Pèsement des âmes, Daniel, l'homme à la jambe de bois dont on ne peut citer que deux autres exemples, à l'abbaye de Saintes. Quelle étrange idée d'avoir abattu sans nécessité une voûte en briques et de laisser la toiture paraître ! Il fera chaud cet hiver dans l'église ! Le clocher est dit-on unique. Je me rapporte !

Après quelques tours de roues et une dizaine de crevaisons de pneus, nous regagnons Saintes, répétant en chœur : Gloire aux entrepreneurs de cette journée ! et souhaitons que l'an prochain nous soyons tous réunis pour une tournée équivalente.

RÉPONSE

N° 243. — *Ventres rouges*. — J'apprends par un de mes collègues que les habitants de Frontignan (Hérault) sont souvent nommés *Ventres bleus*, terme qu'ils considèrent d'ailleurs comme péjoratif. »

P. MARTIN-CIVAT.

QUESTION

Léon Cladel, dans *Ompdrailles*, le Tombeau-de-Lutteurs, a introduit Antricon-Balastor, le terrible bossu de Saint-Jean-d'Angély, « un des adversaires avec qui le maître aurait certainement du fil à retordre ». On serait heureux de savoir si à Saint-Jean-d'Angély un athlète a laissé un souvenir dans la mémoire de la population, si c'est un être imaginé ou réel.

N. C. V.

LIVRES ET REVUES

RÉVEILLAUD (E). *Poèmes prophétiques. Poèmes messianiques*.

Il faut se sentir autour du cœur l'*æx triplex* dont parle Horace, pour s'attaquer en vers à des sujets bibliques, à la suite de Racine,

de Pascal (*le Mystère de Jésus*), de Victor Hugo. Oser prophétiser après Joad !

M. Réveillaud s'est engagé sur la même voie que ces terribles devanciers.

J'avouerai, tout d'abord, qu'une partie de son œuvre m'a déçu. C'est sans doute la faute de mon âge ; je ne saurais goûter des vers rythmés qui n'ont pas de rimes ; (*Poèmes messianiques, psaumes* II, XXII, XXXI, LXIX, CXXXII). Je préfère la simple prose. Le vers français nécessite la rime. Si cette réponse fait défaut à l'oreille qui l'attend, il n'y a plus ni prose, ni poésie. Et pourtant, dans « *La vie éternelle* » dédiée à Mœterlink et non rimée, qu'elle est belle et bien frappée la formule qui résume toute la pièce :

« L'humanité n'est rien, si la personne meurt. »

Et pourquoi, dans les *Poèmes messianiques*, gâter le beau chant de victoire : *La plus grande France*, par ceci ;

« Il n'est, Hugo relu, que d'admirer comment
La foi qui le soutint prévint l'événement. »

Cacophonie qui rappelle la célèbre boutade.

« Jusqu'où donc, ô Hugo, juchera-t-on ton nom. »

Cette vilaine, mais nécessaire besogne de pion achevée, et après avoir constaté qu'un certain nombre de petites pièces ne dépassent guère la portée de cantiques un peu banals, pour soirées de Noël ou cultes de famille, examinons de plus haut ce qui nous a surtout intéressés.

Les *Poèmes prophétiques* s'ouvrent par une *Méditation sous les étoiles*, aboutissant à l'intuition du cœur, œil de la foi profonde, éclairée par la révélation.

Exilé de l'Eden terrestre où il a laissé l'innocence et l'amour, le couple humain se multiplie ; premier fratricide.

« Peut-être dans le ciel, où Dieu met ceux qu'il aime
Abel fit cet appel à la Bonté suprême
« Ceux qu'une même mère a bercés de son chant,
Rejoins-les, clément Père, et pardonne au méchant. »

Rapide esquisse de l'histoire biblique ; cantique de Moïse, sa plainte, prophéties de Balaam :

« Que tes tentes, Jacob, sont belles sur les monts,
On dirait des palmiers au bord des eaux limpides,
Des aloès plantés auprès des puits profonds,
Des jardins arrosés par des ruisseaux rapides. »

Complainte de David sur Saül et Jonathan :

« O monts de Guilboa, que ni pluie ni rosée
Ni soleil fécondant votre terre arrosée,
Ne fassent germer plante et fleurs ou fruits au lieu
Où sont les boucliers de ces héros de Dieu. »

Après la plainte de Job, l'Ecclésiaste proclame le néant de la vie.

« A part l'Eternité, l'Infini, le Divin,
Tout, oui, tout, (vanité des vanités) est vain. »

Elie appelé en Horeb, ne trouve Dieu ni dans l'ouragan, ni dans le séisme, ni dans la flamme :

« Une brise passa, comme un soupir de femme,
Un murmure léger, subtil, mélodieux...
Elie, en l'entendant : « C'est Javeh, c'est mon Dieu. »

A la conception du vieux Dieu national et guerrier. Amos commence à substituer le Dieu des prophètes, le Dieu de l'humanité.

« La grâce, en ce temps-là, coulera comme un fleuve
Et Sion sortira de sa mortelle épreuve
Comme une épouse ornée attendant son époux. »

Isaïe enfin annonce le Christ :

« Car il vient, le vainqueur dans sa fierté sercine,
Il revient de Botsra, d'Edom, couvert de sang,
Pareil au vendangeur qui, dans la cuve pleine,
Rougit du moût pourpré son vêtement de laine
En broyant les grains mûrs jusqu'à lui jaillissants. »

Et la Paix :

« Des temps viendront un jour, par ma grâce apprêtés,
Lointains encor...
Où les riches moissons que l'ardent soleil dore
Ne seront plus foulées, hâchées, mises à feu
Par les hommes de guerre et les porteurs d'épieu,
Où la Paix régnera, douce, parmi les hommes. »

La vision d'Ezéchiel ressuscitant les os desséchés clôt ce volume, où nombre de pages sont harmonieuses et touchantes. Notons que dans ses *Fleuves de Babylone*, le poète a fait quelques heureux emprunts au merveilleux psaume CXXXVII *Super flumina Babylonis* : il n'a point reproduit l'épouvantable finale qui a pu inspirer bien des atrocités aux Allemands liseurs de Bible :

« Fille de Babel, heureux qui saisira et brisera tes petits contre la pierre. »

Les *Poèmes messianiques* (Ère annonciatrice — Ère du Christ souffrant — Ère de l'esprit et du Christ glorifié) — s'ouvrent par des considérations philosophiques sur l'Action divine.

« Tout émane de Dieu, suprême, unique essence,
Il est vie incessante, action, liberté...
Le mouvement, la vie et l'être sont en lui
L'Eternité, les temps, en son « jour » se confondent. »

Si l'on compare dans une traduction littérale de l'hébreu le psaume 110 bien connu, *Dixit Dominus Domino meo*, avec l'imitation versifiée de M. Réveillaud, on sent combien une telle transformation est difficile et quelle savoureuse énergie garde le texte hébreu ou latin.

Jahvé a dit à mon maître : assieds toi à ma droite jusqu'à ce que je pose tes ennemis en escabeau pour tes pieds, — Jahvé étendra de Sion le sceptre de ta puissance ; Domine au milieu de tes ennemis.

« L'Eternel, le Seigneur a dit à mon Seigneur
« Fils d'homme, mais de tous le plus grand, le meilleur,
Siège à ma droite, au faite auguste entre les faîtes,
Sur un trône au-dessus des rois et des prophètes,
Jusqu'à ce que je mette et range sous tes pieds
Tes ennemis épars, confus, humiliés. »

Une des meilleures fresques des *Poèmes messianiques* est, à mon avis, le *Précurseur martyr*, dédié aux pasteurs Calas. Jésus parle :

« Qu'alliez-vous voir, au désert, près du Ghor ?
Des roseaux agités par le vent ? Mais encor ?
Un homme ayant la pourpre ou l'or sur sa simarre ?
Ce n'est pas au désert qu'ainsi l'orgueil se pare...
Qu'êtes-vous donc allés contempler ? Un prophète.
— Oui, vous dis-je, et de tous le plus grand ; car au faite
Du fronton prophétique et sur eux tous siégeant,
De tous les fils de l'homme il n'est plus grand que Jean. »

Le crime accompli, Hérode recule devant la tête du martyr, et l'on craint de voir blêmir

« Sous les yeux de ce mort ce fantôme de roi. »

Oserai-je faire une constatation un peu étrange ; Jean a prophétisé sur le Christ ;

« Il offrira son corps pour le péché du monde
Et les clous de sa croix graveront ces deux sceaux,
Sur les tombes, pardon ; amour sur les berceaux. »

Et plus tard, en prison, il s'écrie :

« Est-il sûr, ô blasphème.

Qu'ils ne s'attaquent pas ensuite au Maître même ? »

Il semble que le prophète ait oublié sa prophétie qui suppose nécessairement l'attentat contre Jésus.

Dans la *Tentation*, le Christ, « fils très humble » est « peu sûr de lui-même. »

« L'échec dans la lutte

De Dieu lui-même en Christ entraînerait la chute. »

Etrange !... Laissons là ; je ne dirai pas avec l'Apocalypse, ces « profondeurs de Satan », mais ces énigmes théologiques. Quelles discussions elles pourraient susciter !

Je ne dirai rien des seize premiers vers du *Poème de l'Evangile* : « *Non licet inter nos lites componere tantas.* » Excellente interprétation du retour de l'enfant prodigue.

« Or l'Evangile est là, dans cette parabole

Qui de Dieu fait le Père et non plus une idole

Symbolisant la Force ou l'Eclair sans merci. »

Que l'on considère comme des martyrs les Albigeois massacrés, si l'on applique ce nom à tous ceux qui, de bonne foi, meurent pour leur croyance, je le comprends ; mais vous semblez les ranger parmi les martyrs chrétiens, alors que s'ils ont en commun avec les réformés la lutte contre l'église romaine, il semble bien qu'ils étaient plutôt manichéens, cela m'étonne un peu : aux historiens de décider.

La liesse de la Paix, dédiée à Léon Bourgeois, célèbre

« La Paix ! la Paix du droit adorable, attendue

Des premiers mois de guerre et las ! si tard venue.

Cette Paix, acclamée alors de tout Paris,

Hélas, n'a pas encor donné tous ses beaux fruits. »

La plus grande France est dédiée à Raymond Poincaré.

« Ilugo, ta foi l'a vu, donc tu le vois encore...

Oui te voilà debout... France...

Plus grande que jamais d'avoir, dans ta victoire

Dont les peuples amis ont partagé la gloire,

Epargné l'ennemi — trop peut-être — et voulu

Dans le grand règlement de compte du vaincu.

Te contenter du juste et gardé la mesure

D'où peut sortir la paix pour la race future. »

Hélas ! Comment dans *Le châtiment du seigneur de la guerre* affirmez-vous que :

« Loyd George eut pû le pendre avec sérénité. » Qu'est-ce que cela eut rapporté au parti de Loyd George !

Vous sentez bien l'étreinte des cruelles réalités qui paralysent votre élan mystique vers la Paix.

« Seigneur, reste avec nous !...
Cette guerre a fait notre destin
Sans joie, et, sur les flots de la rouge marée,
Vogue une humanité pâle et désemparée...
Où va-t-elle ? A quel but perplexement obscur ?
Est-ce Dieu qui la guide ?... ou quelque monstre impur
Combinant poisons, gaz, en son laboratoire
Est-il le Démiurge horrible de l'histoire ?...
Jours tristes ! Le vainqueur pâtit d'avoir vaincu. »

Je n'ai jamais songé au Psaume II, qui théologiquement désigne le Christ, sans me dire qu'on peut, symboliquement, y voir décrit le destin du peuple qui, même à son insu est le plus chrétien, parce qu'il est le plus idéaliste.

Constiterunt reges terræ et principes convenerunt in unum, adversus Dominum et adversus Christum ejus.

« Pourquoi cette rumeur parmi les nations,
Chez les peuples ces vains complots ?
Pourquoi jusqu'aux bouts de la terre
Et ces rois soulevés et ces ligues de princes
Contre l'Eternel et son Oint ?
Rompons, disent-ils, leurs liens
Jetons leurs chaînes loin de nous !

Il me reste à parler de la paraphrase du vers :

Rien ne trouble sa fin, c'est le soir d'un beau jour.

C'est le délicieux chant funèbre : *A l'ange de la mort* : il m'a ravi.

« Toi qui me fus clément, Ange envoyé du père,
En me laissant lier la gerbe de mes ans,
Tellement qu'au signal : « C'est le soir, quitte l'aire »,
Je n'éprouve regrets ni remords trop cuisants.
N'ayant plus de désir en ce monde qui passe
Que d'en sortir pour voir si, hors des Temps, du Lieu,
Et des vertigineux abîmes de l'Espace
Je pourrai contempler le visage de Dieu !...
Je ne perdrai contact qu'avec les faits immondes ;
Car rien de pur, de grand, de beau, ne se détruit,
Et je vous reverrai, dans vos corolles blanches,
Lys où l'abeille prend le butin de son miel,

Et vous, parcs tapissés d'œillels et de pervenches,
Roses épanouies aux roseraies du Ciel !
Car tout ce que le Monde invisible recèle
Et d'idéales fleurs et de pure beauté
Nous deviendra sensible en sa forme immortelle
Et sera notre lot durant l'éternité. »

Bien d'autres pièces mériteraient d'être signalées dans l'œuvre de M. Réveillaud que nous n'avons pu qu'effleurer.

En Angleterre, elle aurait, je crois, beaucoup plus de popularité qu'en France, où, en dehors des coréligionnaires de M. Réveillaud, comme il le remarque lui-même, catholiques et libres penseurs ignorent presque tout de la Bible ou s'y intéressent médiocrement.

Cette partie profane du public pourra toutefois être frappée du pacifisme de l'auteur qui, dans la préface des Poèmes prophétiques, semble compter sur la société des Nations pour assurer la paix universelle. Puissent ses espérances n'être pas déçues, et ne pas sombrer devant des désillusions nouvelles.

Un lecteur.

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes. Tenus à Paris en 1921 et à Marseille en 1922, p. 179. Mémoire de M. Georges Musset sur La Rochelle commerçante sous le bénéfice des sauvegardes et des saufs-conduits (1203-1410).

TOURNEUR-AUMONT. Un Lettré Charentais de l'époque franque, Ermold le Noir.

Pouvoir central et régionalisme du temps de Louis le Débonnaire. La politique d'Ermold le Noir et d'Ermeno de Poitiers (838).

« Aux preuves déjà données de l'origine aquitanique du poète Ermold le Noir, a dit M. Prou en présentant ces deux volumes à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Tourneur-Aumont en ajoute d'autres et même il précise la région où il habitait : le pays qu'arrose la Charente. Il a cherché, en outre, à dégager des œuvres d'Ermold, sa personnalité. Il a découvert dans le poème en l'honneur de Louis le Débonnaire une véritable profession de foi politique, dont nous ne retiendrons que ce point qu'Ermold était partisan de l'autonomie de l'Aquitaine. Le poète pense en 826 comme le comte de Poitiers, Emenon, agira en 838, quand les partisans de Pépin II se grouperont autour de lui. Cette identité entre les idées politiques d'Ermold et les actes politiques du comte incline M. Tourneur-Aumont à identifier ces deux person-

nages. Il fonde aussi cette hypothèse sur la similitude des noms. Quoi qu'on pense d'une hypothèse aussi hasardeuse, il reste que c'est une nouveauté que le rapprochement entre les écrits d'Ermod et le rôle du Comte Emenon dans les affaires d'Aquitaine. »

AVIS ET NOUVELLES

Nouvelles adhésions : M. Firino-Martel, maire de Semussac, Logis de Didonne.

M. Armand, propriétaire, au Pineau, près Saintes.

M. Pelette, propriétaire, Arvert.

Les bibliophiles apprendront avec la plus vive satisfaction que notre confrère, M. Maurice Martineau, a donné à la bibliothèque municipale de Saintes, toute sa collection de catalogues des grandes ventes de livres, faites à Paris, à Bordeaux et ailleurs, depuis trente ans, chaque catalogue accompagnée de la liste des prix d'adjudication.

A cette série si rare et si utile, M. Martineau a ajouté le *Bulletin du Bibliophile*, une collection du *Livre. Bulletin de la Librairie Morgan*.

Le *Bulletin de la vie artistique*, du 1^{er} avril, édité par MM. Bernheim jeune, reproduit une aquarelle de Paul Signac, *La Rochelle*. (Un coin du port avec bateaux et la Tour de la Lanterne dans le fond).

La représentation aux arènes, le samedi 8 août, se composera du drame *La fille de Roland*.

(Ça vaudra mieux que *Rome vaincue* précédemment annoncée !)

Le dimanche 9, *Oreste*, de M. René Berton.

Aux deux journées, les *Ballets fantastiques* (danses lumineuses) de Loïe Fuller et son école de danse.

Notre confrère, M. le docteur Sottas, vient de donner au Musée de la Marine au Louvre, un modèle de sa confection d'un navire de charge alexandrin, du 1^{er} siècle, le navire qui portait saint Paul et qui fit naufrage à l'île de Malte, en l'an 60, d'après le relief de la tombe de Nœvoleia Tyché à Pompéi. Longueur 33^m60, largeur 8^m80, tirant d'eau en charge 3^m. C'était un de ceux qui faisaient régulièrement le transit du blé d'Egypte en Italie.

La collection Maurice Gangnat, composée en majeure partie de

toiles de Renoir, mises en vente les 24 et 25 juin 1925, contenait entre autre un important paysage, *La Poudrerie de La Rochelle*, sans date, d'une facture précise.

La librairie Escoffier, à Paris, a publié, en avril 1925, un catalogue en très grande partie composée de livres ayant appartenu à M. Delavaud. Une autre partie qui devait contenir les livres saintongeais a été vendue aux enchères en salle publique.

A la session de mai du conseil général, le Préfet a donné lecture d'une dépêche du Ministre de l'Intérieur d'où il résulte que « le Conseil d'Etat consulté sur le projet de changement de nom du département, a émis l'avis que les noms des départements fixés depuis cent trente ans et entrés dans l'usage ne doivent être modifiés que pour de graves motifs et que la modification proposée en l'espèce ne se justifie par aucune raison d'ordre administratif. »

On sait que le seul et unique argument prôné par l'inventeur de cette proposition était le danger que les étrangers ne trouvent nos produits *inférieurs* parce qu'ils viendraient d'un pays portant le nom de Charente-Inférieure. C'était les supposer bien ignorants et bien bêtes. En tout cas, jusqu'ici l'*infériorité* de la Charente ne paraît pas avoir jamais nui au pays.

Ainsi finit une vaste... campagne d'une opportunité très inférieure.

A Rouffignac, il vient d'être trouvé quelques monnaies d'or gauloises.

Nous apprenons, coup sur coup, par les journaux de Paris, que la maison de Napoléon I^{er}, à l'Ile d'Aix, était menacée et qu'elle était sauvée, « depuis deux jours, » écrit le *Journal des Débats* du 5 juillet 1925, grâce à l'initiative et à l'activité de M. Pierre Chaulain, qui la visita il y a quelques mois.

M. le duc de Trévise, président de la *Sauvegarde de l'Art français*, intéressa M. Paul Léon, directeur des Beaux-Arts, à ce dernier asile de Napoléon, et obtint de lui le classement.

Une Société des *Amis de l'île d'Aix* s'est immédiatement fondée et a réuni 20,000 francs. La maison sera gardée et entretenue. On se propose d'y créer un musée napoléonien.

L'*Illustration* du 27 juin a reproduit une vue de la maison.

En mars 1925, une croix romano-byzantine en pierre de Château-Landon a été placée à Saint-Jean-d'Angély sur l'un des vieux con-treforts romans joignant l'église paroissiale et donnant sur la place.

Sur le piédestal établi dans le glacis de ce contrefort, on lit :

S T A T
C R U X
D U M
V O L V I T U R
O R B I S

En dessous, une plaque eommémorative porte :

CETTE CROIX
A RÉGNÉ DE 1889 A 1923
AU FRONTISPICE
DE LA BASILIQUE S.-G.
DE MONTMARTRE
OU ELLE A ÉTÉ REMPLACÉE
PAR UNE CROIX D'AUTRE STYLE
ELLE A ÉTÉ PLACÉE ICI
AU MOIS DE MARS
DE L'ANNÉE DU JUBILÉ 1923

Cette pièce, évaluée 10.000 francs, attribuée à M. A. Bonnet, l'un des architectes de Montmartre, a été donnée par lui à l'église de Saint-Jean-d'Angély.

AMÉDÉE MESNARD.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 9 mai 1925, est décédé à Royan, M. Frédéric Domain, capitaine au long cours, âgé de 77 ans.

Le 10 mai 1925, à Cozes, est décédée Mme veuve marquise d'Aiguères, née Marie-Louise Daudy, âgée de 82 ans.

Elle laisse une fille, Mme veuve Grandidier.

Le 13 juin 1925, à Rochefort, est décédé M. Emile Proust, âgé de 72 ans, licencié en droit, agent d'affaires. Marié en 1905 (*Revue*, T. XXV, p. 402.), avec Mlle Bourand, il laisse deux fils et une fille : MM. René et Roger Proust et Mlle Marie Proust. Il était fils de feu Fr. Joseph Constant Proust et de feu Esther Constance Pros.

Longtemps clerc de notaire à Paris, il vint vers 1895 à Saintes, où il continua sa profession où il excellait d'ailleurs.

Il s'est fait connaître plus particulièrement par ses goûts divers. Les poissons des étangs de Chantilly ont dû apprendre son départ de Paris avec la plus grande joie. Du samedi soir au lundi matin, il leur tendait les engins les plus insidieux et les appâts les plus alléchants. Rentré à Saintes, il laissa leurs congénères bien tranquilles. Il se fait bâtir deux maisons, rue de La Roche. Bon violoncelliste, il réorganise la société philharmonique dont il fut l'âme et le banquier, puis il s'occupe de tournage avec les outils les plus perfectionnés, il chasse avec un fusil du dernier modèle. Mais tout cela ne contentait pas sa fantaisie et son besoin de mouvement. Il se lance dans la photographie. Très adroit, il s'offre les appareils et les procédés les plus parfaits. Il entreprend, avec la collaboration de M. Dangibéaud, la confection d'un gros album de photographies sur *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, dont il ne tire qu'un très petit nombre d'exemplaires. Ce sera sa gloire. Cet album de 350 clichés 13×18 ou 18×24, en épreuves au charbon pour trois exemplaires complets, ou en gélatino-bromure (il existe un exemplaire au platine), représente un énorme travail, et deviendra — il est déjà devenu — un document du plus haut intérêt.

Il a signé et fait imprimer un petit volume de notes sur les monuments de l'arrondissement de Saintes, *Ce qu'il faut voir*, auquel il comptait donner une suite pour les autres arrondissements.

Très actif, il a voyagé, en roulant ses appareils, non seulement sur les routes de notre département, mais jusqu'en Touraine, en Poitou, parce qu'il avait imaginé de fournir la compagnie des chemins de fer de l'Etat de vues pour ses wagons. Il cessa un peu après 1915.

MARIAGES

Le mars 1925, à Lausanne, a été célébré le mariage de M. Robert Chapsal, secrétaire d'ambassade, attaché aux services du quai d'Orsay, fils de M. Chapsal, sénateur, maire de Saintes, avec Mlle Marcelle Chaumont.

Le mai 1925, a été célébré le mariage de M. Henri Balland, docteur-médecin, fils de M. le docteur Balland, avec Mlle Jeanne Denis, fille du colonel Denis, chef d'état major des armées du Levant.

Le 27 mai 1925, à Paris, a été béni le mariage du vicomte René de Lestrangle, fils du marquis de Lestrangle, avec Mlle Françoise d'Ussel.

Le 30 juin, à Paris, a été célébré le mariage de M. P. Taittinger, député, avec Mme du Périer de Balzan.

Le 20 juillet 1925, a été béni, à Saintes, le mariage de M. Fernand Guesdon, avec Mlle Françoise Martellière.

DÉCÈS

Le 30 juin 1925, est décédé subitement au Rail, commune de Champagnolle, M. Albert Verneuil, président de la fédération des viticulteurs charentais, officier de la Légion d'honneur, ancien maire de Cozes, président du comice agricole de l'arrondissement de Saintes.

Il laisse quatre enfants, Messieurs Pierre et Jacques Verneuil, Mesdames Germaine Cadiot et Suzanne Cadiot.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Cozes.

Le 16 juillet, à Saintes, est décédée Mme de Chanaud de Lestang, née Madeleine de Fonrémis, fille de M. Marcel de Fonrémis, âgée de 33 ans.

Elle laisse deux filles.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE

VARIÉTÉS : *Monographie de la commune de Semussac*, par M. Guiet ; *La mort de l'abbaye de Saintes* ; *Généalogie de la famille de Barbezères*, communication de M. A. Mesnard ; *L'Eglise de Marennnes*, par M. Létellé ; *Le Chevalier Argant*, chanson du XVIII^e siècle.

LIVRES ET REVUES : *Jarnac à travers les dges* ; *Brouage et Marie Mancini*.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; impression du tome XLVII ; quête pour l'église de l'abbaye ; médaille honorifique ; vente d'un exemplaire des *Tragiques* ; photographie portrait ; exposition de tableaux ; exposition de l'école de dessin de La Rochelle ; plaque commémorative Loti ; registres paroissiaux déposés aux Archives de Rennes ; nouvelle académie ; maison de Napoléon à l'île d'Aix ; Liste des détenus remis en liberté par M. Grasilhier ; histoire des quatre sergents de La Rochelle ; *Cognac et ses dix agglomérations*.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M. l'abbé Simon, Mme Dières-Montplaisir, M. G. Bernard.

MARIAGES : de Cugnac-Fischer, Pinasseau-Legrand.

BIBLIOGRAPHIE.

VARIÉTÉS

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE SEMUSSAC

La commune de Semussac est située dans le canton de Cozes. Avec une superficie de 2.481 hectares, elle en est la plus grande.

NATURE DES TERRES. — GÉOLOGIE

Les terres en sont, en majeure partie, de nature crayeuse, sauf sur quelques points où le sable domine.

Le sous-sol appartient à la division des terrains crétacés, étage supérieur sénonien. On n'en retire que de mauvais moëllons. L'on y rencontre souvent des fossiles désignés : *ananchytes orbis*, *micraster*, surtout des *térébratules* et des *ostrea frons*.

COLLINES. — PLAINES

Le sol de la commune de Semussac est assez accidenté, mamelonné. On y remarque trois chaînes de collines se dirigeant de

Revue tome XLI, 8^e livraison.

23.

l'Est à l'Ouest. Deux semblent se souder et forment une sorte de fer à cheval, dont l'extrémité antérieure sert d'assiette au bourg.

Quelques éminences de terrain ont reçu un nom. On montre le coteau de Chez-Reine, la Motte-Ronde, le Terrier de Champtier, le Terrier du Peu.

Au sujet de la Motte-Ronde voir la lettre adressée par M. Edmond Bordage à M. le Président de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, le 10 février 1914, lettre qui a dû être insérée dans le *Recueil de la dite Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure*.

HYDROGRAPHIE

Cette commune est arrosée par trois petits cours d'eau tributaires de la Gironde. Deux, la Reine et le Bardécille, coulent dans des vallons étroits et profonds. La Reine se jette dans le Bardécille à la limite de Semussac et de Meschers. — Le troisième, le canal de Chenaumoine — le chenal ou le chenu aux moines — traverse un marais aujourd'hui desséché, qui, autrefois, servait de repaire aux loups.

Les fontaines de Chez-Reine donnent une eau excellente. A l'Ouest de ce hameau, à l'endroit appelé Fontailler, il existe une source dont l'eau a la réputation de guérir certaines maladies.

BOIS. — BOTANIQUE

Les bois sont assez rares dans la commune de Semussac.

Les plantes qui y croissent spontanément et que l'on rencontre le plus souvent sont : la ficaire à la corolle dorée, le haïssable chardon des champs, le mélilot, dont les grappes jaunes embauvent les moissons ; sur certains points, on trouve bien le sureau hièble et le bouillon-blanc, mais sur d'autres, on peut faire connaissance avec la triste immortelle. Je dois aussi mentionner le chardon Roland ou panicaut, painchaud, au pied duquel pousse une sorte de champignon connu dans l'endroit sous le nom de « carniote » et que l'on appelle argoigne, dans l'Aunis.

FOIRES

Les foires qui se tiennent à Semussac le troisième jeudi de chaque mois datent de 1734. Avant la Révolution de 1789, le champ de foire était à l'endroit appelé le Petit-Puits. Le seigneur percevait le droit de plaçage. Il y a cent ans, la foire de la Saint-Michel attirait beaucoup de monde à Semussac. Les habitants du Médoc n'hésitaient pas à traverser la Gironde pour y venir.

FRAIRIES

Les frairies de Semussac ont lieu : la première et la plus ancienne, le lundi de Pâques ; la deuxième, le premier dimanche d'octobre.

VOIES DE COMMUNICATION

La commune est traversée dans sa plus grande longueur par la route départementale n° 8 de Royan à Pons, qui passe à 500 mètres du bourg ; ensuite elle est parcourue par trois chemins de grande communication, un chemin d'intérêt commun et quinze chemins vicinaux ordinaires ; il existe enfin une trentaine de chemins ruraux. Le chemin de fer de Royan à Pons la traverse aussi ; mais il n'y a pas de gare sur son territoire. La gare est au village de La Traverserie, dans la commune de Corme-Ecluse, à 3 kilomètres et demi du bourg de Semussac.

Bourignon (*Recherches topographiques*, p. 293) fait passer une voie romaine par Arces et Semussac où l'on découvrit une voûte souterraine entre Valade et Trignac.

TEMPÉRATURE

A Semussac, la température est généralement moyenne. Le vent y souffle souvent du Nord-Ouest. Cependant la pluie y tombe rarement en excès, d'où ce dicton : « Quand il tombe de la pluie à Semussac, c'est qu'ailleurs on n'en veut plus. » Les orages, assez rares, n'y sont jamais violents : les ravages occasionnés par la grêle ou la foudre y sont à peu près inconnus. Enfin, la température y est plutôt sèche que fraîche, l'air très sain, les épidémies peu communes.

POPULATION

— En 1691, il y avait 120 feux ; en 1710 on en compte 102 à cinq personnes en moyenne par feu.

D'après les tableaux de recensement la population était en :

1691 de 120 feux	1866 de 940 habitants
1710 de 102 —	1876 de 906 —
1793 de 810 habitants	1886 de 792 —
1800 de 770 —	1891 de 767 —
1815 de 803 —	1896 de 697 —
1836 de 922 —	1901 de 718 —
1846 de 987 —	1906 de 737 —
1856 de 966 —	1911 de 707 —
	1921 de 725 —

C'est à partir de l'invasion du phylloxéra dans l'endroit que la population diminue sensiblement. Les propriétaires, voyant leurs revenus diminuer, se passent de domestiques ou de journaliers. Beaucoup d'ouvriers agricoles quittent alors la commune. Même des jeunes gens lui appartenant par leur naissance se marient dans d'autres localités et s'y fixent.

CONSTITUTION PHYSIQUE DES HABITANTS. — MŒURS

Les habitants de Semussac sont assez grands : les jeunes gens réformés pour défaut de taille sont rares. Ils sont même assez forts : la moyenne des conscrits réformés est de 1 sur 6.

De mœurs simples, les Semussacais fréquentent peu les cabarets et ne se livrent presque jamais à la débauche. La durée moyenne de la vie est de 48 ans pour les hommes et de 56 ans pour les femmes. Au commencement du *xix*^e siècle (1804-1813), elle était de 37 ans pour les hommes et de 38 ans pour les femmes.

Moyenne actuelle des décès 2 pour 100 de la population.

COUTUMES ET USAGES

Baptêmes. — Il est toujours d'usage, à Semussac, chez les catholiques, de faire baptiser les enfants dans les premiers jours de leur naissance. Après la cérémonie, le parrain et la marraine sonnent les cloches pour ne pas que le nouveau-né soit sourd. Ensuite, il y a un banquet, quelquefois un bal.

Les protestants mettent moins d'empressement dans l'accomplissement de cet acte religieux.

Mariages. — Dès que le maire a lu l'acte de mariage, la nouvelle épouse s'avance vers ce magistrat, lui fait un compliment et lui remet un bouquet. Après l'avoir remerciée, l'officier de l'état-civil embrasse la mariée.

Religions, croyances, superstitions, etc. — Comme ceux de la plupart de communes voisines, les habitants de Semussac sont, en général, fort religieux et ils ne sont pas moins superstitieux. Lorsque le médecin ne guérit pas assez vite ou paraît impuissant contre le mal, on s'adresse aux *panseurs*, on consulte les somnambules et les devins. — On n'ouvre point la terre, le jour du vendredi-saint. Tous ceux qui ont quelques douleurs intermittentes, rhumatismes, névralgies, les scrofuleux et autres, se rendent chaque matin de fête annuelle, *avant le lever du soleil* chez quelque « *panseur*. » De retour chez eux, de toute la journée, ils ne mangent ni

viande, ni graisse ; ne se servent ni des couteaux, ni des fourchettes, ni des cuillers, ni des assiettes, ni des verres dont ils font usage ordinairement. Enfin on a la *foi*, mais cette foi n'est basée sur aucune raison, et je crois bien qu'elle n'est pas un don de Dieu. Cependant, comme partout, il y a des exceptions ; pour être juste, je dois dire que dans plusieurs familles on pratique sincèrement la religion chrétienne et que l'on est exempt de toute superstition.

Langage. — Comme dans toute la Charente-Inférieure, à Semussac on comprend le français ; mais celui que l'on y parle n'est pas très pur : c'est un patois facile à interpréter, un dialecte dont les mots sont empruntés au vieux français, ou plutôt c'est le vieux français un peu corrompu. On dit encore *bourgeois* pour un bourgeois, *pouaire*, pour poire ; on répète souvent *sti*, *stelle*, *sto* pour dit-il, dit-elle, (*sto* est des deux genres). Si Pierre veut répéter à quelqu'un ce que Joseph et Louise se sont dit lorsque celle-ci arriva de la foire, il s'exprimera ainsi :

« D'où viens-tu ? *sti* Jhonet.

— J'arrive de la fouaire ! *sto* la Louise.

— Qu'as-tu vu de curieux ?

— R'n de pu bias que mouai, *stelle*. »

Lettre du syndic de la paroisse de Semussac à l'Intendant pour lui demander l'autorisation de convoquer les habitants de la dite paroisse afin de délibérer sur la nécessité d'avoir un maître d'école.

« A Mgr Senac de Meilhan, Intendant de Justice, Police et Finances, en la généralité de La Rochelle,

« Supplie humblement Étienne Papin au nom et comme syndic électif de la paroisse de Semussac en Didonne, près Cozes, en Saintonge, ellection de Saintes pour la présente année 1773, disant que par l'art. 5 de la déclaration du Roy du 14 may 1724, il est ordonné qu'il sera établi autant qu'il serait possible des maîtres d'école dans les paroisses pour instruire les enfants de l'un et l'autre sexe des principaux devoirs de la religion catholique, apostolique et romaine et les apprendre à lire et à écrire, que la présente paroisse à cause de ses excessives impositions, bien plus fortes encore la présente année 1773 par la contribution des dits habitants au frais de reconstruction de l'église, à laquelle on travaille, est plus que jamais hors d'état de se procurer un maître d'école. Que cependant le suppliant a le mal au cœur de voir que par le défaut de cet établissement les dits habitants et leurs enfants ne sçavent ny lire ny écrire, qu'il arrive tous les ans que les

collecteurs préposés pour l'amas des impositions, privés de cette instruction, éprouvent journellement des discussions avec les contribuables, que ce n'est que par l'espérance d'obtenir quelque diminution dans les Impositions que cette demande a été jusqu'à présent éludée, mais comme le désir de voir faire cet établissement l'emporte sur la médiocrité des facultés des dits habitants, dans cet objet, le suppliant a l'honneur de vous donner la présente requête aux fins que,

Ce considéré, Monseigneur, il vous plaise de vos grâces, permettre au suppliant au dit nom de convoquer et assembler en la manière accoutumée le premier jour de dimanche ou fête qui suivra la réception de votre ordonnance, les habitants de la présente paroisse de Semussac à l'effet de délibérer entre eux sur la nécessité et le besoin qu'il peut y avoir de l'établissement d'un maître d'école sur la dite paroisse et sur la fixation de la somme nécessaire à son entretien. Dont sera dressé acte et le suppliant continuera ses vœux pour la santé et prospérité de votre Grandeur.

PAPIN, syndic.

En 1790, la première assemblée électorale s'est réunie dans la grande salle d'audience du parquet (la mairie actuelle) sous la présidence de M. Jean-Victor Moreau, qui fut nommé maire (7 février 1790).

Quelques jours après, M. Moreau ayant été nommé administrateur du district (arrondissement de Saintes, donna sa démission de maire et fut remplacé par Jean Paulay. Cette réunion présidée par le curé, eut lieu dans l'église, comme beaucoup d'autres ensuite.

Liste de Maires

- 1790, Moreau Jean-Victor.
- 1790, Paulay Jean.
- 1792, Noyer Jean.
- 1793, Moreau Jean-Victor.
- 1803, Moreau Pierre-Raphaël.
- 1814, Dusault Emery.
- 1819, Hermand Isaac.
- 1830, Moreau Victor.
- 1835, Hermand Isaac.
- 1837, Comte de la Grandière (Alfred).
- 1854, Thomas Pierre.

1894, Papin Clodomir.

1908, Moreau Léon Jules.

1910, Lucazeau Alcide.

1919, Firino-Martell Paul.

GUIET, instituteur en retraite.

(à suivre.)

LA MORT DE L'ABBAYE DE SAINTES

Avant de présenter quelques maigres renseignements sur les derniers jours de l'abbaye de Saintes, glanés dans les registres des délibérations du Directoire du District, rendons grâces à l'homme intelligent et dévoué dont l'activité inlassable a su triompher des routines officielles, de l'indifférence paresseuse coutumière aux bureaux, des barricades administratives, et restituer à notre cité un des plus beaux bijoux de sa couronne, à la France, un des monuments les plus précieux de son art médiéval.

On projete de rendre au culte l'église de l'abbaye, déferant ainsi, après cent trente-deux ans, au vœu des habitants de Saint-Palais, qui la réclamaient « y compris le chœur des dames et la sacristie », pour en faire leur paroisse, « leur église étant fort petite et le clocher en très mauvais état, dont les réparations seraient très coûteuses », et auxquels le Directoire du District répondait, le 13 juin 1793, que l'église de l'abbaye « est un bien national dont on ne peut disposer à titre gratuit. »

Il faudra, nous dit-on, des millions et bien des années pour la restaurer. Des années ! Que d'événements peuvent se jeter à la traverse ?

Fille de la maîtresse du Régent, l'abbesse, Marie-Magdelaine de Baudéan de Parabère d'après les fascicules de juillet et d'août 1774 du *Journal historique et politique de Genève*, « après avoir donné des preuves de son attachement pour la maison royale durant la maladie du (feu) roi et des trois princesses ses augustes filles, fit vœu lorsqu'elle fut instruite de l'inoculation de sa Majesté, (Louis XVI), de recevoir gratis, dès qu'elle serait rétablie, deux demoiselles de condition, d'en élever deux autres et d'entretenir deux pauvres jusqu'à ce qu'ils aient appris un métier... La prieure et les religieuses ont résolu de loger, nourrir, entretenir et faire donner à leurs dépens une éducation cléricale aux nommés Bréon, Dussé et Michot, qui paroissent avoir d'heureuses dispositions pour l'état ecclésiastique. »

Dans son *Histoire de l'église santone*, l'abbé Briand rapporte les

lutton de l'abbesse contre l'évêque Germain de La Chastaigneraye : elle fut condamnée en 1770, par le Parlement de Bordeaux, à faire desservir l'Eglise de Balanzac. « Cinquante trois paroisses, dit Briand, étaient à la présentation de cette femme ! »

Plus loin, il raconte ses démêlés avec l'évêque de la Rochefoucauld qui, trouvant l'abbaye en état d'anarchie, obtint du roi sa suppression et son remplacement par un chapitre de chanoinesses.

Un sursis fut obtenu ; trois religieuses expulsées par l'archevêque de Bordeaux, l'ordonnance de suppression rapportée. en 1789.

A l'époque où commencent nos registres, une suppression générale et radicale va s'exécuter sous d'autres inspirations.

Le 11 août 1790 le Directoire du département prépose Ardouin et Dumas à l'inventaire des titres et papiers de l'abbaye : le 11 novembre 1791, le Directoire du district demande la nomination d'un archiviste pour les déchiffrer : un sieur Descroizettes, nommé, démissionna. Le 1 ventôse, an 3, on présente Dussourt et Després comme successeurs au Comité des Archives, — Le cartulaire a été conservé, qu'est devenu le reste ? En 1880, un procès verbal d'élection d'abbesse en 1333 était retrouvé mutilé dans le grenier d'un castel dont l'ancien propriétaire, rentré d'émigration, allumait son feu avec les parchemins de son domaine.

L'abbesse demande que les fermiers soient tenus de lui verser les échéances de la Saint-Jean, vu les dépenses quelle doit acquitter, il y a quatre-vingt trois religieuses et nombre de personnes, tant au service de la communauté que préposées aux affaires spirituelles et temporelles. Le Directoire du district, qui ne donne presque toujours que des avis sur les requêtes, estime qu'en attendant la fixation, par l'Assemblée nationale, d'un traitement définitif pour cet effet, le Directoire du département doit en fixer un provisoire sur lequel on imputera les sommes qui ont été payées à la Saint-Jean par des fermiers qui ignoraient la loi ; l'abbesse tiendra compte au district des biens qu'elle fait valoir en régie, 4 septembre 1790.

Les 8 octobre, 4 et 7 décembre, avis de payer leurs traitements de 250 livres à trois des quatre curés de Saint-Palais, Racapé, Bernard Pontet, Jacques Arnaud, le quatrième, Couturier, étant démissionnaire, quoiqu'il prétende que sa démission a été forcée.

Les 28 février et 7 juillet 1791, Pontet réclame un traitement de 1425 livres : on répond qu'il n'a d'autre qualité que celle de codesservant, celle d'aumônier de la ci-devant abbaye ne concerne qu'un culte privé non dû par lettrés or public : il n'est que volon-

taire à la paroisse et, faute d'avoir prêté serment, n'a droit qu'à 500 livres.

Le 20 octobre 1792, ayant prêté le serment le 13, il demande à rentrer dans ses droits, jouir de sa maison curiale et du traitement de 1000 livres comme ci-devant chanoine et chapelain de la chapelle des défunctes abbesses et 800 livres comme curé. On répond que le serment n'a pas été prêté dans les délais légaux avant le scrutin de l'élection de son remplaçant : il n'a droit qu'à 500 livres et la faculté de desservir une paroisse sous l'institution canonique de l'évêque « avec l'espoir d'obtenir, par un zèle et un patriotisme soutenus, les suffrages de l'assemblée électorale. » — En l'an 3 Saint-Palais fut un atelier de salpêtre.

Le 5 février 1791, le Département se propose de faire casser comme illégal un arrentement de 80 journaux de terre à Corme Royal fait pour 16 livres 5 sols de cens à Venien par l'abbesse seule le 24 avril 1789.

Le 7 frimaire 1794, on refusait de lever le séquestre mis sur des meubles et cent fûts vinaires que Pasquier disait avoir achetés d'elle à Pont-l'Abbé pour 871 livres 15 sols, suivant une quittance du 8 janvier 1788 que l'administration prétendait avoir été altérée.

Le 25 janvier 1792, à une requête de l'abbesse demandant la décharge de leur contribution patriotique établie sur les anciens revenus de la maison, le Directoire du district répond que le revenu net excédant 400 livres est la base de cette contribution ; les converses, qui ne reçoivent que 350 livres en sont dispensées, chaque religieuse touchant de l'état une pension de 700 livres y est assujétie. Sur la masse des traitements des 56 religieuses (y compris la supérieure dont le traitement est de 2000 livres), doivent être fixés les deux termes d'impôts de 1791 et 1792, soit sur 40500 livres à réduire de 2250 pour la contribution mobilière.

Reste un capital de 38250 livres, dont la contribution patriotique pour ces deux termes sera en deux sommes égales de 3187 livres 10 sols ; « cette dernière somme se composant de la tierce partie du quart des dites 38250 livres. » Quant à la réduction de 3800 livres proposée par la municipalité à raison des réparations locatives de la maison auxquelles elles sont assujéties, le Directoire estime que cette dépense doit être compensée avec la jouissance gratuite qui leur en est accordée ainsi que de leur jardin et enclos.

Le 29 mai 1792, sur une requête de l'abbesse qui demande « la

surséance de la dessente des cloches de son couvent jusqu'à une réponse du ministre de l'intérieur auquel elle a présenté une pétition à ce sujet », vu la réponse de la municipalité et la loi du 22 avril ordonnant l'envoi à la monnaie de toutes les cloches des maisons religieuses supprimées, on la déclare non recevable.

L'abbesse demande de conserver « un timbre », son horloge étant utile à la communauté. Vu les observations de la municipalité, le 31 mai 1792, le Directoire du district est d'avis que la loi du 22 avril ne peut s'étendre aux cloches formant le timbre des clochers qui sont partie intégrante de l'horloge. « Si la loi privait cette maison de l'horloge, elle ne pourrait être vendue ou établie ailleurs qu'avec la cloche sur laquelle elle frappe. » L'Assemblée Nationale n'a rien prononcé à cet égard, l'horloge est « non seulement au rang des objets mobiliers dont les communautés religieuses ont la jouissance pendant leur existence, mais encore d'une utilité publique par l'avantage de sa situation. » Avis que la cloche demeure en place ou soit rétablie de suite si elle a été descendue. »

A cet instant on apprend que les commissaires employés à la descente des cloches de la ci-devant abbaye ont fait briser le timbre de l'horloge. Avis qu'il soit remplacé par une des cloches restantes.

Le même jour, avis favorable est donné à la demande de la municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud, qui propose d'échanger sa cloche contre deux de celles qu'on descend à l'abbaye, offrant de payer l'excédant du prix, à condition que cette municipalité paie les frais qu'occasionnera l'échange et fournisse l'excédant du poids, s'il y a lieu. Même avis en faveur d'électeurs de Montils demandant d'échanger contre une cloche de l'abbaye la leur qui est cassée. Le 1^{er} juin, même réponse à une requête identique des habitants de Saint-Vivien. Avis d'autoriser la municipalité de Saintes à faire placer à Saint-Vivien une des cloches qui viennent d'être enlevées aux églises des religieuses, la plus rapprochée de la grosseur de celle de Saint-Vivien qui est cassée et sera envoyée à la monnaie « les églises conservées pour le culte devant nécessairement être pourvues d'une cloche à l'effet de réunir les citoyens dans les moments consacrés au service divin. »

Le 25 juin 1792, avis de rembourser à l'abbesse 175 livres avancées par elle, pour traitement du second trimestre, à la dame Labonnardelière malade dans sa famille et ayant fixé son domicile dans le district de Civray, vu le certificat de la municipalité d'Excideuil.

L'abbesse demandant qu'il soit permis à la communauté de louer leur maison jusqu'à ce qu'il se présente des acquéreurs, le Directoire du district, le 7 septembre, est d'avis de la déclarer non recevable ; « l'Assemblée Nationale, en décrétant l'évacuation des maisons religieuses a non seulement eu l'intention de procurer de nouvelles ressources à l'Etat, mais encore de dissiper les restes du fanatisme auxquels les ci-devant monastères prêtent une trop facile retraite. » La loi prescrit aux corps administratifs de mettre ces maisons en vente : la demande de la louer contraste évidemment avec l'intention de l'Assemblée et cette maison d'ailleurs ne pourrait être louée que publiquement et dans les formes ordinaires.

Le 23 septembre 1792, à midi, il a été mis sur le bureau du Directoire du district une requête de la dame Baudéan Parabère. Elle demande « qu'attendu ses grandes infirmités et ses fièvres continues, il lui soit permis de rester dans ses appartements jusqu'à son rétablissement, à la charge d'en payer le loyer à compter du 10 octobre prochain. »

Vu le certificat du médecin Fourestier du 18 du mois constatant l'état de sa maladie grave, ouï le procureur syndic : « Nous estimons qu'attendu la maladie grave dont la supérieure des bénédictines se trouve affligée dans ce moment, elle peut être dispensée de sortir de la maison jusqu'à ce que sa convalescence lui permette de se déplacer sans danger, jusqu'à ce que la vente de cette maison soit effectuée ; l'administration en accueillant la demande de la pétitionnaire ne portera point d'atteinte à la tranquillité publique et à l'intérêt national et elle consolera l'humanité qui élève la voix pour une femme que son âge et ses infirmités rendent intéressante. »

L'abbesse mourut le 30 septembre. En 1883 les Bénédictines de Saint-Jean-d'Angély disaient posséder son portrait ; d'autres prétendent que vers 1865 il existait à Saintes à la pension Amoureux. L'acte de décès ne figure pas sur le registre de Saint-Palais : le couvent avait sans doute un obituaire particulier.

(à suivre).

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE DES DE BARBEZIÈRES

La découverte d'une tête en pierre en creusant un terrain au lieu de *Chavagne*, commune de Sainte-Même dont la presse régionale a parlé, vient de mettre en vedette le nom de ce modeste

village de la Charente-Inférieure loin de se douter, sans doute qu'il allait ainsi par ce fait, attirer l'attention.

Bien que l'objet de cette invention toute primitive d'ailleurs, n'eut, assurément, qu'une valeur intrinsèque très réduite, il nous parut d'autant plus intéressant de rechercher à éclairer les origines que le lieu où elle fut opérée était dans le voisinage d'une voie romaine, aux environs de Chagnon-d'Aumagne où, il y a des années, un dyptique de plomb formé de deux tablettes de magie décrit et étudié par M. C. Jullian, de l'Institut, avait été trouvé (1).

Certaines démarches nous permirent d'obtenir de la famille qui les possède des documents pouvant, après examen, offrir un intérêt historique, car ils mettent en lumière des noms de personnages de haute qualité se rattachant les uns aux autres par une généalogie ainsi qu'on le verra plus loin.

L'un de ceux-ci qu'il convient de nommer tout d'abord, vu le rôle particulièrement actif qu'il semble avoir rempli est celui du Com' *Jean-François de la Haye, chevalier de Saint-Louis, de Marie-Thérèse d'Autriche* et de plusieurs autres ordres, fils adoptif du comte de Couniène, son parent, petit fils d'ambassadeur, marié à Rouillac le 23 fév. 1811 à Marie-Rose Bernard de Monsanson, née au Pérat, le 22 fév. 1790.

Une de ses lettres, datée de Paris du 6 fév. 1656, constate qu'il était ingénieur de 1^{re} classe du gouvernement impérial, président de l'académie des inventions utiles et de la chaire d'aérostatique. D'après certaines indications de propagande en tête du papier employé, on remarque qu'il était le chef d'un groupement s'occupant très activement, dès cette époque, « *des moyens pro-pres à se diriger, à volonté, dans les airs avec ou sans ballon.* »

Des flottes aériennes étaient alors fondées avec des logements clos par des vitraux où étaient les « *moteurs* » de direction et donnant libre accès à une école d'aéronautes, logeant aussi sans danger, chaque inventeur.

Les *dames* et les *étrangers* étaient particulièrement recherchés comme propagandistes excellents ayant l'assurance que le voyage offrait toute sécurité, le commandant de La Haye ayant trouvé les moyens de construire à peu de frais un « *Parachoc infailible* » pour empêcher les aéronautes « *de se blesser et les voyageurs de se briser lors du choc ou du déraillement des wagons.* »

(1) Mme Guillaud a fait don de ces tablettes à la Bibliothèque de Saintes.

La lettre susdatée qui donnait ces détails imprimés et qui devait certainement impressionner ceux qui les lisaient était adressée par le baron à sa nièce « Mme Cicard, {propriétaire, née baronne « de Monsaouson de Javernac, en son domicile, à Chavagne, com-mune de Sainte-Même par Saint-Jean d'Angély (Char.-Inf.), en réponse à celle qu'il en avait reçue dans le but de faire réformer du service militaire, le fils de cette baronne.

Le baron, vieil officier qui a reçu, en signe de témoignage affectueux de 1500 officiers retraités, une épée d'honneur qui tire l'œil en tête de toutes ses lettres, se défend de se prêter à favoriser une pareille demande parce que, dit-il, la guerre peut éclater d'un moment à l'autre avant six mois, en mettant toute l'Europe en sang et, ensuite, parce qu'elle est contraire aux intérêts du jeune soldat qui, s'il veut travailler, sera sergent ; puis, dans deux ou trois ans, officier et arrivera aux plus hautes dignités dans les années « *comme ont fait tous ses pères depuis tant de siècles* » alors « *qu'au surplus la croix de la légion d'honneur est dans son sac...* »

Que si, maintenant, on éprouve le besoin de vérifier d'aussi pompeuses déclarations au sujet de la famille dont il est fait si grand état, le tableau généalogique que nous résumons plus bas sous la signature du baron de La Haye, accostée d'un cachet paraissant armorié et certifié par lui sincère et véritable dressé sur des pièces et titres originaux, paraît-il, semble devoir les justifier, faisant cependant en ce qui nous concerne, toutes réserves faute d'autres documents probants à l'appui.

Voici donc d'après cette pièce que nous avons eue en main les renseignements que nous en avons extraits et que nous donnons tels que :

« La famille des *de Barbezières*, y est-il dit, anciens cordons bleus, marquis et comtes de Civray, seigneurs de Barbezières, de Chemerault, de Bois Berton, de Boisauroux, de Latalonnière, de La Touche, de Montigné et autres lieux, possédait une noblesse des plus antiques se perdant dans la nuit des temps ayant contracté des alliances même avec des maisons souveraines, ayant fourni des grands hommes qui avaient brillé au premier rang dans les armées, la diplomatie, le sacerdoce, dans la marine, dans la magistrature, dans les lettres, les sciences et les arts.

Cette famille de Barbezières, y est-il fait observer, se divisait en trois branches et portait comme armes : « *D'argent à trois fusées et deux demi fusées de gueules en fasce, couronne de marquis support de levrettes : quelques branches de cette famille portent cinq lozanges en fusées et deux demi fusées.* »

A l'origine de la souche, se trouvent (1) :

Le marquis Jean II de Barbezières, fils de Jean II de Barbezières et de Armide L'Hermite qui épousa dans le XV^e siècle demoiselle Clémense d'Orgemont.

De ce mariage naquirent plusieurs enfants dont *Philippe et Louis* qui formaient les deux branches A et B.

Branche A : Côté de la branche de Philippe de Barbezières frère de Louis d'où est descendue Sa Majesté le roi de Hanovre. On compte 12 degrés donnant chaque case les noms, titres et mariage, ou descendant avec ceux du conjoint :

C'est ainsi que sous le N° 3 se trouve notamment, Jacqueline de Barbezières, mariée le 4 sept. 1541, à Messire René comte de Pous-sard, seigneur de Vandré, Le Bois et de Saint-Marc, d'où sont issus les aïeux de Sa Majesté le roi de Hanovre.

Sous le N° 7, se trouve Sophie-Dorothée de Brunswick, née le 15 février 1666, fille de Éléonore Desmier d'Olbreuse (2), et de Georges Guillaume de Brunswick, duc de Zèle, N° 6 mariée à Georges d'Angleterre, d'où naquit (N° 8) Georges, roi d'Angleterre, né le 30 octobre 1683, marié en 1705 à la princesse Wilhelmine Dorothée de Brandebourg-Anspack avec laquelle il eût : Frédéric-Louis, prince de Galles (N° 9) marié en avril 1736 avec Augusta princesse de Saxe Gotha.

Ces grands personnages, est-il ajouté au tableau généalogique, vivaient au temps d'Étienne, comte de Barbezières, haut et puissant seigneur de Montigné, *grand-père* de la baronne de *La Haye* :

Ils eurent comme fils (N° 10) Georges III, roi d'Angleterre et de Hanovre, né le 24 mai 1738, marié le 8 sept. 1761 à la princesse Sophie-Charlotte de Mecklembourg-Strélitz qui donnèrent naissance à :

Ernest-Auguste de Cumberland, roi de Hanovre, marié en mai 1815 à Frédérique Caroline, princesse de Mecklembourg-Strélitz, desquels naquit :

Le prince royal Georges-Frédéric-Alexandre qui n'eût point d'enfants.

Branche B : La branche de Louis de Barbezières, fils de Philippe fils de Jean qui fonda la branche des seigneurs de Montigné, compte également 12 degrés.

(1) On comparera cette généalogie avec celle publiée par M. Beauchet-Filleau *Dictionnaire des familles du Poitou* nouveau qui ne parle pas d'une seule de ces hautes alliances.

(2) Voir *Archives Saintonge*, tome XIII ; *Archives Poitou*, t. IV

Le 1^{er} est Louis de Barbezières, seigneur de Montigné où il avait haute, moyenne et basse justice ;

Le 2^e Hercule de Barbezières, seigneur de Boisauroux ;

Le 3^e Jean III de Barbezières ;

Le 4^e, le comte Hiérémie de Barbezières ;

Le 5^e, le marquis Etienne, comte de Barbezières ;

Le 6^e, François, seigneur de Montigné, la Touche et autres lieux ;

Le 7^e François II de Barbezières, comte ;

Le 8^e, Etienne de Barbezières, haut et puissant seigneur de Montigné, marié à Courbillac en 1733, avec Marie-Anne de Laisné de Francheville ;

Le 9^e, *Marie-Rose de Barbezières, mariée au vicomte Alexandre-Bernard de Monsauson seigneur de Javernac*. C'est celle dont il est question plus haut dans la lettre sus relatée et qu'il appelle « sa nièce » ;

Le 10^e, *Marie Rose de Monsauson, née vicomtesse de Maurensa* ? mariée à Rouillac le 28 février 1811, à M. le C^t Jean-François de la Haye... fils adoptif du comte de Couniène, son parent, petit fils d'ambassadeurs, celui dont nous avons tenu à révéler, spécialement, plus haut l'active personnalité ;

Le 11^e, Sublime-Napoléon de *La Haye* de Barbezières, avocat, maire adjoint du 1^{er} arrondissement de Paris, Conseiller à la Cour d'Alger ;

Le 12^e, Passavant de *La Haye* filleul du duc de La Rochefoucault, du comte de Saint-Aulaire, etc, etc...

Le tableau généalogique s'arrête là.

D'après une note complémentaire qui nous a été remise par la famille qui en est détentrice sans que toutefois ce renseignement ait pu être consacré par des actes d'état-civil, il résulterait :

Que du mariage de Marie de Barbezières avec le Vicomte Bernard de Monsauson seraient issus quatre enfants dont Jeanne-Marie Bernard de Monsauson mariée à un S^r Gouineau dont sept enfants, de l'un deux serait née Rachel-Hilaire Jennina, le 11 oct. 1859 épouse Ragot.

L'analyse des autres papiers qui nous furent, en même temps remis et que nous indiquons en passant consistent :

en 1^o un bulletin d'état civil de la Commune de Sainte-Même portant la naissance de Pierre Bernard, gentilhomme et de dame Rose de Barbezières ;

2^o un extrait d'un contrat de partage des 22 et 23 prairial an X

de la République, portant attribution en sept lots aux intéressés du « *domaine de Chavagne* » ;

3° un acte du 27 février 1815, reçu Ballanger, notaire à Saint-Hilaire, par lequel Jean Fournier de Jarnac donne à Philippe Bernard, propriétaire à Chavagne, tous ses immeubles de Courbillac, Plaissac dans la Commune de Rouillac, (Charente) ;

4° une lettre du baron de La Haye au chevalier Bernard de Monsanson à Chavagne où il est question d'un officier du nom de Godet, sollicitant sa retraite ;

5° une autre du même à Mme Girard d'Aubreau, née Vicomtesse Bernard de Monsanson, du 30 avril 1855 « au Magne », Charente-Inférieure, (Aumagne, sans doute).

C'est dans cette pièce que le baron insiste pour que la sus nommée aille à *Saintes*, chez *Mme Poitevin*, pour y copier, dit-il, notre « *généalogie prouvant que vous êtes parente à toute la noblesse de France... et ces pièces copiées et légalisées par le maire, vous serviront un jour, puissamment.* »

Enfin, parmi ces documents se trouve encore une enveloppe portant : Service du Roi : Cabinet de la Reine : sur le cachet qui y est apposé on lit : Paris, Maison du Roi, puis l'adresse de la destinataire ainsi établie : Madame Bernard, vicomtesse de Monsanson à « *Chavannes* » de Sainte-Même, par Saint-Jean-d'Angély, Secrétariat de la Reine, Palais Royal, 8 mai 1855.

Si les faits plus haut relatés suscités par l'étude d'une question archéologique ne sont point de nature à l'éclairer, il faut reconnaître, qu'en retour, ils font la part belle à la science et à l'histoire puisque en remontant le cours des ans assez sensiblement d'après les dates, ils établissent que l'aérostatique avec « *ses moteurs, ses dirigeables à volonté dans les airs, ses parachocs et ses cabines de voyageurs* » était déjà rendue à un état avancé ; de même que, par les noms retentissants mis en lumière, ils évoquent des souvenirs lointains conservés par les archives.

Certains des habitants de ce lieu descendants de cette famille des de Barbezières qui aurait été apparentée comme il a été dit, non seulement à la plus haute noblesse de France mais même à des maisons souveraines, contribuèrent certainement par leurs puissantes relations à lui donner alors une importance que l'on devine.

Le Temps, ce grand maître auquel rien ne résiste, a par cette loi inéluctable, depuis fait son œuvre en faisant disparaître ce qui fut autrefois un vaste domaine aujourd'hui morcelé avec son château, son castel, sa gentilhommière ou son logis sans doute pour

ne plus laisser qu'un modeste village de quelques feux à peine.

Comme on le voit, le résultat obtenu par nos recherches justifie, une fois de plus, l'étroite solidarité existant entre l'archéologie et l'histoire qui, chacune par des moyens qui lui sont propres, luttent ensemble contre l'oubli des temps en faisant revivre le passé.

Amédée MESNARD.

L'ÉGLISE DE MARENNES

(fin)

Maintenant, comment la Réforme s'est-elle introduite au pays abonné de Marennes ? Avant d'aller à Nérac, Calvin avait établi à Poitiers un collège d'apôtres de sa doctrine, qui se partagèrent les provinces. En Saintonge, un ministre originaire de Tours, Philibert Hamelin, balançait l'autorité de l'évêque ; et cette province, qui était administrée par Louis d'Estissac, vieux seigneur incapable, devint bientôt, avec les îles de la côte, un foyer de résistance calviniste (BB). Des ministres de passage entretenaient ces populations énergiques, vouées aux durs travaux de la mer, dans le culte périlleux de la Réforme. Au commencement de l'année 1559, Burie (C), poussé aux mesures de sévérité par le roi de Navarre, qui n'autorisait ni les prêches, ni les réunions calvinistes, dispersa par la force l'église de Marennes. Elle se reforma aussitôt après son départ sous la direction d'un ministre venu de Genève, Charles Léopard. Ces troubles décidèrent Antoine de Bourbon à visiter la Saintonge.

« Dedans les isles de Marennes, écrit le père de Henri IV, il y avait assez bon nombre de peuple qui, soubz le nom de tenir quelque sorte de religion à part, faisaient force assemblées, ayant planté au principal poteau dudit M. de Certain plaquarts en forme d'édict plein de témérité et insolence tendantz plus tost à sédition qu'à religion, pour à quoy pourveoir je me batteray de me trouver avec les dits sieurs de Bury et d'Estissac (1558). » Et

(BB) Disons tout de suite que les renseignements qui font l'objet de cet alinéa, ont été tirés d'un très consciencieux et important ouvrage, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*..., par le baron Alphonse de Ruble, 3 vol. in 8°. Paris, Adolphe Labitte, 1881, 1882, 1883. Voir aussi compte rendu dans *Bulletin des Archives*, t. III et IV.

(C) Charles de Coucis, comte de Burie, chevalier de l'ordre du roi, lieutenant général au gouvernement de Guyenne.

dans un autre passage : « Je ne doute point qu'il n'y aye de mauvais garçons et scaudalleux méritantz une bonne punition, s'ils pouvoient estre appréhendez. » Prêches à Cognac, sédition à Angoulême (1560), le parlement de Bordeaux entame une instruction. L'huissier de la cour chargé de la signification, arrive à Marennes. Il y est témoin d'une assemblée de 2500 à 3000 hommes réunis pour écouter un ministre ; ils montraient de telles dispositions que l'huissier n'ose remplir sa mission. Marennes, Brouage, la côte s'agitaient. Les calvinistes de Marennes avaient signé et envoyé au roi une profession de foi. Les ministres s'étaient emparés des églises et y célébraient leurs cérémonies. Le jour de la Toussaint seulement les catholiques marennais purent se saisir de l'église pour la messe, mais après la fin des offices protestants. Théodore de Bèze, et le ministre Compaigne, parcourraient ouvertement la Saintonge et l'Aunis, Marennes et les îles de Brouage (CC).

Dix ans après ces premiers troubles, l'église de Marennes fut ruinée, et la fabrique dépouillée de ses biens, en vertu de l'édit donné à Niort, le 29 janvier 1569, par Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et les autres princes et seigneurs huguenots. Afin d'assurer la « liberté de conscience », les chefs des protestants avaient « besoin faire grand amas de deniers » ; et pour y parvenir, le moyen « le plus raisonnable » était « de procéder à la vente du temporel des ecclésiastiques, ... vendre les rentes... tant sur des maisons que sur autres fonds et héritages, ensemble leurs bois ; ... vendre aussi les dépouilles et places des temples, maisons épiscopales, abbatiales, canonicalles et autres. » En quoi consistait alors le temporel de la fabrique de Marennes ? En marais salants certainement, propriété la plus productive, celle qui formait encore, en 1789, le revenu des nombreux bénéfices ecclésiastiques déte-

(CC) Les autres ministres qui vinrent au pays abonné de Marennes, après, pour la plupart, s'être « déprestrés », sont : Hubert Robin, de l'Ordre des Frères Prêcheurs, à Saint-Denis d'Oléron ; Nicole, en l'île d'Arvert ; Charles de Clermont, dit Lafontaine, à Marennes ; Michel Mulot, à Soubise ; Bouquin, expédié de Genève pour l'île d'Oléron, 1560 ; Jean Boisseau, moine apostat, à Saint-Pierre d'Oléron. D'autres moines défroqués « se faisoient de mestier » ou régentaient en quelque village ; « et parce que les isles d'Olleron, de Marepnes et d'Allevvert sont loin des chemins publics, il se retira en ces isles là quelque nombre des dits moines, ayant trouvé divers moyens de vivre sans estre cogneus... » Bernard Palissy. Voir dans la nouvelle édition des *Œuvres* du potier saintongeais, 1888, Niort, L. Clouzot, libraire, la remarquable notice historique, bibliographique et iconologique par M. Louis Audiat.

nant des biens au pays abonné. Elle possédait entre autres un moulin que « honnestes personnes, Jehan Robert, Jehan Prévost, Jehan Dubroil, Pierre Degéac, Jullien Delagrève et Pierre Carlot, — sans doute les « anciens » du consistoire — tous marchans, habitans du présent lieu de Marempnes », afferment le 15 juillet 1569, à Jehan Bonneteau, « mousnier », pour trois ans, à commencer « du XV^e d'aougst prochain venant. » Ce moulin à vent, est-il dit dans l'acte, « appartenant à ceux de l'église réformée dudict Marempnes, et qu'y leur a esté donné et conféré puy naguesres par messeigneurs nos princes, qu'on souloit appeler du Saint-Esprit, situé et assis près le lieu et village de Boursouffrant. »

La prise de possession, par les religionnaires, du temporel de la fabrique, avait suivi de près l'édit de Niort. Plus tard, ce temporel, en vertu des édits de pacification, fut restitué à la fabrique, sinon en totalité, du moins en ce qui concerne le moulin du Saint-Esprit, qui est sous-affermé, le 27 mars 1604 à Anthoyne Morissonneau, farinier à Marennes, par Jehan Gilles, « sieur de Dayre en partie », demeurant au village des Aulneaux, paroisse de Saint-Just. Jehan Gilles, suivant sa déclaration, était fermier général des biens de la fabrique « par accord et contract fait avec luy et les marguilliers, fabricqueurs, et autres habitans catholicques, appostollicques, romains de la présente paroisse de Marennes (D). »

Il n'est pas moins intéressant de savoir où les catholiques célébraient leur culte après la destruction de leur église. Dans un acte du 9 septembre 1586, (*Registres paroissiaux de Marennes*) écrit de la main de Jehan Aymar, juge sénéchal et fabriqueur, on

(D) Les seigneurs huguenots, signataires de l'édit de Niort, sont : Henri, duc de Vendôme ; Louis de Bourbon, prince de Condé ; l'amiral de Coligny ; le comte de La Rochefoucauld ; François de Coligny, seigneur d'Andelot. Arcère, *Histoire de La Rochelle*, a reproduit l'édit de Niort. Le consistoire retira de la ferme du moulin du Saint-Esprit, 40 livres tournois par an. « Pour assurance du payement de laquelle, Mathurin Bonnetean, frère dudict Jehan... s'est fait et constitué plèg (caution) et principal payeur pour ledict Jehan, son frère germain... Fait et passé on bourg de Marempnes, en présence de M. Jehan Mestureau et Guillaume Constantin, marchand dudict Marempnes, le vendredi quinziesme jour de juillet l'an mil V^e soixante-neuf. MICHEL, notaire royal en Xaintonge (Vidimus sur papier). La ferme payée par Morissonneau était de trente boisseaux de blé méturé par an, pendant trois ans. « Fait et passé à Marennes, en présence de Pierre Debarrière et Pierre Melon, clerks dudict Marennes, le 27^e de mars 1604. J. GILLES, DEBARRIÈRE, MELON, MICHEL, notaire royal. » Jehan Letart était fermier de la fabrique avant Gilles, et sa ferme comprenait des marais salants.

lit : « Marie Valleteau a esté baptizée sur les fonts baptismaux en l'église Saint-Pierre de Salles en Marempnes. » En 1597, M. Jehan Huon, docteur en médecine, épouse Isabelle Clément « en l'église Saint Pierre de Salles. » En 1587, Jehan Gilles, sieur des « Osneaux et terres salées de Daire », Héliès Devyneau, Phelippon Boizeau et Jehan Letard, sont élus fabricqueurs par les « habitans paroissiens catholicques » assemblés « en hostel et chapelle du présent lieu » ; mais ils prêtent serment, et procès-verbal de leur installation est dressé et signé « en l'église dudict lieu de Marennnes. » Ce qui semble indiquer qu'un recoin quelconque de l'église ruinée, sorte d'ébauche d'une reconstruction future avait été approprié ; — l'expression « parachever » employée dans l'acte du 4 juillet 1601 le donnerait un peu à entendre. Mais voici que l'assemblée générale des catholiques du 13 juin 1594, citée plus haut, s'est tenue « en la chapelle dudict lieu, où de présent se faict le service divin. »

En 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, des baptêmes sont faits et des abjurations sont recueillies « en la chapelle du Saint-Esprit, place des Ayres de Marennnes » : d'où il faut inférer que le service divin se célébrait habituellement à la chapelle de la place des Aires, et exceptionnellement à l'église paroissiale. Une baillette du 16 octobre 1687 consentie par l'abbesse de Saintes à Jehan Bouhet, « cousturier », nous fixe sur l'emplacement de cette chapelle. Jehan Bouhet, y est-il dit, est maintenu dans la possession « d'une maison et jardrin appelée la maison de la confrayrie du Saint-Esprit, confrontant d'un bout à la grand ruhe publique conduisant du bourg dudict Marennnes au Pas, d'autre bout à la chappelle dudict Marennnes, d'ung costé à la maison de M. Bonaventure Godet, d'autre costé à la maison de
Cette délimitation désigne clairement le tènement des maisons situées au nord de la place des Aires, lequel, avant la percée de la route de Rochefort à la Seudre, était confronté par les rues Bourseplate, Sainte-Valière (rue de la République) et Blanche (rue de la Sous-préfecture). C'est dans ce tènement qu'était la chapelle du Saint-Esprit, derrière la maison de la « confrayrie » qui lui servait d' « hostel. »

La chapelle des Aires était fort ancienne ; on y faisait le service divin pour la paroisse pendant les guerres avec les Anglais, — l'église paroissiale étant convertie en forteresse. Lors des troubles de religion également, et aussi pendant les travaux de reconstruction de l'église. Elle était en ruine en 1770 ; seuls à cette époque

subsistaient les gros murs. On n'y remarquait aucune trace de clocher. Elle avait, dans œuvre, 84 pieds sur 19 de large. Couverte autrefois en appentis, sa hauteur du côté du couchant était de 18 pieds, et du côté du levant de 12 pieds. Dans un acte d'assemblée de 1681, on avait agité la question de démolir cette chapelle à cause de son état de ruine. (Communication de M. de La Morinerie).

L'abbesse, tout en réparant les déprédations causées par les guerres civiles, avait à soutenir diverses instances, ou à répondre à des requêtes et informations. D'un côté ce sont des tenanciers qui ont profité de ces discordes pour s'exonérer, pendant vingt-neuf ans, de toute redevance, et contre lesquels il faut instruire en parlement. D'autre part, c'est Mme de Marennes, Anne de Pons, huguenote fervente, qui entame une procédure contre Françoise de La Rochefoucauld, accusée d'avoir enlevé de l'église de Marennes les armoiries de sa famille, signe de sa suzeraineté. Ce dernier incident nous est révélé par un acte d'Aubin, notaire royal, du 22 février 1602, à la réquisition d'Anne de Pons, et contenant ses protestations. Préalablement, procès-verbal avait été dressé dans ladite église pour constater l'existence de ces armoiries. Enfin, information du 8 mai 1602, par le même notaire, à raison de l'enlèvement des dites armoiries.

Très entreprenante par tempérament, se sentant assez forte pour entrer en lutte avec la maison de Pons, et se croyant fondée à revendiquer un droit de seigneurie dans tout le bailliage de Marennes, l'abbesse repoussa avec fierté l'ingérence de la fille d'Anne de Parthenay l'Archevêque. D'ailleurs un arrêt du parlement de Bordeaux, du 16 septembre 1602, confirmé par le parlement de Paris le 17 avril 1621, fit défense aux Martel héritiers des sires de Pons, de s'attribuer la qualité de comtes de Marennes. Enfin, un arrêt du Grand Conseil, en 1661, maintint les droits de patronage de l'abbesse, et dit que les titres et armoiries placés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'édifice seront effacés. La dame de Saint-Pierre de Salles triomphait sur toute la ligne.

Mme de Parabère eut aussi à subir des exigences à peu près semblables du duc de Richelieu. Le 6 décembre 1769, acte par lequel ce dernier invite les fabricqueurs à faire graver ses armes à la clef de la voûte, ou d'en laisser la place en blanc. Le 4 janvier 1770, défense aux fabricqueurs et entrepreneurs de mettre d'autres armes que les siennes à la clef de voûte, ou d'en laisser la place en blanc. Les fabricqueurs refusent. Action est formée contre eux. L'entrepre-

neur est condamné à réparer les irrégularités commises à trois arcs de l'église, et signalées par procès-verbal des officiers de la juridiction, assistés d'un ingénieur, 16 janvier 1770. L'entrepreneur y obtempéra, et le fit constater par procès-verbal du 23 février, mais refusa de souscrire à ce qui concernait les armes du duc, sous prétexte d'un appel de la sentence du juge de Marennnes.

Le XIX^e siècle aura aussi payé son contingent d'embellissements à l'église de Marennnes. En 1879-1888, des verrières historiées d'un meilleur goût ont remplacé les anciennes ; deux chapelles ont été unifiées, sous le vocable de la Sainte Vierge, et des peintures murales, qui font honneur à un artiste de mérite, se promènent avec élégance dans la nef, le transept, les chapelles et sur une partie de la grande voûte. Cette appropriation et ces fresques, intelligemment combinées, et qui font de l'édifice l'un des plus curieux de la contrée, sont le résultat d'une vaillante initiative et d'un grand zèle sacerdotal.

ANDRÉ LÉTELIE.

LE CHEVALIER ARGANT

La *Revue* a publié (p. 293) l'annonce du passage à Saintes d'un médecin oculiste qui mettait des pupilles de verre. Cette opération a été chansonnée. Nous nous sommes souvenu d'avoir entendu jadis M. Marcel de Fonrémis chanter et mimer, avec un talent comique sans égal, une chanson qu'il tenait de son grand père de Jallais, lequel la tenait de sa grand'mère Mme de Champeville de Boisjoly qui la lui avait apprise. Est-elle inédite ? Peut-être oui, peut-être non. En tout cas, les recherches pour la trouver dans un chansonnier du XVIII^e siècle n'ont donné aucun résultat. Elle est fort amusante et du meilleur esprit gaulois sans être triviale.

LE CHEVALIER ARGANT (*air de Malbroug*)

D'un chevalier aimable
Ecoutez l'aventure incroyable
Et les traits véritables.
Je la tiens d'un normand,

Le jeune et bel Argant,
Ce chevalier galant,
Perdit, Dieu quel dommage !
Ce qui plaît, ce qui plaît davantage
A la fleur de son âge.
Argant perdit un œil

Argant perdit un œil,
L'amour en fut en deuil.
Dans cette conjoncture
L'art voulut imiter la nature
Par une miniature
D'un émail fort poli.

Un émail fort poli, En ovale arrondi. Vint occuper la place Qui marquait, qui marquait trop la trace De l'affreuse disgrâce Du chevalier Argant.	Que résultera-t-il donc ? Faut-il mourir ou non ? Il mande mortifère, Mais le plus nécessaire Arriva le dernier.
Le chevalier Argant, Le soir en se couchant Quittait son œil de verre. Qu'il plaçait, qu'il plaçait dans un verre, Lustrant avec l'eau claire Ses postiches appas.	Notre preux chevalier Jurait comme un sorcier. L'Esculape enfin sonne, Prend le pouls, voit la langue et raisonne Puis à grands mots ordonne Un petit lavement.
Or, il advint, hélas ! Un étrange embarras. Par une nuit brûlante Ah ! que cette aventure est plaisante ! Dans sa soif imprudente Son œil il avala.	Un frater à l'instant Se présente humblement, Puis un genou en terre Avec art dirigeant son clystère, Il se jette en arrière Le cœur glacé d'effroi.
Son œil il avala, L'autre seul en pleura. On eut dit que Méduse... Mais allons, allons au fait, ma muse, Comparaison n'amuse Courons au dénouement.	Le cœur glacé d'effroi Il dit : C'est fait de moi ! Et crie à sa voisine Je vois quelqu'un qui m'examine. Jamais, dit la voisine Je ne vis des yeux là !
De calmer son tourment Il tente vainement, Pour que son œil s'échappe, Se pressant, se pressant la soupape, Il fait de trappe en trappe Couler l'émail au fond.	Qui vous mit des yeux là ? Expliquez-moi cela. Ah ! c'est mon œil de verre Qui sans doute est à la portière, Monsieur l'apothicaire, Votre clef l'ouvrira.

LIVRES ET REVUES

DELAMAIN (Robert) *Jarnac à travers les âges.*

L'auteur du compte-rendu (tome XXI, p. 68 de notre *Bulletin-Revue*) de l'*Inventaire des meubles du château de Jarnac* (29 novembre 1762), publié par feu Philippe Delamain, termine son article par cette phrase : « Il reste quelque chose de cette belle demeure féodale, ce sont les souvenirs, les pièces, les documents, les inventaires que nous devons à l'amour intelligent de notre confrère pour sa ville natale. » Ph. Delamain laissa plusieurs enfants dont un, M. R. Delamain, hérita des goûts de son père pour l'histoire et l'archéologie, ce qui n'a rien que de naturel, étant donné qu'il fut élevé au milieu des richesses du cimetière d'Herpres, et d'un médaillier constitué avec des monnaies trouvées en majeure partie autour de Jarnac, et surtout une suite de pièces d'or recueillies dans les sables. La vue des objets d'art n'inculque pas fatalement le goût

de l'antiquité à un jeune homme, mais si celui-ci n'y répugne pas instinctivement, il y a grande chance que par la suite, il tente d'augmenter ses primes connaissances et d'en tirer parti. M. R. D. est de ce nombre. Il a mis en œuvre « les matériaux » que son père lui légua en ajoutant ceux qu'il a pu amasser. Son livre de 289 pages, écrit sobrement, sans digressions inutiles, sans longueurs, se lit avec agrément, tous les chapitres sont visiblement documentés, pas autant quelquefois qu'il conviendrait. M. R. D. s'est volontairement abstenu de discuter certains points, il a restreint son plan à raconter d'après les informations qu'il avait sous la main, sans viser à être complet, ce qui est souvent un but bien difficile à atteindre. Prenons donc ce livre pour ce qu'on nous le donne et ne cherchons pas trop ce qu'il aurait pu être. Certaines réflexions s'imposent cependant.

Le premier chapitre (18 pages) est consacré à *Agernacus*. L'auteur qui connaît l'exacte composition du sol, les couches géologiques, la direction des voies, a complètement négligé de s'expliquer sur l'étymologie, l'âge, la provenance de ce vocable, nom latin de Jarnac.

Il est acquis qu'au plus loin où l'on puisse remonter l'origine de Jarnac, on perçoit dans ces parages une agglomération humaine aux temps préhistoriques, puis à l'époque gallo-romaine, un groupe de potiers au lieu dit actuel les *Grandes-Maisons* qui a succédé à un nom que nous ignorons. *Agernacus* est relativement moderne. Ni Holder ni Longnon ne donnent un vocable gallo-romain ou mérovingien similaire, même voisin, commençant par *Ager* ou *Jarn* ou *Jern*... Et pourtant nombreuses sont les localités qui débutent par *Jar*... Elles paraissent d'origine médiévale. Les mots Jarrie, La Jarrie, Jarrige, La Jarne, La Jard, très fréquents, avec le sens de lieu inculte, (Ducange), sont représentés dans la toponymie saintongeaise, Un village nommé la Jarrie existe même à faible distance de Jarnac. Rédet a recueilli pour son *Dictionnaire topographique* de la Vienne, dans la commune d'Aventin le fief Jarrige qui se transforme successivement en Jarney (1253) Jar-net. Jarnacq, Jarnacuin (1439) Jarnac (1). Les bâtiments des céramistes des *Grandes-Maisons* ayant été détruits par les invasions du III^e siècle, une nouvelle agglomération a dû se condenser, à

(1) Dans la Meurthe-et-Moselle, le bourg de Jarny actuel s'appelait *Garniacum* (936).

côté, et se développer, car elle répondait à une nécessité locale, que la guerre avait pu annihiler momentanément, mais qui devait renaître fatalement. On remarque que le point où Jarnac s'est élevé est un passage de la Charente, un bac sans doute, peut-être une *mansio* pour les bateliers ou rouliers. Plusieurs routes y aboutissent, il existait certainement du temps des potiers. Eux disparus, autour de la maison du passeur, des artisans de métiers nécessaires aux transports soit par eau soit par terre, bateaux ou voitures, se sont établis, un nouveau village se forma sous un nom emprunté au langage vulgaire traduisant un état du sol. M. R. D. note que les terrains aux alentours de Jarnac sont pierreux (p. 6) ce qui suggère une Jarrie quelconque et ses évolutions.

Hypothèse ! j'en conviens. Passons sur un terrain moins glissant.

« Les Romains, dit M. R. D. (p. 12) firent à la Saintonge un don d'une autre valeur quand ils y introduisirent la vigne... La culture (p. 13) de la vigne fut adoptée chez nous avec une faveur extraordinaire et quand saint Eutrope vint pour convertir Saintes, il ne put s'empêcher d'admirer déjà cette campagne fertile et ces riches vignobles... Et le poète Ausone, écrivant à son ami Paulin, lui vante la campagne qu'il a sous les yeux, les vignobles... »

Voilà un sujet qui eut mérité quelques solides références.

M. D. aurait bien dû nous dire en quel siècle il place saint Eutrope ! avec un peu de critique. L'argument tiré d'une leçon d'un office de sa fête dans un Bréviaire du ^{xiii}^e siècle n'a aucune valeur. C'est une pure fleur de rhétorique qui fait allusion à un état possible des vignobles de Saintonge au ^{xiii}^e siècle, (peut-être inspiré par le dithyrambique Ausone), mais incompatible avec la culture de la vigne au ⁱⁱⁱ^e siècle, encore plus au ⁱ^{er} siècle. Il suffit de rappeler que cette culture en Gaule ne fut autorisée que par Probus, c'est-à-dire entre 276 et 282 (au temps de saint Eutrope). Il pouvait exister deci delà quelques pièces *en fraude*, mais de culture en grand, non. Les Gaulois et leurs héritiers aimaient le vin, ils l'aimaient tant qu'ils s'attirèrent la réputation d'être ivrognes. Ils l'achetaient aux marchands venus d'Italie ou de la Province, parce que, dans le but de protéger la viticulture en Italie, une prohibition rigoureuse frappait la plantation de vignes en Gaule. Domitien, en 95, renouvela la défense, il avait même prescrit d'arracher les vignes en Narbonnaise et de semer du blé, sans être obéi d'ailleurs. Ausone a vanté, au contraire, à très bon droit son vignoble. Il vivait au ^{iv}^e siècle (310-394), à une époque où

l'on buvait du vin récolté sur le sol gaulois depuis un demi-siècle ! Eut-il vu de belles vignes, saint Eutrope avait d'autres soucis que de les admirer !

Jarnac doit à la bataille de 1569, célèbre par le meurtre de Condé, et plus encore au fameux duel de 1547, d'être une des villes de France dont le nom soit universellement connu. Comme de juste M. D. parle longuement de ces deux événements et consacre de nombreuses pages à la famille Chabot qui posséda la terre pendant quatre siècles. Avec quatre inventaires en main, il nous introduit dans les coins et recoins du château, dont il ne reste plus rien. Il nous montre les splendeurs et la décadence de cette vieille construction féodale. Cl. Masse est passé par là ; or, quand cet ingénieur passait quelque part il n'avait garde d'omettre de prendre des notes, de lever des plans. A Jarnac, il les prit en toute connaissance de cause, car il travailla à une restauration. Son mémoire est donc des plus précieux. Il était alors aux ordres d'une jeune femme qui aimait son Jarnac plus que tout autre résidence, même la cour, et qui projetait d'y mener la vraie vie de famille.

Henriette-Charlotte Chabot, à peine âgée de 19 ans, épousa, le 13 juillet 1709, son cousin Paul-Auguste-Gaston de La Rochefoucault. « En suivant les appartements du château, dit M. R. D. (p. 113) on voit bien qu'elle a mis tous ses soins, tout son amour à embellir la demeure de ces ancêtres et à la meubler suivant le goût nouveau. » Elle avait de quoi faire, car ces ancêtres lui léguaient un vaste château en pire état, immeuble et mobilier. M. D. ne nous explique pas pour quelle raison, cette jeune comtesse cherchait à « égayer cette grande demeure un peu triste. » Saint-Simon nous l'apprendra. Elle était orpheline de père et de mère, fort riche « pas mal de sa personne avec de l'esprit et voulait être maîtresse. » (*Mémoires*, Edit Boislisle, t. XVII, p. 350). Elle était fille de Guy-Henri Chabot, qui, veuf de Marie-Claire de Créquy, avait épousé, le 17 mai 1688, Mlle de Guéménée « avant que personne en ait ouï parler » (Daygeau, t. II, p. 140). Mort le 11 mars 1691 (1), cette fois pour de bon, après plusieurs fausses alertes (*Ibidem*), son père lui abandonnait une grosse fortune qui lui permit de s'offrir un mari de son choix : « un cadet de

(1) Le *Mercur*e de mars 1681 (p. 124-133) rend compte d'une fête donnée dans le château.

Montandre La Rochefoucauld, qui n'avait ni bien ni figure, mais beaucoup d'esprit et fort orné » (Saint-Simon *loco citato*). Elle lui imposa sa volonté de demeurer à Jarnac, aussi dota-t-elle le nid de tous les agréments qu'elle put.

Il ne semble pas que ce séjour forcé ait aigri le caractère de ce jeune et brillant mari. Il est vrai qu'il n'eut guère le temps de s'y ennuyer, de se faire beaucoup de mauvais sang, car après avoir commandé en Allemagne et en Flandre le régiment de Béarn, il mourut le 19 décembre 1714, de la petite vérole (Dangeau, *ibidem*) laissant à sa femme une fille qui se fit plus tard religieuse. Six mois de veuvage et de solitude suffirent à Henriette; en juin 1715, elle épousa un autre cousin, Charles Annibal, titré chevalier de Léon, troisième fils de Louis de Rohan-Chabot, né le 14 juin 1687. « Elle stipula — c'est toujours Saint-Simon qui nous renseigne (t. XXVI, p. 199) — qu'il quitterait le service du Roi et Paris et qu'il irait vivre avec elle à Jarnac qui est un fort beau lieu en Poitou (*sic*). Elle parloit en héritière très riche à un cadet qui n'avoit rien et qui se trouve heureux de l'épouser et de se conformer à toutes ses volontés. » Il aurait *du* être heureux ! mais,.... soit par tempérament, soit par ressentiment d'être obligé de réprimer ses goûts et de se calfeutrer dans ce vieux château, même restauré, « il ne tarda pas par ses manières hautaines, à se faire détester des habitants de Jarnac et des seigneurs ses voisins » remarque M. R. D. (p. 118), aussi se sachant honni, il quitta Jarnac et n'y revint jamais. — Il y était tout de même resté trente ans ! — Il décéda à Paris le 5 novembre 1762 et sa femme le 27 août 1769. N'ayant pas d'enfants, ils firent une substitution à leur neveu Louis-Auguste de Rohan-Chabot, lequel mourut pareillement sans enfant, de telle sorte que ses droits sur le comté de Jarnac passèrent à son cousin Germain-Charles Rosalie.

Celui-ci nous intéresse plus spécialement qu'un autre. Les Sain-tais vivant sous Louis XVI l'ont vu souvent chez eux et à l'aurore de la Révolution l'houspillèrent quelque peu. « Intelligent, spirituel, cultivé, bienveillant avec une pointe de scepticisme et d'ironie, le C^{te} Ch. Rosalie (né en 1740) était avant tout un artiste : peut-être serait-il plus exact de dire qu'il avait surtout une nature d'artiste. » Tel est, en raccourci, le jugement que M. R. D. porte sur lui. Il épousa une Irlandaise, Elisabeth Smith, dont l'acte de mariage a été publié dans notre *Bulletin-Revue* (t. IV, p. 155) ce que M. R. D. paraît avoir oublié.

Le C^{te} Rosalie était, en 1789, commandant en 3^e de la province

de Saintonge et Angoumoix, inspecteur des troupes... En cette qualité il venait souvent à Saintes inspecter le régiment. Mais ses voyages avaient un attrait plus personnel. Les monuments gallo-romains de la ville l'attiraient, et, comme il était tout-puissant, il ne se gênait pas pour s'emparer de ce qui lui plaisait et de le transporter à Jarnac et d'orner son parc. M. R. D. parle de *bas-reliefs*, *aliàs* on avait dit des chapiteaux. Ce qui est singulier c'est que l'on n'a jamais su ce que ceux-ci sont devenus depuis la démolition du château.

Il accordait son amitié à Bourignon, comme Boscal de Reals, de Bremond d'Ars d'ailleurs. Il le consultait. Une chronique, encore inédite, fournit quelques révélations curieuses. Quand il venait, à Saintes il logeait chez un perruquier nommé Lassoutière. Un contemporain l'estampille de « fantasque et extraordinaire. » Un jour la curiosité le prit de savoir où débouchait l'aqueduc qui s'ouvre sous le grand vomitorium de l'amphithéâtre. Il met des ouvriers à l'œuvre sous la surveillance de son ami Bourignon... Mais voilà le faubourg Saint-Eutrope en ébullition ! que veut faire M. de Jarnac ?... Son intention n'est pas douteuse ! il veut faire sauter les arènes et le faubourg en remplissant l'aqueduc de barils de poudre ! La population s'ameute, crie, vocifère, menace tant et tant que M. de Jarnac est obligé d'arrêter les fouilles et de quitter la ville.

Le temps marche vite. Le prestige de M. l'inspecteur s'altère rapidement. Une sentinelle de 14 ans l'arrête, l'empêche de passer, le somme de montrer ses papiers. Une autre fois, toujours à Saintes, on saisit sur une gabarre descendant la Charente une malle lui appartenant, le maire s'en empare, la fait transporter au corps de garde et ouvrir. On la trouve pleine de papiers que l'un des citoyens présents répand sur le plancher. A Jarnac, il refuse la cocarde tricolore, deux affiches injurieuses sont apposées pendant la nuit, l'une au château, l'autre à la halle. Il proteste, demeure une année encore dans la ville puis en septembre 1790, « sentant qu'il n'était plus rien dans le domaine de ses ancêtres, où il avait perdu tous ses droits, tous ses privilèges, toute autorité », il gagne l'Irlande, pour s'occuper des intérêts de sa femme.

Les chapitres V, VI, VII consacrés au Jarnac depuis la Révolution jusqu'en 1870, sont pleins d'intérêt inédit.

Le volume se termine par une Bibliographie trop sommaire. Une bonne bibliographie n'était pas incompatible avec un objectif restreint. Il est regrettable de ne pas y trouver de références à la Gaule de l'éminent préfacier, M. C. Jullian, à la *France protes-*

tante d'Haag, à notre *Bulletin-Revue*, au *Recueil* de la Commission des A. et M. de la Charente-Inférieure, au *Dictionnaire des familles poitevines* de Beauchet-Filleau et bien d'autres volumes. Une bibliographie bien faite aurait rendu un grand service aux néophytes et procuré un memento aux initiés.

Ch. D

PLÉDY (Lucien). BROUAGE, VILLE FORTE DU XVI^e ET DU XVII^e SIÈCLE, MARIE MANCINI.

Ce petit livre joliment édité témoigne de lectures — pas aussi abondantes qu'il conviendrait — et de l'absence absolue de recherches personnelles. Il se lit avec intérêt, sans fatigue comme un bon livre de vulgarisation. Il a le mérite de donner un résumé — incomplet — de l'histoire de Brouage (le drame de du Daignon est à peine effleuré en 20 lignes, et les incarcérations des XVII^e et XVIII^e siècles, n'en inspirent pas davantage). Très visiblement, dans l'esprit de l'auteur, cette première partie, un peu négligée, ne sert qu'à situer l'exil de Marie de Mancini qui est l'objet principal du livre. Ce dernier épisode d'un drame de famille, qui s'est passé à Paris, prend, en effet, la meilleure part du livre. M. P. s'y fait l'apologiste et le défenseur ému et convaincu, et ma foi attachant, de cette séduisante jeune fille qui aurait bien voulu être reine de France. Elle avait compté sans l'impondérable, ici la raison d'Etat.

M. P. ne nous apprend rien de nouveau sur ces trois mois et demi d'exil. D'ailleurs, il déclare, dès le début, qu'il n'a pas la prétention d'avoir découvert Marie Mancini. Il n'a pas même eu la curiosité de chercher le nom des quatre demoiselles de Marennes qui venaient tenir compagnie à l'exilée (les quatre demoiselles Martell, Catherine, Elisabeth, Henriette et Judith qui ne se marièrent pas). Mais il a tenu à savoir en quelle nuit Louis XIV fut conçu (conçut dans le texte, p. 91). Il n'a pas poussé son enquête plus loin que... Michelet.

Si ce livre ne se distingue pas par une érudition neuve et touffue, il est hors de pair pour sa riche et ample collection de fautes d'impression et de lapsus.

M. le premier président Pledy doit être affligé d'une distraction à haute tension ou il n'a pas corrigé les épreuves de son livre, se rapportant de ce soin à un prote qui n'avait peut-être qu'un mauvais manuscrit. Il y a des fautes aveuglantes telles que la venue de Louis XIV à Brouage en 1860 (p. 123), l'entrée de Marie au cou-

vent (p. 69), le 1^{er} avril 1654 et sa sortie dix-huit mois après en octobre 1665 (p. 70) ; Richelieu obtenant la survivance du gouvernement de Brouage pour son petit neveu le 28 avril 1653 (p. 36), or il était mort le 4 décembre 1642 ; Carnavalet est dit (p. 38) enterré dans l'église de Brouage le 30 août 1674 quand, deux lignes plus bas, son épitaphe le dit mort le 10 septembre 1686... on pourrait continuer... uno avulso non deficit alter.

M. le Premier excelle à estropier les noms propres. Rien que dans la page 159 se lamentent 7 victimes : M. de Vaux de Folletier crie contre de *Vaux de Folvier*, Jacques Bainville est travesti en Jacques Banvolle, le Dr Sottas en Dr Sollas après Solias (p. 41), notre Massiou devient Massion, N. Alain a un *l* de trop, Ed. Pilon échange *i* en *o*, Plon se mue en Flon. On pourrait faire trois pages d'errata du même goût : Vesunna (p. 8) est imprimé *Vesenum* : Dioscoride, *Discoride* ; le duc de Montausier, *Montauzon* (p. 81) ; le sous-préfet Le Terme, *le Terne* ; le maréchal de Chamilly, *Charmilly* et tutti quanti ! !

M. P. dote Saintes d'une abbaye de *Saint-Martin* (p. 41) qui n'a jamais existé (il a confondu avec Sainte-Marie), Saint-Jean-d'Angély est transféré près Broue, il faut comprendre *Saint-Jean-d'Angle*.

Dans une seconde édition, qui ne tardera pas sans doute vu le succès de la première, M. P. nous expliquera ce qu'est un *amour socialis* (p. 142) que Louis XIV aurait ressenti pour Marie Mancini. Il voudra justifier la date qu'il donne (1369) à la prise de la tour de Broue par Du Guesclin, qui est généralement placée en 1372.

Pourquoi un plan de Brouage des *Guides Diamant* a-t-il été préféré aux anciens qui auraient été mieux en situation.

CH. D.

N. B: Ce compte-rendu était corrigé, bon à mettre en pages quand nous avons appris la mort subite de M. Pledy.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS. M. Hugues, substitut à Saintes.

M. le Docteur de Grissac à Cravans.

M. Baudrit, à Saintes.

Le XLVII^e volume d'Archives, premier des Lettres de Bégon à Villermont est sous presse.

M. le curé de Saint-Pallais, à Saintes, qui a entrepris de rendre

au culte l'église de l'abbaye sollicite le concours de toutes les personnes qui s'intéressent à l'art et particulièrement à la restauration de ce splendide monument aujourd'hui dégagé des organisations que le génie militaire avait fait à l'intérieur.

Nos confrères des Archives voudront bien, sans doute, participer à cette œuvre en envoyant à un des membres du Bureau la somme — si modeste qu'elle soit — qu'ils jugeront à propos.

Le Congrès annuel des Sociétés savantes de Paris et des départements se tiendra à Poitiers du 6 au 10 avril 1926.

Pour services rendus à la prévoyance sociale, MM. Flavien-Henri-Maurice Martineau et Marie-François-Eugène-Fournieux, directeurs de la Caisse d'Épargne de Saintes, ont reçu une médaille de bronze.

En mai 1925, on a vendu, à l'Hôtel Drouot, un exemplaire des *Tragiques* de d'Aubigné (1616), portant « une note manuscrite dans le fleuron du titre indiquant que cet exemplaire a été donné par d'Aubigné lui-même, probablement au sieur Merlat, dont le nom est inscrit à côté : *Autor ipse mihi senecto hunc propria dedit manu librum 1620.*

Pierre Merlat, avocat, qui fait baptiser un fils à Paris. *France prot.*, 1^{re} édit. t. VII, p. 374, note 1.

Illustration du 10 octobre 1925, p. 384, photographie des principaux représentants américains et français à la conférence de Washington. — M. Chapsal est au second rang, au-dessus de M. Caillaux.

Une petite exposition de tableaux a été organisée, à Saintes, le 8 août et jours suivants, par des jeunes gens, élèves de M. Terral pour la plupart, auxquels se sont joints quelques amateurs et professeurs de la ville, dans la salle de l'ancien Palais très gentiment parée. Notons à la hâte une bonne petite toile (une terrasse fleurie) de M. Terral, des croquis prestement enlevés à la foire ou au cirque par Mlle Deblois qui a le sens du pittoresque. Si elle persévère dans cette voie, pleine d'attrait, elle pourrait bien se tresser une petite couronne dorée (pas en simili), à moins que le professorat ne la fasse dévier. Mlle Ruff avait deux bien jolies vues de La Rochelle ensoleillée à souhait. Elle exposait aussi une grande toile du clocher de Saint-Pierre, simplement imposante. Elle se livre, en outre, à un genre de gravure fort à la mode, blanc et noir crus, qui produit plus d'effet que de charme. M. Marcel Ruff débute, il

faudra le suivre. M. Dartagnan enrôlé dans l'école de la simplification à outrance, avait des affiches très colorées non sans agrément (1). L'exposition de M. Berthomé était attendue avec un vif intérêt qui n'a pas été déçu. Il est fort possible qu'un jour le conseil municipal se glorifie d'avoir encouragé la vocation de ce jeune homme. Deux portraits très soignés, un autre (le sien) plus expédié mais ressemblant, deux grands arbres très étudiés, mettent en évidence une nature douée que l'expérience développera très heureusement.

A l'exposition des Arts décoratifs de Paris on a remarqué des dessins et leur exécution : assiettes et petits pots de faïence. Ces ouvrages sont ceux d'élèves de l'école municipale de dessin de La Rochelle reproduits par la faïencerie d'Angoulême, fondée il y a quelques années.

Le dimanche 23 août 1925, une plaque commémorative du séjour de Pierre Loti a été apposée à Saint-Porchaire sur la maison où habitait le perceuteur, son beau-frère, chez qui il venait passer ses vacances.

PIERRE LOTI

vécut ici

sa prime jeunesse

Il chanta la Rochecourbon

A cette occasion une représentation de *Mireille* devait être donnée à La Rochecourbon. La pluie n'ayant pas cessé de toute la journée, elle eut lieu dans une salle. (Voir le *Progrès* du 29 août).

Le greffe du tribunal de Rennes a versé aux archives départementales les registres de baptêmes, mariages et décès du xviii^e siècle pour la ville de Rennes et les communes de l'arrondissement.

Bel exemple à invoquer pour qu'il soit imité.

Une nouvelle Académie. — Elle vient de se constituer avec dix des écrivains français de province, âgés de plus de cinquante ans. Parmi ces nouveaux immortels nous relevons avec plaisir le nom de M. Henri Meriot, le poète relieur de Rochefort, qui vient de rééditer ses œuvres poétiques en un fort élégant volume avec les souscriptions de ses nombreux amis et admirateurs.

(1) En octobre 1925, il a exécuté pour un industriel de Saintes une affiche du plus pur cubisme.

Une société des amis de l'île d'Aix s'est formée à Paris pour sauver et entretenir la maison de l'Empereur et y constituer un musée napoléonien. M. Paul Léon a classé cette maison comme monument historique. (Elle l'est bien en effet !...)

Rappelons que la chambre de Napoléon fut restaurée en 1862 sur l'initiative de M. Boffinton, préfet.

M. M. Martineau a remis à la bibliothèque de Saintes, au nom de M. Léonce Grasilier, un volume de 102 pages in-4°, tapées à la machine intitulé : *Détenus dans les maisons d'arrêt mis en liberté par arrêtés du comité de Sécurité générale an III (1794-95)*, après Thermidor.

Ce répertoire alphabétique a été établi au moyen de 1487 fiches recueillies au cours de recherches aux Archives nationales.

C'est un très long travail dont les Saintongeais ne sauraient trop remercier M. Grasilier.

Tous les noms ne sont pas corrects, mais ils sont reproduits tels qu'ils ont été inscrits. Les Archives départementales en possèdent un double.

M. Grasilier publie dans la *Gazette d'Aunis* une histoire des quatre sergents de La Rochelle.

M. Martin-Civat a publié dans l'*Indicateur de Cognac* des 29 et 31 janvier 1925 : *Cognac, ses dix agglomérations successives*.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 3 août 1925, est décédé à Saintes, M. l'abbé Simon, aumônier des Sœurs des Aveugles et ancien aumônier du collège de Saintes, et à Saint-Charles de Rochefort. Voir *Bulletin religieux* du 15 août.

M. le Comte de Saint-Legier d'Orignac, âgé de 87 ans, est décédé le 29 août.

Le 4 septembre 1925, à La Tremblade, est décédée Mme veuve Armand Dières-Montplaisir, née Costin Marie-Madeleine-Delphine Lovely, âgée de 78 ans, qui laisse la réputation méritée d'une femme de bien et d'une sainte femme.

Elle eut huit enfants : Mlle Marguerite, née le 18 août 1870 ; Mme Madeleine, née le 31 août 1872, religieuse aux Filles de la Sagesse, supérieure de l'Hôtel-Dieu de Nantes ; Mme Marie-Elisa-

beth, décédée, qui épousa M. Paul Chevalier, ancien capitaine d'artillerie, propriétaire à Clion, canton d'Archiac ; Le P. Maurice, missionnaire de la compagnie de Marie, né le 24 octobre 1877 ; Mlle Marthe ; Mme Mathilde, décédée, née le 20 octobre 1882, qui épousa M. le D^r Petit ; M. Marcel, né le 12 mai 1886 ; M. Montfort, né le 17 janvier 1890.

Elle était l'unique fille d'Isidore Costin, que les cultivateurs et pêcheurs de La Tremblade, à son décès, qualifièrent de « pharmacien des pauvres. » Elle avait continué la tradition d'inépuisable charité de son père.

Le 25 octobre 1925, est décédé à La Rochelle M. Georges Bernard, époux Crès, ancien pharmacien principal de 1^{re} classe de l'armée, officier de la Légion d'Honneur, âgé de 90 ans, père de M. Bernard, procureur de la République à La Rochelle.

MARIAGES

Le 10 août 1925, a été béni à Rumigny (Ardennes), le mariage du Comte Antoine de Cugnac, fils du lieutenant-colonel, avec Mlle Mina Fischer.

Le 26 août 1925, à Nuits Saint-Georges, la bénédiction nuptiale a été donnée à M. François Pinasseau et à Mlle Andrée Legrand.

BIBLIOGRAPHIE

ANGIBAUD (Mlle) de La Rochelle.

Fleurs de Silence. La Rochelle, imprimerie Masson, 1925, recueil de poésies.

On y trouve notamment une pièce intitulée : *Les Arènes de Saintes.*

AUDIAT (Pierre). *La biographie de l'œuvre littéraire*, essai d'une méthode critique. Paris, librairie H. Champion, 1925, in-8°, 275 pages.

A ce volume l'Académie française a décerné le prix Paul Flat (1000 francs).

BALLOT (Mlle M. S.). *La céramique française au Musée du Louvre. Bernard Palissy et les fabriques du xvi^e siècle.*

Edition Albert Morancé, petit in-4°, 38 pages de texte, 48 planches.

Ce petit volume est d'une exécution excellente et met bien en relief les productions de La Chapelle des Pots, authentiques ou simplement attribuées à cette fabrique. Le n° 4 est la *gourde* bien connue d'Anne de Montmorency. N° 5 une aiguière, Beauvais ou La Chapelle. N° 6 Buie à enveloppe découpée, et vase à deux goulots émail vert. La Chapelle des Pots. N° 7 Gourde émaillée jaunâtre mar-

bré brun et vert, décor en relief. Biberon en forme de statuette, jaspée, fabrique de Beauvais ou La Chapelle des Pots (il n'y a aucune hésitation à avoir pour le biberon. Il est bien de La Chapelle). N° 26 à 42 Palissy ou son école.

BELIARD. *Ile d'Oléron. La Peroche et son prieuré* du XII^e au XX^e siècle. Angoulême, imprimerie Charentaise, 1925, in-8°, 52 pages.

M. l'abbé Beliard, ancien curé de Saint-Trojan, a demandé aux actes notariés la majeure partie des pages de cette petite monographie. C'est la bonne méthode que nous souhaitons de voir se généraliser. Il y a beaucoup à prendre dans les minutes de notaires. Elles sont difficiles à consulter à cause de leur dispersion malgré le bon vouloir de leurs détenteurs. Aussi faut-il remercier très vivement les personnes qui ont le temps de les compulser et de constituer un dossier dont l'histoire générale du pays ne peut que profiter.

BOISSONNADE (P.). *La renaissance et l'essor de la vie et du commerce maritimes en Poitou, Aunis et Saintonge* du X^e au XV^e siècle. Paris, Marcel Rivière, 67 p., s. d. (1924).

BREMOND D'ARS (Eusèbe de). *Les Tilleuls de Juin*, poèmes.

BREMOND D'ARS (Elie de). *Jeanne d'Ars issue en ligne directe de Saint-Arnoul et Pépin d'Héristal.*

Paris, imprimerie Ph. Renouard, 1925, in-4°, 12 pages.

COURIVAUT DE LA VILLATE (abbé). *Notice sur le cardinal François de La Rochefoucauld (1558-1645).*

DELAMAIN (Robert). *Jarnac à travers les âges.*

Niort, imprimerie Saint-Denis, Paris, librairie Stock, in-16 carré, 297 pages, gravures. (Voir plus haut).

FOUCHÉ (C.) *Jonzac, son église, son château*, Bordeaux, imprimerie J. Bière, 1924, in-16 191 pages et planches.

Pendant ses séjours à Fontenet, à Saint-Julien-de-l'Escap, à Poussay-Garnaud, à Taillebourg, M. l'abbé Fouché a recueilli les éléments d'une monographie de sa paroisse, il faut toujours avoir recours à ces bons travaux quand on a besoin d'un renseignement sur une de ces localités. Nous le retrouvons à Jonzac dans les mêmes dispositions. Mais cette fois, son nouveau volume, *post bella otia pacis*, est presque uniquement consacré à l'hagiographie. Sur les 191 pages du volume, 152 sont attribuées à l'église, aux patrons de la paroisse, à Simon-Pierre de Ribeyreys le dernier prieur-curé de Jonzac exécuté en 1794, à Saint-Anthème, de qui l'auteur voudrait bien restaurer le culte dans sa paroisse, à Saint-Germier, aux Carmes, à Guillaume Gardras, enfin une autre victime des septembriseurs, A.-C. Auguste de Beaupoil de Saint-Aulaire.

La partie laïque intitulée *Le Château* est surtout composée de notes généalogiques sur les possesseurs.

Sans nier l'intérêt qu'elles présentent ainsi groupées, il sera permis de regretter qu'elles ne soient pas doublées d'un peu plus de biographie. L'auteur qui n'entend que faire « œuvre de vulgarisation » avoue qu'il n'ajoutera rien aux notions déjà publiées par Rainguet, d'Aussy, B. de Cugnac. Il n'eut pas été

plus difficile de rassembler les éléments de courtes et substantielles notices mises au courant.

GIRAUDEAU (Louis). *La légende de l'île de Ré, texte et dessins de Louis Giraudeau, préface de Henri Béraud.*

La Rochelle, imprimerie Masson. Paris, librairie André Delpeuch, 1925, in-8°, 169 pages.

Je n'éprouve aucune tendresse, je l'avoue, pour ces vingt contes, tous modernes (un de la Révolution) aussi macabres et farcis de superstition et d'hallucinations les uns que les autres, à cent lieues des gracieuses légendes aunisiennes et Saintongeaises médiévales, poétiques et dramatiques à souhait. Je ne blâme pourtant point M. G. de les avoir recueillies. Sur leur trame tenue, arachnéenne, il a su crayonner de légers pastels qui ne manquent pas d'agrément. Il est peintre, voit en peintre; il connaît admirablement le pays où agissent les personnages, aussi le meilleur de son livre est-il certainement ses descriptions colorées, vraies, faisant images, ses dessins pris sur nature, dont l'exactitude accroît le charme.

HERISSAY (Jacques). *Les prêtres pendant la Terreur, LES PON-
TONS DE ROCHEFORT (1792-1795).*

Paris, Perrin, éditeur, un vol. in-8, gravures, 15 fr.

MAIRE (abbé Elie, aumônier du collège Stanislas).

Marie-Eustelle Harpain (1814-1842).

Poitiers, Société française d'imprimerie. Paris, librairie Lethielloux, 1925, in-16 de 378 pages.

MARTIN-CIVAT. *Nos petites patries françaises.* Discours prononcé à la distribution des prix du collège de Saint-Yrieix, le 12 juillet 1925.

Saint Yrieix, imprimerie R. Fabrique. 1925, in-16, 8 pages.

MERLOT (Henry). *Les Poésies de Henry Merlot.* Rochefort, imprimerie Theze-Toyon. Paris, librairie A. Lemerre, 1925, un vol. in-16 carré de 525 pages.

Le Pays de France. Poitou, Angoumois, Saintonge. Paris, Hachette, 1925, album avec introduction par E. Perochon.

Règlement, Programme de la foire-exposition de Saintes du 30 mai au 6 juin 1925. Saintes, imp. J. Thaumiaux, in-16, 36 pages.

REVEILLAUD (Eugène), *Poèmes prophétiques et poèmes messianiques.* Paris, Berger-Levrault, 1924, deux volumes in-16, 15 fr.

Vie à la campagne, meubles poitevins, vendéens, saintongeois, album in fol. n° du 25 décembre 1924.

DO NOT CIRCULATE

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06824 1366

